

UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE
École doctorale 395 MSCPP
Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement
UMR CNRS 7218
Centre de Recherche sur l'Habitat

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI NAPOLI
FEDERICO II
Dipartimento di Scienze Sociali

Marta PAPPALARDO

**« Mériter » la ville globalisée : la production des espaces urbains
en centre-ville, entre discours et pratiques micro-locales.
Naples et Le Caire**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 02 décembre 2016

en vue de l'obtention du **Doctorat en Urbanisme et Aménagement**
de l'Université Paris Ovest Nanterre La Défense
en cotutelle avec l'Università degli Studi di Napoli Federico II

sous la direction de Madame Agnès DEBOULET (Université Paris 8)

et de Madame Adelina MIRANDA (Université de Poitiers)

Jury de soutenance :

Codirectrice :	Madame Agnès DEBOULET	Sociologue urbaniste, Professeure à l'Université Paris 8
Codirectrice :	Madame Adelina MIRANDA	Sociologue anthropologue, Professeure à l'Université de Poitiers
Rapporteur:	Monsieur Laurent DEVISME	Urbaniste, Professeur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes
Rapporteur:	Monsieur Maurizio MEMOLI	Géographe, Professeur à l'Università di Cagliari
Membre du jury:	Madame Enrica AMATURO	Sociologue, Professeure à l'Università degli Studi di Napoli Federico II
Membre du jury:	Madame Pascale PHILIFERT	Géographe urbaniste, Professeure à l'Université Paris Ovest Nanterre La Défense

Remerciements

À la fin de ce long parcours, c'est avec émotion que je reviens sur toutes les personnes sans lesquelles cette thèse n'aurait jamais vu le jour.

Je tiens à remercier mes directrices de thèse, qui ont impulsé ce travail dès ses débuts, elles l'ont lu et relu maintes fois depuis les premières pages jusqu'aux dernières corrections. Pendant six ans, elles m'ont écoutée, conseillée et parfois secouée ; elles ont patiemment répondu à mes questions, m'ont guidée dans mes choix et m'ont fait retrouver le chemin quand j'étais perdue. Ma thèse n'existerait pas sans elles, c'est un travail collectif dans le vrai sens du terme.

Madame Agnès Deboulet m'a transmis la passion de la recherche et m'a accompagnée et m'accompagne toujours dans la construction de ma carrière, depuis mes études de master jusqu'au doctorat et à mes premières expériences professionnelles. Elle m'a montré que la recherche est un engagement sur le terrain au quotidien. Elle m'a introduite dans le milieu de l'enseignement et me l'a fait aimer. Elle m'a appris ce que veut dire être une chercheuse engagée, rigoureuse et compétente.

Madame Adelina Miranda m'a accompagnée tout au long du terrain napolitain, qu'elle m'a appris à analyser à travers un travail permanent de questionnement. Elle a ouvert mon esprit à des perspectives de recherche inattendues. Elle m'a poussée à regarder au-delà de ce qui semble plus évident, et à toujours dépasser mes limites, en sortant de ma « zone de confort ». Elle m'a appris la rigueur et l'importance de l'échange dans le travail de recherche.

J'exprime tout mon remerciement à l'ensemble des membres de mon jury, qui ont accepté de lire cette thèse : Monsieur Maurizio Memoli et Monsieur Laurent Devisme, qui m'ont fait l'honneur d'être mes rapporteurs, ainsi que Madame Pascale Philifert et Madame Enrica Amaturò.

Cette thèse n'existerait pas sans le support de plusieurs organismes. Le CEDEJ – Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (USR 3123) du Caire, et en particulier Monsieur Marc Lavergne qui, directeur en 2010-2011, a accepté ma demande de bourse, aussi bien que les responsables administratives, qui m'ont aidée dans mes démarches sur place. Un remerciement spécial va à Monsieur Pierre-Arnaud Barthel, qui a été mon responsable au CEDEJ, et qui a aidé ma recherche à démarrer au mieux grâce à des échanges féconds, mais qui a su également être présent en dehors du travail, dans ma découverte de la vie au Caire. La Fondation Walter-Zellidja a financé le premier terrain napolitain. Madame Catherine Le Vaillant a été une interlocutrice attentive tout au long de mes démarches.

Je remercie l'équipe du Département de Sciences Sociales de l'Università degli Studi di Napoli Federico II, en particulier la coordinatrice du doctorat Madame Enrica Morlicchio, ainsi que Madame Anna Cocozza, pour m'avoir accueillie et accompagnée dans mes démarches de cotutelle. Merci également aux doctorants du 27^e cycle, pour m'avoir fait une place dans leur groupe. Merci à l'ED 395 de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Pendant ces six années toute l'équipe a été à mon écoute et m'a aidée dans mes démarches.

Je remercie l'équipe et les chercheurs du CRH – Centre de Recherche sur l'Habitat et du Lavue – Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement UMR CNRS 7218, où j'ai trouvé ma place, dans la recherche comme dans l'enseignement. Leur soutien et leur présence ont été constants, ici à Paris et pendant mes déplacements à l'étranger. Merci aux doctorants du CRH, qui m'ont toujours fait sentir la bienvenue dans le bureau du 7^e étage, et avec qui les échanges ont été très féconds à chaque rencontre.

Je remercie les personnes que j'ai rencontrées sur mes terrains à Naples et au Caire, celles qui se sont prêtées au jeu de l'entretien, celles qui m'ont accompagnée dans mes explorations, mais également toutes les rencontres, durables ou éphémères, qui m'ont aidée à grandir et à faire mes preuves sur le terrain.

Je remercie mes rencontres égyptiennes, en particulier Sherif et Eslam, qui m'ont apporté une aide indispensable à la réussite de mon terrain et qui sont devenus des amis. Merci à Barbara et Nicola, qui m'ont accueillie chaque fois que j'en avais besoin, et chez qui je me sens toujours « à la maison ».

Je remercie Khedidja, qui a été une collègue et un exemple pendant ces années de thèse. Elle m'a conseillée et écoutée, en me donnant à chaque fois le courage d'avancer. Sa relecture a été une aide précieuse pendant ma rédaction.

Merci à Enrico. On s'est rencontrés au début de cette aventure, et le fait qu'il soit encore là me fait dire que c'est pour la vie. Son écoute, son soutien inconditionnel et son amour ont une valeur inestimable. Il m'a accompagnée dans ce parcours du combattant qu'est le doctorat, grâce à son expérience et à ses compétences d'enseignant et de chercheur.

Je ne remercierai jamais assez ma famille, ma mère, mon frère, ma grand-mère. Malgré mon éloignement depuis de (trop) nombreuses années, ils ont supporté matériellement et moralement tous mes choix, et leur affection est indispensable au quotidien. Leur confiance, leur soutien et leur amour m'ont aidée à devenir celle que je suis aujourd'hui.

Une pensée, pour terminer ces remerciements, va à mon père, qui n'a pas vu l'aboutissement de mon travail, mais qui j'espère en aurait été fier.

À mon père

Sommaire

Introduction	11
I. Hypothèses de recherche : la domination dans les « discours aménageurs » et les pratiques « par le bas »	11
II. La construction de l'objet de recherche : un travail de recadrage, nourri par les expériences des terrains	15
II.I Les groupes subalternes dans les métropoles globalisées	16
II.II Pourquoi étudier les centres-villes ?	18
II.III Du logement aux micro-territoires : définir une échelle locale	21
II.IV La production de la ville « par le bas »	23
III. Développement de la thèse	24
Chapitre 1. Une recherche interdisciplinaire : l'enquête en milieu urbain	27
1.1 Une recherche interdisciplinaire	29
1.1.1 Les difficultés de l'enquête de terrain	30
1.1.2 De l'observation flottante à l'entretien ethnographique : interroger les pratiques et les représentations	33
1.1.3 L'analyse des documents d'urbanisme : interroger les discours « officiels »	37
1.1.4 L'image comme instrument d'enquête	40
1.2 Nos terrains d'étude, de part et d'autre de la Méditerranée	42
1.2.1 Pourquoi une mise en perspective ?	44
1.2.2 Clivage Nord/Sud ou « question méditerranéenne » ?	47
1.2.3 Après les terrains : une analyse des données « en perspective »	49
Partie 1 : Urbanisme de la globalisation et altérité interne dans la métropole contemporaine	51
Chapitre 2. La construction du sujet subalterne : altérité interne dans la métropole globalisée	53
2.1 Domination, hégémonie, subalternité : s'interroger sur les concepts	55
2.1.1 Domination et processus de légitimation	55
2.1.2 Hégémonie/subalternité : une relation dichotomique ?	57
2.1.3 Subalternité politique ou subalternité culturelle ? Les interprétations de la notion	58
2.2 Visions de l'« Autre » : les études subalternes et postcoloniales	60
2.2.1 L'Orient : un sujet subalterne	61
2.2.2 Les Subaltern Studies : pour une historiographie alternative	63
2.2.3 Les réappropriations des études postcoloniales dans les pensées africaine et latino-américaine	67
2.3 Le discours sur la subalternité	68
2.3.1 La construction du subalterne comme « non-sujet »	69
2.3.2 Le « discours » comme pouvoir	70
2.3.3 Agentivité et conscience de soi du sujet subalterne	72
2.4 La subalternité comme « altérité interne »	74
2.5 Quand l'« autre » devient l'indésirable : stigmatisation, pauvreté et subalternité	78
2.5.1 Intériorisation de la condition subalterne ?	79
2.5.2 Le stéréotype, producteur de réalité	81
2.5.3 Pauvreté ou vulnérabilité ? Une question de capital	82
2.6 « Orientalisme métropolitain »	86
2.6.1 Le « sujet subalterne métropolitain »	88
2.6.2 Qui sont les subalternes à Naples et au Caire ?	93
Chapitre 3. De l'« urbanisme de la globalisation » à la patrimonialisation : narrations urbaines et rapports de domination	101
3.1 L'« urbanisme de la globalisation »	101
3.1.1 La « condition postmoderne », trait d'union entre urbanisme et subalternité ?	103
3.1.2 Villes « globales » ou villes « ordinaires » ?	105
3.1.3 L'urbanisme hégémonique : néolibéralisme et modèles de développement	107

3.2 Production de la ville et domination	111
3.2.1 La planification urbaine comme hégémonie (1) : un pouvoir qui produit.....	113
3.2.2 La planification urbaine comme hégémonie (2) : la « révolution passive ».....	116
3.2.3 Injustice spatiale, urbanisme « de classe » et fragmentation socio-spatiale.....	118
3.3 La production urbaine au niveau micro-local : des pratiques « populaires » ?	123
3.3.1 Le « populaire », attribution culturelle d'altérité ?.....	125
3.3.2 Les pratiques comme outil de production de la ville.....	127
3.4 La patrimonialisation, un enjeu majeur de l'urbanisme contemporain ?	129
Partie 2 : Des « visions de projet » pour les centres villes	137
Chapitre 4. Deux métropoles, des centres-villes multiples	139
4.1 Histoire des politiques urbaines dans le centre-ville de Naples : un développement urbain par stratifications successives	141
4.1.1 Le Centro Antico et le Centro Storico en débat.....	142
4.1.2 La « Renaissance napolitaine » et le classement Unesco	144
4.1.3 Du PRG de 2004 aux politiques actuelles	147
4.2 Histoire des politiques urbaines dans le centre-ville du Caire : une ville polycentrique, berceau de cultures	148
4.2.1 Al-Qâhira, de la fondation à l'époque moderne	148
4.2.2 Le développement du nouveau « centre-ville ».....	149
4.3 Les quartiers en réhabilitation et patrimonialisation : Centro Antico et Wust-al-Balad .	151
4.3.1 Centro Antico : quartier paupérisé ou joyaux patrimonial ?.....	152
4.3.2 De « Wust-al-Bald » au « Caire khédivial » : la reprise en main du patrimoine moderne .	155
4.4 Les quartiers en requalification et rénovation : Quartieri Spagnoli et Maspero	158
4.4.1 Quartieri Spagnoli, quartier populaire convoité	158
4.4.2 Maspero, quartier populaire menacé.....	163
4.5 Une mosaïque d'acteurs dans les deux centres-villes	168
4.5.1 Les pouvoirs publics, du local au national (et au-delà)	169
4.5.2 Les promoteurs privés : stratégies de rentabilisation du patrimoine	174
4.5.3 Le tissu associatif, entre fragmentation et désir d'investissement	177
Chapitre 5. Documents de projet et « discours aménageurs »	183
5.1 Le Grand Projet Centre Historique Naples Unesco: une stratégie pour révéler l'« identité du site »	183
5.1.1 Le Projet Bassi : le changement social comme objectif caché ?	186
5.1.2 Du « Grand Programme » au « Grand Projet » : les changements de route d'un projet instable.....	188
5.2 La Vision Stratégique Cairo 2050 : un projet ambitieux face à des évènements inattendus	189
5.2.1 Le Caire « khédivial », ou la « découverte » du patrimoine moderne.....	191
5.2.2 Le Projet Maspero: le développement du centre-ville passe par la dépossession des habitants pauvres	193
5.2.3 Après la Révolution ? La continuité du projet est incertaine, mais le discours reste	194
5.3 La construction des discours aménageurs	196
5.3.1 Les politiques patrimoniales comme vecteur de développement urbain : de la marge au centre.....	196
5.3.2 Attractivité, circulation de modèles et image de la ville : l'urbanisme « fictionnel ».....	201
5.3.3 Désirs de modernité : des villes en quête d'une revanche ?	206
5.3.4 La sélection de la mémoire comme instrument de projet	209
5.3.5 Sens civique, « culture du patrimoine », respect : une question morale ?.....	213
5.3.6 Illégalismes, insécurité : réalités ou instruments de disqualification sociale ?.....	216
5.3.7 Évènements culturels et spectacularisation de l'urbain	219
5.3.8 Les images de projet comme véhicule d'un imaginaire dominant	222
Partie 3 : L'analyse « par le bas » des pratiques urbaines	227
Chapitre 6. Situations urbaines : les appropriations de la ville en récits	229
6.1 Cartographier les pratiques micro-locales	229
6.2 Situations urbaines (1) : l'appropriation patrimoniale	231

6.2.1 L'appropriation partagée de la cour de Santa Chiara	231
6.2.2 L'Ex-asilo Filangieri : un bien « commun » ?	239
6.2.3 Le « mobbing immobilier » dans les immeubles du centre-ville cairote, par Al Ismailia	245
6.2.4 Appropriations et contre-appropriations d'un espace patrimonial : le cinéma Radio	264
6.3 Situations urbaines (2) : la vie quotidienne entre privé et public	266
6.3.1 Du travail à la rencontre : le partage de l'espace d'un basso	267
6.3.2 La place Montecalvario entre continuités et ruptures	272
6.3.3 Occupation par densification des passages : qahwa baladi et cafés historiques	278
6.3.4 Les vendeurs ambulants : négociations et affirmations d'une présence dans l'espace public	280
6.4 Situations urbaines (3) : cérémonies, événements publics, manifestations	284
6.4.1 La procession du S. Antonio dans les ruelles du Centro Antico	285
6.4.2 La place Rosario di Palazzo, entre pratiques populaires et nouvelles appropriations	290
6.4.3 Le Caire après la Révolution : « redécouverte » du centre-ville entre culture et politique	297
6.4.4 Maspero : les compétences habitantes comme ressource dans la contestation politique	303
Chapitre 7. Les micro-territoires de l'appropriation populaire : de l'espace domestique aux interstices urbains	307
7.1 Les micro-territoires de l'appropriation populaire : du logement à l'espace public	307
7.1.1 Le logement, entre « dedans » et « dehors »	311
7.1.2 L'espace limitrophe au logement (1) : la ruelle comme prolongement du chez-soi	323
7.1.3 L'espace limitrophe au logement (2) : la vie quotidienne et la construction de la mémoire	338
7.2 L'espace de la quotidienneté et du voisinage : travailler, se déplacer, se rencontrer	343
7.2.1 Travailler dans le quartier, entre tradition et « débrouille »	343
7.2.2 Les déplacements, signe d'une pratique différenciée du quartier ?	356
7.2.3 « Vivre le quartier » : les rencontres et les usages de la rue	362
7.3 La construction identitaire localisée	369
Partie 4 : Qui a « droit au centre ville » ? Délégitimation et résistances	379
Chapitre 8. Disqualification morale et manipulation folklorique dans la planification urbaine	381
8.1 La disqualification morale comme instrument de délégitimation	381
8.1.1 Aux origines de l'« orientalisme métropolitain » à Naples : la « peur de la plèbe »	386
8.1.2 La « précarité stabilisée », et autres stratégies de fragilisation des populations démunies	393
8.2 Une gentrification imparfaite, entre désirs aménageurs et réalité du peuplement	403
8.2.1 Le changement social est-il inévitable ?	404
8.2.2 Distinction sociale et exclusion urbaine	407
8.3 Le discours folklorique, ou le risque de la manipulation	409
Chapitre 9 : Qui a « droit au centre-ville » ?	421
9.1 Le « droit à la centralité »	421
9.2 La fabrication de la ville « par le bas » : négociations politiques micro-locales	428
9.2.1 Capacité d'aspiration et recherche du bonheur	429
9.2.2 Négociations politiques micro-locales : le pouvoir créateur de l'interstice	432
9.3 L'appropriation patrimoniale : un processus conflictuel ?	440
9.3.1 L'appropriation « par le bas » de l'espace patrimonialisé	444
9.3.2 Quel espace d'affirmation pour les patrimoines « autres » ?	446
Conclusions	453
Production de la ville par la participation : la seule issue ?	454
Dépasser le stéréotype : des résistances (im)possibles	458
Bibliographie générale	465
Table des figures	497
Annexes	501
1. Tableaux des acteurs interviewés	503
1.1 Tableau des « aménageurs » et associations interviewés – Naples	503
1.2 Tableau des « aménageurs » et associations interviewés – Le Caire	506

1.3 Tableau des habitants et travailleurs interviewés – Naples	508
1.4 Tableau des habitants et travailleurs interviewés – Le Caire	510
2. Journal de bord : quatre récits de terrain	513
2.1 Récit: une journée avec Mario	513
2.2 Récit : une après-midi avec les habitants du quartier Porta Capuana.....	516
2.3 Récit: une journée avec Salim	519
2.4 Récit: rencontre au Café Riche.....	521

N. B. Quand non spécifié, les traductions en français de textes cités ont été effectuées par l'auteur.
Quand non spécifié, les images appartiennent à l'auteur.

Introduction

« Personne ne sait mieux que toi sage Kublai, qu'il ne faut jamais confondre la ville avec le discours qui la décrit. Et pourtant, entre la ville et le discours, il y a un rapport. »

Italo Calvino, *Les Villes invisibles*.

Notre recherche souhaite interroger ce lien, évoqué par Marco Polo dans l'œuvre de Calvino, qui existe entre une ville et son image. Nous allons analyser non seulement la mise en place de narrations dans deux métropoles, mais également leur pouvoir sur la production urbaine. De plus, nous verrons que la construction d'un discours sur la ville n'est pas une opération neutre, mais qu'elle peut être porteuse de domination et de stigmatisation à l'encontre de certains groupes sociaux. Plus particulièrement, l'analyse de l'articulation entre les discours issus de la planification urbaine, et les pratiques d'appropriation de l'espace de groupes sociaux stigmatisés, nous permet de questionner la production de la ville contemporaine et ses rapports de pouvoir.

I. Hypothèses de recherche : la domination dans les « discours aménageurs » et les pratiques « par le bas »

Notre analyse prend comme départ le questionnement de la globalisation dans la planification urbaine et de son articulation au niveau micro-local. Nous avons identifié un « urbanisme de la globalisation », qui se traduit par des projets de préservation du patrimoine, de consommation culturelle, de promotion du tourisme, visant une « construction identitaire ». Ces « visions » valorisantes des villes sont généralement véhiculées par des projets à grande échelle et développées sur un temps long, autrement dit des « stratégie métropolitaine ». Elles se développent en différents sous-projets spécifiques aux quartiers (centres-villes, quartiers informels, etc.) à l'intérieur d'un cadre métropolitain plus large, et assument un caractère stratégique, à travers des outils de politiques urbaines comme la gouvernance ou la décentralisation des pouvoirs. L'urbanisme de la globalisation se montre soumis à des critères communs d'attractivité culturelle et économique, que nous pouvons mettre en lumière à travers l'étude des documents de ces stratégies urbaines et de leur médiatisation, un ensemble d'éléments narratifs que nous avons appelé « discours aménageurs ».

Nous avons choisi de travailler plus particulièrement sur des quartiers centraux, car dans ces territoires les stratégies urbaines se fondent, plus qu'ailleurs, sur une valorisation de l'image de la ville et dans l'établissement d'un modèle normatif de ce que la ville devrait être.

La réussite de ce modèle demande l'adhésion de l'ensemble de la population, qui montre sa « participation » par une série de comportements urbains, du logement à l'occupation des espaces publics. La dévalorisation d'un certain nombre de pratiques urbaines permet ainsi aux aménageurs d'identifier les populations indésirables, qui constitueraient un frein au développement de la ville. Nous verrons, au cours de la thèse, que la désignation de certaines pratiques urbaines comme « inappropriées » permet aux groupes dominants de définir une ligne de responsabilité, qui partage les citoyens entre « méritants » et « non méritants » de faire partie de la ville renouvelée. Cette disqualification permet aux aménageurs de légitimer des politiques urbaines porteuses de discriminations socio-spatiales.

Nous avons choisi de définir les populations subissant cette domination par l'expression « groupes subalternes », car il s'agit de populations hétérogènes sur le plan social ou ethnique, qui toutefois ont en commun une expérience d'exclusion dans leur propre territoire urbain. Leur absence dans la plupart des échanges officiels autour des projets à venir, ainsi que la domination subie à la fois par les aménageurs mais également par les habitants issus des groupes dominants, nous a conduit à rapprocher notre analyse de la domination des travaux indiens sur la subalternité.

Selon notre hypothèse, la relégation des usages des groupes subalternes au rang d'occupation « sauvage » ou « inappropriée » de la ville, participe d'un stigmatisme de déviance utile à la délégitimation collective de leur présence dans les centres-villes. L'étude de la création et de la manipulation de cette catégorie subalterne – qui prend des noms spécifiques selon les contextes, comme dans le cas de la « plèbe » napolitaine –, permet de déceler les mécanismes de domination à l'intérieur des politiques urbaines. Nous faisons ainsi l'hypothèse que les pratiques populaires sont utilisées par les groupes dominants comme argument de délégitimation des populations pauvres dans les « visions » de la ville globalisée. Cette stigmatisation se nourrit des stéréotypes de la ville en retard et de l'immobilisme des groupes subalternes, mais également des conflits entre les différentes catégories d'habitants du centre pour l'appropriation de l'espace au quotidien. La stigmatisation résulte alors d'un enchevêtrement complexe entre des conditions sociales réelles et des discours stéréotypés. Les aménageurs, postulant l'intériorisation de la condition subalterne de la part des populations pauvres, revendiquent en effet le monopole de la prise de décision, surtout dans les espaces à vocation touristique ou patrimoniale. Nous verrons, au contraire, que des interprétations et des appropriations de l'espace urbain patrimonialisé « par le bas », sont mises en place par des habitants des centres historiques.

Le choix des terrains d'étude porte sur deux métropoles, Le Caire et Naples, qui font face à des changements profonds et se heurtent au désir d'internationalisation qui domine la compétition entre les villes (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger 2007). Les

expériences de recherche de nos directrices d'études A. Deboulet et A. Miranda, respectivement spécialistes du Caire et de Naples, nous ont aidée dans la mise en résonance des questionnements sur les deux terrains. Malgré les profondes différences de contexte, les questions s'imbriquent : l'attractivité touristique qui passe par le changement de population, la patrimonialisation de l'architecture des centres, hantée par le mythe de la grandeur déchu. La mise en perspective des dynamiques d'urbanisme, de conflit et de résistance dans ces deux réalités urbaines peut donner – sans prétention d'exhaustivité – la mesure de la scène internationale, autour de la Méditerranée, où la planification de la ville ne se joue plus au niveau urbain ou régional, mais dépasse désormais les limites nationales et continentales.

Cette recherche suit une démarche interdisciplinaire, dans laquelle l'analyse des outils de planification et les contextes urbains rejoint l'enquête ethnographique micro-locale sur les modes de vie des habitants des centres-villes. Nous avons réalisé nos enquêtes de terrain, effectuées dans les deux villes choisies de manière consécutive, selon la démarche qualitative. Les deux méthodes principales de collecte des données ont été l'observation « flottante » et les entretiens semi-directifs, deux outils qui nous ont permis de situer notre recherche à cheval entre les approches urbain et sociologique¹.

Grâce à une bourse de mobilité octroyée par le CEDEJ², nous avons obtenu un poste au Caire pendant dix mois (octobre 2010 – août 2011). La ville nous était inconnue auparavant : un travail d'immersion s'est alors imposé. Ce dernier s'est fait à travers la recherche d'un logement dans le centre-ville, l'inscription à un cours d'arabe égyptien et un grand nombre de promenades et d'observations exploratoires des différents quartiers de la ville. Nous avons ainsi consacré les premiers mois du terrain à la découverte de la ville et des enjeux de son urbanisation, à travers notamment la documentation fournie par le CEDEJ. Ces premières expériences de terrain ont progressivement fait évoluer la problématique, très théorique au départ. Parmi le grand nombre de quartiers ciblés plus ou moins directement par la Vision Stratégique Cairo 2050, notre vie quotidienne nous a amenée à observer (et pratiquer) le centre-ville (où se trouvaient notre logement et notre lieu de travail) de manière extrêmement détaillée et à le parcourir tous les jours. Son architecture et sa morphologie urbaine tout à fait particulières dans la ville ont également attiré notre attention. Nous avons ensuite constaté que plusieurs travaux sur les questions de la patrimonialisation de l'architecture moderne étaient menés sur le centre-ville du Caire, et il nous a semblé intéressant d'explorer l'aspect des pratiques des habitants et des usagers du quartier Wust-al-Balad par rapport à ces projets en cours. Nous avons choisi d'y ajouter une réflexion sur un

¹ Pour l'approfondissement méthodologique, voir chapitre suivant.

² Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales, USR 3123.

quartier peu étudié à l'époque, le triangle Maspero, car les enjeux du centre-ville se complexifiaient sur ce terrain où l'insalubrité de l'habitat avait engendré des dynamiques plus violentes et les prémices d'une confrontation avec les habitants étaient déjà observables. Nous avons ainsi pu développer nos enquêtes sur deux terrains parallèles : d'une part le quartier Wust-al-Balad, centre-ville « moderne » en voie de patrimonialisation, qui souffrait cependant du récent processus de paupérisation où se côtoyaient pratiques populaires et fonctions de représentation (touristique, culturelle, mais également administrative) ; de l'autre le quartier Maspero, dernier rempart d'une urbanisation historique autoconstruite de type populaire, sur un terrain extrêmement convoité que l'État cherchait à récupérer. Pour chaque quartier, nous avons interrogé trois catégories d'acteurs : professionnels, associations et habitants (usagers) : souvent, les territoires d'actions des aménageurs concernaient les deux quartiers (dont les deux projets faisaient partie de Cairo 2050).

Le travail de terrain à Naples s'est déroulé après celui au Caire, notamment en deux séjours de six mois chacun, en 2013 et en 2014. La décision de travailler sur Naples a coïncidé avec la mise en place d'une cotutelle de thèse entre l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et l'Università degli Studi di Napoli Federico II. Le Département de Sociologie de Naples a ainsi revêtu un rôle de référent sur place, comme l'avait été le CEDEJ au Caire. Certes, le travail préalable au terrain que nous avons effectué a été différent et complémentaire par rapport au terrain égyptien, mais non moins passionnant et souvent difficile. Les enquêtes exploratoires qui nous ont permis de cibler deux quartiers du centre-ville ont demandé un travail de distanciation de nos prénotions, grâce notamment à la littérature sur la ville. Nous avons ainsi choisi deux secteurs au sein d'une stratégie métropolitaine pensée pour le centre-ville, le Grand Programme Centre Historique Naples Unesco, qui nous permettraient une mise en perspective avec les deux quartiers étudiés au Caire. Au Centro Antico, les enjeux de patrimonialisation et les tensions avec les habitants renvoient à des dynamiques similaires à celles de Wust-al-Balad ; aux Quartieri Spagnoli, comme à Maspero, un projet menace la continuité de la présence des populations plus pauvres, pas forcément à cause d'un relogement systématique, mais à travers des changements profonds dans l'habitat. Le travail de terrain a suivi les mêmes grandes lignes que celui effectué au Caire, bien que la connaissance approfondie de la ville, de la langue et nos relations personnelles sur place aient considérablement élargi l'éventail des contacts et des pistes de recherche entreprises. L'apport conjoint de nos deux directrices de thèse, a été encore une fois fondamental pour structurer une mise en perspective féconde, qui nous a

permis d'exploiter au mieux les éléments de chacun des terrains, mais surtout de construire un objet de recherche pertinent³.

II. La construction de l'objet de recherche : un travail de recadrage, nourri par les expériences des terrains

L'évolution de notre sujet de thèse tient de raisons qui touchent à notre histoire, et à un raisonnement accompagné et partagé avec nos directrices de thèse, qui a permis à des idées initiales de se transformer en un objet de recherche plus solide. Architecte de formation, nos précédents travaux étaient concentrés sur l'analyse des pratiques domestiques des habitants de bidonvilles ou de quartiers de relogement, dans différents pays⁴. Le constat de l'existence de pratiques domestiques et urbaines considérées tout à fait ordinaires par les habitants enquêtés, mais qui devenaient « informelles » ou illégales aux yeux des autorités locales ou des aménageurs, nous a graduellement poussée vers le questionnement d'une possible reconnaissance de ces pratiques au-delà de leur caractère exceptionnel et provisoire, en tant que véritable organisation de la ville pour ces populations. Ces dernières n'agissant pas « à défaut », mais en raison d'une lecture et d'une signification de l'espace bien précise, il s'agissait de comprendre quelles normes sous-tendaient à ces pratiques urbaines. Nous avons ainsi étoffé nos connaissances sur les questions des « compétences des citoyens ordinaires » (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000) et sur les possibilités d'une production urbaine selon des pratiques populaires (Deboulet 1994). En même temps, interroger les discours qui, en définissant un modèle de citoyen « comme il faut », rendaient illégitimes ces pratiques, devenait le complément indispensable à l'analyse des pratiques elles-mêmes.

La domination discursive prend tellement d'ampleur qu'elle reste effective même quand le projet ne se concrétise pas. Dans les deux cas étudiés (Cairo 2050 et Grand Projet Naples Unesco) nous pouvons en effet parler de « projets de papier », autrement dit de projets dont le pouvoir réside dans la communication d'une « vision », au-delà de leur effective réalisation. Le développement d'une imagerie de projet, qui nourrisse un discours destiné à la communication du projet est devenu un élément récurrent dans l'urbanisme contemporain des villes partout dans le monde. Aucun élément du projet n'échappe à la construction du récit, qui devient véritable gage de sa réussite. Dans le cas de Nantes, L. Devisme (*op. cit.*) analyse le cheminement qui a mené à l'appellation du projet d'aménagement de l'un des secteurs de

³ Voir l'approfondissement méthodologique dans le chapitre suivant.

⁴ Cf. "L'habitat des Roms entre nomadisme et sédentarité. Les Roms des Balkans à Scampia, Naples", 2008, mémoire de Master 2 en Architecture à l'ENSA Paris La Villette et "La politique "sociale" au Maroc: levier du développement ou terrain de conflit? Les quartiers "clandestins" à Oujda, Maroc", 2010, mémoire de Master 2 en Géographie et Aménagement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

l'Île de Nantes (de « campus », à « pôle », en passant par « districts » ou « cluster ») : les multiples changements et hésitations des aménageurs confirment l'enjeu dans la simple dénomination des différents projets. La définition du projet doit être en elle-même valorisante, elle doit évoquer une image attractive qui, en quelque sorte, « prépare le terrain » à l'aménagement. Naples et le Caire n'échappent pas à cette vision : non seulement les projets sont munis de « slogans », mais les sous-projets ont eux aussi des dénominations précises. Le « Caire khédivial » est une appellation qui doit instantanément conduire le visiteur à la période de la « Belle Époque », mais qui a également permis, à travers un processus paradoxal de narration sélective, de « découvrir » un patrimoine jusqu'alors oublié (Volait 2009). À Naples, la « Citadelle des Études, des Arts et de la Culture », est une image qui sert de fait à gommer la présence habitante dans le centre historique, en ne retenant que l'aspect monumental du site.

Ces « récits d'urbanisme » (Secchi 1984) marquent le passage d'un urbanisme centré sur la production réelle *de la ville* à un urbanisme visant à produire un imaginaire *sur la ville*, confirmant ainsi le pouvoir de la narration et de ceux qui décident quoi et comment narrer, théorisés par H. Bhabha (1990). La forte médiatisation du projet, visant à produire un consensus collectif, propose un discours sur la ville qui est avant tout politique (Philifert 2007). Les acteurs se saisissent notamment du vocabulaire de la ville, comme par exemple les notions de « quartier », de « cité », d'« appropriation », en lui attribuant des valeurs de représentation collective de la ville renouvelée et des citoyens qui l'habiteront. Cependant, au gré des enquêtes de terrain, nous avons compris que c'est justement dans cette médiatisation, et en général dans la communication autour du projet, qui se loge la stigmatisation. Le discours mis en place par la stratégie métropolitaine semble parfois se suffire à lui-même : que les interventions soient mises en place ou non, l'exclusion est déjà en acte. Cette dernière s'appuie sur des craintes et des conflits qui existent déjà au sein de la population, et se sert des mécanismes de domination et de création de bouc émissaire (Girard 1972) nécessaires à l'acceptation collective des projets.

II.1 Les groupes subalternes dans les métropoles globalisées

Nous avons choisi de qualifier les pratiques étudiées de « subalternes » car nous estimons que la notion de subalternité contient une complexité anthropologique plus importante que celles d'exclusion urbaine ou de stigmatisation. À travers l'usage de cette notion, nous souhaitons également insérer notre recherche dans le courant des études postcoloniales, et plus particulièrement des *Subaltern Studies* indiens. Ce collectif travaille depuis les années 1980 à la réécriture de l'histoire indienne à la lumière des pratiques

populaires, passées sous silence par le colonialisme britannique et les élites locales, en insistant notamment sur la création de l'individu subalterne comme non-sujet. Tout comme ce dernier subit une « violence épistémique » (Spivak 2002) qui le nie en tant que possible agent de sa propre histoire, la ville produite par les sujets subalternes est une ville niée par les discours officiels, mais qui existe bel et bien en dehors de ceux-ci.

En reprenant les principaux auteurs des études postcoloniales et subalternes, ainsi que la théorie de l'orientalisme de leur maître à penser, E. W. Saïd, nous allons définir les caractéristiques d'un « sujet subalterne métropolitain », qui fait les frais de la globalisation dans sa métropole, mais qui en même temps, par sa propre existence, montre que la narration de la ville globalisée, telle qu'elle nous est présentée par les aménageurs, ne peut prétendre à l'universalité (Guha 2002). L'« orientalisme métropolitain » dont ces non-sujets sont victimes, notion adaptée de l'orientalisme saïdien qui voit l'Occident créer une image de l'Orient afin de le maintenir en une position de subordination (Saïd 1999 [1978]), est visible dans les discours aménageurs qui font référence au vocabulaire de la globalisation, mais également dans le discours dominant au sein de « l'opinion publique » (Bourdieu 1973) :

Ce n'est pas à l'intérieur de cette population, privée a priori de dénominateur commun, que se forme une sorte d'unité, mais hors d'elle, dans la perception de la société globale, dans la pratique sociale. L'opinion publique qualifie les gens en question de marginaux, asociaux, inadaptés, et, plus récemment, d'handicapés sociaux. Ces termes ne décrivent pas un mode de vie. Ils suggèrent une notion de danger, d'infirmité, d'anormalité. Ils désignent une partie de la société en la présument capable de n'importe quel acte aberrant, et traduisent peut-être ainsi une peur sociale latente. (Pétonnet 1985, p.20).

La lecture des pratiques subalternes dans la ville ne pourrait être possible sans une réflexion sur le modèle dominant d'urbanisme qui organise les métropoles contemporaines. Cet « urbanisme de la globalisation », tel que nous l'avons dénommé, se concrétise par une recherche du profit à travers l'exploitation des spécificités de chaque ville, assimilées ainsi à des marchandises. La globalisation met ainsi en place une hiérarchie internationale des villes, qui deviennent l'échelle privilégiée de la planification urbaine (Pinson 2009). Les villes ne se confrontent plus avec leurs environnements immédiats, mais elles jouent sur le terrain international, dans lequel elles sont amenées à être de plus en plus compétitives afin de ne pas perdre les avantages que des investissements locaux et internationaux pourraient apporter (Harvey 2008). Dès lors, l'obtention de labels tels que Capitale européenne de la Culture, Patrimoine de l'Humanité Unesco, entre autres, devient l'un des objectifs principaux de l'aménagement urbain. Cette mise en avant de l'image d'une ville performante et attractive ne peut se faire qu'aux dépens de la catégorie plus faible de la population, de telle sorte que le bénéfice de la globalisation soit réservé à une élite (*Ibid.*).

Dans les deux villes étudiées, la mise en valeur opérée par l'aménagement urbain semble se construire sur un désir d'amélioration par rapport à un état actuel insatisfaisant, lui-même causé par une partie « malade » de leurs populations. Le Caire comme Naples, construisent en effet leur image véhiculée à l'extérieur comme un contre-portrait de ce qu'il est communément connu sur elles. La stigmatisation des pratiques des groupes subalternes permet alors aux institutions de renverser l'image de ville sous-développée et arriérée. L'analyse des discours aménageurs permet ainsi de déceler les stratégies de reconquête et d'exploitation de territoires clés, là où les arguments portent sur l'amélioration de la « qualité de vie », l'internationalisation, la « remise à niveau » avec les autres villes du monde. De leur côté, les habitants mettent en place des pratiques et des appropriations de leurs espaces de vie qui remettent en question la vision dominante d'une « normalité », opposée à une « déviance » (Cattedra, Memoli 2014).

Ainsi, l'un des enjeux majeurs de notre recherche se situe dans cette articulation entre l'échelle micro-locale et internationale. Si l'urbanisme de la globalisation semble avoir des ambitions globales, sa mise en œuvre se concrétise à l'échelle micro-locale, par la transformation profonde des lieux de vie des habitants (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger *op. cit.*), mais également par la disqualification de toute une série de pratiques qui se déploient à l'échelle du logement, de la ruelle, de la place, de l'impasse. La globalisation signifie également circulations et recompositions spatiales, visibles à l'échelle micro-territoriale, notamment dans les mobilités sociales, dans les itinéraires résidentiels, ou encore dans les appropriations liées à aux migrations (Miranda 2007). Ces pratiques et représentations de l'espace nous invitent à questionner les rigidités des dualismes de type dominants/dominés et à appréhender la complexité de l'espace urbain au niveau micro-local. Également, des pratiques de la ville au niveau micro-local peuvent avoir un impact très important sur son image au niveau global, selon des logiques de cosmopolitisme et de métissage, mais également de « chaos » ou de « désordre » (Cattedra 2003 ; Sims 2010). Cet aller-retour entre les échelles, qui a caractérisé le questionnement théorique, mais également le travail méthodologique, est au cœur de notre recherche.

II.II Pourquoi étudier les centres-villes ?

Dans le contexte de notre analyse des pratiques des populations subalternes, de nombreux territoires se prêtaient à l'exercice. Pourquoi alors étudier plus précisément les centres-villes ? La réponse vient à la fois du déroulement de nos enquêtes et de la définition progressive de nos préoccupations de recherche.

En effet, la localisation des terrains d'étude en centre-ville s'est rapidement imposée en tant que véritable enjeu épistémologique. Premièrement, il nous a semblé que la critique de l'urbanisme de la globalisation et de ses conséquences sur les territoires habités, devient réellement prégnante au regard des centres-villes plutôt que des banlieues. Si les deux territoires sont investis d'un enjeu commun de développement et d'amélioration de la qualité urbaine, pour les centres la question de l'image domine davantage la réflexion urbaine. Dans les deux villes étudiées, les centres sont des lieux paupérisés, qui ont subi ce processus de déclassement – reclassement – surclassement dont parle D. Fabre (2010) à propos des espaces patrimonialisés. Cette dynamique, qui engage les monuments, mais surtout leur environnement construit et humain, amène la question de l'image de la ville sur le devant de la scène. Dans les deux villes étudiées, les quartiers centraux sont des symboles des tensions entre différents groupes de la population, tant d'un point de vue historique que si nous portons notre regard sur le contexte contemporain : à Naples, le centre-ville est le lieu de vie par excellence de ce groupe désigné comme « plèbe », emblème de la ville tant en positif qu'en négatif. Cependant, à un regard plus approfondi il est possible de dépasser les stéréotypes d'une pauvreté monolithique dans le centre-ville, pour se concentrer sur les spécificités et les dynamiques des situations dans un centre historique composite et fragmenté (Amaturo 2004), mais également sur le rôle joué par de nouveaux acteurs, comme les migrants, dans le secteur économique ou résidentiel (Miranda 2015 ; Amato, Coppola 2009). Au Caire, si la dynamique de redécouverte et de valorisation du patrimoine moderne du centre-ville est plus récente, elle se greffe sur un processus de délégitimation de la présence des habitants pauvres dans les interstices de la ville et d'une polarisation sociale déjà visibles dans le développement inégal de ses quartiers (Florin, Madœuf 2002).

Le choix des centres-villes en tant que terrain d'étude correspond alors à l'hypothèse d'une délégitimation spécifique aux habitants des quartiers centraux, en raison de leur « visibilité » plus importante face à des acteurs tiers (comme les touristes) et à leur présence dans des lieux emblématiques pour la construction d'une image valorisante de la ville. Cette réflexion sur les centres-villes nous amène ainsi à réinterroger les notions de centre, de périphérie, de marge et de polarité urbaine : les limites « classiques » de la ville se confondent et de nouveaux cadres spatiaux deviennent des enjeux de développement. Si la métropole contemporaine confirme la prégnance d'un système polycentrique (Gasnier 1991), qui fonctionne selon un réseau de polarités parcouru par des flux (Castells 2009), les quartiers historiques paupérisés peuvent être lus comme les marges des polarités-centres (Erdi Lelandais, Florin 2016). Il n'est pas certain que les phénomènes observés dans nos deux villes puissent être qualifiés de gentrification (Laino 2015 pour le cas napolitain), cependant le retour d'une population plus aisée dans ces quartiers se traduit par des transformations dans

les logements et dans l'offre commerciale et de loisir, et peut conditionner les politiques urbaines.

La hiérarchisation des espaces, et de ce fait la catégorisation des personnes qui les habitent est très importante dans les quartiers centraux - surtout ceux à vocation monumentale - également à cause de la présence d'un tiers acteur : le touriste. L'opinion de cet acteur extérieur, qui ne vit (et consomme) la ville qu'à travers les espaces de la mise en tourisme, devient le banc d'essai de sa réussite. Le Caire comme Naples vivent énormément du tourisme, mais souffrent également d'une image, véhiculée à l'extérieur, qui semble nuire à leur « réputation ». Cet enjeu médiatique, qui est avant tout un enjeu économique, prend des allures revanchistes quand il faut montrer « la vraie ville » aux touristes et qui plus est, leur donner envie de revenir. La création d'un « imaginaire touristique » (Girard 2010a) est ainsi parmi les facteurs à l'origine de la délégitimation d'une partie de la population à occuper certains espaces, au delà de la grille imposée de la fascination exotique et des stéréotypes positifs à vendre aux touristes.

Une autre grande question qui fait des centres-villes des terrains de recherche privilégiés réunit à la fois les préoccupations touristiques et celles liées à l'image de la ville globalisée. Le processus de patrimonialisation prend ici une place fondamentale, car il devient le moyen principal de classer certains quartiers et ainsi en justifier le changement de population. La patrimonialisation est un processus qui procède à un classement « officiel » d'un monument ou d'un environnement urbain, en établissant ainsi non seulement des règles pour la préservation du patrimoine, mais un véritable « code moral » d'occupation de l'espace (Dines 2013). La réflexion sur la patrimonialisation devient ainsi, dans le sens de notre recherche, plutôt une réflexion sur l'accès et l'appropriation du patrimoine de la part des différentes catégories de citoyens. Cette analyse, menée pendant l'enquête, nous a conduit au constat d'une grande fragmentation dans la pratique du patrimoine, et d'une stigmatisation encore plus importante des populations pauvres, qui ne seraient pas assez « civilisées » pour apprécier et entretenir le patrimoine architectural, et qui tiendraient presque « en otage » les monuments⁵. L'accès aux monuments pose la question de la légitimité des pratiques et de la rupture entre un espace de tourisme et de valorisation culturelle (pour les touristes et les institutions) et un espace de vie quotidienne (pour les habitants). Le discours patrimonial sert en effet à la construction d'une image valorisante de la ville. À travers la protection du patrimoine architectural et urbain, la ville semble devoir « récupérer sa grandeur perdue » ou atteindre une valorisation idéale jamais connue. Cette poursuite du mythe d'une ville idéale ne tient pas compte de la complexité des pratiques actuelles et efface ou dévalorise sciemment

⁵ Expressions entendues pendant nos entretiens au Caire (2011) et à Naples (2013 et 2014).

les stratifications populaires. L'image du « monument diffus », très attrayante pour les institutions et davantage valorisée par l'Unesco (qui a par exemple classé Naples en tant que « patrimoine urbain ») cache cependant derrière elle la complexité de l'usage quotidien d'un espace de vie et les conflits entre les appropriations des différents acteurs.

Cette complexité est également l'élément qui apporte la plus grande richesse dans l'analyse des logements et des pratiques des micro-territoires, que nous définirons dans le paragraphe suivant. Si l'architecture autoconstruite, autoproduite et librement aménagée laisse émerger de manière évidente et très riche les pratiques et les stratégies organisationnelles de ses occupants, l'habitat des quartiers centraux doit se confronter à ce que D. Fabre (*op. cit.*) définit comme « effet gavroche ». Le centre-ville étant un lieu de contraintes, de par son histoire mais également son caractère protégé, les pratiques urbaines populaires doivent composer avec ces contraintes, ce qui donne naissance à des réappropriations et à des réinterprétations des espaces monumentaux (Massa 2002). C'est justement cette remise en cause d'une distinction entre « officiel » et « alternatif » - dans les pratiques, comme dans les formes urbaines ou encore dans les « patrimoines » - qui donne corps au questionnement sur la subalternité de certaines pratiques. Si cette dernière ne peut se définir qu'au sein de la relation dichotomique avec l'hégémonie et si elle se construit dans le creux de l'œuvre de réduction au silence menée par les groupes dominants, l'étude de la réinterprétation des espaces monumentaux nous informe sur les fissures que les groupes subalternes opèrent dans le bâtiment de la ville hégémonique. Les habitants des quartiers centraux ne transforment pas des espaces vierges, mais bien imprégnés d'histoire. Ces contraintes d'appropriation, ainsi que cette stratification urbaine et historique donnent lieu à des formes urbaines et architecturales inédites.

II.III Du logement aux micro-territoires : définir une échelle locale

Comme nous l'avons évoqué plus haut, notre objet de recherche a subi des ajustements progressifs qui se sont révélés nécessaires au fil de l'enquête de terrain. La définition de l'échelle autour de laquelle construire la réflexion sur les pratiques subalternes a connu ce même cheminement. Au début de notre travail, l'échelle domestique nous avait semblé la plus pertinente pour notre problématique, selon laquelle l'impact de l'urbanisme globalisé est visible avant tout dans les pratiques de la vie quotidienne. Ensuite, nous avons retravaillé cette notion pour arriver à celle de territoires micro-locaux.

L'hypothèse formulée au début de l'enquête cherchait à démontrer que la stigmatisation⁶, qui touche les populations pauvres des centres-villes, se construit essentiellement sur les pratiques d'habitat de cette dernière, car l'espace domestique façonne les modes de vie et que les projets de logements comportent des changements dans les habitudes de vie des habitants ciblés. L'avancement de l'enquête nous a fait comprendre, graduellement, que l'aménagement de l'appartement ou de la maison et les pratiques strictement domestiques ne sont pas les seuls éléments sur lesquels se construit la délégitimation, et peut-être n'en sont pas les principaux. Il aurait ainsi été réducteur de nous arrêter aux limites du logement, surtout quand l'enquête montre comment l'appropriation de l'espace ne se borne surtout pas à ce dernier, et que c'est justement ce débordement sur l'espace public qui est à la base de l'incompréhension et des tensions qui se créent dans la ville entre des populations de différentes extractions sociales. L'espace limitrophe au logement devient un espace clé de la définition identitaire de ses occupants, et c'est sur ce terrain que les tensions entre ce que la ville « est » et ce qu'elle « devrait être » se manifestent plus explicitement. En effet, l'extérieur du logement est sa partie la plus visible, et l'utilisation et l'appropriation marquée de ses occupants, qui en font un espace privé (ou un prolongement de ce dernier), brouille les limites entre privé et public « normalement » reconnues. À partir de ce constat, nous avons élargi davantage nos observations, pour nous concentrer non seulement à l'espace limitrophe au logement, mais sur toute une série de « micro-territoires » sur lesquels se construisent les « orbites habituelles » (Pétonnet 1998) des habitants des quartiers centraux, autrement dit leurs trajectoires quotidiennes, ainsi que les lieux autour desquels ils construisent leur appartenance locale.

La ruelle, la placette, l'impasse, le passage couvert, la cour, ne sont que des exemples de ces territoires qui ont une signification attribuée au moment de leur création et partagée par les utilisateurs du quartier (parfois de la ville), mais qui assument pleinement leur fonction au niveau micro-local de par les usages et les appropriations que les habitants des espaces strictement limitrophes leur accordent. Parfois à travers une dénomination différente, ou encore des usages alternatifs, plusieurs pratiques montrent l'appropriation (physique ou symbolique) « populaire » de ces lieux, et ainsi leur redéfinition identitaire (Becchis 2011) de la part des habitants. Également, d'autres micro-territoires peuvent être répertoriés, qui ne sont pas automatiquement reductibles à des lieux utilisés par les autres usagers de la ville : le coin entre deux ruelles (qui sert de poste de surveillance, de lieu rencontre, ou encore à l'installation de petits stands de vente informelle), l'espace limitrophe au logement, déjà mentionné, les autels votifs ou les vitrines de marchandises encastrées dans les murs des

⁶ Voir partie 1, chapitre 2.

immeubles, les paliers et les couloirs entre les appartements. Ces espaces publics prennent leur signification spécifique dans l'utilisation et l'appropriation par les groupes subalternes, et donnent à voir la complexité de leur production de la ville (Renaud 2002) En d'autres termes, plus qu'à l'*habitat*, nous nous intéressons à ces territoires sur lesquels s'organise l'*habiter* des populations des quartiers centraux, autrement dit à l'ensemble des pratiques et des représentations qui se structurent, à partir du logement, dans le périmètre du quartier (ou d'une portion de ce dernier).

II.IV La production de la ville « par le bas »

L'étude de l'appropriation des micro-territoires au sein de stratégies métropolitaines ne peut se faire sans une réflexion sur les conséquences de ces dynamiques. Si les populations subalternes prennent leur place dans la ville à travers les pratiques populaires et l'appropriation des espaces patrimonialisés, la production urbaine « officielle » reste un processus conflictuel, avec un risque important d'exclusion des populations défavorisées. Il s'agit donc de comprendre si les habitants peuvent accéder à cette production de la ville, sous quelles formes, et si leurs compétences peuvent servir à activer des mécanismes de production urbaine alternative (Deboulet 1994 *op. cit.*). En d'autres termes, nous interrogeons la possibilité effective pour les populations subalternes de mettre en œuvre leur « droit à la ville », au sens lefebvrien (2009 [1968]).

La participation des habitants aux projets urbains est un argument qui suscite un profond débat parmi les professionnels, les chercheurs et les militants, tant autour de sa conceptualisation (quand et comment les habitants doivent accéder à la prise de décisions), qu'autour de sa mise en œuvre pratique (réunions publiques, enquêtes de terrain, votes, etc.) et des dispositifs ont été imaginés dans plusieurs villes du monde. Notre intention n'est pas ici d'entrer dans l'analyse des processus de participation prévus dans les projets étudiés, mais de les prendre comme point de départ pour l'analyse du clivage entre une production de la ville officielle et une production « par le bas ». Dans le sillage de C. Pétonnet (*op. cit.*), nous faisons l'hypothèse que l'action des habitants sur leurs espaces de vie peut être étudiée en tant que langage. Ainsi, malgré leur réduction au silence par les instances officielles de l'urbanisme, les habitants « s'expriment » (Spivak 2006 [1988]). Cependant, les pratiques urbaines s'affichant « par le bas » sont à questionner, et nous verrons au cours de la thèse que la multiplicité des acteurs agissant sur les mêmes espaces peut complexifier considérablement l'émergence d'un discours « alternatif » sur la ville.

L'étude des pratiques urbaines « par le bas » et de phénomènes comme l'appropriation patrimoniale par les groupes subalternes ne pourrait être complète sans une interrogation des

politiques urbaines sous l'angle de la justice socio-spatiale et des résistances, plus ou moins collectives. Pour ce faire, nous avons analysé nos terrains à la lumière de travaux du courant de la justice spatiale (Gervais-Lambony, Dufaux 2009) : la vision d'un urbanisme de la globalisation comme producteur d'injustices mine aux fondations l'édifice moral nécessaire à la construction du consensus collectif. En d'autres termes, il constitue un des éléments de ce que A. Roy (2011) définit comme « urbanisme subalterne » : une vision des quartiers populaires qui contraste la narration dominante, en la privant de son caractère de norme universelle. Les mouvements urbains subalternes, les mobilisations générées par les revendications urbaines et les réclamations du droit à la « centralité », en tant que possibilité d'accéder aux lieux privilégiés de la ville, sont ainsi à lire en tant que remise en question de l'urbanisme dominant.

III. Développement de la thèse

Les questions évoquées en introduction seront par la suite traitées de manière détaillée dans les différents chapitres de la thèse. Plus particulièrement, elle se compose d'un chapitre d'approfondissement méthodologique (chapitre 1) et de quatre parties.

La première partie est consacrée au cadre théorique qui soutient et illustre nos réflexions de recherche. Le chapitre 2 traitera de la construction du subalterne comme non-sujet, de l'« orientalisme métropolitain » et de l'altérité interne, en appuyant les propos sur l'analyse de la pensée gramscienne et des *Subaltern Studies*. Le chapitre 3 sera consacré à l'analyse critique de « l'urbanisme de la globalisation » à travers des réflexions autour des stratégies de promotion de l'image de la ville et le traitement des problématiques sociales dans la planification urbaine, pour ensuite nous concentrer sur la définition des pratiques des groupes subalternes et des rapports de domination dans la planification urbaine.

La deuxième partie est dédiée aux deux villes, traitées singulièrement. Le chapitre 4 présentera les deux villes, et plus particulièrement les deux centres, dans leurs contextes historiques et géographiques respectifs, ainsi qu'une présentation détaillée des quartiers et des acteurs impliqués dans les questions urbaines des deux centres-villes. Le chapitre 5 consistera, quant à lui, en une critique détaillée des documents des deux projets étudiés (Vision Stratégique Cairo 2050 et Grand Projet Centre Historique Naples Unesco). L'analyse des arguments du « discours aménageur », développé dans les deux projets et questionné grâce à un apport théorique pertinent, permettra de traverser des sujets clé comme celui de l'urbanisme « fictionnel », de l'instrumentalisation de la nostalgie, de la criminalisation des comportements, ou encore de la patrimonialisation dans le contexte de l'urbanisme de la globalisation.

La troisième partie de la thèse complète la précédente : après la vision « officielle », l'analyse des pratiques des habitants permet de se confronter à la réalité de la production et appropriation des quartiers étudiés. Plus particulièrement, le chapitre 6 sera dédié à l'analyse de « situations », présentées sous la forme de récits critiques. Ces derniers, réunissant les observations urbaines et architecturales ainsi que les résultats des entretiens, restituent un cadre complet des dynamiques socio-spatiales dans les quatre quartiers et rendent compte de la complexité et de la multiplicité des acteurs en jeu dans les mêmes espaces. Dans le chapitre 7, nous analyserons les pratiques dans ce que nous avons défini les « micro-territoires de l'appropriation populaire », selon des macro-catégories : le logement et son espace limitrophe ; les espaces du quartier dédiés au travail et au temps libre, la mobilité, la construction identitaire localisée.

Dans la quatrième partie, nous analysons les dynamiques issues de l'articulation entre les discours officiels, les pratiques des acteurs et les représentations. Le chapitre 8 analysera la délégitimation opérée par les groupes dominants et les processus de construction du consensus collectif autour de cette image disqualifiante des groupes subalternes. Le chapitre 9 sera articulé autour d'une réflexion sur le « droit à la centralité » et sur les différentes formes de production urbaine « par le bas » observables dans les deux centres-villes.

Les conclusions essayeront d'ouvrir des pistes de réflexion sur la question de la fabrication de la ville, à travers notamment l'analyse de la complexité des dynamiques derrière les stéréotypes, afin d'interroger la possibilité d'une production « postcoloniale » de la métropole contemporaine.

Chapitre 1. Une recherche interdisciplinaire : l'enquête en milieu urbain

La méthode que nous avons adoptée s'est construite sur mesure dans le contexte, au fil des explorations préliminaires et des enquêtes de terrain. L'observation « flottante » (Pétonnet 1982) a été l'outil majeur, qui nous a permis d'appréhender les phénomènes sans aucun a priori ; cependant, nous avons gardé tout au long du terrain une forte démarche interdisciplinaire, la seule possible pour comprendre des phénomènes qui investissent plusieurs champs théoriques. Si la prise en compte de données statistiques et démographiques de contexte a été indispensable à la compréhension des phénomènes observés à la petite échelle, la méthode qualitative nous a semblé la plus pertinente à notre recherche, car elle correspond bien à la démarche interdisciplinaire⁷ : la pratique de l'observation et de l'entretien propre à l'enquête qualitative vient compléter les analyses architecturales et urbaines, menées sur place à l'aide du croquis et de la photographie.

Les territoires choisis ont été appréhendés à travers une méthode qui s'apparente de la monographie, sans pour autant perdre le lien avec les autres échelles d'étude. L'étude de chaque « situation »⁸ rencontrée se compose ainsi d'une analyse de terrain à plusieurs niveaux : la description du lieu identifié comme significatif, avec son insertion dans le contexte urbain et son fonctionnement ; l'observation des pratiques qui s'y déroulent quotidiennement ou à des moments précis ; les entretiens avec les acteurs pour comprendre les représentations et ainsi reconstruire de manière complète les dynamiques socio-spatiales.

Un aller-retour nécessaire entre l'échelle micro-locale et l'échelle globale permet de lire la fragmentation des espaces et les hétérogénéités entre les quartiers et au sein des quartiers eux-mêmes, dans une dynamique plus large de ville, de nation, de continent. Pour cette raison, nous avons choisi l'échelle micro-locale pour nos enquêtes de terrain : les pratiques des habitants étudiés se déploient sur le temps et les espaces de la vie quotidienne, autrement dit sur un ensemble d'espaces réduits, qui structurent les liens de parenté et de voisinage sur la longue durée, parfois ne s'étendant pas au delà de quelques ruelles autour du logement. Même quand la fréquentation du centre et de la ville entière est une pratique courante, et la revendication de l'appartenance en tant qu'« habitant » peut changer en fonction de l'interlocuteur (Guérin-Pace 2007), l'usage pratique des espaces se construit de

⁷ « L'enquête de terrain, ou enquête ethnographique, ou enquête socio-anthropologique, repose très schématiquement sur la combinaison de quatre grandes formes de production de données : l'observation participante (l'insertion prolongée de l'enquêteur dans le milieu de vie des enquêtés), l'entretien (les interactions discursives délibérément suscitées par le chercheur), les procédés de recension (le recours à des dispositifs construits d'investigation systématique), et le recueil de sources écrites » (Olivier de Sardan 2007, p.36).

⁸ Voir plus bas.

manière plus réduite, autour de quelques espaces connus et fréquentés au quotidien, pour ensuite s'élargir de manière concentrique. L'observation de ces pratiques quotidiennes, ainsi que quelques premiers entretiens exploratoires, nous ont permis d'identifier un certain nombre de lieux comme significatifs en tant que micro-territoires d'enquête. Ces derniers ont fait ensuite l'objet d'observations systématiques, ainsi que d'approfondissements à l'aide d'entretiens avec les acteurs principaux, et nous avons veillé à travailler selon la méthode de la « triangulation »⁹. Dans ce sens, le choix de l'entretien semi-directif, parfois véritable récit de vie, nous a permis connaître les « coulisses » des épisodes observés, ainsi que de reconstruire les représentations des lieux et des pratiques avec les mots des interlocuteurs eux-mêmes. Pour ce faire, le guide d'entretien que nous avons mis en place est très réduit, ce qui nous a permis d'avoir des conversations très générales avec les enquêtés, qui ont couvert les arguments les plus divers. Chaque échange a ensuite été décortiqué pour en extraire les données selon les trois niveaux de lecture que tout entretien sollicite : « (a) des informations sur le monde (sur des « faits ») ; (b) des informations sur le point de vue de l'interlocuteur sur le monde ; (c) des informations sur la structure communicationnelle de l'entretien » (Olivier de Sardan *op. cit.*, p.40). Nous avons également pris le soin d'effectuer des croisements des informations recueillies avec les documents d'urbanisme et les « visions officielles ».

L'enquête de terrain, dont les techniques seront détaillées par la suite, a été accompagnée d'autres outils méthodologiques fondamentaux : les sources documentaires, et plus particulièrement la littérature savante, la littérature dite « grise » (mémoires, thèses, rapports techniques, etc.), la presse, les productions écrites locales. Si les premiers interviennent surtout avant l'arrivée sur le terrain (comme outil de familiarisation) et après (comme outil de fondement théorique des données empiriques), les dernières sont plutôt « internes » au terrain (*Ibid.*).

Afin de consolider notre problématique théorique interdisciplinaire, notre travail de documentation a suivi deux chemins parallèles, l'un plutôt concentré sur les questions urbaines et architecturales, l'autre qui relève d'une approche plus sociologique. Pour le premier groupement de questions, nous avons consulté principalement des sources sur la globalisation et l'urbanisme actuel ainsi qu'une documentation importante sur les centres

⁹ « Par la triangulation simple le chercheur croise les informateurs, afin de ne pas être prisonnier d'une seule source. Mais on pourrait parler de triangulation complexe, dès lors qu'on tente de raisonner le choix de ces informateurs multiples. La triangulation complexe entend faire varier les informateurs en fonction de leur rapport au problème traité. Elle veut croiser des points de vue dont elle pense que la différence fait sens. Il ne s'agit donc plus de « recouper » ou de « vérifier » des informations pour arriver à une « version véridique », mais bien de rechercher des discours contrastés, de faire de l'hétérogénéité des propos un objet d'étude, de s'appuyer sur les variations plutôt que de vouloir les gommer ou les aplatir, en un mot de bâtir une stratégie de recherche sur la quête de différences significatives. » (Olivier de Sardan *op. cit.*, p.44-45).

historiques, la patrimonialisation et la mise en tourisme des villes. En ce qui concerne les questions sociales et sociétales, nous avons travaillé de manière approfondie sur les sources des études subalternes indiennes, les études postcoloniales et le méridionalisme italien, ainsi que sur les travaux qui traitent des rapports entre les catégories sociales dans la ville. Dans un souci de familiarisation avec le terrain (tant pour le contexte général que pour les territoires spécifiques) nous avons étudié la littérature sur les deux villes choisies au sein de leurs contextes historiques et géopolitiques respectifs. Un quatrième groupe de littérature pris en compte a été celui des écrits sur la méthodologie, en particulier sur la recherche interdisciplinaire en sociologie urbaine et en urbanisme.

1.1 Une recherche interdisciplinaire

Notre terrain au Caire a duré dix mois, dont cinq d'adaptation et d'entrée progressive – d'octobre 2010 à février 2011, et cinq de terrain proprement dit, jusqu'en août 2011. Notre terrain principal est celui effectué à Naples, en deux séjours de six mois chacun, en 2013 et en 2014. Le terrain napolitain est devenu notre terrain principal pour plusieurs raisons, dont la principale a été une plus grande facilité à entrer en contact avec les différents acteurs du centre-ville, ainsi qu'un terrain qui a démarré plus rapidement, en raison d'une période d'« entrée » plus réduite. Si au Caire nous avons adopté une méthode de terrain plus exploratoire, qui nous a demandé plusieurs semaines, voire mois, d'observations préalables à tout échange avec les habitants, à Naples nous avons bénéficié d'une série de relations déjà nouées sur place. Nous avons ainsi pu accéder de manière plus directe aux actions des associations, et nouer plus de liens qui ont ensuite conduit à des entretiens longs. À Naples, nous avons été présente sur le site de manière quotidienne et prolongée, à travers différents réseaux qui nous ont permis d'être en contact avec le territoire : comités de quartier, associations qui militent dans le politique ou le social, services sociaux, paroisses, squats, universités, centres culturels, mais également un grand nombre de contacts personnels. Les observations systématiques ont été intégrées par des approfondissements ponctuels, à travers des entretiens semi-directifs conduits auprès des acteurs concernés : membres d'associations, résidents et travailleurs des quartiers choisis, ainsi que les institutions qui gèrent les projets intervenant sur ces mêmes lieux. Au Caire, ce sont plutôt les rencontres informelles répétées qui ont nourri l'enquête et l'ont faite progresser, ainsi que les contacts obtenus à travers le CEDEJ. Une partie significative des entretiens et des échanges, survenus en l'absence de tout réseau préétabli, a été fondamentale pour comprendre le rôle de ces acteurs qui se situent en dehors de la ville « officielle ». L'analyse de certains logements, mais surtout de l'espace limitrophe à ces derniers constitue un des outils majeurs de notre recherche du point de vue de

l'analyse urbaine et architecturale. Cette accumulation de données de nature différente relève de la technique d'enquête de « l'étude de cas » : « *autour d'une situation sociale particulière, constituant un "problème" pour les intéressés, problème social et/ou problème individuel, l'anthropologue va entrecroiser les sources: l'observation, les entretiens, les recensions, les données écrites* » (Ibid. p.44).

Il serait néanmoins impossible de tirer complètement profit d'une enquête de terrain sans l'interroger de manière critique. Si la réflexivité dans la recherche ne doit jamais déboucher sur une démarche autoréférentielle, il est nécessaire d'interroger les raisons qui nous ont poussé à adopter une certaine posture dans un certain contexte, mais également à regarder de manière critique le déroulement du terrain, ses dangers et ses opportunités.

1.1.1 Les difficultés de l'enquête de terrain

En ce qui concerne l'entrée sur le terrain, les deux villes choisies ont demandé un travail opposé mais complémentaire : le sentiment de dépaysement (et le travail d'immersion conséquent) a été présent tant au Caire quant à Naples, bien que de deux manières très diverses. Dans le premier cas nous avons travaillé dans une ville complètement inconnue auparavant, que nous avons ainsi découverte sous tous ses aspects, avec tous les risques liés à la méconnaissance du contexte local. À Naples, notre ville natale, le travail a été complémentaire : la découverte effective des lieux étudiés s'accompagnait d'un éloignement systématique des images et des représentations connues sur ces mêmes lieux car communément véhiculées (partagées ou non).

Si l'accès au terrain n'a pas présenté de dangers physiques, les difficultés étaient en revanche liées, entre autre, à l'image des territoires étudiés. L'image d'une ville violente pour ses habitants, mais surtout pour les « étrangers », est l'un des stéréotypes les plus connus sur Naples. Des quartiers paupérisés comme le Centro Antico (et plus précisément Forcella) ou les Quartieri Spagnoli (où nous avons conduit nos enquêtes) sont même les symboles de la criminalité en ville, supplantés seulement depuis peu par la notoriété que le livre *Gomorra* (Saviano 2006) et ses produits dérivés ont apporté à Scampia¹⁰. Les quartiers centraux de Naples vivent actuellement un processus de « blanchissement » de l'image qui est le pivot sur lequel se base le discours aménageur visant à la valorisation du centre en tant que site touristique Unesco. Sur ce même stéréotype se joue l'ambivalence du discours des habitants et des associations locales : des quartiers chéris par certains de leurs habitants, qui tiennent à

¹⁰ Plus récemment encore, le centre historique de Naples a bénéficié de la même visibilité controversée, grâce au nouvel ouvrage de R. Saviano, *La paranza dei bambini*, à paraître en décembre 2016. Source : <http://www.identitainsorgenti.com/nuove-speculazioni-la-paranza-dei-bambini-saviano-racconta-napoli-da-ny/> [consulté le 19/09/2016].

souligner qu'ils « n'ont jamais eu de problèmes », tandis que d'autres dénoncent la présence de « tribus » qui rendraient le centre-ville dangereux pour les touristes¹¹. Tous les discours, qu'ils véhiculent un stéréotype positif ou négatif, s'articulent autour de l'image de la violence, plutôt que sur la violence elle-même. La nécessité d'un côté de déceler cette ambivalence dans les discours des acteurs, et de l'autre le « défi au stéréotype » que représentait notre présence physique quotidienne dans ces quartiers, ont été des façons spécifiques à notre recherche de nous confronter à des terrains « sensibles » (Bouillon, Frésia, Tallio 2005).

Le défi majeur a été pour nous d'établir des relations bénéfiques pour l'enquête. Établir une relation de confiance équivaut à dépasser le stade de « l'énigme réciproque » (D'Halluin 2005, p.62), dans lequel l'enquêté ne sait pas ce que réellement cherche l'enquêteur et ce dernier se demande s'il pourra faire confiance à la parole du premier. Avec certains enquêtés, le sentiment d'un échange inégal a empêché que la relation de confiance dure longtemps. En effet, dans chaque relation d'enquête les acteurs assignent des positions à l'autre, et celle d'étudiante n'est pas toujours la plus souhaitable : certains enquêtés ont estimé que nous étions la seule qui aurait réellement tiré profit des résultats de l'enquête (pour la poursuite de la thèse), « à leur dépens » (*Ibid.*, p.63) et ont donc refusé de nous accorder « trop » de leur temps. L'absence d'un retour à court terme, et l'image répandue du travail de recherche qui serait de la spéculation intellectuelle en tant que fin en soi, porte grand nombre d'enquêtés à se révéler méfiants. Si les plus démunis peuvent se demander quels retours ils auront d'un travail de recherche « sur eux », les professionnels et les militants ne sont pas toujours disponibles à ce que l'on interroge leur travail de manière critique. Cette ambiguïté dans la position assignée au chercheur mène certains professionnels à être sur la défensive, en adoptant deux types d'attitudes : le premier consiste à donner des « fausses réponses », qui détournent le discours des arguments que l'enquêteur voudrait traiter ; l'autre consiste dans le réajustement des rôles de la part de l'enquêté, qui se place en position de supériorité (l'enseignant, le chef de projet, le président d'une association) par rapport à l'enquêteur-étudiant, neutralisant ainsi la menace qu'il voit en lui.

Cependant les données de ces entretiens plus « difficiles » que les autres ne sont pas perdues. Comme le soulignent S. Beaud et F. Weber (2010), tout silence, tout refus, toute « fausse réponse » est également à analyser en tant qu'élément conditionnant les résultats de l'enquête. Les différents registres discursifs décelables dans les récits des acteurs ne sont pas forcément utilisés de manière consciente par ces derniers, mais ils sont toujours mis en œuvre dans un travail de « présentation de soi » (Goffman 1973), qui est à analyser en tant que tel.

¹¹ Entretiens avec les habitants du Centro Antico et des Quartieri Spagnoli, 2013 et 2014.

Dans ce sens, l'« inconfort ethnographique » (Bouillon 2005, p.76) est une ficelle d'analyse à part entière.

Un autre moment du travail de recherche qui peut se révéler difficile est celui de l'analyse et la restitution des données, notamment en ce qui concerne le positionnement du chercheur vis-à-vis de la parole recueillie et la temporalité de la recherche par rapport aux événements relatés.

La première question est étroitement liée à notre objet de recherche, qui interroge les pratiques et les discours des habitants ainsi que les rapports de domination dans les discours officiels. Le piège principal lors de l'analyse des propos des enquêtés serait de « *penser que le « vrai » se trouverait du côté du peuple, du « local » et de la tradition* », et « *que la version du peuple [...] serait la « vraie version », et a contrario que les autres versions ne seraient que des mises en forme rhétoriques formatées par les « élites »* (Frésia 2005, p.48). Ce regard fortement idéologique, selon lequel il y aurait une « vérité » que le chercheur doit trouver, porte à fausser l'analyse de la parole des enquêtés, en laissant de côté leurs représentations et les mécanismes qui les sous-tendent. Nous sommes consciente que ce risque de « populisme idéologique » (Grignon, Passeron 1989) est très élevé dans notre recherche, puisque cette dernière vise à déceler les dynamiques de réduction au silence, la manipulation à travers les discours et la création d'images de délégitimation. Nous nous efforçons d'éviter ce piège en rendant compte de la complexité et parfois de l'ambivalence des propos des interlocuteurs : du point de vue méthodologique, le croisement de l'analyse des récits, des documents et des pratiques réelles peut rendre compte de l'imbrication complexe entre discours, pratiques et représentations. Ainsi, la subalternité ne s'impose pas en tant que « vérité de l'expérience » (Frésia *op. cit.*, p.48) des acteurs enquêtés, mais en tant qu'outil de lecture des phénomènes sociaux.

Un autre aspect problématique de la restitution des données de l'enquête réside dans les temporalités très différentes entre une recherche académique, qui s'étale sur un temps long, et la rapidité des événements, surtout dans le contexte des opérations d'urbanisme. Si l'une des critiques principales aux stratégies métropolitaines étudiées est celle d'être des « projets de papier », autrement dit des projets qui ne se réaliseront peut-être jamais, cela n'empêche pas les changements de rapports de force entre les acteurs, les modifications aux orientations, les allers-retours institutionnels, etc. Sur nos deux terrains, les évolutions temporelles ont été différentes, mais elles ont affecté de manière également importante le déroulement de notre recherche. En ce qui concerne le Caire, le bouleversement majeur a été à l'évidence la Révolution de janvier 2011, qui a complètement changé le contexte de notre terrain déjà commencé (nous étions sur place depuis quatre mois) et surtout a rendu le pays très instable. Le bouleversement politique a entraîné le gel des opérations urbaines, qui sont

encore aujourd'hui en cours de révision, en remettant en cause les axes d'intervention prévues. Du côté des entretiens, l'accès aux interlocuteurs a été difficile, voire impossible pendant plusieurs semaines. En ce qui concerne Naples, la situation est certes différente, mais le clivage entre les temporalités demeure : si l'Italie n'a pas connu de changements politiques si spectaculaires, les interlocuteurs officiels napolitains ont plusieurs fois changé au cours des années de terrain, et avec eux les orientations de la stratégie Unesco, qui de « programme » est devenue « projet ». Cette modification, qui a entraîné l'abandon de plusieurs opérations qui faisaient partie de l'intervention, nous a obligé à recadrer notre problématique de départ.

1.1.2 De l'observation flottante à l'entretien ethnographique : interroger les pratiques et les représentations

Comme annoncé plus haut, notre enquête de terrain se structure principalement sur la méthode que C. Pétonnet appelle « observation flottante », qui

consiste à rester en toute circonstance vacant et disponible, à ne pas mobiliser l'attention sur un objet précis, mais à la laisser “flotter” afin que les informations la pénètrent sans filtre, sans *a priori*, jusqu'à ce que des points de repères, des convergences apparaissent et que l'on parvienne alors à découvrir des règles sous-jacentes. (Pétonnet 1982 *op. cit.*).

Cette démarche a été particulièrement fructueuse pour notre recherche, car elle a permis non seulement de définir les lignes directrices de notre problématique pendant les enquêtes exploratoires, mais également de faire jaillir les enjeux du terrain lui-même, selon une démarche qui veut se rapprocher de la *grounded theory* (théorie empiriquement ancrée) dans son absence de conditionnements préalables et dans le travail d'allers-retours entre la « phase de découverte » et la « phase de vérification » des données observées (Herpin 2010). L'observation flottante nous a ainsi permis de nous imprégner des lieux et de trouver des situations inattendues qui constituent depuis des éléments importants de notre réflexion. C'est à travers cette technique, approfondie par les entretiens, que nous avons défini les « situations » qui constituent la base de notre lecture de l'espace « par le bas ».

Les observations effectuées peuvent ainsi être répertoriées en trois catégories majeures : 1. observation des espaces ; 2. observation de pratiques et de moments spécifiques (cérémonies, conférences, manifestations, réunions, etc.) ; 3. suivi de groupes, parcours commentés, balades documentées. Font partie du premier groupe les observations visant à rendre compte de l'organisation de l'espace, ainsi que des pratiques et des marquages des lieux. Les principaux instruments de collecte des données ont été la prise de notes sur carnet de bord et l'outil graphique (photos, croquis, cartes). Ces observations ont été menées selon une démarche de définition progressive, d'un ensemble de lieux plus larges et moins définis à

une observation systématique de quelques espaces significatifs. La récolte de données empiriques sur les immeubles destinés à la patrimonialisation et sur les logements des quartiers choisis a suivi cette même démarche. La deuxième catégorie regroupe les observations plus ou moins systématique des pratiques et des activités de différents types d'acteurs : conférences et séminaires données par les responsables des projets étudiés ou par le milieu académique, cérémonies et célébrations populaires, manifestations politiques et citoyennes, et en général tout genre de moments spécifiques dans les quartiers étudiés. La participation à ces situations (en coulisses ou en tant que spectatrice, mais également en tant qu'enquêtrice sur le terrain), où les données ont été recueillies principalement à l'aide d'enregistrements audio et de prise de notes et de photos, nous a permis d'analyser les pratiques des lieux de la part des différents acteurs. Le troisième type d'observation a été mené de manière plus systématique sur un noyau plus réduit d'acteurs : le suivi des réunions hebdomadaires d'une associations de quartier, ou encore d'un groupe de consultants sur les projets en cours en centre-ville nous ont permis d'accéder aux dynamiques internes et externes d'évènements observés, d'en reconstruire l'histoire de la « fabrication ». De la même sorte, la participation à des parcours commentés avec les associations ou les habitants, nous a permis d'avoir un récit imagé des représentations de nos interlocuteurs : ces derniers décidant l'itinéraire, les arrêts et les endroits à valoriser, nous avons mené des entretiens « itinérants » qui nous ont fait connaître « de l'intérieur » leur pratique de la ville, ainsi que les personnes rencontrées sur la route. Les éléments relatifs à ce groupe d'observations ont été recueillis principalement à travers des prises de notes et des enregistrements audio.

L'instrument qui a permis de compléter les observations a été l'entretien, mené selon la démarche semi-directive. Les acteurs choisis pour les entretiens n'ont pas fait l'objet d'un échantillonnage préalable et figé, mais d'une démarche itinérante qui s'est construite sur le terrain même. Bien que nous ayons veillé à obtenir un nombre d'entretiens suffisant à une quelconque tentative de généralisation de nos propos, la méthode utilisée pour l'identification des interlocuteurs a été par « arborescence » ou « en chaîne » (Gambardella, Morlicchio 2005). Selon cette démarche, propre à l'enquête qualitative,

[les] interlocuteurs ne sont pas choisis à l'avance par une méthode de tri (statistique, aléatoire), mais ils prennent place selon un compromis permanent entre les plans du chercheur, les disponibilités de ses interlocuteurs, les opportunités qui se présentent, les filières de parenté ou d'amitié déjà constituées, et quelques autres variables. Le choix des interlocuteurs s'opère ainsi pour une bonne part par "buissonnement" ou "arborescence": de chaque entretien naissent de nouvelles pistes, de nouveaux interlocuteurs possibles, suggérés directement ou indirectement au cours de l'entretien. La dynamique de l'enquête suscite ainsi son propre cheminement, largement imprévisible au départ, illégitime pour un enquêteur de l'INSEE, mais où se reflètent cependant les réseaux "réels" du milieu étudié. (Olivier de Sardan 2007 *op. cit.*, p.45).

Si cette démarche s'est révélée la plus adaptée à notre contexte de recherche, elle n'est pas exempte de risques. Le premier est certainement celui de la représentativité : si le réseau des enquêtés respecte les réseaux de sociabilité réels du terrain, comment garantir que les informations recueillies valent pour d'autres acteurs ? En d'autres termes, quel potentiel de généralisation auront les propos formulés ? Cette question, comme l'indique J.-P. Olivier de Sardan, est présente dans toute recherche qualitative, et il faut en prendre conscience. Il est cependant possible de ne pas tomber dans le piège de l'essentialisation grâce aux statistiques, qui remettent les informations obtenues qualitativement au sein d'un contexte plus large. Le second « piège » de cette technique d'échantillonnage, également définie « boule de neige » (*snowball sampling*) est le risque, pour l'enquêteur, de se perdre en trop de pistes qui se révèlent par la suite inintéressantes aux fins de la recherche (Goldschmidt 2005). Afin d'éviter la déperdition, le chercheur doit veiller à circonscrire au fur et à mesure son terrain grâce aux enquêtes déjà effectuées, de manière à pouvoir délaissier les pistes qui semblent les moins fructueuses.

Au cours de notre terrain, le choix de nos interlocuteurs a suivi le cheminement suivant, différent selon les acteurs interrogés : 1. en ce qui concerne les habitants, nous avons effectué les premiers entretiens à partir d'un groupe initialement identifié, pour arriver à une définition plus ou moins régulière : habitants ou travailleurs des quartiers choisis, qui pratiquent de manière continue et quotidienne les espaces identifiés. Les premiers enquêtés conduisant à d'autres, nous avons poursuivi nos entretiens au gré des réseaux locaux, mais nous avons également bénéficié des contacts d'instances locales comme associations, paroisses, centres culturels, squats, services sociaux, etc. ; 2. Le repérage des entretiens auprès des associations s'est fait sur un critère principalement géographique : nous avons cherché les associations travaillant dans le quartier choisis, dans plusieurs domaines d'activités, dans l'objectif de mesurer le contact avec le « territoire » et l'étendue de leur action au-delà des thématiques traitées ; 3. Les professionnels interrogés ont été contactés parmi ceux en charge des deux projets étudiés ou en général de l'urbanisme en centre-ville et des questions patrimoniales. Les recherches sur internet et les indications reçues lors des premiers entretiens nous ont mise en contact avec des promoteurs privés, des représentants des institutions locales, des instances académiques et des consultants.

Au Caire, presque tous les professionnels ont accepté l'enregistrement de l'entretien, mais nous avons tout de même essuyé quelques refus : après la Révolution, la situation des projets en cours était incertaine. Les réactions aux enquêtes étaient alors différentes en fonction de la « stabilité » de notre interlocuteur et de sa volonté de s'expliquer sur son travail. Contrairement aux professionnels, l'après-Révolution a rendu les habitants bien plus disponibles à « raconter leurs histoires » : cependant, si l'accès aux logements a presque

toujours été accepté, l'enregistrement se révélait délicat. Nous avons ainsi préféré prendre des notes et des photos. Le nombre d'échanges courts a été également très élevé, surtout quand nous visitons le quartier avec un habitant-interprète, et qu'un petit groupe se formait. Les informations obtenues ont été précieuses, mais sans tous les approfondissements d'un entretien.

À Naples, la presque totalité des entretiens avec les professionnels ou les acteurs associatifs a été enregistrée, et nous avons également eu l'accord pour enregistrer des conférences, des réunions d'associations ou des conseils municipaux ; en revanche, les habitants ont presque systématiquement refusé l'enregistrement – bien qu'il ait été pour nous plus facile d'expliquer nos intentions en italien qu'en arabe. Nous avons préféré recueillir le témoignage à l'aide d'une prise de notes plutôt qu'abandonner l'entretien. Il a été également plus difficile d'accéder aux logements à Naples : les habitants refusaient, et préféraient nous rencontrer dans un café ou dans un espace public de leur choix.

Plus généralement, le lieu de l'entretien a été toujours choisi par l'enquêté, ce qui a permis d'avoir une première notion de son rapport à l'espace (où choisit-il de rencontrer un inconnu, lui permet-il de pénétrer chez lui, quelle partie de la ville/du quartier va-t-il lui montrer, etc.). Ainsi, le lieu et la manière de se présenter au rendez-vous d'entretien ont constitué pour nous un premier matériau de définition des stratégies de « présentation de soi » de l'interlocuteur. Les entretiens conduits ont été de type « semi-directif » : entre le directif (série de questions posées à la suite par l'enquêteur) et le non-directif (récit complètement libre), cette technique se base sur un guide d'entretien assez large, qui permet de laisser un espace très grand à la parole de l'enquêté. Nous avons préparé trois guides d'entretiens, destinés aux trois groupes d'acteurs interviewés : habitants et usagers ; professionnels et institutions ; associations et groupes militants. Les entretiens commencent pour tous les acteurs avec une présentation de la personne, pour ensuite se différencier selon le type de personne interrogée. Avec les habitants, nous avons abordé trois sujets majeurs : les pratiques quotidiennes (logement et espace public), le rapport au quartier, la connaissance du projet. Les sujets traités avec les professionnels ont en revanche porté davantage sur les détails du projet, son histoire et son avenir, tandis qu'avec les associations, bien que toutes différentes entre elles, nous avons traité principalement des arguments similaires, comme leurs histoires et leurs activités, leurs rapports aux « territoires » (en tant que quartier d'ancrage d'une part et population locale de l'autre), et enfin leur connaissance des projets. Si ces thématiques majeures ont été respectivement toujours abordées, notamment à l'aide de documents graphiques (repérage de trajectoires ou de lieux symboles sur une carte, consultation de documents, etc.), le déroulement pratique d'un entretien n'est jamais identique à un autre. Les sujets ont été traités par les différents acteurs dans un ordre différent et dans un va-et-vient

entre les anecdotes personnelles, les informations « officielles » et les opinions générales. L'intérêt de cette démarche est justement dans la reconstruction du discours, au moment de l'analyse des données, en tenant compte des représentations de l'interlocuteur, de sa position au moment de l'entretien et de son contexte socio-spatial.

Nous avons par la suite effectué un codage « ouvert » de nos entretiens (Andreani, Conchon 2003), autrement dit selon une grille qui n'a pas été établie à l'avance, mais qui respecte les grandes thématiques recherchées lors des échanges. Nous avons ainsi codifié les entretiens à travers une analyse sémantique, c'est-à-dire un découpage du texte intégral de l'entretien selon les idées-clé et les thèmes traités. Nous avons intégré cette démarche principale avec deux types d'analyses complémentaires : l'analyse « syntaxique »¹² (uniquement pour le repérage des mots-clés et des expressions récurrentes) et l'analyse « psychologique », qui tente de rendre compte des silences, des hésitations, de la gestuelle et plus généralement de toute information non verbalisée (*Ibid.*). L'analyse des informations ainsi obtenues a suivi deux axes : l'analyse de contenus et l'analyse de discours. Nous avons départagé les informations objectives données par les interlocuteurs (description de lieux, histoire personnelle, données factuelles sur le projet ou la ville, etc.) des leurs représentations, les expressions utilisées, les tons adoptés selon les arguments, les mots récurrents pouvant reconduire à une imagerie partagée collectivement compréhensible. Cette dernière tâche a été fondamentale, entre autre, pour comprendre les références mobilisées dans l'argumentation de la subalternité, qu'elle soit abordée « de l'intérieur » (par un sujet considéré subalterne par soi-même ou par les autres), ou « de l'extérieur » (par un sujet qui ne se considère ou qui n'est pas considéré comme subalterne).

1.1.3 L'analyse des documents d'urbanisme : interroger les discours « officiels »

L'analyse des textes écrits, et plus particulièrement des documents d'urbanisme, constitue un élément complémentaire fondamental à la compréhension des enjeux soulevés par notre problématique. Nous avons ainsi étudié les propos énoncés dans les documents de présentation des stratégies urbaines selon le même procédé suivi pour l'analyse des entretiens, c'est-à-dire un découpage en unités syntaxiques, unités sémantiques et unités psychologiques (*Ibid.*).

Les deux stratégies métropolitaines étudiées se composent globalement d'un rapport de présentation, d'un ensemble de planches graphiques de détail et d'une série d'actes administratifs institutionnels. Ces éléments peuvent ensuite être présentés sous des formes

¹² Consistant à découper le *verbatim* en une suite de mots, afin d'en identifier les phrases et morceaux de phrases.

diverses, comprenant des textes écrits, des présentations power point, des pages sur des sites internet. Les informations relatives aux stratégies sont repérables sur les sites internet des organismes responsables des projets. De plus, nous avons recueilli une partie des données non publiées, auprès des instances en charge des projets ou dans le milieu académique. Le premier groupe de données est pour notre analyse le plus important : ce dernier se compose de plusieurs parties. La présentation des deux projets suit une démarche similaire : au début, une présentation générale de la ville, son histoire et son insertion dans le contexte géographique, afin de fournir au lecteur un cadre général du territoire. La deuxième partie se compose d'un diagnostic qui, suivant la méthode SWOT¹³, identifie les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui caractérisent le territoire. Cette méthode, assez classique en urbanisme, a le mérite d'être synthétiquement (et graphiquement) présentable dans un document court. Une troisième partie traite des solutions imaginées ailleurs dans le monde pour des situations similaires à celles de la ville donnée : c'est l'étape de l'étude de marché ou *benchmarking*, qui semble incontournable à l'époque de l'urbanisme de la globalisation¹⁴. En opérant une synthèse entre la situation locale et les modèles vertueux observés ailleurs, les aménageurs proposent ensuite des solutions programmatiques aux problèmes posés dans le diagnostic, organisées en axes d'orientation stratégiques. En conclusion, un calendrier des interventions donne corps à la mise en œuvre du projet.

La première partie du document est donc essentielle dans l'analyse de la construction du discours de domination car elle a la tâche de présenter une « vision », autrement dit de communiquer ce que la ville veut devenir. En même temps, ce document véhicule l'image « officielle » de la ville, positive ou négative, qui est donnée à l'extérieur.

Nous avons analysé les rapports de présentation des projets afin de comprendre quelle « image de couverture » est utilisée par les aménageurs pour valoriser la ville, quelles villes sont présentées en tant que modèles à reproduire, quelles références ou thèmes urbains reviennent, comment sont justifiés les axes d'intervention imaginés. Ces données renvoient aux registres adoptés dans le document, autrement dit à la « rhétorique » du projet : la mobilisation de certains thèmes récurrents (entre autres : le rapport avec l'eau, la valorisation du patrimoine en centre-ville, la mise en place de dispositifs *smart city*¹⁵, la piétonisation, les

¹³ « L'analyse ou matrice SWOT est une méthode ou outil d'analyse stratégique de l'entreprise pouvant être utilisé dans le domaine du marketing pour une entreprise ou un produit. SWOT constitue les initiales pour : Strengths (forces) ; Weaknesses (faiblesses) ; Opportunities (opportunités) ; Threats (Menaces). L'analyse SWOT combine les dimensions internes (SW) et externes (OT) à l'entreprise et les aspects positifs (FO) et négatifs (WT) ». Source : <http://www.definitions-marketing.com/Definition-Analyse-SWOT>.

¹⁴ Voir partie 1, chapitre 3.

¹⁵ Le programme européen PLEEC - Planning for Energy Efficient Cities a mis en place en 2012 un système de critères pour l'établissement d'un classement de villes « intelligentes », dans l'objectif d'optimiser la consommation énergétique des villes moyennes en Europe d'ici 2020. Source : PLEEC - <http://www.pleecproject.eu/about-pleec/background.html> [consulté le 27/09/14].

réseaux d'espaces verts et l'internationalisation), permet de construire un modèle commun pour des métropoles pourtant très diverses. Puisque notre analyse porte sur des projets qui ciblent des quartiers monumentaux et à vocation culturelle, la mobilisation de « labels » devient un élément central de l'analyse du discours de projet. Dans ce sens, les références récurrentes à des étiquettes prestigieuses (qu'elles soient obtenues ou invoquées), informent sur les stratégies adoptées par la ville pour acquérir un statut d'excellence et ainsi devenir attractive. Un discours similaire peut être fait pour les slogans et logos élaborés pour la communication du projet, qui ont le rôle de créer une image séduisante, à l'aide d'une phrase ou d'un dessin que l'on retient facilement, dans le but de se faire connaître et reconnaître sur le marché international.

Les images constituent le deuxième groupe de matériel disponible sur les projets étudiés. La cartographie et les planches de projet fournissent des informations factuelles, mais permettent également de comprendre qui sont les acteurs en charge des différentes interventions, à travers quelles images ils communiquent sur le projet, quelle est la prise en compte du contexte géographique. Les modélisations 3D qui accompagnent désormais l'intégralité des projets sont un matériel très intéressant dans notre démarche de recherche, portant sur la communication du projet et sur l'image véhiculée. Les images qui montrent des vues en trois dimensions d'une ville ou d'un quartier complètement transformés sont en effet plus compréhensibles pour le public que le texte écrit ou les dessins en plan : l'analyse de ces images (jusqu'aux détails des personnages représentés, leurs activités et le décor choisi) informe sur le discours tenu par les aménageurs sur ce que la ville devrait/voudrait être. La portée de ces images s'étend bien au-delà de l'effective réalisation du projet, leur pouvoir résidant dans la communication d'une image idéal-typique.

En parallèle de l'étude des documents de projet, nous avons également analysé les stratégies de communication mises en place par les aménageurs : sites internet, conférences de presse, brochures, livres, expositions, etc., permettant de reconstruire les discours « officiels » de la ville. Cependant, comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, la domination n'est pas entièrement créée par les discours aménageurs, mais elle participe d'une imbrication entre image véhiculée par les pouvoirs en place et représentations des citoyens. Nous avons ainsi analysé la multiplicité de ces discours de délégitimation des groupes subalternes à travers les médias accessibles au grand public : la télévision, la presse et les réseaux sociaux. Si les deux premiers peuvent être considérés comme faisant partie du discours « officiel », l'intérêt du dernier réside justement dans la possibilité offerte à tout un chacun de s'exprimer sur les différents sujets. Comme déjà observé par N. Dines (*op. cit.*) pour le cas de Naples, les commentaires aux événements qui ont lieu dans le centre-ville, surtout dans le cas de dégradation du patrimoine bâti ou d'agressions de touristes, montrent la présence d'un

discours dominant qui désigne une masse indéfinie de sous-prolétaires comme responsable de l'état de la ville et de son image à l'étranger.

1.1.4 L'image comme instrument d'enquête

Une part très importante de notre travail de terrain a été prise par les photographies et les images en général. Nous avons utilisé la photographie de deux manières principales : 1. pour répertorier des objets et des lieux ; 2. pour documenter des événements lors de nos observations participantes.

Le premier type d'utilisation de l'image rappelle, sans y adhérer complètement, l'usage des photographies en archéologie, notamment l'établissement d'inventaires photographiques d'objets trouvés. L'utilisation de la photographie comme instrument qui complète le relevé habité a la fonction de figer les contextes observés et de pouvoir prolonger leurs observation (Althabe, Comolli 1994), et cela de manière plus rapide qu'à travers la prise de note sur le carnet de bord, sans faire des pauses dans l'entretien ou l'échange avec les interlocuteurs.

Photographier l'intérieur d'une maison peut apporter des informations sur le niveau de vie, le style de vie (statut et référents identitaires : ethniques, religieux, sportifs, culturels ou politiques), la vie au sein de l'habitation (utilisation de l'espace, activités, signes d'hospitalité et de relaxation) et les activités effectuées à l'extérieur de l'habitation (Collier et Collier, 1986). (Dion, Ladwein *op. cit.*).

Pour notre recherche, qui s'attèle à l'étude des espaces, de leur organisation et de leur pratique, l'image devient également un instrument indispensable de triangulation : elle permet de vérifier les propos des enquêtés, ou tout de moins de reconstruire la complexité existante entre pratiques et représentations, notamment en révélant l'« infra-savoir » contenu dans les « détails » (Barthes 1980, cité dans Dion, Ladwein *op. cit.*). Les photographies et les croquis des espaces extérieurs servent à rendre compte de l'organisation des corps dans l'espace, des « fonctions informelles » qui ont été ajoutées dans les lieux à travers des marquages physiques ou symboliques, des transformations qui ont lieu au gré du temps et des usages.

Le second type d'utilisation de la photographie est une utilisation plus ethnographique qu'architecturale. Cela consiste à documenter avec des photographies ou des images filmiques des événements auxquels l'enquêteur prend part en tant qu'observateur. Au cours de cérémonies, de conférences, d'événements particuliers ou de manifestations dans les espaces publics, la documentation par images permet de restituer l'ambiance du moment, encore une fois l'organisation des corps dans l'espace, mais également le déroulement de l'événement dans le temps (par exemple, le cortège pour Saint Antoine dans les ruelles du Centro Antico de Naples ou les manifestations politiques dans le centre-ville du Caire). Dans ce sens, la

photographie devient un instrument à questionner dans un contexte de centre-ville habité en voie de patrimonialisation, où le caractère de « monument diffus » se mêle à la richesse du patrimoine immatériel. La balade documentée permet alors de se mettre « dans la peau des acteurs » : le touriste, pour analyser les parcours qui lui sont proposés ; les habitants, pour mettre en relation la diversité des pratiques quotidiennes et touristiques ; les professionnels, pour comprendre les démarches effectuées lors des diagnostics. Au sein de notre démarche scientifique, nous utilisons la photo en tant qu'outil de restitution d'un « tableau spatio-temporel » qui reste figé et qui est donc observable plus tard au cours de l'enquête, au gré de nouvelles informations obtenues, avec la possibilité de « *balayer à souhait l'ensemble des zones du tableau. Cela n'est pas possible par un observateur en situation* » (*Ibid.*).

Un travail complémentaire à la photo a été fait sur les lieux à l'aide des croquis et de la cartographie : en général, toute démarche graphique que nous avons menée peut être assimilée à l'outil du « relevé habité ». Ce dernier consiste notamment dans le dessin (souvent en plan) d'un logement ou d'un autre espace bâti en tenant compte des pratiques de ceux qui l'occupent. Ainsi, les pièces seront nommées selon les usages des habitants et les objets répertoriés à leur place et selon leurs fonctions ; des détails négligés dans des plans d'architecture « classiques », par exemples rideaux, tapis, panier du chien, etc., sont également intégrés au dessin. Ce relevé, qui devient donc « habité », essaie de rendre compte de la manière la plus exhaustive possible de l'appropriation du logement au moment de l'enquête. Des croquis de détail peuvent compléter le dessin en plan. Les informations recueillies par ce relevé « habité » sont ensuite croisées avec les autres méthodes d'enquête, afin de fournir ce que D. Pinson (1992) définit comme un « relevé anthropographique », autrement dit résultant de l'exploitation combinée des données de l'entretien, des observations directes mémorisées, des vues photographiques effectuées et dans certains cas du recours à des relevés ou extraits provenant de sources administratives (relevés cadastraux, etc.). Lors de l'étude d'un espace plus large que le logement ou l'espace bâti en général, on peut en revanche parler de cartographie des pratiques. Nous avons en effet appliqué une méthode similaire à l'analyse des espaces limitrophes aux logements et aux espaces publics. Les espaces - privé, intermédiaire ou public - sont ainsi étudiés en raison des pratiques qui s'y déroulent. Ces informations sont le résultats d'enquêtes combinées : le rendu graphique, par des schémas et des « cartographies de pratiques » tente alors de rendre compte de cette territorialisation des modes de vie.

Cette technique sert à rendre compte non seulement de l'organisation spatiale des lieux observés (insertion dans le contexte urbain, topographie, aménagement urbain, etc.), mais également des pratiques que l'enquêteur y observe à un moment donné. Elle également classifiable en tant que « procédé de recension », autrement dit de « *production intensive de*

données en nombre fini » (Olivier de Sardan *op. cit.*, p.42). Cette démarche permet de décrire les événements observés en combinant leur forme spatiale et leur fonctionnement social. L'observation a lieu alors pendant plusieurs heures à partir d'un même point d'observation et répertorie acteurs, pratiques, placement des corps dans l'espace, passages, en essayant de rendre les informations dans une cartographie dynamique. Notre « lecture de l'espace par le bas » est ainsi basée sur la combinaison des instruments d'enquête précédemment cités, à travers l'étude de ce que nous avons appelé des « micro-territoires » : des espaces à un échelle très réduite qui structurent des pratiques quotidiennes liées à la vie domestique (espace limitrophe au logement), le voisinage (courses de première nécessité, rencontres avec les voisins et la famille), la mémoire familiale (autels votifs construits à côté de la maison), parfois le travail (vente ambulante « permanente »). L'observation nous a amenés à identifier certains éléments qui structurent la lecture et la signification de l'espace urbain, selon un modèle inspiré à des recherches comme celles de K. Lynch (2006 [1960]) ou de D. Pinson (*op. cit.*), qui ont travaillé à la spatialisation des représentations des citadins. Ainsi, la localisation des événements racontés par les enquêtés devient fondamentale, car elle nous permet de « territorialiser les modes de vie » (*Ibid.*). Par exemple, le fait d'identifier les lieux par le nom donné par les acteurs permet de voir la multiplicité des appellations : le nom d'un quartier change selon la portion que l'on habite, la nature de l'acteur (habitant, professionnel, élu), mais également en fonction de ce que représente le quartier pour la personne qui parle (lieu d'habitation, quartier patrimonial, monument). Quand cela a été possible, nous avons même demandé aux enquêtés de nous accompagner physiquement dans les lieux pendant l'entretien même. À partir des enquêtes de terrain, nous avons ainsi identifié des éléments spatiaux signifiants pour les habitants, nous permettant de tracer des cartographies de pratiques « par le bas ». Nous présentons ces « situations » sous forme de récits, qui montrent de manière analytique les pratiques de certains acteurs dans certains lieux, mais également les représentations se construisant autour de ces pratiques, de l'intérieur comme de l'extérieur.

1.2 Nos terrains d'étude, de part et d'autre de la Méditerranée

Notre travail de thèse avait débuté au Caire, et nos intentions initiales ne prévoyaient pas forcément le travail à partir d'une mise en perspective. Les événements de janvier 2011 ont cependant radicalement modifié nos conditions de travail en Égypte, et la situation du pays, toujours plus instable depuis, nous a rendu très difficile, matériellement et émotionnellement, de revenir au Caire. Bien que depuis notre retour en France, et tout au long de la recherche, nous ayons poursuivi la réflexion sur les questions soulevées par le terrain et gardé le contact avec une partie de nos interlocuteurs, nous avons éprouvé la nécessité

d'étoffer notre recherche par un autre cas d'étude, qui aurait permis une enquête plus aisée et plus approfondie. Nous avons décidé de nous concentrer sur le cas de Naples, car la présence de certaines dynamiques urbaines similaires nous paraissait féconde : progressivement, celui-ci est devenu notre terrain principal. De nombreux éléments, que nous détaillerons par la suite, ont justifié ce choix. Nous avons cependant continué à travailler sur le Caire : la situation instable du pays a demandé une actualisation des éléments récoltés en 2011, réalisés surtout à travers la collecte d'informations à distance, notamment par la presse sur internet. Parallèlement, nous avons progressivement donné plus d'espace au terrain napolitain, non seulement en raison du nombre majeur d'informations dont nous disposions, et de leur nature plus approfondie, mais également parce que l'évolution de la problématique, nourrie par les échanges avec nos directrices de thèse, s'est progressivement déplacée vers des questions que le cas napolitain éclaire de manière plus pertinente (par exemple, la question de la « plèbe »).

Nous avons ainsi décidé de travailler selon une démarche de mise en perspective entre deux villes de pays différents, en gardant les deux terrains mais en proportions différentes. Bien que la comparaison soit une méthode aux contours imparfaits¹⁶, nous avons préféré ne pas mobiliser pleinement ce concept dans notre recherche, pour nous concentrer sur un travail de *mise en perspective* plutôt que de *comparaison*. Ainsi, plutôt qu'une démarche systématique préalablement posée comme comparative, nous avons mené un regard sur des questions globales au prisme de cas d'étude locaux appartenant à deux contextes différents. Cette démarche peut être rapproché de ce que N. Al Sayyad et A. Roy (2004) définissent comme « approche transnationale », qui consiste dans l'utilisation des questionnements et des résultats d'un cas d'étude pour éclairer et questionner un terrain complètement différent¹⁷.

La mise en place d'une démarche de mise en perspective, adaptée à notre recherche, nous a demandé un travail de documentation préalable sur la méthodologie. La littérature en sciences humaines et sociales rend compte d'importantes réflexions sur la démarche comparative : notre mise en perspective suit donc une démarche qualitative et itérative, qui se nourrit de la littérature sur le comparatisme.

¹⁶ Selon certains auteurs, la comparaison ne serait pas assimilable à une méthode *stricto sensu*, mais plutôt à une posture de recherche : « *La comparaison n'est pas, il est vrai, une technique à proprement parler. Elle s'apparente bien davantage à une posture intellectuelle qu'à une méthode au sens strict du terme. [...] Mobilisée en économie, en gestion, en histoire, en science politique, en sociologie..., la comparaison internationale est une stratégie de recherche qui transcende les clivages et les territoires constitués.* » (Dupré, Jacob, Lallement, Spurk 2003, p.7).

¹⁷ Plus particulièrement, les auteurs développent cette méthode pour analyser les quartiers informels en les sortant de leur « spécificité de Tiers Monde » : en effet, cette approche permet d'analyser les dynamiques économiques, sociales, politiques et urbaines de marginalisation de certaines catégories sociales, et ce au-delà de leur contexte. Cette méthode permet également aux auteurs d'utiliser des concepts propres à un cas d'étude (qu'il soit du « Nord » ou du « Sud ») pour comprendre des phénomènes se déroulant ailleurs : A. Roy fait l'exemple de M. Davis utilisant de manière provocatrice le terme sud-africain « bantoustan », pour parler de la ségrégation urbaine à Los Angeles.

1.2.1 Pourquoi une mise en perspective ?

Comme nous l'avons évoqué plus haut, notre recherche étudie les réponses locales à une situation globale, celle de la planification urbaine globalisée, qui se réitère de manière similaire dans plusieurs contextes du monde. Il devient ainsi intéressant d'analyser les réactions micro-locales à ces mêmes thèmes globaux. Cette mise en perspective nous a également permis de mettre en lumière plusieurs questions qui nous semblent essentielles dans l'étude des métropoles contemporaines, surtout dans le contexte méditerranéen.

La mise en perspective internationale nous a permis en effet de dépasser le cadre local du contexte étudié et de monter en généralités, afin de comprendre et d'expliquer par des théories générales les phénomènes observés localement. Au sein d'un travail critique sur la globalisation et ses effets dans la planification urbaine, cet aspect nous a semblé particulièrement important : (essayer de) comprendre et poser un regard critique sur des processus qui se déclinent localement à partir d'un même modèle global ne pouvait en effet se passer d'une enquête de terrain dans plusieurs contextes, ainsi que d'une mise en perspective entre les résultats de ces observations.

Notre mise en perspective n'a pas suivi une démarche systématique, qui aurait conditionné les enquêtes de terrain, mais plutôt hybride, se rapprochant de la théorie empiriquement ancrée. Selon cette dernière, les questions de recherche jaillissent du terrain sans aucun cadre théorique préalable : pour notre part, nous avons bien une idée de recherche de départ, qui a été ensuite partiellement étoffée grâce au terrain du Caire. Successivement, ce travail initial nous a permis d'entreprendre une enquête plus ciblée à Naples, afin de vérifier la présence de dynamiques similaires dans un contexte différent. Ensuite, le terrain napolitain a davantage nourri la recherche et a mené à une modification ultérieure des questionnements de départ, qui semblent à notre avis plus pertinents pour analyser les deux terrains. Ainsi, ce double travail d'itération, entre les deux contextes d'une part et entre la problématique et le terrain d'autre part, nous a conduit à la construction d'un objet de recherche commun et pertinent.

Les deux enquêtes de terrain, comme nous le verrons par la suite, n'ont pas été menées de la même manière, bien qu'elles aient été basées sur une démarche parallèle qui a nourri la mise en perspective. Les raisons pour lesquelles le terrain napolitain a été plus facile d'accès et plus familier que le contexte égyptien sont évidentes. Cependant, comme nous l'avons déjà évoqué, cette familiarité ne signifie pas pour autant l'absence de risques pour l'enquête, bien au contraire. Dans ce sens, la mise en perspective avec un terrain étranger nous a servi de « garde-fou » pour éviter l'écueil de l'ethnocentrisme :

Comparer incite d'abord à rompre avec les catégories de pensée habituelles, à se décentrer vis-à-vis d'idées a priori et de celles qui sont véhiculées par sa propre culture. [...] La comparaison, notamment entre pays ou dans le temps, rend plus nécessaire et plus visible ce travail de *rupture épistémologique* que le chercheur doit accomplir. En conséquence, la comparaison est un « moyen de rupture avec le « ça-va-de-soi » des représentations sociales issues d'un contexte sociologique culturel particulier » [Schultheis, 1989, p. 221]. (Vigour 2005, p.100 [nous soulignons]).

Mener une enquête sur Naples sans avoir un regard sur des dynamiques extérieures aurait pu mener à un travail autoréférentiel et enfermé dans des représentations sociales et culturelles connues. Plus particulièrement, notre travail autour du stéréotype de la « plèbe » napolitaine, bénéficie de la mise en perspective parce qu'il s'agit d'une question toute napolitaine, qui hante les discours sur la ville depuis des siècles. Notre tentative d'une mise en perspective avec un contexte étranger, qui n'a pas connu la même histoire ni la même situation géopolitique actuelle, permet de jeter un regard sur les dynamiques plutôt que sur les objets. Ainsi, l'analyse que nous menons n'est pas sur l'« objet plèbe », mais sur la construction d'un discours et sur l'articulation entre ce discours et les pratiques micro-locales. Ce travail de mise en lumière des processus au-delà des objets permet en effet d'éviter le risque de « comparer l'incomparable » (Détienne 2009) et de se concentrer sur les *réponses à des problèmes communs* plutôt que sur les *formes culturelles* (Dubar, Gadea, Rolle 2003). Dans les deux villes étudiées, nous pouvons ainsi observer des « problèmes » urbains, tels que l'abandon du centre-ville par les élites, le désir de mettre la ville sur le marché international, la nécessité de promouvoir le tourisme, et ainsi relancer le développement économique. Bien que les réponses à ces problèmes diffèrent selon le contexte, les mécanismes de fabrication de ces réponses peuvent être mis en perspective critique. Ainsi, notre analyse de la construction et de la manipulation des discours de délégitimation des classes pauvres, ainsi que son articulation avec des pratiques micro-locales réelles n'est pas l'étude d'un objet localisé, mais d'une « configuration » (Elias 1974 [1969]). Analyser les phénomènes selon leur organisation sociale plutôt que dans leur nature d'objets, permet ainsi de les mettre en perspective.

Cette méthode sert également à ne pas rester enfermés dans le relativisme culturel, selon lequel aucun objet ne serait compréhensible en dehors de son contexte, donc aucune comparaison ne serait de fait possible :

La seule manière d'échapper au relativisme des formes culturelles incomparables, incorporées dans des formes linguistiques intraduisibles, semble bien être de parvenir à formuler, au-delà de la diversité, des *problèmes communs* auxquels tous les membres et institutions seraient confrontés et qui auraient donné lieu, historiquement, à des réponses différentes en fonction de la configuration diverse et contingente des acteurs impliqués. (Dubar, Gadea, Rolle 2003 *op. cit.*, p.61).

En effet, puisque le travail de recherche est un travail qui passe avant tout par la parole, au sein d'une mise en perspective internationale la question des significations

attribuées aux différents termes, devient primordiale : « *un même mot désigne parfois des réalités différentes selon les pays et les cultures, ou, au contraire, une même réalité peut être dénommée et appréhendée différemment. La difficulté est accrue dans le cas où plusieurs langues sont conjointement mobilisées.* » (Vigour *op. cit.*, p.140). Ainsi, les risques du travail de mise en perspective internationale sont liés à la langue et plus généralement à la maîtrise des codes locaux. En ce qui concerne la langue, bien qu'un travail de traduction constante entre les deux (ou plus) langues de travail soit nécessaire, il faut se méfier de la simple traduction linguistique. Les différences *de langue* (dans la forme) reflètent des différences *sociétales* (dans le fond), c'est-à-dire dans l'organisation sociale et dans les représentations des acteurs. Les mots et les expressions utilisées par les acteurs ne sont pas forcément équivalentes et donc elles ne peuvent pas être simplement *traduites*. Le chercheur doit alors mener un travail de *déconstruction et reconstruction* : il faut certes déconstruire les concepts et les notions qui semblent homogènes et qui mèneraient à des raccourcis dangereux dans la mise en perspective, mais ensuite il faut surtout reconstruire, et plus particulièrement : repérer des problèmes communs aux cas d'études considérés ; les problématiser en formulant des catégories analytiques pertinentes ; en déduire des notions « transnationales » ; et enfin aboutir à des théories qui permettent d'étudier le problème commun de départ de manière pertinente (Lallement 2003). Ce travail permet de dépasser les spécificités linguistiques pour se concentrer sur les dynamiques et les faire remonter à des catégories générales et comparables.

Au cours de notre travail, nous avons en effet été confrontée à la mobilisation de plusieurs langues : le français, l'anglais, l'arabe égyptien, l'italien (et le napolitain). Cette multiplicité de langues, que nous maîtrisons à des degrés différents, n'a pas été sans avoir de conséquences sur le déroulement des terrains et de la recherche toute entière. Au delà de la comparabilité entre les mots et les notions qu'elles mobilisent dans les différentes langues, l'une des difficultés majeures a été celle de mener concrètement le travail de terrain dans les deux villes. Comme nous l'avons expliqué plus haut, la familiarité avec la langue ne signifie pas forcément une plus grande aisance pendant les entretiens ou un accès certains aux terrains, néanmoins nous ne pouvons pas nier que le terrain napolitain ait été nourri par un éventail de données beaucoup plus large, et ce justement à cause de la langue. Si nous avons pu, au cours de notre année de terrain au Caire, parvenir à une maîtrise de l'arabe égyptien suffisante pour mener une partie des entretiens avec les habitants sans l'aide d'un interprète, notre niveau n'a jamais été assez élevé pour nous permettre des entretiens approfondis avec les professionnels, qui se sont déroulés principalement en anglais. Un autre obstacle majeur a été celui des sources écrites, car nous ne maîtrisons pas la lecture de l'arabe. La langue figure donc parmi les raisons qui ont fait du terrain napolitain notre cas d'étude principal, car nous

avons pu accéder à un grand nombre de sources écrites en italien, et mener les entretiens dans la langue des acteurs.

Nous avons ainsi tenu compte de ces différences entre les deux terrains dans la mise en place de notre problématique générale. Si nous avons veillé à adopter la même méthodologie de recherche dans les deux terrains (observation flottante, entretiens ethnographiques, cartographies des pratiques et relevés habités), nous avons également profité des « *sources complémentaires et imprévues [...] même quand la symétrie [n'était] pas garantie* » entre les deux terrains (Vigour *op. cit.*, p.218). De même pour les entretiens, qui ont respecté une grille construite sur des grands axes communs, tout en adaptant « *certaines questions aux spécificités du terrain et du parcours des personnes rencontrées* » (*Ibid.*). Dans la pratique, la mise en perspective a suivi le déjà cité travail d'itération propre à l'enquête qualitative. Nous n'avons pas mené les deux terrains en même temps, au contraire la mise en perspective même a été envisagée au gré des découvertes de terrain et de l'avancement de la réflexion sur la problématique.

1.2.2 Clivage Nord/Sud ou « question méditerranéenne » ?

Quelles sont les implications d'une mise en perspective entre Le Caire et Naples ? S'agit-il d'une comparaison entre une « ville du Nord » et une « ville du Sud » ? Ou c'est plutôt une comparaison à l'intérieur de la sphère méditerranéenne ? Que veut dire comparer deux villes appartenant à deux « cultures » différentes (Europe / Monde Arabe) ? Quelles spécificités justifient de comparer entre elles ces deux villes en particulier ?

La première question soulevée par notre mise en perspective est celle du clivage Nord/Sud. Avec notre mise en perspective de deux pays (un dit « du Nord » et un dit « du Sud »), nous essayons de comprendre comment se produisent des phénomènes similaires dans deux contextes différents, et comment les instances locales et micro-locales répondent à des enjeux globaux. En premier lieu, la question de l'aménagement urbain dans les villes du Sud ne peut se faire sans une réflexion sur l'opposition Nord/Sud et sur la circulation des modèles de développement urbain (Jacquot 2007). Si un certain type de développement semble « aller de soi » dans un contexte européen, celui-ci apparaît tout de suite plus forcé si appliqué dans une ville dite « du Sud » comme le Caire. Cependant, cette importation de modèles ne se fait jamais telle quelle, mais participe d'un processus d'appropriation et d'hybridation qu'il est intéressant d'étudier. Également, il faut se demander pourquoi ces modèles deviennent attrayants et comment s'articule le passage du modèle d'inspiration globale à la réalité locale. La construction imagée (*Ibid.*) d'espaces similaires amène en effet un chevauchement entre Nord et Sud qui demande un changement de l'échelle de la réflexion. En ce qui concerne

Naples, l'autre terme de la mise en perspective, l'ambiguïté est davantage présente. Nous ne sommes plus en présence d'une ville du Sud, mais d'une ville « au Sud du Nord », qui s'est construite sur cette position de seuil de l'Europe, de ville-mélange, à l'origine de ses visions les plus valorisantes comme de ses stéréotypes les plus cruels. Nous reviendront longuement sur cette question de la conception de Naples en tant que ville « où l'Europe s'arrête » (Niola 2005)¹⁸ : il est important ici de noter comment ce caractère ambigu nourrit la mise en perspective de manière originale. Le Sud devient ainsi moins une caractéristique géographique réelle qu'une « assignation à territorialité » (Hancock 2007) qui spatiale l'altérité. Quand cette figure « étrangère », ce « Sud », est interne à la société, les formes de délégitimation transcendent les catégories connues pour révéler des dynamiques similaires dans des pays différents. Notre regard se situe ainsi moins dans une perspective dichotomique entre un Nord et un Sud géographiquement et politiquement figés, que sur la recherche de ce « Sud » qui se loge dans les interstices des villes (*Ibid.*).

La localisation des deux villes choisies, autour de la Méditerranée, pose également une question importante quant à la construction identitaire en planification urbaine. En effet, la mise en avant d'une « identité méditerranéenne » commune, en tant que territoire à la fois physique et symbolique (Ibrahim 2009), est devenue un leitmotiv dans la planification des villes du Sud de l'Europe et du Monde Arabe, à travers la valorisation du patrimoine lié au rapport avec l'eau (ports, fronts de mer), de l'architecture héritée du métissage, du cosmopolitisme. Ces thématiques urbaines conduisent cependant à des questionnements sur l'innovation urbanistique autour de la Méditerranéenne, la circulation des modèles ou encore sur les spécificités de l'urbanisme des villes portuaires (voir entre autres Barthel 2010 ; Morel 2010 ; Cattedra 2011 ; Parisi 2011). Cependant, nos enquêtes sur l'urbanisme dans les deux centres-villes étudiées ont fait émerger une attention limitée à cette question, au profit d'autres thématiques récurrentes, comme le *cluster* culturel, la ville *tourist friendly* ou encore l'ambition à une « dimension européenne ». Ce dernier argument est systématiquement présent dans le *marketing urbain* des métropoles, dans le but d'afficher l'ambition à un développement plus large et « international » (Devisme 2009, p.102). Paradoxalement, ce dernier argument est également utilisé dans les discours sur le Caire, car ce n'est pas forcément une « europeanité » géographique qui est recherchée, quant un « esprit des lieux » se traduisant dans une ambiance et une image valorisantes.

¹⁸ Notamment au moment de notre réflexion sur l' « orientalisme métropolitain » (voir chapitre suivant).

1.2.3 Après les terrains : une analyse des données « en perspective »

Comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, le travail de terrain à Naples et au Caire n'a pas été le même, bien qu'il ait suivi une démarche complémentaire. Pendant les enquêtes de terrain et au moment de la finalisation de la problématique, la question centrale de notre travail a été la construction d'un objet de recherche, autour duquel construire l'analyse en perspective critique.

Notre regard sur les deux cas d'étude a été effectué selon des modalités et des temporalités différentes, tout en gardant les mêmes méthodes de travail. Ainsi, nous avons pu travailler en aller-retour sur les deux terrains, de manière à mettre en évidence les similarités ou les différences, selon les besoins de l'analyse. Il a été possible de mettre en évidence les similarités autour du modèle planification urbaine auquel font référence les deux villes, qui transcendent le milieu culturel ou géographique (même but, celui de relancer la ville, et stratégies similaires : patrimonialisation et revitalisation des centres historiques, désengorgement et « nettoyage » des quartiers paupérisés, création d'une macro-région, etc.). Des similitudes importantes sont remarquables également dans le traitement des catégories subalternes, surtout en ce qui concerne la construction du discours de délégitimation comme pilier de la renaissance urbaine. Cette mise en perspective des similarités au niveau macro vise ensuite à révéler les différences au niveau micro, où le discours de la planification urbaine se heurte à des contextes différents, car spécifiquement locaux. Ainsi, les pratiques subalternes et les réactions des habitants seront différentes ; à un niveau plus large, les différences seront de langue, d'histoire, de contexte géopolitique, de taille de la ville.

L'étape successive à l'établissement du travail de terrain en perspective est la mise en forme des résultats. Nous avons ainsi choisi de les présenter de manière parallèle, afin de ne pas opérer une simple juxtaposition de monographies. En faisant référence à d'autres auteurs qui ont travaillé sur des comparaisons internationales, nous avons toutefois prévu une partie de présentation problématisée des cas étudiés, qui dessine le contexte des deux recherches de terrain (Bromberger 1995, cité dans Vigour *op. cit.*). Au moment de formaliser les résultats de l'enquête, l'enjeu majeur pour le chercheur est la généralisation des résultats observés localement, puisque « l'objectif d'une recherche, quel que soit le nombre de cas étudiés, est de généraliser : il ne s'agit pas seulement d'étudier les cas pour eux-mêmes, mais de produire des connaissances » (Vigour *op. cit.*, p.259). S'il est vrai que nul phénomène ne peut être compris s'il est regardé en dehors de son contexte, nous essayons de sortir de l'impasse du relativisme culturel, qui est l'un des risques principaux pour les auteurs qui critiquent les

comparaisons entre cultures différentes¹⁹. Également, il est très difficile, voire impossible, de comparer des phénomènes à différentes échelles. Pour sortir de ces deux impasses, les démarches que nous avons adoptées sont la construction de « théories de moyenne portée »²⁰ et l'articulation entre local et global. Le premier cas permet, à partir d'une enquête au niveau micro-local, de construire des généralisations sans renvoyer à des lois universelles, tout en « respectant l'altérité » (Vigour *op. cit.*), autrement dit sans plaquer des catégories liées au contexte culturel occidental (qui nous est propre) aux phénomènes observés ailleurs. La seconde démarche, à travers une « enquête à échelles multiples » (Bromberger *op. cit.*, cité dans Vigour *op. cit.*, p.167), permet notamment de se concentrer sur le traitement de l'articulation entre local et global dans les différents contextes (Maurice 1989, cité dans Labit, Thoemmes 2003). Notre analyse de la condition de subalternité peut alors être rapprochée de l'étude sur les constructions symboliques de la pauvreté, que F. Ireton (2004b) divise en trois approches : une approche géo-historique, permettant de situer les « situations » observées dans le contexte historique et géopolitique du pays et, plus largement, à la globalisation. Une approche macrosociologique, qui lie la subalternité aux discours et aux politiques « officielles », la construisant en tant que catégorie délégitimée. Enfin, une approche microsociologique, qui nous permet d'appréhender les situations de subalternité à la micro-échelle des territoires de la vie quotidienne des acteurs étudiés. Ainsi, notre questionnement ne sera pas une critique générale à vocation universelle, mais plutôt « *une dimension émergente de l'argumentation portant sur la relation entre les sites* » étudiés (Marcus 2003, p.376).

¹⁹ Voir notamment à ce sujet : ABU-LUGHOD L., « Écrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux », in CEFAL D., *L'engagement ethnographique*, Paris, EHESS, 2003, pp.417-446.

²⁰ « *Middle range theories* » (Merton 1957, cité dans Vigour 2005).

Partie 1 : Urbanisme de la globalisation et altérité interne dans la métropole contemporaine

Chapitre 2. La construction du sujet subalterne : altérité interne dans la métropole globalisée

Nous avons choisi de structurer notre réflexion théorique autour de la notion de subalternité, telle qu'elle a été réélaborée par le collectif des *Subaltern Studies*, à partir de l'œuvre de l'intellectuel italien A. Gramsci et de l'historien britannique E. P. Thompson.

Le « subalterne » gramscien, terme qui naît de la nécessité d'éviter l'usage de « prolétaire » afin de fuir la censure, est justement la masse ouvrière qui, désunie et dépourvue d'une organisation et d'une direction, seul à travers la lutte de classe peut établir sa propre conscience sociale. Dans le contexte indien, le subalterne assume une acception plus complexe, qui reflète la réalité indienne composite de l'après-indépendance : subalterne est avant tout le colonisé mais, pour Guha, c'est surtout le paysan, subordonné à la fois à la domination coloniale et à celle de l'élite locale. (Cappello 2012, p.7).

Les écrits gramsciens arrivèrent en Inde en 1957, grâce à leur première traduction en anglais²¹, mais ce fut seulement dix ans plus tard que les théories de l'intellectuel italien furent discutées dans le département d'histoire de la Jadavpur University de Calcutta, où travaillait l'initiateur du collectif des *Subaltern Studies*, R. Guha²². Le terme « subalterne », précise celui-ci dans son avant-propos au premier volume de la revue *Subaltern Studies*, selon le *Concise Oxford Dictionary* signifie « de rang inférieur ». Il l'a choisi pour définir les sujets dominés dans l'Inde colonisée, car il « permet de réélaborer [...] le malaise éprouvé par l'ensemble du marxisme extra-occidental à propos d'une définition du sujet révolutionnaire entièrement calquée sur la classe ouvrière métropolitaine » (Mezzadra 2002, p.12).

Le terme « subalterne », tel que nous l'utilisons dans cette thèse, indique une mise en perspective de la pensée des *Subaltern Studies* dans le domaine des études urbaines. Si le contexte historique et géographique n'est plus celui de l'Inde coloniale, nous estimons que la réflexion autour de la réduction au silence d'un groupe de la société afin d'en légitimer la domination, est fortement d'actualité dans l'analyse de l'urbanisme capitaliste. Notre analyse est ainsi menée en deux temps : 1. la déconstruction du discours « sur » les subalternes, un discours qui permet d'un côté aux sujets hégémoniques de se positionner par rapport à un Autre, et de l'autre de légitimer des politiques injustes ; 2. la lecture « par le bas » des pratiques subalternes, afin de rendre compte de la complexité qui se cache derrière le stéréotype et ainsi reconsidérer un urbanisme qui prenne en compte tous les acteurs de la ville.

L'étude de la subalternité métropolitaine s'insère dans l'analyse plus large des études postcoloniales et subalternes, ainsi que de la division « orientaliste » du monde élaborée par

²¹ MARKS L., *The Modern Prince and Other Writings*, London, Lawrence and Wishart, 1957.

²² HOARE Q., NOWELL SMITH G., *Selection from the Prison Notebooks*, New York, International Publishers, 1971.

E. W. Saïd (1999 *op. cit.*). Au sein de cette vision, le monde actuel serait organisé selon une structure profondément dichotomique, qui oriente la lecture des phénomènes économiques, sociaux, culturels. Des oppositions telles que Orient/Occident, Nord/Sud, Islam/Chrétienté seraient le miroir d'une réelle division entre un Nord riche et un Sud économiquement exploité et politiquement instable. Ces oppositions multiples, dans le langage courant comme dans les productions littéraires, culturelles et académiques, ont permis au Nord (Occident) non seulement de construire et de légitimer sa richesse sur l'arriération du Sud (Orient), mais également de se positionner et de créer sa propre identité en tant que sujet dominant. En d'autres termes, la création d'un Autre a permis de légitimer l'existence opposée d'un Nous :

En plus d'être géographique, c'est une lutte bien plus complexe, qui a impliqué des idées, des formes et des représentations de l'imaginaire. Les indigènes ont été relégués au rang de subalternes, ils devaient être réduits en esclavage, et pour justifier cela il fallait avoir un support idéologique. C'est là que la littérature, les récits de voyage, les écrits et les informations de toute nature ont eu un rôle fondamental dans la définition de ces lieux lointains et, surtout, dans la définition des indigènes qui les habitaient, à travers des stéréotypes et des fausses représentations. Dans ce domaine, nous pouvons rapprocher le terme de subalternité avec celui d'altérité, l'« autre » apparaît, le barbare, l'inculte, celui qui, par son mode de vie, trop différent de l'occidental, et pour ses pratiques, mérite l'esclavage et l'exploitation. On arrive ainsi à une autre dichotomie : « nous », les occidentaux, tuteurs du *logos*, et « eux », qui doivent être colonisés et endoctrinés. (Bigelli 2005, p.2).

L'analyse « par le bas »²³ de l'appropriation de l'espace public et de l'habitat, permet de mettre en place un *savoir intégratif*²⁴, qui donne à voir l'intégralité des pratiques et des représentations dans la métropole contemporaine. Comme pour l'histoire de l'Inde réécrite par les auteurs des *Subaltern Studies*, la déconstruction de la ville globalisée met en lumière un domaine autonome de la ville fait par et pour le peuple, avec ses propres valeurs, ses normes et ses représentations (Pouchepadass 2000). La subalternité métropolitaine, comme l'Orient saïdien, n'est pas une image dépourvue de fondement, néanmoins elle n'est pas non plus une condition intériorisée. Il s'agit d'une condition socio-politique réelle, le fruit d'une domination réellement exercée sur une partie des habitants de la ville, et qui légitime les politiques d'injustice spatiale et d'exclusion urbaine à l'intérieur d'un cadre théorique et social parfaitement cohérent avec soi-même.

Dans les paragraphes suivants, nous allons analyser les fondements des études subalternes et postcoloniales, notamment sous l'angle de la dichotomie hégémonique/subalterne propre à la pensée gramscienne. Ensuite, nous allons considérer différents « visages » du subalterne, tant dans les pays du Sud (orientalisme, *Subaltern*

²³ Inspirée de la *history from below* qui a animé les premiers travaux des *Subaltern Studies*.

²⁴ Tel est l'objectif des *Subaltern Studies*, présentés par E. W. Saïd dans son introduction au volume *Selected Subaltern Studies*, 1988, la première anthologie des écrits du collectif indien.

Studies), quant au sein de la société occidentale (folklore, minorités). Cette liste non-exhaustive de différents auteurs, qui ont tous eu une importance dans l'histoire, la littérature, l'anthropologie ou la philosophie, explore les théories qui concourent de diverses manières à définir notre propre notion du sujet subalterne.

2.1 Domination, hégémonie, subalternité : s'interroger sur les concepts

Le concept de subalternité que nous soulevons dans notre recherche n'indique pas une condition définissant l'essence du sujet étudié, atemporelle et indépendante de la situation géopolitique. Au contraire, la subalternité est définie dans son caractère relationnel : elle ne peut être conçue sans l'existence d'une hégémonie. Ainsi, il devient fondamental de définir les termes employés avant de démarrer la réflexion théorique.

2.1.1 Domination et processus de légitimation

En ce qui concerne la notion de domination, celle-ci fait partie des grandes préoccupations de la sociologie. L'existence d'un groupe restreint d'individus qui, en raison de ressources plus importantes, exercerait un pouvoir sur une majorité est commun à toutes les sociétés. Ce pouvoir serait la capacité et la possibilité d'agir pour ses propres intérêts, d'influencer les événements à travers la prise de décision. Ce groupe au pouvoir est identifié comme *élite*, autrement dit comme « minorité organisée » d'une société. La définition d'une, ou plusieurs élites fragmentées fait néanmoins débat dans la discipline (Esposito, Savonardo 2003). Dans ce travail, nous avons identifié comme « groupes dominants » toutes ces catégories dotées d'un capital économique, social et culturel élevé, et qui en raison de celui-ci détiennent le monopole de la prise de décision dans la production urbaine. Ainsi, nous rejoignons l'idée d'une composition hétérogène et fragmentée des élites : non seulement les groupes dominants peuvent être élus, professionnels, acteurs associatifs ou habitants « ordinaires », mais ce statut dominant n'est pas figé. Au contraire, nous verrons que la position et les possibilités d'exercice d'un pouvoir dans la fabrication de la ville sont complexes et mouvantes.

L'interrogation sur l'exercice du pouvoir et sur les raisons qui poussent les individus à le respecter²⁵ a été à la base des travaux fondateurs de la discipline comme ceux de E. de La Boétie, M. Weber, jusqu'à P. Bourdieu. Pour le premier, la domination implique la

²⁵ « En latin, *dominare* représente l'exercice de la souveraineté par le dominus, le maître des lieux et des âmes. D'emblée s'y rencontrent deux questions relatives au rapport qui lie « souverain » et « sujet », « dominant » et « dominé » : celle de l'obéissance à la contrainte que représente cet exercice de la souveraineté et celle de la légitimité non pas tant de celui qui l'exerce que de la manière dont il l'exerce. » (Messu 2012, p.2).

« servitude volontaire » des dominés, autrement dit leur assujettissement par *l'habitude* (de La Boétie 1993 [1549]). Cette dernière serait induite par les tyrans et les dominants en tous genres à travers la distraction et les politiques clientélistes. Weber a formulé, quant à lui, les célèbres trois formes idéal-typiques de domination : domination rationnelle-légale ; domination traditionnelle ; domination charismatique, en interrogeant la domination en tant que phénomène structurel (Guibet Lafaye 2014). Au-delà de ces notions très connues, il est essentiel pour notre recherche de nous interroger sur les dynamiques de légitimation de la domination, car « *toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité* » (Weber 1995 [1922], p. 286). En effet, ce qui fait la réussite des productions urbaines dominantes que nous étudions, n'est pas tant leur imposition par la force, quant la construction d'un consensus qui les légitime aux yeux de la collectivité. Ainsi, quelles sont les dynamiques de légitimation de la domination ? Si plus loin, dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur l'éventualité d'une « intériorisation de la condition subalterne », il est fondamental de préciser ici que c'est dans les mécanismes de domination même qui se logent les processus de sa propre légitimation. P. Bourdieu situe ces mécanismes dans la notion de *habitus*, autrement dit de mécanismes comportementaux inconscients, ces « *structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes* » (Bourdieu 2000 *op. cit.*, p.256), intégrées par les individus au cours de leur expérience sociétale²⁶.

Si la domination est à étudier comme un processus relationnel d'imposition de normes de la part d'un groupe dominant (et de leur intégration par un groupe dominé), C. Guibet Lafaye souligne comment les « classes dominés » ne soient pas forcément un bloc homogène, quant des ensembles hétérogènes d'individus en « situation de domination » (*op. cit.*, p.133)²⁷.

Que les mécanismes d'imposition de la domination soient de type normatif ou psychologique, autrement dit que les dominés acceptent de manière contrainte ou « naturelle » l'ordre des choses dominant, cela mène à une « idéologie de la domination » qui contribue à rendre vrai et naturel l'arbitraire, et ce à travers l'appareil discursif, linguistique ou politique. L'un des instruments majeurs, qui nous retrouvons également dans nos études de cas, est la « responsabilisation », autrement dit le fait de considérer l'individu comme seul responsable de son sort. Cela permet à la collectivité de se dédouaner par rapport aux situations des plus démunies, à travers la « culpabilisation » envers ceux qui n'arrivent pas à sortir de leurs

²⁶ « *Le pouvoir symbolique ne s'exerce qu'avec la collaboration de ceux qui le subissent parce qu'ils contribuent à le construire comme tel. [...] cette soumission n'a rien d'une relation de « servitude volontaire » et cette complicité n'est pas accordée par un acte conscient et délibéré ; elle est elle-même l'effet d'un pouvoir, qui s'est inscrit durablement dans le corps des dominés, sous la forme de schèmes de perception et de dispositions (à respecter, à admirer, à aimer, etc.), c'est-à-dire de croyances qui rendent sensible à certaines manifestations symboliques, telles que les représentations publiques du pouvoir.* » (Bourdieu 1997, p.205).

²⁷ Nous reprenons cette idée plus bas, pour notre définition des « groupes subalternes ».

situations défavorisées : de l'autre côté, elle se présente comme une politique positive, en ce qu'elle promeut la prise en main de soi et justifie la situation des plus favorisés (*Ibid.*).

Ainsi, la construction d'un modèle de réussite, auquel tout le monde doit adhérer, devient l'instrument principal de domination : nos cas d'étude montrent l'existence d'un processus de ce genre dans la production urbaine et dans sa médiatisation. Dans ce sens, notre vision de domination nous mène à interroger celle d'hégémonie.

2.1.2 Hégémonie/subalternité : une relation dichotomique ?

Pour la définition des concepts d'hégémonie et de subalternité, ainsi que de leur relation dichotomique, il faut se tourner vers A. Gramsci, qui pose une première différence fondamentale entre domination et hégémonie²⁸ :

La notion [d'hégémonie] est utilisée pour suggérer une société dans laquelle, malgré l'oppression et l'exploitation, il y a un niveau de consensus très haut et une grande stabilité sociale ; une société dans laquelle les groupes et les classes subordonnées semblent supporter et adhérer activement aux valeurs, aux idéaux, aux objectifs, aux significations politiques et culturelles, qui les lient et les « incorporent » dans les structures du pouvoir. (Storey 2009, p.120).

L'hégémonie, notion que les auteurs des *Subaltern Studies* ont emprunté à Gramsci, est un « concept dynamique » (Guha 1988) qui représente l'exercice d'un pouvoir dans lequel la persuasion est plus forte que la coercition (Scarfone 2009). Cela ne signifie pas que dans la société hégémonique tout conflit de classe est écarté, mais au contraire que la stabilité est le fruit d'un travail constant de négociation entre groupes subalternes et classes dominantes. L'hégémonie, caractérisée par une domination culturelle en plus de celle économique et politique, résulte alors d'une négociation perpétuelle entre « résistance au » et « incorporation dans le » système (Storey *op. cit.*), c'est-à-dire entre l'intention des subalternes et l'espace qui leur est concédé par les groupes dominants. Une telle société, quotidiennement prise dans un conflit entre forces « par le haut » et « par le bas », ne peut survivre qu'au prix d'atteindre un « équilibre du compromis » entre résistance et incorporation (*Ibid.*, p.123). La tâche de « canalisation » des expressions subalternes dans l'idéologie dominante est confiée aux intellectuels « organiques », oeuvrant « en tant qu'organiseurs de classe » (*Ibid.*, p.122) :

L'État n'est pas le directe responsable de l'hégémonie, mais c'est la société civile à travers les institutions, les systèmes d'éducation, l'église et les médias ; ce concept montre comment la classe dominante arrive à rendre universels ses propres intérêts, obtenant l'approbation de la classe opprimée grâce au pouvoir d'attraction morale et intellectuelle. (Bigelli *op. cit.*, p.4).

²⁸ Cette question sera reprise par R. Guha dans *Dominance without hegemony* (1998).

Si l'on suit Gramsci, l'analyse de la subalternité ne peut être entendue sans faire référence à son caractère de classe : si l'hégémonie est composée par les produits culturels propres aux groupes dominants, la subalternité (ou « folklore ») est le produit de la domination subie par les groupes subalternes. Tout comme pour la figure du colonisé d'A. Memmi, dont la structure même de l'ouvrage *Portrait du colonisé*, précédé de *Portrait du colonisateur* (1957) renvoie à la nécessité de considérer la colonisation (comme tout autre rapport de domination) de manière dichotomique, la subalternité gramscienne est liée à l'existence d'un rapport de domination. Transposables du contexte colonial au monde paysan, ou encore (comme dans notre cas) à la société urbaine, les catégories d'hégémonique et de subalterne se confirment comme des instruments de compréhension de phénomènes culturels et sociaux, plutôt que des caractérisations d'individus idéal-typiques :

la subalternité, souvent prise par erreur pour une catégorie sociologique, n'est pas une substance mais une relation, et n'a d'existence qu'en tant qu'elle est constituée par le discours de l'élite (coloniale et nationaliste) comme force de résistance à l'hégémonie de celle-ci. (Pouchepadass *op. cit.*, p.174).

2.1.3 Subalternité politique ou subalternité culturelle ? Les interprétations de la notion

L'accueil de la pensée gramscienne par les subalternistes fut biaisé par une lecture partielle des textes originaux, fragmentés et recomposés dans l'exercice de la traduction en anglais. Si cette interprétation, bien que partielle, a contribué à la connaissance de l'intellectuel italien partout dans le monde, elle participe néanmoins d'un « glissement sémantique » de la notion du domaine politico-économique au domaine culturel (Liguori 2011). Ce mouvement est important, car il donne une nature nouvelle aux interprétations de la subalternité, qui nous intéressent dans notre lecture de la « condition subalterne » : il ne s'agit pas forcément ici d'une analyse de phénomènes dus à la division de la société en classes, ou des différences économiques, ou encore de la possible naissance de mouvements politiques « par le bas ». Il s'agit au contraire de comprendre comment la subalternité est mise en place et manipulée en tant que catégorie culturelle, applicable aux habitants - qui ont un certain profil social, économique ou ethnique – dans le but de délégitimer leur présence dans la ville. Néanmoins, il est important ici de rendre compte des acceptions originaires du terme selon Gramsci. Il faut avant tout remarquer que, selon ce dernier, le terme « subalterne » ne recouvrirait pas un groupe unitaire et parfaitement identifiable, mais plusieurs sujets, avec des différents degrés d'autoconscience et de capacité organisationnelle. Les Indiens, au contraire, déplacent la notion à un degré encore inférieur, identifiant comme caractère principal de la subalternité l'impossibilité de s'exprimer en tant que groupe organisé.

Après avoir utilisé le terme dans ses premiers *Cahiers de prison*, comme langage métaphorique, Gramsci développe initialement la notion de subalterne dans le *Quaderno 25*, intitulé *Ai margini della storia (Storia dei gruppi sociali subalterni)* (1934). Dans le chapitre *Criteri metodologici*, Gramsci invite la gauche à s'intéresser aux subalternes, de leur simple existence à leur capacité/possibilité de s'insérer dans un parcours d'organisation politique. Ces groupes, bien que dotés de différents degrés de politisation, se trouvent néanmoins « aux marges de l'histoire » et le caractère fragmenté de leurs actions leur rend impossible de canaliser leurs compétences dans un processus ordonné (travail qui revient aux intellectuels et aux partis politiques de gauche). Dans un deuxième temps, il étend la notion à la classe ouvrière avancée, qui serait capable, elle, de « défier l'hégémonie » à travers un travail de prise de conscience de soi. Des acceptions culturelles du terme sont également retrouvables dans certains écrits de l'auteur, plus personnels, qui introduisent une réflexion autour du positionnement social et des limites culturelles des sujets subalternes (Liguori *op. cit.*).

Qu'il soit entendu au sens politique, social ou culturel, le subalterne gramscien est avant tout l'un des éléments de la relation dichotomique hégémonie/subalterne, qui sert de grille de lecture des phénomènes sociaux. Gramsci définit la subalternité en tant que « *conception du monde et de la vie à laquelle il est possible d'assigner une précise position socio-culturelle par rapport à d'autres conceptions du monde* » (Gramsci, cité dans Cirese 1973, p.68). Son « opposition » aux conceptions du monde « *« officielles », c'est-à-dire propres « des segments des sociétés historiquement déterminées » ou « des groupes dirigeants » ou « de l'État »* » (*Ibid.*) en devient ainsi le caractère distinctif. Il ne s'agit donc pas simplement d'une conception différente du monde, mais une vision qui constitue l'« Autre » de la conception entendue comme normale.

Reste à comprendre si la subalternité, en tant que culture propre au « peuple » (composé selon Gramsci par l'ensemble des catégories subalternes de la société), se trouve au même niveau que la culture hégémonique, ou à un niveau inférieur. La question se pose de savoir si le subalterne constitue uniquement une dégradation de l'hégémonique, qui se manifesterait implicitement et donc sans aucune conscience des sujets qui en sont porteurs, ou bien si cette conception du monde, opposée à l'« officielle », ne constitue pas également un moyen de résister à l'hégémonie des classes dominantes. En d'autres termes, les auteurs qui ont analysé Gramsci se sont demandés si la conception subalterne du monde avait un caractère actif ou passif (Cirese 1973 *op. cit.* ; Amselle 2008)²⁹. À un premier abord, Gramsci semble entendre la subalternité comme une force purement mécanique, dont le caractère fragmenté serait le résultat de la domination subie et de l'absence d'intellectuels propres au

²⁹ Ce qui nous renvoie à la question de l'agentivité du sujet subalterne (voir plus bas).

monde subalterne, seuls en mesure de systématiser cette conception du monde. Cependant, A. M. Cirese distingue deux types de folklore gramscien : la subalternité « d'opposition » et la subalternité « comme opposition ». Cette dernière est bien plus qu'une réaction mécanique à une domination, c'est une force qui remet en cause la prétendue universalité des conceptions du monde « officielles ».

Le concept de folklore *comme* opposition [...] tend à signaler que *tout* le folklore – en tant que produit de la discrimination culturelle opérée par les groupes dominants par rapport aux subalternes – dénonçait un défaut intrinsèque d'universalité dans les grandes conceptions religieuses, philosophiques, esthétiques, etc. qui se vantaient et se vantent de cette prétendue universalité ; il en révélait ainsi le caractère de classe, en les confrontant directement à leur incapacité à s'étendre « au-delà d'Eboli », et en mettant en lumière l'essentielle correspondance entre frontières *culturelles* (connaissances et outils cognitifs) et frontières *sociales* (patrons et paysans). Dans la conception de folklore *comme* opposition était présente encore une autre constatation : celle de la résistance opposée par les groupes subalternes aux impositions « civilisatrices » des groupes dominants, qui ont entrepris des opérations « d'acculturation forcée » dans les secteurs et les moments qui leur convenaient, en éradiquant ou en essayant d'éradiquer des conceptions et des pratiques qui n'apparaissaient pas fonctionnelles à leur système [...]. (Cirese 1973 *op. cit.*, p.116).

La vision d'une subalternité « active » permet à Gramsci de repenser de manière critique l'action politique de la gauche italienne, surtout dans le Sud. Seule la prise de conscience de la subalternité comme patrimoine, c'est-à-dire comme élément déterminant de leur histoire, peut mener les subalternes à s'émanciper et à prendre conscience de leur capacité à rompre les équilibres sociaux existants.

2.2 Visions de l'« Autre » : les études subalternes et postcoloniales

Parmi les auteurs qui se sont inspirés aux travaux de Gramsci, et notamment de sa notion de subalterne, transposée de ses *Cahiers de prison*, E. Saïd a ouvert la voie à deux courants importants de pensée : les études postcoloniales et les études subalternes.

Le postcolonialisme – dans laquelle le préfixe « post » signifie *au-delà du*, plutôt qu'*après le* colonialisme - se développe principalement au moment des indépendances africaines. L'un de ses auteurs majeurs, F. Fanon, a directement participé à la guerre d'Algérie au sein du FLN. Dans ses travaux, il met en évidence l'état d'aliénation dans lequel le colonisé se trouve face à l'impérialisme, et voit la violence comme seule issue. D'autres auteurs importants, comme l'écrivain A. Memmi, ou les penseurs africains et antillais de la « négritude », ont étudié les effets de la domination coloniale sur les populations du Sud, avec l'objectif de revisiter l'histoire en multipliant les points de vue.

Les *Subaltern Studies* se développent quant à eux dans les années 1980 en Inde, quand un groupe d'intellectuels indiens (dont les principaux sont, entre autres, R. Guha, P. Chatterjee, G. Spivak et D. Chakrabarty) se donne pour mission la réécriture de l'histoire de

l'Inde à partir du point de vue des sans voix, les subalternes. En décortiquant ses sources et en appliquant à cette analyse les théories de M. Foucault du discours comme pouvoir, ces auteurs montrent comment l'histoire indienne officielle est en réalité partielle et vouée au maintien des sujets subalternes dans un état de soumission et de silence. Les auteurs des *Subaltern Studies*, à travers la révision de l'historiographie impériale (écrite par les colonisateurs et par l'élite colonisée), ont pour objectif principal le décentrement de la suprématie occidentale et la « multipolarisation de la pensée » (Amselle *op. cit.*). D'autres auteurs, de nationalités et disciplines différentes, ont traité le thème de la subalternité. À signaler, la réappropriation africaine de la pensée subalterniste indienne, notamment dans l'œuvre de l'historien M. Diouf (1999), « revendiquant la possibilité pour les Africains de s'exprimer indépendamment des cadres de pensée européens » (Amselle *op. cit.*, p.25), ou encore la fortune de la pensée postcoloniale en Amérique Latine.

2.2.1 L'Orient : un sujet subalterne

L'une des plus célèbres conceptions de la subalternité, de l'utilisation à la manipulation jusqu'à l'étude de ses conséquences dans le monde contemporain, nous est donnée par E. W. Saïd. Dans l'un de ses ouvrages majeurs, *Orientalisme*, Saïd applique la relation foucauldienne entre savoir et pouvoir, afin de montrer qu'il existe une relation étroite entre science (sociale) et impérialisme³⁰, dans laquelle la connaissance occidentale des peuples du Proche et du Moyen Orient est destinée à leur assujettissement. Son explication de ce qu'est l'« orientalisme », l'image de l'Orient créée par l'Occident, nous aide à comprendre comment les groupes dominants ont de fait construit le sujet subalterne pour mieux le contrôler.

Saïd identifie trois acceptions majeures du terme « orientalisme », défini comme « *un mode de mise en relation avec l'Orient basé sur la place particulière que celui-ci occupe dans l'expérience européenne occidentale* » (Saïd 1999 *op. cit.*, p.11). Une première acception rentre dans le champ académique : l'« orientalisme » est l'ensemble des disciplines qui étudient l'histoire, les us et coutumes des populations orientales dans les différents domaines (sociologie, anthropologie, histoire, etc.). Une deuxième acception voit une utilisation plus large du terme « orientalisme », un style de pensée qui se fonde sur la distinction (ontologique et épistémologique) entre Orient et Occident, et qui a constitué le point de départ de bon nombre d'œuvres littéraires et intellectuelles dans l'histoire. La troisième acception identifiée par Saïd est la plus violente, car il s'agit de l'ensemble des

³⁰ Saïd explore également cette thématique dans *Culture et impérialisme* (2000 [1993]).

institutions dont l'Occident se sert dans son projet de domination de l'Orient. Une relation basée sur des rapports de force, mais également sur la construction d'un « portrait du colonisé » (Memmi 1957 *op. cit.*) bien précis et voué à des fins spécifiques de contrôle et subordination.

Selon Saïd, il ne faut pas commettre l'erreur de croire que l'Orient en question serait purement imaginaire : il est au contraire bien physique et c'est une réalité avec laquelle l'Occident doit composer. Cependant, cette réalité physique est construite, déconstruite et reconstruite à travers un « discours » sur l'Orient, entendu, au sens foucauldien, comme instrument de contrôle. Dans ce sens, chaque production occidentale sur l'Orient a été influencée, consciemment ou inconsciemment, par ce discours orientaliste, dont l'objectif principal est le maintien de l'Orient dans un état de subalternité.

Edward Saïd [...] montre comment un discours occidental sur l'Orient – « orientalisme » - ait construit un « savoir » sur l'Est et un ensemble de relations de « pouvoir-savoir » articulées dans l'intérêt du « pouvoir » de l'Occident. Saïd démontre la thèse de Foucault selon laquelle la « vérité » d'un discours dépend moins de ce qui est dit et plus de celui qui le dit, quand et où. Selon Saïd, « l'Orient est une invention européenne [...] il a contribué à définir l'Europe (ou l'Occident) en tant qu'image, idée, personnalité, expérience opposée ». (Storey *op. cit.*, p.95).

Comme pour les autres auteurs étudiés, chez Saïd la représentation de l'Orient est une création de l'Occident. La création et la manipulation de l'Orient comme « non-sujet » permettraient aux nations impérialistes – notamment les Français et les Britanniques – de contrôler les populations colonisées et de produire sur elles un savoir qui est à la fois un instrument de contrôle de l'Orient et un moyen pour l'Occident de se définir soi-même par rapport à un Autre. L'ouvrage de Saïd montre comment l'orientalisme a guidé la littérature, l'art et les sciences humaines dans les siècles XVIII^e et XIX^e, en se basant et en véhiculant l'idée de la supériorité occidentale sur l'Orient.

Saïd montre également comment les auteurs impérialistes ne se questionnent pas sur l'éventuelle infériorité des peuples colonisés, qui est donnée pour acquise. En tant que groupe inférieur, les subalternes ne peuvent pas décider pour eux-mêmes, et ce n'est qu'un bien pour eux s'ils sont gouvernés par des personnes capables de prendre les « bonnes » décisions. La négation de la subjectivité du subalterne – par exemple, les auteurs cités par Saïd ne recueillent jamais la parole des locaux, ne serait-ce que pour connaître leurs opinions – va de pair avec la nécessité d'être « gouverné », d'être contrôlé et dirigé par un groupe dominant.

La radicalisation de la dichotomie nous/eux est visible dans les discours des auteurs impérialistes étudiés par Saïd : la parole de l'auteur n'est pas simplement la sienne, elle est l'expression de la « civilisation occidentale ». L'appartenance à cette dernière confère à

l'auteur en question l'autorité nécessaire pour parler des peuples colonisés, pour les *connaître*, et ainsi mieux les contrôler.

La connaissance des races subordonnées ou orientales est ce qui rend leur direction aisée et fructueuse ; *la connaissance crée le pouvoir*, plus de pouvoir demande plus de connaissances, et ainsi de suite, dans une dialectique de plus en plus rentable d'information et de contrôle (Saïd 1999 *op. cit.*, p.42-43).

Saïd reconstruit l'histoire des occidentaux en Orient, faite de voyages, commerces et campagnes militaires, qui a mené à l'orientalisme « moderne », basé sur la nette séparation entre Est et Ouest (également Sud et Nord) et sur deux facteurs déterminants : la connaissance et la suprématie. La première est née d'abord sous l'attrait pour l'exotisme propre du XVIII^e siècle et des politiques coloniales, et ensuite scientifiquement bâtie dans des disciplines comme l'ethnologie, l'anatomie ou l'historiographie, mais également grâce à un apport conséquent d'écrivains et de poètes. La seconde est issue de la position de force que l'Europe a toujours adopté par rapport à l'Orient, considéré un partenaire faible au niveau politique, culturel et religieux. Les auteurs orientalistes reconnaissent une cohérence interne au monde oriental, organisé selon des limites géographiques, politiques et culturelles. Cependant,

cette transparence et intelligibilité n'est pas le résultat d'une autoconscience orientale, mais une série complexe d'opérations de connaissance et de transformation à travers lesquelles l'Ouest attribue une identité à l'Orient. Ainsi, les deux aspects de la relation culturelle que j'ai mentionné [connaissance et suprématie] se rejoignent : la connaissance de l'Orient, née d'une position de suprématie, dans un sens *crée* l'Orient, les orientaux et leur monde. (*Ibid.*, p.46).

2.2.2 Les Subaltern Studies : *pour une historiographie alternative*

L'historien R. Guha est le chef de file du groupe des *Subaltern Studies*, mouvement de pensée né en Inde dans les années 1980 et rapidement diffusé surtout dans les milieux intellectuels du Sud. Il a dirigé, pendant les premières sept années, la revue homonyme. Dans le premier volume, il présente le manifeste des *Subaltern Studies*, les objectifs du mouvement et sa définition de « subalterne », empruntée à Gramsci : selon Guha, sont subalternes « *les groupes sociaux et les éléments qui représentent la différence démographique entre la totalité de la population indienne et tous ceux qui ont été décrits comme faisant partie de l'élite* » (Guha 1982, p.8, cité dans Amselle *op. cit.*, p.107).

Le sujet subalterne par excellence, selon Guha, est le paysan indien de l'époque impérialiste. Dans ses travaux

le paysan devient le paradigme de la condition subalterne : « son identité », écrit Guha du paysan indien dans les longues décennies de la domination coloniale, « consistait dans la somme de sa subalternité. En d'autres termes il apprenait à se reconnaître non pas grâce à des caractéristiques et des attributs de sa propre existence sociale, mais par diminution, si

ce n'est par négation, de celles de ses supérieurs ». (Guha 1997, p.18, cité dans Mezzadra *op. cit.*, p.12).

La définition de Guha est une définition différentielle, qui identifie les subalternes à partir de leurs différences par rapport à des groupes dont les caractéristiques sont définies en positif. Ce procédé reflète la condition même du subalterne, qui est défini en négatif et représenté à travers tout ce qu'il n'est pas. Comme pour Spivak, les subalternes se rendent compte de leur condition en raison des différences avec d'autres groupes sociaux, et en dépit d'intérêts communs ils ne sont pas une communauté. Pour ces raisons, ils ne peuvent développer aucune organisation politique, aucune conscience de classe qui puisse mener à une action politique et ils s'expriment à travers le soulèvement populaire ou la révolte.

Cependant, Guha ne nie pas la subjectivité intrinsèque du subalterne, plutôt il dénonce la privation qu'il a subie par les impérialistes et les élites locales. Pour ce faire, il effectue un travail de lecture critique de l'historiographie indienne officielle : dans sa « prose de la contre-insurrection » (1988), il « ouvre » la société indienne afin de comprendre les rapports de pouvoir entre les impérialistes britanniques, l'élite locale et les paysans. L'objectif de Guha est celui de remettre les paysans indiens dans la modernité, alors que l'historiographie officielle de l'Inde, à la fois indienne et britannique, les avait toujours laissés dans un archaïsme et une arriération presque animales. Guha conteste cette vision, corroborée par la présence d'une élite locale qui a participé de la subalternité des paysans, en exerçant une « domination sans hégémonie » (Guha 1997 *op. cit.*), c'est à dire, au sens gramscien, une domination matérielle sans la suprématie culturelle (Pouchepadass *op. cit.*). La relecture des révoltes paysannes survenues dans l'Inde coloniale entre 1783 et 1900, si elle confirme l'absence d'organisations politiques de type marxiste, les situe dans le cadre de sociabilités horizontales, comme la parenté ou le territoire. À travers l'analyse « par le bas » de ces pratiques politiques et sociétales alternatives, l'historiographie subalterne attribue une agentivité à des sujets, les paysans, que la théorie marxiste classique avait laissés en dehors de l'Histoire (Amselle *op. cit.*).

D'autres membres du groupe des *Subaltern Studies* travaillent sur la notion de « communauté », en tant que modèle sociétal spécifique au cas indien, en opposition aux notions occidentales de « société civile » et d'« État ». La communauté, au sens de P. Chatterjee, de G. Pandey et des autres qui ont formulé ce concept, n'est pas un reliquat d'un passé archaïque et pré-moderne, mais constitue justement une « modernité alternative », s'opposant à l'unique modèle de civilisation imposé par l'Occident (*Ibid.*).

La philosophe indienne G. Spivak déplace la question de la subalternité vers les études de genre. Selon elle, le sujet subalterne par excellence est la femme indienne, réduite au silence à la fois par le discours impérialiste et par la domination masculine locale. Spivak

donne un regard critique des travaux de ses collègues subalternistes, en pointant la nécessité de fuir une « essentialisation du sujet subalterne » : la subalternité n'est pas une condition intrinsèque du sujet, mais une condition relationnelle, qui ne peut être comprise sans concevoir l'existence d'une élite (Spivak 2002 *op. cit.*). Cette condition est le résultat d'une *violence épistémique*, une connaissance produite par le conflit entre le colonialisme et les sujets subalternes qu'il crée.

Dans son essai *Les subalternes peuvent-elles parler ?* (2006 *op. cit.*), à travers l'exemple du rituel du *sati* chez les veuves indiennes, Spivak met sur le devant de la scène la question de la voix du (de la) subalterne et de sa représentation. La subalternité est le résultat d'une négation de l'agentivité (*agency*) du sujet, soit de sa capacité à s'exprimer et à agir en première personne pour ses propres intérêts. Les sujets subalternes, selon Spivak, sont tels en ce qu'ils n'ont de voix qu'à travers des sources secondaires et des représentants. Spivak montre comment les pratiques des subalternes, à travers des interprétations uniquement de seconde main et selon les critères du paradigme hégémonique, sont privées de sens. Par exemple, la pratique du *sati* par la veuve, qui consistait à se jeter sur le bûcher funéraire du mari, a été lue comme une coutume barbare par les colonialistes, tandis que les Indiens le représentent comme le résultat d'un choix librement effectué par la veuve elle-même. Les deux visions se légitiment réciproquement, mais aucune d'entre elles n'est une émanation originelle des veuves. Ainsi, il faut se méfier de l'interprétation « par le haut » d'une éventuelle volonté des subalternes.

Puisque les critères d'analyse n'appartiennent pas au subalterne, tout comme ce dernier n'a pas la possibilité de s'exprimer, l'intellectuel ne peut prétendre interpréter les agissements des subalternes ou d'en comprendre les volontés. Il doit plutôt faire acte de l'« échec cognitif », c'est-à-dire de l'irréductibilité intrinsèque de l'historiographie postcolonialiste. Si cette dernière a permis de comprendre que l'histoire officielle a marqué l'échec de la bourgeoisie qui voulait parler « *au nom de l'ensemble de la Nation* » (Guha 2002 *op. cit.*, p.38), les historiens postcolonialistes doivent cependant reconnaître que « *la conscience du subalterne probablement ne sera jamais récupérée* » (Spivak 2002 *op. cit.*, p.115).

A la question, s'il soit possible d'entendre la voix directe des subalternes, Spivak répond avec la théorie derridienne de la *différance*. Selon Derrida, un signe ne produit jamais un signifié stabilisé, au contraire ce dernier est toujours *différé* vers une signification ultérieure. Selon Spivak, ce processus de déconstruction permet de se passer du logocentrisme propre de la pensée occidentale et ainsi « *reconnaître pleinement le rôle de la voix silencieuse dans le texte* » (Amselle *op. cit.*, p.114).

La mission principale des *Subaltern Studies* n'était pas seulement celle de critiquer l'historiographie locale, en mettant sur le devant de la scène les groupes subalternes locaux, mais également de mener une réflexion planétaire visant à déconstruire l'universalisme occidental. En poursuivant dans cette direction, les études subalternes se sont de plus en plus déplacées de l'histoire à la culture, s'insérant progressivement dans le courant postmoderniste.

L'historien D. Chakrabarty annonce dès le titre de son ouvrage majeur, *Provincialiser l'Europe* (2009 [2000]), la volonté de ne plus considérer l'Europe (et l'Occident en général) comme le paradigme par rapport auquel toutes les autres cultures doivent se positionner. Un autre auteur majeur des *Subaltern Studies*, A. Nandy, travaille quant à lui sur la domination occidentale, non seulement sur le plan politique et économique, mais également sur celui de l'information et de l'interprétation des phénomènes (1983). La dénonciation du colonialisme occidental par ces deux auteurs, proche de celle saïdienne sur la lecture orientaliste du monde, est avant tout une critique du marxisme classique. Les règles définies par cette théorie se sont en effet posées comme des règles universelles, valables pour l'ensemble de l'humanité. À cette vision, Chakrabarty oppose celle d'une pluralité d'aires culturelles, qui peuvent être comprises uniquement une fois insérées dans leur propre contexte. Nandy, quant à lui, travaille à une revalorisation du mythe indien en tant que paradigme alternatif au déterminisme occidental (Amselle *op. cit.*).

Cette vision relativiste a été critiquée par les détracteurs des *Subaltern Studies* comme une forme dangereuse de culturalisme, qui empêcherait la compréhension des relations entre les différentes cultures, en les clôturant dans des blocs constitués (*Ibid.*). Tout en tenant compte de ce risque, il faut cependant reconnaître que la force des *Subaltern Studies* se situe justement dans la mise en place d'une lecture alternative des phénomènes sociaux et culturels dans les pays du Sud, mais surtout dans la remise en cause des paradigmes mêmes d'analyse. De là, la valorisation des pratiques populaires indiennes, comme le sacrifice du *sati*, l'hindouisme et la mythologie indienne acquièrent une nouvelle valeur de création identitaire : tout comme dans l'analyse de L. M. Lombardi Satriani des pratiques folkloriques du Sud de l'Italie, le patrimoine populaire n'est plus conçu comme une dégradation par rapport à un modèle occidental rationnel qu'on n'arrive pas à respecter, mais en tant qu'héritage qui contribue, par le passé, à définir le présent.

2.2.3 Les réappropriations des études postcoloniales dans les pensées africaine et latino-américaine

La pensée subalterniste indienne a été développée et réappropriée dans différents contextes du Sud. En Afrique, le courant des études subalternes se construit essentiellement, dans les années 70, autour de l'institut de recherche CODESRIA³¹. Ces derniers s'inspirent de l'« invention de l'Afrique » théorisée par V. Mudimbe. Selon lui, la perception occidentale du continent africain serait liée à l'existence d'une « bibliothèque coloniale », autrement dit d'une série de textes produits par les acteurs mêmes de l'assujettissement de l'Afrique (Mudimbe 1988). Dans la même lignée d'études postcoloniales se situent d'autres importants chercheurs africains³² qui ont travaillé pour définir un « paradigme africain des sciences sociales » (Amselle *op. cit.*).

D'autres penseurs ont travaillé sur l'existence d'une spécificité dans la condition de l'homme colonisé, les conséquences de l'oppression impérialiste et la recherche d'une issue, même violente. C'est notamment le psychiatre et écrivain F. Fanon qui explorera ces questions dans ses ouvrages, dans lesquelles il utilise son expérience de médecin et d'intellectuel militant FLN dans l'Algérie en guerre pour son indépendance, comme base pour une réflexion plus large sur l'aliénation de l'homme colonisé (Fanon 1952 ; 2007 [1961]). Ce dernier vit dans un état constant de réification et de manipulation de la part du colonisateur, une oppression de la part d'un pays étranger qui se traduit dans une humiliation quotidienne des « Noirs » et des « Arabes » de la part des « Blancs ». Le désespoir dans lequel les colonisés sont plongés justifie, selon Fanon, une réponse violente : la lutte armée devient le seul moyen de reconquérir une dignité humaine.

Le postcolonialisme a connu une fortune considérable non seulement en Asie, mais également dans le continent américain, où les Amérindiens ont travaillé à une révision de l'historiographie du « nouveau monde », à commencer par les usages linguistiques : ainsi, des expressions telles que « peuples autochtones » ou « premières nations » se sont imposées pour désigner ces populations qui ont vécu la colonisation européenne du XVI^e siècle (Amselle *op. cit.*). Dans la région mexicaine du Chiapas, « l'indianité » devient, dans les années 1970, et ensuite avec la révolution zapatiste des années 1990, le centre de la réflexion sur la relativisation culturelle américaine. Ces courants de pensée se concrétiseront dans des

³¹ Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, fondé en 1973 à Dakar.

³² Entre autres : l'économiste S. Amin, le philosophe P. Hountondji, le politologue M. Mamdani, l'économiste T. Mkandawire, ou encore l'anthropologue A. Mafeje.

mouvements de libération indigénistes, opposant les valeurs traditionnelles au marxisme, qui s'érige en théorie universelle³³.

Actuellement, le subalternisme est présent dans différents domaines, de la littérature, de l'art contemporain, jusqu'à l'urbanisme et à l'architecture. Qu'il soit analysé comme une condition socio-politique imposée, comme une définition épistémologique ou comme un double identitaire « en négatif », la reconnaissance de l'existence d'une condition subalterne devient le commun dénominateur d'une vision critique de l'histoire et de la culture, qui refuse les idées reçues du positivisme des Lumières et vise à la construction d'un récit alternatif. L'objectif principal est celui de déconstruire la pensée dominante (occidentale) et de complexifier l'analyse des phénomènes socio-culturels, en allant au-delà des clivages Nord/Sud, Occident/Orient.

2.3 Le discours sur la subalternité

Dans les pages précédentes, nous avons brossé à grands traits les études postcoloniales et subalternes. Comment allons-nous adapter ces réflexions à notre objet de recherche ? Nous avons vu comment les théories orientalistes d'ordonnement du monde ont influencé les pensées modernes et contemporaines. Dans ce paragraphe, nous allons questionner l'orientalisme et la domination des groupes subalternes dans la production de la ville ou, plus précisément, dans la mise en place d'un discours dominant sur la ville. Ce dernier étant l'un des piliers de l'action urbaine effective – ayant parfois encore plus de pouvoir que cette dernière – nous allons voir que son pouvoir de légitimation ou de délégitimation des différentes catégories sociales est construit en fonction de la domination des groupes hégémoniques sur les autres. L'infériorisation des groupes subalternes ne se borne pas, alors, à leur mise à l'écart au moment de la mise en place des projets, aux évictions physiques ou à une privation de services : plus profondément, elle se situe dans la délégitimation opérée par le discours sur la ville, qui précède – et parfois substitue – l'opération urbaine en soi. Cette délégitimation commence par la construction des subalternes comme « non-sujets » : nous parlons de « sujets subalternes », cependant leur agentivité et leur capacité à organiser le monde sont niés par les groupes dominants. Dans ce sens, le discours a une fonction de dispositif de pouvoir, en ce qu'il arrive à *produire* ce qu'il énonce.

³³ Les réflexions sur « la pensée frontalière » de l'argentin W. Mignolo (2013), ou sur les opérations de « transculturation » par l'anthropologue cubain F. Ortiz (2013 [1940]), confirment cette volonté de poser, sur le plan intellectuel et politique, une « pensée alternative » qui tient compte des populations subalternes. Une autre région de l'Amérique du Sud, comprenant les pays andins, a participé à la réinterprétation sud-américaine du subalternisme politiquement et culturellement. Les peuples andins, notamment les populations Quechua et Aymara, se sont dressés contre la manipulation des populations « ethniques » par la puissance occidentale.

2.3.1 La construction du subalterne comme « non-sujet »

En reprenant le concept de H. Bhabha de nation en tant que narration (1990 *op. cit.*), E. Saïd affirme que « *le pouvoir de narrer ou empêcher à d'autres narratives de se former ou d'émerger, est crucial pour la culture et pour l'impérialisme, et constitue l'un des principaux liens entre l'un et l'autre* » (Saïd 2000 *op. cit.*). Le sujet subalterne est alors principalement un sujet auquel on empêche de se raconter, si ce n'est pas à travers la narration de sa subalternité. En effet, si nous avons pu accéder à des histoires et des témoignages directs d'habitants, nous avons cependant été confrontée maintes fois à des histoires « externes », autrement dit racontées par des acteurs extérieurs affichant une prétendue connaissance de ces populations, de leurs besoins et de leurs raisons. A. Nandy parle dans ce sens de « seconde colonisation », pour expliquer comment l'Occident n'a pas seulement colonisé les populations du Sud, mais il a entrepris un projet de contrôle de l'information et des esprits qui a survécu à l'impérialisme politique. L'historiographie et les interprétations actuelles du colonialisme, sont à leur tour filtrées par le paradigme hégémonique, un « ennemi intime » qui dicte les règles de l'universalisme (Nandy *op. cit.*).

La négation de l'agentivité du sujet subalterne, autrement dit de sa capacité à *dire* ce qu'il est et à opérer selon une logique propre en autonomie, a été formulée par G. Spivak à travers la notion de « violence épistémique », subie par le sujet subalterne. Elle désigne le colonialisme comme l'exemple majeur de cette forme de violence : « *Le plus clair exemple de cette violence épistémique est le vaste projet, hétérogène et orchestré à distance, de constitution du sujet colonial comme Autre.* » (Spivak 2006 *op. cit.*, p.37). Selon Saïd, la conquête impérialiste des pays orientaux aurait été accompagnée par une *appropriation épistémique* qui aurait de fait construit l'objet "Orient" (Mezzadra 2008). Nous pouvons adapter cette vision à l'échelle plus réduite de la production urbaine. Le subalterne n'est pas seulement le perdant dans l'organisation urbaine néolibérale mais, plus encore, est ce sujet qui ne *dit* pas la ville, qui ne s'exprime qu'à travers des visions exogènes. De ce point de vue, nous avons pu questionner un certain nombre d'initiatives associatives se revendiquant « par le bas », observées lors de nos terrains, en regardant si elles sont véritablement l'œuvre de sujets subalternes, ou si elles sont le fruit d'un discours exogène, qui se veut « au nom de ».

Dans sa formulation de la « violence épistémique », G. Spivak reprend l'interprétation de l'idéologie de P. Macherey, la notion de ce qu'un texte *refuse de dire*, pour l'appliquer au projet impérialiste. L'historiographie critique devient, dans ce sens, un travail qui consiste à « mesurer des silences » (Spivak 2006 *op. cit.*, p.51). En suivant l'analyse de G. Spivak, l'étude postcoloniale de la ville « par le bas » que nous avons effectué dans les différents chapitres de cette thèse revient alors à analyser cette distance entre l'urbanisme hégémonique

et la fabrication effective de la ville. Dans ce sens, il apparaît, au fil des exemples présentés dans cette recherche, qu'à côté du discours « officiel » sur la ville, il n'existe pas un « autre » discours, qui serait un discours subalterne, car celui-ci est constamment effacé et inhibé par l'œuvre des groupes dominants. Il existerait plutôt une fabrication de la ville qui serait *faite* plutôt que *dite*, des « pratiques organisatrices de la ville habitée », essentielles au questionnement de la ville produite « par le bas » : « [de Certeau] précise que, [...] les citoyens « ordinaires » écrivent « le texte » urbain sans pouvoir le lire, qu'ils en ont une « connaissance aveugle ». (Berry-Chikhaoui 1996, p.138).

L'appropriation des codes et des traditions pour des fins de domination est une pratique directement issue du colonialisme, qui avait substitué les structures historiques indiennes par des structures occidentales. Dans ce sens, nous pouvons parler de « racialisation » des pratiques urbaines subalternes, en reprenant une réflexion menée par F. Fanon (1952 *op. cit.*), qui l'analyse en tant que dispositif de hiérarchisation construit sur le terrain de la race, visant à la subordination d'un groupe social de la part d'un autre. La subalternité, comme la race, devient alors une « catégorie sociale construite ad hoc: un dispositif de contrôle » (Curcio 2012).

2.3.2 Le « discours » comme pouvoir

Dans *Orientalisme*, Saïd centre son analyse sur l'image de l'Orient construite par l'Occident, en insistant justement sur la force de la *représentation* et de sa relation avec la réalité physique du sujet représenté. Dans l'analyse structuraliste du langage, ce dernier est entendu comme un système composé d'un ensemble de signes, qui renvoient à des référents, les objets physiquement réels (de Saussure 1995). Le signe est donné par l'union du concept, soit l'image mentale de cette réalité physique, appelée signifié, et du code utilisé pour la représenter, le signifiant. Selon Saïd, dans le processus orientaliste, la réalité du référent - l'Orient - est niée au sein même du processus de représentation.

La valeur, l'efficacité, la force, l'apparente véridicité d'une affirmation écrite sur l'Orient dépendent en réalité très peu de l'Orient en soi. L'on peut dire au contraire qu'un témoignage écrit est d'autant plus une vive présence pour le lecteur, qu'elle exclut, supplante et rend superflue toute entité réelle qui puisse répondre au nom d' « Orient ». De la même manière l'orientalisme dans son ensemble supplante et rend superflue l'Orient : la valeur de l'orientalisme, son sens dépendent beaucoup plus de l'Occident que de l'Orient, et ce sens émerge à travers différentes techniques de représentation occidentales qui rendent visible et compréhensible l'Orient au sein du discours qui le concerne. A leur tour, ces représentations dépendent d'institutions, traditions, conventions, codes largement partagés, bien plus que d'un Orient lointain et souvent indéfini. (Saïd 1999 *op. cit.*, p.30).

La représentation de l'Orient, est un processus cohérent, qui se suffit à lui-même et qui peut se passer du sujet réel aux fins de sa signification. Le détachement entre le signe et

l'objet réel est un processus exploré également par les postmodernistes, qui étudient la crise des métarécits dans les sociétés occidentales (Lyotard 1979). Pour J. Baudrillard (1972), la valeur d'échange-signe, c'est à dire la fonction que les objets remplissent dans le mental, encore plus que leur capacité effective à répondre à des besoins matériels, est fondamentale pour comprendre les modes de production des signes. Ainsi, le signe ne renvoie plus à la réalité physique d'un objet voué à satisfaire un besoin réel, mais il possède une valeur intrinsèque en tant que fétiche d'une réalité qui pourrait même ne pas exister. Dans ce sens, Baudrillard parle de *simulacre* plutôt que de signe, c'est-à-dire de la représentation figurée d'un objet qui « précède et détermine le réel » (Baudrillard 1981). Dans le discours sur la subalternité, le sujet subalterne, malgré son effective existence, est précédé et par conséquent supplanté par son propre simulacre : « [i]l ne s'agit plus d'imitation, ni de redoublement, ni même de parodie, mais d'une substitution au réel des signes du réel, c'est-à-dire d'une opération de dissuasion de tout processus réel par son double opératoire. » (*Ibid.*).

Dans ce processus, le simulacre a une valeur effective qui *produit du réel*. Ce réel est détaché de l'objet originaire, mais se construit dans un système totalement cohérent avec le simulacre dont il est issu. Les productions urbaines qui trouvent leur raison d'être en cohérence avec l'image de la « plèbe », sont quant à elles bien réelles, et productrices de rapports sociaux et économiques eux aussi bien réels.

Le discours dominant, totalisant et totalisateur, est fait d'énoncés autoévidents, énumérés dans un éternel temps présent et dans un espace physique généralisé, qui trouvent leur contraire dans des caractéristiques opposées, et donc positives, attribuées à l'hégémonie (Saïd 1999 *op. cit.*). Ce discours ainsi conçu confère une force majeure au stéréotype, par définition sans profondeur, ainsi qu'à l'opposition nous/eux. En d'autres termes, les caractéristiques simplifiées du discours sur le subalterne permettent à l'hégémonie de se positionner en tant qu'élément dominant de la relation dichotomique.

Dans le processus hégémonique, on passe alors d'une domination théorique, basée sur la force du discours et sur la connaissance, à une domination réelle, possible justement parce que le discours a guidé les agissements des groupes dominants, forts de la connaissance des subalternes. Ce processus renvoie à l'analyse foucauldienne sur la relation entre pouvoir et connaissance. Selon M. Foucault, « le discours est l'instrument à travers lequel les institutions exercent leur pouvoir à travers un processus de définition et d'exclusion, d'intelligibilité et de légitimation » (Storey *op. cit.*, p.94). Ainsi, les formations discursives permettent aux individus de se gouverner « à travers la production de la vérité » (*Ibid.*) : la vérité n'existant pas en soi, elle est *produite* par les catégories sociales dominantes à leur propre bénéfice.

2.3.3 Agentivité et conscience de soi du sujet subalterne

« Puisque les paysans ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés » écrit K. Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1969 [1885]), repris par Saïd dans *Orientalisme*, et par Spivak, dans sa définition du sujet subalterne. La question de la représentativité joue en effet un rôle fondamental dans la construction du sujet subalterne. L'impossibilité pour le subalterne de se représenter, d'agir en première personne, la négation de son agentivité, sert en dernière instance à légitimer les prises de décisions hégémoniques comme seules possibles au nom de l'intérêt « de tous ».

La lecture saïdienne de la subalternité se révèle intéressante dans l'étude de l'agentivité du sujet subalterne. Dans son analyse critique des auteurs « orientalistes », qui ont mis en place et utilisé la connaissance et l'image de l'Orient à des fins impérialistes, il souligne comment ces auteurs se sentent toujours en droit de parler pour et à la place des locaux. Les colonisés – les subalternes – parlent une autre langue, ils sont donc incompréhensibles. L'auteur peut parler pour eux, puisqu'il connaît leur histoire et par conséquent leurs attentes. Même s'ils pouvaient parler, ils reconnaîtraient le bénéfice tiré par le fait d'être gouvernés par des gens qui savent ce qui est bien pour eux, mieux de ce qu'ils n'auraient pu le savoir eux-mêmes. Si les subalternes se trouvent dans la situation de pauvreté, de déclin, de souffrance présentes, c'est parce qu'ils n'ont pas su s'autogouverner : une puissance colonisatrice ne fera d'autre que les sauver, en transformant un pays arriéré dans une colonie productive (Saïd 1999 *op. cit.*).

F. Fanon, comme nous l'avons vu plus haut, étudie quant à lui la question de la conscience du subalterne au prisme de la résistance armée. Selon lui, la violence du peuple n'est pas un signe de l'absence d'une conscience de soi, qui permettrait aux subalternes de s'exprimer selon les paramètres hégémoniques et ainsi faire entendre leur voix. C'est au contraire le symbole d'une prise de conscience politique et sociale qui se développe spontanément, en réaction aux injustices subies. Cette vision se rapproche de celle d'*instinct de classe* au sens gramscien, un degré de conscience de soi que les subalternes atteignent de manière spontanée (Cirese 1976). La rapidité de cette prise de conscience peut, sans la présence contemporaine d'un état national, mener à l'expression violente de la demande d'une justice sociale qui se traduit dans le fondamentalisme ou le tribalisme (Fanon 2007 *op. cit.*).

La question de la subjectivité du subalterne est également au cœur de l'œuvre des *Subaltern Studies*, dans leur critique de l'historiographie marxiste et de l'image que cette dernière avait donné de la conscience politique des paysans indiens. La remise au centre de la « compétence » des groupes subalternes à organiser leur propre monde, à le représenter et le

traduire en pratique, est l'un des enjeux majeurs de la vision postcoloniale de la métropole contemporaine. L'exploration de l'agentivité des groupes subalternes passe donc par une analyse attentive de leurs représentations : comme nous l'avons vu plus haut, quand ces derniers ne « parlent » pas, ils pratiquent, autrement dit ils donnent à voir leur organisation du monde autrement que par la production d'un discours de type dominant. La réélaboration d'une pratique traditionnelle, ré-signifiée en tant qu'affirmation d'une identité subalterne, peut être lue comme une tactique de contournement d'un modèle imposé. Pour illustrer ces propos, les auteurs subalternistes présentent l'épisode la circulation du *chapati* (Guha 1983 *op. cit.*, Bhabha 2007 [1993])³⁴. Cette anecdote, racontant des rebelles indiens faisant circuler entre les villages des messages cachés dans des pains, est emblématique dans l'analyse des pratiques des groupes subalternes comme résistance, dans leur caractère de transmission d'un *signe*.

La négation de l'agentivité est ainsi le pilier de la délégitimation des groupes subalternes : comme nous le verrons plus en détail dans les autres chapitres de la thèse, le discours dominant pose le subalterne en position arriérée, en raison de son incapacité de conceptualiser et de systématiser : ses productions résultent bricolées, imparfaites, informelles. La mise en place (et l'acceptation collective) de cet arbitraire permet aux élites de délégitimer la production urbaine des groupes subalternes, et de chercher à lui substituer une production dominante. Pour justifier la prise en main de l'avenir des groupes subalternes, les arguments sont multiples, et nous les analyserons dans le détail plus loin : ils vont de la passivité, au fatalisme, à l'absence de « sens civique », jusqu'à l'amoralité et à la délinquance.

Dans le dernier chapitre de cette thèse, nous analyserons comment les subalternes peuvent arriver à une réelle action politique sur leur propre avenir dans la ville, selon des paradigmes propres et selon une autonomie qui les libère des porte-paroles et des intermédiaires en tout genre. Pour l'heure, il est important de rappeler que, contrairement à ce qui est prôné par les théories sur le folklore, de Gramsci aux marxistes, il est possible de concevoir une action politique « par le bas », mais seulement au prix de renverser l'optique d'assignation de valeurs³⁵. Certes, la question d'une « prise de pouvoir » des classes subalternes se révèle épineuse, surtout si on essaie de plaquer les catégories dominantes aux

³⁴ En 1857, l'armée britannique avait identifié dans la circulation du pain *chapati* le moyen utilisé par les colonisés pour organiser des révoltes. Les auteurs postcoloniaux et subalternes ont repris le « mystère du *chapati* » comme phénomène expliquant la circulation de signes parmi les groupes subalternes, incompréhensibles et troublants pour les groupes dominants. Pour un approfondissement, voir : GUHA R., *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Oxford University Press, New Dehli, 1983.

³⁵ Une opération d'exploration des représentations et de l'agentivité des subalternes a été menée, dans ce sens, par C. Ginzburg, dans *Le fromage et les vers* (1980), où il analyse la vision du monde d'un meunier frioulan envoyé au bûcher par l'Inquisition à la fin du XVI^e siècle, et à travers ses récits il questionne l'influence réciproque entre culture savante et culture populaire.

groupes subalternes : il est possible cependant d'interroger la possibilité d'une action politique selon des paramètres autres, et nous verrons que certaines expériences d'organisation urbaine dans les villes étudiées le prouvent.

2.4 La subalternité comme « altérité interne »

La vision du subalterne comme « autre » remonte aux débuts de l'anthropologie, qui ambitionnait d'accéder à la connaissance des peuples lointains, mais en commettant l'erreur de les analyser selon des paramètres propres à la culture occidentale de l'époque. M. Kilani, dans son ouvrage *L'invention de l'autre* (1994), retrace l'histoire de l'anthropologie et montre le déplacement du regard exotique de l'« autre » lointain à l'« autre » proche, interne à la société dominante. Si les cultures « autres » étaient mises à distance par la stratégie de la négation de leur historicité – qui passait avant tout par la négation de la possibilité de narrer sans l'outil de l'écriture – le processus de *othering*³⁶ est plus complexe dans le cas d'individus proches.

Dès le début du XIX^e siècle, un lien sera établi entre l'indigène exotique et l'indigent, le peuple pauvre de la société européenne. La figure du sauvage primitif sera prolongée par la figure de l'exclu européen sous toutes ses formes. L'hétérogénéité externe désormais repérable sur la même échelle d'évolution et de perfectibilité que soi sera logiquement rejointe par l'hétérogénéité interne à la société industrielle naissante elle-même. [...] Bref, avec l'avènement du XIX^e siècle, la figure de l'altérité externe, celle du sauvage primitif, sera désormais rejointe par la figure de l'*altérité interne*, et toutes les deux seront appréhendées à partir d'une même expérience et à l'intérieur d'une même histoire, celle de l'observateur européen. (*Ibid.*, p.102-103, nous soulignons).

Le sujet subalterne, entendu comme « autre » par excellence, devient alors un type, un « objet d'étude ». Dans ce sens il est possible de parler d'idéologie hégémonique, un processus qui, selon R. Barthes, tend à « *universaliser et légitimer ce qui en réalité est partiel et singulier* » (Storey, *op. cit.*, p.15). C'est ainsi que l'homme occidental, blanc, hétérosexuel et appartenant à la classe moyenne, devient « l'homme ». Les « autres », pour être définis, auront alors besoin d'une spécification : égyptien, arabe, de la classe ouvrière, homosexuel, noir, femme etc. Ces adjectifs ne sont pas des simples qualificatifs, mais correspondent, dans l'intention du discours, à une « *variation inférieure d'un originel* » (*Ibid.*). La domination s'exerce alors dans le langage courant de manière tout à fait naturelle : les adjectif qui complètent la description d'une personne deviennent des stigmatisation intrinsèques, dans une opération de réduction de la personne à sa caractéristique principale.

Comment cette hiérarchisation des individus se concrétise-t-elle dans les sociétés étudiées ? En ce qui concerne l'Égypte, la subalternité doit compter avec le passé colonial

³⁶ Littéralement: “de rendre autre”.

d'où le pays est sorti en époque relativement récente (années 1950). Si le désir d'affirmer une identité métropolitaine compétitive est à ce jour l'un des moteurs de l'urbanisme cairote (Barthel, Deboulet, Pappalardo 2014), la célébration de l'identité nationale entre en contradiction avec la dénonciation du retard, qui serait causé par le repli sur soi de la société. Les couches populaires sont alors associées à un retard dont elles seraient les coupables, symbolisant ainsi un état subalterne duquel les Égyptiens « occidentalisés » tentent de se débarrasser. Au-delà de l'échelle urbaine, il ne faut pas oublier la rupture importante qui subsiste entre les villes et les zones rurales du pays. Malgré la croissance dans les dernières décennies de plus en plus de villes moyennes, Le Caire reste le centre névralgique du pays, condition qui a contribué à un exode important et progressif vers la ville. Les récentes stratégies urbaines, dont Cairo 2050, visent justement à contenir la croissance démographique et l'urbanisation incontrôlée des périphéries informelles. Les habitants des quartiers centraux que nous étudions, à la fois occupants historiques et nouveaux-venus, font les frais de la réorganisation de la ville selon des critères qui leur sont défavorables.

En Italie, l'idée d'une fracture « interne » causée par le décalage entre un Nord riche et un Midi arriéré se répand progressivement dans le débat politique et dans les réflexions en matière économique, après l'unification du pays en 1861. Devenue théorie culturelle, elle a inspiré bon nombre de travaux ethnologiques, parmi lesquels les courants démologiques et folkloriques. Si notre analyse de la subalternité métropolitaine se propose d'aller au-delà de l'étude du folklore méridional, on ne peut pas oublier que Naples est à la fois la ville la plus importante et le symbole du Sud de l'Italie, et que cette position conditionne fortement l'image perçue par ses propres habitants et par « l'extérieur ». Cette « réputation » de la ville, dans le contexte italien et européen, ne manque pas d'orienter la rhétorique et la pratique des politiques urbaines locales (Vallat, Marin, Biondi 1998).

La contribution la plus importante à la critique politique et historique de la condition du Midi italien nous vient de Gramsci, qui analyse, dans *Alcuni temi sulla questione meridionale*, parue en 1926³⁷, comment les classes dominantes ont été à l'origine de l'arriération du Sud de l'Italie du *Risorgimento* et comment cette situation a mené à une fragmentation (qui existe encore aujourd'hui) et ensuite au fascisme. Pour ce faire, Gramsci recourt à la notion de « révolution passive », dont se sont plus tard inspirés les subalternistes indiens³⁸, et à laquelle nous faisons nous-même référence pour expliquer le dispositif de la planification urbaine globalisée³⁹.

³⁷ Maintenant consultable également dans *La questione meridionale* (2005).

³⁸ Notamment P. Chatterjee dans son *Nationalist Thought and the Colonial World* (1993 [1986]).

³⁹ Voir chapitre suivant.

La « question méridionale » en Italie suit un « double mouvement », entre un racisme colonial propre au contexte européen et un racisme interne envers les habitants du Sud du pays. La stigmatisation des populations du Sud a principalement servi l'objectif de domination politique de peuples très hétérogènes qui a suivi l'unification de l'Italie en 1861. Le projet politique était soutenu par une démarche « scientifique », qui identifiait dans une infériorité anthropologique la naturelle destinée de soumission de ces populations, et justifiait par la même occasion les difficultés montrées par le pays fraîchement unifié à s'intégrer dans le contexte des grandes puissances européennes (Curcio *op. cit.*). La célèbre théorie des « deux Italies », élaborée dans les années à cheval entre le XIX^e et le XX^e siècle par l'anthropologue A. Niceforo a longtemps nourri les discours scientifiques sur l'infériorité génétique des méridionaux :

Niceforo décrivait une Italie du Nord, peuplée d'aryens de descendance *germanique* et une Italie du Sud, habitée par une population *latine-caucasique* avec une influence négroïde. Les germaniques étaient « civilisés » et capables de s'autogouverner, les *latins* se montraient rebelles et ingouvernables, donc politiquement immatures. En même temps, l'idée de la présence de sang « nègre » parmi les *latins* devint la justification de leur subordination dans le travail. Considérés indolents, fainéants et peu intelligents, les travailleurs du Sud du pays furent soumis à des formes extrêmes d'exploitation et à des discriminations sur le salaire, en constituant ainsi un vaste réservoir de force de travail à bas coût au service de la croissance économique du pays. (*Ibid.*)

Selon M. Petruszewicz (2014), le discours sur l'infériorité des méridionaux se construit autour de trois piliers : le statut politique du Sud, ses ressources naturelles et ses habitants. En premier lieu, l'argument de la domination politique du Sud de l'Italie de la part des Bourbons a été utilisée (et l'est encore aujourd'hui) comme explication de l'attitude indolente et fataliste des méridionaux, habitués depuis toujours à être des sujets plutôt que des citoyens. Le second topos utilisé est celui de la nature luxuriante des campagnes du Sud, de ses paysages magnifiques décrits par les voyageurs européens, notamment ceux du Grand Tour. Ces récits ont alimenté une vision « exotique » du Sud de l'Italie et consolidé son caractère d'altérité, d'une Europe « autre » par rapport à celle du Nord. Le troisième élément de cette construction discursive, lié au premier par le célèbre adage du « paradis habité par des démons » (devenu même le titre d'un ouvrage collectant plusieurs articles écrits sur le sujet par B. Croce, et publié en 2014), voit ce contexte naturel magnifique et plein de potentiel habité par une population superstitieuse, aveuglément attachée à une religion presque syncrétique, pratiquant la magie et donc essentiellement réfractaire aux Lumières de la civilisation européenne.

Dans ce sens, le discours sur l'infériorité n'a pas simplement permis au Nord de dominer le Sud, mais également d'excuser le retard et de stabiliser l'image du Sud en tant que « boulet » de l'Italie (Fresu 2009), en d'autres termes de constituer le Midi en tant que sujet unique catalyseur de tous les maux de la société italienne. La même lecture du rôle de « bouc

émisssaire » (Girard 1982) attribué à la catégorie plus faible de la société peut être appliquée au contexte de la métropole contemporaine. À Naples, l'identification de la « plèbe » comme cause du retard de la ville toute entière est, qui plus est, profondément liée à cette stigmatisation plus large du Midi italien. En d'autres termes, les « plébéiens » sont ceux qui ne permettent pas à Naples de s'affranchir de cette image calomnieuse si célèbre. Dans ce sens, les discours sur la « plèbe » se construit sur un paradoxe : afin de nier le stéréotype d'arriération qui nuit aux Napolitains « comme il faut », ces derniers le rejettent sur une seule partie de la population, confirmant par là même son existence. Cette catégorie est ainsi à la fois rejetée et nécessaire, car elle permet aux citoyens « comme il faut » de prendre leurs distances des accusations d'arriération et d'absence de civilisation que subit la ville.

Un autre héritage fondamental de l'œuvre gramscienne en ce qui concerne l'anthropologie du Midi italien est identifiable dans l'ethnologie italienne, connue sous le nom de « démologie » (Cirese 1973 *op. cit.*). Des chercheurs comme E. De Martino, A. M. Cirese ou L. M. Lombardi Satriani, ont travaillé sur la culture folklorique et son rôle dans le contexte italien de l'après-guerre. Les travaux de ces auteurs, qui étudient les pratiques culturelles des paysans du Sud de l'Italie⁴⁰, montrent le décalage existant entre la quotidienneté des citadins, qui vivent dans la rationalité d'une société moderne, et les paysans, dont la vie serait aveuglement dominée par les croyances religieuses et la résignation face à l'extrême pauvreté.

La constatation de pratiques si lointaines les unes des autres, sur un même territoire, porte les intellectuels italiens à remettre en cause l'existence d'une culture unique. Si par « culture » nous entendons un ensemble de pratiques et de représentations (ce qui inclut la superstition, la magie, les traditions « populaires »), le folklore peut être défini, au sens gramscien, comme la culture des groupes subalternes. Les différences culturelles correspondent alors à des différences sociales : afin de consolider leur position dominante à la fois politiquement et culturellement, l'élite mène une opération d' « exclusivisme culturel », qui consiste à « rejeter en dehors des frontières de la « culture » » (*Ibid.*, p.7) les pratiques et les représentations des subalternes, car elles ne correspondent pas au modèle culturel dominant. Cirese parle ainsi du folklore en tant que « dénivelé de culture » (*Ibid.*), c'est-à-dire en tant qu'une diminution du niveau de la culture « culte », dominante. Dans le cas des cultures « exotiques » nous aurons des dénivelés « externes », tandis que pour les sociétés occidentales nous parlerons plutôt de dénivelés « internes ». Dans ce sens, les pratiques des paysans du Sud sont « *des traditions aliénantes qui empêchent les paysans de prendre*

⁴⁰ Les conditions de misère et d'humiliation quotidienne, ainsi que le monde parallèle dans lequel vivent les paysans, imprégné de fatalisme et de superstition, est admirablement dépeint par C. Levi dans son chef-d'œuvre *Le Christ s'est arrêté à Eboli* (1945).

pleinement conscience de leur oppression et de leur exploitation » (Amselle *op. cit.*), ce qui expliquerait l'arriération du Sud de l'Italie par rapport au Nord. Pour De Martino, qui voit dans les pratiques religieuses les formes d'expression privilégiées des classes subalternes, et Cirese, qui identifie dans l'opposition du folklore à la culture dominante un fort potentiel révolutionnaire, il s'agit alors de remettre en cause l'ordre établi par la bourgeoisie, à travers la valorisation de pratiques subalternes en tant que pratiques culturelles en soi.

Lombardi Satriani, en plus d'étudier les pratiques folkloriques en tant que résistance à la culture hégémonique, dénonce les opérations de manipulation du folklore dans le but d'en tirer un bénéfice économique destiné à la seule classe dominante (Lombardi Satriani 1973). Cette réflexion peut être transposée aux pratiques urbaines des groupes subalternes, qui sont à la base d'une conception et utilisation de la ville actuellement exploitées au bénéfice de « l'imaginaire touristique » (Girard 2010a *op. cit.*) et de la consommation culturelle :

Bon nombre d'éléments de la culture populaire sont englobés par la culture du profit et déformés selon ses fins. Cependant, à un niveau plus général, la culture populaire elle-même subit globalement une opération de consommation. L'exemple le plus flagrant de cette opération est la turistisation de la donnée folklorique. Les « traditions populaires » deviennent l'aspect visible d'un monde exotique vers lequel on adresse ceux qui souhaitent fuir, même temporairement, les contraintes, la monotonie et la prévisibilité de la société urbaine contemporaine. L'invitation à l'évasion se concrétise tant vers l'exotique externe à la société italienne qu'intérieur à cette dernière. (Lombardi Satriani *op. cit.*, p.182).

En tant que forme spécifique d'orientalisme local, le méridionalisme fait partie de ces mécanismes de construction de la pensée qui sont à la base de la domination des franges les plus démunies de la société urbaine.

2.5 Quand l'« autre » devient l'indésirable : stigmatisation, pauvreté et subalternité

La condition subalterne, en tant que phénomène issu d'une action de *othering*, renvoie à la question de la stigmatisation de l'individu différent. Ce dernier, dans la hiérarchie sociale instituée par les dominants, devient alors l'indésirable, celui qui ne respecte pas les critères de « normalité » imposée. Dans les sociétés contemporaines, du Nord comme du Sud, le perdant de la société est souvent identifié avec le pauvre : nous verrons que la situation socio-économique ne peut pas expliquer à elle seule la condition subalterne, qui doit être plutôt rapprochée de la notion de vulnérabilité (potentielle) (NDiaye 2008).

Proposée à la sociologie par E. Goffman, la stigmatisation peut être de différentes sortes, selon qu'elle soit appliquée à un défaut physique, social ou culturel. Dans *Stigmaté* (1975), l'auteur étudie le processus de stigmatisation en tant que positionnement d'un « autre » dans une hiérarchie dominée par des individus « normaux ». Dans nos cas d'étude,

les groupes subalternes sont stigmatisés en ce que leurs pratiques se détachent d'un modèle dominant. Les individus « normaux » construisent des « *théories du stigmaté, une idéologie vouée à expliquer son infériorité* » [du stigmatisé] (*Ibid.* p.15). C'est à travers cette idéologie que la discrimination à l'encontre du stigmatisé est rationalisée, intériorisée comme juste et légitimée comme un comportement correct. Ainsi, ceux qui ne pratiquent pas la discrimination sont vus comme des « complices » des stigmatisés. Les groupes subalternes sont victimes de cette même idéologie du stigmaté, qui les transforme, de « classes populaires » en « plèbe », ce qui véhicule un discrédit légitime, nourri des supposés méfaits de cette « plèbe » dans le passé⁴¹. Si la construction du modèle dominant et sa légitimation s'imposent par un processus de violence symbolique, elles ne peuvent exister sans l'adhésion à ce même modèle des groupes dominés.

2.5.1 Intériorisation de la condition subalterne ?

E. Saïd affirme qu'un discours bien construit aura du succès en ce qu'il rencontre les attentes de ceux auxquels il est destiné. Un tel discours sera ainsi considéré utile, objectif, voire « scientifique ». Il sera donc corroboré par d'autres discours, documents, témoignages : les personnes qui se retrouveront dans la situation décrite par ce discours prendront ces phénomènes empiriques pour des confirmations de son objectivité et conformité au réel. Dans ce sens, Saïd affirme que le texte (discours) peut créer non seulement la connaissance d'un objet, mais même sa réalité effective. Au fil du temps, cette connaissance et cette réalité produisent une tradition, c'est-à-dire un discours ancré dans une perspective historique. Les caractéristiques des objets du passé sont donc transmises aux objets du présent par le discours traditionnel. Ce dernier est composé à son tour par des unités d'information préexistantes définies par Flaubert comme des *idées reçues* (Saïd 1999 [1978] *op. cit.*).

Comme l'explique R. Guha dans le cas des paysans indiens, « *la subalternité [...] était matériellement incarnée dans un réseau de signes et de symboles, qui intéressaient les domaines plus consolidés de la quotidienneté, du langage aux façons de s'habiller et de saluer quelqu'un* » (Guha, cité dans Mezzadra 2002, p.12). Guha parle d'un véritable rituel de subordination à travers les gestes quotidiennes, une *guerre sémiotique*, qui s'ancre dans l'interprétation des phénomènes de la part des sujets subalternes. L'incorporation si profonde, voire « naturelle », dans les pratiques quotidiennes d'une série de rituels qui garantissent le maintien dans la condition subalterne, porte à s'interroger sur une éventuelle intériorisation de la subalternité. Se révolter contre l'ordre imposé, signifie en effet, pour les subalternes, se

⁴¹ Voir partie 4, chapitre 8.

révolter contre leur propre collocation dans la société et dans le monde tels qu'ils le connaissent. Une telle révolution, explique Guha, ne peut se réduire à une réaction mécanique face à des conditions de vie injustes, mais devient une véritable prise de conscience en tant que sujet qui « fait » l'Histoire. Cependant, cette intériorisation semble bien présente dans les attitudes fatalistes et résignées souvent attribuées aux sujets subalternes et, selon certains, sa théorisation est nécessaire pour

rendre compte des attitudes de consentement des dominés à la domination qu'ils subissent, qui sont pourtant beaucoup plus permanentes parmi les subalternes, en Inde comme ailleurs, que les comportements de résistance. (Pouchepadass *op. cit.*, p.170).

Le fait de postuler une certaine intériorisation de la subalternité, donc son acceptation consciente et voulue par les subalternes eux-mêmes, semble néanmoins un raccourci facile, qui évite de se poser la question fondamentale de la nécessité de déconstruire l'organisation sociétale. En effet, la question de l'intériorisation de la condition subalterne ne peut être abordée sous l'angle du fatalisme ou de la « mauvaise conscience », mais plutôt par celui de la *violence symbolique*.

P. Bourdieu propose ce concept dans ses recherches sur la reproduction sociale, notamment à travers l'institution pédagogique. L'auteur explique comment les groupes dominants arrivent à imposer ce qu'il définit un « arbitraire culturel », autrement dit un ordre des choses arbitraire, qui devient, par ce biais, universel. Cette universalisation ne peut avoir lieu sans que les groupes dominés acceptent, au même titre que les dominants, l'ordre imposé. L'acceptation de cet ordre dominant n'est alors jamais une action consciente, mais une imposition violente, qui passe par la violence symbolique. Cette dernière est définie par Bourdieu comme « [...] *tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force* [...] » (Bourdieu, Passeron 1970, p.18).

Par cette imposition perçue comme légitime, les dominés intègrent l'ordre dominant, dans lequel ils ont la place des dominés, en tant qu'ordre naturel des choses. Seule l'adhésion du dominé aux structures de sa propre domination peut permettre à celle-ci d'exister :

La violence symbolique est cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments de connaissance qu'il a en commun avec lui et qui, n'étant que la forme incorporée de la structure de la relation de domination, font apparaître cette relation comme naturelle ; ou, en d'autres termes, lorsque les schèmes qu'il met en œuvre pour se percevoir et apprécier les dominants (élevé/bas, masculin/féminin, blanc/noir, etc.) sont le produit de l'incorporation des classements, ainsi naturalisés, dont son être social est le produit. (Bourdieu 1997, p.204).

Dans la mise en place du discours sur la ville, qui a un pouvoir légitimant très fort, le mécanisme est similaire : l'imposition d'un arbitraire culturel, autrement dit d'un mode de concevoir et pratiquer l'urbain qui se veut universel, mais qui est en fait la manifestation de la domination des groupes au pouvoir. Ce pouvoir est le fruit d'une suprématie arbitrairement constituée, mais qui s'impose comme universel, même aux yeux des dominés.

Ainsi, il serait inexact de parler d'intériorisation de la condition subalterne, ou d'un certain fatalisme des classes dominées, qui les mènerait à se complaire de leur situation d'infériorité, ou, à l'inverse, d'imaginer une situation d'imposition pure et simple, dans laquelle les dominés ne partagent en rien l'ordre dominant. La condition subalterne est l'intégration d'une expérience d'infériorité, issue de l'imposition d'un ordre dominant. Ce dernier se véhicule à travers la structuration de la société, mais également à travers des outils d'assignation identitaire comme le stéréotype.

2.5.2 *Le stéréotype, producteur de réalité*

Le stéréotype est défini comme une « *caractérisation symbolique et schématique d'un groupe qui s'appuie sur des attentes et des jugements de routine* »⁴². Il ne s'agit donc pas d'une caractérisation neutre, mais porte en soi un jugement de valeur, souvent négatif. Dans ce sens, le stéréotype est un instrument qui sert à la définition des rôles dans un rapport de force. La construction d'un discours qui définit l'Autre devient un moyen de s'identifier et de se positionner, non seulement pour les dominants, mais également pour les dominés.

En ce qui concerne l'urbanisme de la globalisation, la narration, et donc la création et diffusion de stéréotypes apparaissent des outils essentiels à la mise en place des projets, mais plus encore à la légitimation de l'ordre social qui en est à l'origine. Ainsi, le stéréotype devient un véritable instrument de pouvoir, car il nourrit les narrations dominantes : « *la représentation participe de la même nature du pouvoir, puisque les deux ont la capacité d'instituer, ils sont capables d'autoriser, et même de légitimer* » (Festa 2013).

L'anthropologue A. Signorelli a analysé la notion de stéréotype pour le cas de Naples et de sa principale caractéristique, à la fois réelle et fantasmée: la napolitanité.

Tout comme les mythes, les idéologies, les rites, les préjugés, les stéréotypes aussi produisent de la réalité, puisqu'ils possèdent une efficacité symbolique. Les conceptions de la réalité et les systèmes de valeurs qui leurs sont associés orientent les actions des êtres humains ; ainsi à travers les agissements humains ces conceptions et ces valeurs interviennent concrètement sur la réalité de la condition humaine, car ils la réalisent dans les formes et dans les modes préfigurés par les conceptions et prescrits par les valeurs. Pour reprendre une formule chère à Ernesto de Martino, nous pouvons affirmer que la

⁴² Dictionnaire de français Larousse [en ligne] - <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/st%C3%A9r%C3%A9otype/74654> (consulté le 05/09/2014)

napolitane existe si et parce que tout se passe comme si elle existait. (Signorelli 2002, p.12).

Le stéréotype peut cependant servir d'instrument de combat de l'oppression. Le concept de « négritude », élaboré par A. Césaire en tant qu'*altérité spécifique*, sert notamment à opérer un « renversement du stigmate » (Amselle *op. cit.*, p.115) valorisant l'identité « nègre » en opposition à l'identité blanche. Les auteurs subalternistes affirment que, dans la revendication de soi, l'essentialisation est justifiée quand elle devient la réponse à une stigmatisation opérée par autrui : F. Fanon voit dans l'affirmation d'une culture « noire » ou « arabe » le seul moyen de s'opposer du point de vue intellectuel à un discours qui unifie et homogénéise tous les Arabes et tous les Africains (Fanon 1952 *op. cit.*). G. Spivak recourt à la notion d'« essentialisme stratégique » pour expliquer la valorisation d'un élément identitaire qui permet de s'affirmer face à une négation de soi, dans la poursuite d'« objectifs politiques clairement définis » (Amselle *op. cit.*, p.115) :

Le rejet et l'exclusion deviennent alors la marque de l'élection et l'on a vu comment, chez Guha, le rabaissement par Hegel de la civilisation indienne au rang de civilisation non historique avait pu être réapproprié comme supériorité de cette dernière. C'est finalement au nom d'une exclusion de l'histoire et de l'assignation à une certaine primitivité que s'affirment non seulement les identités du Sud mais aussi toutes les identités qui entendent décrocher et prendre leur autonomie par rapport à un prétendu Centre du savoir. (*Ibid.*, p.215).

L'un des stéréotypes les plus puissants sur les groupes subalternes se construit autour de leur supposée absence de *civiness*, de sens civique. Plus loin dans la thèse, nous allons questionner en profondeur cette vision des subalternes, ainsi que l'instrumentalisation de cet argument dans la mise en place des discours dominants sur la ville. Ces stéréotypes sont liés essentiellement, à travers la reconnaissance de pratiques et de modes de vie différents, à un positionnement dans la société de type économique.

2.5.3 Pauvreté ou vulnérabilité ? Une question de capital

À travers les notions et les auteurs évoqués dans les pages précédentes, nous avons cerné la subalternité comme un positionnement dans une hiérarchie sociale. La place aux gradins les plus bas de la société est souvent occupée par les classes populaires ou par le sous-prolétariat. La définition de ces groupes sociaux est essentiellement économique, mais la condition subalterne nous semble davantage liée à la notion de vulnérabilité, car cette dernière couvre un éventail plus ample de précarités et de limitations, qui vont de l'économique, au social, au culturel.

De plus en plus, nous constatons une identification entre les « pauvres » et le « peuple », comme ils se définissent eux-mêmes dans beaucoup de sociétés contemporaines

(Appadurai 2001 *op. cit.*). Si la subalternité et la pauvreté ne coïncident pas forcément, au sein de l'organisation sociale de la métropole, nous pouvons toutefois affirmer qu'une grande partie des subalternes peut être définie « pauvre », sous plusieurs points de vue. Comme le montre A. Deboulet (2012a), ce sont ces mêmes pauvres qui se définissent et sont définis par les autres comme « le peuple », surtout dans les débats militants des mouvements sociaux locaux, qui pointent du doigt une différence de traitement du « peuple » par rapport aux autres citoyens. Quant à la définition de « plèbe », que nous examinerons plus bas en détail, elle est plus complexe, car elle mêle pauvreté économique et sociale, mais porte en même temps une charge stigmatisante déterminante. De plus, il s'agit d'une définition exogène, les personnes ne se désignant jamais elles-mêmes comme faisant partie de la « plèbe » ou des groupes subalternes. Cette notion, dans sa charge péjorative, devient un instrument de délégitimation très fort, ancré dans l'histoire des sociétés étudiées.

L'étude de la pauvreté, de ses dynamiques et de son fonctionnement dans les différentes sociétés est un argument fondamental non seulement pour la compréhension des sociétés, mais également pour la mise en place de politiques locales. Selon F. Ireton (2004a), il existe une conception dominante de la pauvreté qui identifie cette dernière comme satisfaction de besoins primaires, et donc qui établit des « seuils de pauvreté »⁴³ en relation aux possibilités monétaires des individus de consommer (donc de satisfaire les dits besoins). Cette vision pose problème, en ce qu'elle réduit à un clivage entre « pauvres » et « non-pauvres » sur la base d'une consommation qui se ferait (ou ne se ferait pas) uniquement pour des raisons économiques. Si les habitants interviewés peuvent avoir des ressources (très) limitées, néanmoins leur situation de pauvreté ne peut être réduite à des questions économiques : dans ce sens, nous nous sommes rapprochée de l'analyse de leur condition en termes de « capacité ».

Selon l'économiste A. Sen (2000), la pauvreté ne peut se mesurer uniquement en fonction des revenus des individus, mais en mesurant leurs « possibilités de choix ». La capacité correspond alors aux choix effectifs qu'ont les individus pour poursuivre leur bien-être. Une société juste est une société où tous les individus disposent de la capacité (des choix réels) pour accomplir leur propre bien-être. Quelle possibilité réelle de choix ont les individus issus des groupes subalternes ? Autrement dit, quel est leur degré de capacité ? Dans les chapitres suivants, nous verrons comment les discours aménageurs dominants, et les projets qui s'en suivent, encore plus que d'appauvrir les subalternes d'un point de vue économique, contribuent à limiter leur capacité, c'est-à-dire qu'ils limitent leurs choix

⁴³ Ce seuil pouvant être absolu, représentant l'équivalent monétaire de la ration calorique nécessaire à la survie, ou relatif, défini par rapport au niveau moyen ou médian, influencé donc par l'évolution des revenus globaux (Destremau *op. cit.*).

d'accomplir leur propre bien-être (par exemple, se loger partout où l'on veut dans la ville, dans un logement qui convient, en le « pratiquant » comme on le souhaite, de participer réellement à la production de son environnement urbain, etc.). Dans ce sens, la pauvreté serait plutôt à entendre comme phénomène structurel, porteur essentiellement d'une limitation de droits :

La « pauvreté structurelle », à l'instar de l'exclusion, se référerait à un processus cumulatif articulant les diverses dimensions et relations entre pauvreté matérielle, dérivation sociale, position faible et dominée sur le marché du travail, pauvreté des droits et marginalisation socio-économique, pauvreté subjective et objective, en un cercle vicieux à forte inertie. (Destremau 2004, p.107).

Il est ainsi fondamental de distinguer entre pauvreté et vulnérabilité, la première étant liée plutôt à des questions de ressources économiques, tandis que l'autre se concentre notamment sur les conditions d'habitation, de santé ou de risque en général. S'il est possible de vivre des situations de vulnérabilité, sans pour autant être en dessous du seuil de pauvreté, les deux notions ne sont pas étanches, au contraire elles sont profondément interdépendantes :

En distinguant pauvreté habitationnelle et pauvreté monétaire, il est possible d'avancer que résider dans des secteurs marginalisés du point de vue des infrastructures, de la capacité d'accès aux services, dans des logements inconfortables, contribue à fragiliser des populations qui ne sont pas toujours pourtant les plus pauvres. (Deboulet 2012a *op. cit.*, p.43).

Comme le montre A. Deboulet, les effets de la vulnérabilisation induite par les aménagements de l'urbanisme globalisé ne sont pas appréciables au niveau mondial ou en général sur une échelle territoriale large : c'est au niveau micro-local que la précarisation des pratiques des habitants pauvres est plus fortement visible (*Ibid.*). Également, le lien entre pauvreté et vulnérabilité fait l'objet d'une « assignation à territorialité » (Hancock 2008) qui est à remettre en cause, notamment dans sa correspondance automatique entre lieu habité et condition socio-économique des habitants.

La pauvreté peut ainsi être définie comme un type de vulnérabilité : cette dernière est intrinsèque à la condition subalterne car elle définit, en plus d'un positionnement social inférieur, d'une stigmatisation qui l'accompagne et qui le pérennise :

Les sujets classés comme *underclass* n'étaient pas considérés seulement pauvres, mais on leur attribuait des comportements, des valeurs et des attitudes – tels un attachement insuffisant au travail – qui reproduisaient systématiquement leur condition sociale. Le concept d'*underclass*, tel qu'il était utilisé dans la littérature sociologique des années Soixante-dix et Quatre-vingt, prenait une valeur fortement dépréciative [...]. (Morlicchio 2012, p.63).

Cette mise en place d'une hiérarchisation dans la société est mesurable au niveau local, national, mais également mondial. La globalisation, comme nous le verrons plus en

détail, a eu un impact fondamental dans les changements sociétaux des différents pays : aux rapports de domination locaux se sont superposés des phénomènes globaux, qui se répercutent jusqu'au niveau micro-local. En ce qui concerne notre étude, ce que nous avons défini « urbanisme de la globalisation » repose en grande partie sur cette vulnérabilisation d'une partie de la société (mondiale ou locale), et s'imbrique de manière importante dans les dynamiques économiques, sociales et culturelles qui caractérisent le monde postmoderne contemporain.

Nous aborderons plus bas les dynamiques à l'origine de situations de subalternité à Naples et au Caire. En ce qui concerne la pauvreté, Naples présente des spécificités liées à l'histoire de la ville et à la fracture entre Nord et Sud du pays (Morlicchio, Pratschke 2004). La question de l'habitat joue un rôle fondamental dans la définition de la pauvreté à Naples, tout comme l'emploi précaire et le chômage. Les conditions de l'habitat à Naples sont problématiques, notamment depuis le développement immobilier déchaîné et abusif des années Cinquante et Soixante. L'état du bâti, déjà précaire, a ensuite énormément souffert du tremblement de terre de 1980. L'occupation d'immeubles par des personnes restées sans logement a entraîné des conditions de vie très précaires. En ce qui concerne la pauvreté, les quartiers centraux de la ville sont pauvres par rapport à la moyenne de la ville⁴⁴, mais ne sont pas les plus défavorisés : Montecalvario⁴⁵ présente un taux de chômage 30,10% et San Lorenzo⁴⁶, de 36,18% contre 31,39% de la ville. Les zones Nord et Est présentent des taux plus importants de chômage⁴⁷ ou de niveaux d'études peu élevés⁴⁸. Ainsi, la stigmatisation des quartiers centraux napolitains n'est pas une question d'ordre statistique, car il existe des quartiers plus pauvres et défavorisés⁴⁹, et surtout moins socialement diversifiés, mais elle est profondément liée à une question d'image⁵⁰. Ainsi, nous pouvons parler, plutôt que de pauvreté (même quand cette dernière est bien présente), d'une condition de vulnérabilité, qui

⁴⁴ Les données du recensement actuellement disponibles pour les Municipalités sont celles de 2001.

⁴⁵ Délimitation administrative correspondant à la portion des Quartieri Spagnoli où nous avons conduit nos enquêtes. Voir partie 2, chapitre 4.

⁴⁶ Délimitation administrative correspondant à la portion du Centro Antico où nous avons conduit nos enquêtes. Voir partie 2, chapitre 4

⁴⁷ 52,7% à Scampia (Municipalité 8, zone Nord) et 42,6% de San Giovanni a Teduccio (Municipalité 6, zone Est).

⁴⁸ Taux d'habitants avec un niveau d'études licence élémentaire : 24,77% à Montecalvario ; 28,44% à San Lorenzo ; 31,25% à Scampia ; 32,4% à San Giovanni a Teduccio contre 24,29% pour Naples.

⁴⁹ E. Morlicchio et J Pratschke (*op. cit.*) ont réalisé une carte des zones défavorisées à Naples sur la base des données du recensement 1991 : les quartiers qui cumulent les indicateurs (bas niveau d'études, chômage, travailleurs non qualifiés, occupants de logements sociaux, etc.) sont principalement situés à Nord (Scampia, Miano, San Pietro a Patierno) et à Est (San Giovanni a Teduccio).

⁵⁰ Pour le détail sur le peuplement et la situation des quartiers étudiés, voir partie 2, chapitre 4.

couple les situations objectivement observables avec les représentations d'insécurité et de déviance qui leurs sont communément associées.

Dans le Monde Arabe, la pauvreté n'est pas directement liée au chômage : le phénomène des *working poor* touche également l'Égypte (Destremau *op. cit.*). Les travaux dans ce domaine montrent que les situations de pauvreté sont à rechercher plus « *dans la polarisation sociale et à l'appauvrissement que dans l'importance de la pauvreté dite « absolue »* » (*Ibid.*, p.106). Il est ainsi possible d'analyser, dans le cas égyptien, les spécificités d'une « pauvreté urbaine », qui ne serait pas simplement la pauvreté des individus vivant dans les zones urbaines, mais une situation spécifique liée aux conditions du logement, à l'accès aux services et aux infrastructures urbaines (El-Batran 2004).

2.6 « Orientalisme métropolitain »

Les mécanismes de domination dans les discours et la production urbains participent de ce que le sociologue A. Petrillo a appelé « orientalisme métropolitain » (2012). Nous avons souhaité faire nôtre cette expression, car elle explique fort bien, à notre sens, la spécificité des processus en cours dans les deux centres-villes étudiés. « Orientalisme métropolitain » est une expression que son créateur utilise à propos de Naples, en puisant à la fois dans l'orientalisme saïdien et dans le méridionalisme, pour expliquer un certain nombre de phénomènes sociaux propres au contexte plus réduit et contradictoire de la ville, et que nous avons transposé et appliqué de manière approfondie aux situations étudiées dans le cadre de cette recherche.

Dans le cas des phénomènes que nous avons observés à Naples et au Caire, pourquoi nous a semblé-t-il pertinent parler d'« orientalisme métropolitain », et pas simplement de stigmatisation ou de stéréotype - bien que les deux notions soient également présentes dans cette thèse ? La réponse est dans le concept même d'orientalisme et dans sa nature de savoir-pouvoir, une force productive qui va plus loin de la « simple » stigmatisation d'une catégorie différente. Selon E. W. Saïd, « *l'histoire de l'orientalisme possède à la fois une importante cohérence interne, et une série de liens articulés avec les domaines limitrophes du savoir occidental, en créant une forte impression d'objectivité* » (Saïd 1999 *op. cit.*, p.31). Dans ce sens, l'orientalisme est un discours porté par des « autorités » scientifiques et académiques, qui se sert de doctrines fortes dans la culture et dans la société et qui se fonde comme un savoir scientifique sur l'objet traité – les groupes subalternes. Sa force est alors beaucoup plus grande que celle d'un discours stigmatisant, car il s'agit d'un discours totalisant, qui donne pour acquise la supériorité d'une catégorie de citoyens par rapport à une autre, et sur cette supériorité fonde l'ensemble des connaissances et des orientations (dans le cas de la planification urbaine ou des politiques urbaines et sociales). Cette supériorité ne s'explique

plus dans les argumentations, et les différentes visions des uns comme des autres, des experts partisans de droite ou de gauche, ne fait que se rapporter à ce concept de différentes manières. Jamais il n'est question de le nier ou de l'interroger pour le décortiquer. C'est dans sa nature totalisante que l'image de la « plèbe » urbaine peut être classifiée comme orientalisme. Comme l'oriental saïdien, le subalterne est entièrement « *contenu et représenté dans un système de catégories préexistantes* » (*Ibid.*, p.46). Le discours orientaliste permet de créer une connaissance sur le sujet subalterne complètement classifiable et décomposable par éléments qui peuvent être facilement manipulés.

Son caractère « métropolitain » concourt, quant à lui, d'un déplacement du rapport « nous-eux » à l'intérieur des limites de la ville. Lors de l'avent de l'industrialisation, l'urbanisation avait accru et radicalisé le clivage ville/campagne, en créant une image du rural fortement négative et stéréotypée (Signorelli 2000 [1996]). Avec la métropolisation et l'urbanisation massive de la planète, ces rapports de force se sont déplacés dans la ville même, devenue le théâtre de la plupart des rapports culturels, économiques et sociaux entre les êtres humains. L'Autre n'était alors plus représenté ni par les « sauvages » des terres lointaines explorées par les ethnologues, ni par les paysans observés par les « anthropologues du proche » (Abélès, Rogers 1992). Les pauvres urbains, et avec eux toutes les catégories subalternes métropolitaines sont alors devenues les « autres internes » par excellence, catalysant toutes les explication du retard des villes.

Les études sur la citoyenneté contribuent également à expliquer les mécanismes d'infériorisation des populations pauvres. La citoyenneté, ou plus exactement la « citadinisation » (Deboulet 1996) fonctionne tel un modèle à respecter pour avoir « le droit aux droits » (Sidi Boumedine 1996). Nous adoptons ainsi une vision de la citoyenneté à plusieurs niveaux, qui se définit de manière orientaliste, autrement dit à travers ceux qui n'y correspondent pas.

Dans sa nature d'« imperfection » d'un organisme qui devrait être parfait, le sous-prolétariat urbain s'est configuré comme élément de dérangement dans la métropole contemporaine, et au même temps a permis de créer le mythe de sa grandeur. Comme l'Orient dans le processus saïdien, la « plèbe » a permis au « nous » de la société urbaine de se représenter eux-mêmes en se différenciant d'un « autre », un « soi imparfait », grâce auquel « nous » pouvons justement apprécier nos propres qualités. Comme pour les méridionaux (qu'ils habitent le Sud du monde ou le Sud de l'Italie), les pauvres urbains « *ne sont pas l'altérité absolue, comme l'Orient, mais l'identité imparfaite* » (Cazzato 2012).

2.6.1 Le « sujet subalterne métropolitain »

En reprenant les différentes caractéristiques du sujet subalterne observées chez les auteurs cités, il nous a été possible de mettre en place une définition d'un « sujet subalterne métropolitain », selon un certain nombre d'éléments principaux.

Premièrement, afin de définir ce qu'est un sujet subalterne métropolitain, il faut dire ce qu'il n'est pas, et c'est bien ici la clé de sa définition. En effet, les sujets subalternes sont définis de manière différentielle, comme le paysan indien chez R. Guha. Les subalternes sont un groupe social « en creux », en négatif : l'appartenance à ce groupe est toujours définie de manière hexogène, par des acteurs extérieurs. Les catégories sociales sont ainsi identifiées de manière différentielle de la part des groupes dominants : les classes aisées et au capital culturel et social plus élevés définiront les catégories et les critères d'appartenance. Ainsi, les groupes dominants décident qui fait partie des groupes subalternes, à travers la définition en négatif de tout ce qui manque à un citoyen « comme il faut ». La conception différentielle de la subalternité nous permet de nous rapprocher de la notion de « condition », qui nous est utile pour définir plus exactement le concept proposé de subalternité métropolitaine. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la réflexion autour de la notion de « race », menée par le politologue P. NDiaye. Selon cet auteur,

[s]'il n'existe pas de « nature noire », il est possible d'observer une « condition noire », par laquelle on signale que des hommes et des femmes ont, *nolens volens*, en partage d'être considérés comme noirs à un moment donné et dans une société donnée. [...] La catégorie « noir » est donc d'abord une hétéro-identification s'appuyant sur la perception de saillances phénoménales variables dans le temps et l'espace (pigmentation de la peau, apparence corporelle et vestimentaire, langue, accent, etc.). (NDiaye *op. cit.*, p.38).

De la même manière, la catégorie du sujet subalterne métropolitain est une hétéro-identification, autrement dit ce sont les autres qui identifient les sujets intéressés comme des subalternes, en raison de leur apparence (vêtements, attitudes corporelles, façons de parler, etc.) ou de leurs pratiques dans l'espace urbain (organisation du logement, modalités de rencontre en public, pratiques de travail, etc.).

Comme pour l'Orient saïdien, la définition des groupes subalternes sert d'instrument d'attribution d'une identité en même temps aux sujets dominés et aux sujets dominants. Dans ce sens, nous pouvons affirmer qu'il n'existe aucune « identité subalterne », autrement dit un ensemble de caractéristiques qui formeraient indiscutablement l'individu subalterne d'un point de vue objectif : la subalternité est une question de positionnement dans une hiérarchie établie par un sujet dominant. Ainsi, la subalternité peut être rapprochée du concept d'identité « fine », proposée par P. NDiaye dans son étude sur les minorités noires de France.

[Le sociologue T. Shelby] distingue une identité noire épaisse (*thick blackness*) d'une identité noire fine (*thin blackness*). Par identité *épaisse*, il signifie une identité fondée sur une culture, une histoire, des références communes, une langue qui marquent une différence nette entre ceux qui en sont les porteurs et les autres. [...] Quant à l'identité *fine*, elle délimite un groupe qui n'a en commun qu'une expérience de l'identité prescrite, celle de Noir en l'occurrence, qui a été historiquement associée à des expériences de domination subie, et qui peut s'accompagner de la conscience du partage de cette expérience. Cette notion d'identité fine paraît pertinente pour caractériser les populations noires dans leur plus petit dénominateur commun : le fait d'être considérées comme noires, avec un ensemble de stéréotypes attachés à elles. (*Ibid.*, p.48).

La « condition subalterne » serait ainsi assimilable à une *identité fine*, car elle ressemble un groupe hétérogène de personnes, qui ne partagent pas forcément autre chose que l'expérience de la domination subie. Dans ce sens, ils peuvent être identifiés comme des individus minorés, autrement dit faisant partie d'une minorité au sens sociopolitique⁵¹. Ainsi, le fait d'être un « subalterne » n'est pas un *choix* identitaire, mais une *assignation* identitaire.

Une autre élément clé de la définition du sujet subalterne métropolitain peut être identifié comme un « paradoxe de la temporalité » : l'infériorisation de subalternes passe en effet par une négation de leur contemporanéité (*coevalness*). Ce concept a été analysé par D. Chakrabarty (*op. cit.*), à propos de la vision qui met la pensée occidentale au centre de n'importe quel phénomène, pour s'élargir ensuite au « reste du monde ». Selon notre hypothèse, les groupes subalternes seraient victimes, à des échelles différentes, d'une même négation de la contemporanéité. Cette vision existe puisque les groupe subalternes sont des éléments *internes* à la société : plutôt que de refuser et tenir à l'écart un élément externe, l'opération menée est celle d'inférioriser un élément interne, à travers le mécanisme du « *not yet* ». Cette vision nie l'agentivité des groupes subalternes, leur capacité à se *dire* et à formuler des pratiques et une vision du monde autonomes, pour les placer dans une condition infantilissante de « pas encore » arrivés au même stade que les autres (Cirese 1973 *op. cit.*). Ainsi, les pratiques des groupes subalternes ne sont pas lues comme des visions et des organisations alternatives, différentes, relevant d'un ordre propre des choses, mais comme des échecs par rapport à une norme collectivement admise. La thèse de l'éducation des classes populaires (à la culture, à l'occupation de l'espace) renvoie à cette vision, car elle implique qu'il y ait un niveau à atteindre sur une échelle universelle, et que l'état actuel de ces groupes soit le signe d'une arriération. La question du sens civique découle alors de ces considérations : le sens civique, en tant que norme universelle à laquelle se conformer, désigne une frontière entre les citoyens « comme il faut » et les autres, selon la dichotomie moderne/pré-moderne - « *ou plutôt anti-moderne* » (Festa *op. cit.*).

⁵¹ En effet, la minorité ne doit pas forcément être de type quantitatif, mais elle peut se définir par l'expérience d'une condition minoritaire au sein d'une société donnée.

Les pratiques politiques d'éducation de ces groupes considérés « non-contemporains » sont directement issues de l'historicisme, autrement dit de cette vision de l'histoire comme une « salle d'attente » où les moins civilisés doivent attendre leur tour (Flamand 1989). Même si tout le monde est urbain, et donc l'individu subalterne peut être défini un citoyen (il vit en ville), il n'est pas considéré un citoyen comme les autres. Il existe des niveaux de citoyenneté, le sujet subalterne métropolitain étant l'individu urbain qui ne jouit pas des bénéfices de l'urbanisation et qui n'est pas considéré un citoyen à part entière (Deboulet 1996 *op. cit.*).

Dans notre recherche, nous adoptons une approche processuelle de la citoyenneté, inspirée des travaux sur la citoyenneté dans le Monde Arabe⁵² : dans un contexte où le fait d'être originaire de la ville et d'y vivre n'est plus à prouver, la citoyenneté ne se recoupe plus avec la localisation géographique de soi-même ou de ses propres origines (rurales), mais correspond plutôt à un statut de « bon citoyen », de personne civilisée, donc plus proche de la notion de « citoyen ». Ainsi, les groupes subalternes ne sont pas stigmatisés en raison de leur origine rurale, soit-elle ancienne ou récente, mais plutôt pour une inadaptation à la vie en ville, conçue comme ensemble de règles à respecter au sein de la vie en communauté. Dans ce sens, le citoyen est plutôt le « citoyenisé », celui qui a accédé (par l'adhésion à un modèle dominant) à un statut d'individu qui participe à part entière à la vie de la communauté, autrement dit aux processus décisionnels, à la définition identitaire dominante diffusée à l'extérieur, à l'exercice du « droit à la ville ».

⁵² Dans leur introduction aux travaux sur la citoyenneté dans *La citoyenneté en questions* (1996), M. Lussault et P. Signoles identifient trois approches principales de la citoyenneté :

- Citoyenneté/identité : « *La citoyenneté [...] constitue un fonds identitaire, une structure mythico-rituelle [...], sur laquelle s'enracinent les pratiques des acteurs, toujours analysées en tant que pratiques de la distinction, permettant aux individus d'affirmer leur appartenance à une communauté.* » (p.4). Certaines pratiques urbaines ritualisées peuvent donc être lues comme base de la construction d'une citoyenneté partagée (et transmissible ?) au sein de la communauté.
- La citoyenneté comme processus (dimension processuelle de la citoyenneté) : « [...] dès lors, devient centrale l'analyse de la citoyennisation, définie comme étant le procès de socialisation dans un cadre urbain de populations d'origines diverses qui entendent [...] accéder à un statut citoyen véritable. Ici, l'étude de la citoyenneté devient un moyen pour appréhender la façon dont des groupes mettent en œuvre leur « droit à la ville », dans un contexte caractérisé par les multiples difficultés assaillant les organisations urbaines [...]. Ces recherches s'appliquent donc à saisir la citoyenneté comme un ensemble d'actions exprimant différents modes d'intégration politico-socio-économique, des populations non encore intégrées, ou médiocrement – ce qui implique que l'on examine comment des groupes, quant à eux citoyenisés de façon « satisfaisante », vivent cette situation et, plus généralement, comment ils définissent les caractères de ce que doit être une « bonne » citoyenneté, et constituent les instances de validation des comportements des citoyens « conformes ». » (p.4).
- La citoyenneté historique : « [...] reconstituer ce que furent les pratiques et les usages citoyens de communautés, soit qu'ils focalisent l'attention sur la façon dont un groupe particulier utilisait la ville comme une scène pour ses rites internes de structuration, ne même temps que pour se distinguer d'autres groupes, [...] ; soit qu'ils examinent les modalités de coexistence intra-urbaine de diverses communautés [...]. » (p.5).

Une autre différence que nous proposons avec la vision courante de la subalternité est liée aux études postcoloniales plus récentes, qui voient les migrants et, plus généralement, dans les habitants des villes du Sud, comme les victimes d'un orientalisme réactualisé (Angiotti 2012, Caruso 2015). Notre vision, qui entend se rapprocher de la notion utilisée par A. Petrillo, souhaite cependant plutôt explorer la subalternité *interne* aux sociétés urbaines étudiées, autrement dit, les processus de domination, de marginalisation et de délégitimation qui touchent les franges les plus faibles de la population locale. Ceci nous permet d'explorer l'enracinement historique de ces processus, la construction historicisée du discours sur la ville et l'ancrage historique d'un modèle de citoyen (napolitain ou cairote) collectivement accepté comme digne. Cette perspective d'étude nous permet de nous détacher de la question ethnique (qui néanmoins demeure tout à fait fondamentale) pour nous concentrer plutôt sur les divisions entre dominants et dominés au sein même de la société urbaine locale. Si le migrant peut constituer un élément étranger, notamment en ce qui concerne les appropriations de l'espace domestique ou public (Miranda 2004), la question se complexifie quand les sujets « non-méritants » sont internes à la société qui les stigmatise. Nous souhaitons également prendre des distances (tout en gardant une connexion importante) avec la perspective de la division en classes : pour ce faire, nous nous rapprochons de la vision de la minorité proposée par P. NDiaye (*op. cit.*), qui identifie cette dernière comme un ensemble d'individus qui partagent l'expérience de la discrimination. Ce concept nous permet de ne pas étudier les « sujets subalternes métropolitains » comme des individus appartenant exclusivement aux classes populaires, ou comme des individus issus des migrations, ou encore comme des habitants d'un quartier donné dans un lieu donné de la ville (centres paupérisés ou banlieues), mais comme un groupe hétérogène, qui peut se retrouver dans les cas cités, mais qui partage, plus qu'une condition univoque et essentialisante, une expérience d'infériorisation par rapport à un modèle dominant.

Le caractère « métropolitain » du sujet subalterne dont nous proposons l'étude est également lié directement à l'urbanisme qui, en quelque sorte, le produit comme tel. Si nous avons parlé d'un modèle de citoyen/citoyen « méritant », c'est que l'urbanisme actuel organise la fabrication de la ville autour de ce modèle et produit un discours construit sur ce même modèle d'individu. La rhétorique du citoyen « comme il faut » est alors une rhétorique typiquement métropolitaine, directement liée à l'urbanisme néolibéral et à l'imaginaire individualiste du capitalisme (et à ses valeurs). Ainsi, l'orientalisme dont nous traitons devient « métropolitain » en ce qu'il est directement lié à la typologie de production urbaine dont il est issu. Dans ce sens, nous proposons une vision qui ne se recoupe pas entièrement avec celle des auteurs des *Subaltern Studies*, où l'individu subalterne est essentiellement le paysan, et ce à cause de l'histoire politique et coloniale de l'Inde. Ce que nous proposons,

c'est une vision de la subalternité en tant que phénomène métropolitain : dans un contexte où les différences culturelles ne peuvent plus se mesurer autour de la frontière ville/campagne, à cause de l'urbanisation massive du monde, de la diversification de la population urbaine, etc., la subalternité ne correspond plus à l'absence de citoyenneté, mais plutôt à un *défaut de citoyenneté*. Nous pouvons alors questionner l'existence d'une citoyenneté à plusieurs niveaux, contre un modèle de « citoyenneté univoque » issu de l'urbanisme de la globalisation (Deboulet 1996 *op. cit.* ; Berry-Chikhaoui, Deboulet 2002). R. Sidi Boumedine parle d'une notion de citoyenneté « *comme capacité d'être, de savoir* » (*op. cit.*, p.55). Ainsi, le pouvoir d'affirmer sa propre citoyenneté devient une revendication au « *droit à l'existence, droit à l'expression et [au] droit d'avoir des droits* » (*Ibid.*). dans ce sens, un lien important s'instaure entre citoyenneté et légitimité – ou mieux, légitimation : « *L'auto-proclamation comme citoyen – qui est en soi une exclusion de ceux qui ne le seraient pas – correspond alors à l'affirmation d'une légitimité, et de droits légitimes, assis et prouvés au besoin par la force.* » (*Ibid.*, p.52).

Néanmoins, la présence historique de l'élément subalterne rend son atemporalité paradoxale : les groupes subalternes ne sont pas extérieurs à la ville et à sa population, mais en forment le noyau historique, celui à partir desquels l'image de la ville a été créée et diffusée dans le monde. Ceux qui font de l'orientalisme métropolitain se battent alors contre les images de leur propre histoire. En transposant la définition du clivage Nord/Sud élaborée par Cazzato (*op. cit.*), « *Le Sud est un Nord without : un Nord « externe » et « sans », sans histoire, sans progrès, sans la lumière de la raison, sans avenir, bref sans toutes les conquêtes du Nord moderne* », le sujet subalterne métropolitain peut être défini un « *citoyen sans* ».

Dans nos études de cas, nous allons donc questionner la « condition subalterne » en tant que stigmatisation, vulnérabilité potentielle spécifiquement urbaine, liée à des pratiques d'occupation de l'espace qui construisent des espaces de liberté et de compétence dans un environnement normé (Pinson 1993 ; Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000 *op. cit.*). Notre positionnement permet d'explorer non seulement le clivage entre la norme imposée et les pratiques, mais également d'interroger les mécanismes qui font de cette stigmatisation un pilier des discours porteurs de l'urbanisme. Ainsi, la « condition subalterne » dans nos travaux est directement liée à la production urbaine, non seulement à travers l'étude des pratiques des habitants, qui nous informent sur leurs « compétences » à façonner la ville (*Ibid.*), mais dans l'articulation entre ces pratiques et leur délégitimation comme argument central d'un urbanisme qui se veut progressiste.

Cette « condition » relaye une assignation identitaire exogène, attribuée à une minorité (pas forcément quantitative) par une majorité dominante. Cependant, l'optique orientaliste nous apprend que c'est justement l'existence de cette minorité qui remet en cause

l'universalisme de la condition dominante : suivant D. Chakrabarty, nous pouvons affirmer que « le « mineur » est ce qui remet en question le « majeur » » (*op. cit.*, p.140). De la même manière, nous pouvons penser les groupes subalternes métropolitains comme une minorité en ce que leur existence questionne le discours urbain dominant. Dans ce sens, notre analyse des groupes subalternes dans la ville se veut une contribution aux études postcoloniales sur la ville : la présence de ces groupes constitue en effet une remise en question des équilibres issus du capitalisme, donc une vision postcoloniale de la production urbaine contemporaine⁵³. Notre choix de nous positionner à la petite échelle, à travers l'analyse des pratiques d'occupation du logement et de l'espace public à la micro-échelle de la part des ces groupes subalternes se veut un choix méthodologique voué à nous différencier des réflexions sur l'orientalisme urbain à grande échelle (Angiotti *op. cit.*). Si la production urbaine à l'échelle mondiale est basée sur une inégalité de développement entre Nord et Sud d'abord, et entre populations locales et migrants ensuite, nous avons fait le choix de regarder la fabrication de la ville à la micro-échelle, afin de déceler non seulement les injustices socio-spatiales dans la production de la ville à l'échelle des usagers, mais également afin de pouvoir analyser ces pratiques subalternes qui constituent la brèche dans l'urbanisation dominante. Nous avons choisi d'analyser les pratiques des groupes subalternes dans les villes étudiés comme les signes d'une production « postcoloniale » de la ville, qui fait pression sur l'urbanisme dominant.

L'adjectif postcolonial délimite ainsi un espace de lutte – politique, culturelle et épistémologique – caractérisé par la tentative de reléguer (encore une fois) une grande partie de l'humanité (et désormais non seulement non-occidentale) dans une condition de subordination de type colonial : il englobe à la fois les modalités de la « domination (néo)coloniale » dans les sociétés contemporaines et les résistances et insurrection qu'elle suscite. (Mellino 2009).

2.6.2 *Qui sont les subalternes à Naples et au Caire ?*

Comme nous l'avons vu dans les pages précédents, l'orientalisme métropolitain est ce processus qui produit des sujets subalternes dans les métropoles contemporaines. Si ce phénomène serait potentiellement observable dans plusieurs contextes urbains, nous avons choisi de nous concentrer sur deux cas d'études, notamment les villes de Naples et du Caire. Dans ces deux villes, le discours orientaliste a connu un développement différent, en raison des histoires respectives des deux pays et de leur situation actuelle dans le contexte mondial. Les deux visions ont en commun d'avoir des conséquences concrètes dans l'utilisation de la

⁵³ Selon S. Mezzadra, la condition postcoloniale serait une « *condition globale contemporaine. [...] dans l'optique des postcolonial studies il s'agit d'une condition constitutive non seulement de l'espace social, politique et économique des ex-colonies (comme voudrait le laisser croire un certain lieu commun), mais également, à tous les effets, de nos métropoles européennes et occidentales* » (*op. cit.*).

ville de la part des groupes subalternes, mais également de représenter la partie la plus visible et la plus médiatisée de la population locale. Qu'il s'agisse de Naples ou du Caire, quand un étranger parle des locaux – la plupart du temps par des informations reçues à travers les médias ou la littérature, ou encore grâce à des courts séjours touristiques – il décrit « le » Napolitain ou « le » Cairote en mettant en avant ces mêmes caractéristiques qui font, au niveau local, l'essence du sujet subalterne. Cette vision stéréotypée si marquée est due à deux facteurs principaux, étroitement liés entre eux : d'un côté, le développement d'un stigmatisme envers cette partie de la population au cours de l'histoire, en raison de différents événements historiques ; de l'autre, la manipulation du caractère « populaire » de ces catégories de la société. La construction du discours orientaliste métropolitain à Naples et au Caire s'inscrit respectivement dans deux courants analysés précédemment : le méridionalisme, autrement dit un orientalisme de type local, et l'orientalisme « classique ».

En ce qui concerne Naples, la construction de ce discours sur une partie de la population de la ville – la plus faible – peut être lue comme le désir de s'affranchir de ce discours plus large qui voit la ville de Naples comme un sujet anthropologique unique (Petrillo *op. cit.*), arriéré et immobile, réfractaire à tout progrès, symbole d'un Midi italien toujours à la traîne du Nord. Le processus de domination qui rend les classes populaires responsables de l'arriération et les produit en tant que sujets subalternes, semble destiné à faire en sorte que Naples s'affranchisse du stéréotype de ville dans laquelle « finit l'Europe » (Creuze de Lasser, cité dans Cazzato *op. cit.*).

Au fil des siècles, les groupes subalternes napolitains ont été de plus en plus identifiés à une catégorie en dessous des classes populaires, la « plèbe ». Comme nous l'avons vu plus haut, ce sous-prolétariat spécifiquement napolitain doit son existence à la configuration politique du Royaume de Naples. Les Bourbons, réunissant sous leur domination l'ensemble du Sud de l'Italie, obligèrent tous les nobles féodaux à se déplacer dans la métropole, auprès de la cour royale. Ces derniers amenèrent avec eux l'ensemble de la communauté qui vivait grâce à eux : cet exode depuis villages vers la métropole créa une vaste frange de population urbanisée, mais dépourvue de tout. Les plus pauvres arrivaient à vivre dans la rue, autour des palais des nobles et des bourgeois, ou s'organisaient pour habiter dans les dépôts et les locaux de service, appelés *bassi*. La présence à Naples de cette population de « miséreux » était donc due à des raisons historiques de surpeuplement, et par conséquent aux conditions d'habitat de ces nouveaux urbains dans la configuration urbaine : les ruelles étroites du plan hippodaméen, surpeuplées par des indigents, devinrent vite des foyers de maladies. Les épidémies de choléra, dont Naples a été cycliquement frappée au cours de son histoire, en sont un exemple parlant.

L'image d'une « plèbe », autrement dit d'un sous-prolétariat vivant des miettes de la noblesse et se complaisant dans sa propre misère par sa mauvaise volonté, son arriération et

son fatalisme, comme distinctive de la ville de Naples a ensuite été progressivement diffusée par les voyageurs qui se rendaient à Naples durant leur Grand Tour. Dans ce sens, le regard porté sur Naples peut pleinement être défini comme orientaliste : les intellectuels français, anglais ou allemands, voyageaient en Italie du Sud comme en Orient, et leurs récits pittoresques, misérabilistes ou romantiques ont fortement contribué à la construction de l'image internationale de Naples. Cette image, est encore bien présente aujourd'hui dans le discours sur la ville véhiculé par la littérature et les médias, comme le témoignent certains extraits d'un ouvrage comme *Dadapolis* (Ramondino, Muller 1989) :

Naples est encore la dernière métropole plébéienne, le dernier grand village (et qui plus est avec des traditions culturelles pas strictement italiennes) : ce fait général et historique nivèle physiquement et intellectuellement les classes sociales [Pier Paolo Pasolini, 1975, *Gennariello*, in *Lettere Luterane*, Einaudi, Torino, 1976]. (p.29).

La villes des oisivetés (puis improductive ou tertiaire ou assistée) ; l'irréductibilité des *lazzari* (puis petit peuple, plèbe, sous-prolétariat) à des figures sociales modernes ; la distance entre la classe dirigeante et le peuple et entre le Nord et le Sud : toutes ces questions encore aujourd'hui d'actualité, à en juger de la fréquence des débats dans les livres et les gazettes [Fabrizia Ramondino, *Città aperta*]. (p.34).

Quel mouvement, quel bruit sans cesse dans cette rue qui traverse Naples [rue Toledo] ! Aux allées et venues des carrosses se mêlent les ânes chargés de poids, moutons, chèvres et même vaches qui portent le lait à domicile. Le long du trottoir il y a des pyramides de figues, raisins, oranges, fleurs, échoppes joyeuses de vendeurs d'eau et ceux sur lesquels s'entassent les journaux vendus par les enfants vêtus de loques. Les interstices de cette foule grouillante se sont remplis et littéralement comblés de mendiants, ce terrible fléau de Naples. Et quels mendiants, quelles loques impossibles à décrire ! Quelles plaies puantes et répugnantes ! Qui manque d'un œil, qui du nez, qui d'une partie des lèvres. Ces miséreux sont l'accusation vivante de l'ignoble et stupide laisser aller du gouvernement qui vient de tomber [...]. Si l'étranger possède la force de pénétrer dans une seule des ruelles de Naples, même dans les ruelles transversales de la rue Toledo, ce qu'il verra d'immonde serait indescriptible [Louise Colet, *L'Italie des Italiens*, 1862]. (p.53).

À mesure que l'on observe la vie populaire locale, on commence à déceler en elle les traits d'une profonde antiquité. Renan a dit, dans une de ses lettres à Berthelot, qu'à Naples l'Europe finit et l'Asie commence. Mais la vie de chaque ville orientale est plus proche de la vie citadine des anciens, que la vie d'une capitale européenne moderne. Renan aurait exprimé plus justement sa pensée s'il avait dit que Naples est la seule ville en Europe qui ait conservé, encore aujourd'hui, dans ses rues, quelque chose de la vie antique. La simplicité, la pauvreté des objets, la proximité avec la nature, rendent la vie populaire locale similaire à la vie des villes gréco-romaines. La passion pour le jeu et le gain facile, la dépravation ingénue, l'esprit d'aventure, le commerce, le vacarme, les taquineries, les bagarres dans la rue, en un mot, ce dont se remplit le labyrinthe de l'énorme ville, tout ce fut reproduit dans un vieux livre [Pavel Pavlovic Muratov, 1911, cit. in Lo Gatto, *Russi in Italia*]. (p.233).

Qu'ils soient plus anciens ou plus modernes, ces récits véhiculent un stéréotype construit sur un certain nombre de thèmes récurrents : 1. la négation de la citadinité des Napolitains et le rapprochement entre Naples et une « vie de village », qui en devient négation de sa modernité ; 2. le rapprochement entre Naples et les villes orientales, à la fois source de

défiance et de fascination pour le visiteur ; 3. la pauvreté extrême, visible même dans les traits physiques des individus ; 4. la caractérisation de la « plèbe » comme une masse indistincte et même menaçante, qui, unie à l'étroitesse angoissante des ruelles, donne aux récits des allures cauchemardesques ; 5. à l'inverse, l'infantilisation des Napolitains par leur caractérisation comme des individus joyeux, sans soucis et naïfs. La description des classes populaires, et plus encore du sous-prolétariat urbain comme une masse indistincte, où les individus ne sont plus décelables, est une vision courante dans les récits des quartiers ouvriers à l'époque de la première révolution industrielle :

Ce qui dans l'usine possède un ordre et une forme, en tant que continuation de la machine et donc au service de la production, en dehors de l'usine, dans les tavernes et les slums, assume la forme monstrueuse d'une existence semi-animale, non humaine. De l'humain elle n'a que l'apparence. Vu de loin, le prolétaire est comme un homme, de proche il fait horreur. Le prolétaire (mais dans ce cas le singulier n'est pas correct : les prolétaires sont seulement au pluriel, un multitude illimitée) est également une menace pour le bon fonctionnement de la cité. (Ronchi 2015, p.48).

Le philosophe R. Ronchi identifie cette négation de l'humanité de par sa description comme multitude indistincte, comme un processus de « zombification » des classes subalternes, ce qui permet de légitimer leur infériorisation (et d'en déculpabiliser les auteurs)⁵⁴.

Grâce entre autre à ces récits, la stigmatisation de plèbe napolitaine s'est construite autour du stéréotype du « paradis habité par des démons » (Vallat 2004 ; Croce *op. cit.*) analysé précédemment : une ville magnifique en otage d'une population non civilisée. Cette vision légitime les groupes dominants à « prendre en main » l'avenir de la ville : dans ce sens, l'infériorisation de la plèbe est étroitement liée à la construction d'une identité consensuelle, dans laquelle il est demandé aux citoyens « comme il faut » de se positionner. En d'autres termes, on verra comment la vision orientaliste de la ville contribue à fournir aux opérations urbaines la légitimation dont elles nécessitent pour être menées à bien : le discours sur la « plèbe » sert à transformer en « mal » - selon les implications morales du terme - tout ce qui ne correspond pas au modèle imposé. Les « démons » sont ceux qui empêchent aux autres de jouir du « paradis » : la rhétorique des stratégies urbaines prend des accents de combat entre le Bien et le Mal, dans lequel il devient nécessaire de prendre parti (Petrillo 2011).

L'écrivain R. La Capria situe la « naissance » du stéréotype d'une plèbe menaçante pour l'ordre établi dans le traumatisme de la République parthénopéenne de 1799⁵⁵, quand le

⁵⁴ Ce même processus a été analysé par G. Agamben grâce au concept de la « vie nue » (1998), dont la formulation permettait notamment, pendant le régime nazi, de disposer des vies des individus infériorisés sans aucune limite.

⁵⁵ « République créée par le Directoire (janvier-juin 1799) afin de substituer au royaume de Naples, gouverné par les Bourbons, un régime favorable à la France révolutionnaire ». Source : Encyclopédie Larousse, en ligne - <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Parth%C3%A9nop%C3%A9enne/137147> [consulté le 02/02/16].

peuple fut l'auteur du massacre des bourgeois initiateurs du mouvement, avec des épisodes de grande violence, jusque même au cannibalisme (2009). Pour apaiser la plèbe et retrouver ainsi une « harmonie perdue », les bourgeois auraient inventé le mythe de la « napolitanité », une identité collective censée réunir tous sous le même chapeau, de manière à rapprocher les classes sociales. La valorisation d'un dialecte napolitain plus harmonieux et commun aux différents groupes sociaux ferait partie des manœuvres culturelles liées à ce mouvement de promotion de la napolitanité, tout comme l'idéalisation d'une spécificité napolitaine et d'un *modus vivendi* propre à la ville :

C'est la « napolitanité », ce jeu de l'apparaître et de l'être qui a transmis dans le citadin napolitain ce air si européen, si décomplexée, cette finesse d'esprit, que l'on retrouve même dans les strates les plus incultes de la population. C'est la « napolitanité », ce subterfuge, qui à travers la spectacularisation de soi a doté le Napolitain d'un sens de l'humour et de l'ironie si rare. (*Ibid.*, p.52).

La mise en place de ce modèle d'une « napolitanité » a contribué à la mythisation de la figure du Napolitain pauvre mais joyeux et proche de la nature, comme chez P. P. Pasolini, mais également à son revers de médaille, l'image d'une « plèbe » sans contrôle et en dehors de la modernité. D'autres écrits, comme ceux du journaliste G. Bocca, ont fait scandale parmi les Napolitains et alimenté le débat sur la fracture Nord-Sud du pays. Dans *Napoli siamo noi*⁵⁶ (2006) et dans ses interviews, Bocca fait notamment la différence entre « peuple » et « plèbe », la deuxième étant en dessous du premier en raison d'un capital social, culturel et économique pratiquement inexistant et de sa propension à la délinquance et à l'immobilisme. Ce groupe serait le produit, tout napolitain, de siècles de domination et de misère et pour cela totalement irrécupérable :

Qu'est-ce qui rend Naples différente des autres villes italiennes et de toute autre ville européenne ? Dans les autres villes il y a les pauvres, les sous-prolétaires, le petit peuple. Mais à Naples – a écrit Montesquieu – « le peuple est bien plus peuple qu'un autre », à Naples il n'y a pas le peuple, il y a la *plèbe*. Dans les autres villes, italiennes ou européennes, il y a le quartier pauvre, mais à Naples il y a au contraire la survivance de la *ville antique*, comme Pompéi, ou Babylone, ou Alexandrie et un mode de vie similaire à celui d'une ville de l'antiquité. [...] La plèbe n'est pas pour Naples seulement un problème encore irrésolu et peut-être impossible à résoudre, elle est également un humus fertilisant où plongent les racines de la ville, sa mémoire, sa culture, c'est une réserve d'imagination et de fantaisie, l'origine du dialecte et des chansons. C'est depuis cet ancien humus que la personnalité des Napolitains est issue, leurs vices et leurs vertus. (*La Capria op. cit.*, p.183).

Les habitants des *bassi* sont le groupe le plus touché dans ce processus de délégitimation ancrée jusque dans le langage courant : le terme *vasciaiolo*, littéralement « habitant des *bassi* » est dans le dialecte napolitain une insulte qui veut dire non civilisé, sauvage, inculte. Le terme a totalement perdu sa signification initiale : personne ne se

⁵⁶ Littéralement : « Naples c'est nous ».

qualifierait de « *vasciaiolo* » pour dire qu'il habite un *basso*. Cette stigmatisation opérée dans le langage de tous les jours (Goffman *op. cit.* 1975) est d'autant plus visible dans les dénonciations de l'utilisation « populaire » de l'espace public de la part d'intellectuels, de classes moyennes, ou d'institutions. Les pratiques populaires se retrouvent ainsi déchirées entre l'instrumentalisation folklorique des aménageurs, qui utilisent la « napolitanité » en tant qu'argument de vente dans une promotion identitaire de la ville sur la scène nationale et internationale, et la délégitimation par ces habitants au capital culturel et social plus élevé, dans le conflit de l'appropriation quotidienne de l'espace urbain.

La vision orientaliste construite sur Naples participe également du plus large orientalisme, qui fait de l'Orient un non-Occident. Contrairement à d'autres villes italiennes, où l'influence arabe est réelle et tangible dans l'histoire, Naples est orientale en ce qu'elle n'est pas parfaitement occidentale. Son caractère oriental n'est pas celui réel de l'art et de l'architecture historiques, mais plutôt le Moyen Orient métaphorique et fantasmé qui est « l'échec de l'Occident » (Niola *op. cit.*). Son caractère de ville-frontière, qui mélange plusieurs cultures, nourrit le stéréotype courant de l'arriération. Dans les médias, l'utilisation de termes arabes dans une acception négative, comme « souk » ou « casbah » pour définir certains espaces du centre-ville, indiquant l'absence de l'ordre et du développement occidentaux, nourrit la rhétorique des stratégies urbaines qui doivent permettre à la ville de devenir « une capitale européenne ».

Cette lecture de la vision de Naples comme « non-européenne » permet de la rapprocher du Caire, ville non-occidentale, et donc pour cela entièrement insérée dans un certain discours d'« aspiration à l'europeanité » des villes du Sud. Dans *Orientalisme* de E. Saïd, le Caire est présentée comme la ville symbole de l'Orient dépeint par les colonisateurs français et britanniques. Cette vision, qui s'insère dans le plus large projet colonial de l'Orient, a laissé de lourdes conséquences sur l'organisation sociale actuelle, et plus particulièrement, pour ce qui nous intéresse ici, dans l'aménagement de la ville. Dans les chapitres suivants, nous verrons comment le centre historique « arabe » est devenu, avec l'aménagement du centre-ville moderne, un quartier délabré et paupérisé. Les aspirations européennes du khédivé Ismail, qui fit construire le quartier de Wust-al-Balad à l'image du Paris haussmannien se retrouvent aujourd'hui encore dans les rhétoriques et dans les narrations idéalisant le Caire de la « Belle Époque », essentiellement destinées à une élite internationalisée et appartenant aux classes moyennes et supérieures (Volait *op. cit.*)⁵⁷. Au niveau de la société locale, la fracture entre les bourgeois et les classes populaires est également visible au niveau du style de vie, outre qu'à celui de la situation économique. Les

⁵⁷ Voir partie 2, chapitre 5.

classes aisées adoptent un mode de vie « à l'occidentale », qui conditionne les lieux fréquentés (bar, cafés, cinémas, spectacles⁵⁸), l'organisation du logement et le choix des quartiers où habiter.

À une échelle plus locale, du point de vue du peuplement de la ville, nous pouvons également mener une lecture du discours orientaliste sur une frange interne de la population sous l'angle des migrations. En effet, les différentes vagues de peuplement ont donné lieu à des différenciations entre des « niveaux de citoyenneté » qui, comme nous l'avons vu plus haut, deviennent des puissants instruments d'infériorisation. En effet, la fragmentation socio-spatiale du territoire métropolitain du Caire a contribué, au fil des années, à déterminer des situations d'inégalité dans le développement des différentes zones de la ville et, par conséquent, à consolider une hiérarchie au sein de la population locale, en fonction de l'ancienneté de chaque groupe. Ainsi, les habitants des quartiers informels périphériques, souvent arrivés par vagues successives à partir d'un même village, ne seront pas au même « niveau de citoyenneté » que les urbains plus anciens (Deboulet 1996 *op. cit.*). Les quartiers centraux que nous étudions dans cette thèse représentent toutefois des anomalies dans cette organisation, car ils ne sont pas des quartiers issus de l'autoconstruction informelle récente, mais des quartiers historiques paupérisés ou de tradition populaire. Dans ces zones, la subalternité ne se définit pas en raison de l'ancienneté dans les lieux, mais plutôt au positionnement de « servitude » traditionnellement occupé par les habitants de ces quartiers. Comme nous le verrons plus en détail dans les chapitres suivants, cette subordination était un élément clé du fonctionnement de l'ensemble de la société locale : ainsi, l'ensemble du développement du centre-ville s'est organisé autour de la présence d'une population « au service » des couches supérieures de la société.

L'exkursus de la pensée subalterniste et du pouvoir des stéréotypes, présentés dans ce chapitre, n'agit pas en dehors des mécanismes du marché international. Comme nous l'avons évoqué, le discours délégitimant les groupes subalternes s'insère dans la logique d'un « urbanisme de la globalisation ». La narration de la ville est donc un enjeu de production et de développement urbains, qui doit satisfaire les élites, et qui s'impose selon des thématiques et des dispositifs récurrents. Dans le prochain chapitre, nous aborderons cet « urbanisme de la globalisation » et ses conséquences de ségrégation et injustice à la micro-échelle, mais également le rôle de remise en question de cet ordre dominant par les pratiques des habitants.

⁵⁸ Nous verrons que les cafés, lieux par excellence de rencontre et loisir dans la société égyptienne, sont désormais profondément divisés socialement, et que cette division se fait justement autour de la frontière *baladi-occidental*. Voir partie 3, chapitre 7.

Chapitre 3. De l'« urbanisme de la globalisation » à la patrimonialisation : narrations urbaines et rapports de domination

Afin de comprendre les processus qui mènent aux phénomènes de marginalisation des populations pauvres, dans la continuité du chapitre précédent, nous allons analyser la globalisation du point de vue de l'urbanisme et de ses conséquences dans l'organisation sociale des villes. En ce qui concerne l'économie, la globalisation a ouvert la voie à la circulation des flux de capitaux, et généré une compétition accrue entre les villes, qui dépasse le rôle traditionnellement central de l'État-nation (Sassen 2009 [2006]). Du point de vue culturel, le processus de globalisation a remis en cause les liens établis entre culture, territoire, identité et pouvoir. Ce processus a impliqué non seulement un retour critique sur les modes d'interprétation du social, mais aussi sur les conditions implicites de la discipline. Les conséquences ont été importantes à la fois dans la conception de l'altérité et dans l'étude des recompositions culturelles et sociales, de même que des modalités de production des identités individuelles et collectives (Abélès 2012).

L'urbanisme qui en résulte est le fruit d'un « *imaginaire aménageur en mutation* » (Chalas 2004), qui ressent de l'instabilité des catégories traditionnelles et du bouleversement de la hiérarchie des échelles territoriales. Dans ce contexte changeant, les catégories de population subissent des conséquences différentes selon leur capital social, économique et culturel.

3.1 L'« urbanisme de la globalisation »

Afin de comprendre les enjeux urbains qui caractérisent le passage entre le XX^e et le XXI^e siècles, il faut premièrement soulever et expliciter la distinction entre les notions de mondialisation et de globalisation. La mondialisation définit un phénomène qui existe depuis la fin du XIX^e siècle : ce sont des flux, des mouvements de capitaux au sein d'une économie qui n'a plus un rayonnement local, mais planétaire. La globalisation, quant à elle, est un phénomène récent et à l'origine d'une mutation radicale, certes économique et financière, mais aussi et surtout humaine : l'intégration et l'interconnexion sont devenues telles que chacun, aujourd'hui, doit vivre quotidiennement au niveau local, avec des attaches territoriales et une identité culturelle, tout en ayant le sentiment d'appartenir à la globalité du monde (Abélès *op. cit.*). Puisque la globalisation a conduit à un « étirement » du local dans des

dynamiques globales, il est possible de la définir comme « *l'intensification de relations sociales mondiales qui lient entre elles des localités distantes* » (Giddens 2012 [1994], p.71).

Notre recherche fait référence à la globalisation, en raison de son aspect profondément lié à la culture et à la tension entre le local et le global que la globalisation a engendré. L'urbanisme de la globalisation résulte alors d'un enchevêtrement complexe entre des impératifs économiques et la tension vers une identité culturelle globalisée. La mise en avant des spécificités locales, qui s'accompagne de la standardisation des espaces construits devient ainsi l'un de ses paradoxes majeurs.

Ce paradoxe urbanistique n'est que le symptôme d'un débat plus large, entre deux conceptions majeures de la globalisation : d'une part, ceux qui voient dans les comportements sociaux une homogénéisation inéluctable, autrement dit une « macdonaldisation de la planète » (Abélès, *op. cit.*), de l'autre, ceux qui ont travaillé à la complexification de cette standardisation apparente, en faisant référence aux stratégies d'appropriation (et parfois de résistance) des populations locales face aux phénomènes culturels globaux. Le philosophe S. Žižek, entre autres, centre sa déconstruction de la pensée occidentale dominante autour de l'opposition entre « universalisme » et « globalisation ». Selon lui, cette dernière ne serait qu'un mythe, en se traduisant, dans les faits, dans l'émergence encore plus accentuée des particularités des individus, des fondamentalismes ethniques et religieux et des discriminations (Amselle *op. cit.*). Cette même idée est traitée dans le champ des études culturelles et économiques par A. Appadurai (2001 *op. cit.*), qui voit dans les « conséquences de la globalisation » une différenciation de plus en plus importante des pratiques à partir de la réappropriation de sources « globales », et dans le champ de l'urbanisme par le géographe D. Harvey, qui théorise un urbanisme visant à l'« *accumulation des rentes de monopoles* » à travers l'exploitation des singularités d'un territoire donné (2008 *op. cit.*).

L'une des conséquences majeures de la globalisation, surtout du point de vue économique, est la redéfinition des rapports de pouvoir, notamment dans le repositionnement de l'État dans les hiérarchies de pouvoir (Sassen 2009 *op. cit.*), dans la polarisation exacerbée entre les groupes sociaux, source d'inégalités croissantes et donc de violences et conflits. La mobilité accrue des populations suit ce même système d'inégalités, entre les individus qualifiés et libres de circuler, et les masses de migrants et réfugiés dont la présence est à la fois indispensable à la survie des économies et indésirable pour les gouvernements nationaux. Ces phénomènes, qui sont éminemment politiques et économiques, mais également sociaux et culturels, se déploient dans la scène urbaine. La ville, devenue métropole, puis mégapole, est le centre des enjeux de la globalisation et le lieu premier de ses conséquences.

L'un des facteurs déclencheurs du processus de globalisation est notamment la croissance urbaine démesurée qui caractérise la presque totalité des villes du monde. Entre

1970 et 1990, l'émergence de villes de plus de 10 millions d'habitants a été deux fois plus importante dans les pays dits « du Sud » que dans les pays dits « du Nord ». C'est dans ces villes en pleine croissance que se posent les défis majeurs : une population jeune, des moyens financiers insuffisants et une croissance urbaine dérégulée, qui mène à la formation de vastes quartiers dits « informels » (Davis 2007a). La fortune des métropoles et des mégapoles dépend de leurs dynamiques internes, mais également, aujourd'hui plus que jamais, de leur activité plus ou moins tournée vers les échanges mondiaux. La concurrence que se font désormais les villes au niveau international, est l'un des faits marquants du passage de siècle.

L'analyse des pratiques urbaines dans les deux centres-villes choisis s'insère dans la perspective plus large de la critique de ce que nous avons appelé « urbanisme de la globalisation ». Nous avons ainsi dénommé cette tendance urbanistique étudiée, entre autres, par D. Harvey, qui voit dans l'accroissement du « capital symbolique »⁵⁹ de la ville, dans le but d'attirer le capital, l'objectif principal de la planification urbaine. Cet objectif conditionne alors les instruments urbains utilisés, la morphologie des interventions et les modalités de mise en œuvre des projets, mais surtout la rhétorique qui guide la « mission » du projet et l'imaginaire que ce dernier construit sur la ville et sa population. La globalisation, étudiée sous l'angle de la planification urbaine, se concrétise alors dans un changement urbain et social à l'impact très fort sur les populations locales : la ville doit être fonctionnelle et en même temps « esthétiquement agréable » pour attirer des nouveaux investisseurs. Poursuivant les mêmes objectifs, les villes convergent vers un même modèle d'urbanisation, celui de la métropole néolibérale ou capitaliste : étudiée par plusieurs auteurs, celle-ci se distingue par un développement inégal entre les différentes zones de la ville, une fragmentation spatiale et une polarisation sociale accrues (Deboulet 2007), la mise en place de projets « emblématiques » autour desquels structurer une narration partagée de la ville (Palidda 2011).

3.1.1 La « condition postmoderne », trait d'union entre urbanisme et subalternité ?

Selon D. Harvey (2010), la réflexion sur la globalisation, ainsi que sur son impact dans la planification urbaine, ne peut se faire sans évoquer une transformation culturelle, économique et, finalement identitaire, qui a profondément marqué notre époque, celle relative

⁵⁹ « Le capital symbolique est défini par Bourdieu comme « collection de biens de luxe qui témoignent du goût et de la distinction de leur propriétaire ». Ce capital est, bien sûr, une transformation du capital monétaire, mais « il produit son effet spécifique en ce, et seulement dans ce cas, qu'il efface le fait qu'il tient son origine dans des formes « matérielles » de capital qui sont en tout cas, à l'origine de ses effets ». Il est clair qu'il s'agit de fétichisme, mais celui-ci est utilisé délibérément pour effacer, dans le règne de la culture et du goût, les bases réelles des distinctions économiques. Puisque « les effets idéologiques plus efficaces sont ceux qui n'ont pas de parole, et qui ne demandent autre chose qu'un silence complice » la production de capital symbolique a des fonctions idéologiques, puisque les mécanismes grâce auxquels ils contribue « à la reproduction de l'ordre constitué et de la domination restent cachés » (Bourdieu 1977, p.188). » (Harvey 1998, p.309).

au passage de la modernité à la postmodernité. Ces deux termes, ainsi que leurs *-ismes*, ont des acceptions variées, utilisées dans plusieurs domaines de la pensée, mais toutes à la base d'un sentiment de changement important. Si le débat est ouvert entre ces auteurs qui estiment que les conditions actuelles sont à classer comme « postmodernes », et ceux pour qu'il s'agit plutôt d'une radicalisation de la modernité (Giddens *op. cit.*), tous remarquent une transformation de la pensée, des modes de vie, ou encore des organisations sociales, et ce après la Seconde Guerre Mondiale.

Indiquant, comme tous les *-ismes*, un rapport avec la forme, les notions « dérivées » de modernisme et le postmodernisme sont liées à une « réflexion esthétique » (*Ibid.*) sur modernité et postmodernité, donc plus pertinents dans les domaines littéraire, artistique ou architectural. En architecture, le postmodernisme marque une attention presque exclusive à l'esthétique des constructions en tant que valeur de marché, dans le but affiché d'accroître le « capital symbolique » des villes (Harvey 2010 *op. cit.*). Cependant, les formes architecturales postmodernes sont caractérisées par un déconstructivisme symbolique outre qu'esthétique :

Fiction, fragmentation, collage et éclectisme, tous enveloppés dans un sens de caducité et de chaos, sont peut-être les thèmes qui dominent l'architecture et le design urbain aujourd'hui. Et il y a, clairement, beaucoup en commun avec l'activité et la pensée dans d'autres champs comme l'art, la littérature, la théorie sociale, la psychologie et la philosophie. (*Ibid.*, p.125)

Au delà du déjà cité sens du changement, la postmodernité, quant à elle, peut être observée en faisant référence à trois éléments principaux : en premier lieu, le sens de l'insécurité par rapport aux grands fondements de la pensée, qui étaient auparavant donnés pour acquis ; en deuxième lieu la prise de conscience que l'histoire ne suit pas un parcours linéaire vers le « progrès » ; troisièmement, la naissance d'une nouvelle organisation sociale et politique, ou le rôle de l'État-nation s'affaiblit en faveur des mouvements sociaux (Giddens *op. cit.*) (et, ajoutons-nous, de la montée en puissance des métropoles). D'une manière générale, la postmodernité indique une rupture dans l'universalité de la pensée moderne, une perte de repères et une remise en cause des grands récits de l'histoire (Lyotard *op. cit.*). Comment interpréter cette remise en cause des références modernes dans la planification urbaine ?

Du point de vue du contexte urbain [...] je définirai le postmoderne simplement comme rupture de l'idée que la planification et le développement urbanistiques doivent consister dans la planification à grande échelle, technologiquement rationnelle, austère et fonctionnellement efficace ; et puis comme volonté de se servir des traditions vernaculaires et de l'histoire locale pour des projets spatialement spécialisés, dont les fonctions peuvent aller de l'intimité au style grandiose : le tout avec un grand éclectisme stylistique. [...] Certains de ses supporteurs, comme Frampton (1985) estiment qu'il contient un potentiel de résistance, et pas seulement de consensus, aux impératifs capitalistes. En tout cas, l'institutionnalisation et l'hégémonie du postmoderne se fondent sur la naissance d'une

« logique culturelle » spécifique à la fin du capitalisme (Jameson 1984a). (Harvey 1998 *op. cit.*, p.297).

F. Navez-Bouchanine (2002) fait le lien entre les mouvements intellectuels de la postmodernité et la théorisation de la fragmentation, d'abord sociale, puis spatiale des villes globalisées. Comment cette déconstruction esthétique et culturelle se traduit donc dans une fragmentation de la vie sociale ? Les changements propres à une entrée dans la postmodernité (ou dans une phase de radicalisation de la modernité) sont profondément liés à la globalisation et à ses conséquences économiques et culturelles. Premièrement, une conception différente de l'*espace* et sa différenciation du *lieu* : dans les sociétés prémodernes, l'espace et le lieu étaient indifférenciés, les rapports sociaux étant forcément spatialisés dans une proximité géographique. Aujourd'hui, la globalisation a permis une « contraction de l'espace et du temps » (Harvey 2010 *op. cit.*) et les nouveaux moyens de communication ont séparé l'espace du lieu, les activités sociales ne nécessitant plus la présence physique des individus en « face à face » (Giddens *op. cit.*). La conjoncture actuelle est également caractérisée par une radicalisation des symboles, ce qui mène à un attachement renouvelé à la tradition et au passé.

3.1.2 Villes « globales » ou villes « ordinaires » ?

La globalisation correspond ainsi au renouvellement du rôle de la ville et de l'échelle urbaine comme la plus pertinente pour en étudier les changements. Notamment, la mise en place de nouvelles technologies a permis l'établissement d'un « *espaces des flux* » au détriment de « *l'espace des lieux* » (Bianchi 1994, cité dans Moriset 2011) et donc à la montée en puissance de ces villes qui plus que les autres ont pu faire valoir ce caractère international. L'existence de « villes globales » a été théorisée par S. Sassen (1996 [1991]), qui a identifié une quarantaine de villes, dont les trois les plus significatives étaient, dans son ouvrage Londres, Tokyo et New York, qui réunissaient les caractéristiques socio-spatiales et les capacités financières pour devenir des plateformes incontournables sur la scène économique planétaire.

Des villes fonctionnant en tant que centres de production au niveau de la planète existaient déjà depuis des siècles. Leur transformation en villes « globales », autrement dit en centres de contrôle et de gestion des flux productifs et financiers pour le monde entier, est un phénomène profondément lié à la globalisation économique⁶⁰. Ainsi, la nature « globale » de

⁶⁰ « [...] cette combinaison de dispersion géographique et d'intégration mondiale a créé un nouveau rôle stratégique pour les grandes villes. Au-delà de leur longue histoire comme centres internationaux de commerce et de finance, ces cités fonctionnent à présent selon quatre nouvelles directions : premièrement, comme points de commandement hautement concentrés dans l'organisation de l'économie mondiale ; deuxièmement, comme

ces villes dépend de la nécessité des grandes firmes d'avoir des centres de gestion à haute performance, mais également de pouvoir bénéficier de la proximité physique avec d'autres sociétés qui produisent des « input clef », autrement dit des services hautement spécialisés – par exemple ceux fournis par des informaticiens ou des juristes – qui leur permettent de fonctionner (*Ibid.*). Puisque la concentration d'employés hautement spécialisés requiert une offre de logements et d'espaces publics adaptés, les « villes globales » se transforment également du point de vue de l'aménagement urbain. Leur caractère global se traduit par un développement important de la consommation culturelle et d'un style de vie correspondant aux attentes d'une élite. Premièrement, un important marché international de la propriété foncière s'est construit, surtout grâce aux investisseurs étrangers, qui ont choisi des terrains stratégiques dans la ville pour l'implantation de leurs bureaux ou leurs quartiers de logements. Ainsi, des quartiers délaissés dans la période postindustrielle ont été réhabilités en raison de leur positionnement stratégique et sont devenus des nouvelles centralités dans la ville, redessinées par des architectes de renommée mondiale. Deuxièmement, un certain style de vie urbaine s'est imposé, notamment à travers la gentrification d'anciens quartiers ouvriers, devenus des haut-lieux de la culture « branchée » :

La concentration d'employés à hauts revenus, y compris ceux des sociétés étrangères, a également entraîné une demande d'espace et de réhabilitation pour des quartiers urbains déjà occupés, à des fins résidentielles. Ce processus a affecté une multiplicité de petits secteurs, dans ces grandes villes, et provoqué la transformation radicale de faubourgs entiers : l'ancien district des entrepôts de Manhattan, devenu à la mode sous le nom de Soho, est probablement la plus accomplie de ces transformations, avec sa concentration de résidences célèbres et luxueuses, ses boutiques de luxe, ses galeries d'art – et juste ce qu'il faut d'artistes moins célèbres et même pauvres pour assurer l'indispensable touche « bohème », du dernier chic pour ce genre de milieu. (*Ibid.*).

Si les villes globales idéal-typiques identifiées par Sassen sont principalement des métropoles occidentales, A. Deboulet (2012a) identifie un grand nombre de « villes globales partielles », des métropoles régionales, des villes-étapes dans les parcours migratoires ou encore des villes spécialisées dans la production de certains types de biens. En effet, la plupart des villes du monde aspirent à devenir des « métropoles d'exception » (Halbert 2010, cité dans Moriset *op. cit.*), avec une identité forte et reconnaissable. Pour ce faire, chaque ville conçoit son développement urbain comme celui d'une entité autonome, détachée de son environnement régional et national :

Il ne s'agit plus de chercher à attirer un potentiel industriel afin de développer une base productive locale (et d'assurer en aval la redistribution locale des fruits de la croissance),

lieux stratégiques pour les sociétés de finance et de services spécialisés qui ont remplacé l'industrie comme secteurs économiques de pointe ; troisièmement, comme sites de production, incluant celle des nouveautés indispensables à ces industries de pointe ; et quatrièmement, comme marchés pour les produits et les nouveautés » (Ibid., p.32).

mais de positionner le territoire urbain en regard d'investissements immobiliers adossés à des capitaux financiers globalisés et des flux transnationaux de consommateurs – touristes, congressistes, visiteurs d'un jour, etc. Le « succès » du musée Guggenheim de Bilbao est couramment montré en exemple, au prix cependant d'une lecture très partielle de la distribution des coûts et bénéfices de cette opération. (Van Criekingen 2008).

La « course à la globalisation » est n'est pas seulement porteuse de risques pour les populations locales, mais se confirme comme une véritable vision hégémonique des villes dans le panorama mondial. En effet, les facteurs qui désignent une ville « globale » correspondraient, selon les critiques faites à Sassen, mais plus encore à ceux qui ont repris ses théories, aux caractéristiques de la ville du Nord (suivant un modèle principalement nord-américain). Parmi les critiques les plus célèbres de la théorie de la ville globale, J. Robinson a mis en place une étude des « villes ordinaires », dans lesquelles les pratiques urbaines qui semblent en contradiction avec les principes de l'urbanité (individualisme, anonymat, rationalité, etc.) constituent en effet une urbanité alternative (Robinson 2014 [2006]). Ce « déplacement de la modernité » (Robinson 2006, cité dans Gervais-Lambony 2009) participe d'une conception postcoloniale de la ville, qui devient d'autant plus intéressante à étudier si appliquée dans le contexte d'un même espace urbain. Quand une partie des habitants d'une ville ne correspond pas au modèle d'urbanité qui lui permettrait de devenir une ville globale, les politiques urbaines travaillent à gommer ces pratiques non-modernes, qui nuiraient à la collectivité. Pour ces raisons, nous parlons de Naples et du Caire en tant que villes « globalisées ». Nous ne souhaitons pas plaquer stérilement les caractéristiques des villes globales sur ces deux contextes particuliers – et qui diffèrent entre eux – mais au contraire nous refaire à ces théories selon lesquelles « *toute région urbaine a une portion de global, une de local et une de déconnecté* » (Castells 2009, p.3).

3.1.3 L'urbanisme hégémonique : néolibéralisme et modèles de développement

Le changement majeur résultant du contexte néolibéral est une restructuration des rapports de pouvoir aux différentes échelles, avec le primat de l'échelle urbaine. En effet, depuis les années quatre-vingt, la ville se constitue de plus en plus comme un système autonome, qui fonctionne en se détachant de son territoire régional, afin de se positionner dans un réseau de villes globales. Dans différents ouvrages, D. Harvey présente un même modèle d'urbanisation capitaliste : les aménagements urbains se ressembleraient tous, puisqu'ils seraient le produit d'un même marché capitaliste. En effet, l'émergence de la néolibéralisation a eu pour conséquence un changement des politiques urbaines dans le sens de la privatisation et du renforcement des dynamiques marchandes (Béal 2014). L'urbanisation capitaliste théorisée par Harvey, a comme objectif principal l'absorption du surplus de capital,

ainsi que son renouveau, afin de créer de la richesse. Pour attirer les investisseurs et ainsi augmenter ses chances d'accumulation de capital, les villes entrent en compétition entre elles, et ce à travers la production urbaine. Cette stratégie, que Harvey qualifie « de captation de rentes de monopole », passe par l'exploitation de l'unicité, autrement dit des caractéristiques singulières qui confèrent à la ville en question une attractivité particulière. Cette construction imagée, qui doit à la fois répondre aux besoins d'un marché de villes en compétition, rend le « discours » sur la ville et sa médiatisation l'élément fondateur du *marketing urbain*. En effet, avant de « vendre » une ville avec ses projets d'aménagement, on vend sa « vision ». Afin d'obtenir une image gagnante et exploitable, la métropole est imaginée et présentée comme un objet unique, en faisant fi de la complexité et de la fragmentation internes aux sociétés urbaines (Memoli 2005). Cette mise en image résulte alors paradoxale, car elle nivèle les aspérités et les complexités des villes, tout en visant l'exploitation de leur unicité⁶¹. Ainsi, la valorisation des traits culturels devient l'un des piliers de la stratégie de communication des villes, notamment à travers la localité et le folklore (Harvey 2008 *op. cit.*). L'objectif, précise Harvey, n'est pas réductible au tourisme et à ses avantages économiques : le vrai enjeu se situe dans l'accroissement du *capital symbolique collectif* de la ville, autrement dit ses marques de distinction qui peuvent être des puissants attracteurs de capitaux. Ainsi, l'intense activité culturelle de certaines villes, qui se traduit dans l'organisation de manifestations, la construction d'infrastructures culturelles, la labélisation de leur patrimoine ou encore la promotion à l'étranger d'une identité locale, est à lire en tant que stratégie d'accroissement de ce « capital symbolique », comme évoqué plus haut. Les politiques urbaines mises en place dans les villes globales et dans celles qui aspirent à le devenir, découlent ainsi des profondes mutations dans le marché du capital. L'urbanisme qui en résulte est organisé autour de deux piliers : le développement des technologies de pointe (et des lieux préposés à cette économie fortement tertiaisée) et la création de pôles de loisir destinés aux élites professionnelles de cette nouvelle économie (Deboulet 2012a *op. cit.*). L'objectif principal affiché est la mise en place d'un développement incarné dans les principes de la « qualité de vie », du « bien-être » et de l'« ambiance urbaine », autrement dit de ces caractéristiques qui déterminent la qualité du temps consacré non plus uniquement au travail, mais surtout au temps libre et à la consommation. Cette « qualité urbaine » ne passe pas uniquement par l'aménagement des espaces publics, mais également par la transformation des pratiques et des comportements urbains des citoyens, ainsi que par l'accès à certains standards de développement (suivant des modèles européens ou occidentaux). Ainsi, la promotion d'une image « gagnante » de la métropole doit servir à son développement : dans ce sens, le discours aménageurs puise dans

⁶¹ Voir plus bas.

ce qui est considéré le « meilleur » de la ville pour le transformer en norme, et travaille ensuite à l'adhésion de l'ensemble de la société urbaine à ce modèle gagnant. Dans ce sens, l'image sert à la construction du consensus collectif :

Produire une image de la ville signifie opérer une manipulation de la réalité, en cédant aux connaissances, aux fantaisies ou aux rêves de la demande : soit-elle destinée aux habitants ou aux étrangers, la ville se condense dans sa propre image pour assurer une communication efficace, capable de promouvoir plus que d'expliquer. (Memoli 2005 *op. cit.*, p.24).

La théorie de la « classe créative » de l'économiste R. Florida est l'un des modèles de développement qui ont fait fortune dans le milieu urbanistique. Ce dernier voit derrière la réussite de certaines villes (donc dans leur développement économique), leur capacité à conjuguer les « trois T » : talent, technologie et tolérance (Florida 2002). Le premier élément serait représenté par la présence de diplômés hautement qualifiés, le deuxième d'innovations dans la technologie et la communication, le troisième par un caractère ouvert et tolérant à l'égard des minorités sexuelles et ethniques. Cette population cosmopolite, ouverte, cultivée et professionnellement qualifiée, serait à la recherche d'un cadre de vie « à sa hauteur » : vivant, culturellement très actif, avec des espaces de consommation adaptés. La thèse de Florida a été reprise dans différents contextes en devenant un véritable modèle d'aménagement urbain : cependant, elle a été également fortement contestée par des auteurs critiquant l'établissement de liens de cause à effet entre la présence de groupes créatifs dans la ville et l'ouverture à l'innovation, le dynamisme du marché de l'emploi et la qualité urbaine (Tremblay, Tremblay 2010). Selon ces auteurs, ce n'est pas parce qu'une ville abrite ce type de population qu'elle atteindra un certain niveau de développement économique : c'est plutôt l'inverse qui se produit, les atouts et les possibilités professionnelles offertes attirant une population qualifiée (Eckert, Grossetti, Martin-Brelot 2012). Également, la vision de Florida a été accusée d'élitisme : les espaces conçus pour les groupes créatifs ne seraient pas à la portée de tous et un tel aménagement ne ferait que contribuer à la fragmentation socio-spatiale déjà mise en place avec la néo-libéralisation.

La vision floridienne, sa fortune et ses critiques, portent la réflexion sur l'existence d'un « urbanisme de modèles » : s'il est vrai que la planification actuelle recherche des alternatives aux modèles du XIX^e et XX^e siècles, l'émergence de « *recettes urbanistiques [...] extraites d'expériences emblématiques* » (Carriou, Ratouis 2014) est observable, surtout dans sa valorisation internationale. Ces modèles de planification urbaine peuvent miser sur des thématiques différentes : la culture et l'art, les événements sportifs, le développement durable ; ou encore se décliner selon la méthodologie adoptée : la communication du projet, l'organisation spatiale, le modèle économique ou la gouvernance. Le dénominateur commun est en fait la reproduction d'un exemple qui a fonctionné ailleurs, afin d'engendrer les mêmes

conséquences sur le territoire. Célèbre dans ce sens, la circulation du « modèle Bilbao », qui a été réinterprété et reproduit dans différents contextes urbains. La réalisation d'un équipement culturel exceptionnel (dans ce cas, la « marque » Guggenheim a contribué énormément à la reconnaissance du projet), de préférence dessiné par un architecte de renommée mondiale, une communication du projet au niveau international et une gestion du projet entièrement à la charge de la collectivité (avec la création *ad hoc* d'une société qui a racheté le foncier délaissé autour du terrain choisi), ce sont parmi les ingrédients de la recette du succès de la ville basque (Nicolas 2014). Après la réalisation du musée, des critiques sur son architecture décontextualisée et des débats sont apparus sur l'existence d'un « effet Bilbao », autrement dit d'une éventuelle retombée économique pour la ville, après un investissement si risqué (Gómez M. V. 1998 ; Plaza B. 1999 ; Gómez M. V., González S. 2001 ; Plaza B. 2006). Les critiques n'ont cependant pas terni l'image de succès d'un aménagement urbain conçu autour du binôme économie et culture (Nicolas *op. cit.*).

La circulation de modèles d'urbanisation se concrétise également par la circulation effective de l'expertise urbaine, ce qui renforce davantage le rôle d'excellence des villes-plateforme. En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre des politiques urbaines (la gouvernance), ainsi que l'esthétique des espaces aménagés, l'urbanisme s'est vu progressivement contraint par l'apparition de « bonnes pratiques » et de modèles à suivre – essaimés sans forcément se soucier des réelles possibilités d'adaptation de tels modèles aux contextes locaux. La mise en place des projets est ainsi réservée à des élites (politiques, techniques, mais aussi sociales et culturelles) qui partagent une même représentation de la ville (Pinson *op. cit.*), même sans aucune relation avec le local. Les stratégies métropolitaines dans les pays dits du Sud semblent relever, dans ce sens, d'un problème identitaire. En effet, le caractère « du Sud » étant conçu comme une marque négative, l'application de modèles d'urbanisme étrangers apparaît aux promoteurs locaux comme une garantie de progrès et d'amélioration de la qualité de vie des habitants (Barthel 2010a). Ces pratiques alimentent la vision d'une division Nord-Sud basée sur la domination du premier sur le second, une domination qui est endogène en plus d'être exogène (Jacquot 2007 *op. cit.*). Les projets sont souvent basés sur des hybridations avec des modèles extérieurs à la culture locale et des bureaux d'étude étrangers ou internationaux sont appelés pour réorganiser le tissu urbain, des choix d'aménagement « importés » prennent le dessus sur les spécificités urbaines locales :

Dans la plupart des grandes villes, on retrouve des principes d'aménagement relevant des mêmes théories ou habitudes : zonage des quartiers, percées et rocade routières, création de villes nouvelles ou centres satellites, spécialisation des centres-villes, report en périphérie d'activités jugées encombrantes (en réalité récupération en zone centrale de terrains à haute valeur foncière), grilles définissant les volumes et quantités d'équipements selon les effectifs de population. On vend des vieilles recettes alors que des solutions neuves ont parfois été trouvées par les habitants eux-mêmes. (Troin 1995).

Cependant, cette tendance à la standardisation est plus complexe qu'il n'y paraît à un premier regard : selon Béal (*op. cit.*), les raisons de ces tendances communes ne seraient pas uniquement économiques, mais plus proprement politiques, et seraient à rechercher dans la restructuration des rapports de pouvoir entre États, pouvoirs supranationaux et gouvernements locaux. M. Davis (2007b) rapproche capitalisme et spectacularisation urbaine : à travers l'exemple de Dubaï, il voit dans l'excès visuel distinctif de son urbanisme, une volonté de marquer symboliquement le développement économique. Ainsi, la ville devient une *icône* de la richesse réelle et potentielle de son gouvernement local et national. Harvey, quant à lui, parle de *disneyfication* quand il présente le paradoxe de l'urbanisation capitaliste : les gouvernements mènent des politiques qui ont pour but l'exploitation des unicités que la ville possède pour lui permettre de se distinguer sur la scène internationale ; cependant, le choix de ce qu'il faut mettre en avant, ainsi que les modalités mêmes de valorisation de ces atouts se réitèrent indépendamment du contexte local. La mise en place de « bonnes pratiques » semble alors un gage suffisant de réussite pour ces politiques urbaines qui voudraient valoriser les qualités de la ville, afin d'en accroître le capital symbolique et lui obtenir une place sur le marché international (Harvey 2008 *op. cit.*). Au contraire, le résultat final est une standardisation des espaces urbains et une tension accrue avec les instances locales.

3.2 Production de la ville et domination

Les inégalités présentes dans la ville globalisée sont des signaux importants de l'injustice du modèle urbanistique dominant. L'injustice socio-spatiale qui résulte de ces inégalités peut être fondée, comme l'ont théorisé certains auteurs, sur la discrimination des sujets externes à la société, comme par exemple les migrants dans les métropoles contemporaines. Notre approche se base plutôt sur la domination exercée sur un sujet subalterne *interne* à la société dominante, qui a besoin de délégitimer ce dernier pour se définir elle-même. Les discours de discrimination que nous avons pu entendre lors de nos entretiens, ou qui sont reportés dans les médias, ne construisent pas forcément la vision négative des habitants des quartiers étudiés en fonction de leur nationalité, ou sur leur situation de pauvreté économique, mais sur un clivage nous/eux basé sur une assignation d'altérité. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, ce positionnement est déterminé en raison de certaines pratiques urbaines, mais également de certaines attitudes personnelles. Cette approche nous permet de porter un regard transversal sur les deux villes étudiées, car il s'agit d'une critique interne à la société qui dépasse les facteurs locaux et nationaux, se structurant dans une dynamique globale.

Le récit est l'instrument indispensable de l'urbanisme de la globalisation, et c'est bien à travers celui-ci que le discours sur la ville se propage et prend sa force délégitimante (Devisme *op. cit.* ; Matthey 2011). La pratique du *storytelling* devient alors le moyen principal de véhiculer certains stéréotypes, qui servent à la construction d'un modèle consensuel de citoyen/citoyen et de la ville qu'il habitera⁶². La construction d'un modèle idéal-typique permet aux aménageurs d'identifier clairement les groupes sociaux qui n'y répondent pas, et ainsi de construire une délégitimation collective à occuper certaines places dans la ville. Dans ce sens, le projet devient une question politique avant d'être technique : il doit être « porteur de valeurs urbaines, il doit exprimer l'identité des lieux ou d'un territoire » (Pinson *op. cit.*, p.13). Pour cela, les documents aménageurs, principaux canaux de diffusion du discours dominant sur la ville, ne s'expriment que rarement en termes de dépréciation et de disqualification, leurs discours promouvant plutôt l'« égalité » ou la « mixité ». Malgré l'image progressiste que les aménageurs confèrent à leurs discours sur la ville, Ph. Estèbe parle dans ce sens de « perversion égalitaire » : « *Au nom de l'égalité (avec les nuances que ce substantif peut revêtir lorsque l'on décrit le spectre politique et idéologique) s'est constituée une vaste entreprise de disqualification des classes populaires, de leurs cultures et de leurs modes de vie* » (Estèbe 2014, p.246).

En effet, cette « tendance à la normalisation » (*Ibid.*) se cache derrière la formule, chère aux aménageurs, de l'« amélioration des conditions » des classes populaires : cette dernière n'est en fait que l'adhésion à un modèle dominant, présenté comme universel. Dans nos terrains d'étude, les aménagements urbains demandant le déplacement des habitants (même sans une politique de relogement définie) sont toujours présentés comme bénéfiques pour les habitants. Lors de nos entretiens, les architectes en charge du projet Maspero nous ont présenté le quartier comme un lieu insalubre et dangereux, en donnant pour acquis que le déplacement des habitants dans un quartier « avec plus de services » serait pour eux une amélioration des conditions de vie⁶³. À Naples, le Projet Bassi prévoit le déplacement des habitants des *bassi*, une fois ces derniers transformés en locaux commerciaux. Dans le document, et au cours des entretiens, les aménageurs affirment que la vie dans les *bassi* est tolérée, mais illégale, et que « *tout le monde serait mieux dans un vrai appartement* ». Cette vision implique non seulement une représentation univoque des modes de vie, mais également une criminalisation latente de ceux qui occupent les *bassi* actuellement, notamment car « *ils habitent sans un bail régulier* », « *ils profitent du laisser-aller des institutions* », « *ils sont au*

⁶² Voir partie 2, chapitre 5.

⁶³ Propos recueillis lors de nos entretiens avec les responsables du Projet Maspero, 2011.

centre des trafics criminels de la camorra du centre historique »⁶⁴. Les visions des aménageurs attestent d'une vision normative faisant fi des diversités de pratiques, de visions du monde, de besoins des différents groupes sociaux, et se sert de ces dernières pour les pointer comme des *défauts* :

[...] toute dérogation à la moyenne – érigée en norme – devient la marque (le stigmaté aurait dit Goffman) d'un handicap social. Le message implicite est donc celui-ci : pour bien vivre, il faut changer de condition sociale, seule la mobilité sociale ascendante – l'ascenseur social – permet de traiter la question des inégalités. [...] Cette perversion égalitaire se diffuse dans tous les domaines : celui de la religion, celui de la réussite scolaire, celui de la réussite professionnelle, celui des modes d'habiter, celui des consommations culturelles, *etc.* Le seul ressort de la cohésion sociale semble être la normalisation généralisée des comportements, au nom de la morale laïque et écologique. L'islam est mis en cause au nom de l'égalité des sexes ; l'habitat pavillonnaire est mis en cause au nom de la consommation d'espace et de gaz à effet de serre ; les carrières populaires, l'apprentissage ou la condition d'ouvrier et d'employé sont considérés comme autant d'échecs personnels et collectifs ; les quartiers populaires sont dénoncés comme étant des foyers de délinquance, d'intolérance religieuse et d'oppression des femmes. (*Ibid.*).

Cette imposition d'un modèle dominant se fait essentiellement par la construction de son caractère universel dans l'imaginaire, à travers les médias, la littérature, le politique.

L'urbanisme de la globalisation, à travers la diffusion de modèles de développement calqués sur une idée dominante de la ville « comme il faut », se révèle à l'origine d'une ville injuste. En effet, ce *modus operandi* ne reconnaît pas le droit à exister des diversités entre les groupes sociaux. Mais comment cette modalité de production urbaine a-t-elle connu une telle fortune au niveau global, à tel point qu'elle est réitérée dans tous les pays du monde, surtout ceux qui affichent le souhait d'atteindre la « modernité » dans la planification urbaine ?

3.2.1 La planification urbaine comme hégémonie (1) : un pouvoir qui produit

Pour comprendre comment s'organise l'exercice du pouvoir dans la planification urbaine hégémonique, nous faisons référence à la théorie foucauldienne du pouvoir. Selon M. Foucault (2003 [1975]), le pouvoir n'est pas une appropriation, mais une stratégie, et, en tant que telle, se décline dans l'ensemble des relations sociales et dans toutes les directions. Ce pouvoir ne se manifeste donc pas en tant que répression d'un groupe de la part d'un autre, mais de manière plus complexe, s'immisce dans l'ensemble des rapports sociaux. Ainsi, toutes les relations entre les individus sont imprégnées de ce pouvoir, car il conditionne l'agentivité même des sujets : ainsi, le pouvoir est « *une manière d'agir sur un ou des sujets agissants, et ce tant qu'ils agissent ou qu'ils sont susceptibles d'agir. Une action sur des*

⁶⁴ D'après nos entretiens avec les responsables du Projet Bassi et du GPU à la Municipalité de Naples et à la Région Campanie, 2013 et 2014.

actions. » (Foucault 1994, cité dans Merlin 2009, p.54). Également, il ne peut être conçu comme une domination univoque, qui s'exercerait « du haut vers le bas » : de par son caractère relationnel et complexe, le pouvoir au sens foucauldien est une stratégie qui se développe dans plusieurs directions et de manière concentrique au sein des différents groupes sociaux. Dans ce sens, il est intéressant pour notre réflexion de remarquer que Foucault ne conçoit pas l'existence d'une « plèbe » en tant qu'objet social déterminé, mais se concentre plutôt sur son caractère relationnel. En faisant le lien avec sa notion de pouvoir comme stratégie, Foucault identifie « de la plèbe » dans chaque groupe social : nous adoptons, dans notre conception de la plèbe, la même pensée relationnelle plutôt qu'essentialiste. Il n'y a pas une « plèbe » physiquement déterminée et identifiable avec un type de population.

Il n'y a sans doute pas de réalité sociologique de la "plèbe". Mais il y a bien toujours quelque chose, dans le corps social, dans les classes, dans les groupes, dans les individus eux-mêmes qui échappe d'une certaine façon aux relations de pouvoir ; quelque chose qui est non point la matière première plus ou moins docile ou rétive, mais qui est le mouvement centrifuge, l'énergie inverse, l'échappée. (Foucault 2001 [1977]).

Dans ce sens, nous pouvons identifier dans les groupes subalternes cette partie intrinsèque aux groupes sociaux qui échappe à l'exercice du pouvoir par son action de résistance, de telle sorte que « *là où il y a du pouvoir, il y a résistance* » (Foucault 1976).

La caractéristique principale du pouvoir selon Foucault, outre son caractère relationnel et sa multiplicité, est certainement sa relation étroite avec le savoir. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, tout pouvoir correspond à la mise en place d'un savoir (et inversement, tout savoir implique l'exercice d'un pouvoir), de telle sorte qu'une narration devient un instrument de domination et de réduction au silence. Cet aspect qui lie pouvoir et savoir devient fondamental dans notre analyse de la planification urbaine hégémonique. En effet, cette dernière n'est pas une planification urbaine cristallisée, qui se borne à la répression des formes urbaines et des pratiques subalternes, spontanément apparues dans la ville. Au contraire, il s'agit d'un instrument dont les groupes dominants se servent pour *produire* une connaissance partagée sur la ville, qui devient dès lors la seule narration acceptable et acceptée, et ainsi de mieux contrôler les groupes dominés : « [...] *le pouvoir constitue un savoir qui est réel. [...] il s'agit de produire un savoir positif sur les individus qui permet de mieux les contrôler et de les encadrer.* » (Merlin *op. cit.*). Dans ce sens, comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, l'image de la ville à venir revêt une importance fondamentale : le modèle véhiculé par les institutions et les acteurs privés de la planification urbaine donne une forme au pouvoir dans la ville, est la manifestation pratique d'une puissance.

Dans la vision foucauldienne, ce pouvoir productif ne s'applique pas simplement par imposition sur les sujets dominés : il s'agit plutôt de limites qui investissent tous les aspects

de la vie sociale, de manière à ne pas pouvoir échapper à la stratégie mise en place par le pouvoir. Dans ce sens, nous pouvons lire l'« orientalisme métropolitain », et en général la narration sélective de la ville comme l'exercice d'un pouvoir, dont l'instrument serait la « vérité » produite sur la ville. Ainsi, le discours sur la ville devient non seulement un moyen de contrôle, mais également et surtout un instrument de production, qui ne se limite pas à réprimer les groupes subalternes, mais au contraire crée un modèle de ville. Dans ce sens, nous pouvons entendre l'urbanisme de la globalisation en tant que *dispositif* au sens foucauldien, autrement dit en tant qu'ensemble hétérogène d'éléments construits, moraux, juridiques, qui conditionnent les conduites des individus, ainsi que des relations existantes entre eux :

Ce que j'essaye de repérer sous ce nom [i.e. dispositif] c'est [...] premièrement, un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements d'architectures, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propos philosophiques, morales, philanthropiques, bref: du dit aussi bien que du non dit, voilà les éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments. (Foucault 1977, p.63, cité dans Raffnsøe 2008, p.45).

En effet l'urbanisme de la globalisation ne se construit pas uniquement autour d'éléments physiques de l'espace, mais il comprend une véritable organisation de l'espace social, ainsi que la narration d'une histoire collective renouvelée pour les individus qui en bénéficieront. De même, les effets ne seront pas uniquement ceux liés à l'aménagement de l'espace construit, mais plus encore ceux liés aux rapports économiques, sociaux et culturels entre les acteurs. Ces effets sont même si importants dans ce processus que, comme nous l'avons vu plus haut, leur valeur et leur portée sont presque indépendantes de la réalisation effective du projet. Dans ce sens, non seulement le discours porté par cet urbanisme, mais même ses « non-dits » peuvent être des instruments puissants de domination.

M. Foucault construit sa notion de dispositif sur un terme déjà existant en français, qui peut se décliner dans plusieurs domaines, du champ juridique à celui de la technologie (*Ibid.*). Dans la théorie foucauldienne, ce qui prévaut semble être à la fois le sens relationnel du terme, et la présence constante du concept de discipline. Cette dernière semble en effet être le dénominateur commun des différentes institutions étudiées par Foucault :

L'analyse du dispositif de discipline montre comment nous avons historiquement commencé à nous comporter les uns avec les autres d'une manière disciplinée et à diviser les groupes d'hommes que nous rencontrons en individus particuliers qui doivent être soumis à des mesures éducatives. (*Ibid.*, p.54).

Ainsi, le dispositif de discipline foucauldien devient un « *dispositif d'une influence dominante qui commençait à envahir le domaine des échanges sociaux* » (*Ibid.*). Nous pouvons étendre la définition de dispositif en reprenant ce qu'écrit G. Agamben (2006, p.21-

22) : « *J'appelle dispositif tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler, et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants* ». Comme pour les différentes institutions étudiées par Foucault – la prison, l'armée, etc. – l'urbanisme comme dispositif entend discipliner les individus dans l'espace, ici l'espace de la ville. Pour ce faire, il ne se borne pas à l'exercice de la violence et à l'imposition de pratiques urbaines déterminées, mais se nourrit d'« *une série de pratiques, de discours, de savoirs et d'exercices [visant] à la création de corps dociles, mais libres, qui assument leur identité et leur « liberté » de sujets dans le processus même de leur assujettissement* » (Ibid., p.29). Ainsi, les individus adhèrent librement à la narration de la ville promue par l'urbanisme de la globalisation, et à travers celle-ci se forment en tant que sujets urbains responsables. Dans ce sens, nous pouvons parler d'un urbanisme hégémonique, en ce qu'il n'est pas un simple instrument de domination (imposé), mais un processus qui vise à fédérer la population autour d'un discours dominant partagé. Cet urbanisme hégémonique s'insère parfaitement dans le contexte capitaliste contemporain : selon Agamben la phase du capitalisme que nous vivons actuellement serait « *une gigantesque accumulation et prolifération de dispositifs* » (Ibid., p.23).

3.2.2 La planification urbaine comme hégémonie (2) : la « révolution passive »

L'analyse de la planification urbaine hégémonique, si elle bénéficie de la théorie foucauldienne de savoir-pouvoir, elle confirme l'enjeu profondément politique contenu dans les pratiques urbanistiques. En effet, comme le souligne D. Harvey (2008 *op. cit.*) en reprenant les propos de Lefebvre, puisque l'espace produit par la société est l'espace de la reproduction sociale, contrôler la production de l'espace revient à contrôler les processus de reproduction sociale. Dans ce sens, l'urbanisme est un acte profondément politique, que les groupes dominants ont intérêt à gérer. Dans cette analyse de la ville comme espace d'action politique et de résistance, nous faisons référence à Gramsci, qui dans ses écrits avance les éléments de ce qu'il appelle « révolution passive ». Ce concept se prête particulièrement bien à l'analyse de l'« urbanisme de la globalisation », en ce qu'il prône un changement tout en confirmant le *status quo* et les rapports de force existants.

Les deux principaux éléments de la « révolution passive » au sens gramscien sont le transformisme et le neuvisme. Le premier consiste dans l'usure des énergies sociales et politiques de l'*antithèse* (dominé), qui est de plus en plus rapprochée à la *thèse* (dominant). Le neuvisme, quant à lui, consiste dans la présentation de ce qui est nouveaux toujours en terme de « moderne », donc de révolutionnaire (Baratta *op. cit.*, p.32). Dans la planification

hégémonique, l'un des arguments les plus communs étant celui de la modernisation d'un certain quartier ou de l'ensemble de la ville⁶⁵, ce qui rend les populations contraire aux projets des masses réfractaires au changement – entendu comme progrès –, fermées dans une tradition arriérée et presque anhistorique. Ainsi, l'argument moral entre dans la définition de la capacité à adhérer plus ou moins aux valeurs de la ville « modernisée », le revers de la médaille étant donc l'arriération.

La révolution gramscienne est « passive » au sens que les masses, principaux acteurs des bouleversements politiques, subissent les événements. Selon A. Gramsci, on peut parler de « révolution-restauration » en ce qu'elle enferme, au lieu de libérer, les masses, à travers l'induction de besoins qui ne sont pas ou sont faussement satisfaits. Encore une fois, la planification urbaine capitaliste peut être considérée une « révolution passive » à la Gramsci : en effet, il s'agit d'une transformation de la ville qui prône une amélioration des conditions des plus pauvres, mais qu'en réalité ne fait que réaffirmer les principes du pouvoir en place, des classes hégémoniques. A travers cette planification urbaine, les groupes dominants vont médiatiser un changement important (même ou surtout pour les masses), quand dans les faits les interventions menées n'apporteront aucun changements positifs pour les masses et ne changeront pas l'ordre constitué.

Les subalternistes indiens reprennent la notion gramscienne de « révolution passive » pour analyser la transition de l'État colonial à l'État national postcolonial, en tant que « *forme politique à travers laquelle [...] la bourgeoisie [peut] arriver au pouvoir sans ruptures éclatantes* » (Chatterjee 2004, cité dans Scarfone *op. cit.*, p.2). Selon cette vision postcoloniale, la « révolution passive » est profondément anti-démocratique, en ce qu'elle nie l'action des individus en tant que sujets pensants (leur agentivité, dirait G. Spivak) : la planification urbaine globalisée, dans notre lecture critique, procède de cette même négation de l'agentivité des classes subalternes, car elle empêche leur épanouissement et leur action en tant que sujet. La construction du sujet subalterne étant justement la construction d'un non-sujet, auquel on nie la possibilité de mettre ses compétences sous forme de performance (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000 *op. cit.*). À la vision de l'urbaniste comme détenteur du savoir technique nécessaire et suffisant à une production urbaine idéale (Semmoud *op. cit.*), s'ajoute la disqualification de la capacité des groupes subalternes à exercer leur « maîtrise d'usage ». Cette dernière passe par des accusations d'ignorance, de non-respect du bien commun, voire d'égoïsme. L'identification avec un comportement guidé par des intérêts personnels exclusifs, permet aux groupes dominants (intellectuels, professionnels de

⁶⁵ Voir par exemple les textes de présentation des documents de projet étudiés pour cette thèse : partie 2, chapitre 5.

l'urbanisme, institutions) de se faire les porte-paroles d'un intérêt collectif, mais également de décider « ce qui est le mieux » pour les groupes subalternes.

Dans ce processus de construction d'un exercice du pouvoir à travers le savoir et les stratégies de consolidation de l'ordre constitué, la culture (au sens intellectuel du terme) devient l'un des moyens par excellence de dominer les sujets subalternes et les exclure progressivement de la ville, non pas physiquement (les projets ne sont pas forcément des projets qui demandent des expulsions), mais à travers une perte de références connues et une imposition de références qu'ils ne maîtrisent pas (Veschambre 2005b).

3.2.3 Injustice spatiale, urbanisme « de classe » et fragmentation socio-spatiale

Selon D. Harvey, l'urbanisation est un processus profondément lié à la production et à la circulation du capital. Comme il l'explique dans ses ouvrages, au cours de l'histoire du capital, l'urbanisation a toujours été le moyen le plus rapide et fructueux pour les États et les capitalistes d'investir le surplus de capital généré par la production. Ainsi, de nouvelles infrastructures, des logements et des quartiers ont été créés dans les différentes villes, dans un but à la fois économique et politique. L'exemple le plus célèbre cité par Harvey est celui de Paris, où des objectifs politiques de répression et de contrôle furent à l'origine des profondes transformations urbaines de la ville au XIX^e siècle. Le préfet Haussmann, à travers son urbanisation massive de Paris, a obtenu trois types de résultats : l'absorption du surplus de capital ; le contrôle politique des masses à travers l'espace ; l'affirmation d'un nouveau mode de vie urbain, pour que le capital circule. L'ère des villes en tant que grands centres de consommation, de tourisme et de loisir, où la forme urbaine correspond à un style de vie particulier, avait commencé (Harvey 2012 *op. cit.*).

Dès lors, comme nous l'avons vu plus haut, la planification urbaine s'est basée de plus en plus sur la réalisation de ce modèle de ville attractive et rentable. Cependant, nous avons vu comment Harvey souligne le caractère standardisé des politiques visant à un monopole de l'attractivité urbaine, consistant dans l'application – bien que dans des contextes différents – des mêmes modèles urbains. Ce paradoxe, selon lequel des villes qui s'urbanisent à travers la valorisation de leurs identités particulières se ressemblent toutes – *waterfront*, centres gentrifiés, grands musées dessinés par des *archistar*, etc. – nous rappelle le caractère hégémonique de l'urbanisation capitaliste. En effet, l'urbanisation, historiquement, est avant tout un « *phénomène de classe : d'une part, elle exige que les surplus soient extraits de quelque part et de quelqu'un (le plus souvent, d'une paysannerie opprimée), et, d'autre part, l'utilisation des surplus est généralement sous le seul contrôle d'un petit nombre d'acteurs* » (Harvey 2011 [2008], p.9-10). L'urbanisme de la globalisation pourrait développer son capital

symbolique à travers l'*empowerment* des mouvements locaux populaires, mais cela ouvrirait l'accès aux bénéfices de l'urbanisation au plus grand nombre. Au contraire, l'objectif de l'urbanisme hégémonique est de profiter à une élite. Ce processus conduit à une ville de plus en plus fragmentée, où l'expérience urbaine est possible et libre « *à condition que vous ayez de l'argent* » (*Ibid.*, p.22). L'inégalité dans l'accès à la consommation rend aux élites leur pouvoir de classe et se traduit ainsi dans la forme urbaine.

Le contrôle de la population à travers la maîtrise de l'espace est l'un des enjeux majeurs de l'urbanisme de la globalisation. Comme nous l'avons vu plus haut, le contrôle des transformations de l'espace physique, couplés à l'établissement d'un discours dominant sur la ville et ses habitants, permet aux groupes dominants de faire de la ville le terrain privilégié de l'épanouissement de l'hégémonie capitaliste. D. Harvey (2008) analyse les différents modes d'action capitalistes, à travers lesquels les injustices deviennent visibles dans la morphologie des villes. L'« accumulation par dépossession » prévoit l'expulsion de pauvres, occupant illégalement des terrains où ils construisent des bidonvilles, afin de récupérer le foncier le plus rentable. Ou encore, des habitants sont expulsés de leurs logements pour une « cause d'utilité publique ». La « destruction créatrice », quant à elle, demande aux promoteurs de redessiner constamment les villes, en détruisant l'existant pour faire place à de nouvelles constructions et de nouveaux aménagements, qui permettront de résorber le capital au moment du chantier et au moment de la vente/consommation. Ces méthodes permettent également d'obtenir un résultat majeur au niveau politique, c'est-à-dire de fragmenter spatialement la société à travers la création de lieux inaccessibles (physiquement ou économiquement) à certaines catégories : « *La fragmentation des grandes concentrations de population en de communautés séparées sert à fragmenter la conscience de classe* » (Harvey 2011 *op. cit.*, p.143). De la sorte, les villes deviennent de plus en plus fragmentées spatialement et socialement, et de plus en plus injustes.

La lecture de l'urbanisme de la globalisation comme producteur d'une ville injuste relève de la réflexion autour de la justice/injustice spatiale. Cette expression est d'utilisation relativement récente en France (Bret 2010), tandis qu'un certain nombre d'auteurs anglophones, principalement issus de la géographie critique, ont soulevé la question à partir des années 1970. Le passage d'une conception de la ville comme injuste, à une véritable définition d'une justice spatiale, fait encore débat parmi les chercheurs. Prenant le départ de la théorie de la « justice comme équité » de J. Rawls (1989), les philosophes s'interrogent sur ce qu'est une société juste, mais également sur la pertinence d'analyser la société à travers des jugements de valeur plutôt qu'à travers des constatations de faits objectifs (Veschambre 2010). Si Harvey ouvre le questionnement sur la justice sociale dans la ville (1973), il utilise plutôt l'expression de « justice territoriale ». Insistant notamment sur l'un de ses thèmes de

prédilection, l'organisation urbaine du capitalisme, Harvey affirme qu'aucune justice urbaine ne peut être atteinte dans un système profondément injuste comme l'économie néolibérale (Marcuse 2009). Parmi les initiateurs de la réflexion sur une dimension spatiale de la justice, autonome et déterminante dans les processus sociaux, E. Soja (2009) rappelle que le spatial et le social sont intrinsèquement liés, selon trois principes majeurs : la « spatialité ontologique des êtres humains », selon laquelle tous les individus sont spatialement situés ; la « production sociale de la spatialité », qui indique que l'espace est socialement produit ; et, à l'inverse, la « dialectique socio-spatiale », rappelant que le social est à son tour spatialement produit. L'injustice spatiale peut se manifester dans plusieurs phénomènes urbains : la ségrégation de groupes dans certaines zones de la ville, indépendamment de leur volonté (processus de ségrégation ou ghettoïsation) ; la distribution inégale des ressources au niveau territorial (Marcuse *op. cit.* p.4) ; l'inégalité d'accès au patrimoine culturel ; l'impossibilité de faire partie du « conservatoire de l'espace » (Veschambre 2007b *op. cit.*), autrement dit de construire sa mémoire de groupe sur des symboles tangibles. Actuellement, le débat est ouvert entre ceux qui définissent la justice spatiale comme une catégorie d'analyse à part entière, et ceux qui préfèrent parler des « dimensions spatiales des inégalités » (Veschambre 2007a *op. cit.*). Au sein de notre questionnement, la justice spatiale se révèle une catégorie d'analyse plus pertinente que la « dimension spatiale des injustices sociales », en ce qu'elle questionne les processus en plus des phénomènes, nous permettant de « *passer du repérage d'inégalités qualifiées d'injustes [...] à l'étude des processus de production d'injustices* » (Jacquot 2011 *op. cit.*, p.2). En d'autres termes, dans les distributions spatiales des groupes sociaux, mais également dans les dynamiques décisionnelles qui sont à l'origine de ces organisations sociales diverses, il est possible de lire la justice/injustice. Les effets de ces politiques urbaines injustes sont clairement lisibles dans l'espace : ségrégation, fragmentation, exclusion et gentrification n'en sont que des exemples.

Quels sont les critères et les processus qui définissent l'urbanisme de la globalisation comme injuste ? H. Lefebvre, à propos de l'urbanisation de Paris aux XIX^e siècle, parle de véritable « stratégie de classe » (2009 *op. cit.*). L'une des conséquences les plus marquantes de l'urbanisme capitaliste sur la distribution des catégories sociales dans l'espace est la ségrégation urbaine. Comme le soulignent M. Oberti et E. Préteceille (2016), cette dernière peut être le résultat d'une distribution inégale des individus sur le marché du logement, et donc sur le territoire urbain⁶⁶. Cependant, comme le souligne également Lefebvre, il existe

⁶⁶ « Utiliser le terme « ségrégation » est délicat, car il s'agit d'un terme polysémique, désignant à la fois un état de séparation et l'action de séparer. Le terme est fortement connoté, renvoyant dans la première acception aux idées de ghetto, de groupes séparés dans l'espace, et, dans la seconde, à l'idée de volonté de tenir à l'écart, de discriminer, d'exclure, voire de politique publique de ségrégation, dont l'apartheid a été un des exemples historiques récents les plus tristement célèbres » (*Ibid.*, p.4).

plusieurs tendances ségrégatives dans la ville, pouvant se manifester de manière successive ou simultanée : la ségrégation spontanée, volontaire ou programmée. Si les deux premières sont caractéristiques de l'aménagement des *gated communities* ou des espaces publics hautement sécurisés que nous avons analysé plus haut, la dernière se confirme comme une stratégie politique d'exclusion de l'autre. En effet, les logiques économiques ne peuvent expliquer de manière satisfaisante la ségrégation urbaine : des logiques institutionnelles, à savoir les politiques urbaines menées sur les territoires en question peuvent avoir une large part. Notre approche des stratégies métropolitaines vise justement à rendre compte de cette part de responsabilité des politiques urbaines dans la ségrégation : même si les projets étudiés ne sont pas à vocation ségrégative (au contraire, ils prônent la mixité), les narrations urbaines délégitimantes mènent à la relégation d'une partie de la société dans des territoires défavorisés, leur ôtant la possibilité d'occuper d'espaces privilégiés⁶⁷.

Dans ce sens, l'urbanisme hégémonique se sert de politiques urbaines injustes, à travers la justification des inégalités comme porteuses d'effets positifs (sur le long terme, pour une partie plus large de la population, etc.) (Jacquot 2011 *op. cit.*). A. Sen identifie trois types de mécanismes justificateurs de l'inégalité : en premier lieu « l'erreur d'espace », selon lequel on ne peut pas avoir de l'égalité partout. Deuxièmement « l'incitation », argument faisant valoir l'importance de pousser les individus à faire des efforts pour obtenir ce qu'ils désirent, sans favorisations de sorte. En troisième lieu, « l'asymétrie opérationnelle », qui justifie les individus les plus capables à revêtir des *rôles sociaux* de pouvoir, au nom de l'intérêt collectif (Sen *op. cit.*). C'est justement ce dernier argument qui est le plus souvent mobilisé au sein de l'urbanisme hégémonique, qui justifie la prise de décision d'un petit nombre d'experts sur la collectivité, dans le but de conjurer la « grande assemblée de locataires »⁶⁸ et les autres comportements de type NIMBY⁶⁹ :

L'idée selon laquelle les aménageurs et urbanistes pourraient être au-dessus de la politique et prendre des décisions fondées sur une définition abstraite de l'intérêt général trouve sa source dans le sentiment partagé que les citoyens feraient quant à eux des choix fondés sur des intérêts partisans et individuels à court terme plutôt que sur l'intérêt général à long terme. (Fainstein 2009).

En ce qui concerne la ségrégation, nous ne pouvons pas définir les quartiers étudiés comme des quartiers ségrégués, car ils ne sont pas occupés de manière homogène par une seule

⁶⁷ M. Oberti et E. Préteceille indiquent explicitement dans la « *compétition mondiale entre les villes* » (*op. cit.*, p.53), l'un des prétextes soulevés par les aménageurs dans la mise en place des politiques ségrégatives, notamment dans le désir affiché d'attirer des classes supérieures, plus solvables et donc plus à même de favoriser le développement de la ville.

⁶⁸ Expression souvent utilisée par les professionnels entendus lors de nos enquêtes de terrain à Naples.

⁶⁹ Acronyme de l'expression « Not In My Back Yard », littéralement : « pas dans mon arrière cour », symbolisant tous les particularismes dans les luttes contre des projets d'intérêt collectif.

et même catégorie sociale. Wust-al-Balad au Caire ou les Quartieri Spagnoli à Naples sont au contraire des espaces où vivent plusieurs catégories de personnes⁷⁰, autrement dit des quartiers « mélangés » (Oberti, Prêteceille *op. cit.*, p.41). Leur connotation « populaire » ne dépend donc pas de la ségrégation, autrement dit d'une présence homogène des groupes subalternes, mais, de manière plus complexe, une question de visibilité de ces groupes dans un ensemble d'acteurs diversifiés. Les politiques urbaines agissent en fonction de cette même visibilité, afin de la limiter, au profit d'une image d'un quartier plus « branché », donc plus accueillant pour les catégories moyennes et supérieures et pour les investisseurs. Dans ce sens, nous pouvons parler d'un urbanisme injuste, en ce qu'il plaque des narrations et des images sur des territoires diversifiées pour les aplatir et mieux les exploiter.

La lecture de la ville en termes de justice/injustice spatiale permet également de se poser la question principale qui traverse notre réflexion : celle de la légitimité, ou mieux de la légitimation. La possibilité réelle offerte aux différents groupes sociaux d'occuper la ville et de l'organiser selon leurs propres exigences relève d'une approche de la justice spatiale. Ainsi, nous nous intéressons non seulement au processus de légitimation des groupes qui arrivent à détenir le pouvoir décisionnel, mais surtout au processus complémentaire, composé d'un côté de la « *définition des pratiques et catégories d'usagers jugées illégitimes, construits comme « usual suspects »* (Coleman, Tombs, Whyte, 2005) » (Jacquot 2011, *op. cit.*, p.1), de l'autre des dynamiques (discursives, pratiques, symboliques) de délégitimation de ces groupes indésirables dans la ville.

Il semble désormais acquis que la globalisation n'ait pas signifié, malgré les apparences de standardisation et d'homogénéisation, la même condition pour tous les individus des différentes sociétés du monde, et encore plus à l'intérieur d'une même société. En effet, la globalisation est porteuse d'une charge d'inégalités et d'une polarisation et fragmentation sociales accrues. Dans la planification urbaine, nous pouvons observer ces mêmes processus, notamment à travers l'analyse de la gestion de la ville et de la société urbaine. Dans ce sens, la question de la planification urbaine est profondément liée à celle de la citoyenneté, autrement dit de la légitimité à agir dans l'espace social collectif. Cette sélection parmi les citoyens plus ou moins aptes à dire leur mot sur la ville, se concrétise également par une distribution spatiale correspondante :

Selon Ong, en fait, le développement de la globalisation néolibérale est allé de pair avec la production de « souverainetés graduelles », autrement dit avec la prolifération incessante de zones, territoires, populations et sujets juridiquement et hiérarchiquement différenciés. (Mellino *op. cit.*, p.291).

⁷⁰ Voir chapitre suivant.

Dans ce qui suit, nous verrons qu'il existe un décalage important entre cette planification à grande échelle et les pratiques des habitants au niveau micro-local. Cette production de la ville à la plus petite échelle, négligée dans la réflexion des aménageurs, n'en est pas moins réelle. Les pratiques que nous avons observées présentent également la spécificité de ne pas être généralisables à tous les citoyens, mais plus particulièrement aux habitants et travailleurs plus démunis. Les pratiques de ces catégories sociales subissent deux types de dynamiques : le rejet ou la manipulation. Dans le premier cas, les pratiques sont étiquetées comme inadaptées au lieu dans lequel elles sont mises en place ; dans le deuxième cas, le caractère « populaire » de ces pratiques sert d'argument d'idéalisation et de folklorisation.

3.3 La production urbaine au niveau micro-local : des pratiques « populaires » ?

Peut-on parler de « pratiques populaires » dans le cas des groupes subalternes des centres villes étudiées ? Existe-t-il une spécificité liée à ces pratiques, ou bien s'agit-il d'un discours construit par d'autres ? S'interroger sur les usages et les usagers permet de sortir de la technicité de l'urbanisme et d'imposer ce dernier en tant que « pratique sociale » (Lefebvre 2009 *op. cit.*). L'analyse sémiologique mise en place par H. Lefebvre établit plusieurs niveaux et dimensions d'une lecture de la ville par les *signes*.

Il y a la *parole* de la ville : ce qui passe et se passe dans la rue, sur les places, dans les vides, ce qui s'y dit. Il y a la *langue* de la ville : les particularités propres à telle ville qui s'expriment dans les discours, dans les gestes, les vêtements, dans les mots et les emplois des mots par les habitants. Il y a le *langage urbain*, que l'on peut considérer comme langage de connotations, système secondaire et dérivé de l'intérieur du système dénotatif [...]. Enfin, il y a *l'écriture de la ville* ce qui s'inscrit et se prescrit sur ses murs, dans la disposition des lieux et leur enchaînement, en bref *l'emploi du temps* dans la ville des habitants de la ville. (*Ibid.*, p.62).

À partir des écrits de H. Lefebvre, nous pouvons affirmer que la ville *raconte* quelque chose, produit un récit, à travers le langage produit par les pratiques de ses habitants. Cependant, ce récit n'est pas unique : l'urbanisme hégémonique s'impose comme narration dominante dans la ville et tente de reléguer les autres narrations au rang de « populaire », de « folklorique », en parant son propre récit d'une autorité technique et politique, mais également morale. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, empêcher les groupes subalternes de *dire* la ville, autrement dit de la pratiquer et de la façonner selon leurs usages, correspond au projet politique de l'effacement de ces groupes mêmes. Nous verrons au contraire comment les groupes subalternes non seulement produisent un langage propre qui s'incarne dans la pratique de la ville, mais que ces pratiques, loin de subir l'étiquette du « populaire », se confirment comme significations à part entière de la ville.

En effet, les pratiques et les appropriations populaires constituent autant de « arts de faire » que les habitants mobilisent comme stratégies de production de leurs espaces de vie (de Certeau *op. cit.*). Ainsi, l'exploration des « compétences des citoyens » (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000 *op. cit.*) dans la production de la ville, et plus particulièrement des territoires de leur vie quotidienne, nous permet d'interroger également la légitimation ou délégitimation de ces productions populaires :

Les enjeux de légitimation et les registres symboliques de visibilité, liés généralement à la notion de compétence, sont explicitement exprimés dans la définition que donne *Le Petit Robert* au terme « compétence ». Cette définition articule deux éléments qui, à notre sens, sont intimement liés et porteurs d'orientations méthodologiques riches : elle lie le « droit » de connaître et agir à la « capacité » de connaître et d'agir, ce qui nous amène à interroger la notion de compétence en tant qu'enjeu de légitimation. (Arrif 2000, p.60).

Afin d'étudier les pratiques des groupes subalternes dans les centres-villes, il faut premièrement définir en quoi ces pratiques diffèrent de celles bénéficiant du consensus collectif. Pour ce faire, nous allons tenter d'appréhender la complexe question du « populaire » : en effet, les pratiques des groupes subalternes peuvent être assimilées à des pratiques populaires dans la majorité des cas. Mais que veut dire cet adjectif ? Son utilisation, parfois plutôt automatique, n'est pas dénuée de significations socio-culturelles qu'il est fondamental d'analyser ici. Nous avons choisi de faire le lien entre le « populaire » et la condition subalterne. Une autre définition susceptible de nous correspondre serait celle de « ordinaire », cependant nous lui avons préférée celle de « populaire », en ce que cette dernière permet une différenciation hiérarchique importante. En effet, dans une étude comme la nôtre, qui met en lumière le décalage entre des discours aménageurs « officiels » et des pratiques « réelles » des citoyens, la notion d'ordinaire permettrait de définir ce que sont les modes de vie au quotidien des habitants d'un quartier donné. Cependant, notre analyse ne s'arrête pas à ce clivage, pour sonder également la distance (réelle ou perçue) entre les pratiques des différentes catégories sociales. En effet, les pratiques que nous étudions dans ce chapitre ne sont pas seulement des pratiques « ordinaires » des citoyens, mais constituent l'élément à travers lequel les groupes en position subalterne dans la hiérarchie sociale sont identifiés par les autres. Malgré la complexités et les interactions – voulues ou subies – entre différentes catégories sociales dans l'espace urbain, ces pratiques sont perçues comme « populaires » et, par ce biais, elles sont mises à distance, adoptées ou manipulées. De même, les populations qui en sont à l'origine, deviennent dans l'imaginaire commun des « classes populaires » : cette expression, telle que nous la concevons, résulte donc plus d'une attribution d'altérité que d'une condition réelle.

3.3.1 Le « populaire », attribution culturelle d'altérité ?

Pour notre analyse du « populaire », nous avons adopté la définition de O. Schwartz, reprise également par plusieurs auteurs français (Clerval, Garnier 2014), et construite autour de deux éléments : un élément culturel et un sociologique (Schwartz 2011). En ce qui concerne le premier concept, il fonctionne comme le catalyseur principal de toutes les différences entre les groupes d'individus, en tant qu'« *outil indispensable de la fabrication de l'altérité* » (Abu-Lughod *op. cit.*, p.427). O. Schwartz définit les « classes populaires »

par la conjonction de deux types de propriétés :

- d'une part, des propriétés de position sociale : les classes populaires sont des groupes « dominés ». [...]
- d'autre part, les classes populaires se définissent aussi à partir de propriétés de type « culturologique ». Elles se caractérisent par un ensemble de spécificités, portant sur les pratiques et les comportements culturels, qui tendent à les séparer des classes dominantes et des normes dominantes. (Schwartz *op. cit.*, p.6).

Nous reprenons cette définition car elle permet de rendre compte de l'articulation entre position socio-professionnelle ou économique et style de vie : « [c]ette définition repose sur deux dimensions, l'occupation de positions subalternes dans la hiérarchie sociale, professionnelle et économique, d'une part, le maintien de formes d'écart ou de distance vis-à-vis de la culture dominante d'autre part » (Girard 2014, p.111).

Dans son analyse des classes sociales, M. Halbwachs identifie l'appartenance sociale non pas à une condition de naissance ou de situation économique, mais plutôt à une condition identitaire, enracinée dans la mémoire collective (2008). Les habitants que nous avons étudiés, n'appartiennent pas forcément tous à la même « classe » d'un point de vue socio-économique, mais partagent une condition par assignation, elle-même enracinée dans une hiérarchisation historique de la population locale. Ainsi, même si le peuplement des quartiers étudiés se diversifie avec le temps, leurs images tendent à regrouper un noyau dur d'habitants dans une même classe, notamment le « peuple ». Ainsi, notre définition nous permet de relier « populaire » et « subalterne » : au-delà du fait que ces termes sont souvent considérés comme des synonymes⁷¹, nous souhaitons en souligner le caractère d'hétéro-attribution d'altérité. En

⁷¹ « La définition de cette catégorie ne renvoie pas seulement à des enjeux scientifiques d'analyse de la stratification sociale, mais aussi à des enjeux politiques de désignation en termes de classe(s) sociale(s), de classe(s) populaire(s), voire de classe(s) subalterne(s) (Gramsci, 1975). Désignant à la fois des positions sociales dominées et des pratiques et comportements culturels séparés des classes et normes dominantes, la notion de « classes populaires » reste « unificatrice » et permet d'étudier « les proximités, transitions, continuités », de réfléchir aux « formes de continuum qui peuvent relier entre eux divers types de groupes dominés » (Schwartz, 2011, p. 30). » (Collectif Rosa Bonheur 2014, p.126).

effet, le « populaire » revêt dans l’imaginaire collectif (dominant) ce que nous-même nous avons qualifié de « subalterne ».

En France, un récent débat politique a porté sur la qualification de « populaire » des groupes sociaux, sur la base de leur localisation géographique (centre-ville ou périphérie) en plus des critères sociaux et économiques. Cette vision, critiquée par les géographes (Gintrac, Mekdjian 2014), fait état d’une attribution spatialiste que l’on retrouve également en Italie, déclinée de manières différentes en dehors du débat franco-français sur les « banlieues ». À Naples, les classes populaires sont souvent identifiées à partir de leur lieu de vie : les Quartieri Spagnoli sont un « quartier populaire », dans l’imaginaire collectif, en dépit de la réalité de son peuplement, et cette vision d’un centre-ville « populaire » est très présente dans les discours des différents acteurs interrogés. D’après l’analyse sensible des pratiques, les entretiens et les constats statistiques, nous pouvons affirmer que la présence des classes populaires est plus une question de visibilité que de présence effective. En détournant l’expression de son sens premier, nous pourrions définir les groupes subalternes comme une « minorité visible », où visibilité est synonyme de la perception accrue d’une présence, surtout au niveau discursif. Ainsi, le caractère « populaire » des groupes subalternes n’est pas affirmé sur des bases statistiques ou économiques objectives, néanmoins les acteurs parleront de « quartier populaire », « peuple », « pauvres », etc.

Si l’appartenance aux classes populaires peut être souvent identifiée avec une condition d’indigence économique, autrement dit à la pauvreté, celle-ci n’est pas toutefois une condition nécessaire : la condition « populaire » est plutôt question de placement dans une hiérarchie sociale et de l’attribution d’une altérité culturelle. La condition économique, bien que souvent assimilable à la pauvreté, n’est pas la cause de l’affectation de ces individus au plus bas de l’échelle sociale. Pour cette raison, notre analyse des pratiques devient fondamentale, puisque celles-ci incarnent les modes de vie « populaires » et les rendent visibles dans un espace urbain partagé avec les autres catégories sociales.

Un exemple d’analyse des comportements de classe relatifs à l’espace est déjà présent chez M. Halbwachs (2008), qui mentionne le degré d’investissement dans le logement parmi les critères d’appartenance de classe. Ce dernier serait moindre pour les ouvriers par rapport aux employés et aux fonctionnaires, avec comme conséquence un goût moins développé de l’intimité familiale. Or, dans nos terrains les habitants tendent à se replier davantage dans la sphère familiale, aux dépens d’autres investissements, comme l’activité associative ou l’engagement militant⁷². Ceci est dû non seulement à la fonction de ressource économique que la famille peut avoir (en lien avec la famille élargie), mais également à un soin de l’habitation

⁷² Voir partie 3, chapitre 7.

qui puise dans les économies du foyer, dans le but justement de contrer une image de misère (d'où les *bassi* décorés et équipés). Ce qui est toutefois à retenir dans le raisonnement de Halbwachs, est le rapport privilégié entre les ouvriers et la rue : tandis que la vie familiale de l'employé ou du fonctionnaire se déroule à l'intérieur de la maison, celle de l'ouvrier dépasse le seuil du logement, pour se déployer dans la rue. Cette vision est confirmée par nos observations sur la ruelle comme prolongement du chez-soi, et ne doit pas forcément indiquer une absence d'investissement familial, mais plutôt un rapport différent à l'espace de vie, à la production de la ville et aux pratiques de la vie quotidienne. Ainsi, la focale est déplacée des ressources économiques aux compétences et savoir-faire de production de l'espace urbain, à partir du logement vers l'espace public.

3.3.2 *Les pratiques comme outil de production de la ville*

La pratique se définit par une action dans un espace, qui le façonne et qui le signifie, de la part d'un acteur. Parler de « pratiques populaires » met alors l'accent sur des modes de vie et des manières d'investir la ville qui seraient propres aux groupes populaires, présentés ci-dessus. Dans ce sens, nous pouvons affirmer que les pratiques sont « projectuelles », autrement dit elles ont un potentiel de production urbaine, qui peut être individuelle ou collective (Cellamare 2008). Ainsi, une distinction fondamentale se dessine entre la production dite « officielle », liée à l'élaboration technique et « savante », et une production de la ville issue de l'usage, des stratégies d'adaptation et des appropriations quotidiennes⁷³.

Dans *La production de l'espace* (2000 *op. cit.*), H. Lefebvre distingue trois types d'espaces, qui concourent à composer l'ensemble de la production urbaine. La triplicité de l'espace « perçu, conçu et vécu »⁷⁴, renvoie à trois actions sur l'espace, et plus particulièrement celle de pratiquer l'espace, celle de le représenter, et celle de le signifier. Dans le premier groupe, celui de la « pratique de l'espace », nous retrouvons ce qui a été défini comme les compétences des acteurs urbains, ainsi que la performance, autrement dit la capacité à mettre en acte et à *dire* ces mêmes compétences. Le deuxième groupe comprend la « représentation de l'espace », à savoir la production technique de la ville telle qu'elle est conçue par les aménageurs. Si la première catégorie semble apanage des habitants « ordinaires » qui façonnent la ville au quotidien, la deuxième se réfère plutôt à la production de la ville dite « officielle ». Le troisième groupe comprend un élément fondamental de la

⁷³ Nous verrons plus loin, dans le chapitre 9, le potentiel de contre-production de la ville par les habitants, surtout dans l'interaction et la négociation avec le pouvoir en place (Deboulet 2000).

⁷⁴ « La triplicité : perçu – conçu – vécu (spatialement : pratique de l'espace – représentation de l'espace – espaces de représentation) [...] » (Lefebvre 2000 *op. cit.*, p.50).

production de la ville, autrement dit les « espaces de représentation », toutes ces significations qui donnent sens à l'espace en tant que repère symbolique autre que physique. Dans ce troisième cas nous pouvons parler de production de sens dans l'espace, ou encore d'espaces signifiés (Gervais-Lambony 1994).

Dans le sillage de Lefebvre, C. Cellamare identifie trois types d'approches à la production urbaine, selon trois typologies de pratiques, rappelant les trois espaces de H. Lefebvre : le premier groupe comprend les pratiques *urbaines*, qui « *concernent la manière dans laquelle la ville est vécue, « pratiquée », à travers des ajustement et des adaptations réciproques* » ; les pratiques *urbanistiques*, dont est issue la ville produite par des processus officiels et techniques ; enfin le *sens des pratiques*, autrement dit les significations symboliques des pratiques urbaines (Cellamare *op. cit.*).

Ces ensembles de pratiques contribuent à produire un espace diversifié et complexe, ainsi que dépendant du contexte dans lequel il est produit. Cependant, ces ordres de pratiques ne se positionnent pas dans l'espace de manière horizontale et égalitaire. Bien au contraire, des hiérarchies et des processus de domination se composent, notamment autour de la légitimité de la production urbaine. Plus particulièrement, la culture savante et technique de la production urbaine se pose comme seule manière légitime de façonner la ville.

Quand les pratiques populaires subissent cette délégitimation, elles deviennent « subalternes », et peuvent être analysées en tant que « langage silencieux » (Hall *op. cit.*) composant un discours sur la ville alternatif aux discours dominants. Le caractère langagier des pratiques spatiales renvoie en effet à la possibilité de *dire* la ville (performance) à travers la pratique quotidienne des espaces privés et publics (compétence). Dans ce sens, les habitants deviennent les « auteurs » (Lazarotti 2006) d'un discours sur la ville : la négation de la parole et la délégitimation de la pratique se fondent dans une seule opération d'effacement.

Que se passe-t-il quand ces pratiques de production de la ville agissent dans un espace déjà fortement caractérisé par des forces dominantes ? Autrement dit, quelle est la spécificité des pratiques « populaires » dans les espaces à vocation patrimoniale ? En effet, les centres-villes aujourd'hui sont le plus souvent analysés et appréhendés comme des espaces où le patrimoine et la consommation culturelle donnent à voir l'« identité » de la ville. Dans ce sens, les politiques de patrimonialisation visent non seulement à protéger les monuments et autres patrimoines urbains, mais plus encore à légitimer la vision dominante de la ville, à travers son ancrage dans l'histoire longue.

3.4 La patrimonialisation, un enjeu majeur de l'urbanisme contemporain ?

L'analyse critique de l'urbanisme globalisé néolibéral, qui voit dans l'image de « ce que la ville devrait être » son moteur et son objectif principal, ne peut faire abstraction du questionnement sur les politiques urbaines patrimoniales, nécessaire surtout préalablement à l'analyse de deux centres-villes, ceux de Naples et du Caire, où les aménageurs font de la valorisation du patrimoine le pari de leur renaissance. La réhabilitation du patrimoine devient, dans ce sens, un outil d'appropriation de l'espace du centre-ville et de son exploitation.

Au centre de notre réflexion se trouve la notion de « patrimoine », et plus encore l'analyse du processus à travers lequel on « fait » le patrimoine, à savoir la patrimonialisation. Premièrement, il faudra décortiquer la notion de patrimoine dans ses différentes acceptions, pour comprendre finalement que le patrimoine n'est pas quelque chose de donné et à la valeur absolue, mais plutôt une notion relative au contexte historique, social et spatial (Álvarez Mora 2013). Mais alors, par qui est fait ce patrimoine ? Pour quelles raisons ? Et pour qui ? Les réponses à ces questions révèlent que le processus de patrimonialisation est profondément contradictoire : derrière la mise en place d'un héritage commun et consensuel, qui fonde une identité collective dans le temps et l'espace, se cachent les contradictions d'un accès inégal aux biens patrimonialisés, d'une exploitation bénéficiant à une élite et les enjeux de la reproduction sociale des classes dominantes. En tant que outil d'aménagement urbain, la patrimonialisation se confirme un acte à la fois culturel et économique : « *[c]ulturel, car il engage une relation à la mémoire ou au fait symbolique que représente le bien. Économique, car il suppose une valeur d'usage et d'échange.* » (El Kadi, Elkerdany 2005).

Dans ce sens, la patrimonialisation peut être étudiée comme une étape ultérieure du processus de spatialisation de la narration sélective de la ville : ancrer ce récit dans le temps et en marquer l'espace à travers les « monuments », héritages collectifs, revient à asseoir son universalité à travers une légitimation historique. La manipulation (voire l'effacement) des mémoires populaires devient partie intégrante du processus de domination d'une partie de la société urbaine. Cependant, nous pouvons nous interroger sur l'espace d'affirmation possible pour des patrimoines propres aux groupes subalternes : les mémoires populaires, l'héritage ouvrier, le bâti postcolonial sont autant de patrimoines « autres », en opposition avec une vision consensuelle du patrimoine « officiel ». Le patrimoine change en fonction de son contexte et des acteurs qui s'y reconnaissent. Cette reconnaissance légitime les acteurs à l'action sur et à travers ce même patrimoine. Ainsi, la patrimonialisation peut prendre la forme d'un processus conflictuel, entre des identités, des cultures et des appropriations de l'espace différentes.

Si la mise en patrimoine et la légitimation des groupes sociaux qui en sont les initiateurs ne sont pas toujours des processus consensuels, malgré leur vocation universelle, la question se pose également de l'accès au patrimoine établi et son appropriation par les différentes catégories de citoyens. Selon cette conception légitimante de la patrimonialisation, la capacité de pratiquer et de protéger le patrimoine devient indice de « responsabilité citoyenne » et de respect de l'Histoire. Ce discours contribue à la délégitimation de la présence des groupes subalternes dans la ville historique, qui ne seraient pas assez « civilisés » pour apprécier et entretenir le patrimoine architectural, qui en somme tiendraient presque « en otage » les monuments.

Au sein de cette réflexion sur le patrimoine et la patrimonialisation, l'étude des centres-villes révèle non seulement les enjeux liés à la réhabilitation du patrimoine, mais également et surtout à son exploitation économique. Dans les centres, la mise en patrimoine est devenue la politique de développement urbain la plus courante, car elle permet de tirer des bénéfices importants tout en insistant sur la valorisation de l'histoire et de la culture. Dans ce processus de « marchandisation de la culture » (Harvey 2008 *op. cit.*), le monument devient l'un des objets par excellence de l'exploitation capitaliste. L'affirmation du centre-ville en tant que centre patrimonialisé à vocation touristique est l'un des aspects majeurs de la transformation des villes à l'heure de la globalisation. En effet, le centre n'est plus le haut-lieu de la production, mais reste un symbole forte du pouvoir, à la fois politique et symbolique de décision (Sassen 2009, *op. cit.*). Le centre-ville est alors plutôt à lire dans son rapport à la marginalité : la « redécouverte » des centres historiques paupérisés peut ainsi être étudiée comme une réintégration des marges par la spatialisation du pouvoir (Florin, Semmoud 2014). De nouvelles fonctions et de nouvelles pratiques s'affirment dans les centres-villes, qui deviennent les lieux privilégiés de la consommation culturelle et du tourisme « responsable ». Ainsi, le centre-ville confirme son double rôle, à la fois de lieu de consommation et consommation du lieu (Lefebvre 2009 *op. cit.*). La « redécouverte » des centres, avec la patrimonialisation comme stratégie de développement et l'exploitation économique comme but, conduit à un changement social qui semble alors inévitable. La valorisation immobilière et la gentrification qui en découle semblent parfois même l'objectif principal des politiques patrimoniales et de réhabilitation des centres en général. À Naples comme au Caire, certains aménageurs en arriveraient presque à préconiser de « nettoyer » l'espace urbain des stratifications populaires qui ont contribué à la dégradation du centre-ville (De Fusco 2010 ; AECOM, Associated Consultants 2010). Les images de « monument diffus » ou de « secteur classé » (respectivement mobilisées par les aménageurs interviewés à Naples et au Caire), cachent la complexité de l'usage quotidien d'un espace de vie et les conflits entre les appropriations des différents acteurs.

La notion de patrimoine renvoie en premier lieu à un bien dont on hériterait des générations passées. Il y a deux acceptions principales du terme : la première voit le patrimoine comme un bien privé transmis au sein de la famille, la seconde comme un bien collectif qui sert à la construction de l'identité collective d'une société. En même temps, le patrimoine est également ce qui mérite d'être transmis à la postérité (Davallon 2002). Dans ce sens, une ligne de clivage se dessine entre le patrimoine, c'est-à-dire tout ce qui mérite d'être conservé, et le reste (Álvarez Mora *op. cit.*). La notion de patrimoine est devenue de domaine public entre les années 1970 et 1980 (Veschambre 2007a) : on assiste progressivement à une « inflation patrimoniale », qui accélère les politiques de réhabilitation des monuments et fait converger les financements nationaux et internationaux. Dès lors, le patrimoine s'est davantage démocratisé, pour s'ouvrir à un éventail de plus en plus large d'objets, de pratiques et d'espaces. De même, l'intérêt et la sollicitation pour une mise en patrimoine ne sont plus l'exclusivité des pouvoirs publics, mais s'élargissent à des catégories d'acteurs diversifiées (*Ibid.*). Un autre glissement s'est produit, pendant les dernières quarante années, d'une conception d'un patrimoine ponctuel (les « monuments »), à celle d'un patrimoine urbain (les « secteurs sauvegardés », les « centres historiques », etc.) et à la protection juridique adaptée. L'espace de la ville est progressivement devenu, de contour et support du monument, un bien protégé à part entière. Si l'utilisation contemporaine et quotidienne des architectures du passé à toujours fait débat (la réaffectation du bâtiment historique, voire la réutilisation de ses éléments physiques était très courante), la question est désormais de concilier pratique de l'espace urbain et valorisation patrimoniale. Les édifices protégés, quant à eux, sont souvent expression de différentes formes de pouvoir (politique, militaire, religieux) : le choix de les protéger témoigne alors d'une admiration du pouvoir symbolique que ces édifices représentent. Le patrimoine est un type tout particulier de *capital symbolique*, qui vient de l'histoire de la ville et qui est ainsi plus singulier et propre que les autres (Martínez Lorea 2013).

En résumé, le patrimoine est un objet concret (un paysage, un secteur urbain) qui permet de spatialiser un certain rapport au passé (et au futur) : ainsi, le patrimoine n'est pas quelque chose qui existe en soi, mais c'est un élément matériel auquel on assigne une signification, un rôle symbolique de représentativité – d'une époque, d'une culture, d'un groupe social. Ainsi, nous pouvons affirmer que « *le patrimoine n'existe pas a priori* » (Leniaud 1992), mais qu'il est créé par des acteurs précis pour un but particulier. Ainsi, il est préférable parler de création du patrimoine, plutôt que de sa découverte ou reconnaissance (Gigot 2012a). Le processus de définition de ce qui fait patrimoine, autrement dit l'assignation d'un rôle et d'une signification à un objet matériel a été défini, à partir des

années 2000, par le terme *patrimonialisation* (Veschambre 2007b). Dans ce sens, si le patrimoine est l'objet, la patrimonialisation est le processus qui le définit en tant que tel.

La patrimonialisation est centrale dans notre réflexion en raison de ce caractère qui permet de l'étudier en tant que stratégie d'affirmation d'un ou plusieurs groupes sociaux, et, par conséquent, de l'effacement d'autres. En effet, la patrimonialisation est un « *accord social implicite (souvent territorialisé et institutionnalisé) sur des valeurs collectivement admises* » (Di Méo 2007) : dans ce sens, elle correspond à la construction d'un consensus autour de certaines valeurs considérées dignes d'être conservées et distinctives d'un groupe ou d'une communauté. De fait, on ne patrimonialise pas tant ce que l'on a été, quant *ce que l'on veut être*. Contrairement au discours couramment véhiculé de reconnaissance d'un patrimoine existant, la patrimonialisation permet d'analyser le cheminement inverse : en effet le patrimoine n'est pas *découvert*, mais *créé*. La patrimonialisation est alors l'acte de définir ce qui fait patrimoine : ce n'est qu'à la suite de ce processus que le patrimoine existe vraiment.

Sous cet angle, nous pouvons parler de patrimonialisation comme légitimation, à la fois de certains objets, mais surtout des groupes sociaux qui procèdent à la labélisation (Amougou-Mballa 2012). Le piège majeur dans la notion de patrimoine est son caractère consensuel et globalisant, selon lequel tous les groupes sociaux devraient se reconnaître dans le même objet patrimonialisé et donc autour du même discours identitaire. Or, la patrimonialisation est un processus d'affirmation identitaire et de marquage symbolique des espaces : pour cela, il est porteur d'intérêts.

Le discours sur le patrimoine comme « bien commun » ne doit pas nous faire oublier que ce qui est reconnu aujourd'hui comme héritage à conserver et à transmettre n'est pas représentatif de toutes les formes de productions sociales et n'est pas accessible à tous. Le filtrage opéré lors du processus de patrimonialisation renvoie principalement aux puissants, qui ont marqué la ville de leur empreinte. Or, c'est bien le degré de visibilité et de légitimité des différents groupes sociaux qui ont construit la ville, ainsi que de leur capacité à s'approprier l'espace urbain, qui est en jeu à travers les choix de conserver ou de démolir, de recycler ou de patrimonialiser. (Veschambre 2005b).

La patrimonialisation n'est donc pas une opération neutre, mais au contraire elle construit un récit sélectif de la ville, et procède à sa légitimation par l'ancrage dans le passé. Dans ce sens, nous pouvons rapprocher le discours de la patrimonialisation à la construction de la narration de la ville observé dans les chapitres précédents :

De fait, la patrimonialisation s'inscrit toujours dans un principe narratif. Elle raconte une histoire, mythique ou historique, parfois les deux. Elle cherche souvent à justifier une cause, à rappeler une mémoire, à valoriser une séquence (temps révolu) passée de la vie sociale dans un but d'édification (Di Méo *op. cit.*, p.13).

Outre le fait de légitimer ceux qui en sont à l'origine, la patrimonialisation légitime également tous ceux qui seront en mesure d'accéder au patrimoine et d'en bénéficier grâce à

leur capital culturel. Cette patrimonialisation se confirme donc comme un processus hégémonique, qui, en fixant les modalités d'accès et d'utilisation d'un certain nombre de « monuments intentionnels » (Massa *op. cit.*), identifie en même temps des destinataires privilégiés, seuls garants de leur survie et de leur valorisation. Ces derniers ne correspondent pas aux habitants de l'environnement immédiat des monuments. L'accès aux monuments pose la question de la légitimité des pratiques actuelles dans cet espace et de la rupture entre un espace de représentation (pour les touristes et les institutions) et un espace de vie quotidienne (pour les habitants). Le discours patrimonial sert en effet à la construction d'une image valorisante de la ville. À travers la protection du patrimoine architectural et urbain, la ville doit en effet « récupérer sa grandeur perdue » ou atteindre une valorisation idéale qu'elle n'a jamais connue⁷⁵. Cette poursuite du mythe d'une ville idéale ne tient pas compte de la complexité des pratiques actuelles et efface ou dévalorise sciemment les stratifications populaires.

L'une des étapes les plus significatives de l'inflation patrimoniale qui caractérise le passage du siècle, est la création de l'Unesco, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette agence de l'ONU naît en 1945, en réaction aux destructions causées par les deux conflits mondiaux. L'urgence se fait sentir de protéger ce qui fait l'histoire des sociétés, dans la conviction que la paix ne peut s'établir que « *sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité* »⁷⁶. Ainsi, l'agence supranationale prône des valeurs de droit à l'éducation, à la liberté d'expression et à la jouissance du patrimoine. L'une des initiatives les plus importantes de l'Unesco a été l'établissement de la liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité, qui depuis 1972 ne cesse de s'agrandir au profit de sites partout dans le monde.

La labélisation d'un site en tant que « patrimoine de l'humanité » ne comporte pas un financement direct, mais au cours des dernières quarante années elle est arrivée à constituer l'un des enjeux majeurs en matière de patrimoine. Faire partie des patrimoines mondiaux est gage d'une attractivité presque certaine pour le site en question. Cependant, le caractère volontairement globalisé de la labélisation Unesco n'est pas sans soulever plusieurs questionnements. Premièrement, la labélisation Unesco renvoie à la multiscalarité des rapports au patrimoine (Gravari-Barbas 2012). En effet, le patrimoine peut être local (le logement, le quartier, etc.), urbain, national : avec l'avènement de l'Unesco, celui-ci devient mondial. Si nous concevons le patrimoine comme l'affirmation et la spatialisation d'un groupe social déterminé, l'existence d'un patrimoine mondial confère une légitimation

⁷⁵ Voir partie 2, chapitre 5.

⁷⁶ Source: site internet Unesco - <http://fr.unesco.org/about-us/propos-de-lunesco#sthash.GABhNSip.dpuf> [consulté le 19/03/2015].

globale à ces groupes. Leur discours patrimonial ne se construit plus alors sur un consensus local ou national, mais dans un réseau international de groupes qui protègent le patrimoine contre ceux qui ne le font pas. Dans ce sens, l'origine des groupes qui « ont à cœur le patrimoine » et qui en revendiquent la protection peut ne pas correspondre à la localisation du patrimoine lui-même. Les touristes, par exemple, vivent et s'approprient (et ont donc une influence) même des patrimoines très lointains. Cette appropriation, même à distance, se nourrit d'une « émotion patrimoniale » qui se veut globale. Les vagues d'indignation globale face aux destructions de monuments et sites historiques⁷⁷ montrent comment désormais le patrimoine est devenu une question de responsabilité collective. Si l'émoi mondial causé par ces épisodes terribles peut témoigner d'une implication globale dans la sauvegarde de biens historiques, elle n'est pas sans évoquer une appropriation tout autant globale du patrimoine, qui légitime des acteurs lointains, mais plus responsables, par rapport à des locaux, qui le seraient moins.

La question de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial renvoie donc à l'articulation global/local dans la définition du patrimoine. En effet, le fait d'identifier ce qui fait patrimoine relève d'analyses et de critères délocalisés, c'est une opération prise en charge par des organismes internationaux (Unesco) ; cependant, les politiques de sauvegarde sont locales : les institutions locales (État, mais plus généralement Ville) doivent *traduire* les injonctions globales en des politiques localisées (Álvarez Mora *op. cit.*).

En ce sens, il y a une distance, parfois insurmontable, entre ceux qui décident quels sont les biens patrimoniaux et ceux qui ont la responsabilité et se chargent de les reconnaître, les valoriser et les sauvegarder. Si les premiers convergent sur la notion de patrimoine indépendamment de son lien à un territoire spécifique, les seconds, gestionnaires de la ville, doivent de se livrer à un exercice de traduction leur permettant de transposer des politiques fixées en dehors des frontières à la réalité locale la plus immédiate. (*Ibid.*, p.30).

La liste des biens « patrimoine de l'humanité » est très longue, mais la répartition géographique reste inégale : des 981 sites, distribués sur 160 pays, 254 sont des « centres historiques » européens, dont le centre historique de Naples⁷⁸. La densité de sites en Europe, et le conséquent vide dans d'autres continents, comme par exemple l'Afrique (Lazzarotti

⁷⁷ Pour ne citer que des épisodes récents, rappelons les destructions d'édifices historiques ou les pillages des musées en Égypte, pendant les contestations à différents moments après la révolution de 2011 ; les récentes destructions de sites de l'ancienne Mésopotamie perpétrés par l'EI en Iraq ; ou encore la destruction de la ville de Sarajevo pendant la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 1990.

⁷⁸ « De ces « Patrimoines de l'humanité », 759 sont culturels, 193 naturels et 29 mixtes. Des 759 patrimoines culturels font partie 254 villes (entières ou en partie, un seul quartier, ou le centre historique). La majorité absolue (138) de ces « villes d'art » est localisée en Europe. À son tour, presque la moitié des villes d'art européennes est située dans seulement quatre pays : Italie (29 villes d'art, dont le Vatican et la République de San Marino), Espagne (17), France et Allemagne (11 chacune). Au regard de sa surface relativement réduite, l'Italie est le pays au monde avec la plus haute densité de « Patrimoines de l'humanité ». » (D'Eramo 2014).

2010), est symptomatique de la partialité de la conception même de patrimoine, calqué sur un modèle occidental de définition, de valorisation et de fréquentation. L'Unesco, bien qu'elle regroupe 195 États membres, fait preuve d'une « *conception occidentale du patrimoine et de ses modes de valorisation* » (Di Méo *op. cit.*). Le problème de la définition des critères qui font patrimoine, et ensuite des outils de protection de ce dernier, se fait sentir de manière plus forte dans les pays dits « du Sud ». En effet, dans ces pays la question patrimoniale se double d'ambiguïtés postcoloniales, notamment dans les choix de ce qu'il faut protéger (donc, dont il faut garder la mémoire) et sur les différents approches des individus au patrimoine en tant que tel.

La volonté de respecter les injonctions de l'Unesco, afin de ne pas perdre la position acquise dans le classement, mais également la nécessité de mettre en place un patrimoine attractif pour le plus grand nombre de touristes (essentiellement occidentaux ou encore issus des élites occidentalisés des pays du Sud), mène à une distorsion entre la perception locale du patrimoine et le traitement économique-touristique de ce dernier :

Si les organismes internationaux Unesco ou Icomos (Conseil international des monuments et des sites) ne peuvent imposer aucune obligation de traitement du patrimoine d'un site, leurs critères participent à la définition du référentiel guidant les actions urbaines dans le domaine du patrimoine. Ceci explique qu'une inscription sur la liste du patrimoine mondial soit souvent considérée comme une « récompense » suite à des efforts effectués ou encore comme un prestige pour les autorités locales. (Russeil 2005, p.335).

Le label Unesco intervient de manière directe dans la mise en place des axes stratégiques du Grand Programme Naples Unesco (Comune di Napoli 2009, p.39) : le premier, prônant « l'attractivité culturelle et touristique » fait de la fréquentation des sites Unesco et de l'accueil des touristes le pivot du développement de la ville à l'international ; le deuxième, visant à atteindre la « compétitivité du système productif régional », se base sur l'implantation d'activités économiques « compatibles avec l'identité Unesco » ; le troisième, enfin, porte sur l'efficacité énergétique dans la gestion des monuments historiques et des espaces centraux en général. La question d'une « identité du site Unesco » à laquelle la ville – et ses habitants – doivent se conformer est l'un des piliers du discours aménageur véhiculé par le document du Grand Projet. En effet, le classement Unesco fonctionne comme moteur principal de l'industrie du tourisme : les sites « patrimoine de l'humanité » attirent grand nombre de visiteurs chaque année et doivent pour cela être correctement entretenus. Mais la relation entre tourisme et patrimoine fonctionne également dans le sens inverse : si ce qui est patrimonialisé jouit d'une fréquentation touristique importante, d'un autre côté le « regard touristique » (Gravari-Barbas 2012 *op. cit.*) donne une impulsion parfois fondamentale à la mise en patrimoine de certains biens. La labélisation Unesco, comme l'ensemble des politiques patrimoniales, fait partie des modalités de développement urbain propres à la

globalisation. Dans les pages précédentes, nous avons ainsi analysé comment cet « urbanisme de la globalisation » repose sur des politiques axées sur le patrimoine, sur l'exploitation des singularités culturelles et sur l'accroissement du capital économique de la ville. Ces mesures, structurées sur une condition de vulnérabilité, voire de subalternité, d'une partie de la société urbaine, contribuent à la création d'un « sujet subalterne métropolitain », qui fait les frais de cette configuration sociétale. L'ensemble de ces processus de domination des groupes subalternes acquiert donc une spécificité, qui nous fait parler d'« orientalisme métropolitain ».

Les concepts et les auteurs présentés dans cette partie nous ont permis de dresser un cadre général à notre réflexion autour d'une « condition subalterne métropolitaine », issue des modèles de développement urbain contemporains. Dans la partie suivante, nous allons cibler plus particulièrement nos deux cas d'étude, pour comprendre comment les notions soulevées jusqu'ici s'insèrent dans les histoires respectives des politiques urbaines en centre-ville. Ensuite, l'analyse détaillée des documents des deux projets – Grand Projet Naples Unesco et Vision Stratégique Cairo 2050 – donnera la mesure de la concrétisation de ces enjeux théoriques dans un « discours aménageur » aux effets bien réels.

Partie 2 : Des « visions de projet » pour les centres villes

Chapitre 4. Deux métropoles, des centres-villes multiples

Dans la partie précédente, nous avons présenté les enjeux de la subalternité métropolitaine au sein de l'urbanisme de la globalisation. Dans cette deuxième partie de la thèse, ce chapitre présentera de manière critique les politiques urbaines dans les deux terrains d'étude, ainsi que les acteurs qui composent la mosaïque de leurs transformations urbaines. Le chapitre 5 explorera les discours aménageurs véhiculés par les documents des deux projets majeurs ciblant les centres-villes, respectivement le Grand Projet Centre Historique Naples Unesco et la Vision Stratégique Caire 2050. Dans les parties suivantes de la thèse, nous rencontrerons ces mêmes acteurs au cours des récits des « situations » urbaines analysées. Nous ouvrons ce chapitre par un excursus de l'histoire urbanistique des deux centres-villes choisis, Naples et Le Caire, pour ensuite nous focaliser sur les quatre quartiers étudiés.

Naples, troisième ville d'Italie par sa dimension, après Rome et Milan, est le chef-lieu de la région Campanie. De fondation grecque, la ville se stratifie sur l'ancienne *Neapolis* depuis plus de 2.400 ans : aujourd'hui encore, cette structure urbaine est lisible et son usage est un des atouts culturels et touristiques majeurs de la ville. Les différentes dominations que la ville a subies au cours de son histoire sont visibles actuellement dans le riche patrimoine architectural du centre-ville, mais également dans la culture issue du mélange et de la rencontre entre populations différentes, ayant laissé des traces, entre autre, dans le dialecte ou dans les traditions locales. La topographie de la ville, qui s'élève vers les collines depuis la côte du golfe de Naples, est également à l'origine de sa structure sociale. Si cette étude se concentre sur le territoire dénommé « centre historique » de Naples, la ville s'est développée au cours des siècles, englobant les territoires périphériques : à l'Ouest, les collines avec le quartier bourgeois du Vomero, mais également les quartiers de logements populaires édifiés après la Seconde Guerre Mondiale, Soccavo et Fuorigrotta, ainsi que la zone ex-industrielle de Bagnoli ; à l'Est, la zone paupérisée de Poggioreale, le Centro Direzionale et l'aire industrielle Napoli Est ; au Nord, les quartiers paupérisés de Secondigliano et de Scampia. Le territoire communal de Naples, qui compte 989.845 habitants sur 117,27 km², a été également le chef-lieu de la province homonyme jusqu'en 2014 (Figures 1 et 2).

En 2015, les provinces, organes de gestion territoriale, sont englobés dans les « villes métropolitaines » pour les dix villes italiennes majeures. L'appareil administratif reprend celui des anciennes provinces, exception faite pour les « conseil métropolitain », composé des conseillers élus dans les différentes communes, et la « conférence métropolitaine », composée par les maires des communes appartenant à l'aire métropolitaine. La transition a provoqué des vifs débats, surtout en ce qui concerne les pouvoirs de chaque commune à

l'intérieur de l'organisation métropolitaine, mais également autour de la figure du « maire métropolitain », automatiquement désigné par la loi dans la personne du maire de la ville majeure de la province. À Naples, c'est donc L. De Magistris qui a pris les rênes de la ville métropolitaine, mais, moins d'un an après son institution, l'organisation est encore peu définie, surtout en ce qui concerne les compétences pour les services urbains et territoriaux, maintenant intégrés.

Le Caire, également appelée *oum ed dounia*⁷⁹, est la capitale de l'Égypte. Actuellement la plus grande métropole de l'Afrique et du Monde Arabe, elle doit composer avec une histoire millénaire, allant de l'Égypte antique à la domination ottomane, mais également avec des enjeux métropolitains qui sont à la base de son développement en apparence chaotique et désordonné (Sims 2010). L'aire métropolitaine du « Grand Caire » compte actuellement plus de 15 millions d'habitants sur une superficie de 210 km², ce qui en fait la troisième agglomération métropolitaine du monde musulman, après Jakarta et Karachi. Les différents territoires urbains et régionaux sont subdivisés en gouvernorats, dont celui du Caire comprend l'ensemble de la ville, à son tour divisée en 36 *aqsam* (arrondissements). L'aire métropolitaine, quant à elle, comprend également les gouvernorats de Giza, Shubra el-Kheima, 6th Of October City et Obour City.

La ville naît le long du Nil, près d'un centre majeur de l'Égypte antique, Memphis. En 969, après les premières conquêtes arabes, qui avaient établi en 641 leur capitale en fondant la ville de Al-Fustât, les Fatimides déplacèrent la plupart des fonctions administratives dans un nouveau site, dénommé Al-Qâhira. Au cours de l'histoire qui a suivi, Le Caire a subi les modifications relatives à ses différentes dominations : de la citadelle du Saladin aux dominations européennes et ottomane, jusqu'à la colonisation britannique, la ville confirme son rôle de « nombril du monde » (Raymond 1993). Plus récemment, le développement urbain dans le désert par la construction des villes nouvelles d'une part, l'aménagement spontané de quartiers « informels » sur les territoires agricoles de l'autre, posent la question d'un développement inégal de la ville. Entre les lotissements hyperluxueux et les édifications informelles, la ville se retrouve prise dans l'enjeu de la promotion d'une image normalisée.

Les quatre quartiers étudiés se trouvent donc dans les centres-villes respectifs. Ces territoires, centraux géographiquement mais plus encore du point de vue historique et culturel, représentent depuis toujours des enjeux majeurs dans le développement des deux villes. Cependant, ils ont connu des histoires différentes : les quartiers centraux du Caire ont longtemps servi d'autres fonctions que celles de zones patrimoniales, tendance récente et toujours en construction. L'attention « patrimoniale » était concentrée sur d'autres quartiers,

⁷⁹ Littéralement : « mère du monde ».

comme le centre fatimide ou le quartier copte, le « downtown » était plutôt le lieu de la modernité et de l'occidentalisation du Caire. À Naples, le centre-ville est depuis toujours le cœur du développement urbain : au fil de l'histoire il s'est étendu, en dépassant les limites définies par les différentes dominations. Délaissé et paupérisé surtout dans la deuxième moitié du XX^e siècle, il constitue aujourd'hui un enjeu majeur du développement économique de la ville, basé sur la promotion de l'image, la fréquentation touristique et la culture (Figure 3).

4.1 Histoire des politiques urbaines dans le centre-ville de Naples : un développement urbain par stratifications successives

L'un des aspects les plus fascinants de Naples, qui font de son centre l'un des patrimoines urbains les plus importants d'Italie, est celui d'être une ville stratifiée sur elle-même depuis sa fondation, à l'époque grecque. U. Rossi (2009) distingue cinq phases historiques majeures du développement du centre historique de Naples. La première phase, celle de la « ville antique », remonte aux époques grecque et romaine, et est visible encore aujourd'hui dans la trame urbaine orthogonale des *plateiai* ou *decumani* (les axes principaux Est-Ouest, 6m environ de largeur) et des *stenopoi* ou *cardines*⁸⁰ (les axes secondaires Nord-Sud, 3m environ de largeur). Autour de ce tissu hippodaméen⁸¹ s'est ensuite construit l'ensemble de l'urbanisation successive de la ville. La deuxième phase, celle de la ville « moderne », correspond à la période de domination des Anjou, entre le XIII^e et le XIV^e siècle et voit l'urbanisation du centre se déplacer vers la mer, avec la construction du château Castel Nuovo (ou Maschio Angioino). Avec l'avènement de la domination espagnole des Aragon, le développement urbain s'accélère et arrive à couvrir des extensions plus amples, ce que U. Rossi considère comme la phase de la « ville étendue ». De nouveaux quartiers naissent sur les collines autour du Centro Antico, parmi lesquels les Quartieri Spagnoli, Montesanto, Materdei et Sanità. La quatrième phase, celle de la « ville capitale » sous les Bourbons, voit la construction, pendant le XVIII^e siècle, de plusieurs grandes œuvres, comme le palais royal, le théâtre San Carlo ou l'Albergo dei Poveri. La ville s'étend également à partir du centre, le long de trois axes principaux : vers le Nord (Capodimonte), vers l'Est (Capodichino) et vers l'Ouest (Mergellina). La dernière phase historique de développement urbain, définie par Rossi de la « ville reconstruite », correspond à la période du Risanamento, inspirée des politiques haussmanniennes qui se répandaient à l'époque partout en Europe. Les travaux menés à partir de 1885, et dénoncés dans *Il ventre di Napoli* de M. Serao (2012 [1884]), avaient comme

⁸⁰ D'après leurs noms respectivement en grec et en latin.

⁸¹ D'après Hippodamos de Milet, ingénieur grec concepteur de cette morphologie urbaine.

objectif affiché d'« éventrer » Naples pour éliminer les causes de l'épidémie de choléra qui avait frappé la ville. La volonté d'éliminer les ruelles sombres et sans lumière, perçues comme la cause principale de la misère et de la saleté de la population, s'est cependant concrétisée plutôt dans la création d'une grande artère, le Rettifilo, qui relie encore le centre historique au quartier de la gare centrale. La destruction des logements populaires, et la construction d'immeubles bourgeois n'a cependant eu d'autres conséquences qu'un embourgeoisement partiel du quartier, visible uniquement le long de l'artère principale, pour retrouver derrière elle les mêmes conditions de misère et de surpeuplement précédentes.

À l'époque contemporaine, c'est durant la période fasciste que les travaux de « nettoyage » urbain du centre se poursuivent, avec la mise en place du PRG (Piano Regolatore Generale)⁸² de 1939 et les débuts de la construction du Rione Carità. L'ensemble de ce quartier fut ensuite complété dans les années Cinquante, au cours de la période de forte spéculation immobilière menée par le maire A. Lauro. En effet, à partir de cette période et pendant tous les années 60 et 70, les gouvernements locaux, de différentes couleurs politiques poursuivirent une spéculation foncière systématique à travers l'outil des « variantes au PRG », des exceptions normatives qui ont permis la construction du périphérique (la Tangenziale), du quartier de tours de bureaux Centro Direzionale et d'un nombre extrêmement élevé de constructions (Allum 1973). Ces « pillages urbains » (De Lucia, Janello 1976, cité dans Rossi *op. cit.*), qui non seulement ont marqué l'expansion de la ville sur les collines (quartier Vomero), l'englobement des bourgs périphériques (quartiers Soccavo, Fuorigrotta), mais qui ont définitivement défiguré le paysage urbain du centre historique et de la côte, furent dénoncés par nombre d'intellectuels, dont le cinéaste F. Rosi (*Le mani sulla città*, 1963) ou l'écrivain R. La Capria (*Ferito a morte*, 2001 [1961]).

4.1.1 *Le Centro Antico et le Centro Storico en débat*

Un aspect fondamental à la compréhension des politiques urbains du centre historique de Naples a été celui de la distinction entre centre historique et centre ancien, née autour du PRG de 1968 (Rossi *op. cit.*). Ce débat, toujours en cours dans certains milieux intellectuels, donne en fait la mesure de la portée des projets d'aménagement dans la construction d'un imaginaire urbain. En définissant le périmètre de ce qui est « ancien », et ce qui est « historique », les institutions procèdent à l'officialisation d'une certaine narration de la ville, qui en devient dominante. Le fait que le débat soit autour d'une appellation, avant même de discuter d'aménagement proprement dit, n'est qu'un symbole de l'ensemble des politiques

⁸² Équivalent du PLU (Plan Local d'Urbanisme) français.

urbaines du centre-ville de Naples : comme nous le verrons dans les pages suivantes, toute l'histoire urbanistique du centre est caractérisée par l'importance donnée à l'image de la ville, et plus particulièrement, à la « reconstruction » de sa « réputation » sur une scène nationale et internationale.

En s'inspirant d'une recherche coordonnée par l'architecte R. Pane en 1971, les urbanistes en charge de PRG avaient introduit une distinction entre le noyau du centre d'époque classique, le Centro Antico, et les constructions autour, propres d'un centre historique plus récent (De Fusco *op. cit.*). Cette différenciation de dénomination révèle une distinction plus profonde d'approches urbanistiques pour les deux secteurs : si le PRG prévoyait dans le Centro Antico uniquement des interventions de « réhabilitation conservative », destinées au maintien des édifices historiques, la classification des autres quartiers du centre – dont les Quartieri Spagnoli, entre autres – comme zones de « restructuration urbaine », de fait permettait la mise en œuvre d'opérations urbaines plus invasives. La question de la distinction entre plusieurs zones à l'intérieur du centre historique résiste aujourd'hui sur le plan de la dénomination des quartiers, mais ne concerne plus les interventions urbaines à partir du classement Unesco en 1995, qui a intégré dans le « paysage culturel » l'ensemble du centre historique, de la côte aux collines du Vomero, pour embrasser toutes les constructions de l'époque classique au début du XX^e siècle. Ce périmètre a été ensuite intégré dans la Variante di Salvaguardia de 1995, ainsi que dans la Variante du PRG pour le centre historique de 1999 (Figure 4).

Le tremblement de terre de 1980 constitue un moment de rupture dans l'urbanisation de la ville. La majeure partie des immeubles du centre historique fut fortement endommagée, surtout dans les quartiers populaires. Cet évènement a fait naître une saison d'études et de recherches sur les possibles modalités d'intervention sur le centre historique, notamment par des organismes comme l'ICOMOS (International Council for Monument Sites) ou le CRESME (Centro di Ricerche Economiche Sociali di Mercato per l'Edilizia e il Territorio). Cette période marque la transition vers des modalités d'interventions propre à l'entrepreneuralisme urbain⁸³ (Harvey 2014), présentées dans le célèbre document intitulé *Il Regno del Possibile*⁸⁴, (1986) rédigé par le SSCS (Società di Studi del Centro Storico). C'est à cette époque que l'urbanisme napolitain commence à s'organiser autour du marketing urbain et de l'exploitation du potentiel culturel de la ville. Les propositions du SSCS de « régénération » du centre historique se faisaient notamment sur la base de l'encouragement

⁸³ « En résumé, le nouvel entrepreneuralisme urbain repose généralement sur le partenariat public-privé : axé sur l'investissement et le développement économique, il a pour objectif politique et économique immédiat (mais nullement exclusif) la construction spéculative de sites plutôt que l'amélioration des conditions au sein de territoires particuliers. » (Harvey 2014 *op. cit.*, p.107).

⁸⁴ Littéralement : « le royaume du possible ».

de l'entrepreneuriat et du traitement des immeubles du centre historique « au cas par cas » : de la réhabilitation à la démolition, toutes les interventions étaient envisageables, selon l'état et l'emplacement de l'immeuble. Ces préconisations, qui menaçaient de fait les constructions des quartiers populaires⁸⁵, n'ont pas été sans provoquer de vives réactions, dont l'incarnation la plus connue est celle de la Fondation Naples 99 (Rossi *op. cit.*).

4.1.2 La « Renaissance napolitaine » et le classement Unesco

Les années 1990 inaugurent une période d'intérêt renouvelé pour le centre historique de Naples, dont les effets sont encore présents dans les politiques urbaines actuelles. La reprise en main du centre-ville, au cœur de l'entreprise de promotion de l'image de la ville de Naples sur la scène internationale, se développe principalement à travers la politique des grands événements, de la mise en place de facilitations aux touristes dans l'accès aux espaces publics et dans la promotion de la consommation culturelle dans toutes ses formes. Ces interventions peuvent être regroupées sous la même catégorie de « politique symbolique », visant notamment à promouvoir l'image de la ville et à construire un consensus politique autour des institutions (Vallat, Marin, Biondi *op. cit.*). Si ce type de politique a connu ses fastes dans la période de la « Renaissance Napolitaine » des années 1990, aujourd'hui il est davantage critiqué par la population, qui craint de ne pas bénéficier de ses effets.

Pendant la « Renaissance Napolitaine », le milieu institutionnel napolitain voulait se libérer de l'image de corruption et d'ingérence de la criminalité organisée, propre de la période noire de *Tangentopoli*, et cela à travers une politique culturelle qui exploitait le bouillonnement artistique des cultures urbaines locales (Savonardo 2003). L'action politique, fortement symbolique, a été également renforcée par la personnalisation que le maire A. Bassolino faisait de lui, ainsi que par la médiatisation et la centralisation de ses actions :

Le fait que Bassolino ait réussi à garder les projecteurs sur les interventions de la Municipalité dans les domaines de la culture, du loisir, de l'image de la ville, a eu l'effet de multiplier la visibilité du maire et de catalyser le consensus sur sa personne – en l'identifiant comme le leader de la « renaissance de la ville » (Cilento 2000). Les politiques symboliques et d'identité sont, donc, des politiques à l'impact médiatique très fort et une incidence administrative très basse, elles visent notamment à susciter une grande implication émotive, un large débat public et une grande visibilité pour les acteurs institutionnels qui les promeuvent – dans le but d'attirer sur eux un consensus politique le plus étendu possible, indépendamment de leur éventuelle mise en place ou de leurs résultats réels (Cappelli et Iaccarino 2001). (*Ibid.*, p.50).

⁸⁵ « L'hypothèse d'intervention, qui prévoyait une dépense d'environ 10.000 milliards [de liras italiennes], ciblait 720 hectares du centre historique et environ 87.000 logements : de ces derniers environ 24.000 auraient été destinés à une opération de réhabilitation conservatrice, environ 9.500 à une opération de restructuration drastique, tandis que pour 22.000 on prévoyait la démolition ». (Rossi *op. cit.*, p.95).

Bassolino a récolté les mérites de cette phase favorable, mais il a également subi les conséquences du déclin qui a suivi. Comme l'affirme Calise (cité dans Savonardo *op. cit.*) la politique symbolique n'est pas simplement une politique d'image, mais garde des traces sur le territoire et dans le vécu des habitants. Bassolino a réussi en effet à concrétiser une série de politiques urbaines inédites, dans le but d'accueillir de grands événements qui ont fait connaître Naples sur la scène internationale – entre autres, le G7 de 1994. Le renouveau de Naples, qui voulait adapter sa forme urbaine à un statut convoité de « ville normale » (Rossi *op. cit.*) passe alors par la piétonisation de plusieurs zones clé du centre historique, comme les places et les artères commerciales majeures.

Cet épisode marque une reprise en main « par le haut » d'espaces longtemps abandonnés, utilisés par le stationnement des voitures ou contrôlés par la *camorra* (la mafia napolitaine) pour le commerce informel. La magistrature de Naples, en faisant appel à une loi de 1939, séquestre en 1993 neuf places du Centro Antico, en raison de leur intérêt historique et architectural exceptionnel, pour y mener des interventions de piétonisation, d'assainissement et de réaménagement du mobilier urbain. En suivant le parcours tracé par la magistrature, le conseil municipal sous Bassolino libère du trafic automobile des espaces stratégiques dans le centre historique : la place Plebiscito, la place Dante et la rue Toledo qui les relie, devenue depuis la rue commerçante et touristique par excellence du centre, mais également le Rione Carità ou le bourg de Santa Lucia. Le caractère symbolique des politiques urbaines bassoliniennes est visible également dans le projet du « métro de l'art », la ligne 1 du métro citoyen, ouverte en 1993 et toujours en cours d'expansion. Chaque station du métro a été réalisée par des architectes de renommée mondiale : des premières, que l'on doit à G. Aulenti, aux plus récentes, réalisées par A. Siza, K. Rachid, ou O. Tusquets. La présence d'*archistar* rend les projets attractifs et très médiatisés : la station Toledo, inaugurée en 2013 et couronnée comme la plus belle station de métro d'Europe⁸⁶, est visitée comme un véritable monument (Figure 5).

L'ensemble de la politique patrimoniale et de « renaissance » de la période bassolinienne a été très étudiée, notamment pour son rôle de politique-tremplin fortement mise en avant par les institutions locales de l'époque. L'idée du maire Bassolino était avant tout de « resserrer les liens distendus entre pouvoir public et citoyens » (Froment 2003). Cependant, la création d'espaces artistiques de renommée internationale, la création d'une singularité comme le « métro de l'art », ou encore la consécration de lieux uniquement à la fonction patrimoniale – comme la place du Plebiscito, analysée par N. Dines (2012) – sont les

⁸⁶ TORTORA F., « La stazione del metrò più bella si trova a Napoli », *Corriere della Sera*, 30/11/2012 - http://www.corriere.it/cronache/12_novembre_30/stazioni-metropolitana-belle-materdei-napoli-metro_7204d56c-3afb-11e2-b4fa-74f27e512bd0.shtml [consulté le 03/10/2016].

signes d'une politique qui voit dans la culture (culte) le pilier du développement économique et touristiques. Cette politique, qui se veut universelle, ne concerne cependant qu'une partie de la société urbaine, celle dotée d'un capital culturel et économique plus élevé : les « autres » deviennent alors les laissés pour compte de la « renaissance », comme le témoigne l'échec, sur le long terme, des politiques de promotion sociale dans les quartiers centraux.

La première tentative parmi ces projets plus expérimentaux, a été la mise en place de la société SireNa (Società per le Iniziative di Recupero di Napoli) qui, avec la société Bagnoli Futura, intervenant sur la partie occidentale de la ville, marque la continuité avec l'entrepreneuriat urbain inauguré dans les années 80 par le SSCS (Figure 6). L'autre chapitre de cette saison d'innovations urbaines est la mise en place des Programmes d'Initiatives Communautaire (PIC) Urban. Mené dès 1994 dans 118 villes européennes, dont seize italiennes, les Urban I et II avaient pour but la requalification économique, environnementale, spatiale et sociale de zones urbaines dégradées. L'échelle privilégiée pour ces interventions était le quartier, et les initiateurs, essentiellement les maires et les collectivités locales, ont énormément insisté sur son caractère participatif et sur le processus de gouvernance comme garanties de sa réussite (Laino 2001). En ce qui concerne Naples, le programme a investi, entre autres, les Quartieri Spagnoli, avec le soutien à la requalification des commerces et la mise en place de projets sociaux avec les habitants, qui ont sorti des effets intéressants mais de courte durée (Amaturo 2004 ; Amato 2006).

En 1995, l'Unesco accepte la candidature de la ville à Patrimoine de l'Humanité. L'aire classée correspond à 1.021 ha (ainsi qu'à une zone tampon de 1.350 ha) et est considérée comme un « ensemble urbain »⁸⁷. Le classement Unesco et les politiques bassoliniennes ont ouvert le chemin à une série de politiques urbaines ayant comme point focal la culture et le tourisme. Des initiatives encore d'actualité aujourd'hui, telle que la campagne « Adopte un monument », promue au sein des écoles, ou l'organisation du mois de manifestations culturelles Mai des Monuments, reflètent l'intérêt renouvelé pour la culture comme levier de développement urbain. En 1994, la Municipalité met également en place un département spécifiquement dédié à la valorisation culturelle et touristique du centre historique, le bureau « Museo Aperto ».

⁸⁷ « *Décision – 19COM VIII.C.1 – Inscription : Centre historique de Naples (Italie) : Le Comité a décidé d'inscrire ce bien sur la base des critères (ii) et (iv) considérant qu'il possède une valeur universelle exceptionnelle. C'est l'une des plus anciennes villes d'Europe dont le tissu urbain contemporain conserve les éléments de sa longue histoire riche d'événements. Sa situation sur la baie de Naples lui donne une valeur qui a exercé une profonde influence sur une grande partie d'Europe et au-delà* ». Source : Inscription du Centre Historique de Naples sur la Liste du patrimoine mondial, site internet de l'Unesco – <http://whc.unesco.org/fr/> [consulté le 22/03/2011].

4.1.3 Du PRG de 2004 aux politiques actuelles

Actuellement, le développement urbain de Naples est normé par le dernier PRG approuvé, en 2004. Plusieurs « variantes » encadrent le développement de différentes parties de la ville. Les trois variantes majeures sont celle pour le réaménagement de Bagnoli, dans la partie occidentale de la ville, celle pour la zone industrielle à l'Est et celle pour le centre historique. Cette dernière reprend le périmètre Unesco de 1995 et établit les normes pour les « interventions directes » sur le bâti du centre historique. Outre la politique de restauration physique des immeubles, le conseil municipal a également travaillé à la remise en marche de la politique culturelle. Après la période de déclin qui a suivi la fin du gouvernement Bassolino, l'émergence des déchets et l'échec de nombreuses politiques urbaines, le maire L. De Magistris, élu en 2011, tente à nouveau la route de la promotion de la ville à travers de grands événements de renommée mondiale. Du Forum Urbain Mondial à l'America's Cup, du départ du Tour d'Italie 2013 au Forum Universel des Cultures en 2014, chacun de ces événements amène des ressources importantes pour la ville, mais n'est pas sans déclencher des débats et des polémiques. En effet, le maire actuel reprend la politique de l'ancien dans son aspect profondément lié à l'évènementiel. Ces projets se basent notamment, comme nous le verrons également dans les chapitres suivants, sur une spectacularisation de l'urbain par le biais de festivals, de manifestations culturelles ou sportives, bref par l'encouragement systématique à la fréquentation des espaces publics (Froment, Grésillon 2014), éloignant progressivement les centres historiques d'une fonction de cadres de la vie quotidienne (Froment 2003 *op. cit.*).

À l'évocation des politiques urbaines en cours, les habitants rencontrés manifestent leur malaise et leur sentiment d'être des « laissés pour compte » de cette réorganisation de la ville⁸⁸. La limitation du trafic est l'une des questions clé de cette polémique entre citoyens et institutions. Depuis 2012, le maire De Magistris a institué plusieurs ZTL (Zones à Trafic Limité), qui couvrent, entre autres, la presque totalité du Centro Antico, la côte et les Quartieri Spagnoli. Les raisons invoquées sont une meilleure qualité de l'air, un accès plus aisé aux monuments et un accueil des touristes renforcé. Certains ZTL sont particulièrement contestées, comme celle qui clôt la totalité de la route le long du « *Lungomare liberato* »⁸⁹ (un label très médiatisé par le maire) : selon les détracteurs, la fermeture au trafic de cette artère paralyserait la circulation au niveau de l'ensemble de la ville. D'autres ZTL, comme celle du Centro Antico, sont plus débattues : certains commerçants ou habitants dénoncent de grandes difficultés à cause de l'absence de passage, et donc de clients potentiels, tandis que d'autres

⁸⁸ Entretiens avec les habitants menés en 2013 et 2014.

⁸⁹ Littéralement : « front de mer libéré ».

préfèrent un centre libre des voitures (Figure 7). Tous s'accordent cependant dans la dénonciation du caractère incomplet de l'initiative : s'il est agréable de se déplacer sans les voitures, c'est plus compliqué quand les transports publics fonctionnent très mal (surtout depuis et vers la périphérie). D'autres encore déplorent l'absence d'effets visibles des limitations : l'interdiction de circulation est rarement respectée, mais, même si elle l'était, les habitants du Centro Antico seraient trop nombreux pour qu'on ait la sensation d'un centre « libéré »⁹⁰.

4.2 Histoire des politiques urbaines dans le centre-ville du Caire : une ville polycentrique, berceau de cultures

La partie de la ville du Caire définie comme « centre » couvre une superficie de 4.000 ha, pour une population de 1.256.439 habitants (El Kadi 2012). Les quartiers centraux sont repartis en 15 *aqsam*. Pour notre recherche, nous avons concentré notre travail de terrain aux arrondissements Boulaq et Qasr-al-Nil, qui englobent respectivement les deux quartiers cairotes étudiés : Maspero et Wust-al-Balad. Néanmoins, si notre recherche cible les quartiers « centraux » du Caire moderne, l'ensemble du centre, autrement dit de la partie correspondante à l'urbanisation historique, est multiple et composé de territoires différents. Chacun d'entre eux reflète le développement de la ville dans les époques historiques qu'elle a traversé. En effet, Le Caire ne naît pas comme centre unitaire au développement homogène : le rôle de capitale balance longtemps entre Al-Fustât et Al-Qâhira ; les Romains, quant à eux, avaient préalablement fondé, sur le même territoire, la modeste ville de Babylone, sur laquelle se développera l'actuel quartier copte. Les dominations qui se sont succédées ont ensuite donné le rythme des transformations urbaines, dans une alternance de périodes d'essor et d'arrêt urbanistique. Cependant, Le Caire n'a jamais cessé, tout au long de son histoire, d'être l'un des centres culturels les plus importants d'Afrique du Nord et du Monde Arabe.

4.2.1 Al-Qâhira, de la fondation à l'époque moderne

Depuis sa fondation en 969 et sous les différentes dominations, la ville de Al-Qâhira, correspondant au territoire de la « vieille ville » actuelle, a été le siège d'un empire allant de la péninsule arabique au Sud de l'Italie, passant par le Nord de l'Afrique. La ville devient un centre majeur du point de vue économique, mais également intellectuel, artistique et culturel, surtout sous la dynastie des Fatimides. Ces derniers, ainsi que les dynasties successives – les

⁹⁰ Entretien avec le responsable de la galerie d'art La Scarabattola, qui habite et travaille dans le Centro Antico, 2013.

Ayyoubides (1171-1250) et les Mamelouks (1250-1571) – ont contribué au développement urbain de la partie « islamique » de la ville : les mosquées et les écoles religieuses sont les fleurons de l'architecture arabo-musulmane. Saladin, le premier des Ayyoubides, fait édifier la Citadelle fortifiée sur le mont Muqattam, comme lieu de défense et siège du pouvoir en place. Sous les Mamelouks, la ville connaît un développement important, à travers la construction de plusieurs infrastructures fluviales sur le Nil, ainsi que du nouveau quartier de Boulaq, né comme second port du Caire. La ville s'étend ainsi dans plusieurs directions, englobant certains territoires externes, comme ceux entre les fortifications de Al-Qâhira et la Citadelle. Les quartiers sont pour la plupart aménagés et entretenus à travers le système du *waqf*⁹¹. Vers la moitié du XV^e siècle, Le Caire compte autour des 270.000 habitants (20.000 foyers fiscaux) : une consistante population marginale, vivant sans logement et dans des conditions de misère absolue, n'est pas comptabilisée dans les études de l'époque (Denoix 2000).

La conquête ottomane en 1517 marque un arrêt dans le développement de la ville, qui perd son rôle de capitale au profit d'autres centralités de l'empire (El Kadi *op. cit.*). Le Caire est néanmoins un centre culturel important, surtout en raison de son rôle charnière dans les mobilités de la Méditerranée au Moyen Orient. Lors de sa campagne en 1798, Napoléon Bonaparte arrive dans une ville d'environ 260.000 habitants sur une superficie de 730 ha (dont 660 ha de surface bâtie), désordonnée et très appauvrie par les crises économique et politique qui l'avaient frappée quelques années auparavant (Raymond 2000). Les Français entreprennent un compte-rendu minutieux des conditions de la ville, publié sous le nom de *Description de l'Égypte* (1809-1829) (Figure 8).

4.2.2 Le développement du nouveau « centre-ville »

La mutation urbaine plus importante dans les territoires qui concernent cette étude est impulsée par le khédivé Ismail (Raymond 2000 *op. cit.*, p.372). Le développement d'une nouvelle centralité et d'importantes infrastructures urbaines conduit à une période de bouillonnement économique et culturel grâce auquel la ville trouve progressivement son rôle de capitale culturelle du Monde Arabe. Ce rôle, confirmé par la construction d'universités, de théâtres et d'autres équipements culturels significatifs, continue d'attirer les artistes, les penseurs et les écrivains au Caire jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, et, comme nous le

⁹¹ « Ce terme désigne un bien de mainmorte destiné à l'entretien d'une institution communautaire ou charitable, ainsi que l'institution elle-même : mosquée, madrasa ou école élémentaire (maktab), citernes d'eau gratuite, installation pour laver les cadavres des pauvres avant l'ensevelissement, subventions aux pèlerins nécessiteux parfois restés au Hedjaz, etc. Ce bien était gelé (waqf signifie figé, arrêté) et placé sous la sauvegarde du grand *cadi* [administrateur]. » (Garcin *op. cit.*, p.192).

verrons par la suite, se révèle fondamental dans la caractérisation des quartiers centraux « modernes ».

À la fin du XIX^e siècle, les investissements immobiliers sont fortement favorisés par la fiscalisation de la propriété immobilière : ainsi, un véritable marché spéculatif s'impose dans la ville, jusqu'à la crise boursière de 1907 (Alleaume, Volait 2000). Quand la Première Guerre mondiale éclate, les Anglais établissent un protectorat sur les pays en destituant le khédive de l'époque, Abbas II. Le mécontentement des Égyptiens débouche cependant dans la révolte nationaliste de 1919, jusqu'à l'indépendance, proclamée en 1922. Si les « autres centres » du Caire jouent un rôle important dans les différentes époques historiques que la ville a traversé, et témoignent de la rencontre des cultures qu'il y a lieu depuis des millénaires, le quartier de Wust-al-Balad a été au centre de toutes les attentions plutôt à partir de la « Belle Époque », autrement dit le début du XX^e siècle. En 1952, avec la fin de l'occupation britannique et le début de la période nassérienne, ce développement concentrique subit un nouvel arrêt : les étrangers quittent le pays et le « cosmopolitisme » affiché comme valeur dans la première moitié du siècle, fait place à la valorisation de la culture égyptienne.

Le repli sur soi de la société égyptienne conduit à un éparpillement de la population internationale, et des Égyptiens aisés, dans les villes nouvelles. L'urbanisme se tourne vers les grands projets : infrastructures, habitat social, zones industrielles (*Ibid.*). L'aménagement de deux zones industrielles et des quartiers résidentiels de Madinat Nasr et Madinat el-Mohandessine, accueille également les grandes migrations internes des populations rurales. Ce développement urbain, ainsi que des contingences historiques comme les deux guerres de 1948 et de 1956, libèrent à chaque fois des secteurs importants du parc de logement à Wust-al-Balad, car les immeubles « belle époque » de Wust-al-Balad semblent ne plus correspondre à l'esthétique de la bourgeoisie égyptienne de la moitié XX^e siècle, qui aspire aux modèles du modernisme occidental (El Kadi *op. cit.*). L'expansion au-delà du Nil se confirme, faisant du fleuve un axe de symétrie plutôt qu'une frontière. Au centre-ville, le gouvernement Nasser procède au réaménagement de la place Tahrir⁹² et à la construction de plusieurs infrastructures urbaines importantes. La ville connaît une densification de peuplement sans précédents et l'habitat informel se développe.

Dans les années 60 et 70, les quartiers de la rive Ouest du Nil sont aménagés, les pouvoirs publics ayant favorisé, durant les décennies précédentes, les nouvelles implantations de bureaux, magasins et logements aisés. Ces transformations entraînent un remodelage de l'ensemble de la ville, qui place Wust-al-Balad au centre géographique de la dynamique urbaine (*Ibid.*). Le développement de la métropole connaît un tournant à la fin des années

⁹² Littéralement : « place de la Libération ».

2000, avec la mise en place de la Vision Stratégique Cairo 2050. Les ambitions du projet subissent cependant un bouleversement sans précédents en 2011, à cause de la Révolution. Les politiques urbaines, bloquées pendant des années par l'instabilité politique, commencent aujourd'hui à se remettre en marche. En ce qui concerne le centre-ville, le processus de prise de conscience du patrimoine moderne n'a pas été arrêté par la Révolution, au contraire, comme nous le verrons, a conduit à de nouvelles formes d'appropriation populaire des espaces centraux. Si les politiques de valorisation du patrimoine ont connu des moments d'arrêt prévisibles, les différents aménageurs ont repris leurs travaux depuis quelques années et le centre-ville continue de se transformer. Ainsi, aujourd'hui plus que jamais le centre-ville « moderne » semble être un enjeu clé du développement économique et urbain cairote.

4.3 Les quartiers en réhabilitation et patrimonialisation : Centro Antico et Wust-al-Balad

Nous avons souhaité rapprocher ces deux quartiers en raison de leur rôle central dans le développement patrimonial de la ville dont ils font partie. Bien qu'il s'agisse d'une typologie différente de patrimoine, celui du Caire étant plus moderne que celui de Naples, les deux zones constituent un enjeu fondamental pour la ville en termes d'image. S'il est vrai que la ville du Caire est connue partout dans le monde pour les pyramides de Giza ou la Citadelle du Saladin, les aménageurs ont choisi de construire la promotion de l'image de la métropole contemporaine sur Wust-al-Balad. Dans ce sens, ce quartier peut être mis en perspective avec le Centro Antico de Naples, car la question patrimoniale y devient un enjeu de développement urbain à part entière. Ainsi, les politiques patrimoniales, déclinées respectivement en réhabilitation urbaine et patrimonialisation, ont pour objectif commun la mise en place de dynamiques vertueuses de réintégration d'une population aisée et de promotion du tourisme interne. En effet, si le rôle des polarités touristiques à l'échelle nationale et internationale est indéniable pour les deux villes, les aménageurs misent sur le développement d'un tourisme culturel dans les deux quartiers. Dans le cas du Caire, il s'agit de promouvoir la fréquentation de la ville pour les classes aisées, qu'ils soient résidents, touristes culturels ou hommes d'affaires, dans le but d'engendrer des dynamiques d'exploitation économique et foncière qui se nourrissent de l'image d'une centre-ville « moderne » ; à Naples, l'enjeu porte plutôt sur la promotion d'une image de la ville « normalisée » et « sécurisée », grâce à laquelle étendre la fréquentation du centre, pour l'instant plutôt réservée au tourisme ponctuel de masse, à une population interne à la ville, culturellement plus élevée et qui pérennise les activités économiques présentes. Les deux quartiers doivent cependant composer avec une paupérisation récente : plus ou moins à la même époque, mais pour des raisons différentes,

Wust-al-Balad et le Centro Antico se sont vidés de leur population aisée et sont devenus le théâtre de l'appropriation quotidienne populaire. Ainsi, les deux projets tentent de chevaucher la tendance actuelle du « retour en ville » (Bidou-Zachariasen 2003), à travers la mise en place de politiques urbaines (publiques ou privées) de promotion de la fréquentation culturelle des espaces.

4.3.1 Centro Antico : quartier paupérisé ou joyaux patrimonial ?

La partie du centre historique dénommée Centro Antico correspond essentiellement à la trame des *decumani* et des *cardines*, entre place Dante à l'Ouest et Porta Capuana à l'Est, rue Foria au Nord et cours Umberto I (le Rettifilo) au Sud. La présence de cette trame gréco-romaine, mais également de plusieurs monuments de renommée mondiale, place cette zone au cœur du projet de patrimonialisation. La zone ne correspond à aucune délimitation administrative, mais fait partie de la Municipalité 4. Cette dernière comprend notamment les quartiers San Lorenzo, Vicaria, Poggioreale et Zona Industriale, donc elle s'étend du centre à la zone industrielle à l'Est de la ville. Le périmètre du GPU est presque entièrement contenu dans le quartier San Lorenzo, où nous avons concentré nos enquêtes de terrain. Au recensement 2011, le quartier comptait 49.275 habitants, et constituait la zone la plus peuplée du Centro Antico (la Municipalité 4 compte 96.078 habitants). Le quartier s'étend sur 1,42 km² (sur les 9,27 km² de la Municipalité 4) et la densité est de 34.701 habitants par km²⁹³.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le Centro Antico n'est pas le quartier le plus « pauvre » de la ville, cependant sa situation est emblématique au sein du centre historique⁹⁴. Le quartier a été historiquement occupé par une population composite : selon le recensement 2001, les classes d'âges sont réparties de manière égale, tout comme dans l'ensemble de la Municipalité 4.

Si le débat autour de la distinction entre ce centre « ancien », et le centre historique d'urbanisation successive a enflammé le milieu intellectuel napolitain depuis les années 70 et jusqu'au classement Unesco, la vocation « patrimoniale » du quartier s'est pleinement affirmée seulement depuis les années 1990. Avant cela, malgré la présence de monuments incontournables, le quartier était fortement paupérisé. L'habitat dégradé, notamment à cause

⁹³ Ce qui le rend le quartier plus densément habité de la ville (8.566 hab/km²). Des valeurs similaires sont observables dans les quartiers de la Municipalité 2 (également part du centre historique, 20.074 hab/km²), mais dans les zones extérieures au centre, comme les Municipalités 8 (Nord) ou 6 (Est), ne dépassent pas les 16.000 hab/km². Source des données citées dans ce chapitre : tables extraites du recensement 2001 par Municipalité, disponibles sur le site internet Comune di Napoli.

⁹⁴ Le taux d'occupation de San Lorenzo (25,91%) est plus haut que celui d'autres quartiers, comme Scampia (20,25%) ou San Giovanni a Teduccio (21,03), mais est le plus bas des quartiers du centre historique (26,77% pour l'ensemble de la Municipalité 4, et 28,89% pour la Municipalité 2).

des dégâts causés par la Seconde Guerre Mondiale et le tremblement de terre de 1980, accueillait deux types de résidents : les permanents, issus pour la plupart des couches populaires et du sous-prolétariat urbain, et les temporaires, principalement étudiants des établissements universitaires éparpillés dans le centre historique. Jusqu'à la « reprise en main » des espaces publics évoquée plus haut, le Centro Antico avait plutôt vocation de quartier résidentiel.

En ce qui concerne les logements, les habitants de San Lorenzo sont propriétaires dans 36,10% des cas, bien que Naples soit une ville où la propriété est le statut d'occupation (37,97% pour la Municipalité 4 et 50,06% pour la ville). La majorité des résidents (59,70%) est en location, et la majorité écrasante des logements est composée d'une seule pièce. Les *bassi* sont presque entièrement concentrées dans San Lorenzo (9,52% contre les 6,44% de la Municipalité 4 et les 4,28% de la ville de Naples), ce qui confirme la nature historique de ces logements. En rapprochant les données de San Lorenzo avec les autres quartiers de la Municipalité 4, nous retrouvons une concentration dominante de *bassi* occupés comme logements (Vicaria : 3,28% ; Poggioreale : 2,82% ; Zona Industriale : 3,07%). Cela est dû au fait que les autres quartiers de la Municipalité 4 ne sont pas sur le territoire ancien du centre historique. Les autres quartiers du centre historique présentent des valeurs similaires à ceux de San Lorenzo, par exemple Montecalvario, avec 10,01% de logements d'une pièce⁹⁵.

Historiquement, la population était distribuée dans les immeubles selon une hiérarchie verticale, dans des immeubles de hauteur importante (65,26% des immeubles ont plus de trois étages). Aux étages supérieurs habitaient les bourgeois, alors que les pauvres, qui travaillaient pour eux, ou même ceux qui vivaient à la journée occupaient les locaux en rez-de-chaussée, appelés *bassi*. Cette situation, de densité démographique importante et de grande pauvreté, ainsi que l'absence de lumière causée par l'hauteur des immeubles, a causé d'importantes épidémies, dont le choléra de 1884, évoqué plus haut. Cette diversité de peuplement a toutefois progressivement disparu après la Seconde Guerre Mondiale, quand l'expansion sur les collines a attiré les classes aisées vers de nouveaux quartiers résidentiels et le bâti, déjà endommagé par les bombardements, a continué à se dégrader. Cet exode de la bourgeoisie des appartements et villas de luxe a entraîné également une dégradation sociale, conséquence de la rupture de l'équilibre de « l'économie de la ruelle » (Fratta 1986). Les espaces du centre-ville étaient en effet fréquentés au quotidien par ses habitants et usagers, selon des pratiques dont le terrain principal était la ruelle. Le centre ancien de Naples a cependant connu un parcours tout à fait particulier :

⁹⁵ Voir plus bas.

Contrairement à d'autres villes européennes, la diminution de population n'a pas conduit à une redéfinition significative des profils urbains et architecturaux (requalification, rénovation etc.), ni démographiques (gentrification), ni économiques (développement d'activités du « tertiaire avancé »). (Petrillo 2011, p.52).

La classe moyenne supérieure, qui a quitté les logements en centre-ville avec l'expansion urbaine, de fait le fréquente assidument pour d'autres raisons. Banques, commerces de luxe, mais également musées, expositions, cafés littéraires, librairies, sont des espaces de consommation culturelle gentrifiée (Cattedra, Memoli 2003) très présents sur le territoire, surtout le long des itinéraires touristiques et aux environs des universités. Une fragmentation spatiale et sociale du centre s'opère alors par zones « en lumière » ou « ombre », dont les victimes sont les résidents des quartiers « derrière » les rues commerçantes ou touristiques.

S'il est vrai que le Centro Antico est habité par différentes couches de population, la distribution des habitants et des activités économiques à la micro-échelle présente des caractéristiques intéressantes. Les rues principales (les *decumani*) et les rues autour des universités ont repris, notamment depuis les années 90, un caractère petit-bourgeois, en raison notamment de la proximité avec les sites les plus fréquentés, par les touristes, les travailleurs ou les étudiants. Ces zones sont des lieux très actifs où les activités des associations se multiplient et un style de vie plus « branché » s'installe progressivement (squats sociaux d'étudiants, marchés « bio » mensuels, promenades associatives dans les monuments, cafés avec terrasse, etc.). Dans les petites ruelles qui coupent ces rues principales (les *cardines*), le décor change : l'habitat est beaucoup plus dégradé, les *bassi* sont davantage occupés comme logements, les activités deviennent plus liées aux pratiques quotidiennes, et l'occupation de l'espace devient plus « intime ».

L'âge des immeubles confirme l'ancienneté du quartier : plus particulièrement, 68% des immeubles ont été construits avant 1919, et 21,36% entre 1919 et 1945, pour ensuite approcher le 0 après les années 1990. L'arrêt des constructions neuves doit être évidemment rapproché avec la nature historique du quartier, et plus encore avec sa vocation patrimoniale, devenue primordiale depuis les années 1990, quand débutent plusieurs initiatives de requalification urbaine et de patrimonialisation du quartier. Outre celles déjà citées, les *decumani* se sont progressivement touristifiés et les ateliers d'artisanat local (principalement de crèches de Noël) ont en grande partie laissé la place aux boutiques de souvenirs et aux cafés-restaurants. Dans les années 2000, un grand nombre d'immeubles ont été réhabilités grâce aux partenariats publics-privés encadrés par la société SireNa. Les interventions du Grand Programme Unesco dans le Centro Antico, qui venaient compléter cette œuvre de réhabilitation, étaient donc orientées à la réhabilitation architecturale des immeubles publics, avec l'intention de collaborer avec les associations locales quant à la gestion des biens

restaurés. Le passage de « programme » à « projet » a fait du Centro Antico le protagoniste absolu du projet, en renforçant énormément sa vocation patrimoniale et en oubliant presque sa composante humaine (Figure 9).

4.3.2 De « Wust-al-Bald » au « Caire khédivial » : la reprise en main du patrimoine moderne

Le quartier de Wust-al-Balad couvre une superficie de 137 ha sur la rive Est du Nil. Il correspond actuellement à la portion de centre comprise entre trois nœuds urbains principaux : au Nord, la gare Ramsès ; au Sud, le palais Abdine et au Sud-Ouest, la place Tahrir. Le quartier comprend en total 1.576 immeubles, dont 425 classés comme « *bâtiments de grande valeur architecturale et patrimoniale* » (El Kadi *op. cit.*, p.176), tous d'une grande variété morphologique et esthétique. Le réseau viaire est organisé hiérarchiquement et selon trois typologies de tissu urbain – en toile d'araignée ; orthogonal et organique. Les immeubles sont pour la plupart l'œuvre d'architectes étrangers, principalement français et italiens, rejoints par les égyptiens après la Première Guerre Mondiale. Le style des bâtiments est très éclectique et va du néoclassique, à l'Art Nouveau, au modernisme. Aux courants exogènes s'ajoutent des tendances qui font référence à la culture locale, en puisant dans le « *vocabulaire arabisant et néo-pharaonique* » (*Ibid.*, p.183).

L'aménagement de ce quartier a été décidé en 1867 par le khédivé Ismail, qui régna sur l'Égypte entre 1863 et 1879. L'on raconte que ce dernier, ayant fait ses études à Paris, rêvait de retrouver la même architecture et la même ambiance en Égypte (Hawas 2002 ; Myntti 2003). L'ensemble du centre moderne a été construit entre 1869 et 1871, en quatre phases d'aménagement. La première phase a été le réaménagement du quartier d'Azbakéya ; le deuxième plan a prévu l'aménagement du quartier d'inspiration européenne Ismailiya – notre terrain d'étude - ; le troisième plan, Nasriya, étendait le quartier vers le Sud et le quatrième, Tawfikéya, vers le Nord. Ce fut un moment charnière du développement de la ville et un renforcement du pouvoir en place, non seulement par la mise en place d'un projet de grande envergure, d'inspiration occidentale, mais également par le déplacement de la centralité fonctionnelle vers la centralité géographique de l'agglomération cairote (El Kadi *op. cit.*).

Le centre a effectivement été un lieu phare de la culture égyptienne pendant les années de début du XX^e siècle. Écrivains, poètes, intellectuels, se réunissaient dans les cafés pour refaire le monde. Avec l'occupation britannique, les villas de luxe et les grandes parcelles aérées du quartier laissent place aux immeubles de rapport, dans un processus de densification important. Le quartier s'élargit également en quatre directions, donnant naissance notamment aux quartiers populaires d'Abbaséya à l'Est et de Choubra au Nord, et aux quartiers

résidentiels bourgeois de Garden City au Sud et de Zamalek sur la moitié sur la moitié supérieure de l'île de Gezira. L'urbanisation s'étend ensuite de l'autre côté du Nil, vers de nouveaux quartiers résidentiels. L'aménagement de ces quartiers luxueux, avec l'établissement de plusieurs ambassades et d'une élite internationale, vident progressivement Wust-al-Balad de sa population : le quartier est alors consacré au loisir (hôtels, restaurants, cafés) et à la culture (*Ibid.*). Datent de cette époque des institutions culturelles du quartier, qui ont depuis connu un déclin important, mais qui sont aujourd'hui le levier de la politique de renaissance culturelle menée par les aménageurs cairotes. Des cinémas importants, comme le Radio ou le Miami, témoignent du rôle central du cinéma égyptien dans le Monde Arabe ; d'autres lieux de rencontre historiques, comme le cercle grec ou le café Grillon, ou encore la pâtisserie Groppi, sont au contraire les traces de l'internationalisation du Caire à cette époque. En 1947, Azbakéya et Tawfikéya comptaient 39,45% de population étrangère, et Ismailya 36,37% (El Kadi *op. cit.*, p.77). La présence de ces élites internationales a structuré non seulement Wust-al-Balad, mais également les quartiers adjacents, dont le triangle Maspero.

Le foisonnement des activités culturelles et de loisir, la construction de différents nouveaux quartiers résidentiels autour du centre confirment ainsi la réputation de Wust-al-Balad, qui au début du XX^e siècle prend le nom internationalisé de « Downtown Cairo », comme quartier symbole de la Belle Époque, au profit d'autres parties de la ville : progressivement et jusque dans les années 50, n'habitaient la vieille ville que ceux qui n'arrivaient pas à en sortir, et le déclassement des quartiers historiques était renforcé par la comparaison avec le nouveau centre occidental, en termes de propreté, d'hygiène et d'ordre urbain :

Pour les Égyptiens, le dilemme était clair : se résigner à l'asphyxie lente des vieux quartiers ou accepter l'assimilation à un mode de vie qui leur avait été apporté de l'extérieur, et que symbolisait la domination, de plus en plus exclusive, des constructions de type occidental dont la diffusion suivait le nouveau style d'urbanisme. (Raymond 1993 *op. cit.*, p.333).

À partir de 1910, s'amorce une reconnaissance patrimoniale de la « vieille ville » ou « Caire islamique », en déclin depuis la période ottomane. Plusieurs monuments sont classés et restaurés, mais le quartier n'est habité désormais que par une population très pauvre. Même après avoir été listé comme Patrimoine de l'Humanité Unesco en 1979, le déclin du centre fatimide ne s'est jamais arrêté (Salin 2005). La question de la dénomination n'est pas anodine, car elle témoigne d'un déplacement de la centralité (de la « vieille ville » à l'actuel Downtown) qui signifie également un déplacement de l'attention (investissement, population, etc.). Ainsi, nous ne pouvons détacher l'analyse du quartier de la question de la centralité, au sens propre comme au sens figuré. Il s'agit d'un quartier né pour représenter l'Égypte dans le monde entier, et pour témoigner d'une modernité visible dans le bâti et dans l'aménagement

urbain. Wust-al-Balad peut alors être analysé comme l'officialisation de la vision dominante de ce que Le Caire « devrait être » aux yeux des pays étrangers : cette vision permet de comprendre les processus de délégitimation des pratiques populaires, considérées comme « inappropriées » à la nature et aux ambitions du site.

Au cours de son histoire, Wust-al-Balad a également été le théâtre d'appropriations politiques qui ont accompagné les principaux événements du pays : ce rôle est actuellement exploité dans la sélection de la mémoire et dans l'instrumentalisation du sentiment nostalgique des plus âgés. Avec la période nassérienne, de grands déplacements de populations ont progressivement vidé le centre-ville de ses habitants aisés et des étrangers. Ce phénomène est renforcé d'une part par la tertiarisation accrue des activités, de l'autre par la mise en place de la loi de blocage des loyers en 1961, deux phénomènes qui auront des conséquences importantes sur l'architecture du quartier. En raison de la présence d'activités du tertiaire supérieur, comme des banques, des bâtiments administratifs, mais même à cause de la présence de commerces, les grands appartements bourgeois ont souvent été morcelés pour y abriter des familles pauvres et des ateliers ; les enseignes des magasins ont progressivement dévoré les façades et les commerces informels ont densifié de plus en plus l'occupation des interstices urbains. La politique des baux bloqués a conduit à une importante dégradation du patrimoine architectural, les modestes entrées des propriétaires ne leur permettant pas de subvenir aux dépenses d'entretiens des immeubles. La guerre de 1973 a davantage empiré les conditions de délabrement du bâti de Wust-al-Balad. Actuellement, les cages d'escaliers remplies d'ordures, les fenêtres cassées et les ascenseurs vétustes et dangereux sont désormais les dénominateurs communs de ces immeubles pourtant magnifiques.

Le quartier semblait alors vivre un déclassé similaire à celui de la « vieille ville » des années auparavant : l'esthétique des immeubles ne correspondait plus aux goûts de la bourgeoisie de l'époque, qui recherchait plutôt la modernité de l'architecture égyptienne de la seconde moitié du XX^e siècle. Des secteurs comme Mohandessine ou Madinat Nasr attirent les classes aisées. Les pouvoirs publics et les promoteurs ont profité de cette tendance, en mettant en place différentes mesures d'aides à la construction ou de réglementation des loyers. Si le centre-ville ne s'est cependant jamais déclassé complètement, car il a gardé ses fonctions administratives, le départ des résidents aisés a affecté l'image du quartier, qui a été progressivement vu comme un espace « à l'abandon ». Nous verrons que les aménageurs actuels, et plus particulièrement les promoteurs privés, cherchent à exploiter une tendance récente en sens envers, à savoir la redécouverte du centre-ville par les élites (Figure 10).

4.4 Les quartiers en requalification et rénovation : Quartieri Spagnoli et Maspero

Ces deux quartiers sont intéressants à étudier en parallèle, en raison de plusieurs caractéristiques qu'ils ont en commun, mais également au regard des intentions affichées dans les projets respectifs qui les ciblent et dans les effets escomptés. En raison de leur caractère de « poches de pauvreté », dû à leur topographie particulière – les Quartieri le long d'une colline, Maspero en triangle entre trois artères de grande circulation –, ces deux quartiers se sont développés en restant repliés sur eux-mêmes. Cette « marginalité centrale » les a rendus des quartiers connus mais plus juxtaposés au centre-ville que véritablement intégrés (Rossi *op. cit.*). Pour ces raisons, les deux quartiers ont été choisis pour des projets ambitieux de requalification. Si le Projet Bassi dans les Quartieri Spagnoli s'oriente plus vers la « reconversion » du bâti paupérisé, tandis que le Projet Maspero prévoit une véritable démolition-reconstruction, les deux ont comme objectif affiché l'amélioration de la vie de ses habitants et une « mise aux normes » qui puisse enfin sortir ces territoires de leur caractère marginal. Derrière ces enjeux annoncés de mise en œuvre de processus vertueux, se cachent cependant des intentions de contrôle et de mainmise sur des territoires stratégiques.

4.4.1 Quartieri Spagnoli, quartier populaire convoité

Les Quartieri Spagnoli prennent leur nom de leur fonction première, celle de quartiers des garnisons militaires de la cour espagnole des Aragon, construits aux environs du XVI^e siècle. La grille orthogonale de parcelles se développe en hauteur, délimitée en haut (Ouest) par la colline de San Martino et en bas (Est) par la rue Toledo. Au Nord et au Sud, le quartier côtoie deux autres zones populaires, respectivement Montesanto et Montedidio. Sous la domination espagnole, le quartier avait une fonction de contrôle et de maintien de la sécurité dans la ville. Il était occupé par les soldats, mais également par une population marginale vivant d'une économie essentiellement informelle, de petite délinquance et de prostitution.

La structure urbaine très serrée, comme nous l'avons évoqué plus haut, est à l'origine du caractère fermé du quartier : le maillage urbain crée un « intérieur » du quartier, dans lequel on pénètre depuis l'« extérieur » par des ruelles qui fonctionnent comme des « entrées », et s'ouvre sporadiquement sur des placettes ou de petits espaces ouverts d'origine ecclésiastique. Cette même structure a empêché presque toute modification dans le bâti :

Au cours de presque cinq-cents ans de vie, le quartier n'a pas changé dans ses caractéristiques physiques et fonctionnelles, renouvelant depuis toujours le rituel de la délinquance, de la prostitution et de la contrebande. Le caractère fermé de ce site fait en sorte que, exceptés les résidents, personne ne le traverse si ce n'est pour un but précis : les monuments présents, même d'une certaine importance, sont pour la plupart méconnus. (Alisio, Buccaro 1994, cité dans Rossi *op. cit.*, p.163).

À cause de sa morphologie sécuritaire, le quartier est aujourd'hui très difficile d'accès pour les voitures et il est le théâtre d'un fort malaise social. Ainsi, malgré son emplacement central, le quartier est depuis toujours synonyme de criminalité et de pauvreté. Parmi les trois « quartiers » faisant partie des Quartieri Spagnoli – San Ferdinando, Montecalvario et Avvocata -, nous avons ciblé notre collecte des données et nos enquêtes à la zone de Montecalvario, tout en veillant à élargir les observations d'exploration et les échanges également aux zones limitrophes. Ce partage en « quartiers » a un impact concret dans les territorialisations des habitants, qui investissent les Quartieri par sous-secteurs.

En ce qui concerne le peuplement, Montecalvario compte 22.719 habitants sur 0,75 km². Il s'agit du quartier le plus densément peuplé de la Municipalité 2 (30.292 hab/km² contre les 20.074 hab/km² de la Municipalité 2, et les 8.566 hab/km² de Naples). Comparé à San Lorenzo, Montecalvario est un quartier plus jeune⁹⁶ et avec un taux d'occupation légèrement plus élevé (26,64%). Plus généralement, les Quartieri Spagnoli ont été historiquement peuplés par trois groupes majeurs : 1) les familles pauvres mais non marginales, qui occupent en location les appartements aux étages et vivent d'emplois précaires ; 2) les familles plus pauvres vivant dans les *bassi* ; 3) les travailleurs de la classe moyenne, qui supportent mal la cohabitation avec les deux autres groupes et qui, surtout parmi les nouvelles générations, cherchent à quitter le quartier. À partir des années 90, trois « nouveaux » types de population, se sont ajoutés à ces trois groupes « historiques » : 1) les immigrés, réguliers ou non, qui depuis une vingtaine d'années sont les nouveaux occupants majoritaires des *bassi* ; 2) les habitants temporaires : étudiants, artistes, squatteurs, qui choisissent le quartier pour son potentiel de créativité artistique et urbaine, et contribuent à la « gentrification de consommation » (Cattedra, Memoli *op. cit.*) ; 3) les gentrificateurs, qui ont acheté à bas prix le patrimoine immobilier dégradé et le rénovent, en raison de la centralité du quartier et de ses activités culturelles (Laino 2012 *op. cit.*) (Figure 11).

En ce qui concerne Montecalvario, 50,62% des logements sont en propriété et 45,06% en location (ce qui se rapproche des valeurs pour la Municipalité 2, 49,51% et 45,31%, et pour Naples, 50,06% et 44,09%). Les immeubles de Montecalvario ont été principalement construits à l'époque aragonaise, donc avant 1919 (74,25% contre les 69,19% de la Municipalité 2 et les 25,62% de Naples). Comme pour le Centro Antico, les constructions neuves, déjà faibles après la Seconde Guerre Mondiale, se sont presque arrêtées après les années 1991. La morphologie des immeubles présente également la verticalité déjà constatée pour San Lorenzo : 67,07% des immeubles ont plus de trois étages (contre les 40,94% de Naples). La hauteur des immeubles, couplée aux ruelles étroites, a alimenté non seulement les

⁹⁶ Notamment 83,96 d'indice de vieillesse pour Montecalvario, contre 95,98 pour San Lorenzo.

conditions de saleté des siècles passés, mais également le mythe (encre actuel) des ruelles sombres et assimilables à des couloirs domestiques (Celotto *op. cit.*).

Malgré leur structure compacte, notre analyse des Quartieri a fait apparaître un territoire plus complexe et fragmenté que l'image qui l'a rendu célèbre. La présence d'un tissu criminel (de la petite délinquance à la *camorra*) est contrebalancée par une vitalité sociale et culturelle qui a constitué l'un des potentiels majeurs du quartier. Jusque dans les années 90, le quartier accueillait un grand nombre de petites entreprises familiales d'artisanat, surtout de textile et de maroquinerie (Froment 1998). Le tissu associatif et culturel était également très vivant, grâce à la présence, d'une part, de beaucoup d'associations travaillant dans le social, et de l'autre, de théâtres expérimentaux et de centres culturels (Laino 1984). Aujourd'hui, la fragmentation du quartier peut se lire selon plusieurs angles. Du point de vue des transformations urbaines, qui s'accompagnent d'un certain changement économique et social, le quartier semble divisé en deux grands secteurs : la partie haute et la partie basse. En effet, la partie inférieure jouit du rayonnement de la rue Toledo et des quelques bénéfices des programmes Urban : les habitations ont été transformées par une classe intellectuelle qui a fait de la centralité populaire des Quartieri son lieu de vie privilégié (Laino 2012). Les deux théâtres, le Teatro Nuovo et le Teatro Galleria Toledo, drainent leur public au niveau de l'ensemble de la ville. Cependant, si l'on monte vers la partie haute du quartier, en quittant la rue Toledo, désormais « boulevardisée » (Clerval 2013), l'habitat se fait de plus en plus dégradé, les rues sont plus désertes et le lien avec l'espace urbain du centre se perd progressivement : ainsi l'enfermement, qui était la caractéristique principale du quartier lors de sa création, devient plus accentué, tant dans le paysage urbain que dans les pratiques des habitants. L'économie du quartier suit également cette division majeure : le tissu artisanal ayant presque disparu au cours des derniers trente ans, les commerces « du bas » sont plus orientés vers l'accueil des touristes et les restaurants « branchés » ou « folkloriques ». Dans la partie supérieure et au « cœur » du quartier, l'économie s'organise plutôt autour de la vie quotidienne : les caves à vins et les restaurants typiques laissent la place aux cafés de quartier et aux petits commerces de proximité, les théâtres aux ateliers de mécanique et aux dépôts des magasins.

La typologie architecturale symbole des Quartieri Spagnoli, et en général très présente dans le centre historique, est celle des *bassi*, des locaux en rez-de-chaussée souvent d'une pièce, nés comme dépôts, pour devenir progressivement des logements pour les couches plus démunies de la population. Dans le quartier Montecalvario, les *bassi* d'une seule pièce représentent 10,01% des logements, contre les 7,85% de Avvocata, faisant également partie

des Quartieri Spagnoli⁹⁷. L'histoire des *bassi* remonte au Moyen Âge, quand les dépôts et les magasins des palais étaient utilisés par les plus pauvres comme boutiques et également dortoirs pendant l'hiver. À partir du XV^e siècle les *bassi* deviennent la typologie de logement la plus utilisée, souvent en conditions de surpeuplement. Une exposition démographique sans précédent a été la cause de l'entassement des populations plus pauvres dans les *bassi* : les Bourbons souhaitant créer une cour urbaine à Naples, alors capitale du Royaume des Deux Siciles, obligèrent toute la noblesse du Sud à se déplacer vers la ville, entraînant dans la foulée l'ensemble de leurs sujets. Ainsi, chaque palais de Naples devenait une cour de noblesse miniature, donnant à vivre à un grand nombre de miséreux, souvent d'anciens paysans expropriés de leurs terres, qui échouaient en ville à la recherche d'un travail et devenaient mendiants. Ne trouvant aucun lieu où se loger, ces migrants d'une extrême pauvreté finissaient par investir les dépôts et les caves des palais bourgeois, et parfois vivaient à même la rue. Pour les plus chanceux, une pièce d'environ 12m² pouvait héberger jusqu'à dix personnes. Ce phénomène, couplé au désengagement des gouvernements qui se sont succédés durant les siècles, a fait de Naples la ville avec la plus haute densité démographique en Europe à la moitié du XVIII^e siècle.

Actuellement, la situation des habitants des Quartieri Spagnoli n'est plus la même qu'aux XIX^e et XX^e siècles : à Montecalvario les logements bénéficient des mêmes équipements en proportion à l'ensemble de la Municipalité 2, et peu en dessous de la moyenne napolitaine⁹⁸. Les *bassi* ont été souvent agrandis, en y ajoutant une pièce obtenue de locaux adjacents. Pour cette raison, les logements de deux pièces sont plus nombreux que ceux d'une seule pièce (1.613 contre 797). Les images de maladies et de saleté qui ont peuplé la littérature sur Naples des siècles XVIII^e et XIX^e ont laissé place à des habitations très modestes mais bien organisées. Les espaces sont parfois divisés à l'intérieur en hauteur pour mieux les exploiter et les devantures sont souvent agrémentées de verdure et de délimitations décoratives⁹⁹. Malgré ces quelques améliorations, les *bassi* demeurent des locaux non habitables du point de vue juridique, notamment après une loi d'interdiction en 1940 (Pugliariello 2009) : composés d'une seule pièce ouverte sur la rue, ils ont été jugés insalubres à cause de l'absence d'air, de lumière et, par le passé, de services adéquats à la vie quotidienne. Toutefois, en 1965 on comptait plus de 300.000 personnes vivant dans 45.000 *bassi*. Les conditions difficiles de vie passent en second plan par rapport à d'autres

⁹⁷ 8,93% pour la Municipalité 2 et 4,28% pour la ville de Naples.

⁹⁸ À Montecalvario, 79,90% de logements sont fournis de téléphone (81,30% pour la Municipalité 2, 84,79 pour Naples), 50,94% de chauffage (52,95% pour la Municipalité 2, 70,67% pour Naples) et 33,47% ont bénéficié d'interventions d'installations gaz et électricité (35,85% pour la Municipalité 2, 38,90% pour Naples).

⁹⁹ Voir partie 3, chapitre 7.

caractéristiques de ces logements, comme la centralité. Comme nous verrons plus en détail par la suite, cette dernière conditionne les choix de domicile non seulement des habitants napolitains, mais également d'autres catégories, comme les membres de la criminalité locale, ou les migrants. Ces derniers, venus du Sri-Lanka, de Cap-Vert ou de Chine, sont souvent obligés de s'entasser dans des *bassi* dans des conditions de vie très difficiles, afin de rester dans un environnement favorable à l'échange d'informations ou au développement d'activités économiques. La présence des migrants a cependant progressivement conduit à des espaces d'intégration qui témoignent d'une tendance au métissage des Quartieri (Laino 2015 *op. cit.*).

Les caractéristiques historiques, culturelles et sociales des Quartieri Spagnoli en ont fait un symbole du potentiel du centre historique. Après le tremblement de terre de 1980 et jusqu'à aujourd'hui, les politiques urbaines ambitieuses dans le quartier se sont multipliées, dont les PIC Urban, évoqués plus haut. En 1994, l'Union Européenne allouait 42 milliards de lires italiennes (environ 21 millions d'euros) pour des politiques urbaines dans deux quartiers du centre historique, Quartieri Spagnoli et Sanità, identifiés comme « quartiers en crise ». L'objectif était la requalification urbaine à travers des « laboratoires de la gouvernance » (Rossi *op. cit.*), autrement dit des modèles de gestion du territoire basés sur l'implication des acteurs locaux. Le premier Urban s'est développé sur trois axes d'intervention : la promotion de nouvelles activités économiques ; la mise en place de formations et de plans pour l'occupation locale ; l'amélioration des infrastructures et de la qualité environnementale (*Ibid.*). Grâce à la première mesure, environ vingt entreprises ont bénéficié d'un financement à fonds perdus pour réhabiliter leurs locaux ou acquérir du matériel de travail.

Les deux Programmes Urban ont enclenché des dynamiques de transformation du point de vue de l'économie mais également du peuplement, qui sont encore visibles aujourd'hui et qui ont amené certains chercheurs à s'interroger sur un éventuel processus de gentrification du quartier (Barbagli, Pisati 2012). Le deuxième axe s'est concrétisé dans la création du Guichet Emploi, dédié à la formation et à l'insertion dans la vie active des jeunes en difficulté entre 15 et 30 ans (Amato, Rossi 2003). Cependant, le succès mitigé du premier cycle de formations a empêché toute continuité et a mené à l'échec de l'expérience. L'axe trois, drainant 50% des fonds destinés au programme, prévoyait la requalification des espaces publics (mobiliers urbains et assainissement) d'une aire de 20.000m², qui correspond aux artères majeures et aux ruelles de la partie basse du quartier (Rossi *op. cit.*). Le choix du territoire d'intervention, entre autre, a contribué à confirmer la fragmentation entre le haut et le bas évoquée plus haut. Avec le Projet Bassi, les aménageurs souhaitaient s'inscrire dans la

continuité des Urban, et ainsi compléter la requalification des espaces urbains par la « reconversion » des *bassi* habités en locaux commerciaux¹⁰⁰.

4.4.2 Maspero, quartier populaire menacé

Le quartier Boulaq Abu-el-Ela naît au XV^e siècle comme port sur le Nil, pôle commercial et stratégique d'accès au territoire avoisinant Le Caire. Le quartier, avant d'être intégré à la ville était un bourg indépendant, qui a progressivement évolué pendant les périodes de crise des Mamelouks. Sous la dynastie des Mamelouks, le bourg s'est progressivement peuplé d'artisans et des entrepôts et des mosquées ont été édifiées : le quartier comptait environ 4000 foyers fiscaux (Garcin *op. cit.*). Son développement en tant que faubourg du Caire continue en période ottomane :

[...] Bûlâq, avant-port nord du Caire, dont l'essor avait été remarquable sous les Mamelouks, profita pleinement de sa position avantageuse sur la route de la Méditerranée, comme lien avec l'empire et l'Europe. Cette ville de 24.000 habitants se couvrit de caravansérails (65 au total en 1798), beaucoup de dimensions considérables. Ce n'est pas un hasard si le pacha Sinân y construisit en 1571 une belle mosquée de style impérial rappelant au voyageur qu'il arrivait dans la capitale d'une province de l'empire (Raymond 2000 *op. cit.*, p.314).

Pendant les siècles suivants, et avec le changement du cours du Nil, Boulaq a été intégré à la ville proprement dite, avec la construction de sa partie sud, conçue comme une extension de Wust-al-Balad (Zaazaa 2014), et en est devenu un quartier central mais populaire. Au XIX^e siècle, sous Muhammad Ali, avec la construction de la route de Boulaq entre ce dernier et l'Azbakéya, le faubourg devient un arrondissement de la ville et, contrairement à cette dernière, sa croissance est importante¹⁰¹. Il prend le nom de « Abu-el-Ela » en l'honneur du sultan homonyme qui avait fait construire une mosquée, et afin de le différencier d'autres quartiers également appelés Boulaq. En raison de cette centralité, le quartier a été choisi comme emplacement du Musée Égyptien en 1903, dans le but de lier cette zone au quartier d'Azbakéya.

Nous avons choisi comme terrain de recherche une portion du quartier en forme de triangle, qui en raison de son emplacement « enfermé » entre trois axes de circulation majeurs s'est développé de manière indépendante par rapport au reste du quartier. Ce secteur, appelé « triangle Maspero » du nom du premier directeur du Musée Égyptien – l'égyptologue G. Maspero - , constitue un territoire d'« entre-deux », marquant le passage entre le centre et la

¹⁰⁰ Entretien avec Société SireNa, 2014.

¹⁰¹ « Elle est due, pour l'essentiel, à l'implantation des manufactures qui se concentrent dans les zones portuaires et emploient 31% de la main d'œuvre ouvrière du Caire. Bûlâq accueille une fonderie, une grande filature de coton et l'imprimerie national (1822) [...] » (Raymond 2000 *op. cit.*, p.366).

zone Nord de la ville. De par son emplacement, il sert de lien entre Wust-al-Balad et Zamalek, et on y retrouve aussi un certain nombre de bâtiments connus au niveau de l'ensemble de la ville, comme l'immeuble de la télévision, le siège du quotidien Al-Ahram et l'hôtel Ramsès Hilton. Plusieurs consulats étrangers étaient également installés dans le quartier, avant d'être pour la plupart déplacés à Garden City ou sur la rive Ouest.

Le triangle Maspero est délimité à l'Ouest par la Corniche al-Nil, au Sud-Est par la rue el-Galaa (doublée en hauteur par le pont 26 Juillet reliant le centre-ville à Zamalek), et au Nord-Est par la rue 26 Juillet, menant au pont 15 Mai, autre lien fondamental entre les deux rives. La superficie totale du triangle est d'environ 82 *feddans*¹⁰² (Zaazaa *op. cit.*), soit environ 34 hectares. Le tissu urbain du triangle se divise en trois catégories majeures : les grands îlots des bâtiments cités plus haut ; les espaces ouverts dans le tissu traditionnel occupés par des parkings ; le tissu majoritaire, de type « organique traditionnel » (Urbanics 2010). Ce dernier a rempli tout le foncier résultant de la construction des immeubles de grande envergure sur la Corniche et le long des axes majeurs. Derrière ces bâtiments de grande hauteur, le tissu urbain est très serré, avec des rues d'une largeur d'environ 3m.

Les immeubles suivent les différents types de tissus urbains : il en résulte un mélange entre architecture moderne et populaire traditionnelle qui met davantage en lumière le caractère délabré de cette dernière. L'architecture de la partie interne du quartier reflète en fait l'époque de sa construction, dans un style vernaculaire qui lui est propre. Plus particulièrement, 40% des immeubles ont été construits entre 1890 et 1929, et 35% entre 1930 et 1949 (Zaazaa *op. cit.*). Si l'on pénètre dans le cœur du quartier, à travers l'une de ses « entrées », à savoir les petites ruelles qui partent de la grande voie et se faufilent entre les maisons, on découvre une architecture différant à la fois des immeubles « haussmanniens » de Wust-al-Balad et des constructions informelles des quartiers périphériques. A. Zaazaa décrit le tissu architectural existant comme « *un mélange de logements du XIX^e siècle, comme ceux visibles à Masr el-Qadima ou El-Sayyeda Zeinab, d'anciens rab et d'architecture rurale* » (*Ibid.*, p.291). Les immeubles ont également été transformés par les résidents de manière répétée : « *Il est rare de trouver un immeuble dans son état d'origine ; il y a toujours des transformations physiques ou des altérations des affectations des espaces et des morcellement des intérieurs qui ont été effectuées dans le temps* » (*Ibid.*). En effet, les immeubles de Maspero ne sont pas issus de l'architecture informelle, néanmoins les habitants ont pour la plupart autoconstruit leurs maisons, une fois arrivés dans le quartier¹⁰³ (Figure 12).

¹⁰² Le *feddan* est une unité de mesure utilisée en Égypte, Soudan, Syrie et dans le Sultanat d'Oman (en français également : « acre égyptienne »). 1 *feddan* correspond à 0,42 hectares, mais cela peut varier selon les pays.

¹⁰³ Entretiens avec les habitants de Maspero, 2011.

Actuellement, le quartier compte 14.000 habitants, dont 66,9% entre 15-60 ans et 12,98% de plus de 60 ans¹⁰⁴. Le quartier est donc relativement jeune, mais peu qualifié : le taux d'analphabétisme est de 33% (contre les 19,32% du Caire) et le taux de niveau d'études en dessous du diplôme est de 42,3%. Selon les études menées par A. Zaazaa (*op. cit.*), plus de 82% des habitants de Maspero sont nés à Maspero, et les habitants actuels constituent la quatrième génération d'habitants. La vague la plus importante de peuplement, qui a densifié le quartier à partir du premier noyau historique, s'est faite au début du XX^e siècle, en raison du rayonnement du « Downtown » voisin. Les migrants, venus de haute Égypte, s'installaient dans ce quartier proche du centre, pour travailler au service des *khawaga*¹⁰⁵ ou développer un commerce dans le marché florissant autour de la gare routière Turgoman. Les maisons autoconstruites prévoient pour la plupart des logements aux étages et des commerces au rez-de-chaussée. Cette petite économie est visible encore aujourd'hui dans les petits ateliers de couture, de mécanique ou de petite restauration de quartier. Les commerces se sont ensuite progressivement développés vers l'extérieur des immeubles, les ambulants étant très nombreux dans le quartier et essentiellement informels. Maspero constitue en effet un secteur « à part » du quartier Boulaq Abu-el-Ela, où l'on peut distinguer plusieurs zones de commerce : le marché aux vêtements, les petits cafés et restaurants rapides de cuisine traditionnelle égyptienne, les ateliers des artisans. Sur les voies majeure, la superficie de commerces et des ateliers augmente : les forgerons qui travaillent et marchandent des pièces détachées de voiture, les charpentiers, qui travaillent le bois, les usines encore et marche et celles désormais abandonnées. D'une manière générale, les travailleurs de Maspero sont peu qualifiés et travaillent dans des conditions essentiellement précaires¹⁰⁶, cependant leurs activités économiques bénéficient de la centralité du quartier¹⁰⁷. Au milieu, la gare routière Turgoman trône avec son *mall* et son parking de cars : un lieu central pour l'ensemble de la ville, car théâtre des déplacements journaliers de Cairotes et de touristes vers des destinations partout dans le pays (Figure 13).

¹⁰⁴ Données du recensement de 2006 du Gouvernorat du Caire (Zaazaa *op. cit.*).

¹⁰⁵ En arabe : « étrangers ».

¹⁰⁶ Sur cette question, voir partie 3, chapitre 7.

¹⁰⁷ Voir partie 4, chapitre 9.



Figure 12. L'architecture de Maspero, fruit de l'autoconstruction des habitants au début du XXe siècle, bien que fortement dégradée présente une grande valeur, non reconnue par les aménageurs.



Figure 13. Localisation et voirie du triangle Maspero: ses “entrées”, autrement dit les petites ruelles que depuis les grandes artères conduisent à l’intérieur du quartier, ont joué un rôle fondamental dans les soulèvements de janvier 2011.

Sources des fonds de carte: Ghannam 2002; Google Earth.

Le premier projet de rénovation mené dans le quartier, dans les années 70, conduit à la démolition d'un vaste secteur derrière l'immeuble de la télévision. Les 5.000 habitants qui l'occupaient sont aujourd'hui relogés dans les quartiers périphériques d'al-Zawiya al-Hamra et Ain Shams (Ghannam 2002). Cependant, le projet qui devait transformer cette partie du quartier n'a jamais pris forme et le terrain est aujourd'hui occupé par un parking. L'intérêt pour le quartier n'a pas faibli pour autant : grâce à son emplacement stratégique, il est la destination privilégiée des nouvelles fonctions, déplacées par le projet de désengorgement de Wust-al-Balad (El Kadi *op. cit.*).

Jusqu'en 2010, le foncier était de propriété de sociétés de la Péninsule arabique ou de résidents qui, une fois franchis les échelons de la société, ont déménagé vers d'autres parties du Caire, en louant les appartements du quartier. Une autre grande partie du foncier est de propriété du *waqf*. Le quartier est très hétérogène et les habitants le fréquentent par petites portions autour de leur logement. Actuellement, suite à la campagne de démolitions ponctuelles menée par l'État entre 2000 et 2010, un grand nombre de parcelles sont vides ou occupés par les gravats des constructions démolies. Cette situation affecte le quartier, d'un point de vue esthétique, mais surtout sécuritaire¹⁰⁸ : les immeubles destinés à démolition n'étant plus entretenus, ils sont de plus en plus dégradés et dangereux pour leurs habitants. Actuellement, 19% des immeubles du quartier présentent des conditions de danger pour leurs occupants, et 14% se sont écroulés à cause de l'absence d'entretien (Zaazaa *op. cit.*). La société Maspero Company for Urban Development, créée en 2009 au moment de la mise en place du projet de rénovation, a acquis une partie des parcelles et, juste avant la Révolution, avait entamé une négociation avec les habitants restants pour l'achat d'autres terrains¹⁰⁹. Ces derniers vivent dans un noyau restreint de parcelles, pour un total d'environ 3.000 foyers et 857 commerces.

4.5 Une mosaïque d'acteurs dans les deux centres-villes

Notre historique (non exhaustif) du développement et des politiques urbaines des deux métropoles montre déjà une complexité d'acteurs agissant sur les mêmes territoires avec des intérêts et des objectifs différents. Dans ce qui suit nous verrons dans le détail les trois principaux groupes d'acteurs que nous avons rencontrés dans les deux centres-villes : les

¹⁰⁸ Voir partie 4, chapitre 8.

¹⁰⁹ AYYAD M., « Initial agreement on Maspero development project signed : Prime Minister », *Daily News Egypt*, 17/02/2015 – <http://www.dailynewsegypt.com/2015/02/17/initial-agreement-maspero-development-project-signed-prime-minister7> [consulté le 14/06/2015].

pouvoirs publics, les promoteurs privés et les associations¹¹⁰. Le premier groupe va de l'échelle nationale (avec des apports d'acteurs internationaux) à celle très locale. Dans la deuxième catégorie nous retrouvons à la fois les promoteurs privés et les sociétés mixtes d'aménagement qui façonnent la ville selon des solutions financières de type partenariat public-privé. Enfin, se retrouvent dans le troisième groupe toutes les organisations à but non lucratif travaillant sur différentes thématiques : le patrimoine, le social, l'urbain, la vie de quartier, etc. La diversité des intérêts, mais également de pouvoir et d'origine politique des différentes associations est à l'origine d'importantes tensions et d'une fragmentation peu fructueuse. L'éparpillement d'acteurs et d'intérêts donne la mesure d'une multiplicité de voix dans la construction du discours sur la ville.

4.5.1 Les pouvoirs publics, du local au national (et au-delà)

En ce qui concerne les acteurs publics de l'aménagement urbain, les deux métropoles diffèrent par une caractéristique principale, qui affecte l'ensemble de la production urbaine et les échanges entre le public et les autres catégories d'acteurs. Au Caire, la presque totalité de la production urbaine est prise en charge par des agences nationales. Ces dernières, basées dans la capitale, gèrent les différentes thématiques à travers un fonctionnement hiérarchique très centralisé. Au contraire, le contexte napolitain est presque entièrement régi par des pouvoirs publics locaux, qui s'enchaînent selon les différents niveaux territoriaux. Dans les deux cas, aux acteurs publics nationaux s'ajoutent des acteurs supranationaux (Union Européenne, organismes internationaux) qui interfèrent dans les dynamiques du pays ou de la ville.

La structuration très centralisée du pouvoir a un impact sur l'organisation urbaine de l'ensemble du pays, composé d'une grande capitale drainant presque 20% de la population du pays, et de plusieurs villes moyennes qui gravitent autour d'elle. Les politiques urbaines qui ont transformé Le Caire reflètent les changements d'influence des différents acteurs publics qui se sont succédés au cours de son histoire :

En l'espace de 60 ans, le régime politique a changé trois fois [le texte est précédent à la Révolution de 2011], passant d'une monarchie parlementaire sous domination étrangère, à un capitalisme d'État aux couleurs socialistes et enfin à un néolibéralisme débridé. À chaque changement, les élites au pouvoir se renouvellent, provoquant désintégrations et recompositions sociales importantes, entraînant à leur tour des nouvelles organisations spatiales. (El Kadi *op. cit.*, p.37).

¹¹⁰ Nous avons intentionnellement laissé de côté les habitants, dont les pratiques seront analysées de manière approfondie dans la partie 3 de la thèse.

Après la Révolution du 25 janvier 2011, qui a mis fin à la présidence de H. Moubarak après 29 ans, le pays a connu une période d'instabilité, qui s'est prolongée jusqu'à l'élection de M. Morsi en juin 2012. Une année après, le Tamarod, issu des mouvements qui avaient impulsé la Révolution deux ans plus tôt, a mené une campagne d'opposition, créant les bases du consensus populaire à la prise de pouvoir du SCAF (Supreme Council of Armed Forces), dans la personne du général al-Sisi, actuellement président. Dans ce contexte d'instabilité politique, les organes publics ont subi des remaniements successifs et la planification urbaine commence seulement depuis quelques mois à reprendre son cours. Lors de nos enquêtes de terrain, au printemps 2011, le gouvernement Moubarak était déjà tombé, mais les membres des agences publiques restaient en place.

Depuis 1973, l'aménagement urbain est entre les mains de l'agence nationale General Organization for Physical Planning (GOPP), qui porte et coordonne la Vision Stratégique Cairo 2050 au niveau de l'agglomération. Au sein de notre recherche, un rôle fondamental est tenu par l'Informal Settlements Development Facility (ISDF), agence en charge du traitement des quartiers non règlementaires (*ashwayyat*). L'agence a publié le *National Plan* en 2008 et le *National Program* en 2010. Dans ces documents, l'ensemble du territoire égyptien est divisé en deux catégories majeures : « insalubre » et « non planifié », et chacune d'entre elles comprend deux sous-catégories, en fonction de la gravité de la situation considérée. Les deux premières regroupent les quartiers insalubres : dans un premier groupe se trouvent ceux construits sur un territoire sinistré ou dangereux pour ses habitants, et qui doivent donc impérativement être démolis avec déplacement de la population et interdiction de toute construction future. Ceux du deuxième groupe, dont fait partie le triangle Maspero, présentent des dangers liés non pas aux conditions naturelles, mais à la vétusté de l'habitat et à la dégradation du tissu urbain. Toute récupération étant impossible, les habitants doivent être relogés dans des quartiers plus adaptés, mais le foncier peut être recyclé pour de nouveaux aménagements urbains. Dans les sous-groupes des « non planifiés », nous retrouvons les quartiers construits en dehors des lois sur la planification urbaine, mais qui ne présentent pas de risques imminents pour leurs habitants. L'ISDF prévoit pour ces quartiers des interventions de requalification urbaine, à savoir la dotation des quartiers en services, en assainissement et en infrastructures règlementaires (El Faramawy, Algohary 2008).

En ce qui concerne les politiques patrimoniales, l'agence la plus importante est l'Organisation Nationale pour l'Harmonisation Urbaine (NOUH), sous l'égide du Ministère de la Culture. Créée en 2005 pour promouvoir la valorisation de Wust-al-Balad, rebaptisé depuis « Caire khédivial », l'agence naît de l'œuvre de sa présidente, qui a consacré plusieurs années de sa carrière à un travail méticuleux de relevé et d'analyse urbaine. Ce processus a débouché dans l'établissement d'un secteur urbain « classé », à savoir le triangle allant de la

place Tahrir, à la gare Ramsès, au palace Abdine (NOUH 2008), dans lequel toute transformation architecturale ou urbaine doit respecter les normes divulguées par l'agence sous forme de livrets thématiques. L'agence a également entamé un processus de construction d'une image consensuelle du centre-ville patrimonialisé, en lui donnant une dénomination valorisante et une identité forte. Entre 2005 et 2011, l'agence a mené une série de travaux d'embellissement du mobilier urbain, de restauration à l'identique des immeubles et de nettoyage de la pollution visuelle (enseignes, surélévations, etc.) (Barthel 2010b). Les architectes de NOUH affirment de travailler dans le but non seulement de requalifier un patrimoine en déclin, mais dans l'idée plus large de donner une image renouvelée au centre-ville, à travers une campagne de sensibilisation au patrimoine « moderne » inédite dans le contexte égyptien¹¹¹.

À Naples, le niveau public le plus proche de la population est celui des municipalités, qui se partagent le territoire napolitain et qui gèrent les questions administratives au niveau local. En 2005, afin de préparer la transition de Naples vers le statut de « ville métropolitaine », les 21 circonscriptions qui avaient existé jusque là ont été regroupées en 10 municipalités de décentralisation administrative. Chaque municipalité regroupe un territoire d'environ 100.000 habitants et gère plusieurs services, parmi lesquels la maintenance urbaine ordinaire¹¹². Au sein de cette organisation, le centre historique est divisé en trois municipalités, la 2, qui comprend entre autres les Quartieri Spagnoli et les quartiers autour de Montesanto ; la 3, où se trouvent le quartier Sanità et les parties moins touristiques du centre ; et enfin la 4, qui contrôle l'ensemble du Centro Antico et s'étend jusqu'à la périphérie Est de la ville¹¹³.

Au sein des Municipalités 2 et 4, deux conseillers sont respectivement délégués au centre historique et accueillent, au niveau micro-local, les instances de la population, délivrent les permis nécessaires à l'organisation d'activités et d'initiatives commerciales. Cette subdivision en plusieurs organes d'administration n'est pas sans causer de problèmes, périodiquement signalés par les conseillers municipaux¹¹⁴. En effet, la diversité importante entre les territoires comporte un déséquilibre d'enjeux présents sur le territoire et

¹¹¹ Entretiens avec les architectes en charge du projet de réhabilitation des immeubles de Wust-al-Balad pour l'agence NOUH, 2011.

¹¹² Source : site internet Comune di Napoli – www.comune.napoli.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/6410 [consulté le 02/10/2016].

¹¹³ Plus particulièrement, la Municipalité 2 (4,56 km² pour 91.536 résidents) comprend les quartiers Avvocata, Montecalvario, Pendino, Porto, Mercato, San Giuseppe ; la Municipalité 3 (9,51 km² pour 103.633 résidents), comprend les quartiers Stella et San Carlo all'Arena ; la Municipalité 4 (9,27 km² pour 96.078 résidents) comprend les quartiers San Lorenzo, Vicaria, Poggioreale et Zona Industriale. Source : site internet Comune di Napoli – www.comune.napoli.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/6410 [consulté le 02/10/2016].

¹¹⁴ D'après nos observations des travaux du Conseil de la Municipalité 2, 2014.

d'opportunités de gestion pour chacune des municipalités. Par exemple les conseillers de la Municipalité 2 se disent souvent dépassés par l'enchevêtrement des questions touristiques et de pauvreté des habitants ; ou encore, la Municipalité 3 déplore l'exclusion de son territoire du périmètre du Grand Projet Unesco, en raison d'une valeur patrimoniale mineure.

La toponymie de Naples résulte de la stratification de dénominations historiques, de repères pour les habitants et d'entités administratives réelles. Les deux zones étudiées pour notre recherche sont le Centro Antico et les Quartieri Spagnoli : bien que ces deux quartiers soient immédiatement identifiables par l'ensemble de la population napolitaine dans l'espace urbain, ils ne correspondent à aucune division administrative actuelle, et comprennent plusieurs autres zones appelées « quartiers », et sont à leur tour part des plus larges Municipalités.

En remontant la hiérarchie, l'urbanisme de la ville est confié au Bureau de la Municipalité pour les Politiques Urbaines, Urbanisme et Biens communs, dont dépend également l'architecte en chef du Grand Projet Unesco. La Municipalité compte également sur d'autres conseillers, selon les thématiques : Culture et tourisme, Infrastructures, Travaux publics et Mobilité, Patrimoine, Sport et Décor urbain. La Municipalité a également créé, en 2014, un Bureau à l'Image de la ville, devenu en 2015 le Bureau technique pour la Communication, Promotion de la ville et Marketing de la Municipalité de Naples. Ciblant le patrimoine de manière plus spécifique, l'agence municipale « Museo Aperto » organise depuis 1994 des visites guidées pour les écoles, met en place des itinéraires touristiques et favorise la fréquentation du centre historique comme espace patrimonial.

La Municipalité fait référence, au niveau hiérarchique supérieur, à la Région Campanie. Si la réforme des villes métropolitaines de 2015 a supprimé le niveau intermédiaire de la Province, la Région reste un interlocuteur majeur de la Municipalité, surtout en ce qui concerne les relations avec l'Union Européenne. En effet, les interventions du centre-ville sont financées par les FESR¹¹⁵, les fonds européens alloués aux Régions. Plus particulièrement, les financements pour le Grand Projet Unesco Naples font partie de ceux destinés à 18 « grands projets »¹¹⁶ sur l'ensemble du territoire régional. Un architecte à la Région Campanie et un conseiller régional aux infrastructures sont responsables du Grand Projet Unesco au sein de la Région. Cette superposition d'acteurs de différents niveaux

¹¹⁵ « Fondi Europei di Sviluppo Regionale ». En France : FEDER – Fonds Européens de Développement Régional.

¹¹⁶ « Sur la base de l'article 39 du Règlement du Conseil Européen n.1083/2006, on entend par « Grand Projet » une opération comprenant une série de travaux, activités ou services finalisée à un grand investissement, dont le coût total dépasse les 25 millions d'euros dans le cas de l'environnement et les 50 millions d'euros dans les autres secteurs ». Source : <http://porfesr.regione.campania.it/it/programma-operativo/programma-operative-b8q8/grandi-progetti?page=1> [consulté le 17/06/2015].

territoriaux, qui ne collaborent pas entre eux¹¹⁷, continue au niveau national, où le Ministère des Biens et des Activités Culturelles et du Tourisme opère sur le centre historique de Naples par le biais de son agence spécialisée dans les réglementations sur le patrimoine, la Soprintendenza per le Belle Arti e il Paesaggio. Son responsable coordonne une partie des sous-projets du Grand Projet Unesco. Ce dernier est en effet un indicateur intéressant de l'état fragmentaire de l'action publique napolitaine : la Région, en tant que principal allocataire des fonds européens, a établi des orientations de projet pour le centre historique, elles-mêmes validées par l'UE. Cependant, au niveau exécutif, certains projets sont rédigés par la Soprintendenza, d'autres par la Municipalité, sans aucun échange et des temporalités différentes¹¹⁸.

L'ensemble des acteurs travaillant sur le Grand Projet Unesco est périodiquement interpellé par les membres de l'Observatoire Permanent pour le Centre Historique de Naples – Site Unesco, un organisme de surveillance établi en 2013, face aux difficultés rencontrées par le projet. L'Observatoire, composé de conseillers municipaux, architectes et intellectuels travaillant sur le centre historique, s'est donné la tâche de suivre l'avancement du Grand Projet, d'en discuter au sein de réunions hebdomadaires, et de mener une réflexion plus large sur la valorisation du patrimoine historique napolitain, à travers l'organisation de conférences et de rencontres publiques.

Les organismes internationaux peuvent travailler activement aux transformations urbaines des villes et des centres, ou être des sujets symbole dont l'appui sert à consolider une image « officielle ». Par exemple, l'Unesco revêt ce rôle typiquement symbolique dans le développement du centre historique de Naples. Bien que la plupart des acteurs non professionnels se réfèrent aux fonds européens du Grand Projet comme aux « financements Unesco », l'Unesco ne finance en aucune manière les projets, dont l'argent vient, comme nous l'avons vu plus haut, de l'Europe et de la Région Campanie (qui financent le GPU chacune à hauteur de 50% du budget total). Cependant, le classement du centre historique comme Patrimoine de l'Humanité Unesco est un symbole indispensable à la construction du récit urbanistique qui accompagne le projet : l'adéquation du centre avec une identité du « site Unesco » est très régulièrement invoquée par les acteurs interviewés et dans les documents de projet comme l'ambition principale du GPU.

D'autres organismes internationaux travaillent plus activement aux transformations urbaines dans les deux métropoles. Le Caire, en tant que ville dite « du Sud », est notamment un territoire important des grands organismes de coopération internationale. Parmi eux,

¹¹⁷ D'après nos enquêtes avec les différents acteurs cités, 2013 et 2014.

¹¹⁸ Voir tableau détaillé des projets en annexe.

l'Agence Française de Développement (AFD), le Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), ou encore ONU-Habitat. L'AFD travaille en Égypte depuis 2004, avec une agence cairote active depuis 2007, principalement dans l'octroi de prêts pour la réalisation de différents projets. Ces derniers vont des infrastructures sur le delta du Nil, à l'amélioration des transports publics au Caire, à la valorisation du patrimoine archéologique¹¹⁹. La coopération allemande GIZ travaille depuis 1956 dans le pays sur plusieurs thématiques¹²⁰ qui structurent les différents projets. Parmi ces derniers, le *Participatory Development Programme in Urban Areas* cible les quartiers informels, à travers des analyses des conditions urbaines et socio-économiques qui sont à la base de propositions de projets d'amélioration de l'habitat¹²¹. L'office cairote de ONU-Habitat, l'agence des Nations Unies en charge du développement urbain soutenable et des communautés partout dans le monde, travaille en Égypte sur huit projets dans différentes parties du pays et thématiques. En ce qui concerne l'agglomération cairote, l'agence travaille en collaboration avec la GOPP à la conception et à la mise en œuvre de la Vision Stratégique Cairo 2050, ce qui n'est pas sans susciter des polémiques¹²².

4.5.2 Les promoteurs privés : stratégies de rentabilisation du patrimoine

Les acteurs privés de l'aménagement urbain ont des rôles importants dans les développements des deux centres-villes, mais de manières différentes. Dans les deux cas, le modèle économique néolibéral suivi par le pays fait des investissements privés des enjeux d'aménagement urbain. En effet, les immeubles des deux centres appartiennent à des particuliers ou à des acteurs privés qui n'investissent plus pour leur entretien. Ainsi, leur implication dans les projets de requalification devient de première importance pour la « renaissance » des centres. Cette implication est favorisée par les pouvoirs publics à travers des solutions de financement de type partenariat public-privé, qui permettent de restaurer ou d'entretenir un bâtiment historique à un coût moins élevé. Cependant, le GPU n'a pas bénéficié de ce type de pratiques, car les immeubles privés ne peuvent faire partie du Grand Projet Unesco, l'Europe ne pouvant financer de travaux que sur les immeubles de propriété publique. cette limitation a entraîné un débat autour des éventuels bénéfices économiques de

¹¹⁹ Entretien avec AFD Le Caire, 2010.

¹²⁰ Plus particulièrement : Infrastructures durables ; Gouvernance et démocratie ; Environnement et changement climatique ; Développement économique et emploi. Source : www.giz.de/en/worldwide/319.html [consulté le 18/06/2015].

¹²¹ L'ensemble du projet est consultable sur le site egypt-urban.net.

¹²² HAMILTON N., « New UN HABITAT office in Cairo : will it join with activists and stand up against forced evictions ? », *Cairo from below*, 2011 – http://cairofrombelow.org/2011/10/02/new_un_habitat_office_in_cairo/ [consulté le 18/06/2015].

l'exploitation des immeubles restaurés, encore vif parmi les acteurs du Grand Projet Unesco : si la Municipalité a déclaré ne pas pouvoir établir des sources de revenus à l'intérieur des immeubles restaurés, car interdit par les normes européennes, les acteurs privés et les associations se demandent comment pourra-t-on garantir l'entretien de l'immeuble restauré, sans aucune entrée économique¹²³.

À Naples, les immeubles privés du Centro Antico ne font pas partie des 25 cibles du Grand Projet Unesco, qui ne peut intervenir que sur des propriétés publiques. Cependant, une polémique plus ou moins explicite est apparue sur les immeubles de propriété de la Diocèse de Naples, qui possède un patrimoine immobilier important dans le centre historique. Certains considèrent la Diocèse comme un acteur privé, qui tire dont bénéficie des restaurations aux dépens de la collectivité : les conseillers en charge du Grand Projet Unesco affirment cependant qu'il serait impensable d'intervenir sur le centre historique sans toucher les églises et les autres patrimoines religieux¹²⁴.

Avant que le « Programme » Unesco ne devienne le « Projet » Unesco, un autre acteur privé en faisait partie : la société SireNa. Née en 2001 après les expériences Urban, elle était composée de capital mixte public et privé (438.000 euros), dont la majorité des actions appartenaient à la Municipalité de Naples (51%) et à l'ACEN, l'association des constructeurs napolitains (49%), pour s'élargir ensuite à la Région Campanie et à l'Unione Industriali (Rossi *op. cit.*). La société avait pour but de réhabiliter les parties communes d'environ 9.000 immeubles privés, en priorité avec des problèmes structureaux. Le modèle de financement prévoyait une contribution de la société à hauteur de 40% du coût total des travaux, avec la possibilité de rembourser les restants 60% en cinq ans. Les immeubles étaient choisis sur la base d'un appel public, auquel les propriétaires intéressés pouvaient répondre, et à travers une évaluation de l'immeuble, dont les critères permettaient à la société d'en connaître les conditions physiques, les nécessités et le potentiel¹²⁵. Au cours des deux campagnes de 2002 et 2003, la société a réhabilité environ 1.200 immeubles dans la province de Naples. Depuis, la société n'avait plus fonctionné jusqu'en 2008, quand son Projet Bassi avait été inséré dans le Grand Programme Unesco. Au moment de nos enquêtes, le projet était déjà sur le point d'être abandonné et la société traversait une crise importante, dont elle ne s'est jamais relevée. Fin 2013, la société a été déclarée en banqueroute et a été fermée par la Municipalité : selon son ex-président, beaucoup de propriétaires ayant avancé les frais de rénovation de leurs immeubles risquent de ne jamais être remboursés.

¹²³ Entretiens avec les aménageurs et les associations du centre historique de Naples, 2013 et 2014.

¹²⁴ Entretien avec la Région Campanie, 2014.

¹²⁵ Entretien avec la Société SireNa, 2013.

Le modèle de la société au capital mixte public-privé a également été expérimenté au Caire, notamment dans le cas de la Maspero Company for Urban Development, créée à l'occasion du Projet Maspero. Cette compagnie privée, dont le capital appartient à trois grandes firmes publiques – Bank Misr, Misr Insurance Company et National Bank of Egypt – est née en 2007, et au moment de nos enquêtes était chargée d'acquérir la plupart des terrains de Maspero et de négocier avec les occupants quant à relogement ou compensation. Après une période d'arrêt due aux bouleversements politique, la société avait déclaré vouloir continuer les investissements dans le quartier : cependant, pendant la révision de Cairo 2050 le projet est passé en second plan et la société a fermé.

À Wust-al-Balad, la présence des acteurs privés dans les transformations urbaines suscite des sentiments contrastants : si pour certains l'investissement privé est indispensable à la durabilité d'un processus vertueux de changement, pour d'autres les intérêts privés peuvent difficilement rencontrer les nobles ambitions de la patrimonialisation¹²⁶. Comme nous l'avons évoqué plus haut, les immeubles de Wust-a-Balad ont été construits par différents propriétaires, qui ont transformé les villas en immeubles de rapport pendant la période de densification. Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, ces propriétés ont été héritées et progressivement morcelées pour être louées à des habitants ou des commerçants de plus en plus pauvres. Outre les particuliers, souvent résidents à l'étranger ou ailleurs au Caire, les immeubles qui ne sont pas de propriété publique appartiennent en grande partie à la compagnie d'assurance Arab Misr Insurance Group (AMIG), active en centre-ville depuis 1994. Au début des années 2000, un nouvel acteur privé s'est imposé : la compagnie Al Ismaïlia For Real Estate Investments, qui a acheté, dans les dernières quinze ans, vingt et un immeubles du quartier. Sa montée en puissance a démarré grâce à une petite équipe d'entrepreneurs qui a eu le flair d'investir dans l'immobilier à une époque où commençaient à se dessiner des tendances de retour vers le centre, notamment de la part d'habitants fortunés ou d'artistes qui rénovaient les vieux appartements pour en faire des logements luxueux ou des ateliers¹²⁷. Aujourd'hui, le promoteur est devenu un acteur puissant sur le marché immobilier cairote, financé essentiellement par des capitaux du Golfe et, en Égypte, par l'entrepreneur déjà PDG de Orascom Development Holding. L'ambition du PDG d'Al Ismaïlia, qui prend inspiration de l'expérience de Solidère à Beyrouth (Buccianti-Barakat 2005 ; Memoli 2011), est d'exploiter la fascination de ce centre-ville décadent sur une population cultivée et fortunée. Son équipe, en collaboration avec des agences d'architecture externes, a produit une analyse fine du centre-ville, visant à en saisir non seulement les

¹²⁶ Entretiens avec les aménageurs à Wust-al-Balad, 2011

¹²⁷ Entretiens avec Al Ismaïlia For Real Estate Investments, 2011.

potentialités morphologiques, mais également les usages et les fonctions. Nous analyserons dans le chapitre 6 les réactions des habitants des immeubles d'Al Ismaïlia au projet ; en ce qui concerne les autres acteurs du centre-ville, ils connaissent tous le promoteur, mais aucune collaboration ni échanges avaient été entamés au moment de nos enquêtes.

4.5.3 Le tissu associatif, entre fragmentation et désir d'investissement

Les deux métropoles ont un tissu associatif très actif, s'agissant de deux villes importantes et avec beaucoup de problèmes. Ce tissu est multiscalair et se développe sur différentes thématiques. Des organisations nationales et internationales aux petits comités de quartier, les deux métropoles drainent des connaissances, des expériences et des initiatives. Dans ce contexte, les centres-villes, en tant que territoires emblématiques, regroupent un grand nombre d'associations. Parmi les thématiques les plus traitées, nous trouvons la protection et la valorisation du patrimoine, le social, la vie de quartier, l'aide aux étrangers, la promotion de l'art et de la culture, ou encore le militantisme politique.

Les dernières années ont vu également naître plusieurs groupes et associations prônant une connaissance approfondie et une divulgation au grand public du patrimoine urbain du centre-ville. Parmi les expériences les plus intéressantes, le journal en ligne Cairoobserver, recueille depuis 2011 les contributions des internautes, afin de constituer une base de données complète sur les changements urbains du centre (et de la ville en général). Dans la même veine de documentation critique de l'urbanisme local, l'initiative Tadamun a été mise en place pour construire des projets participatifs avec les habitants. Internet étant une ressource fondamentale pour les jeunes égyptiens, qui mettent en place des initiatives innovantes, le groupe Cairo from Below milite sur la toile pour un urbanisme transparent et participatif.

Parmi les associations militant pour les droits humains, nous avons rencontré le Centre égyptien pour les droits au logement (ECHR). L'association opère dans l'accompagnement des habitants en situation de relogement, ou fournit une aide juridique pour mener des batailles contre des expulsions jugées injustes, partout en Égypte. Avant la Révolution, les membres de l'association étaient très fortement entravés dans leurs activités par un gouvernement hostile (Deboulet 2011) : depuis 2013, si la rigidité de l'État est similaire, la prise de conscience que la Révolution a généré dans la population égyptienne donne un nouveau visage aux batailles pour les droits au logement et à la ville.

À Naples, les initiatives locales sont en revanche plutôt concentrées sur la protection du patrimoine elle-même. Suivant un leitmotiv courant dans le discours sur Naples, nombre d'associations travaillent à la dénonciation des dégradations du patrimoine architectural et urbain. Parmi ces dernières, nous pouvons citer le Comitato Portosalvo, qui prend son nom de

l'église de S. Maria di Portosalvo, premier édifice dont il a dénoncé la dégradation. Au fil des années, le comité a ensuite récolté une base des données des immeubles historiques dégradés, ainsi qu'une série d'articles de presse sur les questions du centre historique de Naples, visibles sur son site internet. Depuis quelques années, elle dénonce les retards et les incohérences des acteurs publics dans le Grand Projet Unesco, à travers l'organisation de manifestations, en collaboration avec d'autres associations du centre historique et en contact avec les médias locaux et nationaux. Née de l'initiative de trois habitants du quartier San Lorenzo, l'association Corpo di Napoli travaille, quant à elle, à la promotion d'initiatives qui ont pour protagonistes les artisans de San Gregorio Armeno, spécialisés dans les crèches de Noël. L'association a notamment organisé des manifestations comme la Foire de Pâques, qui célèbre le travail des artisans même au-delà des fêtes de fin d'année, ou encore des itinéraires thématiques à proposer aux touristes.

Un discours à part peut être fait pour ces groupes et associations nées d'expériences de squat, qui organisent des initiatives autour de la culture et de l'art. Le collectif l'Asilo, né de l'occupation de l'Ex-asilo Filangieri, est probablement le plus connu au niveau national¹²⁸. Comme nous le verrons dans les chapitres suivantes, le territoire du centre historique est un terrain chargé d'enjeux de pouvoir et de représentativité : aucun lieu n'est neutre et toute initiative comporte la mise en jeu d'intérêts. Les squatteurs comme ceux du collectif l'Asilo sont les plus touchés par les critiques d'autres associations, qui souvent relèvent d'autres champs politiques. Un exemple récent est le squat de la Casina Pompeiana, petit édifice historique situé dans la Villa Comunale, par l'association Sii turista della tua città. Cette dernière, après avoir organisé pendant des années des visites guidées dans le centre historique et des campagnes de nettoyage des monuments, a décidé de s'installer dans cet espace très dégradé comme signe de « reprise en main » de la ville par la population. Cette opération, à la limite de la légalité surtout en ce qui concerne l'organisation de soirées avec musique et vente d'alcool, a déchaîné les foudres d'autres associations du quartier, comme Progetto Napoli et Chiaia per Napoli, qui luttent contre la dégradation de la Villa Comunale, mais qui appartiennent à une autre sphère politique.

De la même manière, nombre d'associations travaillent autour de la notion de citoyenneté, ou de « sens civique », notamment à travers la dénonciation des problèmes de la gestion urbaine et dans l'entretien de la ville. Par exemple, les associations No Comment A.S.C.A. (Associazione per lo Sviluppo del Centro Antico), ont constitué avec d'autres résidents du Centro Antico le comité S.O.S. Qualité de vie, travaillant à la documentation de cette occupation du centre historique qu'ils définissent « sauvage »: des graffitis sur les

¹²⁸ Voir partie 3, chapitre 6.

façades des monuments, des touristes dérangés sinon agressés, jusqu'aux déchets entreposés aux coins des rues et aux jeunes qui jouent au ballon dans les places. D'autres comités civiques comme l'association Cittadinanza attiva in difesa di Napoli récoltent, sur des sites internet ou des pages sur les réseaux sociaux, des images et des vidéos dénonçant la présence de vendeurs ambulants, les occupations illicites d'espaces publics ou encore le manque d'entretien des rues de des places du centre historique. Un autre groupe qui opère essentiellement une campagne de dénonciation des manquements de la Municipalité (et donc de son gouvernement) dans la question du Grand Projet Unesco est le groupe Maggio dei Tradimenti, qui reprend et détourne le nom de la célèbre manifestation culturelle Maggio dei Monumenti. Ce groupe organise des visites guidées sur les lieux abandonnés par le projet ou en attente d'un chantier.

À côté de ces associations, travaillant essentiellement à la dénonciation et à la documentation, la plupart des comités et organisations du centre historique travaillent selon un modèle couplant valorisation du patrimoine, culture et activités de quartier. Par exemple, le collectif qui a occupé l'ancien pénitencier psychiatrique Ex-OPG Occupato « Je so' pazzo » dans le quartier de Materdei, essaie de promouvoir la vie de quartier à travers l'aménagement d'espaces collectifs de rencontre et d'échange, l'organisation de cours après l'école pour les enfants du quartier, ou d'espaces récréatifs (jardins, salles avec wi-fi gratuit, etc.). Un autre squat célèbre dans le centre-ville, présence historique du quartier Monteoliveto, est le Laboratoire Occupé Ska. Parmi ses nombreuses initiatives militantes, dans le social et la politique, il est important de signaler Magnammece 'o Pesone, une campagne pour le « droit à habiter » grâce à laquelle des personnes en difficulté peuvent rencontrer les militants et, une fois un groupe consistant mis en place, mener des occupations d'immeubles abandonnés pour les habiter.

Une autre association de quartier travaillant dans ce sens est le Comitato Centro Storico, qui organise beaucoup d'initiatives culturelles, sportives ou sociales pour promouvoir la vie de quartier dans la zone de Santa Chiara - Banchi Nuovi. Les membres du comité, tous résidents du quartier, proposent différents services à la population du quartier, comme un guichet juridique, un cabinet médical gratuit ou des cours après l'école pour les enfants. L'association a récemment travaillé à l'ouverture des jardins de Santa Chiara : nous reviendrons sur cette expérience comme exemple d'appropriation « par le bas »¹²⁹.

Une autre typologie d'associations qui est très présente sur le territoire du centre historique de Naples est celle autour de l'aide aux migrants. Nombreuses associations proposent des cours d'italien pour les étrangers, des activités qui permettent la rencontre entre

¹²⁹ Voir partie 4, chapitre 9.

les communautés étrangères et les Napolitains, ou encore fournissent des locaux pour l'organisation d'événements ou célébrations. Une association très active dans ce sens est la Scuola di Pace dei Quartieri Spagnoli, qui fait partie du groupe Modavi et a été assignataire d'un très grand local dans le quartier. D'autres associations sont en revanche plus liées à l'Église, comme la Caritas Diocesana, la Scuola della Pace de la Comunità S. Egidio, l'Associazione Scuola di Pace ou encore l'association Samb&Diop, qui travaille dans l'une des églises cible du Grand Projet Unesco, Santa Maria del Rifugio. Le centre culturel (et maison d'édition) La Città del Sole, permet aux communautés de migrants et aux associations d'organiser des manifestations liées à leurs célébrations. L'activité intense de ces associations donne la mesure de la présence importante des communautés immigrées dans le centre historique de Naples.

Parmi les associations qui travaillent dans le social, la plus connue des Quartieri Spagnoli est certainement l'association qui porte leur nom. Fondée en 1986, l'association a mené plusieurs campagnes d'*empowerment* des habitants du quartier, surtout dans les années 90. Des expériences comme Nidi di mamme ou les formations pour les jeunes du quartier ont fait école dans le domaine (Laino 2012 *op. cit.*). Malheureusement, l'association connaît depuis quelques années un long déclin : par manque de fonds, la Municipalité de Naples n'a pas renouvelé les contrats pour les projets en cours. Cependant, une journée à l'association suffit pour comprendre le rôle de repère pour les habitants du quartier que l'association est arrivée à constituer pendant ces années. Installés dans un *basso*, la fondatrice est toujours présente, sa porte est ouverte et elle accueille tous les habitants qui entrent, avec les requêtes les plus disparates : de la recherche d'un emploi au dépannage d'un ticket de bus, l'accompagnement de l'association est quotidien et personnalisé. Une autre association très présente dans les Quartieri Spagnoli est Efrain, constituée en 2011 par les sœurs dominicaines de l'église Santa Caterina da Siena. Elles ont notamment transformé leur logement, au-dessus de l'église, en une maison d'accueil pour les enfants du quartier, qu'elles ont rebaptisé la Maison de Totò.

Depuis les années 90, les Quartieri Spagnoli affirmant leur position en tant que lieu de tourisme et de fréquentation alternative, d'autres types d'associations sont apparus, notamment autour du tourisme culturel. L'association Hermes organise des visites guidées dans le Quartier, en suivant le chemin des œuvres de *street art* de Cyop&Kaf. D'autres initiatives impliquant les jeunes du quartier, ont connu également un succès qui les a menés en dehors du quartier et même de la ville, comme par exemple les documentaires de l'association Socialmente Pericolosi, réalisés par des jeunes habitants des Quartieri sur différents sujets d'actualité et diffusés sur les chaînes nationales de télévision.

Si ce tissu associatif témoigne d'une forte volonté d'investissement dans les changements urbains « par le bas », il est impossible d'ignorer leurs difficultés de communication et de collaboration. En effet, il est rare que ces associations ne se connaissent pas entre elles, mais parfois elles s'ignorent réciproquement : pire, souvent les enjeux de pouvoir sont tels que les associations en arrivent à se faire la guerre. Cela peut arriver autour de la représentativité et de la possibilité d'agir sur un même territoire, à cause de divergences politiques ou à cause de l'attribution de financements publics pour la réalisation de projets. En effet, quelle qu'en soit la cause, le tissu associatif napolitain se révèle être très fragmenté, et ces mêmes divisions contribuent à miner l'efficacité de la plupart des initiatives organisées par les uns et les autres.

Malgré leur fragmentation, ces associations sont tout de même des acteurs très présents dans le territoire central. Cependant, ils sont rarement entendus à propos des transformations urbaines du centre. Lors de la mise en place du Grand Programme, le système des « manifestations d'intérêt » proposait l'intervention directe des associations pour l'utilisation des immeubles réhabilités. Avec le changement du « programme » en « projet », cette question est passée totalement en second plan, au profit de la simple réhabilitation physique des immeubles. Au moment des différents échanges autour du projet, comme les Journées pour la Culture d'avril 2013, ou la Journée d'études sur le Grand Projet Unesco de juillet 2014, ces questions ont été soulevées par quelques associations présentes, mais ces dernières ont eu très peu de temps de parole et d'une manière limitée. À ce stade, aucune participation des associations n'est garantie dans le projet, et nous verrons que les aménageurs n'ont jamais pris en compte leurs actions, bien qu'elles contribuent à façonner de manière fondamentale le territoire du centre. De la même manière, les associations nationales ou internationales travaillant au Caire ont été ignorées par les aménageurs lors de la mise en place de la stratégie Cairo 2050.

L'ensemble des acteurs présentés dans les pages précédentes ne constitue pas une liste exhaustive. Naples et le Caire sont deux grandes métropoles, où les changements politiques, les initiatives privées et les activités associatives sont nombreuses et très variables selon la période considérée. Ainsi, au lieu de nous disperser en essayant de relater la totalité des structures et des terrains d'étude, nous avons préféré nous concentrer sur nos terrains d'étude, ainsi que sur les événements et les lieux observés pendant nos enquêtes de terrain. Dans les chapitres suivants, nous verrons que les acteurs ici présentés, se rencontrent, collaborent ou se heurtent dans les mêmes espaces urbains, et que leurs activités se croisent à former des « situations » urbaines, très parlantes sur la question de la subalternité métropolitaine contemporaine.

Chapitre 5. Documents de projet et « discours aménageurs »

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté un panorama des politiques urbaines des deux centres-villes étudiés, ainsi que des différents acteurs qui y ont pris part. Comme nous le verrons plus en détail dans ce chapitre, le centre-ville est également le territoire privilégié de la construction de ce « discours sur la ville » qui définit comment la ville devrait être et comment ses habitants devraient la pratiquer. Les deux exemples de villes cités montrent comment l'instrument nostalgique dans les opérations urbaines des centres entre en tension avec la volonté de « moderniser » ces mêmes quartiers, et ce à travers un changement social qui favorise l'accès des groupes aisés et décourage l'occupation populaire.

Le patrimoine revêt un rôle fondamental dans la mise en place des discours aménageurs, car il légitime, par sa présence et la nécessité de le protéger, certaines caractéristiques du centre-ville que l'on souhaite transmettre à la postérité. Nous verrons ainsi que la valorisation du patrimoine est une opération de sélection de ce que l'on souhaite protéger et de l'image que l'on souhaite donner à l'extérieur.

Dans ce chapitre, l'étude des deux projets pour les centres-villes de Naples et du Caire, respectivement le Grand Projet Naples Unesco et la vision stratégique Cairo 2050, permet d'analyser cette construction d'une image valorisante, sa genèse, sa mise en œuvre dans un document de planification urbaine et ses effets. Ces derniers ne sont pas forcément liés à la réalisation des projets. Ainsi, nous verrons que le discours a un pouvoir de délégitimation en soi.

5.1 Le Grand Projet Centre Historique Naples Unesco: une stratégie pour révéler l'« identité du site »

La stratégie appelée Grand Projet Centre Historique Naples Unesco est aujourd'hui à la fin d'une parabole longue et travaillée. Le projet naît sous le nom de Grand Programme Centre Historique Naples Unesco, lancé officiellement en 2009, deux ans après l'accord signé entre la Région Campanie, la Municipalité de Naples, le Ministère de la Culture, la Diocèse de Naples et l'Unesco. Le programme prévoyait des interventions dans plusieurs secteurs – la qualité urbaine, l'environnement, la culture, le *welfare*, la mobilité, le tourisme (Comune di Napoli, 2009).

Dans cette première partie nous analyserons le document du Grand Programme, puisque même si le projet a depuis été revu en raison d'une réduction des fonds, les principes constitutifs du discours porté par le projet restent intacts et sont présentés dans les documents

d'orientation stratégique. L'innovation du plan consistait en son caractère programmatique, orienté selon deux volets. Le premier est le volet « culture », dont le principal objectif était la préservation du patrimoine, à la fois matériel et intangible. Le volet « accueil » avait un caractère plus social, avec un intérêt particulier envers les étudiants, les touristes et les travailleurs (*Ibid.*). Ce projet s'insère dans une stratégie globale visant à réorganiser la province de Naples, en vue notamment de sa transformation, depuis janvier 2015, en « ville métropolitaine ». Le PRG¹³⁰ de Naples, établi en 2004, a pour but de rendre la ville plus attractive, d'un point de vue économique, touristique et culturel. Le financement du Grand Programme Unesco, qui se développe dans les différents PIU (projets intégrés urbains) de chaque zone, est garanti par les fonds européens PO FESR¹³¹ 2007-2013. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les PO FESR sont des financements structurels que l'Union Européenne fournit aux administrations régionales pour mener des projets selon sept axes d'interventions principaux : 1) durabilité environnementale et attractivité culturelle et touristique ; 2) compétitivité du système productif régional ; 3) réduction du déficit énergétique et promotion des énergies renouvelables ; 4) accessibilité et transports ; 5) société de l'information ; 6) développement urbain et qualité de vie ; 7) assistance technique et coopération dans la mise en place du programme¹³².

La Municipalité de Naples a produit plusieurs documents pour le Grand Programme Unesco : les plus importants sont le Document d'Orientation Stratégique et le Plan de Gestion Intégrée. Dans le premier, les aménageurs énoncent les objectifs du programme, qui visent à remplir les conditions de développement urbain établies par l'Europe :

Le Document d'Orientation Stratégique que nous proposons ici pour le Grand Programme pour le Centre Historique de Naples Patrimoine Unesco, accepte dans la manière la plus explicite la philosophie d'utilisation des fonds européens : obtenir un développement et améliorer sensiblement la qualité des espaces et de la vie des habitants. Non seulement restauration de monuments et de tissus urbains historiques, donc, mais une série articulée d'interventions sur la partie « physique » du centre historique (des installations technologiques aux sous-services du mobilier urbain) et sur ses aspects « immatériels » (de la sécurité aux actions internes aux politiques d'inclusion). La certitude d'obtenir cet objectif est liée à la qualité des projets de différente nature qui seront mis en place et, surtout, à leur intégration organique. (*Ibid.* p.7).

Dans ce passage, l'on constate clairement que l'intégration des interventions constitue la stratégie principalement affichée par les aménageurs, qui mettent bien l'accent sur la nécessité de ne pas limiter le projet à des interventions « physiques » :

¹³⁰ Piano Regolatore Generale : l'équivalent du PLU français.

¹³¹ En France : PO FEDER - Programme opérationnel Fond européen de développement régional.

¹³² Source: <http://porfesr.regione.campania.it/it/programma-operativo/programma-operativo-b8q8/assi-e-obiettivi?page=1> [consulté le 30/06/2015].

Un environnement urbain même bien restauré, mais dans lequel existent toujours des situations de détresse sociale et des problèmes de sécurité, représente l'échec de l'objectif. De la même manière sera insatisfaisant une amélioration sensible des conditions socio-économiques dans un contexte urbain dégradé du point de vue physique et obsolète du point de vue fonctionnel. (*Ibid.*).

La multiplicité des acteurs intervenant dans le centre historique est prise en compte dans le document comme un point de force : chacun des acteurs aura en charge le traitement des immeubles dont il est propriétaire ou gestionnaire. Les aménageurs spécifient que le document est divisé en deux « niveaux » de projet. Le premier signalant tout immeuble ou secteur qui nécessite une intervention dans le centre historique et le second indiquant comment seront dépensés les 240 millions du financement européen dans la zone du Centro Antico. Les aménageurs établissent ainsi quatre zones majeures d'intervention :

1. le Centro Antico, qui comprend l'ancienne *Neapolis*, de fondation grecque, ainsi que l'expansion à l'Ouest des années 1900 ;
2. une première tranche de côte, de la gare centrale Garibaldi à la place Municipio ;
3. les Quartieri Spagnoli, quartier résidentiel dégradé derrière la rue Toledo ;
4. la seconde tranche de côte, qui va jusqu'à la zone portuaire de Mergellina.

Afin de déterminer les interventions pour chacun des quatre secteurs du centre historique, les aménageurs en définissent les « vocations ». Ainsi, la vocation du Centro Antico serait celle de centre des études et de la culture, tandis que les Quartieri Spagnoli auraient plutôt vocation de lieu d'accueil des migrants et de développement du petit artisanat. Dans les secteurs externes au Centro Antico, cœur du centre historique, le Programme intègre plusieurs projets pilotes déjà existants auparavant, comme la reconversion des *bassi* dans les Quartieri Spagnoli ou la transformation de l'Auberge des Pauvres, un ancien hospice, en une « Cité des Jeunes ». Dans le Centro Antico, les interventions physiques annoncées sont essentiellement limitées à la restauration des immeubles, dans un souci de patrimonialisation, afin de créer une « Citadelle des Études, des Arts et de la Culture ». Il s'agit donc d'un projet qui vise à favoriser la fréquentation culturelle du Centro Antico.

Le document identifie trois niveaux de bénéficiaires du projet : le premier est le « territoire », auquel sont destinées toutes les interventions sur les infrastructures, qui en améliorent les conditions physiques et en exploitent les potentialités. Le deuxième est le niveau des « destinataires internes », autrement dit les résidents du centre historique, les acteurs culturels et les entreprises : les opérations pensées sont respectivement l'implication dans la réhabilitation des immeubles, la lutte contre la dégradation sociale et la requalification du tissu productif local. Le troisième niveau est celui des « destinataires externes » : étudiants, chercheurs, travailleurs, touristes, voyageurs pour affaires et investisseurs. Cette catégorie se

révèle fondamentale dans la mise en place du projet, car c'est leur présence et leur participation active à la vie du centre historique qui en garantit la pérennité :

Les particuliers représentent un grand intérêt pour le développement de la zone, puisqu'ils peuvent conférer une grande valeur au territoire non seulement en termes de dépense (par ex. les touristes), mais également de connaissances et de compétences (individus domiciliés en foresterie pour des raisons d'études, recherche et travail). (*Ibid.*, p.43).

Ainsi, même en misant sur l'implication des acteurs locaux (résidents, mais surtout acteurs culturels), les aménageurs ne cachent pas le souhait explicite d'attirer une population aisée, susceptible de contribuer au développement économique du territoire à travers les investissements et les dépenses.

Les aménageurs affirment avoir travaillé l'ensemble du document de projet pour qu'il soit discuté avec la population avant d'atteindre un niveau d'avancement trop important. Plusieurs questions sont donc laissées en suspens afin de les discuter au sein d'un processus participatif. Ce dernier était plutôt incarné par le dispositif des « manifestations d'intérêt » : les associations locales pouvaient se « manifester » en répondant à l'appel sur internet pour proposer une éventuelle gestion d'un bien réhabilité. Néanmoins, au delà de cette initiative, qui n'a pas continué après le changement de cap du projet, aucun processus participatif (de type assemblée publique, ateliers avec les habitants, conférences) n'avait été entamé. En avril 2013, la Municipalité a créé l'Observatoire, censé favoriser la relation entre les aménageurs publics et les associations. Cependant, le projet avait déjà subi sa transformation principale – de « programme » à « projet » et les « simples » habitants n'ont jamais été impliqués dans les débats organisés par l'Observatoire (Figure 14).

5.1.1 Le Projet Bassi : le changement social comme objectif caché ?

Le projet de reconversion des *bassi* dans les Quartieri Spagnoli est un exemple significatif de la politique d'accroissement du capital symbolique d'un quartier pour atteindre des objectifs de compétitivité économique nationale et internationale. Le projet était déjà dans le tiroir de la Municipalité de Naples depuis 2001, qui souhaitait poursuivre les expériences des Urban dans les Quartieri Spagnoli¹³³. La Municipalité décide d'exploiter également les récents succès des différentes interventions Sirena ailleurs dans la ville, afin de promouvoir un appel d'offre réservé au quartier. Visiblement, c'est sa charge symbolique et son potentiel d'attractivité qui permettent d'identifier le quartier comme un terrain privilégié, surtout en raison du développement déjà amorcé à partir des années 1990. Le projet a été étudié et préparé dans les détails, mais il n'a jamais été publié, car les financements prévus ne se sont

¹³³ Voir chapitre précédent.

jamais concrétisés. Remis à une date ultérieure jamais définie, il est impossible de savoir s'il sera réalisé un jour, surtout après la liquidation judiciaire de Sirena en 2014. Il est néanmoins très significatif pour nous de l'analyser, car, déjà dans les intentions de projet, il présente tout l'apparat discursif propre à l'urbanisme de la globalisation, ici décliné à la petite échelle. Derrière la rhétorique de l'amélioration des conditions de vie et du développement de l'économie du quartier, il est possible de lire toute la remise en question des pratiques de certaines catégories de la population, l'effacement ou la délégitimation d'une certaine conception de la ville, au profit d'une authenticité construite *ad hoc* pour les besoins du projet. À travers son discours qui se veut universalisant et compréhensif, mêlant l'exaltation d'une présumée « identité des lieux » à des tons subtilement menaçants, le document du projet présente un discours qui opère la deshumanisation des catégories subalternes à travers leur effacement.

Le projet prévoit la requalification de la partie basse des Quartieri Spagnoli, derrière la rue Toledo, à travers la reconversion des *bassi* en locaux commerciaux. Plus particulièrement, le document de projet affiche trois objectifs principaux : 1) reconvertir les *bassi* à une destination d'usage de type commercial ; 2) valoriser le potentiel économique et commercial du quartier ; 3) impulser la requalification du quartier en ce qui concerne les immeubles comme les espaces publics. Les trois objectifs peuvent être contestés, pas forcément dans leurs intentions théoriques, mais dans la charge de délégitimation qu'ils contiennent, surtout dans les préconisations de mise en œuvre du projet (Figures 15 et 16).

Le Projet Bassi devait être financé par des fonds ERP (Edilizia Residenziale Pubblica)¹³⁴ à hauteur de 10 millions d'euros, consacrés intégralement à l'acquisition et au versement de contributions économiques à la reconversion des *bassi*. Avec la mise en place du Grand Programme Unesco, en 2009, le Projet Bassi a été inséré dans les axes d'intervention et 10 millions d'euros supplémentaires ont été alloués à cette partie du projet destinée à la requalification des espaces publics. Une fois le Grand Programme devenu Grand Projet, tout le Projet Bassi a été mis de côté. La négociation avec les habitants sur un éventuel relogement après la reconversion de leurs *bassi*, considérée par les aménageurs une étape ultérieure du projet, n'a jamais été entamée. Lors de notre entretien, le président de Sirena B. Stangherlin, a affirmé qu'il fallait disposer d'orientations de projet plus définies avant d'en discuter avec les bénéficiaires. Pour ces raisons les habitants ignorent, pour l'instant, l'existence d'un quelconque projet sur les *bassi* du quartier.

¹³⁴ L'équivalent du logement social français.

5.1.2 Du « Grand Programme » au « Grand Projet » : les changements de route d'un projet instable

Le Grand Programme Intégré Naples Unesco est devenu, entre 2013 et 2014, le Grand Projet Naples Unesco. Cette modification de dénomination, de « programme » à « projet », contient toute la remise en cause de la réflexion faite par les institutions régionale et municipale sur la ville de Naples, ainsi que les incertitudes sur leur capacité à exploiter au mieux les fonds européens (programmation FESR 2007-2013). Aujourd'hui, après une réduction des fonds de 240 millions à 100 millions d'euros, le Grand Programme a considérablement changé : il ne s'agit plus d'une intervention intégrée sur l'ensemble du centre historique, qui comprenait plusieurs projets pilote et l'implication des associations à travers l'outil participatif des « manifestations d'intérêt ». Le projet s'est réduit à une intervention sur 25 immeubles publics, notamment des églises et des palais historiques, pour « restauration et réaffectation », plus deux projets de requalification de l'espace public (Regione Campania 2012)¹³⁵. La question de la réaffectation, autrement dit de la destination d'usage des différents immeubles restaurés et de l'implication de citoyens et association dans cette démarche, est encore très floue.

La partie la plus discutée du Grand Projet Unesco est celle qui prévoit 30 millions d'euros pour la requalification de la trame urbaine du *Centro Antico*. Intervenir sur ces espaces équivaut notamment à toucher toute l'appropriation « populaire » de l'espace public, qui se fait « derrière » les monuments et les espaces fréquentés par les touristes et les autres usagers de la ville. Comme nous l'avons vu plus haut, si les *decumani* sont aujourd'hui des lieux de fréquentation assidue complètement voués au tourisme et à la consommation gentrifiée « folklorique », qui vend de la napolitanité à toutes les sauces, les *cardines* ruelles perpendiculaires, sont les théâtre d'une dégradation importante, mais également d'une appropriation très marquée de l'espace autour du logement.

Selon les aménageurs, une fois les fonds drastiquement réduits, il a fallu faire un choix : ils ont estimé que des interventions éparpillées de restauration de biens monumentaux sur l'ensemble du territoire identifié comme centre historique par le PRG n'auraient pas été suffisantes pour impulser une dynamique vertueuse de changement. Ils ont alors décidé de concentrer la totalité des financements dans des interventions de restauration d'immeubles publics du Centro Antico, et plus particulièrement dans une aire qui rayonne à partir de son centre, la rue Tribunali¹³⁶. Le choix de cet axe historique leur a permis de justifier des

¹³⁵ Voir la liste complète et l'état d'avancement des 27 projets dans les Annexes.

¹³⁶ Entretiens avec la Regione Campania et le chef du GPU auprès de la Municipalité de Naples, printemps 2014.

interventions comme celles de Porta Capuana, secteur actuellement très dégradé, de l'Ex-Asilo Filangieri, mais également de l'ensemble du réseau viaire des *decumani* et des *cardines*. Les interventions peuvent ainsi être regroupées en quatre macro-catégories, et plus particulièrement : la requalification de complexes monumentaux de propriété publique ou ecclésiastique ; la libération et la mise en tourisme de fouilles archéologiques ; la requalification des espaces urbains ; la valorisation urbaine à travers la mise en place de la ZTL et d'autres initiatives sur la mobilité (système de *bike sharing*, etc.) (Figure 17).

Certes, la réduction des fonds n'est pas présentée dans le document du projet comme une limitation aux ambitions des travaux, la renaissance de la ville étant encore présentée comme le but principal du projet ; cependant, il est plus difficile maintenant de voir comment, à partir de la restauration des monuments, l'amélioration sociale souhaitée pourrait se concrétiser. Dans les fiches de projet actuellement disponibles parmi les 25 monuments, les destinations d'usage préconisées restent très approximatives, et en tout cas elles ne s'éloignent jamais de la réception culturelle ou événementielle (concerts, congrès, manifestations culturelles, etc.). Les éventuels usages actuels, comme pour l'Ex-Asilo Filangieri squatté par des artistes, ou l'église de Santa Maria del Rifugio occupée par une association de soutien aux migrants, sont complètement ignorés, au profit d'attributions de fonctions *ex-novo*.

5.2 La Vision Stratégique Cairo 2050 : un projet ambitieux face à des événements inattendus

L'Égypte a vécu d'importants changements politiques ces dernières années. Avant cela, le pays tout entier, et plus particulièrement la capitale, étaient engagés dans des processus d'importants projets de développement. Au Caire, la mise en place de la stratégie métropolitaine Cairo 2050 devait signifier la reprise en main de l'urbanisme dans l'ensemble de l'agglomération. Officiellement lancée en 2009 par la General Organization for Physical Planning (GOPP), la stratégie avait plusieurs objectifs affichés, dont les principaux étaient la décongestion du centre-ville, la résorption de l'habitat informel et, plus généralement, une « remise en ordre » qui aurait dû contenir l'expansion de la ville sur les terres agricoles. Dans les intentions de projet, la ville aspirait à devenir compétitive au niveau international, et ceci à travers un nouvel « *ordre urbain* » et une attractivité économique, culturelle et touristique renouvelée (Barthel 2009). Cette modernisation passait par une réorganisation complète du tissu urbain : d'importants chantiers d'infrastructures étaient prévus, ainsi qu'une révolution dans la conception de l'outil projet urbain : d'un urbanisme par plans, les aménageurs égyptiens souhaitaient passer à un urbanisme de type stratégique, à travers notamment

l'instrument de la gouvernance et du partenariat entre les acteurs. Le projet devait être financé, à hauteur de 20 millions de livres égyptiennes, par le budget interne du GOPP, qui a rédigé l'ensemble des projets de détail en faisant recours à plusieurs consultants, et en collaboration technique avec des agences internationales telles le JICA, le UNDP ou UN-Habitat (Tadamun 2014). Symbole de la grandeur de l'ex-président Hosni Moubarak, le projet a été profondément bouleversé par les changements politiques qui ont suivi la Révolution du 25 janvier 2011.

La redistribution de la population dans l'ensemble de la région du Grand Caire est présentée par les aménageurs comme une nécessité : le développement de quartiers informels, la pression sur les infrastructures existantes, ainsi que la « dégradation environnementale » sont indiqués comme les limites majeurs à l'épanouissement des citoyens et à la compétitivité économique de la ville sur la scène internationale (GOPP 2010, p.10). La stratégie est alors présentée comme l'instrument idéal pour améliorer ces deux aspects en même temps : il reste à savoir si la compétitivité économique peut coexister avec une meilleure qualité de la vie pour l'ensemble des habitants (Figure 18).

Le document de présentation insiste sur le fait que Cairo 2050 n'est pas un « projet » mais une « vision stratégique » :

La vision n'est pas une décision de planification urbaine ; il s'agit plutôt d'une élaboration politique, économique, urbaine, environnementale et sociale qui n'affectera pas seulement la future région du Grand Caire, mais l'Égypte toute entière. (*Ibid.*, p.24).

Les acteurs en charge du projet affirmeront à plusieurs reprises que la « vision » est ce que l'on souhaite obtenir, mais que lors de la publication de la stratégie, en 2009, les aménageurs ne disposaient pas des réponses concrètes aux questions posées. En effet, la « vision stratégique » correspond plus à montrer « ce » que l'on souhaite pour la ville, plutôt qu'à dire « comment » ce scénario peut être concrétisé (*Ibid.*, p.35). Ainsi, les documents de projet ne dépassent pas les grandes orientations stratégiques : il s'agit plutôt de faire état de ce qui existe actuellement et d'indiquer ce qu'il faudrait modifier ou améliorer. Néanmoins, l'état des lieux de la ville en 2009, surtout en ce qui concerne le centre-ville, s'il ne présente pas de solutions arrêtées, indique déjà ce qui est considéré comme négatif et laisse transparaître, de manière plus ou moins voilée, la domination symbolique sur la partie la plus démunie de la population. Dans les projets pour les quartiers centraux, la question de l'amélioration de la qualité de la vie se mêle aux questions de la représentativité, du tourisme et du patrimoine. Ainsi, le discours qui porte les projets pour le centre-ville cache une délégitimation des modes de vie et des pratiques de ces populations, définies « inappropriées » pour les territoires centraux. Cette délégitimation se fait surtout en mettant en place des comparaisons entre les habitants pauvres et les classes « culturellement et

socialement privilégiées » dont le retour en centre-ville est fortement souhaité, mais également en donnant une identité forte aux quartiers. Pour Wust-al-Balad, les piliers de cette nouvelle identité sont la culture, le patrimoine et le tourisme culturel, tandis qu'à Maspero c'est plutôt l'économie qui régit le futur aménagement.

La vision stratégique s'organise sur plusieurs axes, qui couvrent l'ensemble de la région du Grand Caire avec des interventions adaptées. Plus particulièrement, les axes d'interventions s'organisent selon cinq macro-catégories : le déplacement de fonctions, la construction ou la requalification d'infrastructures, le développement de nouvelles routes et quartiers dans les terres désertiques, le réaménagement de quartiers, la mise en place d'équipements et services de base. Pour chaque « secteur d'intervention », la GOPP a nommé des experts qui ont analysé l'état de la question et imaginé des solutions au cours de workshops avec les acteurs concernés (*Ibid.*, p.39) (Figure 19). La vision Cairo 2050, se voulant inclusive et projetée vers le long terme, intègre dans un cadre unique les différents projets qui étaient déjà en cours ou préparés par les différentes instances, entre autres la patrimonialisation du Vieux Caire, la construction des nouvelles lignes du métro ou celle du nouvel aéroport international (Ministry of Housing, Utilities and Urban Development 2009, p.13) (Figure 20).

Le document du projet présente de manière succincte les interventions prévues dans l'ensemble de la région, ainsi que l'analyse SWOT¹³⁷, couramment pratiquée en urbanisme. Une partie tout aussi synthétique est dédiée à la participation, autrement dit aux instruments mis en place par l'administration autour de la communication du projet. Plus particulièrement, les aménageurs prévoyaient, lors de la publication du document, l'organisation de trois conférences par an pour rendre compte de l'avancement des travaux, d'une campagne médiatique autour de la vision, afin de « créer un dialogue sur la vision » (*Ibid.*, p.45), et enfin d'un site internet où l'échange autour du projet aurait été interactif. Si les opérations de médiatisation s'adressent virtuellement à l'ensemble de la population, les rencontres sont plutôt réservées à des typologies d'acteurs bien précises, cependant indiquées comme « l'ensemble des acteurs » : représentants de la communauté économique, des organes de gouvernements, des syndicats, des partis politiques et fonctionnaires (*Ibid.*).

5.2.1 Le Caire « khédivial », ou la « découverte » du patrimoine moderne

Comme nous l'avons vu plus haut, la vision Cairo 2050 tente de réorganiser l'ensemble de l'agglomération métropolitaine à travers des interventions dans plusieurs

¹³⁷ « Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats », en français: « Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces ».

secteurs de la ville. Les deux quartiers que nous étudions, Wust-al-Balad et Maspero, font partie des « *territoires à valoriser* », mis en avant par les institutions comme points fondamentaux de départ de la nouvelle urbanisation dans le centre-ville (Barthel 2009 *op. cit.*). Le projet spécifique pour le « Caire khédivial », comme il a été renommé par NOUH, a été attribué aux bureaux d'étude AECOM et Associated Consultants, qui ont travaillé ensemble (Figures 21, 22 et 23).

L'objectif affiché par le projet est donc celui d'utiliser la valorisation des immeubles comme point de départ de la modernisation à la fois du point de vue urbain et social. La rhétorique dominante dans le discours porté par le projet est celle de retrouver la « grandeur perdue » de Wust-al-Balad, son caractère international et ouvert sur le monde¹³⁸ : cependant, cette vision est en conflit avec la réalité du quartier¹³⁹, devenu le lieu privilégié du petit commerce populaire et où l'architecture est fortement dégradée par la politique des baux bloqués¹⁴⁰.

Le projet prévoit la réorganisation complète du quartier, avec le déplacement de la plupart des fonctions qui génèrent trafic et surdensité au quotidien (banques, ministères, bureaux administratifs, dont le bâtiment de la préfecture, le Mogamma), pour enfin consacrer le centre aux activités touristiques et culturelles (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*). Une attention particulière est donnée aux espaces publics et les équipements: rénovation de la gare Ramsès, réorganisation complète de la voirie du centre-ville, avec l'insertion de nouvelles promenades arborées. Le projet prévoit une passerelle piétonne entre Wust-al-Balad et le voisin quartier chic de Zamālek, pour prolonger le parcours depuis la rue Qasr en-Nil, qui serait désormais interdite aux voitures. Le désir d'internationalité et de mise à niveau avec les capitales mondiales est bien visible dans le document du projet, dans lequel le *benchmarking* urbain montre une analyse comparée avec plusieurs centres-villes du monde : les centres de Beyrouth, Lisbonne, New York, sont présentés comme des modèles à suivre dans l'aménagement urbain du Caire (*Ibid.*, p.52). L'ensemble du plan présenté s'articule autour de plusieurs sites clés, qui définissent un périmètre à l'intérieur duquel s'organise le centre-ville. Ce dernier est essentiellement consacré à la culture, mais les aménageurs insistent sur le fait que les monuments ne peuvent pas constituer la seule attractivité pour les touristes, qui sont également intéressés à voir comment vivent les autochtones. Un centre-ville performant, affirment les aménageurs, doit pourvoir une vision d'ensemble sur la vie de

¹³⁸ SHAHINE A., « Paris Inspires Revamp of Cairo Center, Al Ismailia Chief Says », *Bloomberg*, 30/08/2009 - <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=apKBkuCITLIM> [consulté le 16/01/2011].

¹³⁹ Voir partie 3, chapitre 6.

¹⁴⁰ FAYDA S., « Downtown deals », *Business Monthly, American Chamber of Commerce in Egypt*, 06/2009 - http://www.amcham.org.eg/resources_publications/publications/business_monthly/issue.asp?sec=5&im=6&iy=2009 [consulté le 16/01/2011].

la société d'accueil. Les images du projet montrent ce que serait Wust-al-Balad en 2050, une fois les différents projets mises en œuvre : un centre-ville « optimiste », reconnecté avec l'eau et « à mesure humaine » (*Ibid.*, p.110). Les aménageurs ont organisé le plan pour que le centre-ville soit entièrement accessible par les piétons : ce schéma rejoint les visions de NOUH des monuments et des places publiques réhabilités, mais également celles d'Al Ismaïlia.

Les aménageurs ne cachent pas l'importance de consolider avant tout une image pour le nouveau centre-ville, qui soit visible « *depuis le ciel, la terre, l'eau* » (*Ibid.*, p.114) : le marqueur urbain prend ici la forme d'une roue panoramique, clairement inspirée du London Eye. Le choix de la roue n'est pas un hasard : premièrement, il s'agit d'un objet urbain inspiré de contextes attractifs des grandes villes européennes ; ensuite, c'est un élément qui rappelle la fonction première du centre-ville (et plus encore des berges du Nil), celle du loisir « branché » (Figure 24).

5.2.2 Le Projet Maspero: le développement du centre-ville passe par la dépossession des habitants pauvres

Avant la Révolution, le projet Maspero prévoyait le déplacement des habitants pour construire un nouveau centre d'affaires. Le document de présentation de la stratégie Cairo 2050 ne parle pas de manière directe du projet Maspero, mais présente comme l'un des objectifs principaux du « secteur tourisme » du projet « *l'exploitation du Nil comme un axe récréatif* » (GOPP *doc. cit.*, p.76). Dans cette formule plutôt générale est contenue la volonté d'exploiter les berges du Nil afin d'attirer une population différente par rapport à celle qui l'utilise actuellement. Ailleurs dans le document, même si le nom du quartier n'est pas directement mentionné, le projet Maspero est décelable dans les images qui accompagnent les objectifs de compétitivité financière, sous le point « *créer des centres pour les services financiers* » (*Ibid.*, p.77). L'image montre le *skyline* d'un Maspero aménagé selon une architecture « *de type Manhattan* » (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*, p.7) donnant sur le Nil : même si ces images ne correspondent sûrement pas à la réalité de ce qui sera éventuellement construit, elles sont des véhicules très efficaces d'un imaginaire bien précis. Ces images représentent l'ensemble de la corniche du Nil, qui constituerait, dans l'imaginaire aménageur, un pilier de l'attractivité cairote. En effet, le triangle Maspero a été choisi justement en raison de sa localisation extrêmement favorable, car il se trouve dans la prolongation d'une corniche déjà « tourifiée » depuis les années 1990 (Abaza 2011). Le projet de rénovation du quartier présenté au sein de Cairo 2050 n'était que le dernier d'une suite d'interventions, qui sont restées des rumeurs ou se sont partiellement concrétisées, mais qui

affectent quand-même le quartier depuis une quinzaine d'années (Ghannam *op. cit.*)¹⁴¹. En raison de sa position appétissante et du potentiel d'aménagement qu'elle représente, cette portion de Boulaq Abu-el-Ela a été rebaptisée par certains promoteurs « le triangle des Bermudes » (Abaza *op. cit.*).

La nécessité d'un tel projet, qui prévoit avant tout la démolition complète du bâti et le déplacement des habitants, a été confirmée par l'Informal Settlements Development Facility (ISDF), agence gouvernementale en charge du traitement des quartiers informels. Le projet construit en effet sa légitimité sur la modification de 2008 de la loi de 1990 sur « l'expropriation pour intérêt général », appelée Unified Building Law (Deknatel 2013), qui permettait au gouvernement d'acquérir le foncier des quartiers dégradés, dans le but de les « réhabiliter » ou d'y construire des infrastructures, ou encore de mettre en place d'autres aménagements d'intérêt public. La même année, l'ISDF établit son classement de quartiers, et place Maspero dans la catégorie 2, dans laquelle on trouve les quartiers insalubres, qu'il faut absolument démolir, mais dont le foncier peut être récupéré par l'État (El Faramawy, Algohary *doc. cit.*) (Figure 25). Ce dernier a donc financé une compagnie créée *ad hoc* par les trois plus grandes banques égyptiennes, la Maspero Company for Urban Development, chargée d'acquérir la plupart des terrains dans le quartier et de négocier avec les occupants quant à relogement ou compensation (Figure 26).

5.2.3 Après la Révolution ? La continuité du projet est incertaine, mais le discours reste

Depuis le début de la Révolution, les acteurs de la planification urbaine font face à de nouveaux enjeux et en découvrent d'autres qui étaient oubliés : les autorités, qui ont d'abord mis en *stand by* tous les projets dans l'attente de plus de stabilité, affirment vouloir répondre aux demandes du peuple à travers des projets sociaux importants¹⁴². Le maintien de l'ensemble de l'équipe GOPP après la chute du précédent régime faisait déjà pressentir qu'il n'y aurait pas de « révolution » dans la planification urbaine. Néanmoins, les aménageurs affirmaient que de nouvelles préoccupations étaient désormais en jeu, ce qui était à l'origine d'une réflexion majeure autour des politiques urbaines et sociales et à la révision de la stratégie Cairo 2050, pour qu'elle soit plus « en lien avec la réalité » (Deknatel *op. cit.*). L'agence urbaine a ensuite choisi de mettre l'accent sur la décentralisation à l'échelle du pays, plutôt que de la seule agglomération de la capitale. La nouvelle vision, dénommée « Égypte 2052 », a cependant été préparée dans un délai trop restreint pour fournir des

¹⁴¹ Voir chapitre précédent.

¹⁴² Par exemple, la construction d'1 million de logements sociaux en cinq ans.

solutions concrètes aux problèmes posés. Le document du projet¹⁴³ parle du pays plutôt que de la ville, mais maintiennent un discours similaire, axé sur la compétitivité économique et le rôle stratégique au sein du Monde Arabe :

A travers ce projet du GOPP, les auteurs imaginent une Égypte « développée et compétitive », une « nation pionnière, possédant de vastes potentialités économiques, une équité sociale, une démocratie locale forte et une meilleure qualité de vie pour toute la population ». (Mahmoud, Abd Elrahman 2014, p.10).

Malgré les changements multiples de la dénomination du projet, de « Cairo 2050 » à « Égypte 2052 » puis à « Strategic Development Vision » (sans date butoir) (Tadamun *op. cit.*), ni les principes de fond ni les objectifs de la vision ont concrètement changé (Mahmoud, Sami 2012).

Concernant le centre-ville, les projets en place ont connu le même arrêt que l'ensemble de la stratégie, mais les axes majeurs d'intervention n'ont jamais été remis en cause. Les contestations de 2012-2013, avec les manifestations répétées et les épisodes de guérilla urbaine, qui ont eu pour théâtre en grande partie le centre-ville, ont fait passer en second plan les préoccupations patrimoniales, mais ont fait en même temps apparaître de nouveaux dangers, comme la dégradation, voire la destruction de monuments historiques. Les investisseurs privés, quant à eux, misent encore sur la culture comme levier du développement du centre-ville.

Le projet Maspero a connu également une période de gel : quelques mois après la Révolution, le travail de la Maspero Company a été arrêté et le projet semblait abandonné. L'ISDF a par la suite lancé un appel à projet international pour le réaménagement du quartier : « *l'objectif de la compétition était d'inspirer un projet exemplaire dans l'aménagement d'une communauté mixte, la sauvegarde du patrimoine, la protection de l'environnement, tout en évitant le départ des résidents locaux* »¹⁴⁴. La compétition a été gagnée en 2015 par l'agence Foster and Partners : les modélisations 3D que l'agence a diffusé sur internet (tout comme celles des agences arrivées en deuxième et troisième position) posent le problème de l'imagerie dominante du projet et d'une esthétisation poussée du projet, aux dépens d'une réelle prise en compte des exigences des habitants (Figures 27 et 28). Un travail tout à fait opposé a été mené par l'agence Madd Platform, qui a conçu le Projet Participatif Parallèle Maspero (Zaazaa *op. cit.*). L'équipe d'architectes a mené un travail approfondi de l'histoire, de la morphologie et du peuplement du quartier, en l'insérant dans son contexte géographique et urbanistique. Le projet a été imaginé avec la participation des habitants, qui

¹⁴³ Ne disposant pas de données de première main sur la vision Égypte 2052 et sur la Strategic Development Vision, nous avons analysé la documentation disponible sur le sujet.

¹⁴⁴ Source : http://www.uia.archi/en/participer/concours/9788#.V_GOkCOLS2w [consulté le 03/10/2016].

après 2011 avaient constitué une association de défense de leurs droits, la Maspero Association to Defend the Land and House. Il prévoit des actions sur différents fronts : du point de vue économique, il prône la mise en place d'investissements dans le tourisme et dans la culture, mais portés par les habitants au lieu d'être parachutés de l'extérieur ; du point de vue social, il vise à un modèle flexible d'amélioration des conditions des logements, à travers la mixité de l'habitat, la favorisation du départ de ceux qui veulent quitter le quartier (et le maintien sur place des autres), ce qui permettrait d'éviter tout risque de gentrification ; du point de vue urbain et environnemental, il ambitionne à une majeure intégration entre le quartier et le reste du centre-ville, tout en gardant le caractère spécifique de son architecture et de son tissu patrimonial. D'une manière générale, le projet se fonde sur l'interaction entre « forces externes » et « forces internes », ces dernières essentiellement représentées par les résidents (*Ibid.*, p.396-397). Né comme « parallèle », le projet a été adopté en 2014 par une élue qui l'a porté, et qui a entamé une négociation au sein du gouvernement. Aux portes de la mise en œuvre, tout a été arrêté à cause de la destitution de cette élue et depuis les habitants restent en attente.

5.3 La construction des discours aménageurs

Les deux projets présentés dans les paragraphes précédents nous servent de support pour l'analyse des « discours aménageurs ». En effet, les documents de projet véhiculent un système de valeurs, des visions ou de besoins qui engendrent des dynamiques de délégitimation des couches les plus pauvres, présentés comme des enjeux de renaissance ou d'amélioration de la qualité de la vie pour tous. Bien que différents dans le terrain d'action et les orientations précises, les deux projets construisent un discours aménageur autour des mêmes thématiques, que nous analyserons dans cette partie. Au centre de toute la dynamique de projet, nous retrouvons le patrimoine comme levier de développement et la mise en place d'une image de ville attractive.

5.3.1 Les politiques patrimoniales comme vecteur de développement urbain : de la marge au centre

Comme nous l'avons vu précédemment, la globalisation entraîne un paradoxe entre singularisation et standardisation des territoires. Bien que le patrimoine renvoie à quelque chose d'unique, propre à chaque culture ou territoire, les espaces patrimonialisés courent plus que d'autres le risque de la standardisation. La patrimonialisation peut donc être analysée comme la stratégie urbaine principale d'un aménagement couplant sécurisation (à travers la

mobilisation du patrimoine) et investissements (à travers la nécessité de modernisation invoquée). Cette stratégie parallèle fait écho à l'identification du centre historique comme pivot de la renaissance de l'ensemble de la ville :

Le Centre Historique Patrimoine Unesco est considéré dans le projet comme la portion de la ville dont la valeur historique et identitaire des lieux devient le moteur des stratégies d'amélioration de la qualité de vie des habitants et de la valorisation culturelle, économique et touristique. *La présence de ressources historiques, artistiques et culturelles est ainsi le pivot de la régénération sociale, culturelle et du développement économique de la zone.* (Comune di Napoli *doc. cit.*, p.31, nous soulignons).

Ainsi, le patrimoine n'est pas uniquement une ressource historique et culturelle, mais également économique : les politiques patrimoniales peuvent alors impulser des dynamiques vertueuses de changement des territoires centraux.

Dans le document du Grand Programme Unesco, le passage d'une logique des monuments à celle d'un paysage urbain historique est fortement mise en avant en tant que stratégie d'action :

Le Grand Programme a pour but [...] de « contribuer au dépassement de la conception du paysage comme bien singulier protégé par la loi, afin de passer à une interprétation du paysage comme patrimoine construit par l'ensemble organique d'éléments culturels, sociaux et naturels que l'environnement à accumulé au fil du temps » et d'en actualiser la stratégie. (Comune di Napoli *doc. cit.*, p.42).

La patrimonialisation devient ainsi un instrument de reconquête foncière, mais également symbolique, à travers le marquage patrimonial de l'espace (Rautenberg 2012), un moyen rentable de valoriser un territoire, surtout quand celui-ci a été marginalisé par une paupérisation progressive. En effet, nous avons assisté, dans de nombreux contextes urbains, à un abandon progressif des centres de la part des élites et des classes moyennes, au profit des périphéries (Harvey 1998 *op. cit.*). Ce phénomène, dit de « suburbanisation », s'est accompagné, à partir de la moitié du XX^e siècle, d'une dégradation des centres, à la fois physique et sociale. De nombreux projets de patrimonialisation se doublent alors d'un discours de renaissance, dans le but de réintégrer dans la ville les centres marginalisés. Ces interventions dans les centres, qui visent à contrer la paupérisation (définie également « foundoukisation » dans les villes marocaines¹⁴⁵) ont pour objectif principal de faire revenir les élites dans ces quartiers. Le patrimoine fait alors partie de ce bagage d'attractivité censé rendre plus agréable le centre. Cependant, dans la pratique patrimoniale des centres habités se loge une contradiction majeure, qui voit des vocations différentes (et peut-être opposées) sur

¹⁴⁵ « [...] foundoukisation des médinas : suroccupation des bâtiments, dégradation des espaces de vie, mauvais entretien des espaces publics, abandon puis occupation illégale des grandes demeures. Les médinas se dégradent, [...] et avec elles se transforme l'idée qu'on s'en fait. Dans l'imaginaire [...] des élites, la ville ancienne devient l'espace du pauvre, de la saleté, de l'étouffement. » (Kurzac 2005).

un même territoire : quartier en tant que lieu de la vie quotidienne pour ses habitants, site de consommation culturelle et de loisirs ponctuels pour les touristes et les visiteurs. À en croire les discours aménageurs, l'aménagement d'un quartier à des fins touristiques suffirait à le « démarginaliser », et ainsi à améliorer les conditions des habitants.

L'engouement pour l'urbanisme des centres-villes, plus ou moins basé sur la patrimonialisation du bâti et sur l'instrumentalisation de la nostalgie, constitue dans tous les cas une opportunité économique importante pour les municipalités concernées. En effet, la patrimonialisation, telle que nous l'avons présentée plus haut, quand elle structure d'importantes opérations urbaines, est un processus de construction d'une ressource pour l'ensemble de la ville. M. Gravari-Barbas (1997) identifie trois fonctions majeures de la patrimonialisation comme reprise en main d'espaces dévalorisés : fonction légitimante, fonction identitaire et fonction valorisante. La première correspond aux capacités d'investissement et d'influence sur la sphère publique qui sont données par le prestige associé à la valorisation du patrimoine ; la deuxième renvoie au capital culturel permettant l'appropriation des espaces patrimonialisés ; enfin, la troisième correspond aux retombées économiques attendues des projets de patrimonialisation (Veschambre 2007b *op. cit.*). À travers la mobilisation de ces trois fonctions, la patrimonialisation se confirme comme une politique de réinvestissement du territoire.

Dans le Grand Programme Unesco Naples, la question de la centralité est fortement mise en avant, la requalification du centre historique étant la voie à parcourir pour faire de Naples une centralité au sein du réseau de villes qui composent sa région métropolitaine (Comune di Napoli *doc. cit.*, p.38). L'affirmation de Naples en tant que centralité régionale se fait, selon les aménageurs, justement en sortant son centre historique de sa condition d'isolement – de marginalité, on pourrait dire (*Ibid.*, p.37). Dans ce sens, les politiques patrimoniales peuvent être analysées comme processus de réinvestissement d'espaces marginaux, où les notions de « marge » et de « centre » ne sont pas entendues comme des notions géographiques, mais plus spécifiquement sociales. En effet, si nous entendons la marge comme un « espace à faible légitimité » (Florin, Semmoud *op. cit.*, p.21), il est possible d'en explorer la complexité à la fois spatiale et sociale, en allant au-delà des définitions officielles homogénéisatrices. Ainsi, un territoire localisé au centre peut constituer une marge, un espace qui reste « en réserve » jusqu'à son réinvestissement de la part des acteurs locaux : quand ce territoire central présente un potentiel patrimonial, la patrimonialisation semble devenir, pour les aménageurs, la typologie de projet la plus intéressante à mettre en œuvre.

La conception d'une ville en tant qu'ensemble hétérogène de territoires plus ou moins marginaux renvoie notamment à la notion d'« espaces réserve » de D. Harvey¹⁴⁶. Certains espaces deviennent ainsi potentiellement attractifs car situés dans des positions stratégiques (géographiquement centraux, à proximité d'espaces valorisés, etc.) : dans l'attente d'une reconquête de la part des acteurs dominants, l'espace est laissé à l'abandon et progressivement stigmatisé, afin de légitimer des interventions de plus en plus invasives au nom de la reprise en main de la marge. Ainsi, la production de ces marges en tant qu'espaces-réserve est nécessaire à la mise en œuvre des cycles de « destruction créatrice » (Harvey 1998 *op. cit.*) :

[...] le binôme « marginalisation/intégration » [...] s'inspire des travaux de la géographie radicale de D. Harvey et de N. Smith qui se sont saisis, à partir des années 1970, des processus inhérents aux changements de certains espaces urbains nord-américains qui participent de l'accumulation de capitaux financiers. [...] le cycle de l'investissement [...] repose sur une alternance de deux phases intervenant parfois de façon simultanée, celles du *dés*-investissement et celle du *ré*-investissement. Pour le dire autrement, à la logique d'obsolescence « quasi organisée » correspond un renversement de situation spatiale : ainsi, les tissus urbains sont pour un temps délaissés, voire stigmatisés, et les statuts fonciers sont maintenus flous et les bâtisses abandonnées ; face à ce délabrement matériel mais aussi symbolique, le « renouvellement urbain », sinon la « revitalisation urbaine », devient alors une solution socialement souhaitable et donc politiquement légitime (Bidou-Zachariassen et al., 2003). C'est l'état d'abandon à une période donnée, d'absence d'attention et d'intérêt, qui fait de l'espace une opportunité de reconquête par les capitaux. (Coslado 2014, p.105-106).

Dans ce sens, les quartiers centraux dégradés peuvent être vus comme des « périphéries centrales » (Barbarossa, Costa 2007), car ils représentent des territoires marginaux intéressants pour l'investissement du capital. L'organisation de la ville selon des territoires marginaux en attente de reconquête et des espaces de valorisation à la fois socio-culturelle et immobilière, conduit à une ville de plus en plus « archipelisée » (Kurzac *op. cit.*), autrement dit à une fragmentation de l'espace de plus en plus importante, induite par l'attention et les ressources inégales accordées aux différents quartiers. Cette situation peut avoir des conséquences sociales importantes, même à l'intérieur du même centre historique, quand certaines portions sont plus valorisées que d'autres. À Naples, l'exemple du quartier Sanità, montre qu'un secteur très dégradé et faisant partie du centre historique, finalement ne bénéficie pas des aménagements prévus par le Grand Programme Unesco, en raison d'une mineure visibilité touristique. Il en est de même à l'intérieur du centre historique, où les zones

¹⁴⁶ « [...] la notion d'« espace-réserve » a été travaillée par d'autres chercheurs, le plus souvent anglo-saxons et appartenant au courant de la radical geography qui s'est constitué à partir des années 1970. Ainsi, selon D. Harvey (2001), le capital a sans cesse besoin de nouveaux espaces pour faire de projet ou investir les surplus générés par l'activité économique. Cet impératif se solde par la valorisation de nouveaux espaces comme, par exemple, les campagnes périurbaines états-uniennes dans l'entre-deux-guerres, mais aussi par la dévalorisation du « capital fixe » (espaces bâtis, investissements en milieu urbain [...]), qui deviennent alors des « espaces-réserve » pour des développements ultérieurs exploitant le rent gap, soit le décalage entre la rente potentielle et la rente effective procurées par les espaces en question. » (Benach, Tello 2014).

autour des monuments font l'objet d'une attention majeure que les quartiers résidentiels derrière les grandes artères. Ainsi, la patrimonialisation indiquerait moins la nécessité de conserver tel quartier ou tel immeuble, que l'identification de ce qui vaut la peine d'être « mis en valeur ».

La patrimonialisation peut également avoir des visées plus politiques, notamment de « mise aux normes » d'un quartier qui semble échapper au contrôle des pouvoirs locaux (Berry-Chikhaoui 2013). En effet, nombre de projets de patrimonialisation s'accompagnent d'un aménagement des équipements et des services du quartier, visant notamment à le rendre accessible aux touristes, et en général à en faciliter la fréquentation de la part des groupes aisés de la population. Le projet pour le *Centro Antico* à Naples, par exemple, prévoit la remise aux normes du tissu urbain et du réseau d'assainissement du quartier, ainsi que le réaménagement du mobilier urbain. Ces opérations, mais également d'autres comme les élargissements de rues, l'aménagement de squares (comme dans le cas de la placette Montecalvario à Naples), etc. correspondent à une opération d'« embellissement stratégique » (Harvey 2012).

L'ambiguïté soulevée par la patrimonialisation comme construction d'une ressource se fait sentir de manière plus forte dans les pays dits du Sud, où la valorisation du patrimoine vient à constituer un moteur de développement économique valorisé par des acteurs extérieurs, parfois plus que par les locaux. L'explicitation des implications sociales et économiques dans ces types de politique reste floue (Abry 2005). À Naples et au Caire, le binôme patrimonialisation/développement est très fortement mis en avant, surtout par les acteurs institutionnels locaux, cependant ces préconisations ne dépassent jamais l'état d'orientation stratégiques, et l'effet de ruissellement est presque donné pour acquis. En effet, la mise en patrimoine est vue comme une opportunité économique, à la fois à travers la création d'emplois liés au tourisme, mais également en ce qui concerne les bénéfices d'une éventuelle exploitation touristique et commerciale du patrimoine bâti. À Naples, cette question fait néanmoins débat parmi les acteurs : en effet, certains pointent le fait que les fonds européens ne peuvent être utilisés pour une patrimonialisation avec une exploitation économique du bien (restaurants, boutiques, etc.), le seul bénéfice permis étant le fait de rentrer dans ses frais avec les billets d'entrée payés par les visiteurs. Certains, parmi les associations et les acteurs institutionnels eux-mêmes, condamnent cette impossibilité d'exploiter économiquement les biens patrimonialisés¹⁴⁷ : cela indique une vision développementaliste de la patrimonialisation, conçue moins comme sauvegarde d'un secteur particulier, que comme outil d'accroissement du capital symbolique du centre-ville.

¹⁴⁷ Entretiens avec l'association d'artisans *Corpo di Napoli* en 2014, mais ces propos ont été également soulevés par les élus de la IV et II Municipalité au cours des réunions de l'Observatoire Unesco.

5.3.2 Attractivité, circulation de modèles et image de la ville : l'urbanisme « fictionnel »

L'importance grandissante de la part du projet destinée à la communication et à la circulation d'une image a fait naître des interrogations autour de l'émergence d'un « urbanisme fictionnel » (Matthey *op. cit.*), dont les effets seraient presque complètement inclus dans le message porté plutôt que dans la réalité des constructions. A partir de la réflexion sur ce phénomène, notre analyse tente d'aller plus loin, en explorant la capacité de cet urbanisme fictionnel d'établir une « narration urbaine », instrument de marginalisation de ces catégories qui ne correspondent pas au modèle dominant. Ainsi, approuver la « vision » du projet – et par la même sorte adhérer au code normatif et moral du citoyen idéal – correspondrait à l'acquisition d'une conscience de soi en tant que citoyen responsable.

L'urbanisme fictionnel selon L. Matthey, est caractérisé en premier lieu par le passage d'un urbanisme de la pérennisation à un urbanisme de l'éphémère, ou de l'évènementiel. Ainsi, la *new urban governance* multiplie les opérations de « cosmétique urbaine » visant à améliorer la qualité de vie, souvent à travers l'implication décriée de la population. Si plusieurs villes peuvent compter sur des aménagements devenus emblématiques, qui les rendent célèbres et attractives pour longtemps, l'image de la ville doit en général être constamment renouvelée, ou tout de même doit-elle être nourrie avec une mise à jour constante (événements culturels d'envergure mondiale, manifestations sportives, élargissement des sites monumentaux labélisés, etc.). La deuxième caractéristique de ce type d'urbanisme est le déjà cité fonctionnement par modèles : la circulation de ce qu'on appelle les « bonnes pratiques » naît du principe du *new public management*, qui pousse les administrations publiques à reproduire ce qui a déjà fonctionné ailleurs. Ce parti pris conduit à l'apparition répétée d'un certain nombre de thématiques urbaines - rapport avec l'eau, vert urbain, valorisation du patrimoine architectural, piétonisation des espaces, etc. – et d'évènements qui visent à rendre la ville « incontournable » - siège de congrès internationaux, lieu d'évènements sportifs, de manifestations culturelles, d'échanges commerciaux.

L'urbanisme de la globalisation se construit ainsi essentiellement sur la notion d'attractivité. Cette dernière suggère la capacité de mobiliser un potentiel de séduction qui va au-delà des offres fonctionnelle « traditionnelles » :

Ainsi, pour une ville ou un territoire, l'attractivité devient un concept mêlant : la capacité à drainer des flux et à fixer durablement des ressources en un lieu : ce que l'on nomme attraction effective, la capacité à se rendre désirable, qu'elle qu'en soit la raison : ce que l'on nomme attrait ou attraction potentielle. Depuis une dizaine d'années, l'attractivité est devenue pour les villes une notion cruciale, aussi cruciale que la compétitivité avec laquelle elle est parfois confondue. (La Fabrique de la Cité 2010, p.7).

Si la compétitivité, autre notion fondamentale pour l'urbanisme contemporain, renvoie plutôt à des capacités économiques, celle d'attractivité se base sur la capacité de la ville à attirer des personnes (et des investissements). Ces deux aspects d'une ville « performante » sont néanmoins interdépendantes. Ainsi, la construction d'une image valorisante devient fondamentale pour augmenter ses possibilités économiques : les villes se construisent une réputation, qui peut faire leur fortune même en l'absence de ces capacités géographiques et financières exceptionnelles qui distinguent les villes globales.

L'attractivité d'une ville est étroitement liée à son évolution démographique, l'objectif étant d'attirer une population diversifiée et qualifiée, à travers l'aménagement d'espaces publics, le marché immobilier, les opportunités professionnelles et l'offre culturelle. Certes, la mobilité souhaitée et activement poursuivie est celle d'une population « de qualité », mais elle porte avec soi l'arrivée de groupes défavorisés, qui profitent tout autant des multiples possibilités offertes par les villes-plateformes (dynamisme du marché de l'emploi, prise en charge sociale, etc.). Ainsi, les institutions locales et les promoteurs privés adoptent des politiques visant à attirer ou repousser certains types de population, ou encore d'organiser leur distribution à l'intérieur de la ville : les centres-villes, et plus généralement les quartiers mieux situés dans l'ensemble urbain, deviennent ainsi des espaces convoités ou les inégalités s'exacerbent (Deboulet 2012a *op. cit.*). Cette polarisation sociale, portée à l'extrême, peut créer des tensions parmi les habitants, qui nuisent à la réputation de la ville. L'image d'une ville dangereuse, qui serait peu accueillante pour les touristes et les expatriés hautement qualifiés ou les familles nanties, peut contribuer à une réputation négative difficile à changer, une fois enracinée dans l'opinion publique. Si la présence d'une population subalterne, qui occupe les secteurs de l'emploi nécessaires au marché du capital, est indispensable au fonctionnement de la ville en général, les promoteurs publics et privés s'attèlent à limiter la présence de groupes indésirables dans les lieux attirants de la ville. Pour ce faire, ils aménagent des espaces hautement sécurisés : des *gated communities* aux centres commerciaux inspirés aux anciennes avenues commerciales, les espaces destinés à une population « bobo » et fortunée misent de plus en plus sur l'entre soi et la sécurisation des espaces (Gasnier 2006). Misant sur la conjugaison entre aspects pratiques et symboliques, l'attractivité se résume à la mise en place d'une « ambiance urbaine », qui favorise une « qualité de vie » et un « style de vie » valorisants. Ces expressions - parfois floues - visent le même objectif : permettre aux habitants non seulement de profiter d'opportunités professionnelles intéressantes, mais surtout de mener une vie privée de qualité, dans le temps libre et les loisirs. « *L'attractivité d'une ville dépend donc de sa capacité à coupler deux dimensions : les opportunités économiques d'une part, le cadre de vie d'autre part* » (Fabrique de la Cité *doc. cit.*) : de la satisfaction de la population dépendent sa capacité et sa

propension à la consommation. En effet, les villes deviennent de plus en plus des lieux de consommation plus que de production (*Ibid.*).

Dans les documents des deux projets étudiés, la compétitivité et l'attractivité sont explicitement cités comme objectifs principaux. À Naples, ces deux questions deviennent des « priorités » qui structurent les axes de développement établis par l'Europe (Comune di Napoli, *op. cit.*, p.38). Ces objectifs doivent être atteints afin de placer la ville dans une hiérarchie internationale. Chaque ville se positionne dans ce classement sur la base de ses atouts, de ses points négatifs et, plus généralement, de sa « réputation », indépendamment de son environnement géographique régional et national.

Après avoir comparé sa propre ville aux « grands » du monde, l'opération successive est celle de lui permettre de soutenir la confrontation, autrement dit de devenir tout aussi compétitive et attractive. La compétitivité économique se réalise en attirant des investisseurs : la ville se doit donc d'être attractive : pour ce faire, elle doit avant tout avoir une image séduisante pour le public. L'opération de promotion visuelle et identitaire de la ville prend le nom désormais célèbre de *city branding*. Depuis les années 1990, chaque ville mise sur un facteur clé (la présence d'un site monumental ou culturel ; des qualités esthétiques ou naturelles ; le statut de capitale ; etc.) qui soit le pilier de son « capital image », gage d'attractivité symbolique. Cette « marque » de la ville est construite à l'aide de véritables slogans et identités visuelles (logos), lui permettant d'être reconnue et distinguée des autres¹⁴⁸. Pour ce faire, une véritable industrie de l'image est mise en place dans les institutions locales : des « adjoints à l'image de la ville » travaillent à la promotion de cette dernière sur la scène nationale et internationale (Figure 29).

Au Caire, le slogan de la stratégie Cairo 2050 est « internationale – verte – connectée », trois mots clé qui identifient les champs d'action des aménageurs. La ville se doit d'être « internationale » (parfois le document utilise le terme « globale » comme un synonyme), autrement dit elle doit être ouverte aux investissements étrangers et compétitive avec les villes mondiales, mais également se distinguer comme la véritable capitale culturelle qui soit un pont entre l'Afrique et le Moyen Orient. La métropole doit ensuite être « verte », ce qui implique non seulement l'augmentation d'espaces verts, ou encore la question énergétique, mais également un ensemble de préconisations à caractère plus social, comme la résorption des quartiers informels, ou culturel, comme la patrimonialisation des quartiers historiques. En effet, les aménageurs affirment que dans la catégorie « verte » ils ont souhaité insérer ces caractéristiques « à mesure humaine » que la ville devrait retrouver selon eux : la piétonisation des rues et le réaménagement des espaces publics, ou encore l'amélioration de la

¹⁴⁸ Parmi des exemples célèbres : « I Amsterdam », « Only Lyon » ; « MADrid » (La Fabrique de la Cité, *doc. cit.*).

qualité de la vie, et ce afin d'être « parmi les trente meilleures villes au monde » (GOPP *doc. cit.*, p.32). Enfin, la ville doit être « connectée » (parfois est utilisé comme synonyme le mot « intégrée »), ce qui englobe – de manière parfois approximative – différentes typologies de « connexions » : de la construction d'une cohésion sociale à celle d'un dialogue entre les acteurs urbains, jusqu'aux préconisations sur la mobilité et aux réseaux internet et des nouveaux médias. Ces rapprochements parfois improbables et un peu forcés sont symptomatiques de la volonté des aménageurs de créer un slogan qui soit à tout prix compréhensif, mais qui adopte en même temps des termes séduisants et rappelant un imaginaire positif dans le public (Figure 30).

À Naples, le slogan choisi est peut-être moins concis, mais tout à fait direct : « *La modernité entre dans la ville historique* » (Comune di Napoli *doc. cit.*). Significativement, les aménageurs mettent en avant la combinaison entre valorisation du patrimoine et développement. À travers ce slogan, les institutions napolitaines donnent déjà les bases de la nouvelle identité du centre-ville. Il est impliqué que la ville historique s'est arrêtée à un stade que l'on souhaite dépasser, et la nécessité d'une « modernisation » est présentée de manière positive. Ainsi, le slogan présente déjà, même si de manière implicite, un jugement de valeur sur le centre-ville et ses habitants, considérés de manière négative comme « non modernes ».

L'ensemble de ces opérations qui précèdent (et parfois se passent) de la réalisation de projets, se concentrant plutôt sur la construction d'un discours sur la ville, font partie de ce que Matthey appelle le *storytelling*, la troisième et dernière caractéristique de l'urbanisme fictionnel. En effet, la pratique urbaine a connu un cheminement depuis la technique fonctionnaliste des années 60 et 70, à la production dans les années 1980 de ce que B. Secchi a défini des « récits d'urbanisme » (*op. cit.*), autrement dit la capacité des urbanistes à fabriquer des imaginaires de villes, jusqu'à la pratique contemporaine du *storytelling*, une véritable production narrative de la ville qui prend le dessus sur l'aménagement urbain physique¹⁴⁹. La scénarisation des projets urbains se construit à travers des forums publics, des conférences, des ouvrages ou encore du véritable *merchandising* (production d'objets à l'image du projet). Cette communication du projet « *nous raconte une histoire* » (Matthey *op. cit.*) et ne sert plus simplement à faire connaître le projet, mais avant tout à faire en sorte que les gens s'y attachent et l'approuvent, avant même sa réalisation effective. Cette image

¹⁴⁹ Dans ce sens, l'urbanisme contemporain ne serait « *pas si étranger que cela à la société du spectacle telle que conçue par Guy Debord au sens où elle radicaliserait les dispositifs spectaculaires typiques de ce que Debord (1988) appelait un "spectaculaire intégré", en ce sens que "[t]out ce qui était directement vécu s'est [désormais] éloigné dans une représentation" dans le même temps que "le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible [qui] ne dit rien de plus que "ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît"* ». Source : « Faire des histoires? Du récit d'urbanisme à l'urbanisme fictionnel: faire la ville à l'heure de la société du spectacle », en ligne [consulté le 09/11/2014] - <http://www.brailard.ch/activites/faire-des-histoires-du-recit-durbanisme-a-lurbanisme-fictionnel-faire-la-ville-a-lheure-de-la-societe-du-spectacle/>

valorisante doit donc être non seulement attirante pour les étrangers (touristes et habitants potentiels), mais surtout pour les locaux : une « marque » qui fonctionne devrait faire la fierté des habitants de la ville qu'elle promeut (Fabrique de la Cité *doc. cit.*).

Issue du domaine de la communication politique, la pratique du *storytelling* se confirme comme une mise en récit sélective d'une certaine vision de la ville. Dans ce processus, il y a donc un tri qui s'effectue entre les pratiques et les biens (matériels et immatériels), qu'il vaut la peine de conserver et que l'on veut valoriser sur une scène internationale, et ceux qu'au contraire il ne faut pas montrer. Souvent, les aménagements urbains en relation avec la valorisation d'un aspect ou d'une fonction dans le centre-ville, visant au retour de la population solvable, ont comme moteur principal le renversement d'une image négative. L'un des objectifs affichés du Grand Projet est celui de « *favoriser l'arrivée et la permanence résidentielle de groupes sociaux culturellement élevés (étudiants, chercheurs, etc.)* », ce qui montre que selon les aménageurs, la « *renaissance sociale et culturelle* » (Regione Campania *doc. cit.*, p.18) du centre historique de Naples ne peut avoir lieu avec ses habitants historiques, mais à travers l'arrivée d'une nouvelle population, plus solvable et qui constitue un public plus à même de participer à des événements qui constituent des « *importants rendez-vous internationaux, qui verront Naples encore une fois au premier plan de l'attention internationale* » (*Ibid.*, p.15). Cependant, comme se le demandent C. Mager et L. Matthey (2010), cette production d'une image positive de la ville, qui laisse de côté la majorité de sa population, peut poser problème.

Autre élément de ce paradoxe, la personnalisation de plus en plus accentuée de l'action architecturale et urbaine (Molina 2014), qui voit dans la signature d'un *archistar* la promesse d'un retour d'investissement conséquent :

Un gain supplémentaire de notoriété internationale sera apporté par la signature d'un architecte de renommée mondiale – les Gehry, Rogers, Foster, Nouvel, Koolhaas, Calatrava, etc. La compétition est également de plus en plus féroce pour accueillir un « grand événement » aux retombées médiatiques internationales. L'objectif a alors pour nom « capitale européenne de la culture », « exposition universelle » ou, mère de toutes les batailles, « jeux Olympiques ». (Van Criekingen *op. cit.*).

Ainsi cet urbanisme, conçu par une élite professionnelle pour une classe urbaine hautement qualifiée, se construit sur une identité valorisante qui ne reflète pas la réalité de l'ensemble des habitants, mais au contraire favorise l'émergence et la reproduction d'une population gagnante aux dépens des « autres ».

5.3.3 Désirs de modernité : des villes en quête d'une revanche ?

Comme nous l'avons évoqué dans le paragraphe précédent, la construction d'une narration qui mette en avant une image positive de la ville devient l'un des objectifs principaux du projet. L'attractivité de la ville se construit à l'attention de trois types de destinataires : les investisseurs, les touristes et les résidents issus des couches sociales supérieures. Les institutions locales dans les deux villes étudiées, à travers les stratégies métropolitaines, tentent d'attirer ces trois groupes, notamment à travers des opérations de marketing urbain et afin de pérenniser la fréquentation touristique.

Tout comme dans le cas de Cairo 2050, la Municipalité de Naples articule le GPU autour d'une « vision », autrement dit d'une idée majeure de ce que la ville devrait être, pour se positionner « *au niveau des villes d'art majeures d'Italie et d'Europe* » (Comune di Napoli *doc. cit.*, p.60). Dans l'instrumentalisation sélective du passé on passe sous silence toutes les articulations du passé interne. Ainsi, la mise en avant d'une image de Naples en tant que ville « *plus sûre, ordonnée et organisée* » (*Ibid.*) se construit autour de cette « identité du site Unesco », qui en devient l'atout principal. L'objectif étant non seulement de faire en sorte que les touristes choisissent Naples comme destination pour leurs vacances, mais que leur expérience de visite soit la meilleure possible. Ainsi, le projet propose de repenser l'ensemble du centre historique en fonction de l'accueil des touristes « *en emphasiant l'appartenance au patrimoine Unesco* », qui devraient se retrouver dans un « musée ouvert » (*Ibid.*). Cette vision idéalisée d'un centre historique complètement consacré au tourisme entre en concurrence avec la reconnaissance, présente dans le document, du caractère hybride du centre historique de Naples, qui devient, dans le document, un problème à traiter :

Le centre historique de Naples n'est pas, comme les centres historiques des villes du centre nord de l'Italie, le cœur de territoires riches et développés qui, dans les dernières vingt années, ont assisté à une augmentation des valeurs immobilières, avec la conséquence de procéder à la substitution des couches sociales qui les habitaient traditionnellement. La plupart du centre historique de Naples et encore aujourd'hui étranger à ce processus de gentrification. Le site s'articule en secteurs urbains différemment caractérisés, selon la prédominance de celle, parmi les stratifications historiques successives, qui l'a plus ou moins marqué. La complexité majeure de notre centre historique, par rapport à celle des sites ponctuels, vient de la présence de toutes les problématiques propres à une ville. (*Ibid.*, p.10).

Dans ce passage, le caractère populaire – à remarquer que le mot n'apparaît jamais clairement dans le document - du centre historique est plutôt indiqué en termes de ce qu'il « n'est pas », par rapport à d'autres villes italiennes. Les aménageurs commencent ainsi à dresser le portrait de Naples autour de ce que la ville n'est pas, en indiquant, même si de manière indirecte, le côté populaire du centre comme la cause de son arriération. De la même manière, la gentrification est citée comme un phénomène souhaitable qui n'a cependant pas

affecté le centre historique de Naples. Les autres territoires, considérés comme « développés », ont vu leur valeur immobilière augmenter et leur population résidente changer : l'absence de cette dynamique, présentée comme vertueuse, fait en sorte que le centre historique de Naples présente des « problématiques » propres à une ville toute entière. Cette spécificité du site Unesco de Naples demande alors une intervention se mouvant sur deux binaires parallèles, celui de la protection du patrimoine et celui du développement urbain :

C'est ainsi dans ce scénario qu'il faut poser le thème, difficile, de l'équilibre entre politiques de conservation et sauvegarde des caractères identitaires, de protection et de valorisation du patrimoine témoin d'une histoire millénaire, mais aussi, en même temps, de développement et de modernisation, d'amélioration des conditions de vie des habitants, de leur sécurité, ainsi que de l'attractivité touristique, en redevenant ainsi un centre vital capable non seulement de « consommer » son image du passé, mais surtout de réaliser une synthèse féconde entre valeurs de la mémoire et projets pour le futur. (*Ibid.*, p.11).

Le terme « modernisation », employé dans le texte, est un élément supplémentaire de la construction du discours délégitimant, car il présuppose un manque de modernité, à corriger à travers la mise en place du projet. De la même manière, l'analyse SWOT – menée d'abord selon les thématiques traitées, puis synthétisée – met en exergue plusieurs manques imputés à la population pauvre. Du point de vue social, les aménageurs dénoncent l'absence d'une « *culture de la légalité et du travail formel* », mais également le fait que la population ne souhaite pas participer aux initiatives publiques de requalification du tissu urbain et économique. La sécurité est également signalée comme une question problématique, ainsi que la présence des immigrés, qui menace la solidité du tissu artisanal et productif autochtone. Ces questions, unies à une capacité d'accueil insuffisante des infrastructures culturelles, fait dire aux aménageurs que l'une des menaces majeures pour le développement de Naples est la mise en place d'un tourisme rapide et qui ne permet pas de pérenniser les activités culturelles et économiques qui y sont liées. Pour ce faire, les rédacteurs du document comparent une infrastructure fondamentale napolitaine, le Musée Archéologique National, avec d'autres musées italiens, et en constatent la fréquentation bien moins importante. L'une des causes d'« éloignement » des touristes, selon eux, serait bien l'image de la ville, perçue par les étrangers comme dangereuse. En effet, l'une des menaces principales citées ce sont des « *problèmes diffus de criminalité et détresse sociale qui compromettent l'image touristique de la ville de Naples et constituent un risque pour la sécurité des touristes* » (*Ibid.*, p.21, nous soulignons). Nous pouvons constater ici comment les pratiques non seulement criminelles, mais même simplement liées aux conditions sociales des habitants constituent un problème d'image pour la ville, en la rendant moins attractive par rapport à d'autres centres italiens et méditerranéens.

La question de l'attractivité est fondamentale dans l'identification des objectifs à atteindre : les aménageurs affirment reprendre l'« idée-force » déjà pivot du PIT Ville de Naples (financement européen 2000-2006) de la volonté de mettre en place une ville « internationale, méditerranéenne et européenne, à travers la reconquête et la valorisation des relations ville/mer – centre/périphérie » (*Ibid.*, p.28). Si le caractère international est mis en avant comme un slogan, opération menée également pour la stratégie Cairo 2050, le mot clé de cet objectif est certainement la « reconquête ». En effet, les aménageurs posent la ville en tant que lieu qui aurait perdu des caractéristiques valorisantes d'autrefois, et qui doit les récupérer. L'idée d'une « re »-conquête est porteuse d'un implicite de perte d'une condition favorable à laquelle il faut revenir.

Autour de cette thématique de la reconquête d'une époque mythifiée, nous pouvons analyser l'utilisation d'un même registre dans les deux documents de projet. Le titre même du document du Grand Projet, publié par la Région Campanie, se prête à une interprétation sur la portée « morale » d'une opération d'urbanisme : le document s'intitule « La régénération du centre historique de Naples » (*Regione Campania doc. cit.*). Le terme « régénération », bien qu'il soit utilisé en italien plus couramment qu'en français, qui lui préfère des expressions telles que « renouvellement urbain » ou « rénovation urbaine »¹⁵⁰, ne signifie pas simplement l'action de redessiner la ville sur elle-même comme instrument de développement urbain. La notion de régénération, en raison de ses acceptions bibliques, signifiant « retour à la vie », ouvre l'analyse à deux types d'interprétations. Le premier est la conception de la ville comme un corps organique, dont les tissus se « régénèrent » à travers les interventions urbaines, ce qui lui permet de continuer à vivre, tel un serpent qui mute ou un oiseau qui change ses plumes. Une deuxième signification est porteuse d'un sens « moral », qui marque la « rédemption » d'un individu (ou d'une société) qui renaît en se repentant de ses péchés¹⁵¹. Dans ce sens, la régénération urbaine implique une sorte de catharsis qui devrait purifier la ville en la libérant de ses péchés. Ces derniers peuvent être aisément identifiés à ses éléments déviants, à la dégradation physique, culturelle et sociale qui confinent la ville dans une

¹⁵⁰ « Aujourd'hui en France, le terme de « renouvellement urbain » renvoie encore aux notions très médiatisées de mixité et de politique de la ville, malgré les effets de la Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine de 2003 qui lui a substitué dans le jargon administratif le terme confus de « rénovation urbaine ». Il signifie toujours avant tout intervention sociale, et reste particulièrement d'actualité dans le contexte politique présent, après l'adoption du Plan de cohésion sociale de Jean-Louis Borloo en 2004 et surtout après les émeutes des banlieues de novembre 2005. » (Badariotti 2006).

¹⁵¹ Régénération, nom féminin, (latin ecclésiastique *regeneratio*, retour à la vie):

Reconstitution des tissus organiques lésés chez les êtres vivants ;

(Littéraire) Renouvellement moral, amendement de ce qui était corrompu, altéré : La régénération de la société.

Source : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9g%C3%A9n%C3%A9ration/67615> [consulté le 11/08/2015].

situation arriérée qui ne lui permet pas de se développer au mieux. Dans les deux acceptions, le terme indique la nécessité d'un changement, qui se fait en expulsant des éléments endogènes devenus nocifs, et présente le changement conséquent comme une deuxième naissance. Plus loin dans le document, il est possible de lire : « *L'ancienne capitale, centre pluriséculaire d'activité administrative, politique, commerciale et culturelle, peine à retrouver son identité et, avec celle-ci, un rachat socio-économique.* » (Regione Campania *doc. cit.*, p.13, nous soulignons).

En ce qui concerne le projet pour le centre-ville du Caire, les objectifs de la vision sont symptomatiques du discours porté par les aménageurs. Les trois objectifs principaux sont : 1) réduire les hautes densités urbaines du centre ; 2) déplacer les administrations majeures ; 3) développer le centre-ville et *en retrouver* les valeurs urbaines et culturelles (Ministry of Housing, Utilities and Urban Development *doc. cit.*, p.26). Le choix des mots, surtout dans le troisième point, n'est pas anodin : selon les aménageurs, le développement des quartiers centraux est lié à la mise en place d'un certain type de « valeurs culturelles », qui sont perdues et doivent être « retrouvées ». Cette formulation est symptomatique de l'utilisation de la thématique de la nostalgie dans l'ensemble du projet pour le centre-ville. Le fait d'affirmer que ces valeurs doivent être *re-trouvées* indique que ces mêmes valeurs existaient dans le passé, et enclenche une vision nostalgique de la ville d'autrefois. La période identifiée comme l'idéal auquel revenir est la « Belle époque » du début du XX^e siècle : le fait de parler d'une perte de valeurs, qui sont à rechercher dans cette époque révolue, participe à la légitimation de l'identité construite pour le futur quartier. Ainsi le consensus de la population ne se construit pas uniquement autour d'un aménagement physique d'un quartier, mais autour d'une identité urbaine, d'un ensemble de valeurs culturelles et urbaines présentés comme positifs.

5.3.4 La sélection de la mémoire comme instrument de projet

L'aménagement des centres-villes est progressivement devenu un enjeu majeur de la préparation des villes à la compétition internationale. Les opérations urbaines menées dans les centres se différencient néanmoins de celles des autres quartiers de la ville pour leur charge identitaire et représentative. Comme pour toute opération urbaine, des thématiques privilégiées se sont dessinées au fil du temps, et sont progressivement devenues des constantes dans l'aménagement des centres. La plus courante, et également celle qui concerne les deux centres-villes du Caire et de Naples, est la thématique de la « renaissance ». Selon cette idée, l'aménagement des centres ville ne crée pas simplement un cadre urbain *ex-novo*, mais ramène à la vie une grandeur qui a déjà existé.

Ce procédé est développé dans un double sens : d'une part, la sélection de la partie du passé qui mérite d'être conservée (choix d'une époque historique, valorisation d'une identité précise, classement d'une partie du bâti, etc.), de l'autre, la valorisation de ce passé dans le but d'engendrer un développement futur. Ainsi, ces politiques se construisent sur un paradoxe entre « nostalgie du passé » et « modernisation ». Comme pour le bâti patrimonialisé, le classement des centres-villes en tant que secteurs sauvegardés, donc la reconnaissance d'un passé à valoriser, servent à consolider les bases de l'aménagement urbain, en créant une continuité avec un passé glorieux qui légitime les interventions actuelles. La mise en place d'un urbanisme lié à un passé mythique peut ainsi constituer un acte profondément politique (Hocquet 2013).

L'instrumentalisation de la nostalgie d'une partie de la population, qui aurait vécu une période plus heureuse, repose sur la spatialisation des souvenirs de certains : « *le temps est toujours mémorisé non pas comme un flux, mais sous la forme de souvenirs de lieux et d'espaces dont on a fait l'expérience* » (Harvey 2010 *op. cit.*, p.268). Dans ce sens, la patrimonialisation et plus largement l'aménagement des centres autour du mythe de la ville historique opèrent une spatialisation d'une mémoire sélective. La nostalgie, notion liée aux émotions des individus, devient alors un concept à mobiliser dans la construction d'une identité territoriale et individuelle (Gervais-Lambony 2003). Cette instrumentalisation des émotions, ne tient pas forcément compte des différents cheminements qui conduisent à la nostalgie chez les individus¹⁵², dont le dénominateur commun est le vécu. La même différence est élaborée par S. Boym, qui identifie une nostalgie « restaurative », qui se concrétise dans des projets nationalistes et conservateurs prônant un retour au passé, et une nostalgie « réflexive », plutôt liée à la prise de conscience du temps qui passe et de l'espace qui se transforme (Boym 2001 ; Gervais-Lambony *op. cit.*). Si le deuxième type de nostalgie est selon l'auteure celui qui prépare le mieux à la construction du futur, grand nombre d'aménagements urbains des centres réduisent le sentiment nostalgique d'une partie sélectionnée de la population, pour en faire le socle d'une mémoire collective nourrissant les projets. Ainsi, ils contribuent à la cristallisation d'un souvenir (réel ou mythifié) en l'assumant comme désir d'une condition future. Dans le cas du Caire, M. Volait (*op. cit.*) a

¹⁵² Nostalgie causée par un déracinement, ou encore par la transformation du cadre de vie, ou encore nostalgie pour une époque ou un lieu auquel on assigne une fonction de déterminant dans la construction de soi en tant qu'individu : « *Il y aurait donc deux modalités de présence du passé. De la seconde, on pourrait dire qu'elle relève des espaces de représentation d'Henri Lefebvre (1974), c'est-à-dire du vécu [...]. La première est en revanche une représentation de l'espace, c'est-à-dire qu'elle est conçue (puisque c'est la production volontaire d'un souvenir et d'un discours). On distinguera donc l'idéalisation du passé, qui relève de la conception de l'espace et est le plus souvent le fait soit des autorités urbaines soit d'agents économiques qui produisent des espaces en faisant référence à un passé imaginé, de la nostalgie vécue par les citoyens (Huyssen, 2003 ; Boym, 2001 ; Dlamini, 2009).* » (Gervais-Lambony *op. cit.*).

montré comment la rhétorique du « Caire d'autrefois » de certains individus (faisant référence à leur enfance) a alimenté une production littéraire et médiatique autour de la « Belle Époque », qui s'est progressivement détachée de toute vérité historique pour devenir narration sélective et image. Cette narration du centre-ville basée sur la nostalgie se traduit ensuite par des projets urbains centrés sur la valorisation du patrimoine : ce travail sur la mémoire devient alors un véritable instrument d'action sur le présent – et le futur –, basé sur des représentations spatiales, sociales et culturelles.

Les aménageurs des centres mobilisent ainsi le registre de la nostalgie, construite en tant qu'argument de vente. Dans ce sens, A. Appadurai parle de « nostalgie imaginée », autrement dit de la création « *d'expériences de durée, de passage et de perte qui réécrivent les histoires vécues des individus* » (2001 *op. cit.*, p.129). Ainsi, non seulement l'identification d'une période historique déterminée comme particulièrement significative pour la ville sert à thématiser les opérations urbaines, mais surtout la construction d'un sens de perte chez les citoyens sert à les légitimer. Dans ce processus, le consensus est créé sur la base d'une empathie pour une période jamais vécue, mais qui, en raison de sa collocation lointaine dans le temps, est forcément considérée meilleure. Cette nostalgie, que Ph. Gervais-Lambony qualifie de « postmoderne », « *se soigne à coup de patrimonialisation et de fabrication identitaire* » (2012). Pour obtenir le résultat escompté, celui de l'acceptation collective et consensuelle de la part des citoyens « comme il faut », ces représentations se doivent d'être ancrées dans un « *système d'accueil notionnel, un déjà-là pensé* » (Semmoud 2007, p.43), légitimant ces opérations. Dans nos deux villes, cette manipulation de la mémoire à des fins de projet connaît des utilisations différentes.

À Naples, la patrimonialisation urbaine se construit depuis les années 1990 autour de la thématique d'un statut d'excellence dont la ville devrait bénéficier, sans y être jamais parvenue. Le mot « renaissance », qui a caractérisé la période du gouvernement Bassolino pendant les premières années 1990, ne fait pas référence à un retour à une période existante, mais plutôt au discours récurrent d'une Naples enfin valorisée pour ce qu'elle est, une grande capitale internationale. Si le débat sur l'assignation historique idéale à attribuer au centre historique est allé jusqu'à prôner, pour certains, le retour à l'époque classique¹⁵³, le thème de la renaissance sert plutôt à souligner une urgence dans la situation actuelle du centre. Cette volonté d'atteindre un âge d'or où le bâti serait valorisé à des fins culturelles et les espaces publics seraient libres des fréquentations populaires contraste même avec les principes du classement Unesco. En effet, Naples a toujours été caractérisée par un usage quotidien du tissu et du bâti historiques, sur lesquels la ville vit activement et se construit depuis des

¹⁵³ Voir chapitre précédent.

siècles. Également, le mélange d'individus et de pratiques qui donne au centre son caractère unique de « joyeux désordre » est à la base du classement Unesco du centre en tant que « paysage urbain ».

En ce qui concerne le quartier Wust-al-Balad au Caire, l'opération de sélection de la mémoire veut se baser sur un sentiment nostalgique qui serait propre aux Cairotes contemporains : la période identifiée comme fondatrice est la « Belle Époque » des premières années du XX^e siècle : la construction de cette identité s'explique par des raisons politiques, esthétiques et patrimoniales (Figure 31).

Premièrement, il est fondamental de remarquer que cette « Belle Époque » n'est pas une période identifiée de manière univoque, mais de manière plus approximative à la période monarchique de la première moitié du XX^e siècle. En effet, comme le souligne M. Volait (*op. cit.*), il s'agit moins de la reconnaissance d'une temporalité définie que d'un enjeu de label. À partir de plusieurs publications relatant les fastes de l'époque « khédiviale », notamment en contraste avec la politique nassérienne et successivement l'*Infitah*, la narration de la « Belle Époque » entend susciter l'intérêt de l'élite égyptienne actuelle, « *en prise avec l'international, familière des langues étrangères, lectrice de la presse égyptienne d'expression anglaise ou française [...], consommatrice des chaînes satellitaires et d'Internet* » (*Ibid.*, p.3). Ainsi, le quartier est doté d'une identité à la fois argument de patrimonialisation, et qui en même temps le différencie d'autres quartiers « historiques », comme la vieille ville fatimide ou le quartier copte.

Les projets actuels du quartier « khédivial », et avant tout sa narration, n'échappent donc pas à cette ambition d'occidentalisation des pouvoirs locaux. C'est dans sa nature même qu'il existe une rupture entre un modèle urbanistique et architectural occidental et des modes de vie indigènes. L'effacement volontaire des modèles locaux est représenté par la diffusion de l'immeuble de rapport de modèle européen qui n'a pas tenu compte de l'existence d'un même modèle d'habitat collectif local, le *rab'* (Raymond 1993). Cette rupture a été latente jusqu'à ce que le quartier soit habité par une population occidentale ou occidentalisée, surtout à son apogée au début du XX^e siècle. Ensuite, lorsque le quartier a été déserté par cette population fortunée, et il a été repris par la classe moyenne et populaire locale – et suite également à un repli important de l'Égypte sur soi-même – la rupture entre un modèle étranger et des pratiques locales a refait surface. Les couches populaires se sont appropriés ces morphologies venues de l'étrangers en les transformant selon leurs pratiques de la vie quotidienne (morçèlement du bâti, occupation des interstices, etc.), cependant la rupture avec une vision dominante existe toujours. Les projets imaginés à la fin des années 2000 pour le quartier, et plus particulièrement le retour à une dénomination qui exalte ce passé d'aspiration occidentale, opèrent un nettoyage des appropriations successives à la paupérisation du

quartier et de fait prônent un retour à la vision dominante du quartier. Dans ce sens, la valorisation patrimoniale du bâti du quartier fonctionne telle une sélection de la mémoire : classer les immeubles de Wust-al-Balad ne vise pas seulement à protéger une architecture jugée comme remarquable, mais plus encore à imposer une vision du quartier (à travers son image, son esthétique) qui communique des intentions précises du pouvoir en place, et actualise leur désir d'occidentalisation. Cependant, comme le fait remarquer M. Volait (*op. cit.*), ce désir d'occidentalisation ne correspond pas forcément à une valorisation des enjeux coloniaux : l'idéalisation est moins politique qu'économique.

Dans ce sens, l'esprit cosmopolite souhaité se traduit dans une vocation du quartier comme lieu de consommation culturelle, qui constitue une destination d'usage profitable au quartier dans l'organisation future de la ville. Enfin, un tel argument permet de s'opposer à la densification populaire et à l'occupation de plus en plus importante des espaces urbains par des pratiques populaires : en effet, en couplant l'intervention sur les espaces extérieurs des immeubles classés et la promotion immobilière privée, le quartier pourrait être non seulement transformé esthétiquement à des fins touristiques, mais foncièrement à des fins de développement urbain. L'affirmation de l'aménagement contemporain du « Caire khédivial » passe ainsi par le partage collectif d'une nostalgie à propos de la Belle Époque. La reconstitution – presque à l'identique – des espaces devient une opération valorisante car elle ramène à la vie une période dorée révolue. Cette vision sert également à favoriser la perception de tout ce qu'il y a eu « après » - jusqu'à la situation actuelle - comme une période d'abandon, qui peut donc être effacée sans regrets.

La patrimonialisation et l'instrumentalisation du passé par la diffusion et l'officialisation d'une mémoire sélective collectivement partagée, constituent des instruments à part entière de l'urbanisme hégémonique que nous avons analysé dans le chapitre précédent. En effet, le centre-ville patrimonialisé se construit sur une narration sélective d'une certaine époque, idéalisée donc gommée de ses contradictions et des expériences subalternes, et ce à des fins éminemment politiques. C. Mager et L. Matthey insistent sur caractère paradoxal de cette idéalisation, qui voudrait investir l'espace urbain d'une identité nouvelle.

5.3.5 Sens civique, « culture du patrimoine », respect : une question morale ?

Les aménageurs affirment, dans le document du Grand Programme Unesco, que la condition de ville régénérée peut être atteinte à travers plusieurs interventions, parmi lesquelles

un processus de réappropriation de la part des citoyens des lieux de la ville et de sensibilisation des habitants aux thématiques de l'entretien urbain, mis en œuvre grâce à la

réalisation synergique, partagée et participée d'interventions de restauration et remise en marche d'immeubles et d'espaces publics, ainsi que d'interventions d'entretien du parc de logements privés. (Comune di Napoli *doc. cit.*, p.31).

On constate ici comment la « réappropriation » des habitants des lieux centraux soit vue comme une absence, l'appropriation populaire étant considérée comme cause de la dégradation. En fait, le document continue par la nécessité, afin d'arrêter la dégradation sociale du centre historique, de favoriser la résidence « *de couches sociales culturellement élevées* ». En effet, les aménageurs font de l'entretien du patrimoine, de l'appropriation des lieux et en général des modes de vie dans le centre historique une question de « sens civique », de « sensibilité », de « culture du respect du patrimoine ». De cette manière, la constatation d'une situation de dégradation urbaine et sociale devient une question morale, une disqualification de ces habitants ne possédant pas la « culture de la légalité » et alimente les discours sur une « mauvaise image » de la ville. Des campagnes comme celle du Bureau à la Communication de la Municipalité¹⁵⁴, invitant les citoyens à ne pas « salir les monuments » ou à ne pas jeter les déchets dans la rue, font un lien direct et explicite entre un certain type de comportement dans l'espace public et « l'amour » pour la ville (Figure 32). Le GPU se construit aussi sur cet objectif de « prise de conscience » d'une nécessité de respect du patrimoine et de la ville en général :

Les citoyens devront trouver profitable de collaborer à la mise en œuvre du programme en reconnaissant l'opportunité, à travers le programme, de se « ré-approprier » des lieux et de la vie de la ville. La mise en place dans les brefs délais d'une grande participation des résidents de la zone, des acteurs culturels et économiques, sera garantie d'un enracinement du processus de requalification et permettra d'entamer une requalification diffuse des unités minimales de tissu, urbain et productif, ouvrant la voie aux interventions de récupération plus consistantes. (*Ibid.*, p.35).

Ce passage montre clairement que seule une reconnaissance de la part des citoyens du fait que le projet leur permettra de se « réapproprier » les espaces urbains peut garantir la réussite de ce dernier. Cette idée implique ainsi que les espaces ne sont pas appropriés à présent, ou qu'ils ne le sont pas correctement, et qu'ils nécessitent une « réappropriation », nécessité dont les citoyens doivent prendre conscience. Également, la nécessité de requalifier le tissu urbain à l'échelle des « unités minimales » signifie que les habitants devraient repenser la forme et l'usage de leurs espaces de vie : le logement, la ruelle, les espaces de fréquentation quotidienne. Ainsi, le projet pourra intervenir sur un espace qui est déjà discipliné et « s'enraciner » à la fois dans le tissu urbain et dans les consciences. Cette prise de conscience est garantie à travers la participation, autrement dit les aménageurs proposent de l'inculquer dans les citoyens par trois biais principaux : un Guichet Grand Programme, lieu

¹⁵⁴ Voir chapitre précédent.

physique auprès de la Municipalité où dialoguer, informer et écouter les citoyens à propos du projet ; un guichet virtuel sur le site internet du Programme, avec les mêmes objectifs sur une échelle plus large ; et enfin l'organisation de forums thématiques aux différentes étapes du projet.

Les aménageurs présentent les projets pilote comme une opportunité d'enclencher des dynamiques vertueuses, dont la continuité sera garantie par le programme lui-même. Les deux exemples majeurs cités sont les projets Sirena, de réhabilitation des parties communes des immeubles du centre historique et de reconversion des *bassi*. En effet, les aménageurs misent beaucoup sur les projets Sirena, en raison de leur caractère mixte public-privé : si les réhabilitations prévoient un financement public, elles restent essentiellement à la charge du privé, à la fois dans la mise en place du projet et du chantier. Ainsi, l'administration publique se dédouane de la charge majeure du projet, et même ne garantit pas le financement prévu : comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à la fermeture de la société Sirena un grand nombre de particuliers qui avaient entamé des projets de réhabilitation des immeubles n'avaient plus la garantie de remboursement de l'argent dépensé.

Une autre thématique sur laquelle se construit le discours aménageur véhiculé dans les deux projets étudiés est celle du binôme approprié/inapproprié. Si dans les questions traitées précédemment nous avons entendu l'appropriation comme la fréquentation et la signification d'un espace selon certaines pratiques, dans ce cas le sens d'approprié serait plutôt celui de « correct », « adapté » au lieu occupé. Dans les deux villes, l'un des soucis majeurs des aménageurs est d'identifier tous ces espaces qui sont fréquentés selon des usages inappropriés « *en rapport aux potentialités de l'environnement urbain* » (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*, p.36). La vision Cairo 2050 présente même une partie entièrement dédiée à l'individuation géographique de ces « usages inappropriés » du foncier. Si certains usages peuvent être classifiés d'informels, voire d'illégaux, comme l'utilisation des *bassi* en logement à Naples ou l'occupation des toits du Caire, ces passages des deux documents n'utilisent pas ce terme, plus connoté juridiquement, préférant mobiliser la notion d'appropriation. Cette dernière renvoie à l'existence d'une utilisation « appropriée » des lieux cités, qui ne serait pas simplement une utilisation légale de ces lieux, mais plus subtilement une pratique valorisante, qui ne peut être mise en place que par des habitants tout aussi appropriés. Dans ce sens, l'urbanisme prôné dans les deux documents devient un outil spatial de reproduction sociale et économique de l'hégémonie, à travers une opération de « normalisation » de la population locale (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger 2007).

À Naples comme au Caire, les classes populaires sont constamment accusées de ne pas respecter et sauvegarder le patrimoine, et ainsi de faire baisser la réputation de la ville,

bref de nuire à son capital symbolique. Les groupes dominants se posent en gardiens de ce capital symbolique, à travers des politiques patrimoniales de réappropriation du bâti oublié. Avec leurs initiatives associatives et les politiques institutionnelles, la patrimonialisation devient une question de sens civique. Plus généralement, la mise en place de cette ville attrayante et compétitive va de pair avec une « *citoyennisation* par le haut » (Pérouse 2011), l'établissement d'un système de droits/devoirs que le citoyen « comme il faut » doit respecter et auxquels il doit adhérer s'il possède cette « conscience urbaine collective » qui permet la pérennisation de ce modèle vertueux. La question soulevée par notre recherche met en lumière ce paradoxe qui se crée quand l'image valorisante de la ville se construit sur l'exclusion d'une partie de ses habitants. En effet, la mise en place d'un modèle de citoyen idéal, qui a conscience de sa ville, la respecte et la pratique de façon « acceptable », instaure un mécanisme de valorisation de soi/dévalorisation de l'autre, qui permet de mener des politiques d'exclusion urbaine et de les justifier à travers la condamnation de ceux qui ne « méritent » pas la ville globalisée.

Le Grand Programme souhaite, en plus de valoriser le patrimoine historique, intervenir sur la manière de vivre le centre, d'investir l'espace urbain et architectural, comme l'indique l'un des objectifs : « *favoriser de nouveaux modes de vie et d'utilisation des logements* » (Comune di Napoli, *doc. cit.*, p.41).

5.3.6 *Illégalismes, insécurité : réalités ou instruments de disqualification sociale ?*

Le discours aménageur, visant à la délégitimation des catégories plus faibles de la population, construit la plupart de son action autour de la question de l'informalité et des illégalismes en général. L'identification de pratiques illégales légitime des interventions même violentes et renforce dans les citoyens un sens d'appartenance à un « nous » légal, contre un « eux » illégal. À Naples la question de la légalité est fortement ressentie, et constitue l'un des caractères qui composent cette image négative dont la ville souffre face à l'extérieur. La lutte pour la légalité est alors présentée comme une nécessité pour atteindre ce niveau de « ville normale » que Naples ne connaît pas encore. Cette lutte se décline de manières très diversifiées : des campagnes pour le respect des lois et des normes en général, à la mise en place d'opérations plus consistantes de sécurisation des espaces ou de traitement de l'informalité. Depuis les années 1990, ont circulé à Naples un certain nombre des campagnes visant à responsabiliser les citoyens. Elles sont menées par l'administration publique ou par des associations, ou même par des acteurs privés, et très bien relayées surtout dans les réseaux sociaux. Elles peuvent être axées de manière générale sur le respect de la ville, ou être spécifiques à une certaine thématique ou évènement. Elles ont pour dénominateur commun

d'utiliser un langage très simplifié (parfois en dialecte), un ton et une graphique souvent ludiques, et de mobiliser des sentiments tels le respect, l'amour, le désir de protection¹⁵⁵.

Un autre aspect de la légalité dans la ville, servant de pilier de construction du discours aménageurs est celui de la criminalité urbaine. La présence de la criminalité organisée, déployée dans les différentes échelles de contrôle du territoire est consolidée historiquement dans le contexte napolitain. Si la situation sécuritaire des quartiers centraux napolitains a considérablement changé au cours des dernières trente années (Laino 2012 *op. cit.*), les aménageurs considèrent que l'image de Naples est encore et toujours celle d'une ville dangereuse, surtout pour les touristes. La mise en sécurité de ces derniers est même explicitement citée en tant qu'objectif du projet. Cette mise en sécurité peut être réalisée par différents biais, dont l'un est la sécurisation des espaces publics par la présence des forces de l'ordre, mais également du déplacement de fonctions importantes dans des territoires hautement sécurisés (Jacquot 2011). L'image de Naples en tant que ville dangereuse, qui ne ferait pas honneur à son patrimoine en repoussant les touristes (source de fierté mais aussi de revenus) est au centre de la construction du discours de plusieurs associations locales, qui opèrent autour des questions de la légalité et du respect des espaces publics.

Dans le document du Grand Programme Unesco, la lutte aux illégalismes est l'un des axes d'intervention majeurs. Dans le Projet Bassi, l'utilisation de la dichotomie légal/illégal se fait aux fins de la construction du consensus autour du projet. Dans la liste des options de reconversion des *bassi* pour leurs propriétaires ou locataires, le document du projet insiste sur le fait que ces options valent pour les occupants qui résidents de manière « légitime » dans les *bassi*, autrement dit qui disposent d'un bail de location ou d'une quittance qui atteste qu'ils habitent effectivement le local. Pour ceux qui ne disposent pas de ces éléments, la seule possibilité est celle de quitter le *basso*, sans aucun financement. Cette distinction est fortement mise en avant dans le document du projet. En effet, les occupants des *bassi* sont divisés en deux catégories dans le discours aménageur : ceux qui résidents dans les *bassi* « dans le mépris des normes » et ceux qui « désirent le respect de la légalité » (Sirena 2010, p.4). Les premiers sont délégitimés par le projet, pour une raison « éducative », affichée comme telle dans le projet. Les mots choisis par les rédacteurs mettent en évidence la portée « civilisatrice » d'un projet urbain, qui peut non seulement changer physiquement le cadre de vie des populations, mais avant tout les « éduquer » au respect des normes du vivre civil. Il ne faut pas sous-estimer non plus la division entre plusieurs groupes qui est faite par les aménageurs : pour montrer qu'ils n'amalgament pas, ils s'empressent de créer une sous-

¹⁵⁵ Cette pratique d'infantilisation du public et, en même temps, de culpabilisation à travers la mobilisation de sentiments forts qui devraient forcément conduire à un comportement déterminé, ont été étudiées de manière féconde pour le cas de la consommation énergétique par N. Roudil (2015).

catégorie condamnable de manière universelle, car se trouvant dans le non-respect des lois. Ces sujets perdent ainsi tout droit dans le projet, et le document insiste sur leur condamnation comme élément de légitimation des autres. En effet, seule l'identification d'un groupe « autre », encore plus délégitimé des occupants des *bassi* en général, permet de drainer tous les jugements et donc libérer la majorité « dans les règles ».

Un autre point qui fait ressortir le ton culpabilisant, parfois même menaçant sous-tendu par les expressions utilisées par les rédacteurs, est la phrase « *les propriétaires qui aujourd'hui louent les locaux à usage de logement [...] doivent percevoir qu'ils seront sujets à contrôles. Cette perception [...] devrait induire au moins une partie des propriétaires à accepter l'une des alternatives proposées par le Projet* » (*Ibid.*). Nous constatons ici que la menace devient partie intégrante du projet : la culpabilisation, unie à la menace de contrôles judiciaires, devrait faciliter les adhésions au projet. Ainsi, la mise en place de l'urbanisme de la globalisation se fait à travers des aides (les financements), mais couplées à l'instauration d'un climat répressif et punitif, qui doit instiller dans les sujets la « sensation » d'être surveillés.

Dans le Projet Maspero, le discours construit autour de l'illégalisme, se fonde sur la même ambiguïté entre sauvegarde et culpabilisation des habitants du quartier. À Maspero, l'intention des aménageurs, avant la Révolution, était clairement celle de compléter la « tourification » déjà en cours de la Corniche el-Nil, en déplaçant la population de Maspero au profit d'un scénario à la Dubaï (Abaza 2011 *op. cit.*). Cependant, le déplacement des habitants au profit de fonctions récréatives et liées aux affaires doit bénéficier d'un consensus collectif qui se construit à travers deux actions principales. La première est la question sécuritaire à caractère humanitaire : le quartier est identifié comme insalubre, alors « pour leur bien » les habitants doivent être déplacés¹⁵⁶. Qui serait contre le sauvetage de personnes en danger ? Le deuxième volet semble contredire le premier, mais constitue seulement l'autre facette d'une même médaille : il s'agit de la délégitimation des populations, accusées elles-mêmes de créer désordre et danger dans un territoire exceptionnel. La délégitimation se fonde ainsi sur plusieurs points : l'insalubrité de l'habitat, qui maintient une localité d'exception dans un état de dégradation peu rentable ; la nécessité de créer de nouveaux espaces dédiés à l'économie, alors que Wust-al-Balad serait consacré à la culture ; en enfin la dangerosité potentielle de sa population. Surtout après l'explosion d'une bombe devant le consulat italien aux portes de Maspero, le 11 juillet 2015¹⁵⁷, la question sécuritaire est revenue sous le feu des

¹⁵⁶ D'après les propos des acteurs en charge du projet Maspero en 2011, lors de nos entretiens.

¹⁵⁷ « L'EI revendique l'attaque contre le consulat italien du Caire », Le Monde, 11/07/2015 [en ligne]

- http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/07/11/le-consulat-italien-du-caire-touche-par-une-explosion_4679251_3212.html#7w97J6TmI5gyIX0j.99 [consulté le 14/09/2016].

projecteurs : selon les aménageurs, qui invoquent un retour au projet, après un arrêt dû à la Révolution, un quartier si bien placé ne devrait pas être à la merci d'une population dangereuse et aux tendances islamistes. La délégitimation des habitants de Maspero est alors indispensable à la construction du consensus collectif qui doit nécessairement supporter le projet de relogement. Les représentations négatives dont sont victimes les habitants cachent ainsi le réel bénéfice économique que l'État pense tirer du réaménagement de ce quartier : « *On ne peut pas laisser un slum dans un endroit aussi beau* » raconte l'un des professionnels interviewés. « *Imaginez la place de l'Opéra à Paris : il serait impensable de voir des baraques dans ce lieu exceptionnel. Les habitants ne savent pas ce qui est bien pour eux* »¹⁵⁸.

5.3.7 Évènements culturels et spectacularisation de l'urbain

À Naples, l'« identité du site Unesco » est fortement mise en avant dans le document du projet comme base pour construire une nouvelle image positive de la ville et ainsi favoriser son développement. Tous les aspects de la « renaissance » de la ville sont ainsi liés à cette caractéristique : l'économie, le tourisme, l'aménagement urbain, les projets sociaux. Le dénominateur commun de toutes les interventions programmatiques est le lien avec la « culture », entendue dans son acception « *qui centre la culture sur les humanités classique et le goût littéraire-artistique* » (Morin 1969, p.5)¹⁵⁹. Le point de départ de l'exploitation du potentiel culturel du centre historique est l'organisation de manifestations culturelles en tout genre. Le Mai des Monuments en est l'exemple le plus célèbre. Nous avons évoqué dans le chapitre précédent les différents politiques culturelles qui caractérisent la plupart des interventions dans le centre historique de Naples depuis une vingtaine d'années. L'organisation, par l'administration De Magistris, du Forum Universel des Cultures à Naples s'inscrit dans la continuité de ces politiques, et dans la construction d'une image de ville culturelle internationale à l'étranger¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Entretien avec le cabinet Associated Consultants, 2011.

¹⁵⁹ Selon E. Morin, « *Cette conception [...] est très fortement valorisée : le cultivé s'oppose éthiquement et élitiquement à l'inculte. Le mot culture oscille entre d'une part, un sens total et un sens résiduel, d'autre part un sens anthropo-socio-ethnographique et un sens éthico-esthétique.* » (Ibid.).

¹⁶⁰ Le Forum Universel des Cultures naît en 2004 à Barcelone, et depuis se déplace dans différentes villes du monde avec l'organisation de manifestations culturelles, spectacles, évènements, sur le thème de l'échange et du dialogue entre les communautés humaines. Après avoir obtenu que l'édition de 2013 se déroule à Naples, l'administration a institué une fondation au nom du Forum et établi son siège dans l'Ex-asilo Filangieri. De 2009 à 2014, l'administration a puisé dans le fond du Forum des Cultures pour financer plusieurs projets culturels, comme indiqué même dans le document du Grand Programme. L'histoire du Forum des Cultures à Naples est toutefois très intermittente, et tous les acteurs interviewés conviennent sur le fait que les initiatives, surtout entre 2009 et 2013, ont été très rares et essentiellement désertées par l'opinion publique, car très fermées aux instances venant « du bas ».

Au-delà des événements culturels périodiquement organisés par les pouvoirs publics, les aménageurs construisent les projets urbains dans le but d'asseoir la vocation culturelle du centre-ville. Dans ce sens, le Projet Bassi dans les Quartieri Spagnoli constitue un nœud problématique de ce type d'urbanisme, notamment dans la reconversion du quartier vers une « identité des lieux » définie et reconnaissable (l'un des objectifs du projet étant la diffusion de l'image du quartier à l'extérieur). Dans un quartier très chargé symboliquement, à l'identité populaire forte, les aménageurs choisissent de mettre en lumière ces instances culturelles issues des groupes dominants, comme les théâtres d'avant-garde ou les galeries d'art éphémères mises en place par les artistes de rue. Selon les rédacteurs du projet, il faut

introduire des stratégies spécifiques de sensibilisation de la population aux thématiques de l'entretien urbain, qui puissent passer par un processus de réappropriation des lieux de la ville, en partant justement par la valorisation de ces activités directement réalisées [...] par les habitants eux-mêmes. (Sirena *doc. cit.*, p.88).

Il est paradoxal d'invoquer la valorisation des productions habitantes, quand les exemples d'activités culturelles citées sont justement tout ce qui est de plus éloigné des expériences des habitants : nos entretiens avec les habitants ont révélé qu'ils ne fréquentent jamais les deux théâtres du quartier, et de son côté le directeur artistique du Teatro Galleria Toledo nous a admis avoir choisi le quartier uniquement pour des raisons de convenance économique. L'art de rue est très présente dans le quartier, mais elle est encore fortement méconnue, et plutôt réservée à un public extérieur au quartier, qui recherche, dans les balades commentées à travers les ruelles, à la fois une fréquentation artistique alternative et la possibilité de pénétrer dans des espaces normalement interdits. Les activités proposées dans le projet, afin de promouvoir une « réappropriation » des lieux sont très éloignées de la vie quotidienne des habitants : l'organisation d'« *expositions artistiques, happenings coordonnés par les galeries actives dans le quartier* » ou encore de « *concours ouverts à jeunes architectes et à jeunes artistes travaillant sur la thématique du mobilier urbain* » (*Ibid.*) font référence à une typologie d'acteurs privilégiés qui n'est pas la majorité des habitants du quartier.

Dans ces préconisations s'explique la domination symbolique contenue dans le discours véhiculé par le projet, qui se présente sous une forme édulcorée d'initiative pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants. Bien que les bénéficiaires du projet semblent être les occupants des *bassi*, ces derniers ne sont qu'un instrument pour la transformation du quartier, qui nécessite de « changer sa peau » pour devenir attractif. Les véritables acteurs auxquels s'adresse le projet sont les individus qui pourront fréquenter le quartier une fois requalifié : les passionnés d'art de rue, les amateurs de théâtre d'avant-garde, les jeunes architectes qui imaginent des solutions urbaines innovantes. Autrement dit, des catégories

bien plus solvables et qui feraient avancer l'économie par rapport aux habitants actuels. Ces derniers ne sont donc pas les sujets bénéficiaires du projet, mais un instrument à destination des catégories privilégiés, un élément conférant de la couleur à un quartier qui sans eux n'aurait le même « charme ». Ces non-sujets deviennent alors les protagonistes d'œuvres d'art alternatives et « proches du peuple », comme les portraits des habitants du photographe O. Toscani dans le couloir du métro Toledo, ou encore dans les film documentaires des artistes Ciop&Kaf présentés au cours de soirées organisées dans la placette Rosario di Palazzo.

À Naples, nous avons évoqué les interventions sur la mobilité comme l'un des piliers de la politique culturelle du maire De Magistris, en continuité avec ses prédécesseurs. Le Métro de l'Art (la ligne 1) a connu des avancées importantes, qui affectent de près les quartiers étudiés. De la même manière, les Zones à Trafic Limité (ZTL) interviennent dans la fréquentation de l'espace public par les résidents. Le Grand Programme Unesco identifie des zones soumises au régime de ZTL : le Centro Antico et les Quartieri Spagnoli en font partie. Certes, la fréquentation touristique des quartiers centraux, en raison des ruelles très étroites et de la densité importante du patrimoine architectural, est très favorisée par la piétonisation ; cependant, la limitation au trafic révèle toute la complexité de la situation de ces quartiers, et nie le travail de préservations de l'écosystème habité, prôné par le Programme.

Pour affirmer Naples en tant que ville globalisée, les institutions multiplient les grands événements et les manifestations culturelles, sans descendre à l'échelle micro-locale, où le malaise des habitants est très visible (Figure 33). L'image d'un centre historique unitaire, sorte de grand monument unique, contraste avec un tissu micro-local fragmenté socialement et spatialement :

Les institutions des grandes métropoles, avec leurs experts, n'arrêtent de défier le paradoxe de prospecter des villes riches et toujours plus attractives pour les classes moyennes internationales, les *city users*, la classe créative, le touriste de masse ou celui *serious*, et en même temps une augmentation de la population, deux choses qu'aujourd'hui se configurent comme antithétiques justement parce que la conception de la ville sûre pour les classes moyennes et pour les touristes correspond à l'exclusion sociale (même violente) des classes populaires. (Palidda 2011, p.24-25).

Au Caire, l'identité culturelle est mise en avant comme caractère distinctif du « Caire khédivial », rebaptisé pour l'occasion. L'objectif affiché par les aménageurs est celui de faire du Caire une « ville mondiale » du point de vue culturel (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*, p.101). Pour ce faire, une série d'activités ont été imaginées, directement puisées des expériences des villes européennes ou nord-américaines : les « journées du patrimoine » ou les « nuits blanches » ; d'autres sont récupérées d'initiatives déjà organisées périodiquement dans la capitale égyptienne, comme le Cairo International Film Festival ou le Cairo International Book Fair (*Ibid.*, p.102). D'autres acteurs importants travaillent à la promotion

de l'art local, avec une production très féconde, surtout après janvier 2011. Le Contemporary Image Collective (CIC) est un espace d'expositions et de résidences d'artistes créé en 2004 pour divulguer l'art et la photographie égyptiens¹⁶¹. Dans ce même esprit travaille Townhouse Gallery, fondée en 1998¹⁶². D'autres espaces culturels comme les galeries d'art ou les maisons d'éditions, constituent des foyers importants d'impulsion d'un développement du centre basé sur la culture. Les aménageurs déclarent vouloir « *emphatiser l'espace urbain à travers la « mise en scène » du patrimoine khédivial et en sortant la culture des lieux fermés* » (*Ibid.*, p.101). Ainsi, ces espaces sont vidés de leur contenus, car complètement subordonnés à leur fonction narrative : ils deviennent des « lieux du spectacle », là où le spectacle s'impose comme narration du monde.

5.3.8 Les images de projet comme véhicule d'un imaginaire dominant

Les documents de projet que nous avons analysé afin de déceler les thématiques principales du discours aménageurs dominant sont rédigés et diffusés de différentes manières : si les termes utilisés sont fondamentaux pour faire passer certains messages, les images peuvent avoir un pouvoir de transmission de valeurs encore plus fort. Une iconographie étudiée et conçue par des experts est l'un des outils majeurs de l'urbanisme fictionnel, que nous avons analysé plus haut. En effet, avant même d'impliquer des réels changements sur les territoires, les projets donnent à voir des visions, qui préconisent déjà l'ambiance de la ville à venir. Pour ces raisons, la médiatisation du projet prend une place fondamentale dans la construction de fictions consensuelles (Devisme 2015) nécessaires à la réussite du projet.

Les deux projets ont été publiés sous forme de texte écrit, toujours accompagné par une grande quantité de matériel graphique. Ce dernier ne se résume pas à la cartographie, de diagnostic comme de projet, ou encore aux photos d'illustration des lieux ou des biens, mais prend la forme bien plus parlante des modélisations 3D. Ces images servent à montrer le scénario futur que les mots décrivent seulement. La nécessité de présenter des images de synthèse dans les documents de projet s'est de plus en plus affirmée, notamment en raison des

¹⁶¹ « *Le Contemporary Image Collective (CIC) est une initiative artistique indépendante à but non lucratif fondée au Caire en 2004. La mission du CIC couvre à la fois art contemporain et programmes d'éducation qui lui correspondent et développe la pratique, l'engagement et le discours des artistes* ». Source : <http://www.ciccairo.com/about-cic/> [consulté le 18/07/2011]

¹⁶² « *Townhouse Gallery est une espace pour les arts indépendants, qui a le but de promouvoir les arts contemporains à travers la région et au niveau international. Le bâtiment principal de trois étages, plus les annexes et l'espace entrepôt couvert de 650m2 abritent des expositions d'œuvres contemporaines, des cours, une bibliothèque et six studios. La galerie abrite un théâtre et des performances de musique expérimentale, au même titre que projections de film, conférences et workshops* ». Source : <http://www.thetownhousegallery.com/main7.html> [consulté le 18/07/2011].

difficultés des non professionnels pour lire des cartes ou des plans. Ainsi, cet instrument est très utilisé pour la médiatisation du projet, notamment pour montrer au grand public comment l'espace serait organisé, de manière de plus en plus « réaliste » même par rapport aux maquettes. Car, même si les images de synthèse ne peuvent pas donner la sensation volumétrique offerte par ces dernières, leur avantage est justement dans la simulation très avancée de la réalité. Le sentiment recherché est un pouvoir d'évocation similaire à celui suscité par les publicités, et créent un « intrigue » que le public va suivre et auquel il va s'attacher, notamment à travers des images qui 3D ne se limitent pas à reproduire en volume les solutions d'aménagement projetées, mais réunissent « l'idée du projet » : « *les figures sont censées articuler une dimension cognitive, référentielle (ainsi de la continuité et de la centralité par exemple) avec le plan plus concret des réalisations (un nouveau pont, un nouvel espace public, la recherche d'un programme spécifique)* » (Ibid., p.3). En somme, les images de synthèse racontent une histoire, construisent une narration qui ne se borne pas aux volumes ou aux couleurs, mais qui définit également les personnes qui entreront dans cet espace, l'atmosphère qui règnera et les pratiques qu'y prendront place : « *[d]e fait, produire une image neuve, c'est aussi faire place nette, et décréter de nouveaux usages légitimes de l'espace qui définiront l'identité des habitants désirables.* » (Mager, Matthey *op. cit.*, p.11).

Ces images sont bien plus parlantes que le texte, et peuvent même dire ce que le texte ne pourrait pas présenter d'une manière si explicite : par exemple, si l'on regarde les images de synthèse présentées avec le Projet Bassi, il est possible de voir toute l'opération de polissage souhaitée par les aménageurs, ainsi que les typologies de population qu'ils voudraient voir pratiquer les Quartieri Spagnoli. Dans le cas de Cairo 2050, les images de synthèse ont généré un débat important, portant justement sur la véracité de ces images. En effet ces dernières, publiées en 2009 avec le document du projet, correspondent très vaguement aux véritables solutions de projet, et parfois les exagèrent de manière évidente. Confrontés à une imagerie invraisemblable et qui bouleverse totalement le contexte urbain, les aménageurs n'ont pas caché qu'il s'agissait plutôt d'une opération de marketing, vouée à donner une image positive et très différente du Caire, qui puisse donner la mesure de l'ampleur des changements à l'horizon 2050. Cette opération, unie à la mise en place d'objectifs extrêmement ambitieux¹⁶³, font partie de la stratégie de la « vision », autrement dit, de la création et de la médiatisation avant tout d'une image attractive de la ville pour les investisseurs, plutôt que sur des réelles intentions de projet (Barthel 2009 *op. cit.*).

¹⁶³ « [...] on ne peut être crédule à l'annonce d'objectifs opérationnels qui paraissent totalement intenable (15 lignes de métro d'ici 2050, alors qu'il va falloir dix ans pour finaliser la ligne 3 actuellement en travaux...) » (Barthel 2009 *op. cit.*, p.63).

D'une manière générale, les images de synthèse des projets, qui se ressemblent très souvent au-delà du contexte géographique du projet, participent donc de cette construction d'une image positive de la ville, qui cependant puise dans le même bagage thématique, celui de la ville mondiale occidentalisée. La mise en place d'un message positif de progrès et de bien-être, demande la création d'un modèle de ville rassurant, puisant dans des codes connus : F. M. Muñoz (2010) a défini « urbanisation » ce processus de standardisation dans la circulation des modèles de développement, véhiculés par les imageries de projet¹⁶⁴.

Les images à grande échelle, qui présentent un *skyline* ou une vue d'ensemble sur une portion de la ville, se distinguent par leur caractère spectaculaire : des immeubles très haut, des avenues arborées qui s'élancent dans une perspective très profonde, ou encore des espaces verts à perte de vue (Figure 34). En ce qui concerne les images de détail, qui montrent une rue ou une place, après la requalification, il est très facile de voir les éléments qui structurent la narration urbaine. Les espaces qui sont présentés dans les images de synthèse sont toujours très propres et colorés, ce qui contribue à exagérer la comparaison avec l'existant, qui en sort toujours perdant : comment préférer des rues sales, encombrées, bondées, face à des images qui les présentent propres, spacieuses et fréquentées par des personnes toujours souriantes ? En ce qui concerne les personnes, il est intéressant de voir comment le modèle dominant est présenté de manière systématique, au-delà du contexte géographique ou historique. L'absence de certains éléments physiques et humains dans ces images est frappante : par exemple, dans les rues il n'y a jamais de vendeurs ambulants, bien que cette pratique constitue l'un des piliers des économies dans le centre-ville de Naples, comme dans celui du Caire. Les personnes qui peuplent ces images sont très standardisées : blancs, jeunes et en quelque sorte « modernes », ils sont très souvent munis d'appareils technologiques comme tablettes ou *smartphones*, ou encore ils portent des mallettes ou des vêtements qui les identifient comme des hommes ou des femmes d'affaires (Figure 35). Ces caractérisations peuvent sembler anodines, mais elles révèlent que l'imagerie des centres-villes requalifiés ne concerne pas uniquement les espaces, mais également leurs usagers : en comparant les images de synthèse

¹⁶⁴ « *Le processus d'urbanisation et la production de « banalscapes »* [traduisible par : scénarios urbains banals] se définissent selon trois caractéristiques principales :

- *la fabrication d'une image urbaine comme élément principal nécessaire à entamer et nourrir le processus de production urbaine.*
- *l'hyper-visibilité de la sécurité urbaine dans l'arène urbaine, directement corrélé à l'apparition d'un style de vie urbain « lock living »* [version « sécuritaire » du concept de « loft living » de S. Zukin].
- *l'utilisation d'éléments urbains morphologiques bien précis, tels les espaces publics, comme espaces de loisir. »*

(Muñoz 2010, p.78).

avec des photos actuelles des mêmes espaces, il est aisé de voir qu'aucun des usagers actuels ne correspond à ce qui est présenté dans les images de synthèse. Et pour cause : les habitants actuels de quartiers comme les Quartieri Spagnoli ou Maspero, ne correspondent pas au modèle positif et aux valeurs que le projet souhaite transmettre. Ainsi, les images contribuent à la délégitimation des groupes subalternes, en les effaçant littéralement du scénario urbain futur.

Dans cette partie nous avons analysé le « discours aménageurs », remis dans le contexte des projets étudiés, mais également dans ceux des quartiers, de leur situation géographique et de leur peuplement. Dans la partie suivante, nous descendrons davantage à l'échelle micro-locale pour analyser les pratiques des groupes subalternes, notamment à travers les récits des « situations » observables dans les deux centres-villes. Le regard sur les pratiques et les modes d'appropriation de l'espace des groupes subalternes ouvrira la voie à une systématisation d'un habiter de ces populations, et mettra en lumière le clivage entre le discours « officiel » et les pratiques réelles.

Partie 3 : L'analyse « par le bas » des pratiques urbaines

Chapitre 6. Situations urbaines : les appropriations de la ville en récits

Cette troisième partie de la thèse est dédiée à l'analyse des pratiques des groupes subalternes dans les centres-villes choisis, ainsi qu'à leur spatialisation selon un système qui prend en compte la signification de l'espace à plusieurs niveaux. Dans le chapitre précédent, nous avons en effet analysé le discours aménageur et son influence sur la planification urbaine globalisée, basée sur ce discours dominant. Dans celui-ci, l'objectif sera plutôt d'analyser comment les groupes subalternes pratiquent et signifient leurs espaces de vie. Ces deux visions nous permettront ensuite d'interroger, dans la dernière partie de la thèse, les processus de domination et de délégitimation des catégories démunies dans la ville, ainsi que leur pouvoir de réaction et d'agentivité face aux discours dominants (Scott 2008).

À travers les récits de celles que nous avons appelé des « situations » urbaines, dans les territoires micro-locaux des quartiers centraux de Naples et du Caire, nous allons rencontrer les acteurs qui habitent la ville au quotidien, mais également ceux qui ont changé l'histoire de leur pays au cours d'évènements historiques. L'étude de différents phénomènes urbains permet ainsi de rendre compte de la multiplicité des pratiques et des représentations des acteurs sur les mêmes espaces, et de ses conséquences. Chaque récit nous donnera un aperçu sur la vie quotidienne de certains individus issus des groupes subalternes, sur des évènements particuliers de l'histoire de la ville, selon une méthodologie couplant analyse sociale et spatiale des phénomènes observés¹⁶⁵.

6.1 Cartographier les pratiques micro-locales

Les touristes et les voyageurs connaissent bien cette sensation d'égarement, plus ou moins agréable, que procure la découverte d'une ville inconnue. La connaissance d'un quartier comporte une lisibilité des espaces qui est propre aux résidents et qui diffère de celles des usagers (même quotidiens) et encore plus de celle des visiteurs occasionnels. Les quartiers populaires sont des espaces dont la lisibilité – autrement dit la facilité de s'y déplacer, de se les représenter et d'y avoir des repères à la fois physiques et symboliques – est fortement liée aux pratiques du quotidien, en particulier celles propres aux groupes subalternes. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent, les discours aménageurs, avant ou même au lieu de se concrétiser dans des projets, véhiculent une vision, qui est celle d'une image dominante du quartier : ils essaient ainsi d'imposer une lisibilité dominante, de mettre de

¹⁶⁵ Pour l'approfondissement méthodologique, voir l'Introduction à cette thèse.

l'ordre dans un espace chaotique, jugé illisible. Les espaces patrimoniaux constituent un exemple très parlant de cette distance entre la vision du pouvoir institué et celle des habitants. N. Dines (2012 *op. cit.*) le démontre parfaitement dans le cas de la place du Plebiscito à Naples : après la patrimonialisation de la place en 1994, la volonté institutionnelle de ne pas y installer de bancs ou du mobilier urbain a conduit à un décalage entre la monumentalité imposée par les pouvoirs publics et les usages réels des couches populaires. Ces dernières ont en effet cherché à « remplir » la place par des activités quotidiennes (football, commerce informel), déplorant même la difficulté d'y stationner longtemps. Ce décalage entre différentes lectures d'un même espace a été rendu encore plus criant lors de l'installation de la Montagne de Sel du sculpteur M. Paladino, utilisée par les enfants des Quartieri Spagnoli comme un grand toboggan de neige. N. Dines explique, par l'étude des discours médiatiques et politiques de l'époque, que ces lectures de l'espace ne sont pas au même niveau : l'appropriation de l'installation artistique, symptôme d'une vision « autre » de la place du Plebiscito a été stigmatisée en tant que signe d'ignorance et d'absence de sens civique. En introduisant des « normes de comportement », le discours dominant impose ainsi un ordre, une lisibilité dans des espaces qui sont déjà lisibles aux yeux de ceux qui les habitent, mais selon des critères différents.

Dans ce chapitre nous verrons qu'il est possible de donner une lecture alternative de l'espace des quartiers populaires, notamment à travers la définition des paramètres qui organisent la pratique de l'espace au quotidien. En prenant inspiration du travail de K. Lynch (2006 *op. cit.*)¹⁶⁶, nous avons mis en place une grille de « situations » à savoir des ensembles de dynamiques prenant place dans des espaces appropriés par les habitants : entre autres, le logement, son espace limitrophe, la ruelle ou encore le passage couvert deviennent des lieux qui nous informent sur les « orbites habituelles » des habitants (Pétonnet 1998 *op. cit.*). Ces dernières conditionnent non seulement le marquage et l'occupation physique des espaces, mais également leur signification symbolique.

Les récits présentés dans ce chapitre s'articulent autour des typologies de pratiques de l'espace urbain de la part des habitants des quartiers étudiés. Plus particulièrement, nous avons divisé les récits de manière thématique : le premier groupe de récit présente des « situations » liées à celle que nous avons défini l'« appropriation patrimoniale » d'espaces symboles dans les quartiers centraux, autrement dit de la lecture des espaces considérés comme des monuments (et donc investis et exploités comme tels) par les institutions et les groupes dominants. Elles sont ainsi stigmatisées comme « inappropriées » dans les discours dominants, ce qui légitime la délégitimation des populations qui les adoptent. Le deuxième

¹⁶⁶ Voir également les analyses des pratiques populaires de C. Pétonnet (1985 *op. cit.*).

groupe de « situations » concerne la vie quotidienne, autrement dit ces pratiques, transformations et significations des espaces urbains liés aux activités de travail et de loisir au quotidien. Dans ce groupe nous analyserons ces usages populaires de l'espace qui s'organisent en parallèle et malgré les transformations urbaines imposées. Le troisième groupe concerne les événements publics et les manifestations, qui permettent d'explicitier l'agentivité des groupes subalternes dans des situations particulières, liées par exemple au culte religieux, à la politique ou aux pratiques culturelles. Ces situations permettent de s'interroger sur les possibles « fissures » dans le discours dominant sur la ville à l'occasion d'événements exceptionnels, comme par exemple la Révolution égyptienne de 2011.

6.2 Situations urbaines (1) : l'appropriation patrimoniale

Le premier groupe de « situations » que nous analysons reflète l'une des spécificités des terrains choisis, autrement dit le fait d'être localisés en centre-ville. Le caractère patrimonial de ces territoires, la présence des monuments, et l'attention particulière qui leur est accordée par les institutions, ne sont pas sans créer des interactions intéressantes entre les individus qui les pratiquent. Plus encore, dans des territoires hybrides tels que nos cas d'études, qui sont en même temps des destinations touristiques, des ressources culturelles (et économiques) et des cadres de vie quotidienne, les pratiques se juxtaposent, se rencontrent et se heurtent. Ainsi, deux types d'appropriation sont très visibles dans ces territoires : l'appropriation physique des espaces et leur appropriation symbolique (Veschambre 2007b *op. cit.*). Cette donne se complexifie dans ces espaces qui font l'objet d'une valorisation patrimoniale.

Si certaines « situations » analysées présentent plutôt des épisodes d'effacement ou de délégitimation des groupes subalternes dans les espaces patrimoniaux, comme dans le cas des immeubles du « Caire khédivial » ou celui des projets culturels de l'Ex-asilo Filangieri, d'autres initiatives peuvent conduire à une vision différente de l'appropriation patrimoniale « par le bas », plus liée aux pratiques des groupes populaires¹⁶⁷.

6.2.1 L'appropriation partagée de la cour de Santa Chiara

Le premier micro-territoire que nous avons choisi d'analyser est la cour de l'église Santa Chiara à Naples. Nous y avons effectué plusieurs séjours d'observation statique (d'après un banc au milieu de la cour), nous l'avons régulièrement traversée lors de nos

¹⁶⁷ Voir partie 4, chapitre 9.

visites itinérantes du centre, et nous avons assisté à plusieurs événements festifs et culturels organisés dans la cour. Nous avons suivi de manière systématique les actions de la principale association impliquée dans les activités de la cour, le comité de quartier Comitato Centro Storico, ainsi que des réunions de la Municipalité II sur les questions patrimoniales. Le matériel graphique recueilli (photos, croquis, plans, etc.) a été approfondi par des entretiens avec des acteurs choisis.

L'église de Santa Chiara se trouve dans le cœur du Centro Antico de Naples, au niveau de l'artère Spaccanapoli, qui se prolonge dans le *decumanus* inférieur (rue San Biagio dei Librai). L'église et son cloître sont un monument historique de première importance dans la ville : inaugurée en 1340 sous les Anjou, elle fut largement endommagée pendant la Seconde Guerre Mondiale. Après la guerre, la restauration a redonné à l'église sa morphologie et ses décorations gothiques, en la « libérant » des modifications de style baroque. Ainsi, le monument qu'on peut visiter aujourd'hui est un témoignage d'exception d'une époque révolue, différent des églises qui présentent les stratifications historiques qu'elles ont vécues. Le complexe monumental abrite également un monastère, où habitent des sœurs clarisses, dont le cloître baroque est l'un des joyaux patrimoniaux de la ville. L'ensemble de ces monuments fait partie du complexe du Musée de l'Œuvre de Santa Chiara. L'église est accessible par un portail qui donne sur une cour, protégée par un mur. Cette dernière se développe sur la gauche de l'église jusqu'au fond, où se fait l'accès payant au cloître. Avant cela, un parking délimité par un autre portail accueille les voitures des visiteurs et souvent des invités aux mariages qui se tiennent dans l'église.

La cour de l'église, conçue comme un passage dans le cœur de la ville, est le théâtre de plusieurs pratiques qui contribuent à façonner les appropriations territoriales populaires au niveau micro-local. La première catégorie d'usages regroupe l'accueil et la rencontre : les adolescents, souvent élèves du lycée en face de l'église, se retrouvent l'après-midi sur les escaliers menant à l'entrée latérale et y stationnent de longues heures. Les enfants du quartier jouent souvent au ballon dans la partie la plus large de la cour, qui permet plus de mouvements. Sur les bancs et les murets qui entourent les jardins s'arrêtent des couples de jeunes ou des personnes sans domicile fixe : les points d'arrêts non-payants n'étant pas nombreux dans le Centro Antico, l'espace de la cour fonctionne comme un élargissement du quadrillage strict du tissu urbain et permet une pratique développée en plusieurs directions (jeux) ou un moment d'arrêt et de calme par rapport à l'environnement, perçu comme un flux sans arrêt de passants. Pour les mêmes raisons, beaucoup de résidents du quartier choisissent d'emmener leurs chiens jouer dans les jardins qui entourent la cour : surélevés et fermés par une grille, ils n'étaient pas accessibles jusqu'à mi-2015, quand l'association locale de résidents a travaillé à leur ouverture.

Le comité de quartier Comitato Centro Storico travaille à l'appropriation des espaces publics autour de l'église sur plusieurs fronts, de la cour, aux jardins, au mur de séparation avec la rue Santa Chiara. Ce dernier fut construit pour protéger le complexe monumental de la rue, et pour servir également de filtre avec le reste de la ville. À l'époque de sa construction, la cour de l'église était le lieu de rencontre de la population, une sorte d'agora, où les échoppes et les marchands en tout genre se mélangeaient aux habitants et visiteurs. Actuellement, la présence de deux portes avec grilles fait de la cour, se développant en longueur, un « raccourci » régulièrement emprunté par les habitants du quartier Banchi Nuovi, mais le passage n'est connu que par les habitants, et ne constitue pas un itinéraire pour les touristes. Ce passage quotidien constitue la deuxième catégorie d'usages de la cour, essentiellement pratiquée par les habitants et les étudiants des universités environnantes. Cet usage est confirmé par la dénomination officielle de la cour : « *rue Cour Santa Chiara* ».

La cour de Santa Chiara représente un exemple d'appropriation multiple d'un même espace, qui peut être à la fois lu comme un espace des groupes dominants ou des groupes subalternes. Du point de vue des pratiques, les touristes et autres catégories dominantes pratiquent la cour comme un espace patrimonial, qui donne accès au cloître et en général permet de voir l'église de l'extérieur ; pour les habitants du quartier, les individus marginaux comme les sans domicile fixe ou les « punks à chien », ou encore les jeunes des environs – elle est à la fois un passage et un espace de rencontre et de stationnement quotidiens. En ce qui concerne les représentations de cet espace, nous retrouvons la même dualité, entre les visions dominantes et subalternes. Pour les premiers, l'espace de la cour est directement lié à la monumentalité et à l'importance de l'église, et on en préconise la protection « à tout prix » ; pour les autres, il s'agit d'un espace de rencontre nécessaire dans la rigidité du tissu urbain, un espace où s'arrêter ou au contraire à traverser pour rejoindre plus vite sa destination. Ainsi, dans l'imaginaire subalterne la monumentalité « dominante » laisse la place au repère, à l'espace connu en raison de sa pratique.

Les deux typologies de pratiques et de représentations s'avèrent être en conflit : à travers l'observation et les échanges avec les individus qui pratiquent cet espace nous avons relevé que la présence « populaire » dans cet espace est très mal vue par les usagers issus d'autres catégories sociales, qui voient un manque de respect dans certaines pratiques quotidiennes de ce lieu exceptionnel. La critique la plus féroce se fait contre les individus qui couvrent de graffitis les murs extérieurs, et même certaines œuvres situées à l'intérieur¹⁶⁸. La présence des graffitis sur les murs de l'église est très importante, tant que ces derniers

¹⁶⁸ BARBUTO P., « Napoli. Vandali a Santa Chiara, pennarelli sui sarcofaghi trecenteschi », *Il Mattino*, 22/02/2015 - http://www.ilmattino.it/NAPOLI/CRONACA/vandali_santa_chiara_oltraggio/notizie/1197026.shtml [consulté le 03/09/2015].

semblent constituer une sorte d'espace d'expression pour les jeunes résidents du quartier. D'autres pratiques moins destructrices, mais tout de même ressenties comme violentes par les groupes dominants, sont liées à la pratique de jeux dans la cour, ou en général à des pratiques qui témoignent d'une appropriation excessive d'un espace qui est senti comme devant répondre à des normes d'utilisation dictées par son caractère de monument historique international (Figure 36).

Le comité de quartier, qui travaille sur le territoire à partir de son siège place Banchi Nuovi¹⁶⁹, investit beaucoup dans la réappropriation de cet espace de la cour. Ce travail, de longue haleine et qui se développe selon des activités différenciées, peut être lu comme un exemple intéressant d'appropriation patrimoniale par le bas. Cette troisième typologie de pratiques, menée essentiellement sur initiative du comité, essaie de conjuguer l'appropriation de la cour Santa Chiara et des pratiques proches à celles habituelles des habitants du quartier. Parmi les différentes activités, le comité organise chaque année « Curre curre guagliò »¹⁷⁰, un « micro-marathon » autour de l'église. Mis en place en collaboration avec les écoles du quartier, cette manifestation permet à la fois de nouer des liens avec les habitants du quartier, et aux personnes de s'approprier physiquement l'espace à travers le déplacement. La fin du marathon est célébrée par une remise de prix et une fête de quartier dans la cour de l'église. Par d'autres initiatives, le comité tente d'ouvrir les résidents du quartier à une appropriation autre que celles associées au vandalisme et à la saleté. Les marchés de fruits et légumes biologiques, dans les intentions du comité, peuvent attirer dans un même espace des personnes issues de différentes catégories et ouvrir les habitants du quartier à d'autres formes de consommation, plus responsables. La collaboration avec l'association Rosarno¹⁷¹ a eu un succès important, en raison de la récente médiatisation de la ville : installés dans la cour, les membres de l'association ont vendu des oranges issues du commerce équitable et produites à

¹⁶⁹ Au moment de notre enquête de terrain, en 2013 et 2014, le Comitato partageait le squat des locaux de l'ex-restaurant universitaire Mensa Occupata avec le collectif d'étudiants Zero81. Après quelques divergences avec les jeunes, quant à l'organisation d'événements collectifs ou sur les projets à mettre en place, en décembre 2014 le Comitato a déménagé dans les locaux de l'ex-conservatoire de Santa Fede Liberata, rue San Giovanni Maggiore Pignatelli. La « libération » de cet espace s'insère dans le courant d'occupations de différents édifices historiques de la ville (l'ex-Asilo Filangieri, le Giardino Liberato di Materdei, etc.) par les mouvements culturels et politiques locaux, dont l'objectif est de « redonner vie au centre historique » de Naples. Source : DEL GIUDICE A., « Ridare Vita al Centro Storico », *Napoli Città Solidale*, 29/07/2015 - <http://www.napolicitasolidale.it/portal/esperienze/5750-ridare-vita-al-centro-storico.html> [consulté le 19/06/2016].

¹⁷⁰ En napolitain : « Courez les jeunes ! », depuis le titre d'une célèbre chanson du groupe napolitain 99 Posse.

¹⁷¹ L'association prône une distribution des oranges plus équitable pour tous les acteurs impliqués et travaille également à la prise de conscience sur les conditions inhumaines des travailleurs immigrés. Elle prend son nom de la ville en Calabre, connue pour la culture des oranges et pour être passée à la une des journaux en 2010. Après l'énorme agression raciste, les migrants se sont révoltés : les affrontements des jours suivants ont fait plusieurs blessés et conduit les autorités locales à éloigner les travailleurs africains de la ville. Source : « La rivolta dei braccianti africani e la "pulizia etnica" a Rosarno », *L'Internazionale*, n.69, janvier-février 2010 - <http://www.linternazionale.it/spip.php?article60> [consulté le 14/09/2016].

Rosarno, mais ils se sont également produits dans des représentations des conditions de travail des immigrés, afin de créer un débat plus large sur la question de l'immigration et de l'exploitation (Figure 37).

Le comité organise d'autres initiatives qui peuvent être lues comme des exemples intéressants d'appropriation patrimoniale « par le bas », comme par exemple « Napoli Visionaria », le cinéma en plein air organisé pendant l'été. L'un des aspects plus intéressants de cette initiative est le choix de la programmation : le fait de projeter des films qui ne sont pas « d'essai », tout en restant des films qui ouvrent à la réflexion sur des thématiques choisies, est très important car il détermine le public qui assistera aux séances. En 2014, la thématique choisie par le Comité a été la jeunesse : les films projetés, de *Slumdog Millionaire*, à *Entre le murs* ou encore *La haine*, sont à la fois accessibles à un public hétérogène et porteurs de débats sur des questions importantes comme l'école, la pauvreté ou la vie dans les quartiers « populaires ». En comparaison, les initiatives artistiques d'autres structures que nous rencontrerons plus bas, comme l'Ex-asilo Filangieri, résultent bien plus inaccessibles aux yeux des résidents du quartier. D'une manière générale, le travail d'appropriation porté par le comité se construit toujours sur une présence physique dans l'espace. Cette matérialité de l'occupation se traduit en activités en tout genre : le cinéma, les marchés, les danses comme le tango ou la milonga, ou encore la musique populaire napolitaine (*tammurriata*) et veut « rendre visible » la fréquentation d'un espace qui actuellement sert uniquement de passage ou pour un stationnement qui ne facilite pas la rencontre.

L'exemple du Comitato Centro Storico a été très fécond : d'autres associations ont suivi le même modèle d'appropriation spatiale, comme Oltre il giardino, qui a mis en place, avec le support de la Municipalité de Naples, la manifestation « Come il Maggio sui Maccheroni »¹⁷², qui reproduit l'aménagement de boutiques médiévales avec petits échoppes d'artisanat, de cuisine traditionnelle populaire et musique. Les actions du comité se sont même faites en forçant les limites officielles : en 2010, après la découverte du corps de Kuman Rosarch, un homme sans domicile fixe qui était décédé dans l'indifférence générale dans le jardin, ils en avaient défoncé les clôtures pour le nettoyer et redonner dignité à un espace dégradé. De l'autre côté de la cour, les membres du comité ont plusieurs fois ouvert les cadenas qui fermaient les locaux donnant accès à la place Gesù Nuovo, pour les ouvrir et les nettoyer. En 2015, la Municipalité II semble avoir accueilli ces instances associatives et a travaillé à une réouverture inédite des espaces autour de l'église : en mai, les jardins de la cour ont été rouverts et dédiés à Kuman Rosarch, bénéficiant d'un nouvel aménagement de

¹⁷² Littéralement : « Comme des pâtes au mois de Mai ».

jeux pour enfants et espaces de rencontre. La Municipalité a également approuvé le projet pour la restauration et l'ouverture au public du clocher de l'église, semi-détruit et fermé depuis 1943, et cherche actuellement un « sponsor » pour financer les travaux¹⁷³. Cette avancée de la part des institutions locales ne signifie cependant pas une collaboration réussie entre les niveaux d'acteurs : le Comitato Centro Storico déplore de ne pas avoir été impliqué dans la réouverture, même après avoir manifesté une présence concrète et continue dans la cour, mais surtout s'inquiète de la privatisation du clocher, pour lequel il faudra payer un ticket d'entrée pour la visite¹⁷⁴. Le risque étant que le bien, même si restauré, fasse l'objet d'une exploitation touristique destinée à un public sélectionné sur la base de sa solvabilité. Les autorités locales, de leur côté, confirment la nécessité de cette modalité d'exploitation comme seule possibilité viable de gestion du bien restauré. Le délégué au centre historique de la Municipalité II, médiatise également la requalification de la rue Santa Chiara au sein du Grand Projet Naples Unesco, mais pour les associations il devrait être fait bien plus qu'une réhabilitation du mobilier urbain et des sous-services. En effet, c'est le choix même des rues qui est mis en cause, en tant que signe d'une discrimination voulue : selon les associations, les rues au delà de l'itinéraire touristique sont complètement abandonnées par les aménageurs, qui ne les considèrent pas comme une priorité. Ainsi, une rupture se crée entre d'un côté les espaces fréquentés à la fois par les Napolitains et les touristes, en raison de leur attractivité culturelle, économique et même résidentielle, et de l'autre ceux fréquentés uniquement par les Napolitains, et pour la plupart issus des catégories populaires.

¹⁷³ COZZI T., « Santa Chiara, il campanile riaprirà », *La Repubblica*, 26/05/2015 - http://napoli.repubblica.it/hermes/inbox/2015/05/25/news/santa_chiara_il_campanile_riaprira_-115265000/?refresh_ce#gallery-slider=115305683 [consulté le 03/09/2015].

¹⁷⁴ Entretien avec les membres du Comitato Centro Storico, 2014.

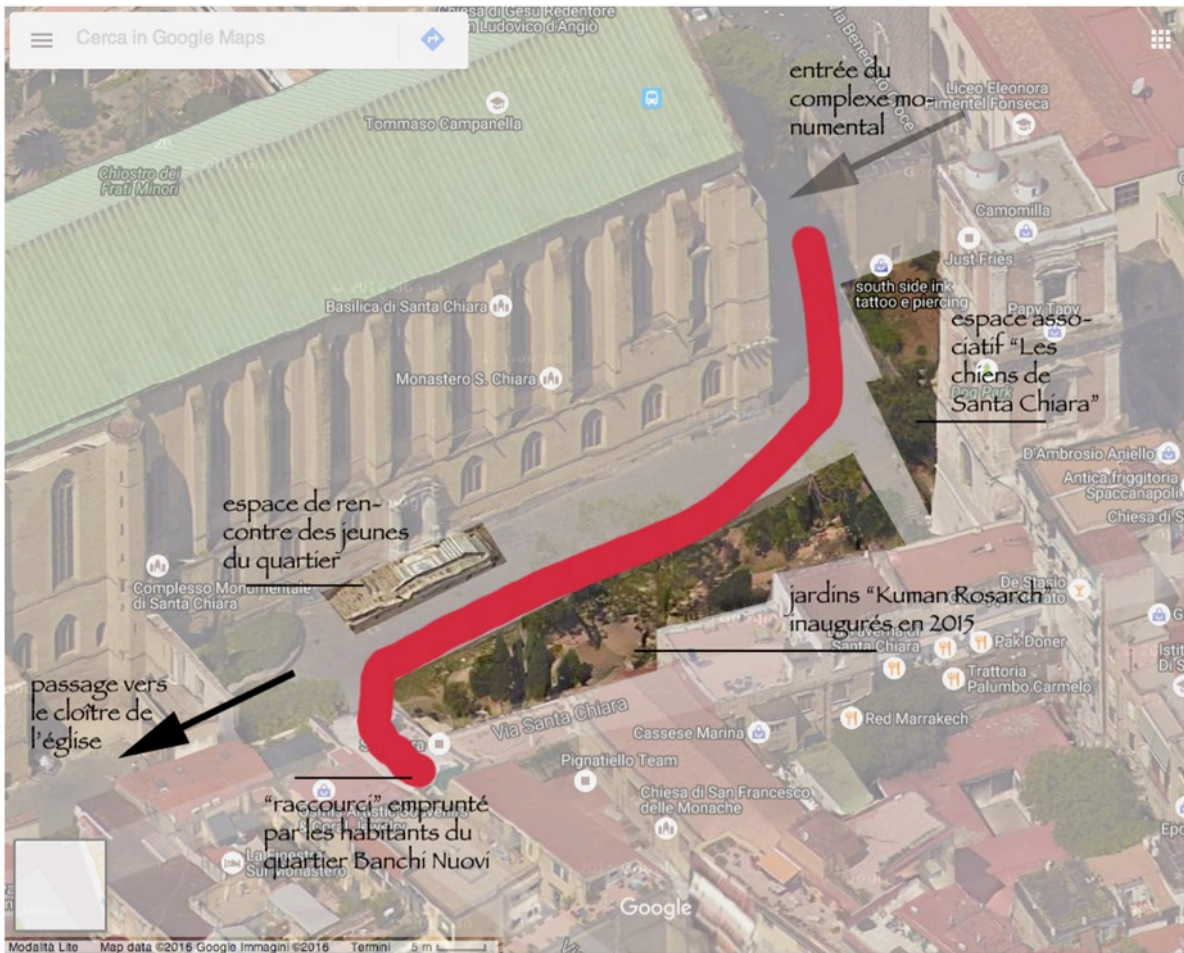


Figure 36. Les différentes appropriations de l'espace de la cour de Santa Chiara. Source du fond de carte: Google Earth.

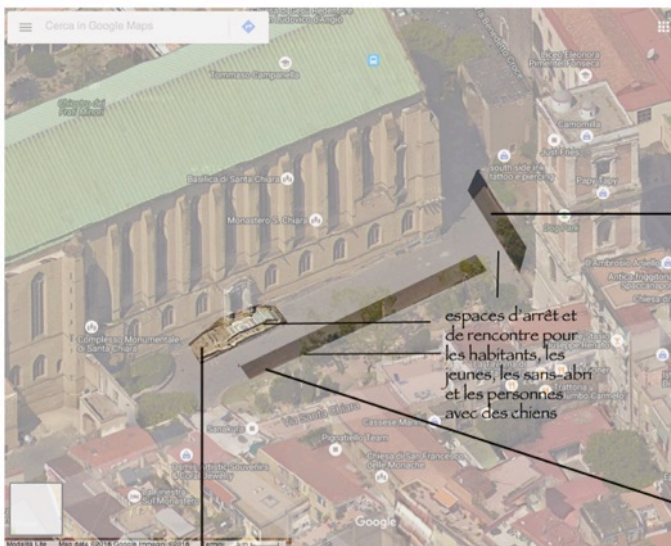
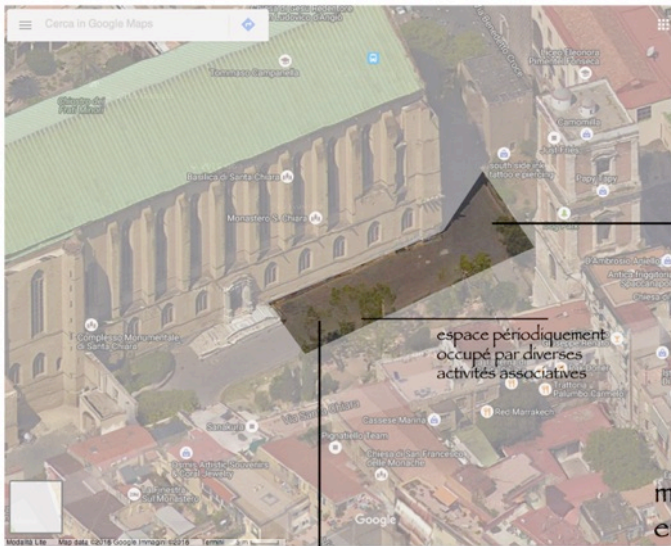


Figure 37. Les espaces appropriés par les associations et les habitants à Santa Chiara.
Source des fonds: Google Earth

6.2.2 L'Ex-asilo Filangieri : un bien « commun » ?

L'Ex-asilo Filangieri est l'un des 25 complexes monumentaux cibles du GPU. Nous avons choisi de l'analyser car il représente un terrain central dans notre questionnement de ce que signifie vraiment l'expression « par le bas » utilisée par les mouvements locaux du centre historique à propos de leurs activités. Nous y avons effectué des observations par outils graphiques comme dans tous les micro-territoires sélectionnés, et nous avons approfondi la question de l'investissement des lieux par des entretiens individuels avec chacune des parties en cause (collectif, associations, habitants, artisans, Région Campanie). Pendant notre terrain du printemps 2014, nous avons assisté à des réunions hebdomadaires du collectif l'Asilo, ainsi qu'à leurs évènements, nous avons suivi les réunions de plusieurs associations dans les locaux de l'association La Città del Sole, au rez-de-chaussée du bâtiment ; nous avons suivi de manière continue et régulière l'associations d'artisans Corpo di Napoli dans ses activités ; enfin, nous avons discuté du projet prévu pour le bâtiment avec différentes figures universitaires et institutionnelles.

Depuis la seconde moitié du XVI^e siècle, l'immeuble faisait déjà partie du couvent de San Gregorio Armeno, au cœur du Centro Antico de Naples, avant de devenir un asile pour les orphelins, financé par la famille Filangieri, après la Première Guerre Mondiale. La famille Filangieri a ensuite laissé l'immeuble en donation à la Municipalité de Naples, avec la clause de continuer à destiner les lieux aux enfants du quartier. Après le tremblement de terre de 1980, l'immeuble est abandonné par manque de fonds pour la restauration, jusqu'à une première intervention publique en 2005, qui met en lumière les stratifications archéologiques sous le bâti. En 2009, la Municipalité a désigné l'immeuble comme siège de la fondation Forum Universel des Cultures, dont l'édition 2013 s'est déroulée à Naples jusqu'à fin 2014¹⁷⁵. Face à l'état d'abandon de l'immeuble, un collectif d'artistes, dénommé la Balena, décide en mars 2012 de l'occuper, afin d'y créer une communauté de « travailleurs dans l'immatériel », autrement dit dans le spectacle, le cinéma et le théâtre. Avant cela, en 2009, la Municipalité avait déjà attribué le rez-de-chaussée de l'immeuble à l'association culturelle La Città del Sole, qui organise depuis des activités culturelles, principalement militantes, et héberge des associations qui ne disposent pas de locaux. L'accord avec le président de l'association, S. M., était d'ouvrir au public sa bibliothèque personnelle contre la possibilité d'occuper gracieusement les locaux pour quinze ans.

Les membres de l'Asilo, le collectif né de l'expérience d'occupation de la Balena, affirment avoir choisi l'Ex-asilo Filangieri parce que l'échec du Forum des Cultures était selon eux l'indice d'une politique culturelle fondamentalement clientéliste et fermée aux

¹⁷⁵ Voir chapitre précédent.

instances venant « du bas ». L'occupation s'insère également dans un courant plus large de militantisme dans le domaine de la culture et de l'art, à travers l'occupation de théâtres et de cinémas dans plusieurs villes italiennes, comme le Teatro Valle à Rome ou le Cinema Palazzo à Catane, en vue de critiquer la politique culturelle italienne sous Berlusconi. Depuis l'occupation, les membres du collectif ont mené des rencontres publiques autour de la gestion de l'espace et ont maintenu une présence constante dans les lieux, jour et nuit.

Actuellement, les locaux au rez-de-chaussée sont toujours attribués à la Città del Sole, qui a une entrée indépendante ; au premier et au deuxième étage le collectif d'artistes a aménagé des salles et des ateliers pour les répétitions des artistes hébergés, un théâtre pour les représentations, ainsi que des salles pour les assemblées hebdomadaires. Au troisième étage, il y a des salles de lecture, des bureaux, une bibliothèque et des locaux où les squatteurs ont vécu pendant les premières semaines de l'occupation (Figure 38).

L'ensemble du monument (immeuble de l'Ex-Asilo et église de San Gregorio Armeno) fait également partie du Grand Projet Unesco. 1.100.000 euros ont été alloués pour la restauration de l'immeuble, la valorisation des fouilles archéologiques présentes dans le jardin de l'immeuble (probablement un temple dédié à la déesse Cérès), ainsi que sa destination à un « Centre expérimental des Arts Appliqués ». L'intention, dans le discours de la Région, serait celui de revenir à la vocation première du quartier, lieu d'artisanat. En effet, la rue San Gregorio Armeno est encore aujourd'hui un lieu de création et de vente des célèbres figures des crèches de Noël, une importante tradition napolitaine. Si la Région Campanie fixe les orientations programmatiques du projet, en tant qu'allocataire principal des fonds européens, c'est à la Municipalité de définir les projets et de les mettre en œuvre. Or cette dernière a limité le projet à la restauration des éléments archéologiques du monument. Aucun lien n'a été fait, par les pouvoirs publics, avec la négociation qui se déroule en parallèle entre le collectif d'artistes et la Municipalité pour la gestion autonome des espaces et cette contradiction entre préconisations et réalisations effectives reste problématique¹⁷⁶.

L'occupation et la mise en place d'un centre culturel très actif ont poussé les membres du collectif l'Asilo à entamer une négociation avec la Municipalité pour obtenir la possibilité de gérer les lieux, sur la base d'un outil juridique appliqué de manière inédite à un patrimoine bâti : le « bien commun ». Les membres du collectif ont travaillé deux ans (à travers des assemblées publiques d'autogestion) à la rédaction d'un statut pour le fonctionnement de

¹⁷⁶ Pendant l'entretien, à l'évocation de cette question, l'architecte en charge du GPU pour le compte de la Région Campanie s'est montré perplexe, face au choix de la Municipalité d'ignorer leurs préconisations : « *Ce que nous proposons dans le document du GPU ce sont des attentes de l'Union Européenne, nous ne faisons que suivre leurs orientations de travail. Si la Municipalité n'applique pas ce qui a été validé par l'UE, les financements pourraient ne jamais être effectivement versés* » (Entretien avec le responsable du GPU auprès de la Région Campanie, 2014).

l'espace. En prenant les distances des expériences précédentes d'autres squats d'artistes, qui se sont constitués en fondation, avec des associés, l'Asilo a plutôt souhaité mettre en place « l'utilisation civique » du bien, une formule juridique traditionnellement réservée aux domaines naturels, comme montagnes, rivières ou pâturages. L'idée est celle de maintenir le statut public du bien, mais de le « renforcer » par le contrôle populaire. Sur le site de l'Asilo on peut lire : « *le bien public [...] est directement administré par la collectivité, à travers des formes de prise de décision et d'organisation fondées sur des modèles de démocratie participative* »¹⁷⁷. Ainsi, la Municipalité garantit l'entretien du bien et en garde la propriété, mais il est attribué à une « communauté de référence » (le collectif l'Asilo) avec une destination d'usage concordée entre les deux parties (l'expérimentation artistique). Cette formule se base sur l'idée, prônée par l'Asilo, que la culture, au même titre que l'eau et les éléments naturels, est un « bien commun ». Dans ce sens, elle ferait partie de ces ressources « *fonctionnelles à l'exercice des droits fondamentaux et au développement libre de la personnalité, qui doivent être sauvegardées en les soustrayant à la logique destructrice du court terme, en projetant leur tutelle dans le monde lointain, habité par les générations futures* »¹⁷⁸. En réalité, la conception de « bien commun » varie entre les champs juridique et économique, mais en général il s'agit d'une notion ambiguë et mouvante. L'économiste E. Ostrom a souligné la centralité de la gestion dans la notion de « bien commun », ce qui permet de dépasser la notion de propriété, en démontrant d'ailleurs que la gestion collective était plus durable que celle réglementée, issue de la propriété publique ou privée¹⁷⁹. Dans le cas d'un espace comme celui de l'Ex-asilo, l'adoption de la notion de « bien commun » vise ainsi à mettre l'accent sur la gestion plutôt que sur la propriété, ce qui devrait permettre à la collectivité de gérer un bien patrimonial public à travers des expériences de démocratie participative, sans passer par des chemins associatifs traditionnels. Cependant, la question se complique dans les faits, surtout en ce qui concerne la question de la « communauté de référence ». En effet, le règlement intérieur instaure des règles quant à la participation aux assemblées de gestion et en général à la « vie » de l'espace, ce qui donne le droit à exercer sa propre voix dans la prise de décision sur les activités. Dans la réalité, le collectif fonctionne autour d'un « noyau dur » de ses membres, qui sont là depuis le début et qui tiennent les rênes de l'espace, ce qui réduit la « communauté de référence », théoriquement assimilée à

¹⁷⁷ Source: <http://www.exasilofilangieri.it/regolamento-duso-civico/> [consulté le 23/05/2015].

¹⁷⁸ RODOTA S., « Il valore dei beni comuni », *Teatro Valle Occupato*, 05/01/2012 - <http://www.teatrovalleoccupato.it/il-valore-dei-beni-comuni-di-stefano-rodota> [consulté le 12/05/2016].

¹⁷⁹ GRAZZINI E., « Beni comuni e diritti di proprietà. Per una critica della concezione giuridica », *MicroMega*, 06/05/2012 - <http://temi.repubblica.it/micromega-online/beni-comuni-e-diritti-di-proprietà-per-una-critica-della-concezione-giuridica/> [consulté le 12/05/2016].

l'ensemble de la population du quartier, à un groupe de personnes socialement et culturellement privilégiées.

L'Ex-asilo Filangieri est un lieu où se rencontrent et se heurtent différents acteurs, chacun avec ses modalités d'appropriation – à la fois physique et symbolique – de l'espace patrimonial. La rupture entre le collectif l'Asilo et l'association La Città del Sole est notamment survenue suite à des questions de visibilité et d'appropriation symbolique de l'espace. S. M. déplore que l'Asilo soit désormais « la communauté de référence » dans les lieux et dénonce la « fausse démocratie » de leurs assemblées de gestion. Plus profondément, c'est le rapport ambigu avec les institutions qui est mis en cause : selon lui, les membres du collectif squatteraient les lieux avec le consentement implicite des autorités publiques. De leur côté, les membres du collectif dénoncent la rigidité de S. M. face aux expériences innovantes, surtout dictée, selon eux, par la crainte d'une perte de pouvoir sur son « territoire ». Les deux parties se meuvent deux accusations identiques : la première, celle de réclamer un pouvoir de décision sur les propositions d'initiatives qui viennent de l'extérieur, ce qui nierait la mission d'ouverture prônée par les deux instances ; la seconde, la fermeture aux habitants du quartier.

Si les accusations réciproques des deux instances¹⁸⁰ peuvent être lues comme le signal d'un conflit générationnel ou même politique (les artistes parlent de S. M. comme d'un vieux monsieur attaché à son passé politique, lui les appelle des « *radical-chic*¹⁸¹ malades d'intellectualisme »), il devient intéressant d'analyser leur comportement face à la population locale. En effet, seule une appropriation de la part des habitants du quartier pourrait permettre de parler d'une réelle appropriation patrimoniale « par le bas ». Les habitants du quartier San Lorenzo, comme la plupart des résidents du Centro Antico, sont essentiellement issus des couches populaires. Ils ignorent les activités du collectif et certains, surtout les plus âgés, sont carrément hostiles à la fréquentation assidue des lieux qui a suivi l'occupation. Un groupe formé par les vingt locataires des immeubles en face de l'Ex-asilo en est même venu à organiser une pétition, qui tourne dans le quartier, pour que les squatteurs soient expulsés. Les plus jeunes, quant à eux, envahissent quotidiennement les lieux pour jouer dans la cour. Les membres du collectif ont adopté des stratégies différentes tour à tour : les admettre dans les lieux, en leur laissant un local pour leurs activités, mais aussi fermer la grille et interdire l'entrée de manière stricte.

Si des initiatives d'intégration ont été imaginées – bien que sans succès –, comme par exemple des cours après l'école ou un laboratoire théâtral pour les enfants, l'ensemble de l'expérience de l'Asilo pose problème quant à son ancrage territorial. Dans leurs discours, les

¹⁸⁰ Nous utilisons ce terme car le collectif tient à ne pas être assimilé à une « association » classique.

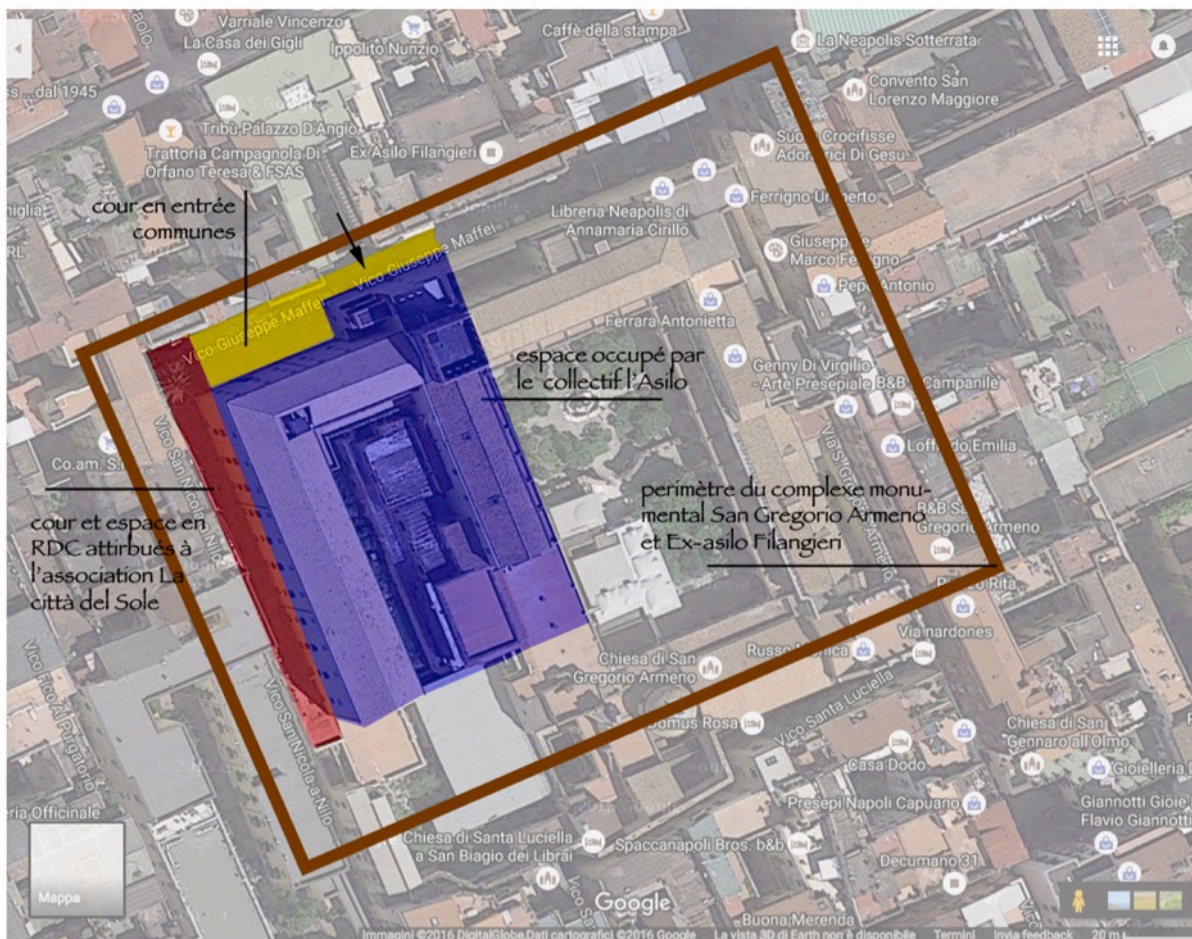
¹⁸¹ Expression qui pourrait correspondre en français à « gauche caviar ».

membres du collectif parlent d'une « *exigence partagée par la ville toute entière* » d'un lieu culturel « *enfin ouvert à la communauté* »¹⁸². Dans les faits, cependant il n'est pas clair de quelle communauté il s'agit, quand les habitants les plus pauvres ne connaissent pas les activités du centre, qui sont très expérimentales et adressées à une classe moyenne cultivée, habituée des théâtres et des manifestations culturelles « alternatives ». Cette méconnaissance s'avère réciproque, quand les membres mêmes affirment, à la nouvelle d'une pétition contre eux : « *Mais qu'est-ce que ça leur change si on est là ?* ». Cela rappelle l'exemple de la gentrification des quartiers populaires parisiens décrite par A. Clerval (2013 *op. cit.*), où les gentrificateurs apprécient la présence populaire dans leurs quartiers, mais plus comme un « décor » que comme une possibilité réelle d'intégration sociale. Le fait d'avoir lieu dans un quartier populaire nourrit le côté « alternatif » de l'expérience des mouvements d'artistes squatteurs et offre une visibilité importante grâce à l'emplacement central de l'immeuble historique. Cependant, malgré leur vocation d'ouverture et de dépolitisation des activités culturelles, ces expériences ont comme corollaire une éradication des espaces patrimoniaux occupés du « bagage patrimonial » des résidents issus des couches populaires.

Il ne s'agit pas d'un souci exclusif à l'Ex-asilo Filangieri, mais plutôt assez commun dans les expériences d'« ouverture » d'espaces urbains par un petit groupe, sans l'implication de l'ensemble des habitants du quartier. Seulement à Naples, nous pouvons citer l'expérience de l'OPG « *Je so' pazzo* », un ancien hôpital psychiatrique occupé par un collectif de militants et ouvert à des initiatives de quartier ; ou encore, celle du jardin de Soccavo, ouvert et nettoyé avec les mêmes buts, mais fermé après des conflits avec les riverains. N. Dines (2012 *op. cit.*) analyse un épisode similaire pour le cas du *centro sociale* DAMM, ouvert à Montesanto dans les années 90 : la distance entre l'extraction sociale des squatteurs et celle des résidents a fortement limité les relations entre ces deux groupes, et en conséquence les résultats des initiatives du centre.

La question qui se pose est alors si une appropriation patrimoniale « par le bas » doit impliquer forcément l'inclusion des couches populaires dans des modalités déjà connues de valorisation patrimoniale ou de promotion culturelle - soit-elle « alternative » - propre à des catégories de population supérieures, ou si nous pouvons explorer la mise en place de « patrimoines » dont les groupes subalternes seraient des acteurs à part entière.

¹⁸² Entretien avec les membres de l'Asilo, 2014.



La Città del Sole



L'Asilo

Figure 38. Les appropriations conflictuelles de l'Ex-asilo Filangieri.
Sources: Google Earth, sites internet L'Asilo et, La Città del Sole

6.2.3 Le « mobbing immobilier » dans les immeubles du centre-ville cairote, par Al Ismaïlia

Au Caire, nous avons travaillé entre autre sur les immeubles achetés par la compagnie Al Ismaïlia : nous les avons répertoriés, visités et nous avons interviewés des acteurs sélectionnés. Notre vie quotidienne dans le centre-ville nous a amené à participer à plusieurs évènements qui ont eu lieu dans les immeubles même ou à proximité, notamment des manifestations artistiques ou des rassemblements politiques. Nous avons complété l'enquête par des entretiens avec les responsables du projet de réaménagement des différents immeubles et du contexte environnant.

La promotion privée joue désormais un rôle fondamental dans la transformation du centre-ville du Caire. La compagnie Al Ismaïlia for Real Estate a acheté vingt et un immeubles afin de les réhabiliter et les destiner à la consommation culturelle et aux appartements de standing. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le public visé par ces opérations est une clientèle fortunée qui revient en centre-ville après l'exode vers les villes nouvelles dans le désert. Les opérations visant à faciliter ce « retour en ville » (Bidou-Zachariassen *op. cit.*) des groupes aisés, ce sont donc les signes d'une gentrification souhaitée, même si non encore concrétisée. En effet, le discours aménageur sur le centre-ville du Caire prépare depuis déjà une dizaine d'années le terrain à ce « nettoyage » : du changement de dénomination – de « Wust-al-Balad » au « Caire khédivial » - à la patrimonialisation de l'architecture moderne, ou encore aux projets de réaménagement urbain, l'ensemble des opérations est structuré autour des thématiques du « retour à la gloire » et de l'éradication des « activités inappropriées » des espaces centraux¹⁸³. Cette rhétorique d'un retour à un statut plus valorisant implique également un changement de population, induit par la hausse des prix immobiliers et la mise à disposition d'immeubles et de terrains à de nouveaux investisseurs. Dans ce sens, la politique d'Al Ismaïlia se refait à la « vente à la découpe », couramment pratiquée dans des opérations urbaines prestigieuses comme Euroméditerranée à Marseille, ou encore dans le développement des quartiers hyper-centraux de Paris (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2007).

Cependant, ces mêmes espaces et immeubles sont densément occupés et appropriés par une population démunie qui en a fait son territoire, surtout depuis les années 1950. Au cours de nos enquêtes de terrain, nous avons visité quatorze parmi les vingt et un immeubles dont Al Ismaïlia est propriétaire : nous y avons rencontré habitants, mais surtout travailleurs, qui nous ont raconté comment le projet du promoteur ne prévoit aucune présence des groupes populaires sur le long terme (Figures 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 53).

¹⁸³ Voir chapitre précédent.

L'Hôtel Viennoise, situé rue Mohamed Bassiouni, fait partie des immeubles les plus prestigieux achetés par le promoteur. Il s'agit d'un immeuble d'architecture d'inspiration européenne, construit dans les années 1890. Son histoire est incertaine : avant le rachat d'Al Ismaïlia il était en très mauvais état, et quasiment vide¹⁸⁴. Il y a deux accès, dont l'un est fermé avec un cadenas. Des boutiques de souvenirs et des agences touristiques se trouvent au rez-de-chaussée, avec entrée par la rue. L'immeuble est surveillé par un *bawab*, un gardien assis devant la porte d'entrée, employé de la société Target Egypt, qui travaille directement pour Al Ismaïlia. Les gardiens de la société travaillent sur l'ensemble du parc du promoteur : ils gardent l'immeuble « *pour tenir à distance les curieux et les squatteurs* »¹⁸⁵. L'immeuble, ancien hôtel particulier, a déjà été vidé de la plupart de ses occupants, comme pour beaucoup d'autres immeubles achetés par la compagnie : la propriété étant souvent morcelée, les héritiers préfèrent vendre à un promoteur, qui peut alors disposer de l'ensemble de l'immeuble. Le gardien nous explique que les propriétaires ont vendu leurs appartements l'un après l'autre. Au moment de nos enquêtes, un seul appartement était occupé : celui du rez-de-chaussée, dans lequel une artiste française a organisé une exposition d'art contemporain pendant l'été 2011. La mise à disposition de l'appartement pour ce type de manifestation, fait partie, selon le PDG de la compagnie K. el Shafei, d'une politique de valorisation de la consommation culturelle : en effet, l'exposition n'a précédé que de quelques mois l'organisation, devenue annuelle, du festival D-Caf, qui a pour mission d'investir des lieux « oubliés » du centre-ville avec des installations et des spectacles d'arts vivants¹⁸⁶.

En réalité, ces lieux ne sont pas abandonnés, en tout cas pas par la frange de la population qui les habite ou y travaille : dans plusieurs immeubles visités, des artisans ou des petits commerçants gardent leurs ateliers ou leurs cabinets, et se disent bien intentionnés à ne pas quitter les lieux : « *Il va devoir me mettre le feu, s'il veut que je parte !* » déclare l'un d'entre eux. Les cabinets et les ateliers d'artisans résultent d'une occupation et d'un morcellement des anciens appartements bourgeois, qui sont devenus très abordables avec le plafonnement des loyers. Souvent, ces ateliers ne font pas plus qu'une vingtaine de mètres carrés et donnent du travail à deux ou trois personnes, patron compris. Cette petite économie traditionnelle, résidu d'une époque plus florissante, survit en grande partie grâce à son emplacement très central : ces artisans approvisionnent les boutiques du centre-ville (qui

¹⁸⁴ « La Viennoise Hotel: Art From Sandouk El Dounia to DCAF », *Cairoobserver*, 06/04/2014 - <http://cairoobserver.com/post/81918872405/la-viennoise-hotel-art-from-sandouk-el-dounia-to#.Vui5KQb174> [consulté le 24/10/2015].

¹⁸⁵ Entretiens et échanges informels avec les gardiens de plusieurs immeubles d'Al Ismaïlia, 2011.

¹⁸⁶ *Cairoobserver*, « Reviewing the Downtown Contemporary Arts Festival », 22/04/2013 - <http://cairoobserver.com/post/48611638662/reviewing-the-downtown-contemporary-arts-festival#.UqIZL42hC2w> [consulté le 27/11/2013].

elles-mêmes sont destinées à une clientèle aux revenus modestes) et structurent leur activité sur la petite économie quotidienne du Wust-al-Balad populaire. En effet, si l'extérieur des immeubles fait l'objet de la patrimonialisation de NOUH, qui restaure les façades à l'identique, l'intérieur est très souvent le terrain des pratiques populaires.

Parmi les pratiques d'appropriation de ces espaces patrimoniaux, autrement dit des immeubles historiques, mais également de leurs cours, leurs passages piétons ou encore leurs façades et halls d'entrée, les pratiques liées au travail et aux activités commerciales quotidiennes sont majoritaires. En plus des dépôts et des ateliers de couture ou d'artisanat, beaucoup d'appartements, plus larges, sont encore occupés par des bureaux ou des *bed & breakfast*. Dans les parties « extérieures » des immeubles, beaucoup de personnes ont construit des échoppes pour vendre des objets du quotidien, ou encore ils ont obtenu des petits dépôts des locaux en rez-de-chaussée. D'autres personnes ont carrément « greffé » des vitrines aux façades, pour y présenter à la vente des cigarettes, ou autres petits objets, en restant assis à côté pendant la journée. L'un des propriétaires de ces vitrines de rue, nous a raconté louer cet « espace » (une vitrine d'une vingtaine de cm d'épaisseur pour un mètre et demi de longueur et 1m de hauteur) au propriétaire original de l'immeuble, avec un bail à durée indéterminée depuis 1992. Une fois acheté l'immeuble, Al Ismaïlia n'a pas souhaité reprendre le contrat de la vitrine et lui a demandé de partir. Comme il refusait, Al Ismaïlia a appelé la police pour l'expulser par la force, mais quand ils sont venus et ils ont constaté que son contrat était régulier, ils n'ont pu rien faire contre lui, alors il est resté.

Ces permanences quotidiennes attirent d'autres individus, qui travaillent non loin ou viennent juste dire bonjour : les coins d'immeubles, les devantures des portes et les cours intérieures deviennent alors des espaces de rencontre privilégiés pour les habitants et les travailleurs historiques du quartier, qui se retrouvent souvent assis sur des chaises en plastique autour d'une échoppe ou devant l'entrée d'un immeuble. Ces pratiques, tout comme la pratique du café *baladi*¹⁸⁷, marquent une présence physique des groupes populaires dans l'espace patrimonial, selon des dynamiques et des modes de vie qui ne correspondent pas à l'usage souhaité par les aménageurs.

Dans l'immeuble historique en briques rouges rue Mohammed Farid, connu comme l'immeuble Chourbagi, les occupants interviewés nous racontent avoir reçu des offres d'achat par Al Ismaïlia, mais d'avoir renoncé car aucune somme pourrait garantir un emplacement central. Les propriétaires actuels ne sont pas dupes : ils se doutent qu'après la rénovation les charges d'entretiens seront bien plus onéreuses qu'à présent. La compagnie, de son côté, organise des réunions d'information mensuelles sur l'avancée des négociations et des travaux,

¹⁸⁷ Voir plus bas.

mais les locataires n'y sont pas conviés. Dans cet immeuble, comme dans la plupart de ceux qu'elle a achetés, la compagnie a graduellement vidé les appartements à travers le non-renouvellement du bail de location ou par une augmentation « douce » du loyer au moment du renouvellement, jusqu'à que celui-ci ne devienne trop onéreux pour le locataire. Les groupes subalternes occupant les immeubles subissent alors une réduction au silence, visant l'éloignement physique, que le promoteur met en œuvre à travers des démarches qui peuvent être assimilées à du « *mobbing* immobilier »¹⁸⁸. Le sentiment d'« angoisse » ressenti par les occupants est alors la raison principale de départ pour ceux qui ne supportent pas un état d'inquiétude permanente (*Ibid.*) : de plus, ces mécanismes entravent la mise en place d'une mobilisation collective, car la menace indirecte éloigne le conflit ouvert et collectif¹⁸⁹.

La menace, non rationalisée par la connaissance du projet, produit des réactions extrêmes, comme par exemple l'agressivité à l'encontre de l'employé de la Maspero Company, ou encore la volonté de résistance physique « coûte que coûte ». Faisant référence à K. el Shafei, de la compagnie Al Ismaïlia, et au fait qu'il avait récemment coupé eau et électricité pour faire partir les locataires, un artisan interviewé affirme : « *Il peut faire ce qu'il veut, moi je partirai pas. Il devra me trainer de force hors de mon atelier : ici c'est moi qui ai tout fait, c'est mon activité, je vais la défendre* ». Al Ismaïlia affirme ne pas vouloir expulser les locataires de leurs logements ou lieux de travail, mais de fait, après l'augmentation des charges dans les immeubles rénovés, peu nombreux seront ceux qui pourront encore payer le loyer. Dans d'autres cas, la valeur symbolique et le potentiel de l'immeuble sont si forts que le projet prévoit explicitement de vider l'ensemble de l'immeuble et de lui donner une nouvelle destination, plus valorisante¹⁹⁰.

Certains occupants ont parfois seulement remarqué le changement de propriétaire, mais d'autres, surtout parmi les artisans et les travailleurs plus pauvres, se sentent fortement menacés. Ils accusent Al Ismaïlia de rompre illégalement les accords de bail emphytéotique qui régissent la plupart des locations (d'habitation ou de commerce) du centre-ville. Les occupants qui résistent dénoncent également certaines démarches moins orthodoxes, comme les coupures d'eau et de gaz dans les immeubles pour les pousser à partir. Dans l'immeuble rue Gawad Hosny, au moment des enquêtes, les occupants interviewés ont affirmé avoir des

¹⁸⁸ Le phénomène, connu surtout en Espagne, consiste dans l'éloignement des locataires par des mesures (plus ou moins violentes) de pression, chantage, menaces. L'assimilation avec le harcèlement sur le lieu de travail est significative pour les démarches de dénonciation, formulées par plusieurs instances de soutien aux locataires. Source : International Alliance of Inhabitants - http://fre.habitants.org/nouvelles/info_locales/lobbying_contre_mobbing_immobilier [consulté le 19/06/2016].

¹⁸⁹ Voir partie 4, chapitre 8.

¹⁹⁰ D'après le document du projet de Al Ismaïlia, que nous avons consulté lors de nos entretiens avec K. El Shafei et l'architecte M. Zakaria, 2011. La partie « diagnostic » de ce document a été publiée en 2014 sur le site de Al Ismaïlia - <http://al-ismaelia.com/>.

actions individuelles en cours contre le promoteur. L'un d'entre eux a été au contraire traîné en justice par le promoteur, car il ne voulait pas changer son bail emphytéotique dans un bail ordinaire de la durée d'un an. Un autre homme, qui loue, avec le même type de contrat, une chambre d'une dizaine de mètres carrés au rez-de-chaussée où il a installé son laboratoire d'orfèvrerie depuis onze ans, dit avoir subi le même sort que ses voisins. Tous racontent de continuer à payer leurs loyers à Al Ismaïlia, mais à travers leurs avocats, pour s'assurer que la compagnie ne les refuse pas, et pour éviter qu'elle ne les expulse avec l'accusation de ne pas payer le loyer du local. Pour la plupart, ils travaillent dans ces petites pièces à Wust-al-Balad et habitent ailleurs. Ils nous racontent que Al Ismaïlia leur a offert 500€ comme compensation pour quitter l'appartement, mais qu'ils ont refusé en estimant ce montant « *ridicule, car il ne suffit à payer même pas un mois de loyer ailleurs* »¹⁹¹.

Lors de nos visites, nous avons constaté que tous les appartements en rez-de-chaussée de l'immeuble rue Gawad Hosny sont découpés en petites pièces de pas plus de 10m², dans lesquelles sont installés les ateliers les plus divers : écrivains, imprimeurs, orfèvres, tailleurs, et autres travailleurs en tout genre. Aux étages, en très mauvais état, l'architecture ancienne est pourtant encore reconnaissable : larges paliers, hauts plafonds, grands vitraux sur la cage d'escalier. À chaque étage, derrière toutes les portes se cachent des ateliers, parfois minuscules, parfois un peu plus grands, dans lesquels le travail va de bon train. La plupart des immeubles achetés par Al Ismaïlia correspondent à ce portrait, mais le promoteur a également veillé à acquérir quelques immeubles stratégiques, en raison des activités s'y déroulant actuellement (Townhouse Gallery, CIC, etc.), mais également dans le passé, comme dans le cas du cinéma Radio.

¹⁹¹ Entretien avec les travailleurs des ateliers situés dans l'immeuble, 2011.



1. Hôtel particulier



2. Hôtel Viennoise



3. Townhouse Gallery



4. Cinema Radio



5. Café Riche



6. Contemporary Image Collective - CIC



7. Immeuble angle rue Sherif



8. Immeuble rue Adly



9-10. Ilot bureaux Al Ismailia



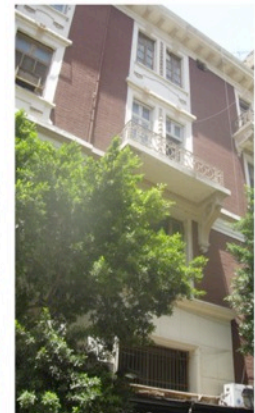
11. Immeuble Chourbagi



12. Boutique Vodafone



13. Immeuble Alexbank



14. Immeuble au coquillage

Figure 40. Les 14 immeubles propriété de Al Ismailia analysés pendant notre terrain.

1. Hôtel particulier

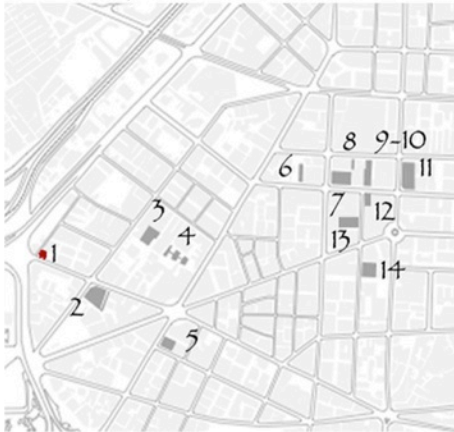
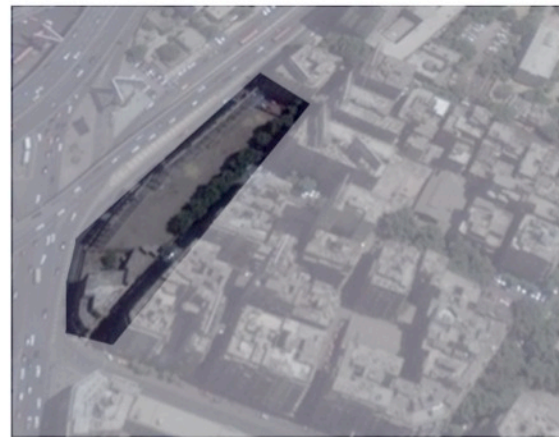
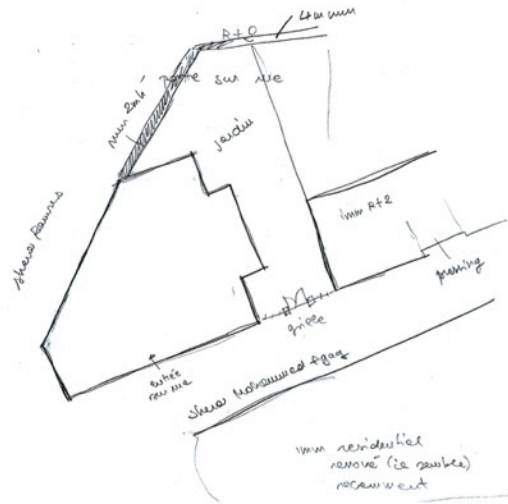
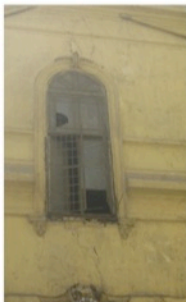


Figure 41. Immeuble abandonné depuis 5 ans acheté par Al Ismailia avec le terrain adjacent.



La compagnie a acheté l'immeuble avec la friche adjacente



Croquis de terrain et détails de l'immeuble

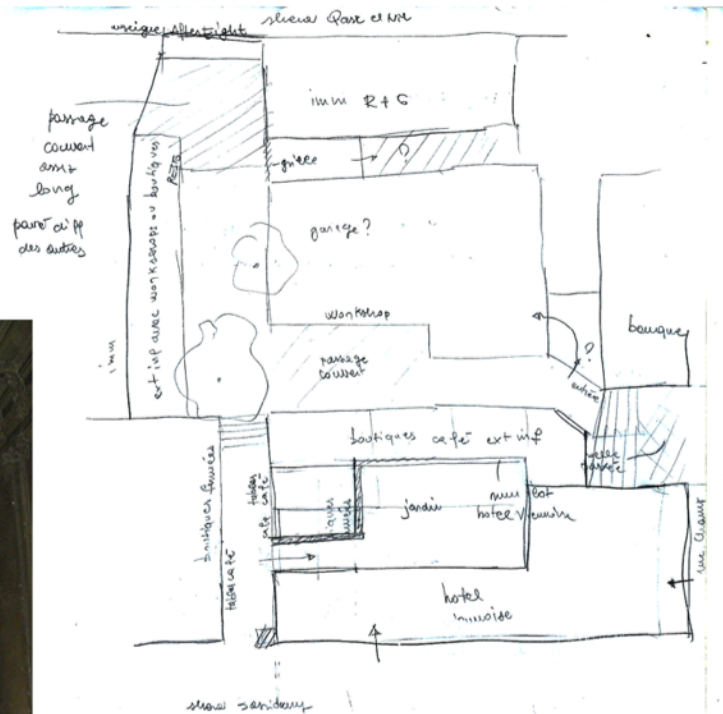
2. Hôtel Viennoise



Figure 42. Immeuble d'architecture d'inspiration européenne, construit dans les années 1890. Des boutiques de souvenirs et des agences touristiques se trouvent au rez-de-chaussée, avec entrée par la rue.



Détails de l'immeuble



Croquis de terrain: l'îlot de l'Hôtel Viennoise et passage couvert derrière l'After Eight



En 2011, la compagnie a parrainé la manifestation artistique Cairo Mon Amour, "protoype" du festival D-Caf, devenu depuis un rendez-vous annuel.

3. Townhouse Gallery

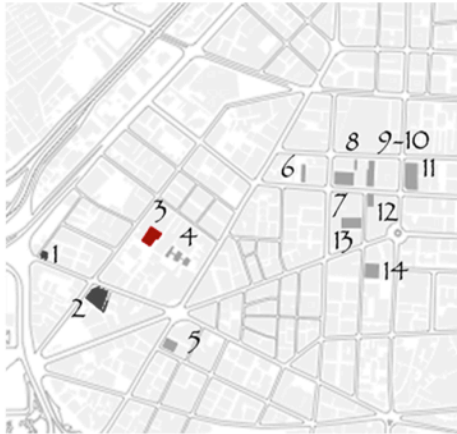


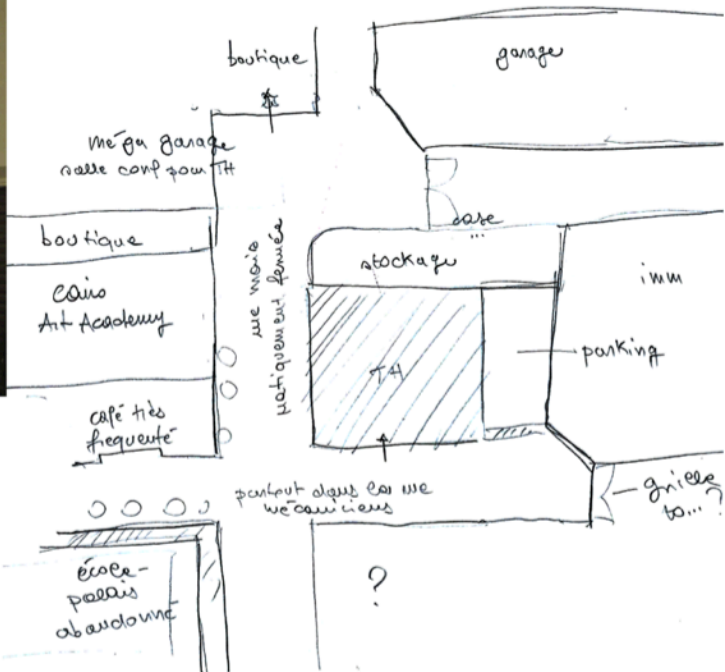
Figure 43.
Townhouse Gallery est une espace pour les arts indépendants
Bâtiment principal R+3, annexes et entrepôt 650m².



Les espaces expositifs attenants



Deteriorated Areas and Inappropriate Uses



Croquis de terrain: l'îlot de la Townhouse Gallery et des commerces environnant

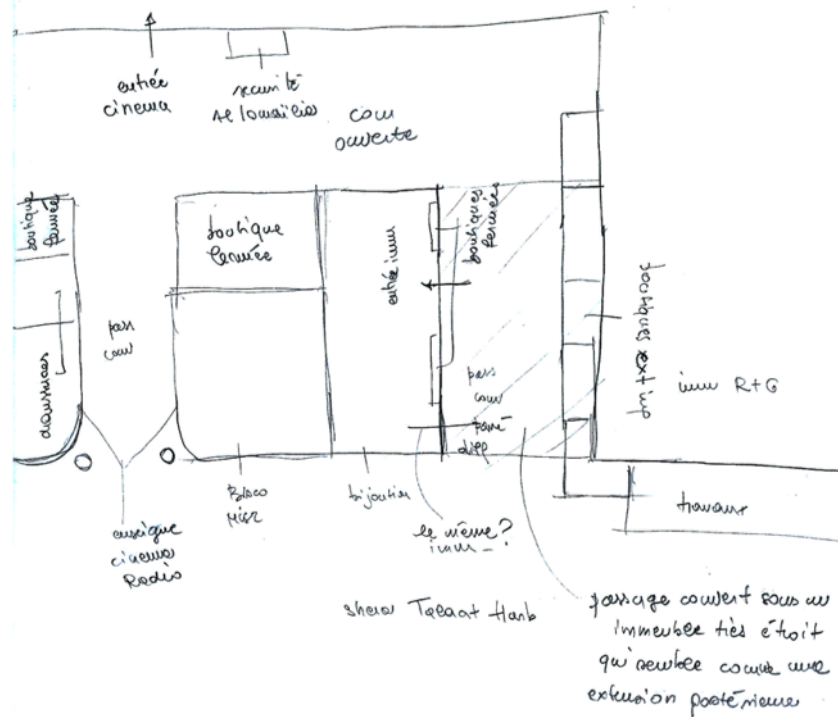
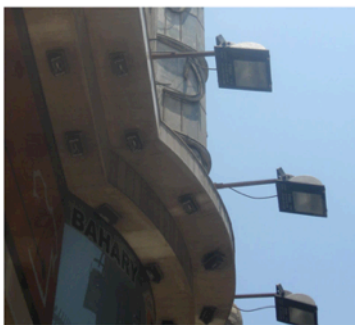


Les espaces autour de l'immeuble ont été fortement investis par les habitants, qui y ont installé des cafés *baladi* et des officines de mécanique. La cohabitation avec le centre culturel se passe très bien; malgré cela, ces activités ont été classés par l'Etat parmi les usages "inappropriés".

4. Cinema Radio

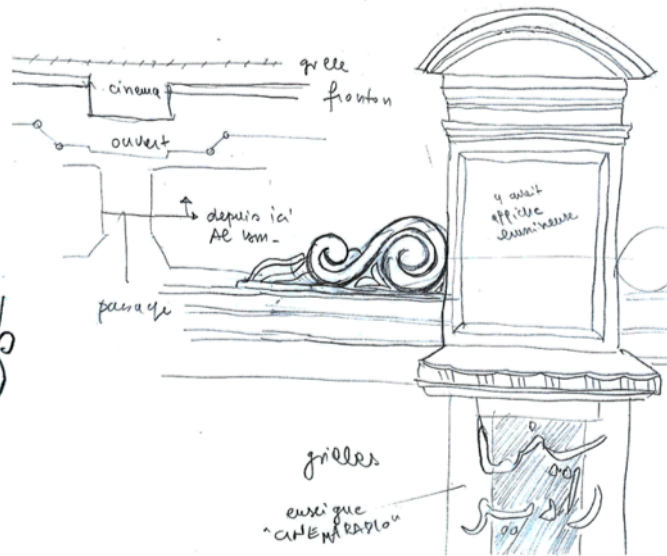
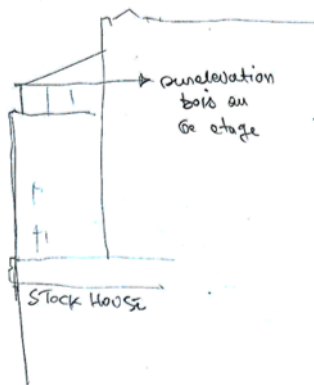


Figure 44. Construit à la fin des années 1930, le cinéma a été longtemps désaffecté. Après l'avoir racheté en 2009, Al Ismaïlia a placé des gardiens qui empêchent toute pénétration dans l'enceinte de l'immeuble et a travaillé à sa reconversion en relation à l'art et à la culture.



Croquis de terrain: l'îlot du Cinema Radio, avec les commerces et les passages couverts environnant

Les détails de l'immeuble



5. Café Riche

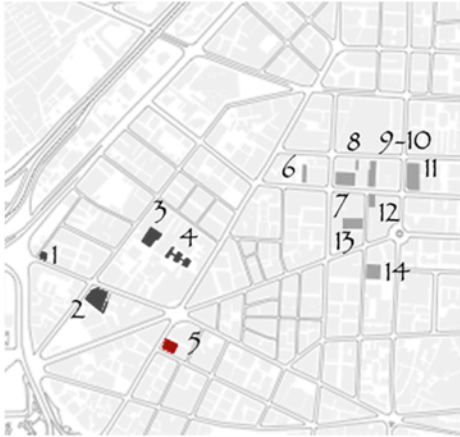
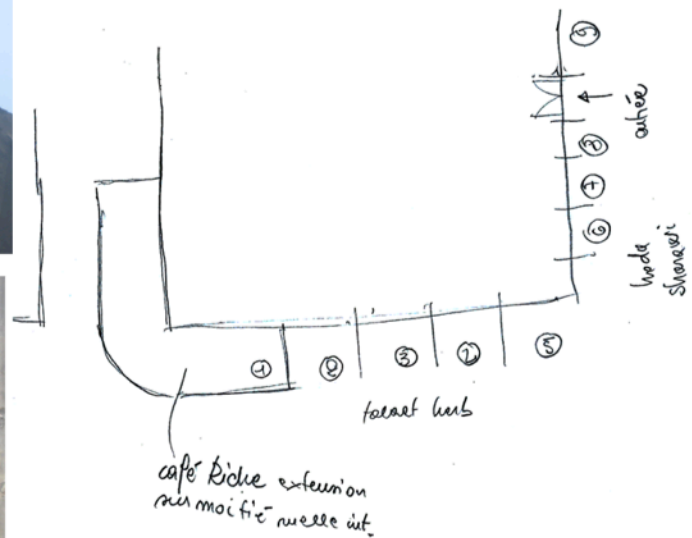


Figure 45.
L'immeuble fait angle sur l'îlot entre place Talaat Harb et rue Hoda Sharawi
Le Café Riche loue le restaurant depuis 1908, L'immeuble a été vendu à Al Ismaïlia.



Croquis de terrain: l'îlot du Café Riche, avec les commerces et les passages couverts environnant

Les détails de l'immeuble



Le Café Riche est aujourd'hui un symbole du sentiment nostalgique instrumentalisé dans les politiques patrimoniales et d'aménagement de Wust-al-Balad.

6. Contemporary Image Collective - CIC

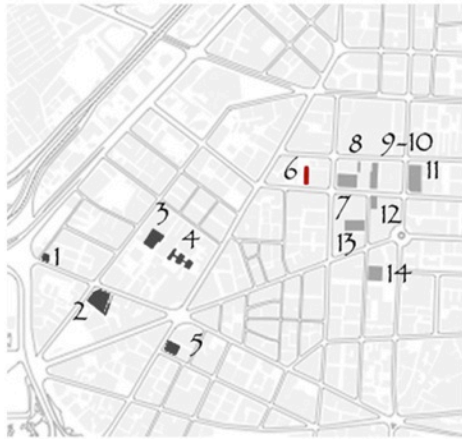
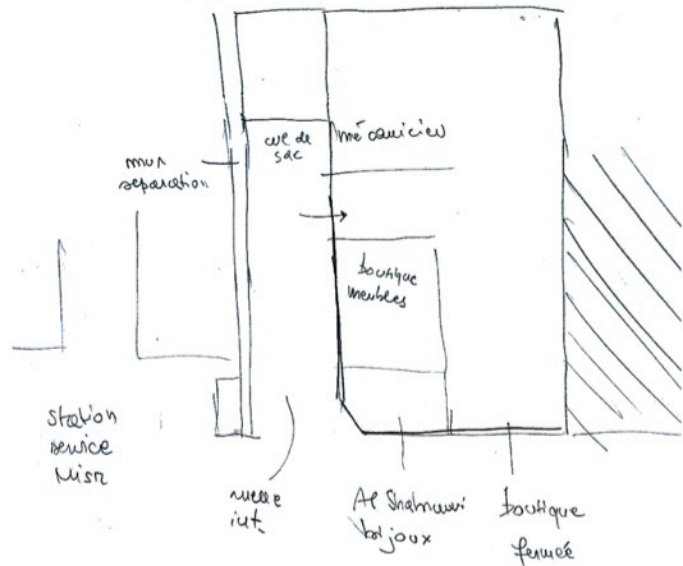


Figure 46. Le Contemporary Image Collective (CIC) est une initiative artistique indépendante à but non lucratif fondée au Caire en 2004.

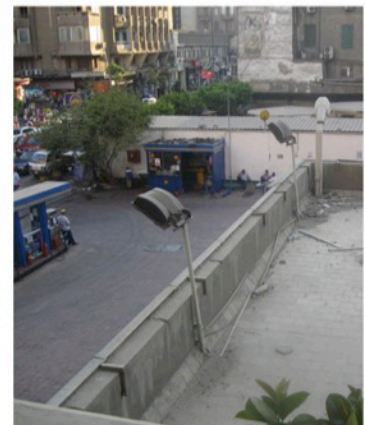


Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: l'îlot comprenant l'immeuble du CIC (au 4^e étage), la station service et les boutiques en RDC

La compagnie a acheté la totalité du terrain comprenant l'immeuble du CIC, la station service Misr et l'impasse avec les boutiques.



7. Immeuble angle rue Sherif

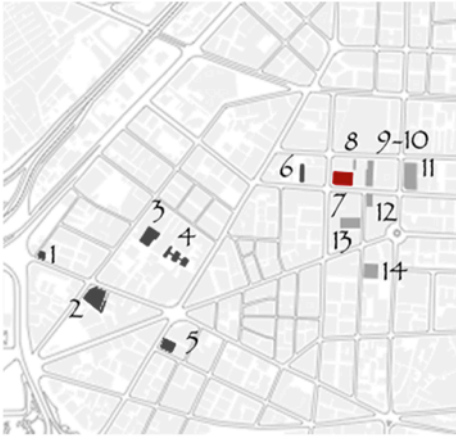
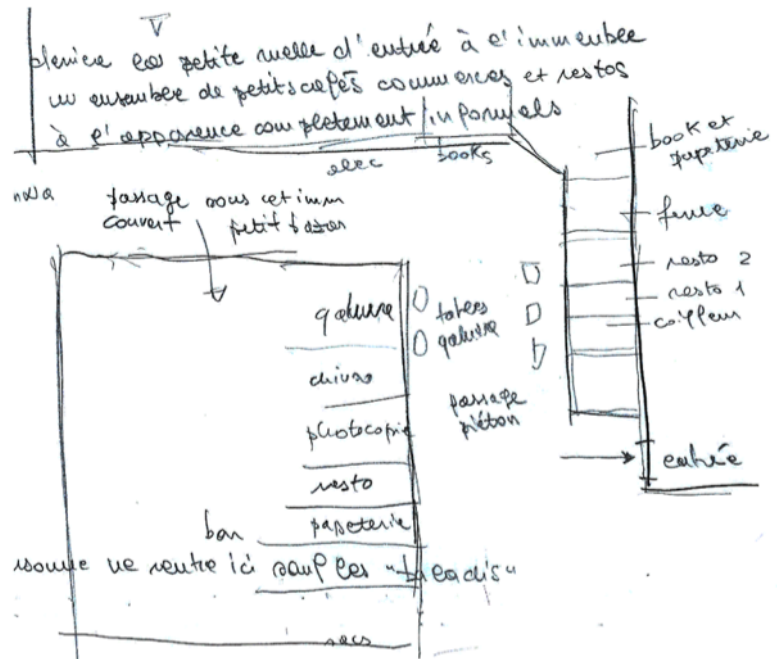


Figure 47.
3 façades, R+5
commerces en RDC
état général de l'immeuble
très dégradé
des baraques sur le toit
sont visibles depuis la rue.



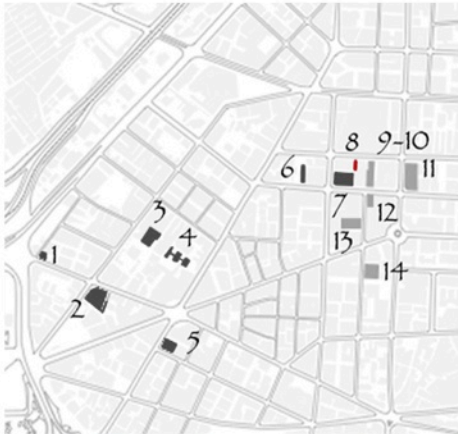
Croquis de terrain: l'îlot comprenant l'immeuble ainsi que les passages couverts avec les cafés *baladi*

Les détails de l'immeuble



Le passage couvert autour de l'immeuble a été fortement approprié par les habitants, qui y ont installé de nombreux commerces et cafés *baladi*.

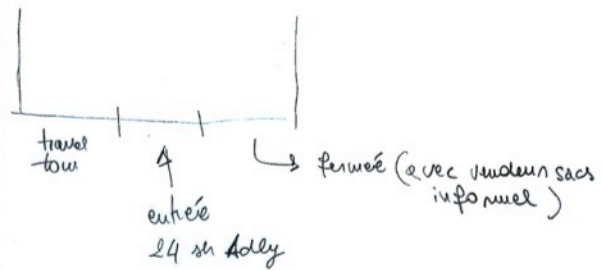
8. Immeuble rue Adly



Les détails de l'immeuble

Figure 48.

Petit immeuble mitoyen R+6, qui ont chacun été renouvelés par les propriétaires des appartements. Commerces et un passage couvert en RDC. L'état général de l'immeuble est assez bon.



Croquis de terrain: l'immeuble et ses commerces en RDC



Le passage couvert et les boutiques en RDC.



9-10. Ilot bureaux Al Ismailia

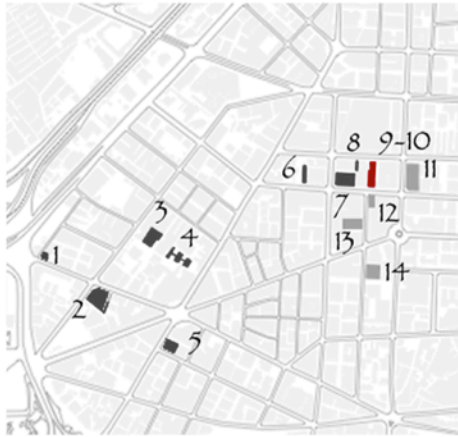
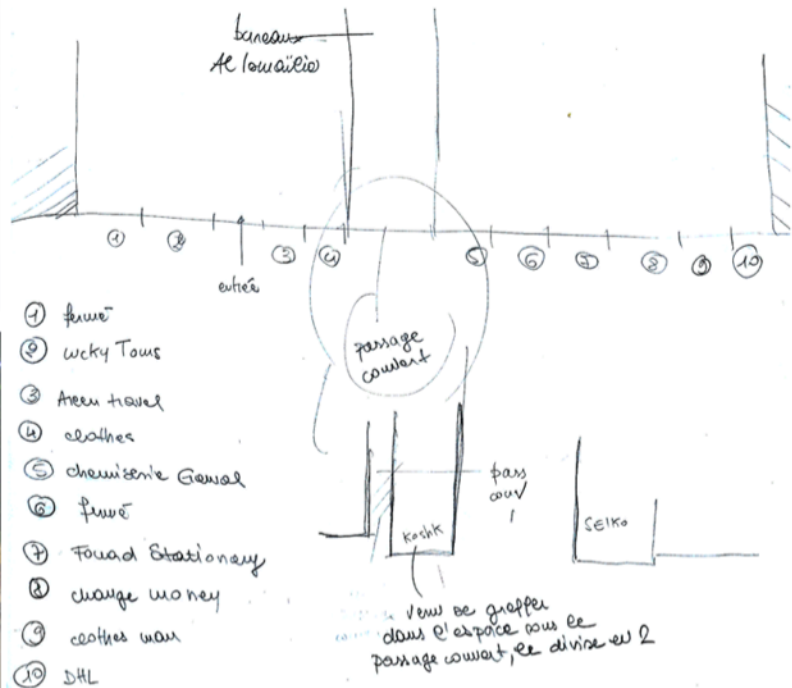


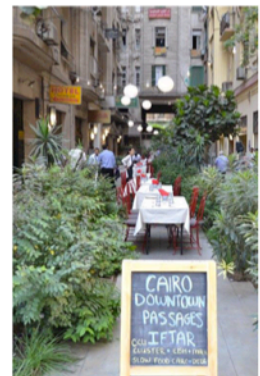
Figure 49. L'îlot comprend deux immeubles en état général assez bon, où se trouvent les bureaux de Al Ismailia. L'immeuble de façade, R+7 a subi plusieurs transformations avec des surélévations.



Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: les deux immeubles, reliés par le passage avec commerces en RDC



L'élément notable de l'îlot est son passage interne, complètement transformé après l'achat par Al Ismailia. D'espace "populaire" avec commerces semi-éphémères, il s'est transformé en lieu patrimonial de visites guidées et évènements culturels. Le bureau d'études CLUSTER a été en charge du réaménagement du passage. Source: CLUSTER.

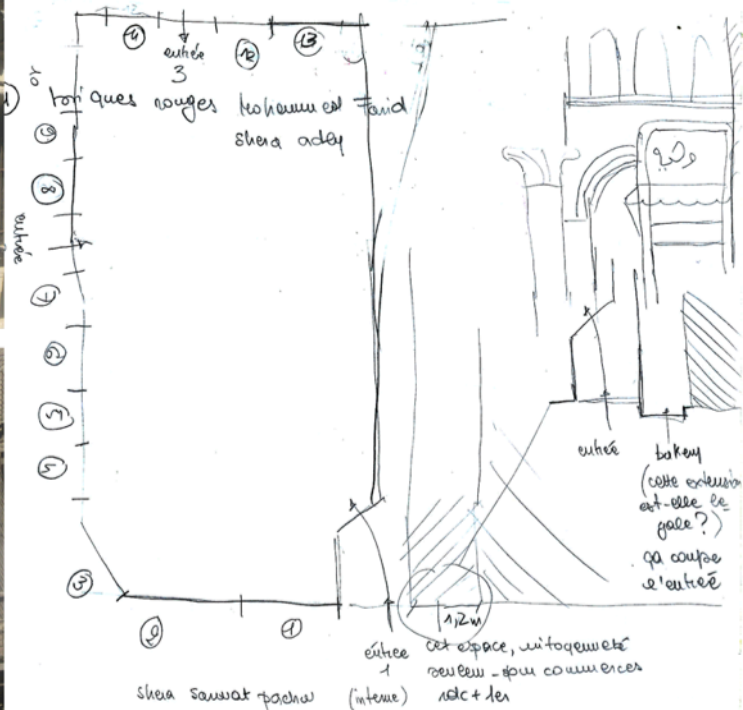
11. Immeuble Chourbagi



Figure 50. L'immeuble Chourbagi, 1910. 6 étages, avec un RDC et un 1er étage occupés par des commerces, les autres par des bureaux ou hôtels.



Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: l'immeubles avec ses nombreux commerces et le passage couvert en RDC



L'interstice du passage couvert, très étroit, présente néanmoins les signes d'une occupation informelle

12. Boutique Vodafone

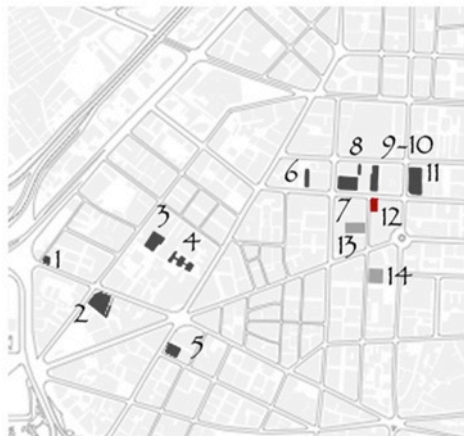
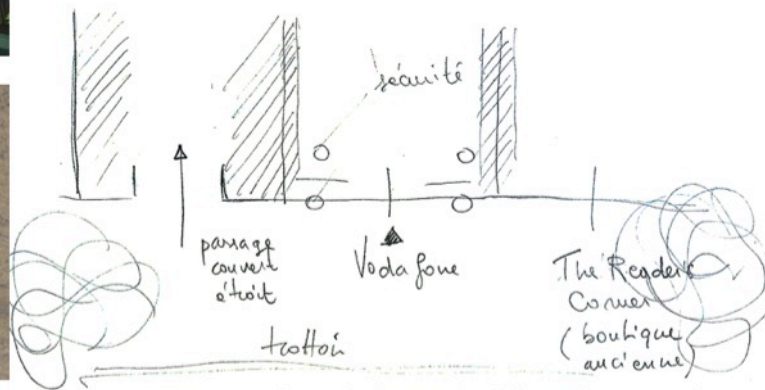


Figure 51. Le magasin Vodafone, visiblement neuf, se trouve entre deux boutiques historiques: une librairie et un tailleur, installé dans un passage couvert.



Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: la boutique entre les deux magasins



Les commerces, le passage couvert et la rue autour de la boutique

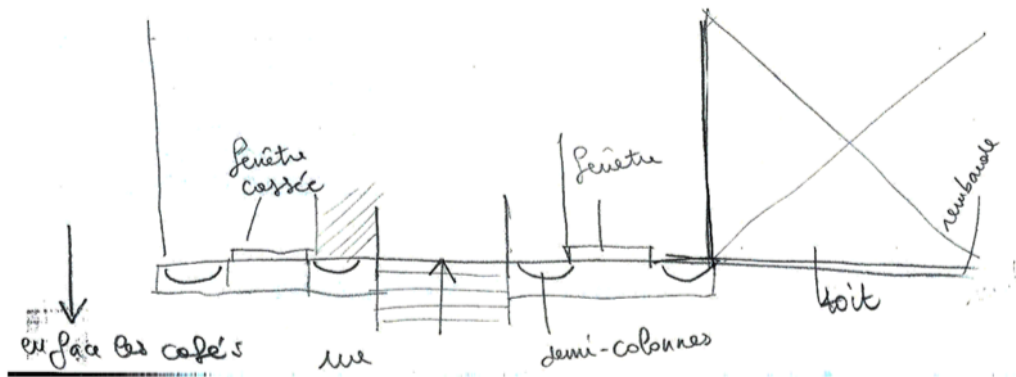
13. Immeuble Alexbank



Figure 52.
23, rue Gawad Hosny
a hébergé des banques
pendant près de 60
ans. De Barclay's à
Intesa San Paolo
depuis 2007 Alexbank.



Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: façade de l'immeuble sur le trottoir piéton



La rue est fortement appropriée par les cafés *baladi*, avec terrasses sur la rue piétonne

14. Immeuble "au coquillage"

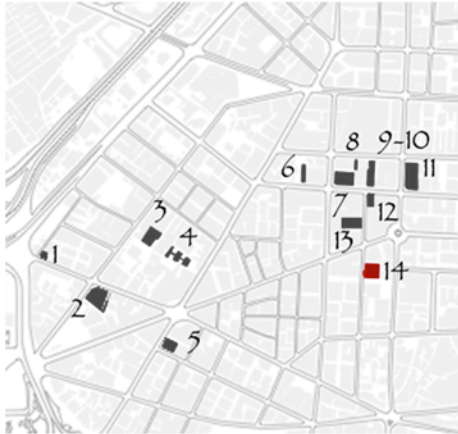
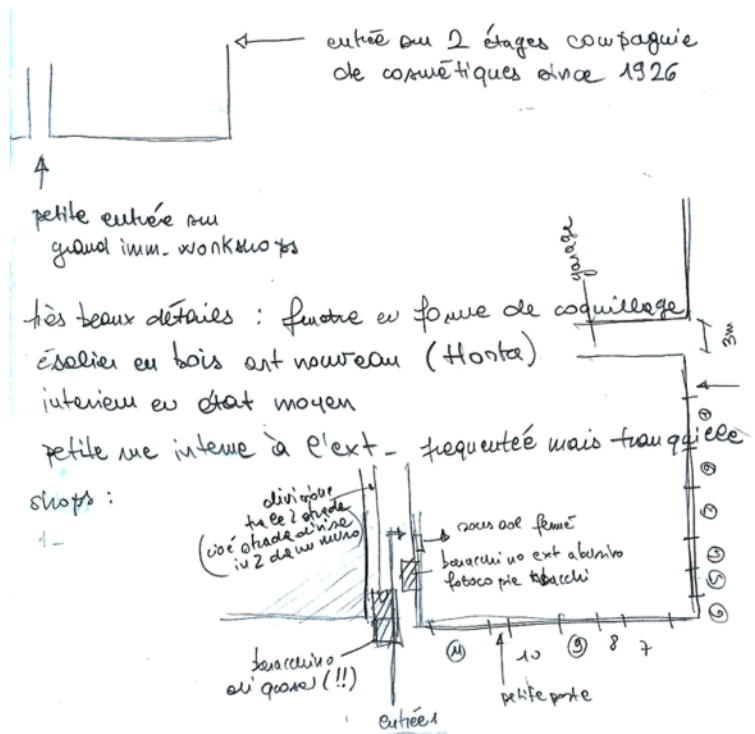


Figure 53.
rue Gawad
Hosny,
l'immeuble R+2
façade et
intérieurs décorés
en style Art Nou-
veau



Les détails de l'immeuble



Croquis de terrain: façade de l'immeuble sur le trottoir piéton



La rue est fortement appropriée par les commerces en RDC, avec un accès par passage couvert

6.2.4 Appropriations et contre-appropriations d'un espace patrimonial : le cinéma Radio

Un autre exemple de cette politique de reconversion du bâti marquée par la rhétorique de faire revenir le centre-ville du Caire à ses années « de gloire » est le projet pour la réouverture du Cinéma Radio. L'analyse qui a amené à ce récit a suivi le même cheminement méthodologique que pour les autres immeubles de Al Ismaïlia. Construit à la fin des années 1930, le cinéma a vécu toute sorte de transformations et de conflits entre propriétaires et locataire et, depuis des années, il est fermé au public et désaffecté. Après l'avoir racheté en 2009, Al Ismaïlia a placé des gardiens qui empêchent toute pénétration dans l'enceinte de l'immeuble et a travaillé à sa reconversion non plus en tant que seul cinéma (la salle étant trop grande pour les normes actuelles) mais en imaginant de nouvelles destinations toujours liées à l'art et à la culture.

La morphologie de l'immeuble reflète l'architecture occidentalisée de la Belle Époque et l'ensemble du complexe comprend différents types d'espaces, ce qui a favorisé l'appropriation de ses interstices depuis les années 1950. Le cinéma est accessible en traversant une cour, qui elle-même est reliée à la rue Talaat Harb par deux passages couverts sous des immeubles de bureaux, faisant partie de la propriété :

Construit dans les années 1930, le Cinéma Radio est localisé sur la rue Talaat Harb (anciennement rue Soliman Pasha), la rue la plus visité de Downtown Cairo. L'immeuble est composé de deux éléments majeurs : un immeuble de bureaux face à la rue et un cinéma accessible à travers un passage. L'immeuble de bureaux comprend 120 pièces et celui du cinéma (qui était à l'origine une grande salle unique avec le plus large écran de cinéma, partagé ensuite en deux niveaux séparés) maintenant accueille une salle de cinéma et un théâtre, chacun de 1.500m², les deux étant vides actuellement. Le passage traverse l'immeuble de bureaux menant au cinéma, avec des espaces commerciaux alignés des deux côtés. Pendant l'époque glorieuse de Downtown, le Cinéma Radio accueillait les premières des films égyptiens les plus importants et était souvent fréquentés par la société égyptienne en vue.¹⁹²

Le caractère patrimonial de cet espace emblématique est lié à la fortune du cinéma égyptien au début du XX^e siècle. Avec d'autres cinémas importants du centre-ville, comme le Miami ou le Cosmos, le cinéma Radio symbolise une époque de gloire pour la ville et l'ensemble du pays. La reprise en main de ce patrimoine se charge alors de la symbolique du « retour à la gloire » qui domine la planification urbaine et la promotion immobilière actuelle. Al Ismaïlia affirme vouloir développer un marché patrimonial au gros potentiel, et ce à travers la mise en place d'un discours de consommation culturelle comme gage de développement urbain.

¹⁹² « Cinéma Radio comes back to life », *Cairoobserver*, 18/11/2012 - <http://cairoobserver.com/post/35982679960/cinema-radio-comes-back-to-life#.ViUoNaQb174> [consulté le 27/11/2013].

La morphologie architecturale et urbaine du cinéma est un véritable emblème de l'urbanisation (maintenant labélisée comme) khédiviale qui caractérise tout Wust-al-Balad, mais elle est également à l'origine de la densification des pratiques d'occupation des espaces interstitiels de la part des habitants démunis. Les deux passages couverts sont en effets très densément occupés par de petits commerces, des cafés et des dépôts. Plus particulièrement, le côté droit du passage accueille le magasin de biscuits Bisco Misr, ainsi que plusieurs échoppes utilisées comme boutiques ou dépôts. En face, autour d'un magasin de chaussures (comme il y en a plusieurs dans le coin) refait à neuf en 2011, des hommes et des femmes occupent les « coins » des passages comme gardiens ou encore pour y entreposer du matériel pour l'entretien des lieux. En effet le nettoyage des espaces de la part des commerçants est quotidien et soigné, ce qui indique une appropriation des lieux très ancrée. Un autre passage plus petit s'ouvre sur la rue, menant au cinéma par un passage différent de la grande cour : ce passage très étroit est presque entièrement occupé par des cafés *baladi* et des boutiques minuscules qui vendent toutes sortes d'objets.

Depuis qu'il a été acheté par Al Ismaïlia, des gardiens contrôlent la cour du cinéma et il est impossible d'y pénétrer sans une autorisation du promoteur. De la même manière, toute photo est interdite : la cour est un espace vide, dont l'abandon contraste avec l'occupation massive des interstices autour. C'est justement en favorisant cette condition de vide urbain que le promoteur véhicule son message de « renaissance », de retour à la vie après une période d'abandon.

Notre hypothèse est que le promoteur opère une contre-appropriation de l'espace patrimonial du cinéma, visant à délégitimer les appropriations populaires actuelles. En effet, la réinterprétation de la morphologie du cinéma Radio est importante en ce qu'elle symbolise, dans les intentions des aménageurs, le caractère de lieu culturel par excellence tel qu'il « devrait être » dans une ville « moderne ». L'architecte H. Abou Seda, en charge du réaménagement du cinéma et de ses espaces limitrophes, a présenté le projet sur son site internet avant la réouverture au public¹⁹³. Les images posent la question de la standardisation des espaces urbains et culturels, mais également celle de l'effacement des usages précédents au réaménagement.

Dans les images de projet, ces mêmes espaces que nous avons vu occupés par des activités populaires du quotidien, sont consacrés à la consommation culturelle et au loisir occidentalisé : des cafés avec terrasse aux boutiques, les lieux ont très peu à voir avec les cafés populaires qui occupent actuellement les passages cairotes. Dans ces modélisations 3D il faut donc voir une « mise en images » du discours dominant. De fait, le promoteur mène

¹⁹³ <http://www.hassanabouseda.com/CinemaRadio.html>.

une réappropriation se posant dans la continuité d'une époque précédente l'appropriation populaire. Ainsi, cette contre-appropriation devient le rétablissement d'une continuité dominante, après une période ressentie comme un abandon. Le rôle du cinéma Radio et du développement d'autres polarités culturelles dans le centre-ville pose question, notamment en raison de la sélection opérée sur la mémoire et sur l'identité à célébrer. Si l'authenticité des espaces urbains du centre-ville cairote reste à questionner, ce dernier semble déchiré entre un passé désormais révolu, le « *Glory Cairo* », et un présent qui le voit comme lieu de l'expression populaire par excellence (Figures 54 et 55).

Les « situations » observées dans cette partie nous racontent d'espaces patrimoniaux appropriés par des populations subalternes, et la multiplicité de ces appropriations remet en cause l'identité monolithique et sélective imposée par le processus de patrimonialisation. Dans les deux villes, ce renouvellement identitaire passe par la culture et les manifestations qui lui sont liées. Cependant, si au Caire la volonté de promotion de la culture comme moteur de renouveau du centre est plutôt l'affaire de promoteurs privés ou d'agences publiques, à Naples des collectifs et des associations revendiquent une appropriation des espaces à travers des initiatives culturelles « par le bas ». Ainsi, au Caire nous pouvons interroger l'authenticité d'un passé artificiellement ramené à la vie dans des territoires devenus des lieux de vie des groupes populaires ; à Naples, cette appropriation associative nous porte à interroger la multiplicité des acteurs en jeu, mais surtout la pertinence de certaines initiatives culturelles comme moteur d'une appropriation patrimoniale « par le bas ». Dans les deux cas, un élément clé de l'appropriation populaire, même dans les espaces patrimoniaux, semble être celui des pratiques liées à la vie quotidienne.

6.3 Situations urbaines (2) : la vie quotidienne entre privé et public

La vie quotidienne dans les ruelles des quartiers populaires centraux peut ouvrir à la réflexion sur ces pratiques « subalternes » que les aménageurs travaillent à effacer dans le processus de « reconquête » du centre-ville. Selon notre hypothèse, cet effacement se structure autour de deux piliers : le premier étant la mise en place de stratégies urbaines qui empêchent le déroulement de ces pratiques de manières diverses ; le second étant la construction d'un discours délégitimant de ces mêmes pratiques, qui aide également à la construction du consensus collectif autour des projets d'exclusion urbaine.

Dans ce paragraphe nous analyserons ces pratiques quotidiennes qui se développent dans les micro-territoires des quartiers populaires centraux, ainsi que leurs perceptions par les différents groupes sociaux qui occupent ces mêmes espaces pour différentes raisons. À travers

le récit de « situations », nous pouvons mettre à jour plusieurs pratiques et représentations des espaces populaires des quartiers centraux. Du partage d'un espace de travail qui devient espace de rencontre, à la densification des passages couverts par la pratique populaire, ou encore aux continuités et ruptures dans l'appropriation d'un espace connu, nous explorerons de près les histoires de ces groupes subalternes ainsi que leurs relations avec les autres franges de la société urbaine.

6.3.1 Du travail à la rencontre : le partage de l'espace d'un basso

Nous sommes le mardi 10 juin 2014, 15h30 : comme tous les mardis, Teresa met son tablier et prépare ses ingrédients. Cet après-midi ce sera risotto aux fraises : elle met sur la table les fruits et légumes, le riz, le vin mousseux pour donner une touche en plus, ainsi que le matériel de cuisine portable. En effet, elle prépare ses mets à l'aide d'une plaque électrique posée sur une table, une planche à découper et très peu d'outils en plus. Teresa, 40 ans, tient un cours de cuisine toutes les semaines dans le magasin de fruits et légumes qu'elle gère avec son mari Antonio. Le magasin est installé dans un *basso* rue Lungo Gelso, dans la partie basse des Quartieri Spagnoli. Très proche de la rue Toledo, on y arrive en montant par l'une des petites ruelles qui servent d'« entrées » au quartier. Le *basso* fait à peine 20m² et se compose d'une pièce principale, où se vend la marchandise, et d'une petite arrière-boutique avec un lavabo, un vestiaire et un petit canapé où Antonio va se reposer en début d'après-midi. En effet les journées du couple commencent très tôt : après le marché de gros, ils ouvrent le magasin à 5h30 et ne le ferment qu'après 19h, pour enfin rentrer à la maison à Ponticelli, quartier dans la zone est de Naples. Ils ne sont pas originaires des Quartieri Spagnoli, mais Antonio a repris l'activité de son père : ouvrir un magasin aujourd'hui dans le quartier serait bien trop onéreux. Cependant, ils ne sont que l'un parmi les nombreux magasins de fruits et légumes du bas-Quartieri, qui compte un grand nombre de commerces (tandis que l'habitat est plus développé dans la partie supérieure) : pour se démarquer, il fallait s'inventer quelque chose. Les deux époux ont alors commencé à poser des pancartes très colorées sur leurs produits, invitant les clients, dans plusieurs langues, à les acheter. Cette pratique s'est ensuite transformée dans l'organisation de petits événements censés attirer les gens du quartier et les passants en général. Le carnaval, Halloween et les autres défilés festifs ont eu un discret succès et ont commencé à faire venir de plus en plus de monde au magasin (Figure 56).

C'est grâce à la grande visibilité du magasin que nous avons pu le repérer pendant nos observations des Quartieri Spagnoli. Nous avons ensuite participé à des cours de cuisine et à d'autres manifestations organisées par les deux commerçants. Nos observations et notre

analyse graphique on été approfondies grâce aux entretiens avec les commerçants, ainsi qu'aux échanges avec les participants aux événements organisés.

Lors de notre entretien, Teresa raconte que ses cours de cuisine ont commencé un peu par hasard : pendant le défilé d'Halloween de 2010, des fillettes chinoises voulaient connaître la recette de ses biscuits. Pour dépasser les problèmes de langue, Teresa et Antonio ont décidé de les inviter le lendemain au magasin pour les préparer ensemble. Depuis, les cours sont devenus un rendez-vous fixe, de plus en plus fréquenté. Les participants changent chaque semaine, au gré des disponibilités : les enfants chinois du quartier sont très souvent présents, et Teresa raconte que l'une d'entre eux a emmené son père, chef de cuisine, pour qu'il apprenne des recettes italiennes. Progressivement, l'éventail des participants s'est enrichi : la présence d'étrangers est de plus en plus importante. Ils sont migrants résidents dans le quartier, étudiants Erasmus, touristes de passage, etc. Teresa raconte que l'échange se fait même en cuisine : ils viennent pour apprendre à cuisiner les spécialités napolitaines, et parfois ils cuisinent des plats de leurs pays d'origine. La présence des habitants du quartier est aléatoire : les cours semblent avoir plus de succès parmi les étrangers que parmi les résidents italiens. Le couple a su néanmoins affirmer le magasin comme un point de repère dans le quartier. Son aménagement intérieur et extérieur le rend extrêmement visible et « physiquement présent » dans la rue, mais il est très connu également grâce à une médiatisation importante. Le magasin a un site internet et une page Facebook pour partager ce que le couple organise, et plusieurs médias se sont intéressés à cette expérience durant ces dernières années. L'administration n'a pas été insensible à cette expérience positive : le président de la Municipalité II a participé à l'un des événements festifs organisés par le couple, et Teresa raconte avec fierté que même le maire Luigi De Magistris est venu leur rendre visite.

Cependant, Teresa n'est pas dupe quant aux possibilités offertes par les institutions aux projets comme le sien : elle n'a jamais voulu se constituer en association, même si cela lui aurait permis de répondre à des appels d'offre et d'obtenir éventuellement des financements. Son discours, commun à de nombreuses associations interviewées, fait émerger une fragmentation importante du monde associatif napolitain. Teresa affirme pouvoir assumer les coûts de ce qu'elle organise, en termes d'ingrédients pour les recettes, et disponibilité de temps. Il est vrai que, si pendant les après-midis des cours toute l'activité du magasin semble s'arrêter, le couple ne semble pas avoir trop de mal à faire tourner les affaires. À travers des stratégies de fidélisation, ils ont su se créer leur propre clientèle, faite essentiellement de personnes dont ils connaissent les noms et l'histoire ; certains habitués passent juste récupérer un panier avec les mêmes courses tous les jours. Le seul salarié du couple, un jeune sri-lankais résident dans le quartier, travaille sans interruption tout l'après-midi, pour servir

les clients qui parfois entrent pour bavarder, parfois s'arrêtent à la porte sans même pas descendre de leur scooter. Il ne s'agit pas uniquement d'habitants du quartier, même s'ils sont la majorité : beaucoup d'entre eux sont également travailleurs dans les bureaux ou les magasins de la rue Toledo, qui passent avant d'aller chercher leur voiture pour rentrer. En effet, le magasin bénéficie de sa localisation comme les restaurants typiques et les autres boutiques du bas-Quartieri. Teresa elle-même avoue ne jamais aller dans la partie haute, car « *il n'y aucune raison d'y aller* » : ainsi, la fréquentation des Quartieri Spagnoli parfois s'identifie avec celle de leur partie basse, tandis que la partie haute reste méconnue. Les projets Urban n'ont pas modifié grand-chose à la réalité du quartier, qui continue à fonctionner selon des dynamiques spontanées, et il en est de même pour la ZTL des Quartieri, qui devrait idéalement fermer au trafic les ruelles principales, comme justement la rue Lungo Gelso : Teresa raconte que, en dépit des ouvertures en bas de la rue Montecalvario, avec des caméras et des points de contrôle, « *tout le monde passe* ».

Du point de vue de l'aménagement urbain au niveau micro-local, le magasin bénéficie d'une véritable mise en scène qui reflète cette volonté d'accueil : comme pour tous les magasins de fruits et légumes, les étals ne s'arrêtent pas aux limites du *basso*, mais occupent toute la façade extérieure. Cet espace limitrophe devient alors partie intégrante du magasin, tout comme il le devient pour la maison dans le cas des *bassi* habités. L'occupation s'étend dans la rue, contre les rideaux de fer des locaux adjacents, fermés et décorés par les œuvres murales de Cyop&Kaf, dont les personnages semblent parfois tenir les légumes ou l'ail tressé vendu par Antonio. En face du magasin, le couple a installé un banc en plastique, à mi-chemin entre le public et le privé : le banc reste toujours à l'extérieur du magasin, même quand celui-ci est fermé, mais fonctionne comme un véritable espace de rencontre et de consommation pour le magasin. Quand le couple organise les cours de cuisine, les participants et les autres clients peuvent s'asseoir manger ce qui a été préparé et discuter ensemble. Le banc et le mur en face du magasin ont été également appropriés et décorés comme faisant partie du magasin. Ainsi, même si les scooters passent systématiquement dans la rue, tout cet espace fonctionne comme un lieu unitaire, dont les limites arrivent aux nœuds entre les rues adjacentes en quadrillé.

Le cours de cuisine du 10 juin se termine avec la dégustation d'un délicieux et original risotto aux fraises, préparé avec des jeunes filles du quartier, italiennes et chinoises, ainsi que trois étudiantes hollandaises qui étaient en Erasmus à Naples. La « situation » que nous avons choisi d'analyser dans ce cas nous permet de lire un espace, né pour des raisons essentiellement de commerce, s'organiser de manière spontanée autour de pratiques « autres », afin de générer des résultats inattendus. La réinvention de cet espace ne s'arrête pas à l'intérieur de l'espace privé de la boutique, où « chacun fait ce qu'il veut », mais s'étend dans

la rue, qui se transforme, à l'aide d'un mobilier urbain de fortune, dans un espace d'arrêt, de rencontre et d'échange. Cette utilisation partagée de l'espace limitrophe au *basso* reflète celle autour du logement que nous analyserons dans le chapitre suivant : ici elle prend un sens inédit de construction d'un réseau de voisinage de quartier « par le bas ».



Source des fonds de carte: QS PopUp Map



Figure 56. Cours de cuisine et appropriation de l'espace autour du *basso* par les ortolans Teresa et Antonio dans les Quartieri Spagnoli. Les cours de cuisine, parmi les nombreuses manifestations organisées par le couple, favorisent le rapprochement entre les habitants du quartier, Napolitains ou étrangers, et ancrent une appartenance aux lieux spatialisée et ritualisée.

6.3.2 La place Montecalvario entre continuités et ruptures

La place Montecalvario, lieu central du quartier homonyme, est l'un des endroits les plus connus des Quartieri Spagnoli et fonctionne de repère de l'extérieur comme à l'intérieur du quartier. Ceci est dû, entre autre, à sa position, juste en correspondance de la rue Concezione a Montecalvario, qui remonte depuis la rue Toledo : c'est donc l'une des « entrées » les plus empruntées des Quartieri. Sur la place s'ouvrent un établissement scolaire qui accueille les enfants du primaire au collège, une boulangerie, une officine de mécanique et l'église Montecalvario, ainsi que plusieurs *bassi* et entrées d'immeubles résidentiels.

Ce récit est le résultat d'une enquête portant sur plusieurs fronts : observations continues et répétées de la place, à plusieurs moment de la journée et de la semaine, qui ont mené à une « cartographie des pratiques » ; échanges informels avec les personnes stationnant dans la place, ou les passants ; entretiens approfondis avec des acteurs sélectionnés, qui nous ont également accompagnée dans une promenade du quartier à la maison.

En 2013, l'espace central de la place a subi une transformation importante, après l'ouverture d'une sortie supplémentaire de l'arrêt du métro « Toledo ». Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'ouverture du métro dans la rue Toledo a été un évènement symbolique pour Naples, qui depuis vante la station, conçue par l'*archistar* Oscar Tusquets, comme l'un des monuments phare de la ville. Le nombre des touristes participant aux visites guidées ou libres, depuis 2012, confirme sa réputation internationale. L'ouverture d'un accès depuis les Quartieri se justifie, dans le discours aménageur, par le désir de créer un lien avec la population du quartier, en amenant directement les personnes en haut. Le chantier a complètement occupé la place pendant neuf ans, pour enfin se terminer en 2013. L'accès à la gare se fait par deux (très) longs couloirs et trois niveaux d'escalators, une distance qui se justifie par la nécessité de couvrir la grande profondeur de la station principale. Ce dernier, comme les autres stations du « Metrò dell'Arte » est décoré par les œuvres d'artistes célèbres, parmi lesquelles les photographies d'O. Toscani, dont les images représentent les visages des habitants du quartier (Figure 57).

Présenté comme une occasion de « rachat » pour un quartier dégradé¹⁹⁴, l'accès Montecalvario révèle au contraire plusieurs problèmes, non seulement en relation à la pratique des espaces du métro, mais plus encore à l'impact que d'abord le chantier, et ensuite l'aménagement de la place ont eu sur les activités quotidiennes des habitants de la zone.

¹⁹⁴ ROMANAZZI E., « Metrò a Napoli, nella stazione di Montecalvario i volti di Toledo », *Il Mattino*, 17/09/2013
http://www.ilmattino.it/NAPOLI/CRONACA/metr_ograve_nella_stazione_di_montecalvario_i_volti_di_toledo_foto_in_anteprema/notizie/327335.shtml [consulté le 08/10/2015]

Premièrement, l'accès n'est quasiment jamais utilisé, ni par les habitants du quartier, ni par les extérieurs. Le problème principal est en effet que le même chemin couvert par le couloir et les escalators, si parcouru à l'extérieur résulte bien plus court et direct. Également, l'accès est fermé les samedi et dimanche, « *par manque de personnel* »¹⁹⁵ : ainsi, le couloir est presque toujours désert, jamais emprunté par les passagers ou les visiteurs, qui lui préfèrent la station principale malgré les œuvres d'arts présentes. Quant à l'effective « ouverture » du quartier et son lien avec le « reste de la ville », les habitants n'utilisent pas le métro, et ce pour différentes raisons : premièrement, plusieurs familles démunies préfèrent ne pas payer un ticket jugé onéreux ; ensuite, la plupart des déplacements, seuls ou en famille, se font en scooter, le véhicule le plus pratique pour se faufiler dans les ruelles des Quartieri ; de plus, les habitants interrogés affirment ne pas sortir beaucoup du quartier, sauf pour aller ailleurs dans le centre historique, donc principalement à pieds.

La place Montecalvario peut être considérée un espace symbole de la marginalisation des pratiques populaires à travers des discours qui ne considèrent pas ces pratiques comme une production de la vie urbaine à part entière. En effet, le projet de l'accès au métro (qui devait accompagner la requalification des *bassi*, jamais réalisée) a toujours été présenté par la Municipalité et par les médias locaux comme une occasion, pour l'ensemble des Napolitains, de réinvestir un espace abandonné. Au contraire, nos enquêtes montrent que le lieu était bel et bien approprié par des pratiques populaires enracinées, si bien qu'il continue, même après la transformation physique de la place, à être un lieu de rencontre quotidien pour les habitants de cette zone (Figure 58).

Dans le cas de l'aménagement de la place Montecalvario, nous pouvons ainsi partir de la notion de « continuités populaires » proposée par M. Giroud (2007), pour interroger l'appropriation de la place pendant et après le chantier, et ainsi comprendre les ruptures que ce dernier a créé dans les usages des habitants. En effet, la place Montecalvario est quotidiennement très animée par des personnes qui vaquent à différentes activités. Pendant la journée, les parents attendent les enfants à la sortie de l'école, à différents horaires selon les classes ; beaucoup d'entre eux achètent le pain à la boulangerie avant de rentrer à la maison. L'après-midi, les jeunes se retrouvent en groupe sur les escaliers de l'église et sur leurs scooters, et les petits jouent sur les bancs du square central. Il n'existe aucune aire de jeu pour les enfants : le square, surélevé par rapport à l'entrée du métro, est aménagé avec des bacs à fleurs et des bancs en pierre, le sol est pavé. Les habitants ont déjà su tirer parti de l'absence d'équipements : des jeunes vendent des glaces et des boissons fraîches avec une échoppe mobile. Outre les mères de famille qui se retrouvent sur les bancs ou qui regardent les enfants

¹⁹⁵ Information reçue par les employés travaillant à la station Toledo.

depuis leurs balcons, le square est également un lieu de rencontre pour les adultes, pour la plupart des habitués qui habitent les ruelles immédiatement adjacentes, et considèrent le square presque comme une petite terrasse privée. Les hommes et les femmes que nous rencontrons sont toujours les mêmes depuis des années, ils sont de la même famille ou « c'est comme si », et restent des longues heures dans le square. Ils passent le temps, discutent entre eux ou avec ceux qui passent, mangent un sandwich ou un plat chaud passé à travers une fenêtre d'un *basso*. Pour Mario, au chômage depuis quelques mois, passer le temps dans la place est une manière pour ne pas être tout seul dans son *basso*, pour rencontrer du monde : même s'il doit faire des commissions en dehors du quartier, avant de rentrer à la maison il passe toujours par le square, pour contrôler qui est là. Le plus souvent, il y trouve Saverio, retraité en invalidité complète qui passe ses journées fumant du cannabis dans la rue puis rentre dormir, en fin de journée, dans un *basso* minuscule non loin de là.

Dans la répétition des schémas d'appropriations et dans les sociabilités que ces occupations de l'espace continuent de créer entre les habitants, même après la transformation physique de la place, il est possible de voir une forme d'adaptation stratégique, sinon de résistance, à la domination des aménageurs. L'objectif de l'ouverture de l'accès du métro n'était pas tellement de relier la place au reste de la ville, quant de la nettoyer, la rendant ainsi plus accueillante pour un public extérieur, qui ne s'aventurerait pas dans les ruelles sans être « accompagné » par le parcours du métro. Dans ce sens, l'opération de réaménagement de la place Montecalvario était une occasion de « reconquête », qui cependant n'a pas tenu compte de la capacité des habitants locaux de se réapproprier un espace qui de fait a toujours été le leur. Les habitants ont mis en place ce que H. Lefebvre définit un « contre-espace » (2000 [1974]) : l'analyse de cette nouvelle configuration de l'espace permet en effet de comprendre le décalage entre un aménagement imposé et des pratiques réelles (Semmoud *op. cit.*). La fréquentation quotidienne et la réorganisation des pratiques après la transformation physique de la place peuvent également être lues comme une affirmation de soi, voire une forme de frein à des possibles modifications de peuplement du quartier : « *le maintien d'une fréquentation régulière par d'anciens habitants contribue à freiner l'appropriation de la rue par les gentrificateurs* » (Clerval 2011, p.57).

La présence physique peut être également rapprochée de la notion d'« empiètement silencieux » proposée par A. Bayat (2010)¹⁹⁶, jusqu'à constituer une forme de résistance à la marginalisation et à un changement de destination de lieux que les habitants ont toujours pratiqués d'une certaine manière. Nous avons analysé des « situations » similaires au Caire, où la substitution des activités populaires par des aménagements plus valorisants cible

¹⁹⁶ Voir partie 4, chapitre 9.

principalement les cafés populaires, les *qahwa baladi*, qui remplissent les interstices urbains de la ville historique.



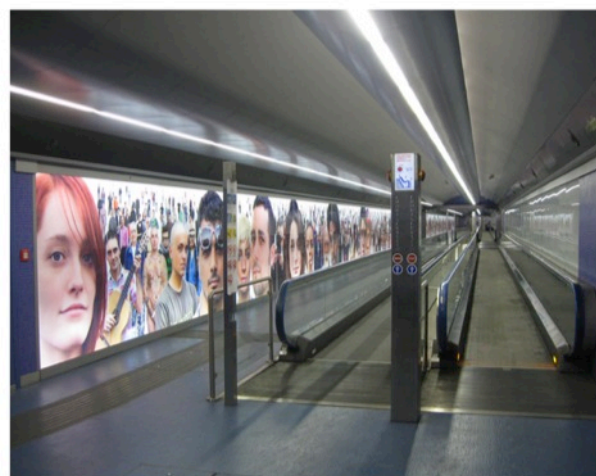
Source du fond de carte: QS PopUp Map



entrée "Montecalvario" du métro Toledo



La place Montecalvario pendant le chantier du métro, en 2013



Le tracé du couloir entre les deux sorties du métro et le couloir réalisé, décoré par l'oeuvre Razza Umana de Oliviero Toscani

Figure 57.



Source du fond de carte:
QS PopUp Map

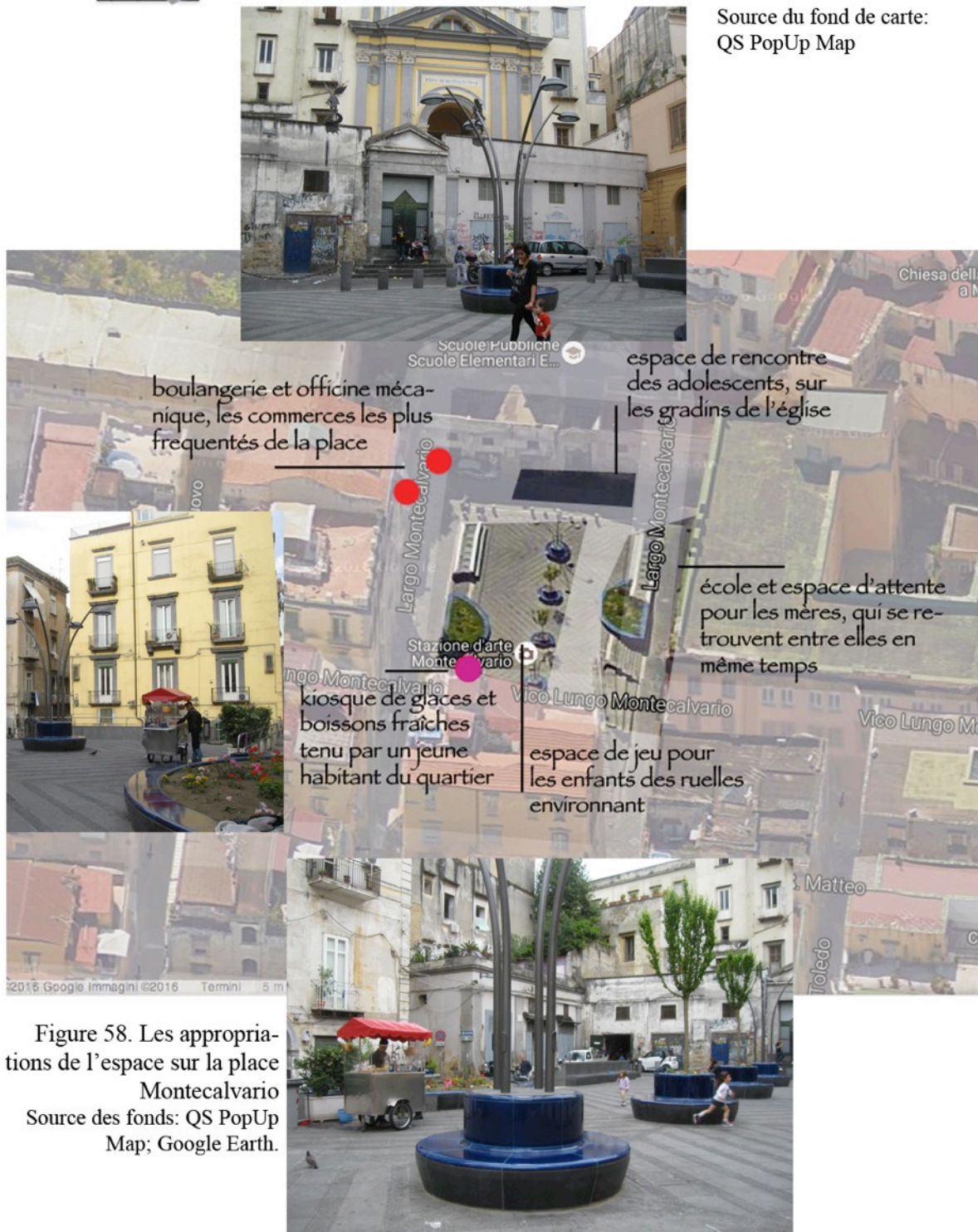


Figure 58. Les appropriations de l'espace sur la place Montecalvario
Source des fonds: QS PopUp Map; Google Earth.

6.3.3 Occupation par densification des passages : *qahwa baladi* et cafés historiques

Comme le racontent dans leurs ouvrages beaucoup d'écrivains et intellectuels célèbres, dont le prix Nobel Naguib Mahfouz, les cafés étaient les centres du débat politique et de l'action partisane déjà sous la domination britannique, quand l'Égypte se battait pour son indépendance. Sous leurs multiples formes, nous avons identifié dans les cafés égyptiens une typologie importante d'occupation de l'espace, qui peut donner la mesure de la complexité des pratiques et des acteurs dans l'espace urbain central. Au cours de notre enquête de terrain, nous avons observé les cafés du quartier Wust-al-Balad, notamment ceux qui s'étendaient sur la rue avec une « terrasse ». Il s'agit pour la plupart de ce qu'on appelle localement *les qahwa baladi*, les cafés destinés à un clientèle populaire et parfois composés uniquement d'un petit local et de quelques tables sur la rue. Cependant, notre enquête sur les immeubles acquis par Al Ismaïlia nous a conduit au Café Riche, qui compte une clientèle plus aisée ou étrangère, donc très différente de celles des *qahwa baladi*, mais qui nous semble très intéressant pour l'analyse des investissements multiples d'acteurs dans un même espace. En effet, à partir des vicissitudes du Café Riche nous pouvons nous poser les mêmes questions que pour l'Ex-asilo Filangieri à Naples, à savoir un questionnement sur la nature mouvante du « par le bas ». Les enquêtes dans les cafés ont été faites principalement par l'observation et la fréquentation prolongée et systématique des lieux, tandis que au Café Riche nous avons effectué, en plus de ça, des entretiens approfondis avec les gérants. Le Café Riche est aujourd'hui un symbole du sentiment nostalgique instrumentalisé dans les politiques patrimoniales et d'aménagement de Wust-al-Balad : figé dans la même déco Belle Époque qu'au moment de sa création, le restaurant est apprécié dans le milieu intellectuel au nom de son glorieux passé, et continue à être destination de « pèlerinages » de touristes fascinés, même s'il a perdu son caractère de berceau culturel.

Point de rencontre des militants pour les bouleversements de 1919 et de 1952¹⁹⁷, les murs du Café Riche, qui a plusieurs fois fermé et rouvert ses portes, mettent en scène l'histoire de l'Égypte entière¹⁹⁸ : des portraits des grands hommes et femmes du pays (Oum Kalthoum y donna son premier concert) dans la salle principale, au surprenant sous-sol, où se cache une porte secrète qui semble-t-il permettait aux militants de fuir à l'arrivée des soldats anglais. Le café a notamment été fortement affecté dans son fonctionnement par l'islamisation

¹⁹⁷ Le Café Riche est cité, entre autres, dans la célèbre Trilogie du Caire de Mahfouz : volume I : *Bayn al-Qasrayn*, 1956 (éd. française : *Impasse des Deux-Palais*, JC Lattès, 1987), volume II : *Qasr al-Chawq*, 1957 (*Le Palais du désir*, JC Lattès, 1987), volume III : *Al-Sukkariyya*, 1957 (*Le Jardin du passé*, JC Lattès, 1989).

¹⁹⁸ FARAG T.I., TOUGHAN A., FARAG E., "Memoirs of Café Riche (Part 1)", *The Ambassadors Online Magazine*, 2003 - <http://ambassadors.net/archives/issue16/features3.htm> [consulté le 28/04/2011].

de la société, qui a interdit la vente et la consommation d'alcool dans la rue¹⁹⁹. Les *qahwas* qui s'installent tout autour dans les espaces piétons, avec leurs prix cassés et leur ambiance populaire, lui font une concurrence importante. Le Café est également au centre d'une bataille foncière qui voit les gérants contester l'achat, de la part de la compagnie privée Al Ismaïlia, de l'ensemble de l'immeuble dont le Café fait partie.

L'immeuble fait le tour de l'îlot, entre place Talaat Harb et rue Hoda Sharawi. Il a donc trois façades libres, dont une sur une ruelle intérieure, comme la plupart des immeubles achetés par Al Ismaïlia. Le terrain qui va depuis le café jusqu'à la place Talaat Harb appartient à la famille propriétaire du Café Riche, tandis que le local intérieur, où se trouvent le restaurant, le sous-sol et les locaux techniques, est loué pour 600€ par mois, depuis 1908, date de la création du café, avec un bail ouvert. L'immeuble a, quant à lui, un autre propriétaire, qui a vendu à Al Ismaïlia. Quand K. el Shafei a acheté le bâtiment, il a effectivement demandé à changer le contrat, mais le propriétaire du café M. A. a refusé et a intenté un procès à la compagnie.

La bataille du Café Riche est un exemple des rapports de pouvoir et des conflits qui sont derrière les transformations du centre-ville : les démarches suivant l'achat des immeubles de la part d'Al Ismaïlia se passent dans l'ignorance totale des occupants et dans l'absence de collaboration avec les autres acteurs de la ville. Les propriétaires du Café Riche ont fait appel à la justice, car ils craignent la démolition du café. Ceci n'est pas parmi les intentions du promoteur, qui préfère exploiter le succès du café et son importante histoire pour en faire une destination privilégiée de consommation culturelle²⁰⁰. Cependant, les craintes des occupants et la vitesse de diffusion de telles rumeurs au sein de l'opinion publique confirment l'absence de communication et d'information de la population locale de la part des aménageurs, même quand il s'agit des principaux intéressés par le projet. En effet, la compagnie ne s'explique jamais auprès des occupants des immeubles sur les intentions (et les éventuels effets collatéraux) de ces opérations de rénovation. Après le décès, en mai 2015, du chef de la famille propriétaire, le sort du café reste incertain, entre la possibilité pour les

¹⁹⁹ Les propriétaires ont été obligés de couvrir avec une extension en bois la partie correspondante à la terrasse : cette extension occupe aujourd'hui la moitié de la rue interne qui longe le Café et les travaux, ainsi qu'une bataille foncière née de la douteuse légalité de l'extension, ont été parmi les causes de sa longue fermeture.

²⁰⁰ Entretien avec Al Ismaïlia for Real Estate Investment, 2011.

héritiers de récupérer l'affaire²⁰¹ ou de vendre à Al Ismaïlia, propriétaire du restant de l'immeuble²⁰².

Comme la plupart des cafés historiques encore debout en centre-ville, le Café Riche possède une extension sur la ruelle intérieure, où se trouve la porte d'entrée au café et qui a été construite entre 1990 et 2000, pour pouvoir continuer à servir de l'alcool en terrasse après les lois d'interdiction. Cette extension n'a pas plu au précédent propriétaire, tout comme à l'actuel : des procès et des fermetures périodiques frappent les gérants du café. L'occupation des interstices urbains n'est cependant pas le seul apanage du Café Riche ou des autres établissements servant de l'alcool : au contraire, la plupart des cafés *baladi* se développent dans des impasses ou des passages piétons entre les immeubles historiques. Ces cafés sont pratiqués de manière assidue à la fois par des habitués ou des badauds occasionnels, et constituent l'un des espaces de rencontre les plus fréquentés par les Égyptiens. Cependant, tout comme les boutiques sont socialement différenciées dans l'espace (les groupes populaires fréquentant plutôt le centre-ville, tandis que les classes moyennes et aisées s'adressent principalement aux *malls* hors de la ville), les cafés font également l'objet d'une segmentation sociale importante. Les classes aisées fréquentent plutôt les cafés de quartiers comme Zamālek ou Maadi, plus occidentalisés dans le style et dans les produits servis. Même si des cafés « à l'occidentale » sont de plus en plus visibles à Wust-al-Balad, le nombre de cafés populaires, fréquentés par des personnes issues des couches populaires, ne faiblit pas, et ce encore moins après la Révolution de 2011. La densification des espaces par les cafés est très visible, entre autre, à travers l'exemple des ruelles autour de la Townhouse Gallery, où les cafés *baladi* sont très fréquentés par la population locale, mais également par les visiteurs de la galerie.

6.3.4 Les vendeurs ambulants : négociations et affirmations d'une présence dans l'espace public

Une autre forme d'appropriation de l'espace urbain, source de tensions, est la multiplication de vendeurs ambulants dans le centre-ville. La vente dans la rue représente une « situation » commune au Caire et à Naples, qui permet d'analyser les pratiques populaires et

²⁰¹ Lors de l'un de nos entretiens, nous avons rencontré A., dix ans, petit-fils de M. A., qui nous explique que pour lui le Café Riche est comme sa maison : il peut y dormir, y faire ses devoirs et il a servi de refuge à la famille pendant la Révolution. Il affirme que personne, dans la famille, vendra jamais ni fera des compromis avec Al Ismaïlia, car « *il suffit de rester un peu dans les lieux pour se sentir comme à la maison* » et en comprendre l'importance.

²⁰² EL SHARNOUBI O., « The legacy of Cairo's famous Cafe Riche is on the line », *Ahram Online*, 15/05/2015 - <http://english.ahram.org.eg/News/130053.aspx> [consulté le 17/05/2015].

le discours qui les délégitime. Si la vente formelle est encadrée dans des espaces prévus à cet effet – marchés couverts, stands municipaux, etc. – le commerce informel est beaucoup plus répandu. Ainsi, les processus de délégitimation et d’effacement que nous pouvons déceler dans le traitement des vendeurs ambulants par les autorités se déclenchent surtout en raison leur présence physique et visible dans l’espace. En effet, la pratique commerciale dans la rue, qu’elle soit dans des échoppes ou à l’aide de étals éphémères installés dans la rue, ou parfois sur des linges à même le sol, constitue un élément de présence matérielle des groupes populaires dans l’espace, tout comme les lieux de loisir ou les marquages symboliques. Cette présence peut parfois être canalisée dans le folklore, comme par exemple dans le cas des Quartieri Spagnoli, mais quand elle dépasse le seuil de la contrôlabilité, elle devient dérangeante. Pour citer encore les Quartieri, les étals de vendeurs de vêtements et accessoires n’ont pas le droit de dépasser la « limite » entre le quartier et la rue Toledo, sous peine d’une amende. Les vendeurs d’eau fraîche, traditionnellement installés dans les coins de rue, doivent alors faire attention, au centimètre près, à l’emplacement de leur étal²⁰³.

En ce qui concerne le centre-ville du Caire, la vente ambulante a toujours été présente, surtout le long des passages piétons ou, comme on l’a vu plus haut, dans les cours des immeubles historiques. Après la Révolution, cette présence a considérablement augmentée, notamment en raison de l’absence de contrôles de police au cours de la longue période de crise qui a suivi janvier 2011. S’ils ont toujours été présents, surtout autour de la place Talaat Harb ou le long de la rue Qasr an-Nil, depuis le début de la période de crise économique et de désordre politique, ils sont de plus en plus nombreux à occuper illégalement un morceau de trottoir avec leurs étalages de t-shirts, de jouets ou de chaussures (Stryker, Nagati 2012).

Pendant nos enquêtes de terrain, nous avons pu rencontrer un bon nombre de vendeurs ambulants, non seulement parmi ceux qui travaillaient au centre-ville, mais également parmi les habitants des quartiers étudiés. Si les premiers se sont livrés plutôt à des échanges informels, nous avons pu interviewer les seconds de manière plus approfondie. Les échanges ont été complétés par une observation des espaces et la recherche de presse sur le sujet. Beaucoup d’entre eux racontent avoir commencé ce travail informel après la perte de leur emploi précédent, ou d’avoir voulu saisir les opportunités offertes par la nouvelle fréquentation du centre-ville. En effet, la vente dans la rue est devenue une occasion de s’en sortir pour beaucoup d’habitants pendant la crise économique qui a suivi la Révolution. Un jeune habitant de Maspero nous a raconté qu’il avait commencé par hasard à distribuer du thé pendant les permanences place Tahrir et que, depuis, il n’avait jamais arrêté, en en faisant un

²⁰³ Pendant notre terrain, en 2014, nous avons personnellement assisté à une scène entre la police de quartier et un vendeur, obligé à reculer physiquement son kiosque pour qu’il ne dépasse plus la limite des Quartieri Spagnoli.

véritable emploi qui lui a permis de maintenir sa famille – une mère et une petite sœur. D'autres nous ont raconté d'avoir profité de l'engouement général pour se mettre à la vente de « t-shirts révolutionnaires », un marché qui a littéralement explosé dans les premiers mois de 2011.

Après notre départ du terrain, la situation des vendeurs ambulants cairotes a évolué plusieurs fois, et dans des directions différentes, ce qui donne en quelque sorte la mesure des changements multiples de la vie politique du pays. Nous avons essayé de reconstruire l'histoire des ces travailleurs à travers les sources de chercheurs étudiant la question et les médias locaux. La présence des vendeurs ambulants à Wust-al-Balad est vite devenue source de problèmes, d'un côté pour les autorités, de l'autre pour les commerçants « fixes », qui ont assisté à une multiplication incontrôlée des échoppes et des étalages, surtout de vêtements et de chaussures vendus par de jeunes garçons. Ces derniers mettaient en place un véritable petit spectacle à l'attention des clients, causant souvent des bruits et du désagrément dans l'espace public. Cette occupation de la rue créait également des contrastes entre les citoyens : dans les périodes de présence majeure, les commerçants accusaient les vendeurs de rue de polluer le marché et d'éloigner les gens de Wust-al-Balad²⁰⁴. En effet les vendeurs, de plus en plus nombreux, s'installaient le soir jusque dans la chaussée, empêchant les voitures et les piétons de circuler aisément. Les passages périodiques de la police, en charge d'éloigner du centre le commerce informel, ne suffisaient pas à améliorer la situation²⁰⁵. Les autorités sont également intervenues plusieurs fois pour « nettoyer » l'espace du centre-ville de manière plus importante, sans succès : en 2014, le déplacement des vendeurs ambulants dans le marché couvert à côté de la gare routière Turgoman (non loin de Maspero) a davantage alimenté les polémiques sur l'appropriation de l'espace urbain²⁰⁶.

Comme l'analyse M. Charpy dans le cas des échoppes parisiennes des années 1800, la vente dans la rue, tout comme d'autres activités populaires liées au travail ou au loisir, témoigne non seulement d'une pratique commerciale, mais plus encore d'une vision de l'espace public qui peut être en conflit avec les visions patrimoniales institutionnelles : les pratiques populaires, non acceptées, deviennent inacceptables. À propos des échoppes sur le parvis de Notre Dame de Paris, l'auteur écrit :

²⁰⁴ « Les vendeurs ambulants se multiplient au Caire, signe de la gravité de la crise économique », *RFI*, 2013 - <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20130204-vendeurs-ambulants-multiplient-caire-signes-gravite-crise-economique> [consulté le 21/09/2013].

²⁰⁵ « Cairo's governor is attempting to remove street vendors — again », *Al Masry Al Youm*, 2012 - <http://www.egyptindependent.com/news/cairo-s-governor-attempting-remove-street-vendors-%E2%80%94-again> [consulté le 21/09/2013].

²⁰⁶ « Security campaign to evacuate Cairo street vendors faces complications », *Ahram Online*, 25/08/2014 - <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/109166/Egypt/0/Security-campaign-to-evacuate-Cairo-street-vendors.aspx> [consulté le 26/08/2014].

La fréquentation quotidienne des monuments les rend familiers, susceptibles d'appropriations et d'aménagements d'autant que la fabrique loue ces espaces. Mais à partir des années 1820-1830, ces pratiques populaires apparaissent comme des actes de vandalisme insupportables. Le conflit entre deux perceptions de l'espace public, mais aussi du passé, est ici manifeste. (Charpy 2011, p.24).

En effet, comme M. Charpy l'analyse dans son article, la pratique commerciale dans la rue se heurte à une utilisation de l'espace public non comme un lieu d'habitat, de travail, de rencontre, mais comme un vide qui sert essentiellement à la circulation des flux. Dans les espaces patrimoniaux, à l'usage de l'espace s'ajoute la représentation de sa valeur patrimoniale : « *Deux régimes de temporalités entrent ici en conflit : celui du temps écrit et savant de l'histoire et celui des pratiques quotidiennes.* » (*Ibid.*, p.32). Ce même hiatus entre deux conceptions et productions différentes de l'espace public est visible à Naples, où la présence, voire même la visibilité des groupes populaires dans l'espace est ainsi perçue par les élites comme une usurpation de l'espace par des usages inappropriés.

A. Bayat qualifie la présence des vendeurs ambulants, aux dépens de l'économie formelle, comme un « empiètement silencieux » des citoyens ordinaires²⁰⁷, et souligne que l'État égyptien tolère la présence de ces vendeurs, tant qu'ils ne « ternissent pas l'image de modernité » du pays (*op. cit.*, p.92). En effet, la présence des vendeurs ambulants et les autres pratiques d'occupation physique de l'espace, sont une forme de réappropriation du centre-ville que les populations pauvres ont mis en place après la Révolution : le « nettoyage » est ainsi une pratique d'effacement d'individus dérangeants pour l'ordre public renouvelé, qui se décline selon plusieurs stratégies depuis l'arrivée au pouvoir de Abdel Fatah Al-Sisi. Outre le déplacement forcé des vendeurs des rues du centre, le gouvernement s'est attaqué à la lutte contre les « tuk-tuk », véhicules à trois roues utilisés par les plus pauvres, ou encore à l'opération de cosmétique urbaine de la place Tahrir, centre névralgique de la Révolution. Selon les vendeurs, l'enjeu de l'image de la ville dans ces opérations de « nettoyage » du centre est confirmé par le fait que les vendeurs ambulants de Ataba, quartier voisin mais pas hyper central, n'ont jamais été touchés par les évictions. Ces opérations, comme l'affirment également les urbanistes égyptiens, ne sont autre que des moyens que le gouvernement adopte pour reprendre en main un espace qui échappe à son contrôle :

« Vous pouvez l'appeler un centre-ville « sans révolution ». Les vendeurs ambulants ne sont qu'un aspect de la question » affirme [O. Nagati²⁰⁸]. « Il y a un autre niveau, celui des

²⁰⁷ Voir partie 4, chapitre 9.

²⁰⁸ Architecte urbaniste, fondateur du Cairo Lab for Urban Studies Training and Environmental Research (Cluster) - <http://clustercairo.org/>.

lieux de rencontre des activistes, des artistes et des journalistes, de tous ces perturbateurs que les autorités considèrent en partie comme les instigateurs du chaos qui est survenu ».²⁰⁹

Les pratiques de la vie quotidienne, que nous avons évoqué dans les récits de cette partie, nous informent sur l'appropriation « par le bas » de l'espace public, qui se fait en parallèle ou à l'encontre des visions institutionnelles. Les aménageurs procèdent de manières diverses au rétablissement de la « normalité » : actions de « nettoyage », créations de liens avec le « reste du monde » par les transports, patrimonialisation des espaces. Néanmoins, les groupes subalternes affirment leur présence par des continuités, des expériences de partage de l'espace, ou encore des négociations pour l'occupation de l'espace. Ces appropriations peuvent donner lieu à des sociabilités micro-locales qui structurent la vie des habitants du quartier et, par la visibilité, rendre compte d'une « présence ». Au-delà de ces pratiques liées à leur quotidien, les groupes subalternes investissent l'espace du quartier également par des événements exceptionnels, liés aux cérémonies religieuses, aux manifestations politiques ou à d'autres moments remarquables de leur histoire. Si les pratiques de la vie quotidienne se déroulent principalement sur des territoires limitées à un environnement micro-local, les « situations » présentées dans la partie suivante permettent d'insérer les quartiers étudiés et leurs habitants dans le contexte plus large du centre-ville, de la métropole, voire du pays.

6.4 Situations urbaines (3) : cérémonies, événements publics, manifestations

Dans ce troisième groupe de « situations », nous analyserons ces pratiques qui sont rendues visibles lors d'événements particuliers, comme par exemple la participation des groupes subalternes aux cérémonies religieuses, la mobilisation durant les manifestations politiques, etc., qui engagent à la fois des pratiques quotidiennes et des compétences liées à un moment exceptionnel de leur vie. Nous avons participé à ces événements de plusieurs manières, selon leur type : au Caire, nous avons suivi les manifestations de 2011 quand cela était possible, et nous avons recueilli un grand nombre d'informations pendant les entretiens avec les habitants du centre ville. À Naples, nous avons participé aux cérémonies religieuses et aux manifestations culturelles, en les documentant par écrit et à travers des photos.

Dans le cas napolitain, ces situations peuvent être engendrées par des événements de type religieux, comme les processions ou les fêtes des saints, ou par des événements artistiques qui conjuguent locaux et « extérieurs ». Si les premières situations sont plutôt liées

²⁰⁹ MALSIN J., « Cairo street traders squeezed out in push to make city 'revolution free' », *The Guardian*, 05/09/2015 - <http://www.theguardian.com/world/2015/sep/05/cairo-street-traders-squeezed-out-city-revolution-free> [consulté le 06/09/2015].

à des pratiques et une lecture de l'espace « populaires », le deuxième groupe ouvre plutôt des nouveaux questionnements autour de la gentrification de certains espaces centraux. Ainsi, nous interrogerons l'effective implication des habitants locaux dans ces pratiques « alternatives » des quartiers populaires ; en même temps, les événements plus « classiquement » populaires permettent justement de questionner la hiérarchie des valeurs attribuées par les aménageurs aux différentes manifestations locales.

Les « situations » cairotes nous amènent un autre type de pratiques « exceptionnelles », autrement dit celles qui sont visibles lors de manifestations politiques. La Révolution du 25 janvier 2011 a permis d'observer une appropriation de l'espace complètement renouvelée, basée non seulement sur une prise de conscience de soi de la part des citoyens, mais également sur la récupération de pratiques et de représentations de l'espace central qui étaient en sommeil. Ainsi, à travers la réappropriation des lieux-symbole du centre-ville de la part des habitants et des citoyens, nous pouvons interroger la réapparition de pratiques auparavant étiquetées comme subalternes et donc enfouies dans l'ombre, loin des espaces de représentation. De la même manière, les compétences ordinaires (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000 *op. cit.*) et enracinées au niveau micro-local des populations subalternes, se sont montrées fondamentales dans la mise en place d'une contestation basée sur la connaissance du quartier et sur l'exploitation des pratiques quotidiennes.

6.4.1 La procession du S. Antonio dans les ruelles du Centro Antico

En ce qui concerne les manifestations religieuses et les cérémonies, Naples en connaît plusieurs pendant l'année et de différents types. Des processions pour la Madonna dell'Arco à celles lors des « miracles » de San Gennaro, protecteur de la ville, la pratique religieuse investit souvent l'espace urbain, et les démonstrations de dévotion sont parfois hautes en couleur. Nous avons choisi de documenter de manière plus détaillée la cérémonie pour le S. Antonio, parce qu'elle a lieu dans les ruelles du Centro Antico, au départ de l'église San Lorenzo Maggiore, située à San Gregorio Armeno, et parce qu'elle est organisée par l'association locale d'habitants et d'artisans. Ainsi, il nous semble que la pratique religieuse devient pour ces artisans/habitants une manière de s'affirmer dans l'espace en fédérant les autres habitants par un moment partagé. L'association finance les extras, comme les feux d'artifice, et les semaines précédentes la cérémonie les réunions de préparation permettent des moments d'agrégation importante.

Le quartier San Lorenzo, avec ses 49.275 habitants, est le plus peuplé du Centro Antico²¹⁰, et sa localisation au cœur de la ville en fait le théâtre privilégié d'initiatives culturelles. C'est dans ce même quartier que les artistes de l'Ex-asilo Filangieri s'opposent à d'autres associations comme Corpo di Napoli, Napoli Punto e a Capo, ou encore à des habitants qui ne s'intéressent pas à leurs activités et les vivent comme des sources de nuisances. Comme nous l'avons vu plus haut, même sans en arriver à l'hostilité ouverte, c'est l'indifférence réciproque qui règne dans le quartier. En effet, les habitants du quartier participent de manière massive et très impliquée dans d'autres types de manifestations, et plus particulièrement dans celles liées à l'artisanat et à la pratique religieuse. L'implication dans le premier groupe d'évènements est facilement explicable par la présence de la très célèbre rue San Gregorio Armeno, site d'artisanat historique, notamment dans le domaine des crèches de Noël. Cette vocation de la rue n'a pas été sans attirer l'attention des aménageurs, qui souhaitaient faire de l'Ex-asilo Filangieri un Centre des Arts Appliqués dédié à la diffusion du folklore et à l'apprentissage de l'artisanat (Regione Campania *doc. cit.*). Cependant, une fois que le projet a été repris par la Municipalité de Naples, cette destination a laissé la place à la négociation avec les artistes du collectif l'Asilo pour un usage différent, non sans provoquer des vives réactions chez les autres associations, surtout celles liées au monde de l'artisanat. Parmi ces dernières, la plus active dans le quartier est l'association Corpo di Napoli²¹¹, qui organise un grand nombre de manifestations tout au long de l'année, dans le but de promouvoir l'artisanat traditionnel local. Selon G. C., président de l'association, c'est l'artisanat en tant que ressource économique qu'il faut valoriser, alors que les institutions recherchent plutôt le côté folklorique : la différence de vision serait plutôt dans le rôle de l'artisan local, qui serait actif dans le premier cas, passif dans le second, presque relégué à la fonction de produit en vente plutôt que de producteur.

Parmi les évènements organisés par l'association, les plus célèbres sont les foires de Noël et de Pâques – la seconde, née en 2013, visant justement à sortir San Gregorio Armeno de sa vocation liée uniquement à la période de Noël. Au-delà du domaine de l'artisanat, l'association se concentre dans la promotion du tourisme et dans la vie de quartier.

La procession qui célèbre S. Antonio de Padoue se tient tous les ans le 13 juin : elle est organisée par les associations Corpo di Napoli et Sedili di Napoli, par l'église San Lorenzo Maggiore et la Municipalité IV. L'évènement se déroule toujours de la même manière : les fidèles se réunissent place San Lorenzo d'où part la statue, portée par les membres de la communauté religieuse de la Madonna dell'Arco. La procession parcourt ensuite la plupart

²¹⁰ Voir partie 2, chapitre 4.

²¹¹ Du nom de la statue homonyme, emblème du Centro Antico, située place Nilo.

des rues du Centro Antico : de la rue San Biagio dei Librai à la rue Duomo, pour s'arrêter en hommage à la Vierge. Ensuite, le cortège remonte vers le *decumanus* majeur jusqu'à l'hôpital universitaire, pour enfin redescendre vers l'église de départ. Plusieurs fois, le cortège s'arrête et les organisateurs préparent des feux d'artifices qui partent du sol : le spectacle rapproché des feux dans ces ruelles d'environ trois mètres de largeur est percutant. Tout le long du parcours, depuis leurs balcons les habitants jettent sur le saint des confettis colorés ou des pétales de rose : la participation à ces gestes de rapprochement est très grande et l'ensemble des habitants et des travailleurs du quartier est présent dans ces moments. L'analyse de la participation à cette procession s'avère intéressante en ce qu'elle révèle une pratique de la ville autre de ce qui est mis en avant par les aménageurs en matière de centre historique. Le cortège du saint ne se borne pas à parcourir les *decumani* ou les rues principales du quartier : au contraire, il se faufile, malgré le grand nombre de participants, jusque dans les ruelles les plus étroites, où seuls les *bassi* s'ouvrent sur la rue. Les « arrêts » du cortège correspondent à des symboles de la pratique religieuse populaire, notamment les *edicole* encadrées dans les façades des immeubles²¹². La participation des habitants est forte, non seulement à travers la lancée de confettis, mais également par la décoration des rues touchées par le cortège avec des images religieuses et des prières. Dans cette réappropriation esthétique de l'espace du quartier nous pouvons déceler l'appropriation plus symbolique d'un espace urbain qui devient véhicule d'empathie et de rassemblement collectifs (Figure 59).

Ce cortège montre que la pratique religieuse constitue un instrument d'agrégation importante pour sa population, qui en est fière et le considère une valeur locale fondamentale. Les pratiques propres à la tradition religieuse populaire, imprégnée d'un syncrétisme qui se nourrit des réminiscences de rites magiques, ont été analysées, entre autres, par E. De Martino. Dans le cas du Sud de l'Italie, l'auteur observe que les techniques magiques et les rituels, même quand ancrés dans la pratique religieuse des sociétés actuelles, constituent une ressource importante des populations subalternes contre l'effacement de leur propre agentivité et pour faire face à la « crise de la présence ». En parlant du contexte de pauvreté extrême et de vulnérabilité sociale et culturelle de la société de l'Italie du Sud des années 1950, De Martino affirme :

C'est dans ces conditions de fragilité de la présence que vient se greffer le rôle protecteur des pratiques magiques. La magie lucanienne est un ensemble de techniques socialisées et devenues traditionnelles, destinées à protéger la présence humaine contre les crises de « misère psychologique » et à restituer – en vertu d'une telle protection – la possibilité d'agir suivant un comportement réalistement orienté. (De Martino 1963, p.111).

²¹² Voir chapitre suivant.

De la même manière, la pratique religieuse selon les rituels traditionnels, permet aux habitants pauvres du centre-ville de Naples de se constituer en tant qu'acteurs premiers de la vie de leur quartier, et d'échapper au rôle de produit folklorique de décor qui leur est donné par les aménageurs.

En rejoignant également l'analyse de A. Madoeuf sur les *mulid-s* égyptiens, nous pouvons regarder au cortège religieux comme à une appropriation populaire de la ville, qui se doit d'être interrogée en tant que pratique marginalisée par les aménageurs. Tout comme les *mulid-s* égyptiens, fêtes populaires religieuses, les processions napolitaines sont « *le fait de gens ordinaires, eux-mêmes habitués à faire peu de cas de leurs actes, et dont les pratiques sont rarement considérées* » (Madoeuf 2014, p.261). En effet les manifestations religieuses, comme les *mulid-s* ou la procession napolitaine du saint,

[...] contribuent à penser, agencer et pratiquer la ville comme un espace animé, investi spirituellement et symboliquement, mais aussi empli de présences matérielles et tangibles, celles des éléments des décors, celles des corps et des objets. (*Ibid.*, p.260).

La même opération de réduction à des éléments de folklore est effectuée pour d'autres pratiques structurant l'espace du centre-ville de Naples, comme les visites à l'église de la Sainte Maria Francesca aux Quartieri Spagnoli. Dans cette église, les femmes ayant des problèmes de fertilité peuvent s'asseoir sur une chaise bénite et faire un vœu pour espérer avoir des enfants. La pratique de la ville selon les événements ou les lieux de la religion ouvre à une lecture de l'espace souvent marginalisée, en raison de son caractère éminemment populaire et donc peu attractif pour les populations recherchées par les aménageurs. Dans le jugement porté par les groupes dominants aux célébrations populaires il n'y a pas seulement le regard « de haut en bas » que des catégories aisées pourraient jeter sur des groupes populaires : il s'agit plutôt d'une situation dans laquelle l'espace du quartier devient incompréhensible et impraticable. La même confusion sociale a été observée par A. Madoeuf dans le cas des *mulid-s* égyptiens : « *Pour beaucoup d'Égyptiens, notamment ceux appartenant aux catégories sociales moyennes et supérieures, les mulid-s apparaissent ainsi comme des phénomènes exubérants, socialement impraticables* » (*Ibid.*, p.262). La pratique religieuse devient alors non seulement une signification de l'espace traditionnelle et désuète, mais une occasion actuelle et active d'agentivité pour des populations subalternisées, qui à travers la fête et la célébration redeviennent protagonistes de la scène urbaine, redescendant dans les rues, sortant de leurs *bassi* et envahissant les rues du quartier, qui en deviennent impraticables. Cette charge d'agentivité à travers la manifestation religieuse n'est pas complètement étrangère à l'appropriation de l'espace dans des dynamiques de contestation politique, que nous analyserons plus bas. Par exemple, le nettoyage des rues de la part des manifestants après les 18 jours de janvier 2011, rappelle fortement celui des espaces publics

après les *mulid-s* (*Ibid.*). Dans les chapitres suivants, nous analyserons plus en profondeur la charge déstabilisatrice des pratiques populaires vis-à-vis des aménageurs et des élites en général. Pour l'instant, nous verrons, à l'aide d'autres « situations », que la fréquentation populaire de l'espace subit une marginalisation qui vise à contrôler l'agentivité populaire, mais refait surface lors d'évènements particuliers, même quand ces derniers ont lieux dans les mêmes espaces valorisés par les élites, dans un jeu d'appropriations et de contre-appropriations patrimoniales.

6.4.2 La place Rosario di Palazzo, entre pratiques populaires et nouvelles appropriations

La place Rosario di Palazzo est l'un des « pôles » de la partie Sud des Quartieri Spagnoli, tout comme la place Montecalvario l'est pour la partie Nord. Ces deux places sont non seulement des points de repère pour les habitants et les « extérieurs » qui les utilisent pour s'orienter dans le labyrinthe du quartier, mais servent à structurer une aire d'appartenance pour les habitants, qui disent d'eux-mêmes « *moi j'habite Rosario di Palazzo*²¹³ », ou « *j'habite Montecalvario* » plutôt que se définir d'une manière générale comme un « habitant des Quartieri »²¹⁴. La place est très animée pendant la journée : s'y ouvrent plusieurs commerces de proximité, alimentaires, petite restauration, épiceries, etc., ainsi que l'entrée principale de l'église homonyme. Au milieu de la place, interdite aux voitures, un square accueille sur les bancs les personnes qui s'y rencontrent habituellement et les enfants qui jouent au ballon. La place fonctionne, comme toutes les autres (rares) élargissements dans la maille des Quartieri, en tant que lieu d'arrêt, opposé aux ruelles qui sont plutôt consacrées aux flux constant de scooters et de passants.

Selon nous, les évènements ayant lieu dans la place Rosario di Palazzo font partie de nos « situations » car ils démontrent, encore une fois, le caractère incertain du « par le bas » et les différences entre les agrégations dans l'espace public selon la catégorie de population. Nous avons participé aux différents évènements racontés, en les documentant par des photos et des notes d'observation. Nous avons également fréquenté de manière répétée et prolongée la place, en nous avons approfondi les questions principales par des entretiens avec des acteurs clé.

La place a été récemment le théâtre de plusieurs manifestations organisées par les artistes de rue Cyop&Kaf, qui travaillent dans l'ensemble des Quartieri Spagnoli, mais dont le

²¹³ Ou « Sant'Anna di Palazzo » d'après le nom de l'église de la place.

²¹⁴ Nous verrons cependant que ces définitions de soi changent par rapport à l'interlocuteur, dans une imbrication d'appartenances dont l'expression s'ajuste en fonction du contexte dans laquelle elle est mobilisée. Voir chapitre suivant.

Q.G. est situé non loin, rue Emanuele de Deo²¹⁵. Grâce notamment à l'espace disponible dans la place par rapport au reste du tissu urbain, les artistes organisent systématiquement des présentations de leurs ouvrages ou des projections de leurs films. L'initiative qui a connu le plus de succès a été la projection du film *Il Segreto* (« le secret ») de 2013, qui depuis fait la tournée des festivals documentaires d'Europe²¹⁶. Le film raconte de la tradition populaire du *cippo*, une pire de bois montée par les enfants des Quartieri pour le jour de S. Antonio l'abbé, le 17 janvier. Des bandes rivales d'enfants et d'adolescents, issues des différents quartiers populaires de Naples, se disputent les sapins de Noël fraîchement jetés par les magasins, les hôtels ou les particuliers, pour en accumuler le plus possible et ensuite les faire brûler au cours d'un rituel très suggestif.

Si le documentaire a certainement le mérite de montrer, de manière détaillée, une pratique traditionnelle pour le moins méconnue chez les Napolitains des catégories moyennes et supérieures, ce qui nous intéresse, aux fins de notre analyse, c'est plutôt la mise en scène du documentaire et l'organisation de la projection. En effet, cette projection, comme les suivantes et les autres présentations de projets artistiques qui ont eu lieu dans la place, appellent un large public venant de l'extérieur du quartier. Il s'agit, pour la plupart, des mêmes personnes qui fréquentent, par exemple, les initiatives de l'Ex-asilo Filangieri : des individus au capital social et culturel élevé, qui partagent une fascination pour les traditions et les lieux populaires, relevant parfois de l'exotisme. Pendant les présentations des artistes, la place change de visage : les femmes âgées souvent assises sur les bancs du square laissent la place aux jeunes buvant des bières et écoutant de la musique reggae. Les commerces autour de la place s'adaptent à l'arrivée de ce nouveau public, friand d'expériences « populaires » : des ventes de pizzas sur le pouce sont rapidement organisées et les bars autour s'activent à la vente d'alcool. Ainsi, les Quartieri deviennent, pour un soir, un territoire accueillant et familier : les jeunes qui participent à ces manifestations retrouvent leur ambiance, mais avec un goût populaire qui la rend spéciale. L'absence des habitants du quartier dans ces initiatives est cependant frappante : l'observation prolongée de plusieurs de ces présentations nous a montré une participation très faible des habitants, à l'exception des enfants protagonistes du film, qui adoraient se revoir à l'écran. Pour les autres habitants interrogés, ils avouaient ne rien connaître à l'initiative, ou très peu, et certains affirmaient même ne pas du tout aimer les œuvres murales des artistes. Ainsi, la coprésence dans ces lieux de ces groupes au capital différent relève plutôt d'un côtoiement qu'une interaction, et même d'une forme de

²¹⁵ Adresse de la rédaction du journal Napoli Monitor, où les artistes travaillent aux illustrations, et qui participe à leurs nombreux projets artistiques dans le quartier.

²¹⁶ L'histoire derrière le film et ses actualités sont consultables sur le site des auteurs : <http://www.cyopekaf.org/il-segreto/>.

domination symbolique. Les individus au capital culturel élevé, moins nombreux mais plus présents, s'approprient l'espace et le rendent « visible » pour un public extérieur : les habitants dans ce processus, sont simplement « poussés aux marges » de la place. Dans ce sens, nous pouvons suggérer que ces initiatives opèrent une délégitimation paradoxale, car touchant les mêmes sujets qu'elles entendent sublimer (Figure 60).

En dehors de ces événements ponctuels et très suivis par un public extérieur au quartier, la zone de Sant'Anna di Palazzo est très appropriée par des activités plus liées aux pratiques populaires. La première typologie d'appropriation se fait à travers les enfants, qui participent de manière assidue aux activités mises en place par l'association Efraim, tenue par les sœurs de l'église. Sœur Lucia, 26 ans, a ouvert sa maison aux enfants, pour en faire une maison d'accueil pour les enfants en difficulté, qui sont suivis de leur sortie de l'école jusqu'au soir. Pour les autres enfants du quartier, des activités sont organisées périodiquement par des éducateurs. La nécessité de donner aux enfants et aux adolescents des espaces de rencontre dans le quartier est évidente, surtout quand on observe leurs modes d'occupation du quartier. Dans la zone de Sant'Anna di Palazzo chaque placette ou ouverture de la maille urbaine est appropriée pour en faire un terrain de jeu. L'un des lieux symboles de cette appropriation subalterne de tous les interstices et de tous les espaces disponibles est observable au marché Sant'Anna di Palazzo, un marché couvert qui a fonctionné pendant quelques mois en 2001, pour ensuite être abandonné et subir une dégradation importante²¹⁷. Bien que fermé par des hautes grilles, les enfants en ont fait leur Q.G., et l'occupent quotidiennement pour leurs jeux. La pratique d'un lieu abandonné donne ainsi à voir le besoin d'espace de ces populations, surtout parmi les plus jeunes, et ouvre le questionnement sur les espaces marginalisés qui sont réappropriés par des pratiques locales. Autour du marché, les commerces fonctionnent encore et, dans les placettes et les impasses, les habitants des *bassi* installent leur mobilier et leurs équipements, comme dans un prolongement de leurs logements.

Ainsi, nous pouvons observer comment les ruelles et les placettes derrière la place Rosario di Palazzo, plus « médiatisée », correspondent plutôt au modèle des Quartieri « en ombre » : derrière les lieux plus connus et fréquentés de l'extérieur, se développe une vie populaire qui s'approprie les espaces délaissés par les catégories supérieures, occupant les interstices abandonnés. Le renvoi à une condition subalterne des populations qui occupent ces

²¹⁷ « Conçu dans les années 80 par l'architecte Salvatore Bisogni dans une zone que la Communauté Vaudoise cède à la Municipalité de Naples pour la réalisation d'un marché couvert et d'un centre social, il est réalisé seulement 20 ans après, en 2001. Il se compose de huit magasins de moyennes dimensions à l'étage inférieur et dix à l'étage supérieur, réunis autour d'une cour centrale, et d'un immeuble pour les activités sociales. Depuis son inauguration, il a été utilisé seulement pour quelques mois pour ensuite être abandonné. Le marché a toujours lieu dans les zones externes, dans les rues et les ruelles. » Source : <http://www.mappina.it/?place=mercato-di-santanna-di-palazzo> [consulté le 07/10/2015].

espaces est visible également dans le phénomène des visites guidées aux œuvres de *street art* de Cyop&Kaf. L'association Hermès accompagne des groupes de « touristes » à la découverte des peintures murales sur les portes ou les murs des immeubles. L'organisation de ces visites, à l'aide même d'un plan du quartier permettant aux visiteurs de se repérer, donne la mesure de la perception des Quartieri Spagnoli par les habitants extérieurs. Curieux, en quête de l'exotisme du proche, les visiteurs profitent de la présence du guide pour pénétrer dans des territoires qui leur seraient autrement interdits. En effet, ces espaces sont pratiques et représentés par leurs habitants comme des prolongements des espaces privés, des chemins que personne n'emprunte sans avoir une destination précise chez quelqu'un dans le quartier. Nous-même, au cours de nos observations, nous avons plusieurs fois été interpellée par des habitants : « *Qu'est-ce que vous cherchez ?* », « *Vous allez où ?* », etc. Le public des visites guidées est également très significatif : composé de personnes extérieures au quartier, ou habitant dans les Quartieri mais issues des couches moyennes et supérieures, en visite non seulement des œuvres d'art, mais également des individus qui habitent le quartier. Ces derniers, interrogés, parfois n'apprécient pas le style des peintures murales, et n'en connaissent presque jamais l'origine. Si les artistes affirment que certaines œuvres ont été effectuées à la demande des résidents, ceux-ci demeurent une minorité et la proximité avec le quartier prônée par les artistes semble plutôt se résumer à faire de ses habitants des produits exposés à un public extérieur (Figure 61).

Un autre véhicule d'appropriation « par le bas » du quartier est le grand local de la Scuola di Pace, tenue par l'association Modavi, et située sur la partie de la longue rue Speranzella proche de la place Rosario di Palazzo. L'école propose plusieurs activités, permettant notamment la rencontre entre les Napolitains et les nombreux étrangers du quartier. En effet, les nombreux commerces (épiceries, internet points, petite restauration, etc.) tenus dans le quartier par des étrangers, principalement Chinois et Sri-Lankais, ouvre la fréquentation populaire à un autre type de population. Puisque les *bassi* sont pour la plupart habités par des étrangers, en famille ou par groupes de travailleurs, les commerces drainent un public qui est également extérieur au quartier²¹⁸. Les locaux de la Scuola di Pace offrent alors un espace de rencontre important pour ces populations, qui ne sont pas forcément visibles dans les placettes et dans les squares. Dans les cours d'italien, ou lors de célébrations communautaires, les étrangers ont l'occasion de se retrouver et d'ouvrir des espaces de coprésence avec les locaux, si non d'intégration. L'association permet à la fois aux communautés d'organiser des événements propres, en mettant à disposition les locaux, et

²¹⁸ À ce propos, un étudiant du Département d'Architecture DIARCH de l'Université de Naples Federico II a réalisé un intéressant travail d'analyse des affiches sri-lankaises visibles sur les murs des Quartieri Spagnoli (Atelier Pop-Up Map 2014).

offre des services de soutien aux personnes en difficulté, comme l'écoute psychologique, les cours de langue ou le guichet pour la recherche d'emploi. La fréquentation de ces espaces, tout comme de l'église Sant'Anna di Palazzo et l'association Efraim (connue dans le quartier comme « la maison des nonnes » plutôt que par son nom officiel) sont très importantes dans le quartier, et permettent de canaliser le besoin d'espaces de ces populations.

La présence sur un même territoire de pratiques de rencontre et de soutien d'un côté, et de l'autre de manifestations artistiques et culturelles, montre que les Quartieri font l'objet aujourd'hui d'une revalorisation de la part d'un certain public, qui cependant reste détaché des habitants historiques (et nouveaux, comme les migrants), issus des couches populaires. Non seulement les appropriations des différents groupes sont diverses, mais il faut surtout s'interroger sur la réelle implication des habitants les plus démunis dans les initiatives plus « artistiques », qui tout en prônant une proximité avec le quartier, de fait marginalisent ses aspects les plus populaires.

Dans le paragraphe suivant, nous verrons au contraire que les habitants issus des couches populaires peuvent s'approprier un territoire symbolique central, lors d'évènements exceptionnels comme la Révolution égyptienne, quand celui-ci devient porteur d'enjeux qui sont communs à l'ensemble des citoyens.



Sources: QS PopUp Map; Google Earth



Les appropriations différenciées de la place Rosario di Palazzo



Les oeuvres murales de Ciop&Kaf font l'objet de visites touristiques.

Figure 60. Les appropriations de la placette Rosario di Palazzo.
Source des fonds: QS PopUp Map; Google Earth.



Figure 61. Les oeuvres d'art murales par Cyop&Kaf dans différents endroits des Quartieri Spagnoli.

6.4.3 Le Caire après la Révolution : « redécouverte » du centre-ville entre culture et politique

La chute du régime de Moubarak en février 2011 a été l'effet non seulement d'une participation massive de la population égyptienne pendant les dix-huit jours précédents, mais également et surtout d'un bouillonnement politique et intellectuel préalable. Bien que la plupart des échanges se soient faits à travers internet, des centres physiques de rencontre étaient à la disposition des jeunes militants. Au cours des mois successifs au début de la Révolution, nous avons essayé de reconstruire les événements, grâce notamment à la participation documentée aux manifestations dans le centre-ville et aux entretiens avec les habitants. Après notre retour en France, nous avons continué à suivre le cours des événements par des sources tierces, afin de construire, autant que possible, une continuité dans le récit proposé.

Avant le début des bouleversements majeurs, en janvier 2011, l'un des lieux principaux d'échange et de rencontre des opposants au régime en place était la maison d'édition Merit. Fondée en 1998, la maison d'édition a été le symbole du militantisme intellectuel plus récent : de *Kifaya* (« Assez ! ») au Mouvement du 6 Avril, elle a été la plaque tournante du débat politique qui a préparé la Révolution du 25 janvier. Le fondateur, M. H., raconte avoir été poursuivi pendant sa jeunesse (années 70, sous Sadate) pour « *communisme, tentative de renversement du régime et outrage au président* »²¹⁹. Il a également été un des membres fondateurs de l'association *Writers and Artists for Change* (Écrivains et Artistes pour le Changement), qui avant la Révolution organisait des réunions hebdomadaires dans les bureaux même de Merit²²⁰.

La maison d'édition a réuni plusieurs écrivains et intellectuels qui ont fait l'histoire de la littérature et du militantisme contemporain en Égypte (Alaa El-Aswany en est seulement le plus célèbre) et elle a été une porte ouverte pour les jeunes désireux de se confronter au bouillonnement culturel qui a préparé les bouleversements. Son emplacement en centre-ville n'est pas de moindre importance dans ce contexte : située rue Qasr en-Nil, à cinq minutes à pieds de la place Tahrir, la maison était un refuge pour les jeunes militants qui ont participé à la Révolution et un des lieux où les gens venaient apporter des aides (nourriture, couvertures, etc.) pour ceux qui campaient dans la place. Ce centre culturel s'est donc révélé non seulement être un lieu de débat et ouverture d'esprit, mais aussi un symbole de l'activisme en centre-ville, car son positionnement lui a permis de jouer un rôle clé pendant les

²¹⁹ GREES S., "The Merit Publishing House in Cairo: A Mecca for Intellectuals, a Centre of the Revolution", *Qantara.de*, 15/04/2011 - <http://en.qantara.de/A-Mecca-for-Intellectuals-a-Centre-of-the-Revolution/15902c160871p492/> [consulté le 29/05/2011].

²²⁰ MOUBAYED S., « On merit », *Al-Ahram Weekly* no.789, 06-12/04/2009 - <http://weekly.ahram.org.eg/2006/789/cu4.htm> [consulté le 29/05/2011].

démonstrations. D'autres lieux symbole, comme les déjà cités Townhouse Gallery et Contemporary Image Collective (CIC), montrent comment Wust-al-Balad soit depuis toujours une référence pour l'ensemble de la ville, du point de vue politique et culturel. La réappropriation de ces espaces centraux depuis le 25 janvier 2011 a permis de renouveler la signification symbolique du centre-ville pour les cairotes.

Au cours des années qui ont suivi le début de la Révolution, les autorités égyptiennes ont progressivement remis la main sur le centre-ville, souhaitant essentiellement tirer profit de l'importance renouvelée que l'ensemble de Wust-al-Balad, et plus particulièrement la place Tahrir, ont acquis. Tout de suite après la Révolution, le gouverneur du Caire de l'époque souhaitait déjà faire classer la place en tant que Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO : selon les institutions, cette appellation pourrait bénéficier à la réhabilitation du site, car le classement signifierait un prestige reconnu et des fonds internationaux octroyés, mais l'idée a immédiatement rencontré le scepticisme de certains, la crainte des militants étant que l'on se concentre sur le caractère d'attraction touristique de la place au lieu de la reconnaître comme un lieu fondamental pour les Égyptiens²²¹.

Si la patrimonialisation des immeubles classés de Wust-al-Balad a progressivement repris au cours des quatre années qui ont suivi, les aménageurs ont du compter avec une appropriation et une prise de conscience renouvelées de la part des citoyens. Le processus d'appropriation du centre-ville de la part de ses habitants et usagers, mais également de tous les autres cairotes, a subi une accélération profonde grâce aux dix-huit jours révolutionnaires.

L'un des exemples les plus parlants de cette nouvelle appropriation est le cas de la place Tahrir. Pendant les dix-huit jours de contestations de janvier 2011, le microcosme sociétal de la place a reproduit un modèle harmonieux où tous les citoyens semblaient vivre ensemble et se soutenir mutuellement, malgré leurs différences (Al-Aswani 2011). Au lendemain de la fête pour le départ de Moubarak, les militants ont souhaité nettoyer la place et de l'embellir : ils se sont passés le message et, armés de balais et pinceaux, ils ont nettoyé et rendu à la place son aspect d'avant les contestations (Guibal, Salaun 2011). Les tentes qui hébergeaient les manifestants sont restées quant à elles pendant plusieurs semaines, avant que l'armée ne décide de les enlever de force²²², mais les manifestations sur la place ne se sont jamais arrêtées.

L'occupation et l'appropriation de la place Tahrir soulèvent la question de l'identité et de la mémoire des lieux : tout comme les autres rues et places du centre-ville, elle devrait

²²¹ HYDE M., "Skepticism meets plan to transform Tahrir into UNESCO site", *Al Masry Al Youm*, 07/07/2011 - <http://www.almasryalyoum.com/en/node/475145> [consulté le 09/07/2011].

²²² Cairo Agencies, "Hundreds clash in Cairo's Tahrir square", *Al Arabiya News*, 09/03/2011 - <http://www.alarabiya.net/articles/2011/03/09/140890.html> [consulté le 04/07/2011].

subir des changements profonds, selon le projet gouvernemental (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*). Cette planification risque d'entraîner la disparition de tissus historiques porteurs d'une profonde et unique identité, où la mémoire révolutionnaire (et non seulement) du peuple égyptien s'est construite. La place participe en effet désormais de façon très importante à la construction de l'identité citoyenne, à la fois individuelle et collective, qui semble aujourd'hui vouloir résister à cette tendance à l'homogénéisation urbanistique. Le rôle joué par le tissu urbain du centre-ville ne s'arrête donc plus à la fonction donnée par les planificateurs, mais s'imprègne d'une symbolique qui est le support du lien social (Agier 1999). Les idées pour l'avenir de la place ont fleuri nombreuses, surtout dans les premiers mois de 2011, et témoignent de l'envie des citoyens à prendre partie à la fabrication de la ville. Un souci de protection des « valeurs de Tahrir » est également présent dans les esprits des hommes et des femmes qui ont littéralement vécu sur la place pendant des jours et des nuits. Parmi les premières initiatives imaginées par les militants, il y avait un mémorial pour les martyrs de la Révolution idéalement situé au centre de la place²²³, ou la plantation de végétation sur le rond-point principal. Un « musée de la révolution » a également été souhaité par certains dans celui qui est aujourd'hui le Musée Égyptien, dont les collections sont en train d'être progressivement déplacées vers le nouveau Grand Musée Égyptien de Giza.

Le GEM (Grand Egyptian Museum) fait partie des projets prévus dans la Vision Cairo 2050 pour « désengorger le centre-ville ». La localisation du musée à côté des pyramides de Giza, aurait du concentrer les vagues de touristes sur un seul et unique site, sans perte de temps en déplacements, et en même temps aurait permis de mieux conserver et valoriser les collections de l'antiquité égyptienne, actuellement presque entassées dans le Musée Égyptien du centre-ville, trop petit pour tout exposer. Cette vision n'a pas rencontré les faveurs des commerçants du centre-ville, inquiets de voir disparaître une source de revenus importante : « *une grande majorité de touristes ne mettra plus pieds dans le centre-ville, donc ne pourra plus consommer, et nous allons fermer* »²²⁴. Du côté des aménageurs, ce n'est pas seulement la question du temps qui est soulevée, mais également la volonté de créer un bâtiment exceptionnel pour valoriser les collections antiques²²⁵. Pour cela, le projet avait été confié à l'agence irlandaise Heneghan Peng Architects. Le projet du « plus grand musée du monde » prévoit également un centre de conférences, une bibliothèque et un atelier de restauration, sans compter les restaurants, boutiques et cafés²²⁶. À cause de la Révolution, le projet du

²²³ Entretien avec M. Zakaria, architecte, avril 2011.

²²⁴ Échanges avec les vendeurs de souvenirs et les restaurateurs autour de la place Tahrir, 2011.

²²⁵ Entretien avec l'agence Hill International, en charge du projet en 2011.

²²⁶ MAZZA S., « Grand Egyptian Museum di Giza: opera faraonica, tempi biblici », *Il Giornale dell'Architettura*, 29/06/2016 - <http://ilgiornaledellarchitettura.com/web/2016/06/29/grand-egyptian-museum-di-giza-opera-faraonica-tempi-biblici/>

musée à été mis de côté jusqu'à nouvel ordre²²⁷, mais sur le papier et dans les images 3D il est déjà possible de voir les ambitions de gigantisme qui touchent la plupart des « mégaprojets » de la Vision Cairo 2050.

Des initiatives aux horizons plus larges ont également été lancées dès la seconde moitié de 2011, ce qui rend compte de l'engouement national et international pour le symbole représenté par la place Tahrir : une compétition internationale avait été lancée par l'association ICARCH Gallery pour l'aménagement de la place²²⁸, avec l'idée de la mise en place de projets participatifs avec la population locale. Au contraire, dans le projet prévu par la GOPP, une partie de la place deviendrait une pelouse publique destinée à l'organisation d'événements publics et festivals, tandis que le reste de la place continuerait à avoir son rôle de nœud de circulation au niveau de la ville entière (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*). Le débat est très animé et continue depuis 2011, même si le rôle dominant de la place semble être encore celui de lieu de contestation.

La place Tahrir n'est cependant pas le seul lieu des manifestations politiques dans la ville : la place Talaat Harb a été l'un des hauts-lieux des contestations des femmes, l'immeuble de la télévision Maspero le lieu privilégié des mobilisations des coptes²²⁹ ou des protestations après la commémoration des martyrs de la Révolution²³⁰. Depuis 2011, le centre-ville fait l'objet d'un réinvestissement important qui se veut porteur de nouveaux enjeux militants. Les mobilisations qui ont amené à la chute de Moubarak ont parcouru l'ensemble de la ville, mais le centre a été l'endroit le plus animé et le plus transformé par les événements.

Après notre départ du terrain en août 2011, nous avons continué à suivre les événements caiotes. Les sources scientifiques et médiatiques de seconde main nous permettent de dresser un portrait du centre-ville pendant ces dernières cinq années. En octobre 2011, le pays a traversé un moment de crise profonde : pendant plusieurs semaines, le SCAF, le Conseil Suprême des Forces Armées, a violemment réprimé les manifestants qui demandaient la fin du régime militaire et les démissions du maréchal Tantaoui, causant

²²⁷ Le projet existe sur le papier depuis 1992, et la date d'ouverture est systématiquement repoussée, à 2018 (ou même à 2022), avec des augmentations périodiques du budget. Source : HASSAN K., « 23 years and millions of dollars later, will the Grand Egyptian Museum ever open? », *Al-Monitor*, 28/09/2015 - <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/09/egypt-grand-museum-project-delay.html> [consulté le 23/09/2016].

²²⁸ Source : <http://www.worldarchitecture.org/links/?wauri=http://wanews.worldarchitecture.org/vfn/a-new-tahrir-square-international-architectural-competition&newsno=2025> [consulté le 28/03/2011].

²²⁹ FAHMY H., « Copts continue open sit-in at Maspero », *Daily News Egypt*, 19/05/2011 - <http://www.thedailynewsegypt.com/top-stories/copts-continue-open-sit-in-at-maspero.html> [consulté le 04/07/2011].

²³⁰ IBRAHIM E., MARZOUK W., TAHER M., HEBEISHY M., « Who pulled the first punch? Conflicting accounts of the Martyrs' Day of Rage in Tahrir », *Ahram Online*, 29/06/2011 - <http://english.ahram.org.eg/~NewsContentP/1/15315/Egypt/Who-pulled-the-first-punch-Conflicting-accounts-of.aspx> [consulté le 04/07/2011].

plusieurs victimes. Plus tard, en décembre 2012, d'autres émeutes ont éclaté contre la politique du président Morsi jusqu'à sa chute et à la répression sanglante de ses partisans en août 2013. Actuellement, sous la présidence de Al-Sisi, manifester dans la rue est plus difficile et plus dangereux qu'avant, même pacifiquement : la mort de la militante Shaima Al-Sabbagh le 25 janvier 2015 en témoigne²³¹.

Ce climat difficile a eu un impact important sur le paysage urbain, et en particulier sur le patrimoine. Les immeubles les plus touchés sont les édifices religieux, notamment des églises et des mosquées (non seulement au Caire, mais aussi en Haute-Égypte ou à Fayoum)²³², mais d'autres bâtiments de grande valeur historique ont été dégradés surtout à Wust-al-Balad, dénoncés par plusieurs membres des institutions, chercheurs et médias locaux et internationaux²³³. De son côté, la politique de préservation du patrimoine de NOUH a subi un arrêt forcé, ce qui a mis un frein aux réflexions autour de l'aménagement des espaces historiques dans le centre-ville. De nouveaux acteurs militent pour la sauvegarde du patrimoine en danger²³⁴. Cependant, les ambitions des aménageurs n'ont pas été effacées par la Révolution : au contraire, le centre-ville connaît un regain d'intérêt depuis qu'elle est le théâtre d'un bouleversement politique si spectaculaire. La thématique de la Révolution a inspiré bon nombre d'artistes égyptiens depuis 2011. Les manifestations culturelles, comme le D-CAF (Downtown Contemporary Arts Festival), sponsorisé par Al Ismaïlia et les débats autour de ces événements sont un symptôme du bouillonnement toujours actif autour du patrimoine bâti de Wust-al-Balad.

Depuis 2011, le paysage urbain a progressivement changé : des murs de 3,50m de hauteur cloisonnant les rues autour de la place Tahrir ont été construits par l'armée pendant les émeutes de 2011, afin de contenir les manifestants dans la seule place et éviter qu'ils arrivent sous les bâtiments des ministères (Abaza 2013). Ces murs ont ensuite été démontés par les habitants, mais d'autres sont encore en place, et d'autres encore reconstruits, dans un va-et-vient entre constructions et démolitions qui voit s'opposer forces armées, militants et habitants du centre-ville. Ces derniers dénoncent cette opération de contrainte physique

²³¹Shaima Al-Sabbagh, militante du parti Alliance populaire socialiste, a été tuée par une la police lors d'un rassemblement pacifique en centre-ville du Caire, en hommage aux victimes de la Révolution. Source : DRIDI S., « Égypte : comment Shaima, l'icône révolutionnaire, a été abattue », *L'Obs-Rue89*, 31/01/2015 - <http://rue89.nouvelobs.com/2015/01/31/egypte-comment-shaima-licone-revolutionnaire-a-ete-abattue-257442> [consulté le 17/05/2016]

²³² UNESCO, « La Directrice générale de l'UNESCO déplore les dégâts causés au patrimoine culturel en Égypte », *UNESCOPRESS*, 2013 - http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/unesco_director_general_deplores_damage_to_cultural_heritage_in_egypt/#.VB6r3ecxYXw [consulté le 21/09/2013].

²³³ Entre autres, Galila el Kadi, Unesco, Cairoserver, etc.

²³⁴ Un exemple significatif est l'« alerte destruction », une rubrique créée par le blog de la revue Cairoserver, qui signale tout bâtiment en danger. Source : <http://cairoserver.com/tagged/destruction#.UqIXoY2hC2w>.

comme une véritable violation des droits humains, une création d'enclaves qui enferment les habitants et les travailleurs du quartier. Les rues se vident et la petite économie en souffre. Certains habitants sont obligés de réinventer leur pratique du quartier : créer des passages dans les murs, les escalader, passer à travers les boutiques. Des pratiques de fortune qui ne sont pas sans séquelles : commerces en faillite, familles séparées, dangers physiques sont à l'ordre du jour²³⁵.

Un moyen de manifester l'opposition et en quelque sorte dépasser symboliquement la contrainte des murs a été leur appropriation de la part de la population avec les nombreux fresques et graffitis, devenus un véritable vocabulaire imagé de la contestation. Autour principalement de la satire politique et de la célébration des « martyrs » des contestations révolutionnaires, des plus simples aux plus élaborées, les images peintes sur ces murs et sur les immeubles du centre-ville véhiculent des messages importants, parfois par écrit, souvent par symboles ou slogans. Malgré les opérations constantes de couverture ou effacement, les graffitis réapparaissent immédiatement, signe de « *l'émergence d'une nouvelle culture visuelle au Caire* » (CEDEJ 2013) qui se consolide et se développe de manière de plus en plus systématique. Des organisations d'artistes militants voient le jour, comme le collectif No Walls, qui travaille sur la peinture trompe l'œil comme ouverture de ces frontières urbaines artificielles (Stadnicki 2013). D'une manière plus générale, les appropriations de l'espace urbain pendant la Révolution au Caire sont symptomatiques du rôle fondamental joué par l'urbain dans les luttes politiques, car c'est dans l'espace public que les tensions, les conflits et les rapports de pouvoir se rendent visibles. L'occupation des espaces centraux au Caire peut alors être analysée comme une reconquête physique, symbolique et politique d'espaces en situation de marginalité, et de leur reconfiguration à travers la lutte urbaine (Memoli 2011) (Figure 62).

Théâtre de la plupart des bouleversements, Wust-al-Balad n'a cependant pas été le seul lieu de manifestation pendant la Révolution. L'exemple du quartier Maspero nous informe sur la capacité des habitants à traduire des compétences ordinaires de vie dans le quartier en ressource fondamentale à la contestation politique, mais également de l'impact d'une participation à d'évènements historiques pour une population par ailleurs marginalisée.

²³⁵ « Closed off in Cairo: walls erected during Egypt protests still standing », *The Guardian*, 2013 - <http://www.theguardian.com/world/2013/mar/28/egypt-cairo-protest-walls-stil-standing> [consulté le 21/09/2013].

6.4.4 Maspero : les compétences habitantes comme ressource dans la contestation politique

Pendant les dix-huit jours qui ont marqué les débuts de la Révolution du 25 janvier 2011, et jusqu'à aujourd'hui, Maspero a été un endroit clé pour les manifestants. Nous avons construit le récit de la participation des habitants de Maspero aux événements grâce à des entretiens approfondis avec les habitants, et nous l'avons enrichi de nos observations et de l'analyse urbaine et architecturale du quartier. Nos enquêtes ont eu lieu pendant tout le printemps 2011, par une présence quotidienne dans le quartier et une connaissance d'individus-relais.

Pendant nos enquêtes, les habitants nous ont raconté comment ils ont activement participé aux manifestations, en « sortant » du quartier pour se rendre devant le Musée Égyptien. Leur but, porter sur le devant de la scène les revendications de leurs droits en tant qu'habitants d'un quartier menacé de disparition. Les habitants ont occupé les espaces et arrêté le trafic pendant plusieurs jours. Les chars de l'armée qui sont restés pendant plusieurs mois après la chute du régime aux portes du quartier témoignent de ce rôle central.

Les pratiques et modes de vie ont constitué un ensemble de « compétences » que les habitants ont su exploiter (Berry-Chikhaoui, Deboulet 2000 *op. cit.*). Certains ont plus participé que d'autres, les hommes étaient notamment « dans l'action » alors que les femmes restaient plus en retrait : néanmoins, toutes les personnes interviewées, hommes, femmes, jeunes, familles entières, ont affirmé avoir eu leur rôle dans la Révolution, souvent dans le cadre d'une organisation au niveau de l'ensemble du quartier. C'est le cas par exemple de Mme Gamila, 60 ans, infirmière : pendant la Révolution elle soignait les jeunes blessés du quartier. Sa fille, également infirmière, s'était déplacée pour apporter son soutien dans le petit hôpital improvisé de Tahrir. Une autre habitante, Mme Gina, s'est parfois rendue place Tahrir, mais elle s'occupait plus souvent des jeunes du quartier et de leur sécurité. Elle était aux *check-points* aux entrées du quartier, qui empêchaient aux étrangers d'y pénétrer. Elle avait peur ces jours là, pas pour elle, mais pour sa fille et ses petites-filles : « *Les hommes savent se défendre, les femmes sont plus faibles et donc plus en danger* ». Son autre fils, Mohamed, 27 ans, serveur dans un café du quartier, préparait des bouteilles *molotov* à la maison, qu'il emmenait ensuite à Tahrir. Les hommes étaient donc plus présents sur la place Tahrir, tandis que les femmes s'occupaient d'apporter de la nourriture et des soins à l'intérieur du quartier même.

Dans les familles, les membres se partageaient les tâches et tout le voisinage participait : les hommes ont protégé le quartier pendant plusieurs semaines, après l'annonce que des détenus s'étaient échappés des prisons. Chez Mme Samia, son fils aîné Shérif, 27 ans, a monté un petit commerce éphémère en vendant du thé chaud aux manifestants, et depuis

c'était sa principale source de revenus. Les deux femmes de la famille, qui n'a plus de père, restaient à la maison s'occuper des gens du quartier.

Les habitants ont installé des véritables points de contrôles aux portes du quartier, où ils arrêtaient toute personne qui n'avait pas de documents. Tout comme les autres cairotes, les habitants de Maspero ont protégé leur quartier avec des armes de fortune. Ces actions ont été facilitées par la morphologie même du quartier : les ruelles étroites permettaient aux manifestants de se sauver des affrontements avec la police, qui ne se risquait pas à entrer dans le quartier. Salim, 32 ans, raconte : « *Nous avons fait des barrages avec des voitures de police renversées et protégé les entrées du quartier avec des gros couteaux* ». Maspero a été un refuge pour les manifestants pendant les dix-huit jours des mobilisations : tout le monde, même les gens de l'extérieur, pouvaient venir dans le quartier, se reposer et y trouver des soins. Les commerçants distribuaient du soda pour s'asperger le visage et atténuer l'effet des lacrymogènes : Amir, 21 ans, nous a raconté comment ils ont appris cette astuce sur internet, en échangeant avec les manifestants tunisiens. Les femmes tenaient leurs maisons ouvertes pour accueillir et éventuellement soigner les manifestants blessés. Le lien social déjà si fort dans le quartier, a trouvé pendant la Révolution un cadre plus grand, les habitants ayant le sentiment d'être « une seule main » avec les autres Égyptiens²³⁶.

Le quartier de Maspero a donc eu un rôle clé dans les mobilisations citoyennes. Dans ce sens, il constitue davantage une menace pour le pouvoir en place, qui craint la forte identité de ces quartiers et la capacité d'organisation de ses habitants. Le mécontentement face aux inégalités sociales et territoriales est de façon évidente une des causes majeures de la mobilisation qui a amené à la Révolution. Cependant, le lien causal entre les revendications urbaines et la mobilisation politique n'est pas clairement lisible dans le discours des habitants. Quand ils racontent de la Révolution, les habitants de Maspero parlent d'une « *grande union qui a fait sortir tout le monde de sa maison, pour aller dans la rue demander la fin du régime* ». Ce sentiment de partage et d'union a fait la force de la mobilisation politique, et les habitants de Maspero ont bénéficié de ce même sentiment de « *faire partie de quelque chose de plus grand que soi-même* » : l'ensemble de la mobilisation politique leur a permis de revendiquer leurs propres droits sans être seuls face à la répression.

La question de la disparition imminente de Maspero pose alors la question de la valeur d'un morceau de ville et de sa fréquentation de la part d'une population devenue aujourd'hui indésirable. Maspero, classifié en tant que quartier insalubre par le gouvernement, est un ancien village, qui a été englobé dans l'urbanisation historique du Caire. De plus, il est aujourd'hui le patrimoine collectif de ses habitants, dont la plupart naissent et vivent dans les

²³⁶ Expression récurrente dans les discours des Égyptiens.

mêmes rues et au sein du même voisinage. Son architecture et ses pratiques locales font partie d'une mémoire collective que ses habitants partagent, mais qui n'a de fait aucune valeur aux yeux des décideurs.

Les habitants de Maspero, depuis 2011, ont fait preuve d'une confiance renouvelée dans leurs ressources, qui se nourrit de leur surprenante mobilisation. La cause commune a permis aux habitants de Maspero de porter sur le devant de la scène leurs revendications urbaines, sur la base de mobilisations déjà existantes ailleurs dans la ville, qui de fait ont préparé le terrain de la Révolution (Deboulet, Florin 2014). Si la rhétorique des aménageurs n'a pas changé avec la Révolution, la culture, la patrimonialisation et le tourisme étant toujours les leviers principaux des projets urbains en cours ou prévus, de la part des habitants, une véritable redécouverte a eu lieu.

Les récits présentés dans ce chapitre ouvrent, de manières multiples, le questionnement sur la perception des pratiques subalternes par les aménageurs : en effet, nous avons constaté comment l'appropriation populaire des espaces urbains est variée, du logement au commerce, de la vie quotidienne aux événements exceptionnels. La visibilité des groupes subalternes dans l'espace urbain est importante, cependant leurs pratiques subissent une manipulation, qui va de la marginalisation à l'effacement, voire à l'instrumentalisation exotique. Au contraire, les « situations » analysées témoignent de la nécessité de reconnaître l'appropriation et l'attachement populaires du centre-ville, symboles d'un investissement concret et actuel dans l'espace urbain comme lieux d'expression populaire, de contestation politique, autrement dit de production urbaine (Lefebvre 2009 [1968]).

Chapitre 7. Les micro-territoires de l'appropriation populaire : de l'espace domestique aux interstices urbains

Dans ce chapitre, nous allons explorer davantage les pratiques évoquées dans le chapitre précédent. L'ensemble des « situations » présentées dessine une mosaïque des pratiques des groupes subalternes dans les centres-villes, ainsi que de leurs interactions quotidiennes avec les autres catégories sociales. L'analyse de ces pratiques selon les micro-territoires dans lesquels ils prennent place, donne à voir la complexité des dynamiques socio-spatiales à l'échelle micro-locale, mais également leurs articulations avec les discours aménageurs étudiés précédemment.

7.1 Les micro-territoires de l'appropriation populaire : du logement à l'espace public

Pratique signifiée d'un lieu, la notion d'appropriation est liée à la triplicité de l'espace selon H. Lefebvre, et nous informe donc sur le décalage entre ce qui est conçu par les aménageurs et la reconfiguration opérée par les habitants :

L'appropriation apparaît alors comme un bricolage complexe de matériaux spatiaux, de significations attachées à différents espaces qui sont projetées sur le lieu de vie, qui s'amalgament au sens dont celui-ci est potentiellement porteur. [...] Se joue ainsi, la reconstruction du rapport imaginaire à l'espace qui est reconfiguré par la capacité des individus à y loger des images d'ailleurs. (Semmoud *op. cit.*, p.201).

Cette configuration des espaces peut passer par une série de transformations spatiales, comme par exemple l'aménagement du logement ou de son espace limitrophe, mais également par une série de comportements et de attributions symboliques (Segaud 2007), comme dans le cas des appropriations des espaces publics ou patrimoniaux. Ce qui distingue l'appropriation, qu'elle soit physique ou symbolique, est donc l'action d'un sujet (individuel ou collectif) sur un espace : cela requiert alors non seulement certaines compétences, mais également la possibilité de les mettre en place à travers la performance :

L'appropriation revêt ainsi un double aspect : celui de *compétence*, c'est-à-dire la capacité de chacun à développer des pratiques d'appropriation et de *performance*, c'est-à-dire les pratiques effectives. Mettre des fleurs à son balcon implique des pratiques d'entretien (arrosage) mais signifie aussi que cette action esthétique (de décoration) qualifie un lieu montré « aux gens qui passent ». (*Ibid.*, p.74).

La notion de compétence, clé de l'appropriation, permet de lire cette dernière sous l'angle de l'agentivité des classes populaires. L'appropriation populaire visible dans les espaces centraux de la ville n'est pas le façonnement d'un terrain vierge selon ses propres

besoins, mais l'adaptation, le détournement ou encore le grignotage d'espaces déjà existants, construits pour une catégorie différente de population (Bayat *op. cit.*).

Comme nous l'avons vu dans les cas de Montecalvario, de Sant'Anna di Palazzo à Naples, ou encore à Wust-al-Balad au Caire, décrits dans le chapitre précédent, les habitants détournent et s'approprient les espaces patrimoniaux selon des marquages symboliques, pas forcément physiques d'ailleurs. Dans un environnement déjà construit, les habitants mettent en place des manières de se repérer, de toponymes propres, bref un système parallèle qui fait partie de leurs codes quotidiens et qui n'est pas toujours le même par rapport à la topographie officielle ou aux dénominations « externes ». Ces signes et repérages particuliers servent notamment à créer des « espaces de référence » à l'intérieur d'un centre historique indifférencié, et ainsi à se distinguer, à affirmer une appartenance identitaire et spatiale bien précise.

La création, l'interprétation et l'utilisation collective de désignations, de signes, de repères, de « codes territoriaux » (A. Arrif, 1999) ou encore la fabrication de toponymes participent à la construction du territoire : [...] il s'agit de passer de l'espace-paysage à un « espace de référence », celui duquel on se dit et qui permet de savoir à qui on a affaire (P.-Y. Saunier, 1994, 113). (Florin 2000, p.148).

Cette caractérisation nouvelle d'un espace existant ne serait qu'une facette d'une plus ample notion d'appropriation symbolique-identitaire de l'espace, que F. Ripoll décline de deux façons majeures : « *l'intégration d'un lieu symbolique déjà existant dans l'identité du groupe (haut lieu, lieu de mémoire, etc.) ; ou la production par le groupe lui-même d'un nouveau lieu symbolique qui lui soit immédiatement attribué* ». (Ripoll 2005, p.10).

La spécificité des appropriations populaires présentées dans le chapitre précédent réside dans son caractère très visible. Par leur présence matérielle, qui devient occupation physique et appropriation symbolique des espaces, les groupes subalternes se rendent visibles et « menaçants » aux yeux des autres catégories de la société urbaine. Pour ces raisons, les pratiques populaires sont l'élément clé de la disqualification des groupes subalternes : d'une part, elle rend compte de l'existence d'un décalage entre modes de vie et conditions socio-culturelles, de l'autre, ils servent d'argument « visible » aux aménageurs dans la construction d'un discours d'exclusion. L'appropriation populaire des espaces centraux se manifeste sous plusieurs formes, selon l'espace investi, les pratiques déployées ou encore la tangibilité de la présence populaire dans le dit espace. L'appropriation patrimoniale, qui se construit sur la mémoire collective des espaces urbains du quartier, renvoie à la distinction entre « patrimoine par destination » et « patrimoine par appropriation », établie par C. Gouy-Gilbert, M. Rautenberg et P. Ramon dans le cas des cités ouvrières françaises (1997). Le patrimoine du premier type, institué par les pouvoirs public et souvent correspondant aux symboles de la domination (politique, religieuse, etc.) peut ne pas correspondre aux patrimoines produits

collectivement par les groupes populaires qui habitent le quartier. Ce dernier se construit à la fois sur la mémoire populaire collective, sur la pratique quotidienne des espaces et sur les souvenirs localisés des habitants. La distance entre ces deux types de patrimoine peut créer un espace ségrégué et fragmenté, mais ouvre également la réflexion sur les patrimoines « autres », conçus par les groupes subalternes selon leurs propres critères et leurs propres moyens de transmission.

Cette « patrimonialisation populaire », construite sur la mémoire locale, permet aux habitants du quartier de s'y reconnaître et de s'y repérer, à la fois physiquement et symboliquement. Ce processus permet ainsi de créer les bases de l'appartenance au quartier, autour d'éléments qui diffèrent de ceux qui sont à la base de la « célébrité » du même quartier à l'extérieur : « *la mémoire collective nous permet de construire un ensemble de repères partagés pour nous situer collectivement dans l'espace et le temps* » (*Ibid.*, p.48). L'attribution d'une signification à un espace, à travers sa pratique, renvoie à la célébration du « génie des lieux », qui se stratifie et se construit à travers cette double action physique et symbolique (Cellamare *op. cit.*). L'espace n'est donc pas seulement un cadre matériel, ni une scène stérile où se sont déroulés certains événements, mais plus profondément un support à la recréation permanente de la mémoire collective, à travers l'imagination des individus qui composent le groupe. À chaque fois qu'une personne passe par une rue, entre deux immeubles, dans une place, elle reconstruit ce que ces espaces ont été pour elle-même et dans l'histoire du groupe (le quartier, la ville, le pays). Ainsi, cette mémoire collective est un outil de production de l'espace, car elle ne se borne pas à la remémoration d'événements ou d'organisations spatiales passés, mais concrétise une continuité historique dans les gestes et les pratiques actuelles des membres du groupe.

Dans ce sens, l'analyse des micro-territoires de l'appropriation populaire permet non seulement de connaître les aménagements et les comportements actuels, mais également de reconstruire une mémoire collective spatialement ancrée, qui concourt à la production de l'espace par les habitants (Halbwachs 1997 [1950]).

Dans les quartiers que nous avons étudié, plusieurs groupes d'acteurs interviennent dans la création d'un « sens des lieux » : les institutions publiques, qui se concentrent sur leur (prétendue) vocation patrimoniale ; les habitants et usagers issus des groupes dominants, qui confirment par leur présence la nécessité de cette destination valorisante ; enfin les habitants issus des groupes subalternes, qui opèrent dans ces mêmes espaces, mais plutôt selon des pratiques quotidiennes, complètement détachée du sens donné par les deux premiers groupes.

Cela mène à une vision de la ville en tant qu'espace où plusieurs appropriations et conceptions de l'espace se rencontrent et entrent en conflit. Ce qui est principalement mis en cause dans les discours de délégitimation de ces pratiques populaires, qui deviennent dans ce

processus des pratiques « subalternes », est justement leur droit d'appropriation des espaces, selon des pratiques qui brouillent les définitions officielles des lieux et les investissent de façons alternatives. L'empiètement des pratiques populaires dans les espaces patrimoniaux peut se faire de manières diverses, physiques ou symboliques, à travers des objets ou des présences d'individus, ou encore en agissant sur la perception des autres de ces mêmes espaces.

Nous allons également voir comment les pratiques et les appropriations populaires sont bel et bien des « prises de possession » des territoires centraux des villes étudiées, surtout en ce qui concerne l'échelle micro-locale de la vie quotidienne. Ces pratiques servent en effet, pour la plupart, à structurer ces « orbites habituelles » de la vie quotidienne des habitants issus des couches populaires. L'enjeu de la lecture de ces pratiques est dans la mise en lumière d'une présence populaire qui autrement, à travers la délégitimation subie, serait complètement effacée. Comme le suggère D. Pinson (1993), le concept d'appropriation renvoie à celui de liberté, à savoir la maîtrise dont un individu ou un groupe disposent sur leur espace de vie. Les groupes dominants imposent les normes et en possèdent la maîtrise : dans ce sens, l'appropriation correspond à cet interstice permettant aux dominés de s'échapper de la normalisation et de créer leurs propres espaces de liberté. L'habitat, et plus généralement l'espace de la vie quotidienne (*l'habiter*) sont directement liés à cette vision de l'appropriation comme liberté : « *Pour évoquer ce mouvement vers la liberté, Hegel dit qu'être libre, c'est « être chez soi », suggérant ainsi la pertinence de l'application du concept à l'habitat* » (Pinson 1993, p.151).

Une question qui traverse celle des appropriations populaires des groupes subalternes est celle des appropriations de l'espace par les immigrés, surtout dans le cas de Naples. Si les pratiques de l'espace limitrophe au logement, surtout dans le cas des *bassi*, est très similaire pour les Napolitains et les étrangers, l'appropriation de l'espace public n'est pas sans causer des tensions, voire des conflits. Ainsi, l'appropriation des squares publics de Porta Capuana par les immigrés, est perçue par les Napolitains comme un signe de dégradation importante de l'espace public et patrimonial²³⁷, selon des dynamiques qui peuvent être rapprochées de celles analysées par A. Miranda dans le cas des *badanti* d'Europe Centro-orientale (2015).

L'analyse de l'appropriation de l'espace nous mène à la définition d'un certain nombre de « territoires », qui se déclinent principalement à l'échelle locale, et qui structurent la présence dans la ville des habitants observés. D'un point de vue phénoménologique, ces territoires sont la résultante de l'attribution, à un certain nombre d'espaces, intérieurs comme extérieurs, d'un caractère de domesticité, autrement dit de la définition d'une série d'espaces

²³⁷ D'après nos observations et nos entretiens avec les habitants du quartier Carbonara, 2013.

domestiqués. Dans ce sens, l'espace approprié par l'habitant sera « *l'unité résultante de ses différentes territorialités auprès de divers espaces qu'il domestique* » (Hoyaux 2003, p.42). Ces territorialités pouvant investir à la fois l'espace domestique proprement dit, mais également l'espace limitrophe au logement, ou encore les espaces publics qui structurent la vie quotidienne, jusqu'aux territoires des affects et des liens sociaux en dehors du quartier. Parmi les lieux observés précédemment, nous pouvons citer à titre d'exemple la place Montecalvario à Naples, véritable lieu de vie quotidienne et espace de construction de liens de voisinage ; au Caire, les ruelles de Maspero, vécues entre le dedans et le dehors, peuvent être lues comme les éléments de territorialités des habitants au quotidien.

7.1.1 Le logement, entre « dedans » et « dehors »

Le logement, et plus largement l'espace domestique - composé par le logement proprement dit couplé à son espace limitrophe - constitue un élément fondamental dans notre étude de l'appropriation de la ville de la part des groupes subalternes : en effet, l'espace domestique nous informe à la fois sur le spatial et sur le social. Premièrement, il faut interroger l'espace domestique dans sa dimension spatiale, autrement dit dans son organisation et différenciation par rapport à d'autres espaces ; deuxièmement, il doit être appréhendé dans sa dimension de structuration et de reproduction sociale (Collignon, Staszak 2003).

Les habitations que nous avons observées dans les deux villes étudiées présentent des caractéristiques communes, quant à l'aménagement et à l'appropriation de leurs occupants, mais différent surtout en raison de l'histoire du quartier où ils se trouvent. En effet, l'histoire de l'aménagement et de l'occupation du quartier populaire de Maspero²³⁸ rappelle celle de plusieurs autres quartiers cairotes : des immeubles de plusieurs étages (même si dans le cas de Maspero ils ne montent jamais au-delà de R+4, contrairement aux quartiers informels de banlieue), occupés par des logements, avec des boutiques ou des dépôts en rez-de-chaussée. La vie de quartier est structurée autour d'une pratique du privé dans les étages et d'une pratique collective aux pieds des immeubles. Cette distinction n'empêche en rien d'observer des appropriations plus ou moins privées en bas des immeubles, ou des pratiques plutôt propres à la vie privée, se déroulant « dans la rue » (Figures 63, 64, 65 et 66).

À Naples, la typologie architecturale des logements observés constitue une particularité locale qui conditionne l'ensemble de l'appropriation de la ville de la part de ses habitants et les choix de projet de la part des aménageurs, mais qui a également une portée

²³⁸ Voir partie 2, chapitre 4.

énorme dans l’imaginaire sur Naples. Les *bassi*, des locaux en rez-de-chaussée des palais historiques, traditionnellement utilisés comme habitations, symbolisent « l’autre visage » de Naples, celui de la saleté et de la misère, qui constituerait le frein principal des ambitions de modernité et de normalité de la ville. Les modes de vie des occupants des *bassi* ne peuvent être étudiés en faisant l’impasse sur la spécificité de ce type architectural. Les appropriations sont fortement conditionnées par la morphologie des logements, notamment en raison de leur taille réduite (le plus souvent une pièce unique), mais également de leur emplacement en rez-de-chaussée, ouvrant directement sur la rue (Figure 67).

Si la notion d’« habitat », issue des domaines de la botanique et de la zoologie, nous informe essentiellement sur les conditions de logement, autrement dit interroge le « milieu de vie » des individus observés, le terme « habitation » renvoie plutôt à l’endroit où l’on demeure, que l’on constitue comme « chez-soi ». L’« habiter » sera ainsi l’action d’investir une habitation physiquement et symboliquement, le fait de demeurer quelque part, de construire un espace propre où s’ancrer. Cette dernière notion est celle qui nous intéresse de manière plus approfondie, car elle comprend à la fois l’organisation physique du logement – le fait de le rendre « habitable »²³⁹ - et sa construction symbolique comme espace de vie, d’un point de vue phénoménologique (Paquot 2007).

Plus en détail, l’action d’habiter comprend trois dimensions majeures (Lion 2015, p.114) : en premier lieu il y a l’*intimité*, autrement dit le fait de se sentir « chez soi », se détendre, se sentir à l’abri. L’espace domestique est alors le lieu de la construction d’une « sécurité ontologique », qui permet à l’être de se sentir en sécurité dans le monde et de l’organiser à partir d’un centre (Hoyaux *op. cit.*). Cette notion renvoie à celle d’écoumène, autrement dit de l’habitation comme « demeure de l’être » (Berque 2007, p.54). G. H. de Radkowski (2002), dans *Anthropologie de l’habiter*, explore notamment l’idée de l’habitation comme « centre » de son propre monde, en relation à un système plus vaste. Dans ce sens, le logement peut être vu comme le centre d’un ensemble mouvant plus large qui est l’habiter. Ce dernier prend alors la forme d’une « écume », autrement dit d’un réseau complexe où tous les éléments sont constamment reliés et s’influencent mutuellement (Lussault 2007). Cette vision prend en compte non seulement le logement en tant qu’espace physique, mais plus encore le

²³⁹ « Quant à « habitable », il vient du latin habitabiles, qui signifie tout simplement « là où l’on peut habiter », et qui sous-entend que ce qui est « inhabitable » ne permet pas l’« habitation ». » (Paquot *op. cit.*, p.9). Cette dimension de l’inhabitabilité, autrement dit de ce qui ne permet pas l’habitation a des sous-entendus importants pour notre étude : la catégorisation dans la législation des *bassi* ou des maisons de Maspero comme « non habitables », couplé à la conception de l’habitation comme une « norme » (*Ibid.*) - comme un attribut des individus « normaux », raison pour laquelle les SDF troublent l’ordre social constitué -, a pour conséquences l’identification de ceux qu’y habitent « quand-même » comme des *outsiders* (Becker 2012), des individus qui ne rentrent pas dans les normes basiques de la société, car ils habitent des endroits qui ne sont pas « habitables ».

« chez-soi » comme enveloppe première de l'être humain à partir de laquelle construire le reste.

La deuxième dimension de l'habiter est l'*appropriation*, qui consiste dans l'aménagement de l'espace selon ses propres besoins et ses goûts, mais également dans l'investissement de l'espace limitrophe au logement. Habiter ce n'est donc pas seulement occuper un espace, c'est « *s'approprier des volumes construits, marquer son territoire* » (Clavel 2002, p.208-209). Le logement constitue un espace localisé de définition de soi-même, et de délimitation entre un dedans et un dehors. Les seuils, notion centrale de cette analyse de l'espace domestique, accompagnent le passage de l'intime au privé, jusqu'au public, permettant également de situer l'habitation par rapport à son système²⁴⁰ (de Radkowski *op. cit.*) : un seuil se compose de plusieurs éléments formels, architecturaux ou symboliques. La porte et la fenêtre, dont la fonction change selon les époques et les pays, en fonction de déterminants matériels et culturels (Claval 2003), jouent un rôle fondamental dans la construction des liens sociaux à l'intérieur du « monde domestiqué » de l'habitant. Dans les *bassi*, la fenêtre et la porte sont presque toujours ouvertes, à la fois pour créer un lien avec l'espace limitrophe au logement et pour laisser pénétrer le quartier à l'intérieur de la maison. D'un côté donc, il y a le désir – et le besoin – d'augmenter l'espace dont on dispose pour la construction de l'intimité ; de l'autre, cette même intimité est faite du partage de la vie quotidienne avec les voisins et les proches. Ainsi, la fenêtre et la porte ne servent pas uniquement de source d'éclairage (souvent il n'y a qu'une fenêtre, ou même qu'une porte qui ouvre sur l'extérieur), mais de seuil de relation avec autrui : la mère de Mario, habitant de Montecalvario, après avoir préparé le repas tend une assiette à son fils à travers la fenêtre, pour qu'il aille manger dans son propre *basso*, situé dans la ruelle parallèle. Une autre fonction de la fenêtre est celle de source d'air, surtout pour laisser échapper les odeurs de produits ménagers dont se servent quotidiennement les maîtresses de maison : faire sortir de chez soi une odeur « de propre » et montrer, à travers les fenêtres à auteur de rue, que l'on a soigneusement nettoyé la maison, sert à construire la dignité de l'individu face aux autres²⁴¹. Bien qu'en situation de pauvreté, les habitants des *bassi* tiennent à « se montrer propres » et à exposer l'entretien soigné de leur logement :

²⁴⁰ « Nous retrouvons ainsi cette propriété de communicabilité, constitutive à l'habitation, que nous avons déjà rencontrée un peu plus haut. Bien que le moyen qui l'assure soit souvent matériellement le même – ouverture, seuil, porte ; voire sentier, chemin, route -, il présente toutefois deux aspects formellement différents : l'un concerne l'habitation relativement à son milieu « naturel », *ambiant* ; le second, l'habitation relativement aux autres habitations ; l'un exprime le rapport dedans/dehors, l'autre celui d'une « personne » (d'un « personnage » social) aux autres personnes (dont se compose socialement l'ensemble du système habitable), la manière dont elle est située quant à celles-ci (et qui décide de son statut individuel en tant que « personne »). » (de Radkowski *op. cit.*, p.126).

²⁴¹ Entretiens avec les habitants des Quartieri Spagnoli, printemps 2014.

Nettoyer, ranger [...], participent de ces actions renouvelées dans le temps, dont l'objectif n'est pas seulement de rendre propre mais d'instituer un rapport au monde et à l'autre. C'est aussi une mise en ordre de soi en même temps que de son espace. (Segaud *op. cit.*, p.95).

Faire le ménage au quotidien sert également à remettre de l'ordre dans un espace investi par des éléments et des dynamiques multiples, d'autant plus en raison de son exigüité : personnes, animaux, objets, qui se déplacent, se superposent, se rencontrent et entrent en conflit. La « remise en ordre » quotidienne devient alors « rappel à l'ordre » (Filiod 2003) et purification de soi en même temps que de l'espace. La télévision, allumée presque en permanence dans les *bassi*, constitue une « fenêtre virtuelle » (Claval *op. cit.*, p.74), ouverture supplémentaire sur le monde extérieur, qui représente également un moyen d'évasion d'une réalité souvent difficile au quotidien.

L'espace domestique est approprié par ses occupants selon leurs propres compétences, et ce malgré les impositions des planificateurs. Les éléments symboliques sont fondamentaux dans le processus d'appropriation et de transformation du logement, dans une définition du logement qui devient définition de soi (Fijalkow 2016 [2011]). Les *bassi* napolitains font l'objet d'une appropriation importante, qui les a rendu, au fil de l'histoire, de plus en plus proches des logements « classiques » : des taudis d'une seule pièce où s'entassaient les occupants, les *bassi* – surtout ceux des Quartieri Spagnoli – sont devenus des logements exigus, certes, mais dotés de tous les équipements nécessaires. Cependant, une différence fondamentale existe entre les *bassi* napolitains et d'autres types de logements constitués par une seule pièce, comme ceux étudiés, par exemple, par C. Rosselin (2002). Les « chambres de bonne » occupées par les étudiants, ou les foyers de travailleurs ou de migrants, sont en effet conçus et habités comme une étape provisoire dans la carrière résidentielle de leurs occupants. L'appropriation qui en résulte est limitée, jusqu'à l'utilisation d'une terminologie adaptée : « résidents », plutôt que locataires, qui payent une « redevance » qui n'est pas un loyer. Les occupants des *bassi*, au contraire, ne font jamais mention dans leurs discours d'une condition temporaire d'occupation, mais au contraire insistent lourdement sur leur enracinement, dans le quartier comme dans la maison. Cet enracinement est visible dans le discours des interviewés, qui se considèrent des « enfants du quartier » et confirment l'intentionnalité de leur choix de logement par l'évocation de la possibilité d'un départ : « *J'aurais pu partir d'ici moi : mon père nous a acheté des maisons en banlieue, mais ma mère est ici, je ne veux pas la laisser, et pareil pour mes frères et sœurs* »²⁴².

Un autre élément qui manifeste une appropriation du chez-soi forte et dénuée de tout caractère transitoire est l'aménagement du logement. Les transformations de l'intérieur,

²⁴² Entretien avec Mario, habitant un *basso* à Montecalvario, printemps 2014.

l'achat de meubles et d'équipements, mais également la décoration de l'extérieur et les appropriations de l'espace limitrophe signalent une occupation à long terme, voire sur plusieurs générations. Un grand soin est dédié, par les familles occupant les *bassi*, aux équipements du quotidien, comme la cuisine (souvent très bien meublée et équipée d'électroménager à la pointe de la technologie), ou encore aux espaces traditionnels de la vie familiale, comme l'armoire ou le lit de la chambre parentale. Encore, la télévision et autres équipements électroniques sont toujours présents. En font souvent les frais les chambres des enfants, réduites à des canapés-lits ou des meubles transformables dans un coin de la pièce principale. Quand les logements font une seule pièce, l'aménagement de « coins » dédiés aux différentes fonctions de la vie quotidienne sert d'ordonnancement des sous-espaces de la pièce (*Ibid.*), comme dans le cas de la famille de M. Gaetano, chef d'une famille nombreuse en situation de grande pauvreté, dont tous les membres occupent le même *basso* grâce à une articulation de sous-espaces encastrés (Figure 68).

L'appropriation micro-locale de l'espace limitrophe au logement, en plus d'avoir des fonctions pratiques, sert également de marquage symbolique du territoire urbain, afin de donner du décor à une habitation autrement considérée comme misérable. Des petits murs délimitent un espace d'environ 1m de profondeur devant la porte, décoré avec un sol carrelé et agrémenté de plantes vertes, que les habitants appellent le « balcon du *basso* » ; les menuiseries et les portes sont recherchées en tant que signe d'une dignité à réaffirmer. Comme nous le verrons plus en détail, ces aménagements de l'espace limitrophe, qui constituent des véritables « prolongements du chez-soi » montrent bien que le *basso* n'est pas seulement un logement, mais le noyau d'une appropriation de l'espace urbain qui mélange privé et public, intime et collectif, activité économique et loisir, bref le signe d'une lecture différente de l'espace et de ses fonctions.

Ceci nous conduit à la troisième dimension de l'habiter, l'*ancrage*, autrement dit le fait de s'inscrire dans la temporalité, d'envisager l'emplacement dans la durée, de nouer des relations de voisinage. L'ancrage constitue une dimension fondamentale dans notre analyse puisqu'elle permet d'explorer la question de l'attachement au logement, même quand ce dernier semble très éloigné des conditions d'habitat considérées « normales ». Nous avons déjà souligné comment les occupants ont réussi, au fil du temps et des avancées technologiques, à rendre les *bassi* de plus en plus confortables, cependant la seule « salubrité » physique n'explique pas le choix d'emménager ou de rester dans un certain logement. La même analyse peut être faite pour les habitants de Maspero, dont les immeubles très anciens et dégradés deviennent de plus en plus difficiles à habiter pratiquement. La dimension de l'ancrage inscrit les habitants dans une temporalité longue, sur laquelle s'appuie la construction de l'appartenance au quartier. En effet, habiter un *basso* (ou un appartement de

Maspero) ne correspond pas uniquement à occuper un certain logement, mais plutôt à habiter un quartier - d'ailleurs très bien placé dans la ville. Les habitants, dans leurs discours, s'appuient souvent sur une mémoire collective et sur la célébration d'une ancienneté familiale d'établissement, un statut d'« habitants historiques » des lieux : dans leurs récits, les conditions actuelles se mêlent à celles du passé et se référer à « nous, les habitants », n'est pas seulement parler de soi-même, mais de tous ceux qui les ont précédés dans les lieux.

Historiquement, les occupants des *bassi*, à cause de l'exiguïté des espaces, déplaçaient bon nombre de leurs activités quotidiennes à l'extérieur du logement, dans la rue sur laquelle s'ouvrait la porte. La vie dans les ruelles, faite de ces petites occupations précaires, du travail à la journée aux expédients plus ou moins légaux, a nourri le stéréotype du Napolitain qui survit sans travailler, grâce à « l'art de la débrouille » (Cotugno, Pugliese 2002). Aujourd'hui, tout en réfutant l'image des *bassi* qui a fait fortune dans la littérature sur Naples, qui associe l'insalubrité de l'habitat avec la déviance de ses occupants (Celotto 2012), nos enquêtes révèlent que les habitants conduisent la plupart de leur vie quotidienne dans le quartier, où ils tissent des relations de confiance avec les commerçants et les voisins²⁴³. Les pratiques se structurent selon l'âge, le sexe et la composition familiale : les personnes âgées organisent des tournois de cartes devant la porte de leur *basso*, tandis que les femmes étendent le linge sur des structures montées sur les murs à côté de la porte. Le mobilier de jardin, installé devant l'entrée, permet aux mères de famille d'accueillir les voisines en même temps qu'on surveille les enfants jouant dans la rue. Dans les entretiens, les habitants affirment habiter « une rue » plutôt qu'un *basso*. Ces activités quotidiennes, propres de la vie intime et de la sociabilité d'un voisinage très proche, où tout le monde se connaît, donnent l'impression, quand l'on parcourt les *Quartieri*, de pénétrer dans une grande maison, dont les ruelles seraient de longs couloirs (*Ibid.*).

²⁴³ Entretiens avec les habitants du centre historique de Naples, 2013 et 2014.

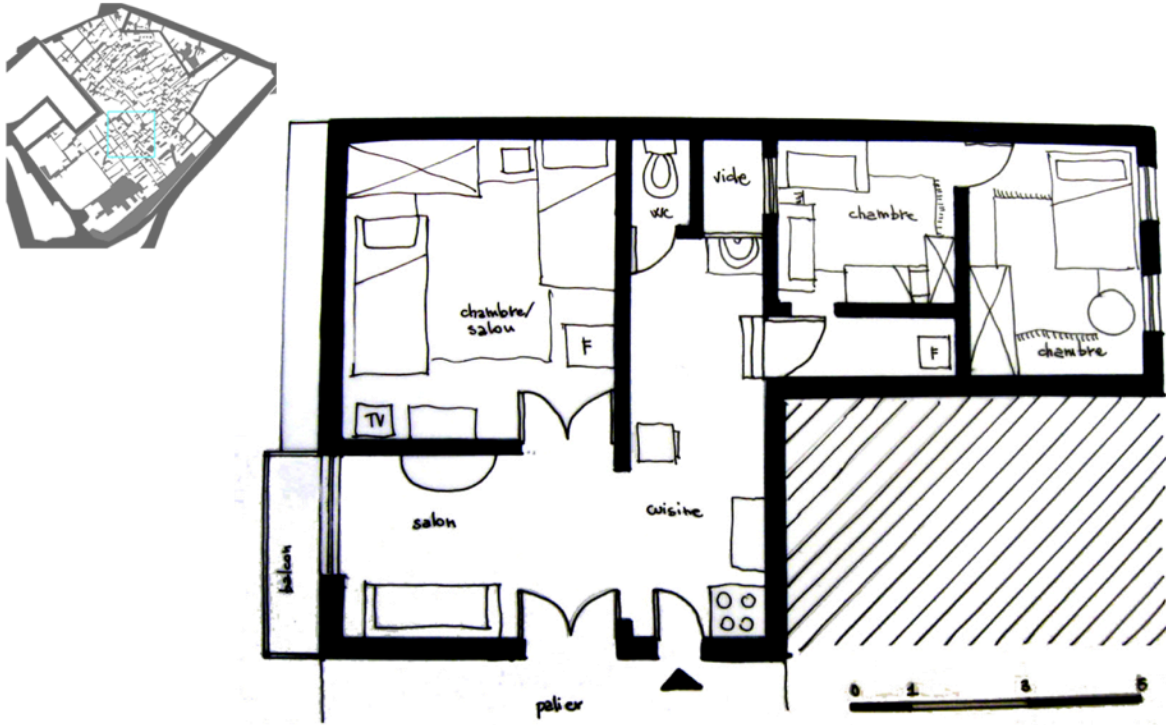


Figure 63. Relevé habité et photos d'intérieur du logement de Safaa Z. Maspero.

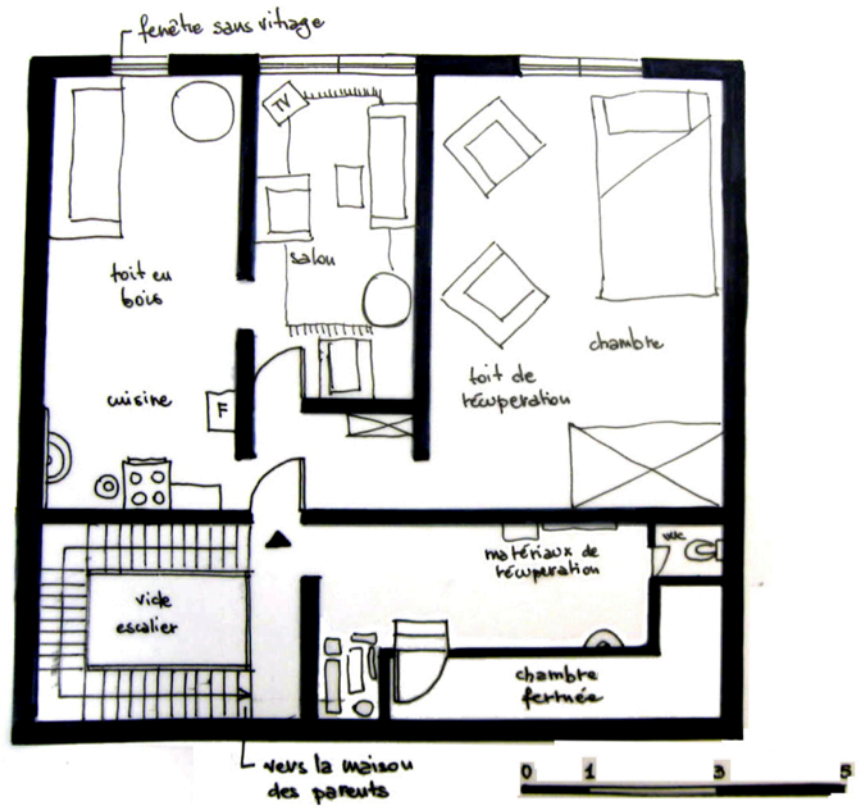


Figure 64. Relévé habité et photos d'intérieur du logement de Salim F., Maspero.

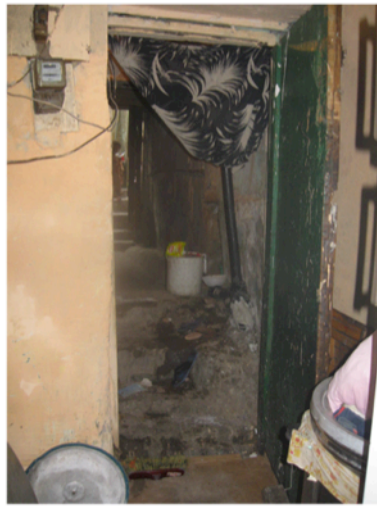
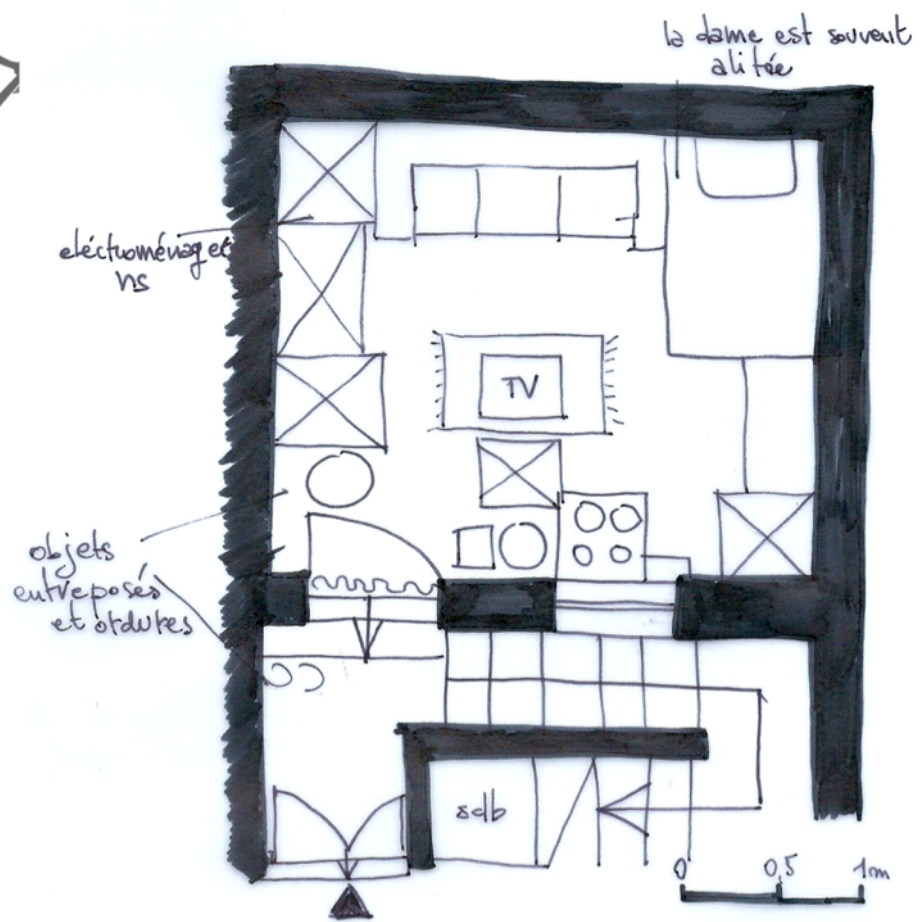


Figure 65. Relévé habité et photos d'intérieur du logement de Gina E., Maspero.

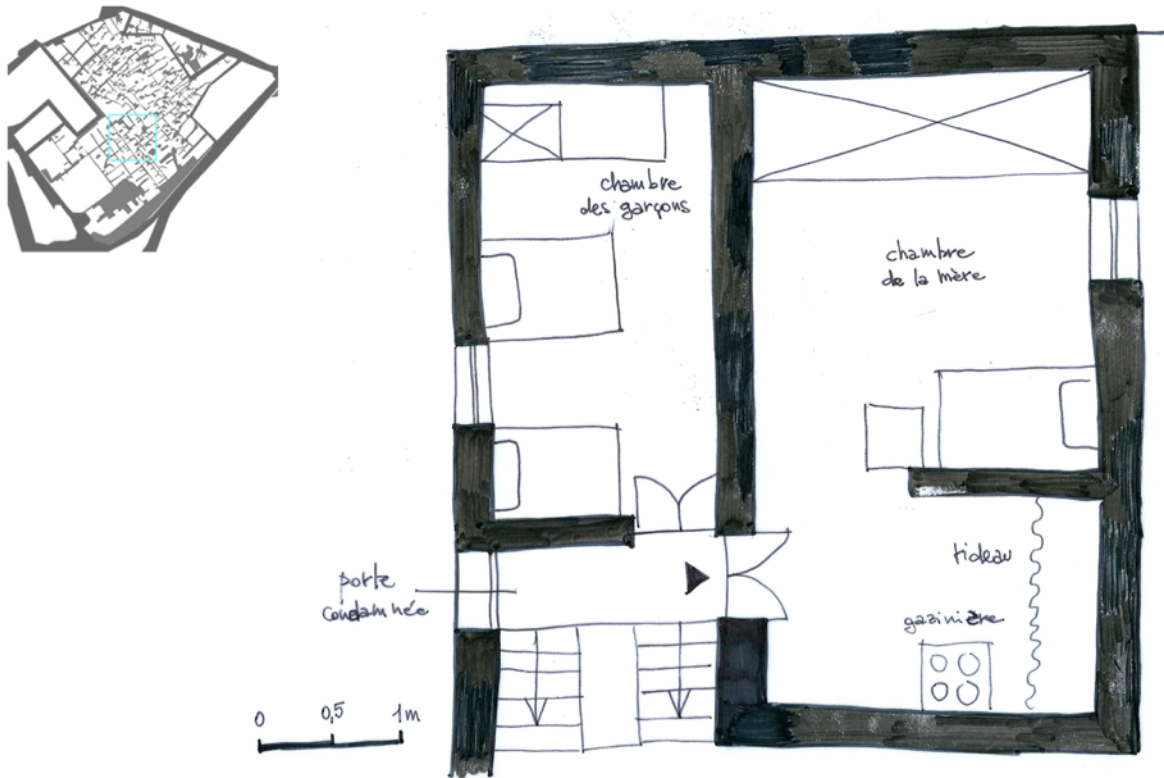
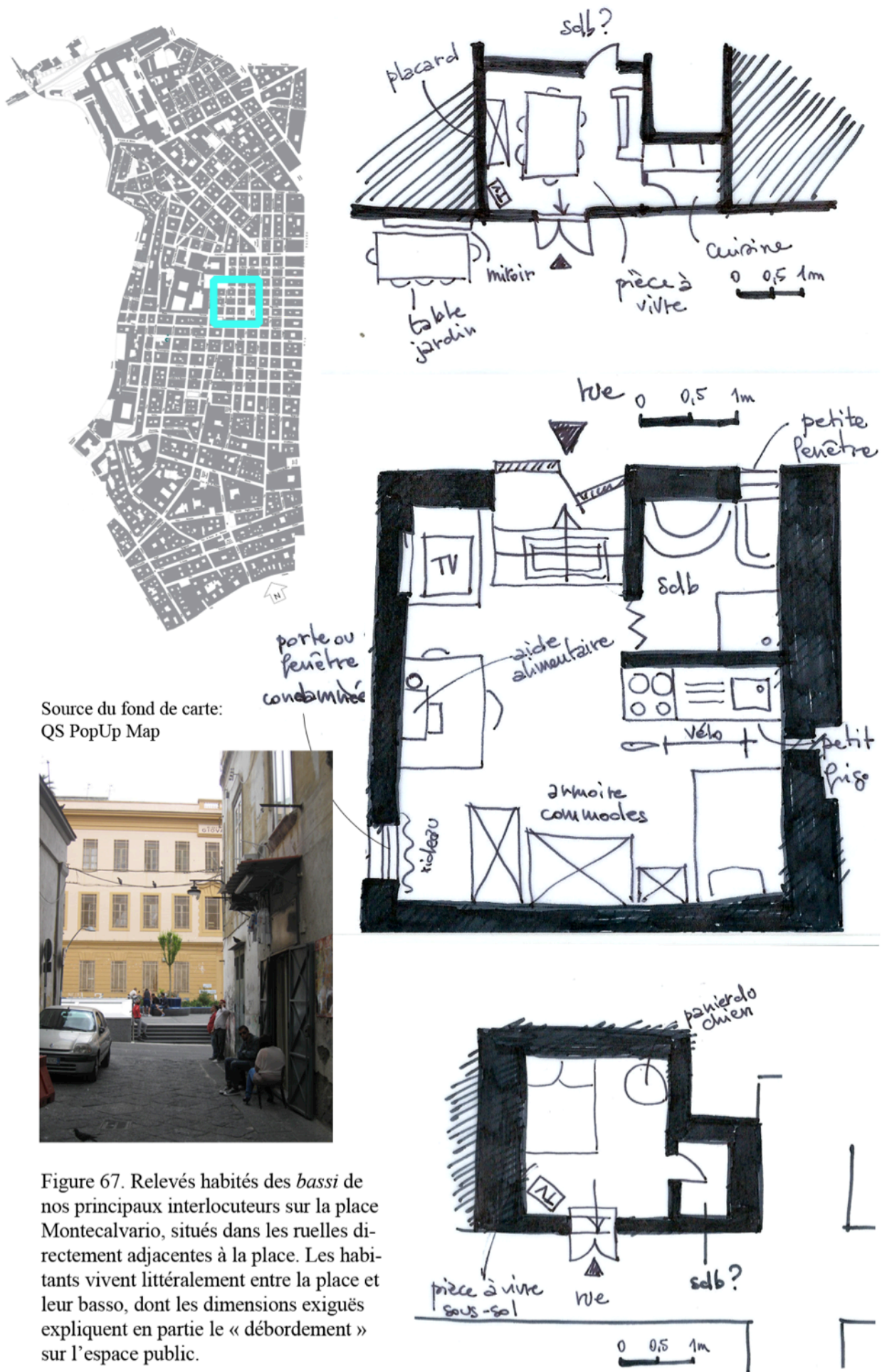


Figure 66. Relévé habité et photos d'intérieur du logement de Dina S., Maspero.



Source du fond de carte:
QS PopUp Map

Figure 67. Relevés habités des *bassi* de nos principaux interlocuteurs sur la place Montecalvario, situés dans les ruelles directement adjacentes à la place. Les habitants vivent littéralement entre la place et leur basso, dont les dimensions exiguës expliquent en partie le « débordement » sur l'espace public.



Figure 68. L'espace domestique, une organisation de l'intimité par "coins" qui suit la disponibilité des volumes. Les différentes affectations des espaces sont réunies dans une seule pièce, et les membres de la famille organisent leurs journées en conséquence. Pour cela, le dehors constitue un espace fondamental de développement des pratiques, et cela commence dès le seuil de la maison.

7.1.2 L'espace limitrophe au logement (1) : la ruelle comme prolongement du chez-soi

Une personne se promenant dans un quartier populaire peut vivre cette expérience de manière très différente, suivant notamment son appartenance socio-culturelle. Si le regard du chercheur, qui déambule pour des raisons précises d'observation, se devrait d'être neutre, plusieurs expériences démontrent que, même dans un contexte d'enquête, les prénotions et les représentations propres au vécu et à l'appartenance de la personne qui « regarde » ont un impact important sur l'expérience d'enquête²⁴⁴ (Hall 1971 ; Jounin 2014). L'environnement du quartier est en effet imprégné de toute une série d'odeurs, de bruits, de visions plus ou moins familiers aux yeux de celui qui traverse les ruelles du quartier. Selon J.-P. Thibaud (2002), l'« ambiance » d'un lieu n'est pas quelque chose de subjectif, mais une donnée objective, qui caractérise l'espace de manière collective. Notre analyse des Quartieri Spagnoli et de Maspero nous conduit à prendre des distances de cette vision : en effet, d'après notre expérience et nos enquêtes, l'ambiance, autrement dit le ressenti d'un individu à l'intérieur du quartier, diffère de manière considérable selon l'origine de la personne en question. Si pour les habitants du quartier, les éléments sensibles²⁴⁵ contribuent à la création d'une ambiance dans laquelle se sentir « chez-soi » et pouvoir situer autrui (Young, Willmott *op. cit.*), chez les « extérieurs » cela peut être source d'inquiétude, due à une interprétation différente des signes et signaux. En effet, les traces de l'appropriation populaire peuvent facilement informer sur la nature du lieu, et plus particulièrement s'il est utilisé par un groupe ou pas un individu, s'il est utilisé fréquemment ou occasionnellement et pour quelles raisons. En empruntant les impasses ou les escaliers urbains, il est très facile de se retrouver dans des espaces qui sont remplis d'objets personnels des habitants, ou devant un mémoriel familial, couvert de photos de défunts.

Cette forme d'« intrusion » dans un espace public, mais investi par des éléments de la vie privée peut être fréquent en se baladant dans des quartiers comme Maspero au Caire ou les Quartieri Spagnoli à Naples. Dans les deux autres quartiers étudiés (Wust-al-Balad et Centro Antico) les appropriations populaires subissent des limitations dues au caractère patrimonial du quartier, prenant ainsi plutôt la forme de détournements d'usage et autres pratiques comportementales ; en revanche, les appropriations à Maspero et aux Quartieri Spagnoli, plus résidentiels, prennent davantage la forme de marquages physiques de l'espace. Les habitants

²⁴⁴ Cela est vrai dans les deux sens. Dans *Voyage de classes (op. cit.)*, N. Jounin illustre parfaitement les efforts d'étudiants en sociologie, issus de quartiers populaires de la banlieue parisienne, pour « observer » un quartier riche sans que leur regard soit faussé par des prénotions. De même, les habitants et les travailleurs du terrain d'étude, le 8^e arrondissement de Paris, n'arrivent pas à détacher le rôle de jeunes enquêteurs de celui de « banlieusards », avec toutes les dynamiques de pouvoir que cela implique.

²⁴⁵ Autrement dit, dont on a une expérience sensorielle. J.-P. Thibaud identifie six dimensions d'expérience de l'ambiance : la spatialité, l'intersensorialité, l'affectivité, la socialité, la corporéité et la temporalité.

des *bassi* et de Maspero investissent l'espace autour de leur logement de manière très marquée, à la fois d'un point de vue physique et symbolique²⁴⁶. Ainsi, entre l'espace de l'intimité totale et l'espace public, approprié à travers les relations de voisinage et les activités quotidiennes, se dessine un espace « entre-deux », qui n'est pas privé au sens juridique mais n'est pas non plus public, au sens de l'usage qui en est fait (Figure 69).

Pour caractériser cet espace, nous reprenons en partie la définition de F. Navez-Bouchanine, qui dans le cas des villes marocaines, parle d'espace « non-privé » (1990). En ce qui concerne les appartements, cet espace intermédiaire peut être le palier ou le couloir de l'immeuble : il sera alors rempli de poussettes, d'étendoirs à linge, de chaussures et d'autres objets de la famille. Quant aux *bassi*, donnant directement sur l'espace public, les appropriations peuvent occuper les murs à côté de la porte, l'espace au sol et le mur juste en face, les gradins les plus proches des escaliers urbains ou encore les cours intérieures des immeubles historiques²⁴⁷.

L'appropriation de cet espace dans les deux villes étudiées se fait, selon deux modalités principales, qui nous rappellent les travaux de F. Navez-Bouchanine sur les villes marocaines : la première consiste dans « l'expansion ou extension du logement », à travers « des usages et des appropriations de l'espace qui appartiennent généralement à la sphère privée, intérieure, et qui sont, soit occasionnellement, soit durablement, déployées sur cet espace limitrophe » (*Ibid.*, p.140). Cette modalité est très visible, surtout dans les *bassi* napolitains, où l'exiguïté de l'espace donne lieu à une grande variété d'appropriations extérieures. Les *bassi* s'ouvrent le plus souvent sur une rue avec un passage fréquent de personnes et de véhicules (scooters, plus rarement voitures) complètement étrangers aux habitants. Ceci est vrai surtout pour les *bassi* qui donnent sur les ruelles du maillage principal des Quartieri, servant de passage et de transit quotidien dans le quartier et à travers la ville ; la situation change pour ces *bassi* qui s'ouvrent sur une cour intérieure ou sur un impasse. Dans ces derniers cas, les marquages physiques de l'appropriation ne sont plus éphémères ou faits d'éléments physiques mobiles, qui peuvent être enlevés pendant la nuit ou en cas de besoin : l'appropriation se fait désormais à l'aide de petites architectures durables, bien que de fortune, comme une couverture pour protéger le linge étendu, greffée au mur d'en face, ou l'aménagement de véritables patios avec vérandas devant l'entrée de la maison. Ces appropriations font partie de la seconde modalité, qui « constitue à prendre des dispositions, matérielles ou non, pour soustraire cet espace limitrophe à l'usage que pourraient en faire

²⁴⁶ À propos des différents degrés d'investissement d'un individu dans son espace de vie, voir les « familles » établies par B. Allen (2003).

²⁴⁷ Dans le cas de *bassi* s'ouvrant sur une cour intérieure, très nombreux dans les anciens palais napolitains, on parlera de *fondaci*.

les autres » (*Ibid.*). L'aménagement et la décoration de ce qui est appelé, par les habitants, le « balcon du *basso* », fait partie de ces appropriations destinées à la fois à marquer l'espace comme appartenant à la personne qui habite le *basso*, donc infranchissable, et à rendre l'espace « habitable ».

L'éventail des décorations des « balcons de *basso* » va du plus simple au plus élaboré, dans une échelle de durabilité des matériaux et de recherche de la décoration, qui donne à voir des habitations très travaillées²⁴⁸. Le « modèle de base » prévoit l'aménagement d'une petite devanture carrelée, qui sert d'habitude également à combler l'écart de niveau entre le logement et la rue en pente. Les modèles successifs verront l'ajout d'une rambarde ou d'un muret délimitant la zone carrelée, qui peut marquer l'accès à cette dernière par une grille. La hauteur de cette dernière, qui ne dépasse jamais le mètre de hauteur, montre bien qu'il s'agit d'une délimitation symbolique plus que physique. De la grille peuvent s'élever des piliers soutenant une couverture, souvent en plastique, pour protéger le « balcon » de la pluie et pouvoir y installer les objets du quotidien. Dans les cas de « balcons » très aménagés, les occupants installent des véritables vérandas avec des vitres, qui créent un environnement complètement fermé à l'extérieur.

Plus importants encore que l'aménagement physique, ce sont les « actions sur les objets et le déplacement des habitants dans l'espace qui viennent se substituer aux cloisons, [...] en redéfinissant les espaces vécus » (Rosselin *op. cit.*, p.108). Qu'ils soient plus ou moins aménagés, les occupants se servent de ces « balcons » comme de véritables pièces supplémentaire à leurs *basso* : dans ce sens, l'aménagement du balcon fait partie de ces transformations qui servent à rendre « habitables » des locaux qui ne le sont pas à la base. Une autre pratique très courante consiste dans l'aménagement d'une mezzanine, afin d'exploiter la hauteur sous-plafond des anciens immeubles, souvent élevée.

La décoration fait également partie de ces pratiques visant à faire ressembler le *basso* à une « véritable » maison. Les plantes vertes, parfois très nombreuses sur un seul « balcon », sont parmi les décorations les plus courantes. Une attention particulière est accordée à la porte d'entrée, souvent très soignée, décorée et propre : les numéros de rue en faïence et autre carrelage décoratif entendent donner aux *bassi* un air de petites villas urbaines. La décoration du « balcon du *basso* » et plus généralement de l'espace extérieur du logement est liée aux mêmes dynamiques qui règlent l'organisation de l'intérieur, visible depuis la rue à travers les fenêtres et les portes, presque toujours ouvertes. En effet, le marquage physique du *basso* est également un marquage symbolique, censé informer les voisins et les passants sur la

²⁴⁸ Un travail effectué au printemps 2014 dans le cadre de l'atelier « Pop Up Map » du DIARC – Département d'Architecture de l'Università degli Studi di Napoli Federico II, a exploré les différentes typologies d'aménagement des « balcons de *basso* » observables dans les Quartieri Spagnoli.

respectabilité de la famille. Si l'extérieur du logement joue un rôle de « face » extérieure des individus qui l'occupent, autrement dit sert à présenter les habitants au monde extérieur, cela explique l'importance de la façade du logement dans la relation à autrui (Hall *op. cit.*). Ce positionnement n'a pas seulement une fonction protectrice donc, mais également démonstratrice des possibilités et des intentions des occupants. Premièrement, la décoration du *basso* sert à asseoir la présence de la famille occupante dans le logement, qui devient, par l'intervention architecturale, mais aussi esthétique, un endroit « digne » : ainsi, la décoration devient gage de décor. Le fait de montrer, à travers une décoration et un aménagement de l'espace qui peut être très poussé, les possibilités d'appropriation du logement, permet également de faire montre d'une *réputation* vis-à-vis des voisins et des autres usagers de la ville (Fijalkow 2016 *op. cit.*) (Figures 70, 71, 72 et 73).

Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, l'appropriation de l'espace limitrophe au logement, qu'elle soit à des fins privés, commerciaux ou de loisir n'est pas sans provoquer des tensions au sein du voisinage. Comme le soulignent plusieurs auteurs (Haumont, Morel 2005 ; de Villanova 2007), l'espace intermédiaire a été progressivement intégré au projet architectural par les aménageurs eux-mêmes, qui ont reconnu dans les cours, les halls et les couloirs des espaces incontournables pour la construction du voisinage dans les immeubles d'habitat collectif. Comme nous l'avons évoqué plus haut, F. Navez-Bouchanine observe, dans le cas des villes marocaines, l'existence d'une hiérarchie des rues, de la plus intime à la plus exposée, qui accompagne l'habitant dans l'établissement de ses rapports à autrui. Dans le cas cairote les ruelles peuvent être analysées sous ce point de vue hiérarchique, mais cela n'est pas possible à Naples, où les *bassi* s'ouvrent directement dans la rue, sans justement aucun filtre avec l'espace intime. Le caractère intermédiaire des espaces est alors plutôt décelable dans l'usage : les habitants des *bassi* aménagent cet espace comme une pièce supplémentaire, sans cependant aucune marque physique en dehors de leurs objets personnels. Même quand les occupants ont aménagé un « balcon » à leur *basso* », celui-ci ne constitue pas un « espace intermédiaire », puisqu'ils devient de fait un prolongement d'un espace privé. Ainsi la ruelle, les façades des immeubles et les seuils des *bassi* ne sont pas des espaces intermédiaires (Moley 2005), mais des espaces complètement publics : leur « privatisation » par les habitants est vécue par les autres comme une stratégie de « construction territoriale à visée identitaire » (Morel 2005) et donc comme une menace de dépossession d'un territoire commun d'un point de vue physique et symbolique. Le ressenti de cette « menace » conduit certains habitants à se mobiliser activement contre les « tribus » formées par les habitants pauvres, et alimente le discours dominant de disqualification morale et civique des groupes subalternes.



Figure 69. Le seuil du *basso*, filtre entre le dedans et le dehors. Les habitants regardent la rue et recontrent les voisins à travers l'unique fenêtre de leur logement. La porte, très souvent ouverte quand les habitants sont à la maison, laisse entrer l'air et attire les regards: pour cette raison, les intérieurs sont souvent impeccables.



Figure 70. Le “balcon du *basso*” (1): appropriation et marquage physique de l'espace autour du logement. Dans la plupart des cas, l'appropriation de l'extérieur du *basso* consiste dans l'aménagement d'une porte blindée, parfois renforcée par des grillages, et/ou la décoration du mur autour de la porte.



Figure 71. Le “balcon du *basso*” (2): appropriation et marquage physique de l’espace autour du logement. Les versions “ibasiques” se limitent à la couverture du sol, sur 1m environ, souvent en guise de marche pour combler la pente de la rue. Le carrelage autour de la porte d’entrée et de l’unique fenêtre sert à la fois d’ornement et de marquage de la propriété.



Figure 72. Le “balcon du basso”(3): appropriation et marquage physique de l'espace autour du logement. Les versions “intermédiaires” comportent une devanture carrelée, plus ou moins protégée par une grille ou un muret. Des décorations viennent agrémenter l'entrée du logement, dans un style presque pavillonnaire.



Figure 73. Le “balcon du basso” (4): appropriation et marquage physique de l’espace autour du logement. Les versions les plus “abouties” protègent entièrement l’entrée du logement par une veranda, qui privatise l’espace limitrophe au logement et en augmente la surface.

Ce caractère troublant de l'espace limitrophe au logement se trouve dans le fait qu'il brouille les limites socialement reconnues entre les différents types de « distances », au sens de E. T. Hall (*Ibid.*)²⁴⁹. Selon ce dernier, il existe différents degrés de distance que les individus placent entre eux au sein de leurs activités et de l'organisation de leurs espaces de vie. Selon l'auteur, l'établissement de ces distances varie en fonction de l'appartenance culturelle des individus : nous postulons qu'il change également en fonction de la position sociale et du mode de vie. L'espace limitrophe au logement devient alors un espace « à organisation semi-fixe » pour les habitants des *bassi*, alors que pour les « extérieurs » il devrait plutôt être un espace « à organisation fixe » (*Ibid.*), régi par des règles de comportement collectif en public et de présentation de soi (Goffman 1973 *op. cit.*).

Les conflits autour des usages des espaces limitrophes aux logements témoignent de l'existence de normes dominantes qui définissent des manières univoques de signifier l'espace : A. da Silva et M.-A. Vogel (2002) montrent que le lien entre type d'espace et fonction et les oppositions binaires qui en découlent (maison/rue, privé/public) sont des définitions arbitraires, qu'un changement de perspective pourrait totalement inverser²⁵⁰. L'espace limitrophe aux *bassi*, tout comme la « rue » du quartier étudié par les auteurs, n'est pas un espace signifié de manière figée, mais il est redéfini à chaque moment, selon les moments de la journée, les relations contingentes ou les usages. Si l'établissement de normes sur l'occupation et l'aménagement des logements est limité par la nature privée de l'habitat, la pratique de son espace limitrophe sert d'argument de délégitimation à travers cet arbitraire d'usage et de signification érigé en norme universelle. La disqualification des habitants des *bassi* s'opère ainsi à travers l'établissement de normes de la part des professionnels de l'aménagement, qui se donnent pour mission d'« éduquer la population » à travers la définition de la morphologie des espaces²⁵¹. Des expériences comme celle du logement « social » en France, analysées par J.-P. Flamand (1989), montrent que la politique du logement peut faire partie d'une politique sociale plus large ambitionnant à transformer la

²⁴⁹ Selon l'auteur, les « distances » que les individus placent entre soi et autrui dans les contextes sociaux peuvent être divisé en quatre catégories majeures, chacune déclinée en modes « proche » et « lointain » : les distances « intime, personnelle, sociale et publique » correspondent ainsi à autant de comportements des individus en société (*Ibid.*, p.144).

²⁵⁰ « Ainsi, dans cette perspective, catégories et espaces sont relatifs. Ce qui est public dans ce contexte peut être privé dans un autre ; ce qui est maison vu sous un certain angle peut être rue vu sous un autre. » (*Ibid.*, p.180).

²⁵¹ C. Secci et E. Thibault (2005) citent les architectes du CIHBM, congrès internationaux des habitations à bon marché (1889-1913) et des CIAM congrès internationaux d'architecture moderne (1928-1959), qui travaillent à la définition et à l'aménagement des espaces intermédiaires de l'habitat collectif dans un but affiché d'éducation et de contrôle, notamment morale et politique : « La réflexion se porte alors sur une stratégie globale visant à inculquer de nouvelles normes pour la vie quotidienne : si la couche populaire est habituée à vivre hors du logement (Flamand 1989 : 50), il faut désormais lui apprendre à habiter chez soi et chez soi seulement (Eleb 1994), comme l'indique l'emploi récurrent des termes « home » ou « foyer ». ».

société, autrement dit à « moderniser » les couches populaires par le biais de nouveaux modes de vie.

La troisième typologie d'espace individuée par Hall, « l'espace informel », pose également problème dans les interactions entre les individus issus des groupes subalternes et les autres citoyens, même si elle fait référence aux comportements quotidiens plutôt qu'à l'organisation de l'espace en soi. Les manières de s'adresser aux autres, l'espacement et les postures des corps dans l'espace, le ton de la voix ou la gestualité chez les classes populaires sont perçues comme des comportements violents et agressifs par les « autres » citoyens, qui deviennent très sensibles aux « incivilités ». Le malaise de ces derniers est causé par leur adhésion à une norme intériorisée de comportement dans l'espace public, qui ne serait donc pas respectée par les groupes subalternes (Elias 1976 [1936]). Les gestes, les tons, jusqu'à l'utilisation d'un dialecte très strict dans les échanges verbaux, constituent des éléments d'éloignement pour les citoyens issus des catégories sociales moyennes et supérieures, et sont source d'incompréhensions. Les comportements des groupes subalternes sont alors interprétés comme la manifestation d'une « incivilité » et de l'impossibilité de toute communication.

L'appropriation de l'espace limitrophe au logement permet donc, comme nous l'avons évoqué plus haut, non seulement de fournir un supplément de surface et de volume aux logements, servant donc de dépôts, de stockage etc., mais également de se situer par rapport au système du quartier. Les extensions au-delà de l'espace proprement privé peuvent être faites à partir du logement, comme dans la plupart des cas, mais elles peuvent également concerner d'autres domaines de la vie quotidienne, comme le travail, le loisir ou la construction de la mémoire. Dans ce sens, la façade revêt une importance fondamentale dans les modalités d'appropriation : en tant qu'espace limitrophe par excellence, car il conserve un lien physique avec l'intérieur qu'il délimite, la façade est considérée comme un élément de présentation de soi à l'extérieur (Figures 74, 75 76 et 77).



Figure 74. La ruelle comme prolongement du chez-soi. Devant les entrées des logements.



Figure 75. La ruelle comme prolongement du chez-soi. Quand les logements s'ouvrent sur une placette, sur une cour ou sur un escalier, autrement dit sur des espaces moins empruntés par la circulation, la présence d'objets personnels est plus durable et les objets sont plus dispersés, au lieu d'être rapprochés de la porte du logement.



Figure 76. La ruelle comme prolongement du chez-soi à Naples. Du nettoyage de l'espace devant la porte, à l'installation de mobilier (une chaise, un fauteuil, une table, etc.), la ruelle est appropriée telle un véritable espace supplémentaire permettant d'"agrandir" la maison.

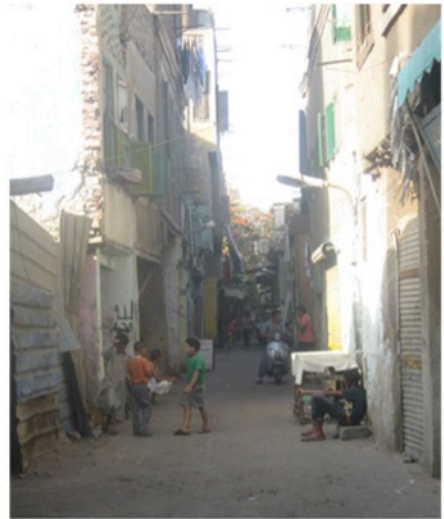


Figure 77. La ruelle comme prolongement du chez-soi au Caire. Les habitants installent des objets de manière plus ou moins durable, utiles à la vie quotidienne. Rencontres travail, détente: une grande partie de la journée se passe dans la ruelle.

7.1.3 L'espace limitrophe au logement (2) : la vie quotidienne et la construction de la mémoire

En ce qui concerne les pratiques économiques et commerciales, il n'est pas rare de trouver, dans les quartiers étudiés, des commerces reposant presque intégralement sur la façade autour d'une fenêtre, grâce à des étals greffés sur les volets, qui permettent de présenter la marchandise (cigarettes, petite épicerie, gâteaux, etc.). Les tenants de ces commerces informels vendent directement assis à leur fenêtre, ou juste devant, à même la rue. Dans les commerces formels, installés dans un *basso*, l'espace limitrophe sert toujours à l'étalage de la marchandise, installée de part et d'autre de la ruelle, pour permettre le passage. Il est donc clair qu'il y a conscience que la rue est un espace non seulement public, mais de flux, cependant ces appropriations ne laissent que le strict minimum d'espace, qui diminue davantage pendant les périodes de festivités. Un magasin qui n'aurait pas sa marchandise exposée ne serait pas attirant comme les autres : la preuve, l'une des boutiques de fruit et légumes les plus célèbres des Quartieri, celle de Teresa et Antonio, s'étend sur plusieurs mètres en dehors du *basso*, jusqu'à un petit banc qui est utilisé comme faisant partie de la boutique même. La façade sert également d'élément central et parfois unique de certains commerces, observés au Caire : des vitrines greffées sur les façades des immeubles historiques de Wust-al-Balad, à côté du portail d'entrée, présentaient des marchandises diverses, souvent des cigarettes et autres petits objets. Les vendeurs sont assis sur une chaise en plastique juste devant la vitrine, ce qui leur permet également de se créer un espace de lien social avec les autres vendeurs du quartier, le *bawab* de l'immeuble ou encore les clients des cafés populaires. Si les échoppes plus ou moins éphémères constituent l'une des formes de commerces les plus répandues au Caire, en centre-ville comme dans les quartiers populaires, ce degré-presque-zéro de la boutique, qui ne repose que sur une vitrine d'exposition de la marchandise, est ce qui précède la vente ambulante à même le sol. À différence de cette dernière, elle permet néanmoins de s'ancrer dans un espace bien précis, celui de l'emplacement de la vitrine, et de le constituer comme sien, en permettant au vendeur à la fois de fidéliser une clientèle de proximité, et de se créer un réseau de relations au niveau micro-local.

Une troisième typologie d'appropriations des façades des logements, et plus généralement des immeubles historiques, est la construction de niches qui abritent des *edicole* (autels votifs) à la mémoire des défunts de la famille. Parfois très grandes ou même minuscules, ces niches sont obtenues en creux du mur de la façade : à l'intérieur, des ampoules éclairent une statue d'un saint, de la Vierge Marie ou du Christ, ou encore un

tableau à caractère sacré. Aux pieds de ce dernier, il est très courant de trouver des fleurs toujours fraîches et les photos des défunts de la famille.

Les premières *edicole* apparaissent à Naples à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, telles un héritage de son passé classique. Le but premier était celui d'accompagner, à travers l'installation de ces autels dans des points stratégiques de la maille viaire, le peuple dans ses déplacements. Il existait déjà des autels éphémères dans la tradition religieuse napolitaine, où la dévotion chrétienne était très étroitement liée à des pratiques propres au paganisme (Manzo 2007). Les *edicole* permettent d'incorporer le sentiment religieux, en l'adressant à une entité physique (la statue, l'image sacrée, etc.), à soigner également à travers la maintenance de l'*edicola* elle-même. Une pratique similaire, mêlant religion et culte païen, est la très célèbre « adoption » des morts dans le cimetière des Fontanelle, dans le quartier Sanità²⁵². Selon la tradition, à travers les soins prodigués aux tombes et aux crânes des anciens défunts, les Napolitains les aidaient à atteindre le paradis, où ils intercédèrent pour eux auprès de Dieu.

Au-delà d'une spécificité de la pratique religieuse napolitaine, souvent analysée sous l'angle folklorique du syncrétisme, il nous importe ici relever le rôle fondamental de l'*edicola* en tant que présence physique dans l'espace urbain d'une pratique éminemment populaire. En effet, l'*edicola* sert le plus souvent, en plus d'autel pour la Vierge ou le saint, de lieu d'ancrage physique de la mémoire familiale : les images des proches défunts sont à la vue de tout le monde, et tout le monde les identifie²⁵³. Cet élément physique d'ancrage mémoriel structure l'affirmation de soi à travers l'appropriation et la transformation d'un espace physique : il devient un « lieu de mémoire » (Nora 1986). L'*edicola* « fait participer les espaces de la ville, transforme la dimension privée dans une représentation de la collectivité, conjugue le sacré et le païen et l'éphémère à la structure durable » (*Ibid.*, p.11), elle devient le socle de la construction de la mémoire familiale, qui s'ancre dans le quartier habité. Les espaces matériels, les emplacements et dispositions des objets, rappellent au groupe des souvenirs qui sont entretenus et transmis (Halbwachs 1997 *op. cit.*). C'est pour cela que les *edicole*, respectent en général des morphologies et des dispositions récurrentes, comme l'icône (statue ou image) du saint au milieu, le socle en bas sur lequel poser les vases de fleurs

²⁵² REALE F., « Il cimitero delle fontanelle ed il culto delle anime pezzentelle », *VesuvioLive*, 21/09/2014 - <http://www.vesuvioLive.it/cultura-napoletana/45035-cimitero-delle-fontanelle-ed-culto-delle-anime-pezzentelle/> [consulté le 03/07/2016].

²⁵³ Un rôle similaire aux photos des défunts est rempli par les affiches nécrologiques, qui informent les habitants du quartier du décès d'un voisin, et donnent des indications pour les obsèques. Une pratique très particulière, qui consiste à indiquer sur l'affiche le surnom du défunt (parfois haut en couleur), témoigne des réseaux très denses de connaissance et reconnaissance dans les quartiers populaires de Naples. Source : <http://youmedia.fanpage.it/gallery/aa/550b2f5ee4b0a41d88d8ae64?photo=550b2f7fe4b0a41d88d8ebf1&noshow=true> [consulté le 27/06/2016].

ou les éclairages, la niche pour les photos de famille. La disposition des objets concourt à créer un environnement connu par l'ensemble du groupe, qui sait, au moment où l'on passe devant l'*edicola*, qu'il s'agit d'un autel à la mémoire de quelqu'un ou à la gloire d'un saint. De là, le geste, presque automatique, de beaucoup de personnes faisant le signe de croix à chaque fois qu'ils passent devant, sans forcément connaître l'identité des défunts. Parfois, l'*edicola* est également le lieu de la mémoire du quartier, partagée par plusieurs familles, par l'ensemble du quartier ou même par la ville entière : de nombreuses personnes, issues de tous les quartiers populaires du centre-ville, viennent par exemple se recueillir devant la niche dédié à Annalisa Durante, jeune victime de la *camorra*. La forme et l'organisation de l'*edicola* deviennent ainsi le support matériel de la reconnaissance de la mémoire collective du groupe, religieuse mais également culturelle. Par exemple, de manière bien plus légère, l'autel peut devenir le symbole de célébrations d'un tout autre genre, comme dans le cas de l'*edicola* en l'honneur du joueur de football Maradona, coqueluche des Napolitains de tout âge²⁵⁴. Ainsi, l'autel devient le signe d'une présence populaire, qui marque les espaces urbains et joue même en réinterprétant des symboles cultes²⁵⁵ (Figure 78).

Les victimes de la *camorra*, le célèbre joueur de foot, tout comme les figures religieuses, sont les éléments d'une mémoire populaire à protéger et à transmettre : la spécificité des groupes subalternes est de lier cette construction de la mémoire à des éléments physiques plus ou moins éphémères, et de s'approprier l'espace collectif par la création et le maintien d'un élément autour duquel célébrer une mémoire commune. Dans ce sens, l'autel votif peut également constituer un élément de cohésion de quartier, ce qui permet aux habitants non seulement de se reconnaître et de se souvenir des proches, mais également de célébrer leur propre passé, comme passé familial et comme passé du quartier. Dans ce sens, les autels votifs peuvent être rapprochés des mémoriaux de guerre des quartiers populaires, analysés par M. Young et P. Willmott (*op. cit.*), car ils permettent de développer des dynamiques similaires de reconnaissance et de célébration d'une collectivité de quartier.

Actuellement les *edicole* sont toujours très nombreuses dans le centre historique de Naples, où l'on en compte plusieurs centaines : parfois œuvres populaires, d'autres d'artistes célèbres, elles sont cependant dans un état général d'abandon²⁵⁶. Si les politiques

²⁵⁴ L'histoire de cette *edicola* si particulière a été racontée, entre autre, dans un texte présenté par l'écrivain napolitain M. De Giovanni à la manifestation culturelle La Milaneseana, en 2012. Source : <http://www.quicampania.it/mauriziodegiovanni/edicola-votiva.html> [consulté le 20/05/2016].

²⁵⁵ Le marquage physique est très courant dans la culture populaire, et notamment en ce qui concerne Maradona, dont l'effigie est dessinée très souvent sur les murs de la ville. Tout récemment, un collectif de commerçants des Quartieri Spagnoli a financé la restauration d'une peinture murale de 1990 célébrant le joueur, sur un mur d'immeuble du quartier. Source : http://www.ilmattino.it/napoli/cronaca/napoli_stasera_festa_ai_quartieri_spagnoli_murale_di_maradona_foto_vide-1588816.html [consulté le 02/07/2016].

²⁵⁶ Source : <http://briganti.info/le-edicole-sacre-di-napoli/> [consulté le 20/05/2016].

patrimoniales ne semblent s'adresser à ces biens, les autels votifs gardent un rôle important dans la pratique quotidienne de la mémoire populaire. Néanmoins, celle-ci n'est qu'un des éléments multiples marquant l'espace urbain, qui font partie intégrante de la quotidienneté et de l'ancrage historique des groupes subalternes. Si le logement prend une grande part dans la vie des habitants, ils travaillent, se déplacent et se rencontrent très souvent dans la rue. Cette dernière constitue en fait un espace de vie à part entière, ce qui met en évidence la question de la visibilité des groupes subalternes dans la ville.



Figure 78. Les *edicole* respectent des morphologies et des dispositions récurrentes, comme l'icône du saint au milieu, le socle en bas sur lequel poser les vases de fleurs ou les éclairages, la niche pour les photos de famille. La disposition des objets concourt à créer un environnement connu par l'ensemble du groupe. La forme et l'organisation de l'edicola deviennent le support matériel de la reconnaissance de la mémoire collective du groupe, religieuse mais également culturelle.

7.2 L'espace de la quotidienneté et du voisinage : travailler, se déplacer, se rencontrer

L'analyse des pratiques populaires de la ville, au-delà du logement et de l'espace du « chez-soi » immédiat, serait impossible sans une réflexion autour de la multiplicité des pratiques se déroulant dans l'espace public. Selon I. Joseph, « *la matérialité des espaces publics urbains est inévitablement hybride* » (1998, p.21). Interroger l'espace public équivaut ainsi à sonder non seulement les aspects physiques des lieux, mais plus encore les constructions socioculturelles qui naissent et se développent dans ces mêmes lieux. Pour ce faire, il faut rechercher dans les lieux observés les *traces* de l'investissement humain individuel et collectif. Cet investissement est le fruit à la fois des compétences des acteurs – professionnels ou ordinaires – et de leur capacité à les mettre en œuvre : dans ce sens, l'espace public est un « espace de savoirs » (*Ibid.*, p.31)²⁵⁷.

Les habitants des quartiers étudiés, comme nous l'avons déjà évoqué, vivent une grande partie de leurs temps à l'extérieur du logement : ils travaillent, ils se déplacent, ils se rencontrent, bref ils pratiquent l'espace de manière très visible. Malgré notre essai de catégorisation, les activités mélangent le plus souvent espace domestique, travail, relations de voisinage et temps libre, dans une imbrication très étroite. La même personne peut travailler depuis sa maison, recourir à des échanges monétisés avec les voisins, se rencontrer dans l'espace public « comme à la maison », etc.

Toutes ces activités prennent place dans le quartier, et à différents moments d'une même journée : l'impression, dans les discours des enquêtés, pourrait être celle d'un repli sur l'espace connu du quartier. Au contraire, les habitants bougent beaucoup et se déplacent hors du quartier, mais ces activités « externes » ne constituent pas le cœur de leur vie quotidienne, leurs « orbites habituelles » : celles-ci se déroulent à l'intérieur de micro-territoires qui parfois ne concernent qu'une portion du quartier.

7.2.1 Travailler dans le quartier, entre tradition et « débrouille »

L'ensemble de pratiques liées à la « débrouille » et en général aux activités économiques diverses qui permettent aux habitants des quartiers populaires de « s'en sortir » peut être rapproché de ce « monde de la petite production urbaine » analysé par L. Rouleau-Berger dans le cas des jeunes des banlieues françaises (1997). Ces pratiques de la vie

²⁵⁷ « [...] l'espace public est un espace sensible, dans lequel évoluent des corps, perceptibles et observables, et un espace de compétences, c'est-à-dire de savoirs pratiques détenus non seulement par des opérationnels et concepteurs (architectes ou urbanistes), mais aussi par des usagers ordinaires ». (*Ibid.*).

quotidienne mènent notamment à la construction de territoires sur lesquels se mobilisent les compétences des citoyens au niveau micro-local :

En effet les mondes de la petite production urbaine contiennent une diversité de formes d'échanges, marchands ou non, légaux ou illégaux qui se superposent, se brouillent. Certains individus ont une activité salariée qui reste précaire et d'autres, des jeunes notamment, sont sans activité salariée régulière et continue, mais jamais sans « travail ». Autour des projets, différentes formes sociales se combinent et se côtoient : une forme réglée par le travail, une forme réglée par le social, une forme réglée par la combine, la débrouille (Joubert, 1996). On peut alors parler de petite production urbaine qui fait valoir la présence de ressources invisibles et renouvelables et naît de la conjonction de formes économiques plus ou moins autonomes et cachées (Shiray, 1994). (*Ibid.*, p.170).

Dans l'espace des quartiers centraux, cette « petite production urbaine » correspond à la mise en place d'activités, plus ou moins éphémères, logées dans les interstices de la ville historique. Ces pratiques économiques, légales ou illégales, peuvent exploiter le caractère de destination touristique et culturelle du quartier, à travers la mise en place d'échoppes de souvenirs ou de proposition de guides touristiques, mais s'adressent le plus souvent à la clientèle locale, autrement dit aux habitants mêmes du quartier. Cette typologie d'interaction renvoie, sous d'autres formes, aux relations historiques entre habitants bourgeois des appartements et habitants populaires des *bassi*, définie « économie de la ruelle ». Aujourd'hui, si les habitants des *bassi* ne travaillent plus systématiquement chez les occupants des étages, dans des emplois souvent domestiques et de service, cette pratique d'échange de services sur base économique semble être restée une composante majeure de la cohabitation entre catégories sociales différentes dans les mêmes espaces urbains restreints. Ainsi, les habitants deviennent à la fois les premiers acteurs et les utilisateurs principaux de ces espaces interstitiels d'appropriation urbaine à l'échelle micro-locale, notamment par des exercices commerciaux de la vie quotidienne (cafés, petits commerces de fruits et légumes, de pain, etc.) (Figure 79).

Les deux centres-villes étudiés ont connu des évolutions similaires quant aux changements démographiques et aux dégradations du cadre bâti²⁵⁸. Les appropriations populaires se sont développées aussi selon des dynamiques qui peuvent être rapprochées. En ce qui concerne le travail et la mobilité, nous observons des similarités, surtout dans la densification de la présence populaire, à travers l'occupation des interstices de la ville historique. Cette appropriation, qui a débuté lorsque les groupes aisés de la société se sont déplacés vers d'autres quartiers de la ville (ou vers la banlieue), de plus récente construction, s'est de plus en plus stabilisée avec le temps, dans un processus qui commence par la présence physique des personnes, pour ensuite aller jusqu'à l'installation d'éléments architecturaux, des plus éphémères aux permanents.

²⁵⁸ Voir partie 2, chapitre 4.



Figure 79. Les pratiques de la ruelle: travailler. Du logement lui-même, transformé en commerce, aux “coins de rue”, les habitants s’approprient des espaces micro-locaux et les transforment en lieux d’activités économiques, plus ou moins informelles. En haut: Naples, en bas: Le Caire

Au Caire, le quartier de Wust-al-Balad est représentatif de cette tendance, qui a vu le centre-ville investi par une population hétérogène composée d'habitants démunis, de petites couches moyennes, d'intellectuels et de couches supérieures déclassées, surtout lors du départ des populations aisées durant la période nassérienne. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les immeubles ont été transformés par cette présence populaire, tout comme les espaces publics. Les petits artisans et commerçants ont morcelé les grands appartements des immeubles pour en faire des ateliers ou des laboratoires où ils travaillent seuls ou avec leurs salariés ; les toits ont été occupés par des baraques informelles, les caves ou les locaux en rez-de-chaussée sont devenus des dépôts de locaux commerciaux. Du point de vue des activités commerciales, Wust-al-Balad reste un nœud important de l'économie populaire, informelle ou non, avec une offre très diversifiée (Abaza 2011 *op. cit.*, p.1079).

Les traces de cette appropriation, qui s'est énormément développée dans les années 50, sont encore visibles à l'heure actuelle, dans l'architecture et dans l'organisation de l'espace urbain à l'échelle micro-locale. Ainsi, en dépit d'une perte régulière de sa population, le centre-ville voit ses espaces se densifier. Ce processus se concrétise dans un remplissage progressif de tous les vides architecturaux et urbains ; il est le signe d'une pratique de la ville qui se fait dans la micro-échelle. Les ruelles couvertes, raccourcis privilégiés par les habitants, les petits cafés sombres que seuls les habitués fréquentent, les porches d'entrée des palais, sont des micro-territoires réservés aux habitants et usagers du centre-ville mais ignorés par les aménageurs. La pratique quotidienne de ces micro-territoires permet de voir le décalage existant entre une fabrication de la ville à grande échelle, par des organismes fortement centralisés²⁵⁹ et les usages au niveau micro-local, qui affectent et transforment réellement la ville dans son image et ses fonctions.

En Égypte, le travail précaire et non qualifié constitue une part importante de l'occupation des populations les plus démunies. Si à Wust-al-Balad les travailleurs sont essentiellement des artisans ou des gérants de cafés et de commerces, à Maspero le phénomène des *arzuqi* (Deboulet 2004) semble plus développé : beaucoup d'habitants interviewés affirment « *travailler au jour le jour* »²⁶⁰. Comme nous l'avons déjà évoqué, la Révolution a été à l'origine d'occasions de travail inattendues (comme pour les vendeurs ambulants), mais également de crises de l'emploi : dans les premiers mois de 2011, un chauffeur de taxi nous raconte n'avoir plus de clients « *parce que les gens ont peur de bouger* »²⁶¹. Si nous ne pouvons pas regrouper tous les habitants de Maspero dans la

²⁵⁹ Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, les acteurs publics majeurs dans l'aménagement du centre-ville cairote, comme GOPP et NOUH, opèrent au niveau national.

²⁶⁰ Entretiens avec les habitants de Maspero, printemps 2011.

²⁶¹ Entretien avec Mohammed D., mars 2011.

« catégorie » des *arzuqi*²⁶², il est intéressant de dresser un parallèle entre ces modalités de travail précaire et de représentation de soi, observés par A. Deboulet au Caire, et la vision de « l'art de la débrouille » napolitain. En effet, les pauvres non qualifiés et occupant des emplois précaires « se débrouillent » pour survivre au quotidien. Dans le discours dominant, cependant cette vision a assumé une connotation négative, faisant le lien entre précarité de l'emploi et un immobilisme social culpabilisateur. Les individus sont alors partagés entre de « bon » et de « mauvais » pauvres, selon qu'ils soient plus ou moins méritants de l'aide collective (Harders 2004). Quand la débrouillardise et la précarité deviennent visibles dans l'espace urbain, cela pose davantage problème.

Parmi les appropriations de l'espace public liées au travail, nous retrouvons toutes les activités qui concernent la vie quotidienne des habitants de ces quartiers. Cette présence massive d'activités commerciales de première nécessité, comme les magasins d'alimentaires ou de mécanique, crée un décalage entre les espaces de la mise en tourisme, et ceux de la vie des habitants. Les activités économiques, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, peuvent être « formelles » à savoir elles peuvent respecter les lois d'occupation du sol, d'exercice d'une activité. Au contraire, ces activités économiques peuvent être « informelles », autrement dit se développer dans des niches du marché du travail qui ne sont pas couvertes par le formel. Ce « vide » peut être causé par plusieurs facteurs, dont certains étaient observables dans nos terrains d'étude : par exemple, une offre informelle peut couvrir une demande non satisfaite, comme dans le cas des habitants de Montecalvario qui ont ouvert un kiosque de boissons dans une placette très fréquentée. D'autres activités s'engouffrent dans une brèche du marché à un moment propice : les vendeurs de thé ou de t-shirt au Caire pendant la Révolution, ou encore les habitants des Quartieri Spagnoli qui installent des étals de souvenirs aux marges de la rue Toledo, exploitent une situation profitable. En général, l'économie informelle ne peut être simplement entendue comme une activité « hors la loi », fruit d'une « désorganisation sociale » endogène aux quartiers (Wacquant 2007 *op. cit.*), mais il est fondamental d'établir un lien avec le contexte plus large des villes globalisées. Ainsi, l'informel doit être analysé comme une « logique organisatrice qui émerge d'un paradigme de libéralisation » (Al Sayyad 2004, p.26). La répression de l'économie informelle, au-delà des intentions de « nettoyage » de l'espace urbain, fait ainsi partie d'une véritable démarche de « criminalisation de la misère » (Wacquant 2004), qui transforme les groupes subalternes de victime en coupables.

²⁶² Par exemple, A. Deboulet (*op. cit.*) observe que les *arzuqi* vivent principalement dans des quartiers informels à la périphérie de la ville, et qu'ils entrent rarement en contact avec les quartiers plus riches. Or, si les habitants de Maspero peuvent montrer des tendances au repli sur le quartier, ils ne perdent jamais le lien avec le reste du centre-ville, à la fois dans les pratiques et dans les représentations (voir partie 4, chapitre 9).

En ce qui concerne les activités économiques, d'une manière plus générale, elles se déploient dans les espaces de la vie quotidienne des habitants, et couvrent souvent une portion assez réduite du quartier. Une première typologie d'activités est donc celle de la vente de produits alimentaires, qui peut se faire dans un petit magasin (logé dans un *basso*, dans le cas de Naples), dans une échoppe ou à même la rue, comme dans les exemples vus plus haut. À Naples comme au Caire, la vente de fruits et légumes ou de pain à partir de camionnettes ou de voitures est très répandue : cette mobilité permet aux commerçants de se déplacer et d'atteindre le plus de clients possibles, même dans les petites venelles secondaires. Ces activités commerciales informelles reposent sur la confiance que le commerçant établit avec ses clients : l'une des pratiques qui démontre le plus clairement l'importance de cette relation de confiance est la pratique du « panier »²⁶³. Bien que très répandue, surtout dans les quartiers populaires, cette habitude est source de conflit entre les habitants de différentes catégories, en raison des nuisances sonores qu'elle génère (Figure 80).

Les pratiques liées au travail peuvent également prendre des formes encore plus éphémères : outre les vendeurs ambulants « classiques », il existe des personnes qui basent leur activité sur leur présence physique dans un point stratégique du quartier, que les clients potentiels identifient comme tel. C'est le cas des vendeurs de cigarettes de contrebande, très répandus à Naples jusqu'aux années 80, puis disparus pour commencer à réapparaître vers la fin des années 2000, crise économique aidant. Ces vendeurs se placent à des « coins de rue », parfois sans même pas sortir leur marchandise, et restent dans le même emplacement à longueur de journée, sur une chaise en plastique. Pour tuer le temps, ils « reçoivent » des personnes, habitants du même quartier, pour bavarder ou jouer aux cartes, comme dans le cas des commerçants aux « vitrines » sur les façades du Caire. Nous avons déjà vu plus haut les pratiques commerciales organisées depuis le logement du vendeur, comme celles entièrement organisées autour du seuil du *basso* : le client n'entre jamais dans le logement, qui en est un à tous les effets, le « commerçant » vendant uniquement par la fenêtre (Figures 81, 82, 83 et 84).

D'autres pratiques commerciales plus stables, sont celles liées à la petite restauration et à la mécanique. Le plus souvent, les cafés populaires ou les ateliers de mécanique ont des véritables locaux, cependant très ouverts sur l'espace public devant l'entrée. Ainsi, ces activités se développent principalement sur la rue, s'intégrant au système général des appropriations de l'espace de la part des groupes subalternes. Plus généralement, il s'agit d'activités « *s'exerçant aux marges du salariat et parfois aux marges de la légalité* », profondément ancrées dans les territoires micro-locaux, car elles reposent « *sur des savoir-*

²⁶³ Voir chapitre suivant.

faire naturalisés » et « *mobilisent des ressources et des savoirs locaux* » (Collectif Rosa Bonheur *op. cit.*, p.131). Dans les documents d'urbanisme, ces pratiques de l'espace sont totalement méconnues, voire jugées comme « inappropriés ». Au Caire, les ateliers de mécanique et les dépôts, en particulier, font l'objet d'un véritable programme de nettoyage de la part du GOPP (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*). Ces pratiques, pourtant ancrées dans la vie du centre-ville et partagées par tous les habitants (comme le montre l'exemple de la cohabitation pacifique entre les mécaniciens et les artistes de Townhouse Gallery²⁶⁴) disparaissent dans les « visions » du centre-ville des aménageurs.

L'artisanat constitue le dernier volet des activités structurant l'économie des groupes populaires au sein des quartiers. Le sort des ateliers d'artisans, très présents dans les deux villes étudiées, diffère en raison de leur emplacement et de la typologie des produits réalisés. À Naples, les ateliers de textile et de maroquinerie, constituaient un réseau économique très actif il y a encore vingt-cinq ans (Froment 1998 *op. cit.*). Il s'agissait notamment de petites structures à conduction familiale, qui ont contribué à la création d'une économie traditionnelle très importante et au rayonnement national, voire international. La plupart de ces activités, notamment dans le quartier Montecalvario, étaient *abusive*, autrement dit « *en situation triplement irrégulière sur le plan juridique, fiscal, et social* » (Froment *op. cit.*, p.172). L'informalité de ces activités n'empêchait pas leur succès, au contraire elle favorisait l'embauche d'un grand nombre de personnes²⁶⁵. En effet, la présence d'une main d'œuvre importante et qualifiée a toujours été l'élément central guidant l'implantation de ces activités, en dépit des difficultés matérielles rencontrées par l'activité artisanale dans le centre historique :

Aussi l'insertion de ces unités de production, surtout pour les plus petites d'entre elles, dans le tissu des quartiers populaires du centre semble-t-elle bien reposer sur l'existence de relations solides, facilitant l'embauche des ouvriers et les échanges de services. Ces réseaux inscrits dans ce cadre de vie citadin à la fois central et original, font passer au second plan des handicaps aussi importants que la délinquance ou les mailles étroites du "contrôle" de la criminalité organisée, pourtant à l'origine de déséconomies externes. La main-d'œuvre apparaît comme la pierre angulaire de ce système : au-delà du recrutement, c'est en fait toute l'existence implicite d'avantages démultipliés, offerts par un marché de l'emploi fortement territorialisé, qui est enjeu. (*Ibid.*, p.177).

Très florissant jusqu'aux années 90, le marché de l'artisanat et du textile a connu un déclin que les politiques urbaines de l'ère bassolinienne, comme le Programme Urban, n'ont pas réussi à arrêter. En effet, la mise en place d'un dialogue avec les artisans autour de la régularisation des activités aurait pu mener à une « émergence » et à un renouveau de l'artisanat

²⁶⁴ Entretien avec William Wells, directeur de la Townhouse Gallery, printemps 2011.

²⁶⁵ Selon P. Froment (*Ibid.*), en 1991 jusqu'à 400 personnes étaient embauchées dans des structures de ce type uniquement dans les Quartieri Spagnoli.

local. Au contraire, très peu d'entreprises ont effectivement bénéficié des financements octroyés, et l'absence d'un réel travail sur les partenariats public-privé s'est faite sentir. L'échec des politiques de la « Renaissance napolitaine » n'a pas contré l'abandon progressif des activités traditionnelles par les nouvelles générations, attirés par les métiers de services et plus enclines à quitter le quartier (Froment 2001). Aujourd'hui, ces activités artisanales ont presque entièrement disparu du territoire des Quartieri, seules survivant des excellences, très connues même au niveau international²⁶⁶. Cela n'empêche les aménageurs de continuer de parler de « district artisanal » pour Montecalvario, dans le but de lui attribuer une identité valorisante rappelant sont passé et attirant d'éventuels investisseurs privés²⁶⁷.

Dans le Centro Antico, seuls subsistent les ateliers d'artisans qui ont réussi à s'adapter à la demande touristique actuelle. Les ateliers proprement dit étant peu nombreux, beaucoup de boutiques vendent des souvenirs importés d'ailleurs : cela crée des tensions parmi les commerçants, qui sont souvent des habitants même du quartier, surtout dans le secteur très célèbre de San Gregorio Armeno²⁶⁸. Le secteur de l'artisanat traditionnel, lié surtout aux crèches de Noël, connaît un traitement différent par rapport à d'autres activités, plus liées à la vie quotidienne d'une partie de la population locale. Il est certain que ces dernières ne sont pas sans causer des tensions : le Centro Antico, par exemple, compte un grand nombre de magasins de produits alimentaires du quotidien, qui sont réapprovisionnés systématiquement par des fourgons, très encombrants dans les petites ruelles du centre. La pollution, le trafic et l'engorgement général du quartier sont mis en cause, surtout par les touristes et les membres des classes moyennes et supérieures. Au Caire, les artisans sont très présents à Wust-al-Balad, notamment grâce aux transformations physiques des immeubles historiques, que nous avons déjà cités. Cet artisanat, surtout du textile et du travail des métaux, est destiné à une clientèle locale et populaire, en lien avec les activités commerciales du quartier Boulaq-el-Ela (dont fait partie le triangle Maspero).

²⁶⁶ Comme le fabricant de parapluies Talarico, actif depuis 1860. Source : <http://www.naplescraft.com/artigiani/mario-talarico.html> [consulté le 27/06/2016].

²⁶⁷ Voir partie 2, chapitre 5.

²⁶⁸ Salvatore, printemps 2014.



Figure 80. La pratique napolitaine du “panier”. Les habitants disposent d’un seau ou d’un panier qui, descendu avec une corde depuis le balcon, leur permet de faire les courses sans sortir de chez eux. Cette pratique indique un lien de confiance avec les commerçants, responsables du déplacement de la marchandise et de l’argent.



Figure 81. Les activités commerciales dans la rue: les “entrées” des Quartieri Spagnoli. Nombre de vendeurs installent leurs étals aux croisement entre les rues montant dans les Quartieri et la rue Toledo, afin d’obtenir plus de visibilité. Ils vendent des objets du quotidien ou des souvenirs.



Figure 82. Les activités commerciales dans la rue: le débordement des commerces sur la ruelle. Magasins alimentaires, boutiques ou cafés, les espaces exigus des *bassi* poussent souvent les gérants à s'étendre sur l'espace public, avec ou sans autorisation de la Municipalité.



Figure 83. Les activités commerciales dans la rue: le Centro Antico. Les commerces exploitent la vocation patrimoniale et touristique du quartier, tout comme sa nature de lieu de vie quotidienne. Autour des universités et des monuments les commerces ambulants sont florissants.



Figure 84. Les activités commerciales dans la rue: Boulaq Abou-el-Ela. Les commerces peuvent être constitués d'étals dans la rue, ou par la simple présence du vendeur, qui dispose sa marchandise à même le sol. Les cirieurs de chaussures sont encore fréquents dans les rues du Caire. A Boulaq, un important marché de tissus rassemble des particuliers et des commerçants depuis l'ensemble de la ville.

7.2.2 *Les déplacements, signe d'une pratique différenciée du quartier ?*

Les habitants des quartiers étudiés se déplacent beaucoup au cours de la journée, pour le travail, le loisir et toute autre activité. Comme nous l'avons vu dans nos récits du chapitre précédent, si le logement reste une composante essentielle et centrale de l'organisation spatiale de la vie quotidienne, un très grand nombre d'activités se passent à l'extérieur. Les habitants peuvent travailler ou recevoir des proches chez eux, mais la placette publique de proximité reste le lieu le plus fréquenté, ce qui contribue également à la structuration d'une sociabilité de quartier très intense. Qu'ils se déplacent dans le quartier ou vers l'« extérieur », les habitants empruntent des chemins qui forment un réseau spécifiquement local : les déplacements peuvent être piétons ou motorisés, en particulier grâce à des scooters ou des petits véhicules à trois roues.

En ce qui concerne les déplacements piétons, ils sont les plus courants, surtout en raison de la fréquence des déplacements dans le secteur du quartier ou de la portion de quartier, ainsi que de l'étroitesse des rues du centre historique. Les Quartieri Spagnoli à Naples sont organisés, comme nous l'avons vu, selon un quadrillage fait de ruelles perpendiculaires entrecoupées par des élargissements ici et là. Les habitants empruntent toutes les voies, même les plus cachées, qui semblent ne mener nulle part, quand la personne venue de l'extérieur emprunte de préférence les ruelles majeures, celles qui gardent une connexion (au moins visuelle) avec la rue Toledo ou celles qui permettent de se déplacer dans le quartier sans changer trop souvent de rue. Cette aisance dans les déplacements est liée à une majeure connaissance des lieux, mais également à l'absence de méfiance vis-à-vis des lieux, qui au contraire conduit souvent les étrangers et les touristes à craindre de se perdre dans le quartier. Il est également vrai qu'il y a des chemins que personne n'emprunte sans aller chez la personne qu'il y habite : l'usage très particulier de l'interphone est lié à ce phénomène. Les habitants racontent que dans beaucoup de zones du centre historique, l'interphone ne sert plus à se faire ouvrir la porte, mais permet à l'habitant de comprendre si la personne en bas est une connaissance ou un étranger : ce dernier sonnera à l'interphone, tandis que la première appellera directement d'en bas pour se faire ouvrir²⁶⁹.

En raison de leur connaissance approfondie du quartier, les habitants réussissent également à se mouvoir très aisément dans les ruelles, lorsque ces dernières sont encombrées d'étalages de magasins, de fourgons de vente à la sauvette, de passages continus de scooters : l'étranger aura bien plus de mal avec ces éléments lors d'une balade dans le quartier. En effet, les Quartieri Spagnoli, tout comme les ruelles secondaires du Centro Antico, ne semblent même pas faites pour une lente promenade : un flâneur n'aurait pas beaucoup de répit, dans

²⁶⁹ Entretiens avec les habitants du Centro Antico, printemps 2013.

des rues faites essentiellement d'un passage frénétique de personnes (et maintenant de véhicules) dans un espace très étroit. Cette caractéristique semble entrer en conflit avec les modalités d'appropriation de l'espace public que nous avons évoquées plus haut : en effet, si les habitants et les commerçants semblent s'approprier physiquement les espaces publics et utiliser la rue pour autre chose que les déplacements, ceci n'est pas en contradiction avec un usage frénétique et toujours en mouvement de ces mêmes rues, qui ne sont pas faites pour flâner, mais pour se déplacer entre plusieurs points de rencontre.

En ce qui concerne les espaces patrimoniaux, ceux-ci connaissent des différences dans les usages, entre habitants et étrangers : nous avons déjà vu que la cour de l'église Santa Chiara de Naples est un lieu de passage pour les habitants du quartier Banchi Nuovi, qui la traversent comme un raccourci pour chez eux, alors que les autres empruntent plutôt la rue externe. Les décalages entre les pratiques de l'espace des habitants et des autres usagers, mais surtout entre individus issus de différentes catégories sociales, sont visibles dans les épisodes de tensions rapportés par nos interviewés. Les rues étant souvent étroites, la circulation est organisée selon des sens de marche obligés : les habitants contreviennent à ces limitations, que beaucoup d'entre eux jugent trop invalidantes pour la circulation quotidienne. Rosaria, notre habitante de la partie « bien » des Quartieri, raconte d'avoir eu plusieurs fois des différends avec des personnes qui circulaient en scooter sur le trottoir : le tête-à-tête devient souvent une véritable question de présence physique dans l'espace, puisque pour gagner il faut résister en place et contraindre l'« adversaire » à bouger.

Au Caire, les déplacements au sein du quartier Maspero se font essentiellement à pieds, d'une part parce que les « orbites habituelles » des habitants sont comprises dans l'espace réduit du quartier, de l'autre parce que, même quand ils sortent pour aller ailleurs dans la ville, ils se déplacent dans le proche centre-ville ou réservent l'usage payant des minibus pour les occasions importantes. Comme dans le cas des Quartieri Spagnoli, le quartier étant principalement résidentiel, il n'est pas très fréquenté par des personnes de l'extérieur : les habitants peuvent également le traverser, alors que les autres préféreront le contourner, afin d'éviter de se perdre dans les multiples venelles. À Wust-al-Balad les déplacements piétons se font essentiellement par les passages entre les immeubles (Figures 85, 86 et 87).

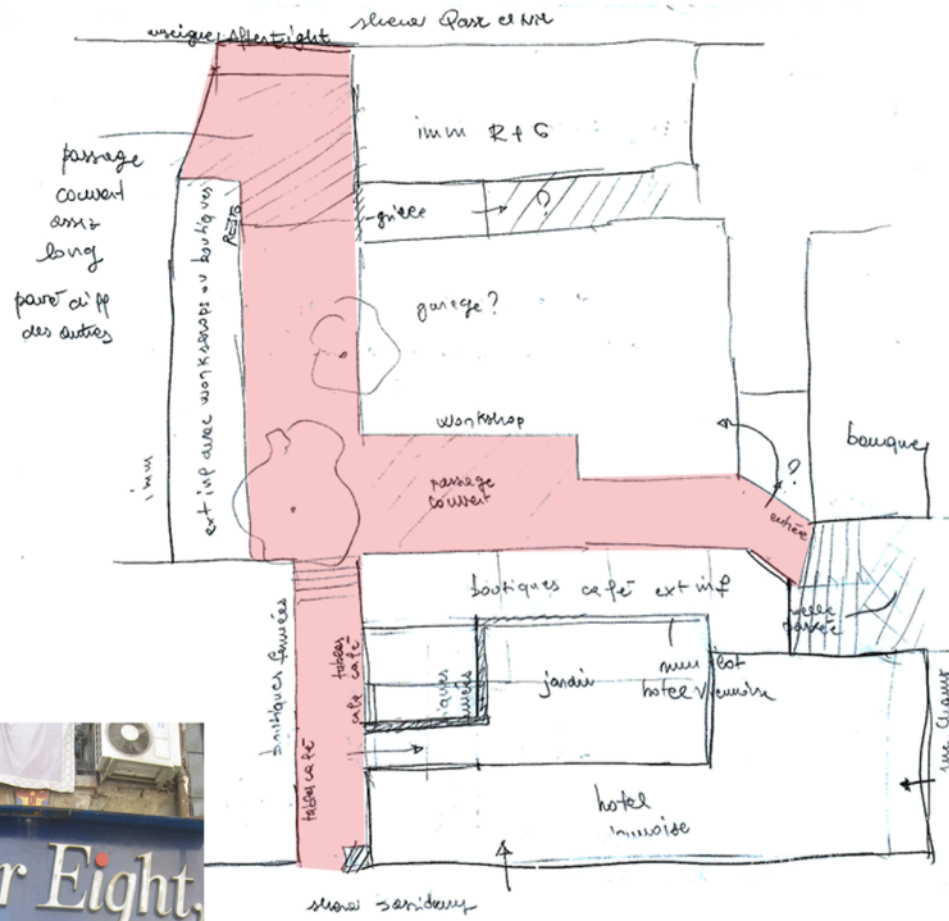


Figure 86. Passage du After Eight, croquis et photos.



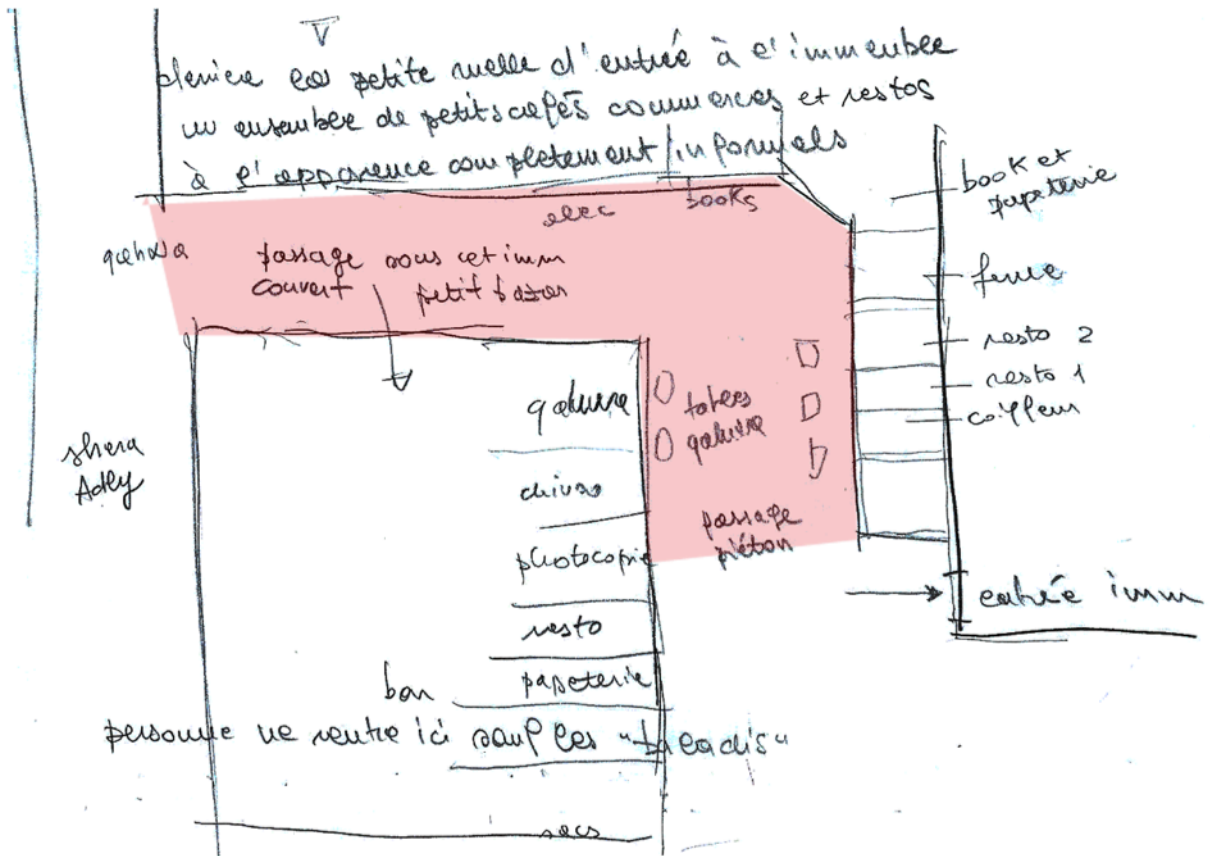


Figure 87. Passage immeuble rue Sherif, croquis et photos.



Dans les discours aménageurs, le passage couvert constitue une des typologies d'espace urbain plus représentatives des rapports de domination entre urbanisme hégémonique et groupes subalternes. Le traitement de ces espaces parisiens stratégiques²⁷⁰ sous le baron Haussmann, témoigne un intérêt de contrôle à la fois politique et économique des masses : « *le but poursuivi – outre leur utilité stratégique, les combats de barricades étant rendus plus difficiles -, était la constitution d'un prolétariat du bâtiment, spécifiquement bonapartiste, dépendant du gouvernement, et la transformation de la ville en une cité de luxe* » (Benjamin *op. cit.*, p.167). Au Caire, les passages caractéristiques de l'environnement bâti de Wust-al-Balad sont complètement délaissés dans les projets d'aménagement, dont l'attention est concentrée sur la réorganisation (piétonisation, mobilier urbain, façades et pieds d'immeubles) des grands axes « à la Haussmann ». Cependant, la pratique du passage couvert ou entre deux immeubles prend tout son sens, surtout dans une ville très chaude et ensoleillée comme le Caire : ces petites ruelles, souvent ombragées et fraîches, composent un véritable réseau viaire alternatif à celui des grands axes à structure rayonnante. L'importance du passage piéton n'a toutefois pas échappé aux promoteurs privés comme Al Ismaïlia, qui en ont fait le théâtre privilégié de manifestations culturelles et autres événements. D'autres expériences de réappropriation des passages ont été menées par des organismes comme Cluster, qui travaillent à la valorisation de ces itinéraires alternatifs²⁷¹.

Les déplacements motorisés connaissent le même décalage, entre un usage populaire et des ordonnancements « officiels » : à Naples, la mise en place des ZTL (Zones à Trafic Limité) pose problème, justement en relation aux itinéraires quotidiens des habitants. Les politiques agissant sur la mobilité doivent en effet composer avec les pratiques des habitants : l'utilisation du véhicule privé par ces derniers, en dépit des transports en commun, est fortement lié à des facteurs physiques de l'agglomération considérée, mais également aux conditions économiques, sociales et culturelles des usagers (Kaufmann 2003). L'institution des ZTL à Naples démontre une méconnaissance des pratiques modales des habitants du

²⁷⁰ « *La plupart des passages de Paris se construisent dans les quinze années qui suivent 1822. La première condition de leur apparition est la conjoncture favorable du commerce des tissus. Les « magasins de nouveautés », les premiers établissements à entreposer en permanence à demeure des stocks considérables, font leur apparition. Ce sont les précurseurs des grands magasins. [...] Les passages sont des centres destinés au commerce de marchandises de luxe. Pour les aménager l'art se met au service du négociant et les contemporains ne se lassent pas de les admirer. Ils resteront longtemps encore un pôle d'attraction pour les touristes. Un Guide illustré de Paris déclare : « Ces passages, récente invention du luxe industriel, sont des couloirs au plafond vitré, aux entablements de marbre, qui courent à travers des blocs entiers d'immeubles dont les propriétaires se sont solidarisés pour ce genre de spéculation. Des deux côtés du passage, qui reçoit sa lumière d'en haut, s'alignent les magasins les plus élégants, de sorte qu'un tel passage est une ville, un monde en miniature. »* (Benjamin 1993 [1939], p.35).

²⁷¹ Notamment, Cluster et Al Ismaïlia ont collaboré dans le projet de réaménagement du passage Kodak, où se trouvent les bureaux de la compagnie. L'évènement le plus récent organisé par l'agence, afin de promouvoir la pratique de ces lieux, a été le repas collectif d'*iftar* (rupture du jeûne pendant le Ramadan) en juin 2016. Source : <http://clustercairo.org/cluster/> [consulté le 22/09/2016].

centre-ville : ces derniers n'ont pas forcément recours à l'automobile pour leurs déplacements quotidiens, effectués essentiellement à l'intérieur du quartier de résidence, mais ils ressentent un manque de liberté quand il s'agit – par choix ou par nécessité – de se déplacer en dehors des possibilités offertes par les transports publics. En effet, l'offre napolitaine n'arrive pas à couvrir l'ensemble du territoire et des temporalités des journées de travail.

Interrogées à propos de la ZTL Centro Antico, les habitants et les artisans affirment que « *visiblement, celui qui a décidé des ZTL n'a jamais habité le quartier* ». Ils expliquent que les fermetures des rues, ainsi conçues, entravent la fluidité des déplacements et obligent les habitants à faire des grands détours pour rentrer chez eux, entraînant trafic et désagréments. Ainsi, les habitants mettent en place des tactiques de contournement des limitations : ils connaissent les « entrées » de la zone ZTL non surveillées par des caméras, et les empruntent systématiquement. Encore, certaines mettent à disposition (derrière une rémunération), leur voiture avec un permis « spécial résidents » pour circuler dans les ZTL à ceux qui en ont besoin. Un exemple très significatif du décalage entre objectifs de l'aménagement et réalité des pratiques est l'histoire déjà citée de la piétonisation de la place du Plebiscito à Naples, analysée par N. Dines. Mise en place à l'occasion du G7 de 1994, l'aménagement de la place sans voitures n'a pas été une mesure visant à la réorganisation des déplacements urbains, mais une politique affichée visant à protéger les monuments²⁷². La voiture devient le symbole des comportements « mauvais » et antimodernes qui empêchent la ville de devenir une « capitale européenne ». Les politiques autour de la mobilité se basent ainsi sur une mémoire sélective (célébrant une période historique antérieure, sans voitures) qui oppose une monumentalité « positive » à un parking « négatif » (Dines 2012 *op. cit.*).

Les exemples présentés ci-dessus montrent que les choix de piétonisation ou de limitation de la circulation en centre-ville ne peuvent être détachées de la politique modale pour l'ensemble de l'agglomération. Tout en tenant compte des différences respectives, les politiques sur la mobilité menés dans les deux centres-villes de Naples et du Caire semblent relever moins d'une réorganisation générale de la mobilité que d'une politique de l'image. En effet, le choix de piétoniser en grande partie les centres ville non seulement est fait de manière indépendante de l'analyse des pratiques modales des habitants et usagers des quartiers centraux, mais ne s'accompagne pas d'une politique plus générale visant à rendre

²⁷² « À Naples, la voiture était plus qu'un simple hasard écologique : elle était diffusée comme un trope négatif, synonyme de l'abandon qui grandissait sous les administrations précédentes et qui maintenant représentait un obstacle au renouvellement urbain. Les aires piétonnes enrichissaient la qualité de la vie urbaine dans le centro storico, en récupérant des poches d'espace public où pourrait s'investir l'engagement civique. Mais en fin de compte, le nouvel aménagement de la piazza n'était pas la réponse à une demande populaire d'une zone sans voitures. Ada Becchi [responsable à l'époque du bureau de la Mobilité à la Municipalité de Naples] a admis elle-même, « Ce n'est pas une mesure pour le trafic, mais une manière de protéger les monuments » (La Repubblica, 16 juillet 1994). » (Ibid., p.135).

plus aisés les déplacements non automobiles. L'Italie et l'Égypte étant deux pays où l'automobile conserve son statut de symbole de réussite sociale, seule une volonté militante de respect de l'environnement pousse les usagers qui ont le choix, à opter pour les transports en commun. Ainsi, la piétonisation des rues du centre se confirme plutôt comme une politique visant à augmenter l'attractivité de la ville, et se pose comme politique symbolique de « reprise en main » du centre par une population responsable. Le lien entre le tourisme, les événements culturels et la piétonisation révèle une volonté d'associer les déplacements non automobiles à une pratique vertueuse de la ville, sans cependant mettre en œuvre une politique modale plus ample. Ce faisant, les institutions partagent les usagers, sur le terrain de la mobilité comme sur d'autres, entre les « bons », qui respectent les monuments en se déplaçant à pieds, et les « mauvais », qui voudraient pénétrer en voiture jusqu'en centre-ville.

7.2.3 « Vivre le quartier » : les rencontres et les usages de la rue

Les habitants des quartiers étudiés passent une grande partie de leurs temps libre à l'intérieur du quartier, en fréquentant des lieux familiers ou en retrouvant des proches. Les pratiques de loisir peuvent investir des espaces conçus *ad hoc*, comme des cafés, des locaux associatifs ou encore des espaces de rencontre liés à la pratique religieuse, mais ils peuvent également se dérouler dans l'espace public tout court, qui est réinventé à chaque fois par des pratiques comportementales spécifiques.

Si les Napolitains se retrouvent souvent autour d'une petite table entre amis, c'est au Caire que la pratique du café devient véritablement structurante de l'espace public. Là où certains Napolitains préfèrent boire un café debout au comptoir et en vitesse, beaucoup de Cairotes passent de longues heures assis en terrasse, jouant à des jeux, buvant du thé ou du café et fumant la *chicha*. La fréquentation des cafés est une activité très répandue en Égypte et très différenciée socialement : les cafés occidentalisés, propres à une clientèle de classe moyenne et aisée, sont très nombreux dans des quartiers comme Zamālek ou Maadi, mais ils se développent depuis quelques années de manière intensive à Wust-al-Balad. Perçus comme des indicateurs du renouveau d'un quartier, ces cafés sont organisés et fréquentés selon des pratiques qui font référence au même modèle, même dans des pays aux cultures et aux histoires différentes. Dans ce sens, ils deviennent un signe de « reprise en main » de quartiers « abandonnés » et leur fréquentation est une pratique gratifiante réservée à des catégories fortunées (Zukin 2009). Cependant, un grand nombre de cafés « populaires » résistent à Wust-al-Balad, installés le plus souvent dans une ruelle ou dans le passage entre deux immeubles. Cette occupation des espaces limitrophes aux logements et des interstices urbains en général témoigne du caractère central de cette pratique dans la structuration de l'espace urbain de la

part des groupes subalternes. Les cafés *baladi*, extrêmement nombreux dans le centre-ville, sont en effet l'un des signes les plus visibles de la transformation de Wust-al-Balad de fief de la Belle Époque à territoire de densification populaire (Abaza 2011 *op. cit.*). Aujourd'hui, ces cafés demeurent la destination habituelle des classes populaires, mais ils attirent également une nouvelle clientèle, souvent étrangère, à la recherche d'un exotisme populaire impossible à trouver dans les cafés occidentalisés. Les cafés *baladi* font alors l'objet d'une revalorisation en raison de leur caractère « authentique »²⁷³, mais cette opération est plus le fait de touristes et d'expatriés que de locaux (Figure 88).

Quand les habitants issus des classes populaires ne se retrouvent pas autour d'un café, ils profitent souvent d'espaces de rencontre comme les placettes, les squares ou même les coins de rue (Figure 89). Ces « moments d'arrêts » dans le flux des pratiques quotidiennes constituent également un espace de socialisation qui fonctionne selon des paramètres différents par rapport aux usagers extérieurs (Dorso 2012). Par exemple, les bancs publics de la place Carolina, placette derrière place del Plebiscito à Naples, sont le lieu de rencontre quotidien des mères de famille et des nounous de la zone des Quartieri Spagnoli et de celle dite du « Pallonetto ». Ces femmes se retrouvent chaque jour avec leurs enfants, pour les faire jouer... sur la place. Faute de jeux pour enfants, les petits profitent au moins de la place disponible, tandis que les mères regardent et se font regarder dans le brassage quotidien de la rue Toledo. Après l'ouverture du métro homonyme, un peu plus loin, la grande place aménagée devant l'entrée est devenue également un lieu privilégié de rencontre pour les habitants des Quartieri. En ce qui concerne les enfants, tous les grands espaces dans la ville sont prisés comme terrains de football : les ruelles des quartiers populaires étant trop étroites, les places minérales sont investies dès que les beaux jours arrivent. Ainsi, place Dante, large Banchi Nuovi, la cour de Santa Chiara ou encore le parvis du Duomo de Naples sont constamment occupés par des matchs de football, aux joueurs très acharnés. Le risque de coups de ballon aux passants n'étant pas rare, la présence de ces jeunes est vécue par beaucoup de citadins comme une véritable « prise en otage » de l'espace public, avec un risque de violence pour les personnes et pour les monuments.

En général, quand les espaces manquent, comme dans les Quartieri, les personnes se déplacent dans des endroits plus spacieux mais proches, mais la rencontre dans la rue – et, souvent, au « coin de rue » - joue un rôle fondamental dans la constitution du lien social dans les quartiers populaires observés, rappelant l'étude de Young et Willmott :

Le trottoir, la place, le quartier, le square, sont investis par de multiples acteurs (enfants accompagnés de leur « nounou », personnes âgées, policiers, gardiens d'immeubles,

²⁷³ Le site internet www.baladibar.com propose une cartographie de repérage de tous les cafés *baladi* du centre-ville, répertoriés selon les services proposés (*chicha*, vente d'alcool, possibilité de restauration, etc.).

cafetiers, commerçants...) qui participent chacun à leur manière à la construction du lien social au sein de la sphère publique. (Young, Willmott *op. cit.*, p.XXIX).

Ces rencontres constituent une modalité d'appropriation des espaces éphémère mais très forte, à la fois en raison de sa visibilité (les personnes se rencontrent à même la rue, sans aucune division des autres espaces) et de son potentiel de densification des interstices urbains.

Une autre modalité de rencontre fréquente est celle autour d'un ou plusieurs scooters, utilisés en arrêt comme siège, mais prêts à partir s'il faut se déplacer. Sur la place Montecalvario, les jeunes se rencontrent en formant des petits groupes, installés pour moitié sur les escaliers de l'église, et par une autre moitié sur leurs propres scooters. Ces points de rencontre mobiles, visibles dans plusieurs points stratégiques du quartier, peuvent également avoir d'autres fonctions que celle de rencontre : placés aux « entrées » du quartier, ou encore à des coins de rue spécifiques, ils servent de point de regard pour les guets, qui contrôlent les allées et venues dans le quartier (Figure 90).

L'appropriation de l'espace pour des fins de loisir est ainsi fragmentée socialement : dans les mêmes espaces réduits, des groupes différents se composent et se recomposent sans se rencontrer. Les pratiques se différencient selon l'âge, les jeunes ayant des modalités de rencontre et des activités différentes des personnes âgées, ou selon le genre, les femmes se rencontrant beaucoup autour du temps libre des enfants, ou encore selon l'origine, les migrants n'occupant pas les mêmes places que les Napolitains et vice-versa. L'occupation de l'espace de la part des migrants, surtout dans les quartiers du centre-ville avec une forte présence étrangère (comme le quartier Garibaldi), suscite des réactions très virulentes chez les Napolitains des classes moyennes et aisées²⁷⁴. Le problème de la présence des migrants dans l'espace public est souvent liée à celle du commerce informel : beaucoup de migrants vendent des petits objets (bijouterie, montres, sacs à main de contrefaçon) à même la rue. Cette présence est vécue comme une violence par les citoyens « bien », qui voient les petites ruelles du centre encombrées de *bancarelle*. Cependant, la dénonciation morale de l'économie informelle ne peut expliquer de manière satisfaisante les réactions des Napolitains face à la présence immigrée dans le centre historique : nous avons observé les mêmes réactions indignés quand les migrants fréquentent l'espace pour le loisir. Selon A. Miranda, qui a étudié l'appropriation de l'espace de la part des femmes migrantes à Naples, « *l'appropriation des lieux publics de la part des immigrées « trouble » les frontières spatiales élaborées par la société locale* ». (*op. cit.*, p.1). Dans le centre historique, les espaces appropriés par les migrants sont nombreux : nous avons observé plus spécifiquement celui de Porta Capuana, qui rassemble chaque jour des dizaines de migrants, mais également

²⁷⁴ Les habitants du quartier Chiaia, l'un des plus aisés de Naples, dénoncent régulièrement, dans des groupes Facebook créés *ad hoc*, la « dégradation » de l'espace public consécutive à la présence des migrants.

des marginaux en tout genre. La présence massive dans cet espace est due à plusieurs raisons : en premier lieu il s'agit d'un espace ouvert, qui donne une respiration après le trajet sombre dans les *decumani*. Sa position stratégique – nœud entre la rue des Tribunali et la zone de la gare centrale – en fait un espace clé dans lequel se rencontrer, échanger des informations importantes ou encore des opportunités de travail (*Ibid.*).

Les Napolitains résidant dans le quartier ne voient pas de bon œil cette présence continue et très visible, faite de corps et d'objets posés à longueur de journée sur l'herbe et sur les murets. Ils dénoncent cette présence comme le symbole du laisser aller des institutions, se lamentant que « *la Mairie ne pense jamais à nous* »²⁷⁵. Le dimanche matin la Porta Capuana offre un spectacle significatif, celui d'un espace investi de manière complètement dichotomique : d'un côté l'église, fréquentée par des Napolitains résidant dans le quartier, et de l'autre le square et la porte proprement dite, occupée par les immigrés. La Mairie a inclus la zone de Porta Capuana dans le Grand Projet Unesco : l'urgence de la dégradation physique du monument se mêle ici à la volonté de le reprendre en main. Le projet de mise en patrimoine de la porte et de l'enceinte aragonaise se veut une « remise à l'ordre » des espaces, qui ont été visiblement appropriés pour d'autres fins que celui touristique et culturel. Le « nettoyage » de la porte devient alors le rétablissement de la vision dominante des espaces patrimoniaux, alors que celle des migrants (mais également de certains Napolitains) est plutôt organisée autour des rencontres quotidiennes et d'une série de « compétences de rassemblement » (Joseph 1996, cité dans Cattedra 2000) qui ordonnent la pratique de l'espace, même quand cette dernière est socialement et culturellement différenciée.

La construction du capital social basés sur cette pratique des mêmes lieux au quotidien, et donc l'appartenance à un voisinage dont on peut se revendiquer comme faisant partie, est bien plus présente dans les quartiers observés que celle basée sur des évènements « symbole » que les associations revendiquent comme moyen de construire une cohésion de quartier. Par exemple, nous avons observé dans le chapitre précédent que les habitants de Sant'Anna di Palazzo structurent la rencontre et le loisir au quotidien, autour de la pratique des mêmes espaces publics : squares, coins de rue, locaux associatifs, etc. ; en revanche, les manifestations organisées par ces artistes qui travaillent « avec et pour » les habitants, sont en grande partie désertées.

²⁷⁵ Entretiens avec les habitants du quartier Carbonara, été 2013.



Figure 88. Les *qahwa baladi*. Ce commerce, à la fois source de revenus et espace de sociabilités pour les habitants issus des catégories les plus démunies, est à l'origine de la densification des interstices dans le centre-ville en voie de patrimonialisation. La fréquentation de ces cafés populaires indique une pratique de l'espace public fortement différenciée socialement.



Figure 89. Les pratiques de la ruelle: se retrouver dans la rue. Les habitants s'approprient les espaces publics par "coins de rue", où ils se rencontrent. Les placettes, squares, mais également les trottoirs le long des rues du quartier deviennent alors des espaces de rencontre privilégiés.

En haut: Naples, en bas: Le Caire



Figure 90. Les pratiques de la ruelle: se retrouver. Les habitants utilisent le seuil de leurs logements tels des espaces de rencontre. La ruelle devient ainsi un espace intermédiaire où se retrouver de manière décontractée tout en évitant l'espace exigu de l'intérieur. En haut: Naples, en bas: Le Caire

7.3 La construction identitaire localisée

L'analyse des pratiques que nous avons observées, organisées selon des thématiques relatives à la vie quotidienne – logement, travail, loisir, etc. – nous aide à construire une cartographie des territoires des appropriations populaires au niveau micro-local et à nous interroger sur la construction d'une identité située. Cette dernière s'organise notamment, comme nous le verrons, autour de plusieurs facteurs, qui mettent en jeu l'espace (l'architecture et l'urbanisme) et le temps (l'ancrage historique)²⁷⁶.

Afin d'analyser la construction identitaire des habitants dans les micro-territoires observés, il faut clarifier notre utilisation du terme « quartier ». En effet, la notion de quartier est controversée et mouvante, et ce selon les entrées d'analyse adoptées. L'apparition d'individus de plus en plus mobiles et « libres » de tout ancrage territorial, ainsi que la complexification du territoire métropolitain, ont progressivement amené à un débat dans le monde de la recherche urbaine, sur une possible « fin des quartiers » (Authier, Bacqué, Guérin-Pace 2007). Dans le cadre de notre thèse, nous avons choisi de maintenir cette appellation, consciente tout de même qu'il s'agit d'une définition cachant une complexité importante. En effet, les lieux que nous avons étudiés ne peuvent pas être administrativement classifiés comme des « quartiers », correspondant plutôt à des portions de secteurs plus larges. Par exemple, Montecalvario et Rosario di Palazzo font partie des Quartieri Spagnoli, mais administrativement ils sont respectivement compris dans les quartiers Avvocata et Pendino. De même pour Maspero, qui n'est qu'un « triangle » dans le secteur administratif de Boulaq Abu-el-Ela, ou encore pour Wust-al-Balad, dont la délimitation dépend uniquement des pratiques des cairotes (et qui dans les discours institutionnels s'est déjà transformé en « Downtown Cairo », puis en « Caire khédivial »)²⁷⁷. Nous avons cependant choisi d'appeler ces secteurs par les noms par lesquels ils sont généralement connus, et parfois qui les ont rendus célèbres. Ces dénominations exogènes ne sont cependant pas imposées comme telles aux habitants : ces derniers se définissent des habitants « des Quartieri Spagnoli », « de Maspero », etc. Nous reprenons ainsi la division entre « deux types de quartier : le quartier institué (dont les découpages vont rarement de soi) et le quartier « vécu », lieu d'usages des habitants [...] » (Authier, Fijalkow, Philifert 2007, p.16). Cela nous permet à la fois d'analyser l'espace selon les pratiques et les représentations des habitants, et de mettre en résonance cette analyse avec un discours plus large de production d'images pour ces parties

²⁷⁶ « Carmen Popescu (2006) montre comment les principaux référents de l'identité (et de l'identification) soient l'espace et le temps, et comment ces derniers, d'ailleurs, soient également les coordonnées fondamentales de l'architecture. Ainsi, l'architecture joue un rôle essentiel dans la définition des identités (locales ou nationales) : le facteur temps renvoie à la dimension de la tradition, donc à la dimension historique, tandis que le facteur espace exalte les valeurs du lien avec un territoire déterminé. » (Boni 2010).

²⁷⁷ Pour les détails sur les divisions administratives des secteurs étudiés, voir partie 2, chapitre 4.

de la ville. Ainsi, la définition des ces secteurs comme des « quartiers » nous donne la possibilité de traiter ces territoires comme des entités, car c'est ainsi qu'ils sont entendus par les acteurs, à la fois dans les discours officiels et dans ceux des habitants.

À partir de nos analyses nous pouvons constater que, malgré le fait que la plupart des activités répertoriées s'organisent sur des territoires à la petite, voire à la micro-échelle, le quartier demeure un environnement reconnaissable et reconnu par les individus observés. En effet, quand les interviewés parlent de leurs activités quotidiennes ils se réfèrent à une portion du quartier, souvent nommée et circonscrite, même si dépourvue de frontières physiques. Nous avons constaté la même dynamique dans nos observations : les activités du quotidien se structurent autour des déjà cités « coins de rue », qui ont une signification et font l'objet d'une pratique bien différenciées des autres portions du même quartier. Cependant, quand il s'agit de parler de soi avec un « extérieur » (comme nous l'étions à Naples et bien sûr au Caire), les habitants se réfèrent plus souvent au nom du quartier entier, tel qu'il est connu par les autres. Par exemple, en ce qui concerne Naples, nous avons déjà considéré le fait que les divisions administratives en municipalités ne se recoupent pas avec les territoires des quartiers et des lieux-dits : il s'agira donc ici d'analyser plutôt la perception des habitants de ces mêmes lieux, et de comprendre si ces échelles constituent un support pertinent pour la construction d'une identité localisée. Ainsi, nous avons identifié deux échelles majeures pour interroger la mise en place d'une identité locale et située : le voisinage et le quartier.

Nous entendons par « voisinage » un regroupement d'habitants dans un territoire défini (même si non délimité par des frontières physiques) qui peut être une portion d'un quartier plus grand, et qui sert de socle pour la construction de l'appartenance locale. Dans les quartiers que nous avons étudiés, le voisinage constitue un indicateur pertinent dans l'étude de la construction des sociabilités locales. En effet, si la vie quotidienne ne se base plus sur la traditionnelle « économie de la ruelle », qui voyait les occupants des *bassi* travailler pour les bourgeois des étages, nous avons constaté que les activités quotidiennes des habitants sont encore basées sur la pratique d'espaces à la micro-échelle. Qu'elles soient liées à la parenté, aux relations de travail, ou encore aux rencontres quotidiennes, les relations de voisinage occupent une place centrale dans la vie des habitants. Le voisin est le premier interlocuteur de la dame qui sort à la fenêtre de son *basso*, c'est celui que l'on rencontre dans la placette pour se dire bonjour avant d'aller au travail, ce sont les mères des camarades d'école, c'est le client du même café. Ces considérations peuvent sembler banales, mais ces phénomènes servent à la construction d'un voisinage soudé et d'un sentiment de sécurité, basé moins sur une affection réciproque que sur le partage d'une même condition socio-spatiale.

L'importance des pratiques la rue dans la construction du lien social est repérable dans plusieurs études, se déroulant dans des contextes différents : dans son classique *Déclin et*

survie des grandes villes américaines (2012 [1961]), J. Jacobs souligne par exemple le rôle sécurisant de la pratique quotidienne de la rue pour les habitants, en insistant sur la nécessité de privilégier la micro-échelle dans la planification des villes. Au Caire, des travaux comme ceux de N. Puig rappellent comment « *la continuité [...] instaurée entre la ruelle et la sphère domestique, l'interpénétration entre ces deux domaines, viennent renforcer le sentiment communautaire et garantir les bonnes dispositions des uns envers les autres* » (Puig 2003, p.8). Dans les quartiers que nous avons étudiés, les ruelles sont le lieu d'un intense réseau d'interconnaissances, sinon de parenté, qui donne un sentiment de sécurité et de chez-soi, indépendamment d'un attachement proprement dit. En effet, plusieurs interviewés affirment que le fait d'être « de la même famille ou presque » de par la proximité ne veut pas dire que tout le monde s'aime dans le quartier – bien au contraire ! Les conflits existent – mais que « *si demain il m'arrive un truc, je sais que je peux compter sur eux* »²⁷⁸. Comme le soulignent M. Young et P. Willmott, cet attachement réciproque est le fruit d'une proximité répétée et quotidienne : « *[l]orsqu'on a grandi ensemble depuis l'enfance, on n'est pas obligé de s'aimer, mais on se « connaît » forcément. [...] Le seul fait d'habiter quelque part depuis longtemps contribue à créer un sentiment communautaire entre les habitants d'un même secteur.* » (*op. cit.*, p.90).

La question de la réputation est liée à celle du contrôle social, très présent dans les quartiers étudiés : tout le monde sait « qui est qui » et les situe à l'intérieur d'une organisation de quartier, établissant des gagnants et des perdants :

Car qu'est-ce que la réputation ? « C'est une façon d'être reconnu, d'être identifié à un modèle, faute de pouvoir l'être à une fonction, à un rôle dans la hiérarchie sociale. » (Farge, 1992, p. 110) La réputation, c'est ce qu'on a quand on n'a plus rien, quand il n'y a pas d'identification possible à un place, un rôle dans un système social. (Milliot 1997, p.28).

Adelmo, habitant du Centro Antico, affirme que le quartier « *n'est pas un environnement familial, c'est un environnement où tout le monde est de la même famille, ce qui est différent. C'est du « je t'aime, moi non plus »* »²⁷⁹. Par là il souligne que le fait d'appartenir aux mêmes familles élargies (cousins, mariages, frères, beaux-frères) ne veut pas forcément dire que tout le monde soit dans des bonnes relations, sans pour autant que cela influe sur l'entraide réciproque. Cependant, cela nous montre le danger de se laisser aller à une vision populiste et simpliste des groupes populaires, qui seraient forcément unis et aimants les uns envers les autres, du fait de la proximité géographique et du partage des mêmes conditions socio-culturelles (Grignon, Passeron *op. cit.*) : « *Si demain matin je*

²⁷⁸ Mario, printemps 2014.

²⁷⁹ Adelmo, printemps 2014.

descends dans la rue et je me balade sur San Gregorio Armeno, je me sens en sécurité. Quand j'entre dans mon propre quartier, je me sens couvert, parce qu'ici tout le monde se connaît et je n'ai pas de problèmes. Mais si quelqu'un un jour doit te rouler, il le fera »²⁸⁰.

En effet, comme le démontrent D. Gambardella et E. Morlicchio (*op. cit.*), l'entraide familiale ou les pratiques de voisinage d'un quartier populaire ne viennent pas d'une utopique vie de « village dans la ville », idéalisée par les romantiques, mais d'une organisation urbaine bien précise et parfois même de la nécessité. Dans ce sens, le réseau social des individus devient une forme spécifique de capital, qui permet aux habitants de faire face aux difficultés liées à leurs situations de pauvreté et de vulnérabilité sociale²⁸¹, sans forcément de lien avec une affectivité réciproque. Une question similaire a été abordée par C. Pétonnet (1985 *op. cit.*). Elle montre que les habitants des bidonvilles (et encore plus ceux des cités) ne sont pas forcément bienveillants les uns par rapport aux autres, au contraire ils usent des stratégies de pouvoir dont ils disposent pour s'imposer face aux autres et ne pas être noyés dans la masse des « mauvais ». D'autres analyses, comme celles des quartiers gentrifiés, montrent que les représentations d'un village dans la ville, où tous les habitants s'aiment et s'entraident, contredisent une réalité faite d'entre-soi, la mixité étant plus un décor d'ensemble qu'une interaction réelle (Clerval 2013 *op. cit.* ; Semmoud *op. cit.*).

En effet, le processus de construction identitaire dans le quartier diffère selon la catégorie sociale d'appartenance et, même, selon le parcours individuel des habitants. Certes, le quartier en tant que lieu de résidence devient un espace de partage, où les différents groupes vivent ensemble par la médiation, le compromis, voire le conflit. Ainsi, peut-on parler du voisinage comme d'un « groupement d'intérêts communs » ? Autrement dit, le voisinage d'une même portion de quartier serait plutôt un groupe qui partage une « identité fine » (NDiaye *op. cit.*), celle de l'appartenance à un même lieu. Dans le cas des habitants des quartiers populaires, celui-ci pourrait être un espace de la centralité, mais également un espace de ségrégation entre dominants et dominés. Cette interprétation pourrait conduire à penser que les habitants d'un même quartier pourraient s'unir contre une menace commune, en vue d'une mobilisation collective (Berry-Chikhaoui 2000). Nos observations montrent cependant que la réalité est bien plus complexe, surtout dans des quartiers habités par différents groupes sociaux.

L'analyse des sociabilités nous est très utile pour comprendre comment se construisent les relations de voisinage (de connaissance, d'entraide, de collaboration) dans les quartiers étudiés. La sociabilité des habitants des quartiers étudiés se construit certes sur la

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ Et plus particulièrement, « différents types de soutien qui comprennent l'aide matérielle, l'échange d'informations, le soutien moral, la compagnie et le partage d'activités sociales » (Gambardella 2004, p.56).

fréquentation des mêmes espaces, mais diffère selon l'appartenance sociale de chaque groupe. Les places et autres espaces publics que nous avons observés, comme la cour de Santa Chiara, la place Montecalvario, mais également la rue des artisans San Gregorio Armeno, fonctionnent comme des espaces où la pratique commune invite à la découverte réciproque, à travers le fait de se retrouver, de bavarder, ce qui fait du quartier un lieu familier (Semmoud *op. cit.*). Malgré ces occasions de rencontre, nous avons observé que les relations au sein du quartier des habitants pauvres peuvent être rapprochées de ce que M. Granovetter (2000) définit des « liens forts », autrement dit basés sur l'appartenance familiale ou l'amitié, contrairement aux « liens faibles », qui sont plutôt le fait de connaissances moins profondes et de rencontres liées à des contextes autres que le quartier de résidence.

Nous avons constaté que le lien social de quartier se construit non seulement sur la proximité spatiale, mais également sur une appartenance socio-économique commune. Un voisin ne sera pas « traité » de la même manière selon sa catégorie sociale. Cette sélectivité dans les rapports sociaux engendre des conflits et des compromis dans l'occupation partagée des mêmes espaces urbains. Rosaria, habitant les Quartieri mais issue de catégorie moyenne-supérieure, raconte que de nombreux locataires de l'immeuble sont obligés de payer une redevance à la dame qui habite le *basso* du même immeuble pour qu'elle les laisse garer la voiture dans la place. Cette dernière, obtenue comme toutes les placettes des Quartieri d'un élargissement de la maille urbaine, n'est pas très vaste, et pour une bonne partie de sa surface elle est occupée par les agrandissements illégaux des *bassi* aux pieds d'immeubles. Rosaria raconte que les voisins se plient à cette pratique « pour vivre tranquilles » et que personne ne s'hasarderait à contredire la dame du *basso*, mais qu'ils ressentent tous ce « compromis » plutôt comme du racket²⁸². Rosaria nous a demandé de ne pas interroger la dame du *basso* sur cette question, mais d'autres habitants interviewés nous ont raconté de proches recourant à cette pratique pour « s'en sortir ». Surtout dans les zones des Quartieri à la frontière entre les territoires populaires et les parties « bien » - en bas avec la rue Toledo et en haut avec le *corso* Vittorio Emanuele, nombreux sont ceux qui demandent de l'argent aux plus aisés, habitants ou travailleurs dans les banques et les boutiques grand public, afin de garder leur voiture intacte et leur permettre de ne pas avoir à se garer très loin de leur destination.

Un aspect intéressant de ce phénomène de compromis/conflit dans l'espace urbain est la manière dont les groupes subalternes racontent la même histoire : ils disent plutôt « rendre service » à la personne qui souhaite se garer, contre un petit « pourboire ». Certaines expressions euphémisées, utilisées par les enquêtés pour parler de leurs activités illégales ou à la limite de la légalité, cachent néanmoins des rapports sociaux intéressants à analyser : les

²⁸² Rosaria, printemps 2014.

habitants pauvres considèrent l'argent qu'ils tirent de cette « collaboration » avec les plus aisés comme une compensation de leur situation moins favorable, à commencer par la localisation au sein de l'immeuble. Le fait de vivre sur la rue doit bien avoir quelques avantages : *« mon frère leur rend bien service en les laissant garer leur voiture : eux, ils veulent bien arriver à l'heure au travail ou à la maison sans chercher une place pendant des heures, c'est bien que lui il y gagne aussi quelque chose ! »*²⁸³. Ainsi, les rapports sociaux qui se dessinent dans le quartier ne sont pas indépendants de la catégorie sociale d'appartenance des sujets : quand il s'agit de personnes dans une même situation sociale et des mêmes conditions de logement, les interviewés racontent l'entraide (même quand ce dernier n'est pas forcément associé au fait de « s'aimer » réciproquement), une pratique présentée presque comme naturelle, « parce qu'on est tous dans la même galère » et que le service pourra être retourné dans le futur. Quand il s'agit d'habitants issus d'autres catégories sociales, le comportement cesse d'être de l'entraide pour devenir compromis et négociation, souvent liés à un échange monétaire.

L'analyse des modalités de participation aux activités associatives de quartier peut également donner des informations précieuses à la compréhension des sociabilités de quartier. Plusieurs analyses démontrent que la sociabilité dérivée de l'investissement dans une association est plus importante pour les catégories supérieures (et chez les actifs) (Forsé 1981 ; Héran 1988). Pour nos cas d'étude, cette situation se vérifie et a un impact sur les relations de voisinage. Par exemple, dans le quartier San Lorenzo à Naples, les membres du comité Centro Storico, très actifs dans l'appropriation du quartier, sont des habitants issus de catégories sociales moyennes et supérieures, ou encore ils sont investis activement dans le militantisme politique. Les autres habitants, plus repliés sur une sociabilité composée essentiellement de « liens forts », pratiquent l'espace mais ne sont pas des membres actifs de l'association. Nous avons remarqué une différence en ce qui concerne les associations de professionnels, comme Corpo di Napoli, qui défend les droits des artisans de San Gregorio Armeno. Bien que moins actifs que les fondateurs eux-mêmes, les artisans sont parties prenantes dans les activités de l'association (comme par exemple l'organisation de festivals de Pâques ou de Noël), qui les fédère dans l'intérêt commun de la « survie de l'artisanat local »²⁸⁴. Dans les Quartieri Spagnoli, le constat est le même : les pratiques qui font « vivre » la place Montecalvario et les sociabilités qui s'y construisent ne sont pas le fait d'une association, mais plutôt d'entraide de type familial ou de liens d'amitiés, constitués de manière autonome par le biais de « liens forts », tandis que dans d'autres contextes, comme

²⁸³ Mario, printemps 2014.

²⁸⁴ Entretien avec G. Casillo, président de l'association Corpo di Napoli, printemps 2014.

celui de l'École de la Paix pour les étrangers ou les activités pour les enfants de l'association Efrain, les porteurs sont des habitants issus de catégories sociales plus élevées, qui s'investissent collectivement dans le quartier.

Au Caire, les actions menées par les habitants issus des groupes subalternes sont encore une fois le fait de sociabilités familiales ou amicales, qui structurent fortement la vie de quartier. Dans des cas comme celui de Maspero, la menace commune de dépossession a été vécue de manière individuelle par les habitants au capital social moins élevé²⁸⁵, jusqu'à la constitution, par des notables locaux, d'une association pour la défense des droits des habitants (*Zaaza op. cit.*). Les artisans travaillant dans les immeubles achetés par Al Ismaïlia nous ont fait le même récit d'actions en justice individuelles, jusqu'à la résistance physique. Ces différentes sociabilités nous mènent, comme on le verra dans le chapitre 9, à questionner la notion de « par le bas » comme qualificatif de toute action des habitants d'un quartier, quel que soit leur catégorie sociale d'appartenance.

Les espaces sont interprétés de manière différente selon les systèmes de valeurs propres aux individus et aux groupes qui les fréquentent (*Lynch op. cit.*). Dans ce sens, une opposition entre lectures de l'espace (et donc appropriation et signification de ce dernier) est visible entre ceux qui habitent le centre-ville et ceux qui l'investissent sans y habiter. L'évaluation symbolique du centre ancien est plus forte pour ceux qui habitent les périphéries par rapport à ceux qui habitent le centre même (*Gasparini 1982*). Si pour les premiers le centre-ville est un espace historique de représentation, pour les habitants la question se pose du centre historique en tant que « quartier », c'est-à-dire en tant que cadre de vie quotidien. Cette appropriation des lieux contraste avec le rôle de représentation culturelle internationale issu de l'urbanisme de la mondialisation, car ce dernier établit une hiérarchie des lectures symboliques de l'espace à travers la mise en tourisme de certains lieux. Ces lieux représentent pour les habitants des espaces de la vie quotidienne, dont l'usage est différent et parfois en contraste avec les impératifs de la consommation culturelle²⁸⁶.

Les habitants interviewés parlent du quartier comme d'un endroit où l'on « se sent bien », en raison de son caractère populaire et du partage d'une condition commune. Cette chaleur est mise en avant en l'opposant à la froideur des quartiers bourgeois, et sert de compensation à une situation de pauvreté ressentie comme injuste (*Harders op. cit.*) : « *Chez nous c'est pas comme au Vomero, où chacun pense à sa gueule. Ici, si t'as un problème, t'es jamais seul.* »²⁸⁷. Cette image valorisante du quartier, construite par la mobilisation de l'élément moral, devient également un argument pour expliquer le choix de vivre dans le

²⁸⁵ Comme l'expliquent les habitants eux-mêmes au cours de nos entretiens, printemps 2011.

²⁸⁶ Voir chapitre suivant.

²⁸⁷ Mario, printemps 2014.

quartier : « *Nous on est pas égoïstes : on veut rester avec nos parents, pour les aider. Nous, on aime la famille* »²⁸⁸. La distinction entre « nous » et « eux », qui permet de se définir en opposition à un autre groupe, à travers la valorisation de ses propres valeurs contre ceux des autres (ou de l'absence de valeur chez les autres) constitue un argument de présentation de soi des classes populaires, observé entre autres par R. Hoggart dans *La culture du pauvre* (1970).

Dans les quartiers étudiés, les habitants ont souvent mis en avant leurs modes de vie comme spécifiques au territoire, en insistant sur leur caractère fondateur d'une localité historique. Le fait d'expliquer leurs modes de vie par des généralisations telles « *nous, les gens des Quartieri, nous faisons comme ça* », ou encore « *à Maspero c'est comme ça, depuis des générations* » sert à ancrer historiquement les pratiques et à les légitimer. Cette opération de renversement ne se limite pas aux pratiques d'occupation de l'espace, comme dans le cas des habitants des Quartieri Spagnoli justifiant le fait de vivre dans les *bassi* par une nécessité d'être en contact avec l'extérieur, ou par la volonté de rester dans le quartier même ayant la possibilité de les quitter²⁸⁹. Elle investit également la sphère des significations et des identifications : Mario et Giorgio me racontent qu'eux, entant qu'habitants des Quartieri, s'appellent entre eux « *quartierani* ». Cette appellation, qui renvoie d'emblée à un territoire de la ville, mais plus encore à un imaginaire²⁹⁰, est revendiquée comme faisant partie de ce qu'ils sont.

Cependant, cette image valorisante n'est pas toujours mobilisée dans le récit des habitants, qui parfois se disent mécontents de leurs voisins. Ainsi, nous pouvons affirmer que les habitants font preuve, vis-à-vis de leur quartier, de ce que C. Arcidiacono a dénommé « appartenance qui refuse »²⁹¹ (2004). Ainsi, l'identité localisée des habitants des quartiers étudiés se construit sur un rapport paradoxal entre un ancrage historique, qui valorise la présence traditionnelle dans les lieux et la solidarité de groupe, et un refus de l'image négative renvoyée à l'extérieur. Nos interviewés insistent sur la volonté de se dissocier de ces individus « incommodes » qui ruinent la réputation du quartier, habité par des gens bien : « *Il y en a qui sont moins bien, et ceux-ci font beaucoup de bruit. Il y a des problèmes, surtout parmi les jeunes, mais il y a aussi des gens qui travaillent, qui se lèvent le matin et tout ça* »²⁹². Le discours sur les « problèmes du quartier » s'articule ainsi autour de deux

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ Mario raconte : « *Mon père nous a acheté un appartement, à mes frères et à moi, mais moi je préfère rester ici. Il y a tous mes amis, ma mère, du coup quand j'ai besoin je ne suis pas seul. Et puis, nous sommes des historiques des Quartieri, je n'aime pas vivre ailleurs, même si je l'ai, la possibilité* ».

²⁹⁰ À ce propos, voir l'identification entre quartier de résidence et « style de vie » analysé par E. Gardini dans le cas du Rione Traiano, et par A. D'Ascenzio dans le cas de Scampia (2015).

²⁹¹ En italien : « *appartenenza rifiutante* ».

²⁹² Mario, printemps 2014.

arguments principaux : les individus déviants, dont la nature criminelle menace l'ensemble de la communauté, et l'abandon de la part des institutions. Bon nombre de nos interlocuteurs dénoncent vivement le laisser aller de la Municipalité, qui « ne fait rien pour eux » et insistent sur tout ce qu'ils font de manière autonome, pour suppléer à ces manquements.

Le phénomène de l'« appartenance qui refuse » contribue également à la construction de la délégitimation des populations les plus démunies. Bien qu'une distinction soit toujours opérée par l'enquêté entre un « soi » bien et des « autres » mauvais, il y a de fortes probabilités que tout le monde soit considéré de la même manière quand la personne qui parle est issue d'une autre catégorie sociale :

Vus de l'extérieur ces gens se ressemblent, du moins le croit-on puisqu'ils sont de même rang. Vus de l'intérieur ils sont plus confondus que réellement semblables, mais semblables puisque confondus et placés dans les mêmes conditions. » (Pétonnet 1985 *op. cit.*, p.213).

La distinction que les habitants des Quartieri Spagnoli opèrent entre « criminels » et « personnes honnêtes », leur permet de reconfigurer le clivage subi entre « normaux » et « déviants », et de reprendre une dignité souvent invisible aux yeux des habitants issus d'autres groupes socio-culturels (Harders *op. cit.*). Certes, il est des pratiques dont le « degré d'honnêteté » est différemment placé selon la personne qui en parle – pensons au « compromis de la voiture », vécu de manière complètement différente par les parties engagées – mais, en général, les habitants les plus démunis s'attachent à confirmer leur respect des lois et des espaces, tandis que les autres les considèrent comme des « sans loi » qui font la pluie et le beau temps au mépris des institutions et des autres citoyens.

La dénonciation de certains habitants envers ceux considérés responsables de la mauvaise réputation du quartier, donne l'impression d'une incapacité des habitants à s'unir, à se souder face aux problèmes²⁹³, signe que « ces gens-là ne sont même pas capables de s'unir » (*Ibid.*). Alors que la mise à distance de ceux qui sont condamnés et condamnables sert parfois de défense contre une disqualification collective. En effet, même à l'intérieur d'un quartier stigmatisé, les intérêts individuels des habitants peuvent différer, voire être opposés. Les différences, même si légères, de statut social et, surtout, de potentiel d'ascension ou de disqualification sociale, peuvent avoir un impact important sur les liens communautaires et donc sur les mobilisations collectives (Paugam 1995). Au lieu de fédérer les habitants, l'image négative du quartier peut même contribuer à creuser davantage des clivages déjà existants, en raison de l'origine ethnique ou du statut social. En dernière instance, la construction d'une identité localisée peut différer selon l'acteur considéré, son histoire, sa condition actuelle et ses aspirations, mais elle se base toujours sur des pratiques et des représentations d'un espace,

²⁹³ Nous verrons, dans le chapitre suivant, que cette absence de cohésion peut également être le fruit de stratégies délibérées de fragilisation mises en œuvre par les institutions.

lui-même inséré dans un contexte plus large (le voisinage, le quartier, la ville). Ces deux facteurs sont fondamentaux à la définition de ce que G. Di Méo appelle « les territoires du quotidien » (1996), composés d'une « action des hommes sur les supports matériel de leur existence » et de « systèmes de représentation » (Tizon 1996, p.22).

L'ensemble des activités domestiques, commerciales et de loisir que nous avons présentées dans ce chapitre peut être à la base d'une cartographie de territorialités micro-locales qui se développent à partir des pratiques propres aux groupes populaires, et qui sont méconnues ou stigmatisées par les autres catégories sociales et par les pouvoirs publics. Ces territoires se développent notamment, comme on l'a vu, à l'échelle micro-locale, contribuant à la formation de communautés restreintes, agrégées dans un quartier-cadre plus large. Dans la présentation de soi, la définition de l'appartenance s'adapte à l'interlocuteur : si ce dernier est interne au quartier ou relève de connaissances plus approfondies de ce dernier, l'habitant tend à faire référence au sous-groupe, tandis que pour les autres « extérieurs », le quartier-cadre devient l'échelle d'appartenance pertinente, et on se définit comme membre du quartier dans son ensemble. Dans la pratique, la vie quotidienne crée des micro-territoires et des communautés d'interconnaissance plus restreintes. Ainsi, l'identité territoriale est issue d'un mélange entre une présence physique dans un espace et une appartenance à une communauté (réelle ou imaginée). Nous verrons dans les chapitres suivants que, bien que cette identité soit souvent revendiquée et serve de socle pour la construction de réactions à des politiques considérées injustes, elle n'est pas toujours choisie :

Le rapport individuel à l'espace est donc à la fois subi, contraint (la dimension espace-temps du territoire) et choisi, souhaité : chacun, selon ses origines socio-spatiales, sa position sociale, son statut familial ou son âge, dispose d'une palette plus ou moins large de pratiques qui marquent profondément les rapports aux lieux, aux racines, aux nouveaux aménagements de l'espace fréquenté. Pourtant, cette dimension spatiale du vécu individuel échappe à la conscience d'un grand nombre d'entre nous : cela va de soi ! [...] C'est dans l'affirmation d'un « nous » face aux « autres » que le « moi » exprime son ancrage territorial. (Tizon *op. cit.*, p.25).

En effet, cette même identité située peut être la raison d'une stigmatisation importante et d'une délégitimation par rapport à laquelle il faut se positionner. Dans la dernière partie de cette thèse, nous traiterons les arguments de la délégitimation opérée par l'urbanisme de la globalisation, mais également la complexité des pratiques « par le bas » dans les quartiers étudiés.

Partie 4 : Qui a « droit au centre ville » ? Délégitimation et résistances

Chapitre 8. Disqualification morale et manipulation folklorique dans la planification urbaine

Au cours des chapitres précédents, nous avons analysé les pratiques urbaines des groupes subalternes, ainsi que leurs conséquences sur les relations entre les groupes sociaux. Dans ce chapitre, nous prolongeons l'interrogation sur les processus de domination engendrés par les discours aménageurs dominants : selon notre hypothèse, ces derniers construisent le consensus qui leur est nécessaire sur l'infériorisation des groupes dominés, ce qui leur permet d'obtenir un accord collectif indispensable à leur survie. Nous verrons quels arguments sont mis en œuvre pour construire la délégitimation des groupes subalternes, et le rôle de ce modèle dans l'urbanisme contemporain. Dans le second chapitre de cette partie, le dernier de notre thèse, nous aborderons l'autre volet de cette analyse de la fabrication de la ville, en interrogeant les possibilités des subalternes de faire entendre leur voix, ou plutôt de participer à la production de la ville à travers des pratiques d'appropriation de l'espace. Nous interrogerons donc le potentiel politique d'une fabrication de la ville « par le bas » et son rôle dans la remise en question du modèle urbanistique dominant.

Ce chapitre interroge donc les questions principales soulevées au cours de la thèse, comme le changement social, la patrimonialisation, ou encore les projets de réhabilitation ou de rénovation des quartiers pauvres, afin d'en saisir la portée « subalterniste », autrement dit de chercher à comprendre comment se construisent, à l'intérieur de ces questions, les discours de délégitimation des plus faibles. Ces interrogations s'insèrent dans la critique, à une échelle plus large, de ce que nous avons défini « urbanisme de la globalisation ».

8.1 La disqualification morale comme instrument de délégitimation

Les groupes subalternes incarnent dans la métropole contemporaine ce rôle de bouc émissaire nécessaire à la cohésion du groupe. Dans ce processus, la globalisation semble être un facteur déterminant : en effet, les minorités présentes dans la ville, grâce à la mobilité accrue de la globalisation, catalysent la haine de la société. A. Appadurai (2009) identifie dans les minorités ethniques et les communautés les perdants de la globalisation, ces « petits nombres » dont on a peur. Nous souhaitons élargir cette réflexion au delà de l'origine ethnique ou de l'appartenance religieuse, pour l'étendre à l'ensemble des groupes subalternes, dont la société a besoin pour son fonctionnement, mais dont les croyances et les pratiques dérangent. En effet, « *la création d'autres collectifs, ou « eux », par une dynamique de*

stéréotypage et de contraste des identités est indispensable pour poser les limites et démarquer les dynamiques du « nous » » (Ibid., p.78-79).

Dans ce sens, la création d'un « eux » devient indispensable à la cohésion du groupe autour de la narration de la ville. Pourquoi les groupes hégémoniques craignent les minorités subalternes ? En effet, Appadurai explique comment, par leur propre existence, les « *petits nombres représentent un minuscule obstacle entre la majorité et la totalité ou la pureté totale* » (Ibid., p.83). Ce mécanisme de définition d'un groupe (une minorité) qui prend le rôle de bouc émissaire dans l'organisation de la métropole contemporaine, voit notamment l'émergence de ce qu'Appadurai appelle des « identités prédatrices », autrement dit se construisent à travers l'extinction d'autres catégories sociales. Le principal argument mobilisé dans ce processus est le fait de se concevoir comme une majorité menacée. Les groupes hégémoniques des deux villes étudiées, opèrent justement cette légitimation de soi/dé légitimation de l'autre jusque dans la planification urbaine, qui devient dans leurs discours une véritable opération de responsabilisation de ces « sauvages » qui ne savent pas occuper correctement le centre-ville. Cette menace est constamment évoquée dans les discours sur la ville, surtout quand sont mentionnés des acteurs tiers, comme les touristes ou les étrangers. Dans cette perspective, la mobilisation des identités prédatrices devient une mission morale, dont se chargent les citoyens qui aiment la ville. Cet argument de l'attachement à la ville et à son image, se mêle à un autre discours très puissant, celui du profit, à travers notamment ce processus que A. Ong appelle « capitalisation de la citoyenneté » (2004, cité dans Mellino *op. cit.*). Il s'agit d'une redistribution spatiale des individus en raison de leur capital (économique, culturel, humain), induite par l'organisation néolibérale de la société mondiale, où certains seraient donc « plus citoyens » que d'autres. La même distinction entre des catégories hiérarchisées de citoyens est avancée par P. Chatterjee (2009 [2000]), qui pointe les différences de traitement entre ceux qui sont considérés comme des « citoyens », donc des acteurs à part entière dans la politique nationale et locale, et les « populations », autrement dit les bénéficiaires de politiques sociales ciblées. P. Chatterjee opère le même partage quant à l'action politique de ces deux groupes, le premier agissant dans le cadre de la « société civile », le deuxième obligé à s'inventer un espace d'expression et d'action, que l'auteur appelle « société politique »²⁹⁴. A. Ong décrit appelle « hiérarchisation de la citoyenneté » ce processus de normalisation des pratiques, dans le but de créer des citoyens de série A et de série B, qui trouve ses racines dans l'infériorisation des classes populaires à la base des sociétés coloniales :

²⁹⁴ Voir chapitre suivant.

La « délégitimation politique » des révoltes rurales a été nourrie par un bagage de clichés extrêmement riche, qui s'est consolidé au cours de l'histoire autour des « plèbes » méridionales. Aux modèles de la fin des années 80, revenues à la surface et renouvelés dans de nouvelles formes de racisme (le méridional « inférieur », « délinquant », inapte au « *self government* »), on rapproche la figure de l'insurgé, de l'« individualiste » du « hors-la-loi ». (Festa *op. cit.*).

Nous retrouvons la même structure sur deux niveaux hiérarchisés dans la planification de la métropole contemporaine : d'une part, celle pour les citoyens « responsables », acteurs de leur ville ; de l'autre, celle pour la masse des populations subalternes qui ne peuvent et ne savent prendre en main la chose collective, mais qui sont bénéficiaires de politiques de divers types, ou en tout cas des retombées positives des politiques urbaines générales.

Contrairement aux citoyens, auxquels se rattachait une connotation morale – le partage de la souveraineté de l'État, et donc l'affirmation de droits par rapport à ce dernier –, les populations ne pouvaient pas prétendre à aucune revendication de cette nature. Lorsqu'elles étaient prises en charge par des agences gouvernementales, elles ne faisaient que bénéficier d'une politique qui obéissait à une logique de coûts et de bénéfices, en termes de résultats économiques, politiques et sociaux. [...] je dirais que la gestion gouvernementale du développement et de l'aide sociale produisait un « social hétérogène », composé d'une multitude de groupes de population devant être pris en charge par une multitude de politiques flexibles. Cela s'opposait de façon tranchée à la conception de la citoyenneté où l'insistance est fondamentalement mise sur le « national homogène » (*Ibid.*, p.166).

La production de la ville, basée sur la domination d'un sujet subalterne interne à la société, se structure donc selon l'imposition d'un pouvoir par une violence de deux types : réelle et symbolique, qui constitue les bases de la délégitimation des groupes subalternes, ce qui justifie leur « sacrifice »²⁹⁵ (Girard 1972 *op. cit.*). Comment les groupes dominants arrivent-ils à cette légitimation de la violence ? En effet, l'acceptation d'une ville injuste passe par la reconnaissance des groupes subalternes comme « problème » et donc par la légitimation de leur exclusion.

Les arguments dominants visant à délégitimer les groupes subalternes peuvent être de différents types, et nous les avons évoqués tout au long de cette thèse. Notamment, le mythe du centre-ville et la classification de certaines pratiques comme « incompatibles » avec son identité, est le pilier de l'argument de l'absence de « sens civique », de respect de la ville et de son patrimoine. Un autre argument fortement mobilisé par les aménageurs est la passivité des masses, qui les rend réfractaires à tout changement, et donc à tout progrès. Un autre moyen de

²⁹⁵ « Là où quelques instants plus tôt il y avait mille conflits particuliers, mille couples de frères ennemis isolés les uns des autres, il y a de nouveau une communauté, tout entière une dans la haine que lui inspire un de ses membres seulement. Toutes les rancunes éparpillées sur mille individus différents, toutes les haines divergentes, vont désormais converger vers un individu unique, la victime émissaire. [...] Toute communauté en proie à la violence ou accablée par quelque désastre auquel elle est incapable de remédier se jette volontiers dans une chasse aveugle au « bouc émissaire ». Instinctivement, on cherche un remède immédiat et violent à la violence insupportable. Les hommes veulent se convaincre que leurs maux relèvent d'un responsable unique dont il sera facile de se débarrasser. » (*Ibid.* p.118)

dé légitimation réside ensuite dans la criminalisation des classes populaires, dont l'éloignement et le contrôle deviennent nécessaires pour la sauvegarde de la collectivité.

Selon le sociologue R. Sennett, cité par M. Lussault dans *La citoyenneté en questions*, « *l'aspect des villes reflète la grande peur cachée qu'ont leurs habitants de s'exposer (...). Un des traits caractéristiques de notre urbanisme est qu'il dissimule derrière ses murs les différences qui existent entre les gens, en partant de l'idée que ces différences impliquent plus probablement une menace mutuelle qu'une stimulation mutuelle. C'est pourquoi nous ne créons dans nos villes que des espaces « inoffensifs », insignifiants et neutralisants, des espaces qui dissipent la menace du contact social (...)* » (R. Sennett, 1992, p.16-17²⁹⁶, cité dans Lussault 1996, p.37). L'auteur fait ici référence à des espaces neutres, tels les centres commerciaux, les aéroports ou les gares - les « non-lieux » de M. Augé (1992), qui seraient très fréquentés justement en raison de leur caractère anonyme et protecteur de l'exposition de soi. Cette vision peut être rapprochée de la réflexion de N. Elias sur les normes de conduite issues de la société de cour : la cité est alors un contexte dans lequel tout le monde regarde et est regardé, et où un certain décor personnel s'impose. Ce qui attire notre attention ici c'est le processus de définition de ce décor idéal-typique, autrement dit les dynamiques cachées derrière la définition des critères de ce qui est digne et ce qui ne l'est pas.

De la même manière, nous pouvons interroger la non-appropriation des pratiques urbaines des groupes subalternes à la lumière de ces raisonnements : en effet, si la substance de la cité réside dans son pouvoir à dissiper la menace de l'exposition de soi, les pratiques des classes populaires résultent inappropriées en ce qu'elles montrent ce qui devrait rester privé. L'analyse de l'occupation de l'espace public menée dans les chapitres précédents montre l'étalement de pratiques domestiques, voire intimes, sur un espace collectivement pensé comme neutre. Ainsi, l'exposition de soi des groupes subalternes dérange, et érode le modèle de citoyenneté construit par les groupes dominants. Ce dernier, suivant le raisonnement précédent, se configure comme un code comportemental imposant un certain décor et « sobriété », une manière de se conduire sans laisser transparaître des aspects de soi liés à la vie intime. C'est dans l'impossibilité (ou la mauvaise volonté) de respecter ce modèle de « dignité » que réside, selon les jugements stigmatisants, le défaut de citoyenneté des groupes subalternes.

La dé légitimation par l'argument de l'absence de « sens civique » se nourrit de deux éléments principaux : d'une part la protection et le « respect » du patrimoine, et en général de la ville matérielle et de ses implications symboliques, de l'autre les pratiques qui investissent les espaces micro-locaux du voisinage et du quartier. Les relations de voisinage se

²⁹⁶ *La ville à vue d'œil*, Paris, Plon.

construisent sur un rapport à l'autre fait de perceptions autour du bruit, des odeurs, et en général d'une capacité à gérer le rapport entre proximité et distance entre les habitants (de Gourcy, Pinson 2005). Le non-respect de ces règles non écrites du vivre ensemble est perçu comme une marque de négligence, d'égoïsme, jusqu'au défi ouvert aux autres voisins.

La pratique de l'espace public comme un espace privé, ou tout de moins un prolongement de ce dernier, concourt à la définition des individus à l'origine de ces pratiques comme des non-citoyens. Si l'un des fondements de la citoyenneté occidentale est la capacité d'autodiscipline – qui serait, selon Locke, la marque anthropologique fondamentale de l'homme²⁹⁷ (1690, cité dans Mezzadra 2008 *op. cit.*) - l'externalisation de pratiques qui relèvent de la sphère du privé et leur débordement sur le public déterminent une sorte de déclasserment des individus, qui ne sont plus des *citoyens*, mais des personnes qui occupent l'espace sans se doter d'une autoréglementation. La vision d'objets personnels (linge étendu, jouets, chaussures), de mobilier et même d'électroménager, ainsi que le fait d'assister à des moments propres à la vie intime des habitants du quartier, comme nourrir les enfants, discuter avec les proches ou accomplir les tâches ménagères, dans un endroit de passage tel que la ruelle peut amener chez l'observateur extérieur un sentiment de gêne proche de celui qui a été analysé par S. Rouay-Lambert (2001) dans le cas des sans-abri parisiens. En effet, leur pratique de l'espace public ne respecte pas les règles tacites de la gestion collective des espaces intimes²⁹⁸ : ne disposant pas d'un espace privé, ils se laissent déborder sur l'espace public, par définition « non-appropriable ». Cette utilisation de l'espace est un élément perturbateur, une « appropriation outrancière de l'espace » en ce qu'elle ne respecte pas le sens commun et le principe de partage de l'espace public.

Plusieurs pratiques, observées dans les chapitres 6 et 7, démontrent une approche de l'espace différente selon les catégories sociales des habitants, et nous informent sur une utilisation de l'espace du quartier comme un endroit où l'on est partout « comme à la maison ». La confiance et la connaissance de son environnement structurent également les échanges, comme dans la pratique du « panier ». À Naples, quand le vendeur de pain ou de fruits et légumes arrive dans le quartier, il n'est pas nécessaire de descendre dans la rue pour faire ses achats : il suffit de sortir au balcon ou à la fenêtre et descendre le « panier », sorte de seau en plastique (autrefois un véritable panier d'osier) tenu par une corde, dans lequel le client descend l'argent et le commerçant fait monter la marchandise. Cette pratique se base donc sur le fait que le client connaît le marchand, ses prix et la qualité de ses produits, et sur

²⁹⁷ Et, accessoirement, le signe distinctif de sa supériorité par rapport à la femme.

²⁹⁸ Selon laquelle les individus savent quelles positions adopter ou ne pas adopter dans les transports publics, surtout à l'heure de pointe, à quel niveau maintenir le volume de la voix ou qu'il faut éviter l'utilisation d'objets trop personnels, ou l'accomplissement de tâches propres à la sphère de l'intimité.

le fait que parallèlement le marchand connaît les besoins du client, où et quand le trouver. Les avantages sont également réciproques : le marchand peut sillonner le quartier et faire de la « vente à domicile » sans pour autant monter dans les immeubles, les clients font leurs courses sans quitter la maison. Pour faire savoir qu'ils arrivent, les marchands ont souvent recours à des moyens pour « faire du bruit » : mettre la musique à fond, parler dans un micro connecté à un haut-parleur, même carrément hurler. D'autres commerçants préfèrent garer leur véhicule dans une position stratégique du quartier et envoyer un commis, souvent très jeune, monter la marchandise auprès des clients, contre un petit pourboire. Dans ce cas également, la relation de confiance est primordiale pour la réussite de l'activité, car le client achète la marchandise sans la voir, se basant uniquement sur l'honnêteté du commerçant. Il est d'ailleurs intéressant de voir comment la question de l'« honnêteté » est appréhendée par ces personnes : interrogées, les marchands déclarent être « honnêtes », même quand leur commerce n'est pas légalement installé ou ils n'ont pas de licence pour la vente de leurs produits : l'honnêteté se définit alors sur la base d'autres paramètres, comme par exemple le fait que ses clients ne sont jamais déçus et la preuve est qu'ils reviennent toujours.

À travers les exemples des deux villes étudiées, il est possible de montrer que le discours de délégitimation est non seulement ancré dans une perspective historique d'image de la ville, mais que cette délégitimation agit de manière active sur les populations touchées. Autrement dit, la délégitimation *produit* une situation dans laquelle les individus délégitimés reproduisent ces mêmes comportements pour lesquels ils sont blâmés (Wacquant 2007 [2005]).

8.1.1 Aux origines de l'« orientalisme métropolitain » à Naples : la « peur de la plèbe »

À Naples, la délégitimation des groupes subalternes par leur criminalisation se nourrit de l'existence d'une criminalité organisée, historique mais également plus actuelle. Selon ces arguments, ce groupe constitue en effet le socle de la « plèbe », que nous avons analysé dans le chapitre 2. En effet, le rapprochement entre la plèbe d'aujourd'hui et les franges historiques de la criminalité organisée, crée une continuité naturelle entre ces deux catégories qui légitime la discrimination et soulage les consciences. L'écrivain R. La Capria théorise cette « peur de la plèbe » comme origine du modèle comportemental napolitain collectivement accepté :

La « napolitanité » commença à être utilisée par la petite bourgeoisie napolitaine dans un premier temps pour instinct de survie [...] et ensuite progressivement pour affirmer de plus en plus leur hégémonie jusqu'à transformer ce qui était un état d'âme et un sentiment collectif dans une sorte d'idéologie insidieuse, confuse et envahissante, qui visait au petit-embourgeoisement total de la ville. Ce processus a dû débiter quand la contrerévolution plébéienne de 1799 étouffa dans le sang toute velléité de la bourgeoisie (celle, révolutionnaire et européenne, digne de ce nom) de se proposer comme classe dirigeante.

La peur suscitée par ces événements, surtout parmi les couches intermédiaires de la population, dut être énorme, traumatisante et définitive. Et voici donc apparaître l'opportune idéologie faite maison, rassurante, tout sauf révolutionnaire, qui convenait à la nouvelle classe moyenne ascendante : la « napolitanité », une abstraction qui regroupait tous sous le même drapeau. (La Capria *op. cit.*, p.50).

L'identification de la plèbe aux classes dangereuses permet aux citoyens « comme il faut » de se regrouper sous le même chapeau rassurant. L'*othering* de la « plèbe », autrement dit sa construction comme « non-sujet », masse informe au pouvoir uniquement mécanique, sert ainsi d'instrument de protection du groupe.

La figure qui incarne de manière plus complète ce mécanisme de disqualification dans un but de protection de soi, est celle du *lazzaro* napolitain. Ce personnage, souvent identifié avec le *camorrista* contemporain, est cependant bien plus qu'un criminel, soit-il de matrice mafieuse. Il s'agit en effet de la figure qui a catalysé, tout au long de l'histoire napolitaine (et italienne), le sujet dangereux, incontrôlable et irrationnel, dont la présence était la raison de l'arriération du Sud du pays. Le philosophe B. Croce analyse en profondeur cette figure historique, ainsi que son impact sur la société napolitaine d'autrefois et ses conséquences en époque moderne.

La dénomination *lazzari* identifiait, en 1647, la « plèbe » à l'origine de l'insurrection, ce qui indique l'attribution à la plèbe, depuis toujours, d'une certaine tendance au désordre et à la révolte. L'origine du mot est incertaine, mais il s'est répandu très rapidement parmi les étrangers qui visitaient Naples et restaient à la fois attendris et fascinés par cette « plèbe misérable » (Croce *op. cit.*), dont les comportements très spécifiques, allaient au-delà du rôle joué pendant les bouleversements politiques connus par la ville, jusqu'à devenir un véritable « style de vie » :

Croce suggère maintenant que par le nom *lazzari* on identifiait non seulement un groupe de sous-prolétaires, mais également tous ceux qui, pratiquant des métiers humbles divers, n'appartenaient proprement pas à la classe des *lazzari* ; une telle assimilation n'avait pas lieu sous l'angle économique, mais du point de vue des comportements et des coutumes, à travers le partage d'un style de vie, le dénommé « lazarusme ». Le « lazarusme », explique Croce, n'était donc pas une simple condition sociale « *mais une attitude psychologique et une condition morale qui attribuait un caractère spécifique à la plèbe napolitaine, remarqué par tous les visiteurs étrangers, qui, pendant les années 1700, n'arrêtèrent jamais d'en parler et de le commenter dans leurs descriptions de voyages* ». (Benigno 2005, p.12).

Le *lazzaro* peut donc être considéré comme l'archétype de tous les misérables, ancêtre du plébéen actuel, mais également du lumpenprolétariat marxiste :

Dans ce sens il n'est pas exclus – et c'est même très probable – que le même concept de lumpenprolétariat, destiné à connaître une grande fortune au sein des sciences sociales européennes de la seconde moitié des années 1800, ait été élaboré par Marx et Engels (tout de suite après 1848) sur la base de l'idée de *lazzaronium*, issue à son tour de certaines chroniques et historiques de la révolution parthénopéenne de 1799 ; des descriptions qui

mettent au centre le rôle joué, au cours de ces événements dramatiques, par la plèbe vêtue de guenilles, et donc par les dénommés *lazzari*. Il en résulte que le célèbre prolétariat misérable n'est autre qu'une transposition, et si l'on veut une typisation, de l'image des *lazzari* telle qu'elle est racontée et mise sur le devant de la scène culturelle européenne du début des années 1800. (*Ibid.*, p.44)

Les travaux de F. Benigno nous aident à analyser la figure du subalterne non comme une entité en soi, mais en tant que construction discursive délégitimante, notamment en ce qui concerne la relation entre la figure du « plébéen » et celle du « *camorrista* », tous les deux issus de l'image historique (mi-réelle, mi-fantasmée) du *lazzaro*. L'identification de la catégorie de *camorra* non seulement comme organisation criminelle, mais surtout comme groupement d'individus partageant certains comportements déviants, a permis de construire discursivement sa délégitimation (Benigno 2013). Cette dernière s'est ensuite transférée dans l'usage commun, jusque dans les pratiques discursives les plus générales, ce qui a progressivement permis, au cours de l'histoire, d'identifier de plus en plus la *camorra* avec les classes dangereuses napolitaines, donc à la « plèbe ». En effet, si l'assignation identitaire proprement criminelle ne peut être attribuée à la « plèbe » en tant que telle, les pratiques discursives donnent pour acquise une certaine connivence, voire une complicité délibérée, avec les délinquants reconnus²⁹⁹. De la même manière, les individus issus de la « plèbe », même quand ils ne sont pas des criminels en première personne, partagent avec eux tout un ensemble de comportements, de pratiques et d'attitudes stéréotypées. Cette attitude peut s'expliquer avec l'idée de la « peur de la plèbe », évoquée précédemment, et vise notamment à légitimer le contrôle social par la violence. Dans d'autres travaux, Benigno rapproche également la figure du *lazzaro* de celle des bandits indiens, les *Thugs* (se rattachant aux *Subaltern Studies* en général) en les identifiant comme un même produit de la domination coloniale, qui met au centre un processus de construction d'un stéréotype, influençant la réalité jusqu'à la produire³⁰⁰ :

[...] il faut se demander s'il y a une relation, et de quel genre, entre l'élaboration de sujets criminels en contexte colonial (élaboration dont les *Thugs* dans le cas indien sont un produit exemplaire) et le processus de définition dans le continent européen des dénommées *classes dangereuses*³⁰¹, doublure démonisée des *classes laborieuses*³⁰². (Benigno 2011, p.20-21).

²⁹⁹ C'est la raison pour laquelle, quand se vérifient dans des quartiers habités par la plèbe, des cas de victimes d'agressions *camorriste* qui n'avaient aucun précédent dans la criminalité organisée, le discours dominant n'écarte jamais complètement l'hypothèse de la connivence, et l'argument prévalent est celui du « il l'a bien cherché ».

³⁰⁰ Sur cette question, voir partie 1, chapitre 2.

³⁰¹ En français dans le texte original.

³⁰² *Ibid.*

Finalement, nous pouvons affirmer que la figure du *lazzaro*, potentiellement proche de celle de l'actuel *camorrista*, sert essentiellement à la délégitimation des groupes subalternes par l'identification, dans leurs modes de vie et leurs caractères, de tendances dangereuses. La question du « manquement aux normes », autrement dit d'un déficit dans le respect d'une norme établie, considérée comme universelle, est donc à l'origine de la délégitimation des populations subalternes étudiées, qui mettent en place des pratiques (dont l'occupation de l'espace public par les enfants), qui dérogent à cette norme. Le discours dominant ne fait pas seulement qu'ignorer le fait que ces pratiques sont une « façon d'organiser le monde » à part entière, mais utilise la question de la norme pour délégitimer volontairement ces populations, au nom d'un manque de sens civique.

L'étude « Le tournant napolitain : de victimes qui subissent à citoyens qui décident » (2009), conduite pour le Grand Programme par la Préfecture de Naples et le centre de recherche TRANSCRIME, est une analyse des exigences de protection et de prévention de la délinquance dans le centre historique et souligne ce sentiment d'usurpation de l'espace public que les citoyens « comme il faut » vivraient par rapport à une autre partie de la population, vivant essentiellement d'activités économiques illégales, comme la prostitution, la vente de drogues ou le vol. Il est intéressant pour notre recherche de remarquer que, à côté de ces illégalismes « classiques », la préfecture a listé celle d'« occupation abusive de sol public », qui se décline en activités commerciales informelles, mais également en espaces éphémères de rencontres pour les résidents issus des couches populaires, et même par l'occupation de l'espace limitrophe au logement. En résumé, cette étude identifie une série d'illégalismes liés non seulement à un non-respect des lois, mais même à une pratique de la ville « non conforme » à certains standards. Les associations No Comment et A.S.C.A. (Associazione per lo Sviluppo del Centro Antico), ont constitué avec d'autres résidents du Centro Antico le comité S.O.S. Qualité de vie, travaillant à la documentation de cette occupation du centre historique qu'ils définissent « sauvage » : des graffitis sur les façades des monuments, des touristes dérangés sinon agressés, jusqu'aux déchets entreposés aux coins des rues et aux jeunes qui jouent au ballon dans les places. Le président du comité affirme dans un entretien : « *Les institutions devraient songer, dans leurs projets, à éduquer ces « tribus » au sens civique, sinon on court le risque que la gentrification ne pousse à l'extérieur que les gens honnêtes, mais avec peu de revenus, et laisse les délinquants maîtres du quartier* ». Les membres de l'association NoComment vivent ce travail de dénonciation comme un action citoyenne indispensable à contrer la présence des « tribus » : « *Il y a [dans le Centro Antico de Naples] une population qui vit encore selon ses propres règles, faites de prévarication, où il n'y a pas d'horaire. Le touriste, quand il voit le panier qui descend [du balcon] il s'amuse, c'est pittoresque, il n'y a pas de mal ; ou encore, quand il se balade dans une ruelle et il*

*entend de la musique populaire à fond, il s’amuse, il prend des photos. Mais nous, qui restons là-bas, et qui vivons là-bas, nous n’aimons pas cette situation. [...] Si ces gens-là ne seront pas éduqués à prendre conscience de la valeur des règles du sens civique, nous vivrons toujours dans une jungle »*³⁰³.

Le vandalisme à l’encontre des monuments et des espaces publics en général est lu sous ce même angle de la « culture de la légalité » et de la responsabilisation des habitants. Cependant, une telle vision culpabilisante fait fi des responsabilités institutionnelles et sociétales face à la condition des populations les plus démunies. En effet, comme l’analyse par exemple L. Wacquant dans le cas des banlieues parisiennes, le vandalisme peut être vu « *comme une réponse à la violence socioéconomique et symbolique à laquelle [les habitants] sont soumis en se trouvant ainsi consignés dans un lieu décharné et diffamé* » (Wacquant 2007 *op. cit.*, p.180). En ce qui concerne les populations que nous avons étudiées, cette analyse est vraie seulement en partie : en effet, le vandalisme, surtout dans les quartiers centraux napolitains, est souvent adressé aux monuments et aux espaces touristiques, et il épargne les espaces de vie quotidienne³⁰⁴. Cette violence « ciblée » envers des objets et des lieux considérés comme des symboles du pouvoir dominant, peut être mise en parallèle avec l’exercice du « droit à la centralité »³⁰⁵, que nous verrons être fondamental pour les habitants. En effet, la vie dans les quartiers centraux dégradé n’est pas à l’origine du même rejet que peuvent vivre les habitants des banlieues, mais il est plus proche d’un sentiment ambivalent, autrement dit du fait de reconnaître un espace exceptionnel (le site monumental), mais d’avoir le sentiment d’en être exclus³⁰⁶ (Figure 91).

La désignation de la « plèbe » en tant que cause de la dégradation urbaine, qui a beaucoup de la stratégie du bouc émissaire, sert également à expliquer (et à excuser) l’échec des politiques urbaines dans le centre historique. Les masses sont accusées « d’immobilisme urbain » (Petrillo 2011 *op. cit.*), de résister tenacement au changement, quel qu’il soit. Le conflit pour la désignation de ce que l’espace urbain « devrait être » contre son appropriation « sauvage » de la part des couches populaires, des migrants, des commerçants informels et des autres minorités urbaines, fait rage surtout dans les espaces de représentation. Fortement investis par les « visions » institutionnelles de l’aménagement urbain globalisé, des territoires-

³⁰³ Entretien avec les membres de l’association NoComment, mai 2013.

³⁰⁴ Comme pour les habitants de Montecalvario, qui sont fiers de raconter qu’ils prennent eux-mêmes soin de la propreté du square, à la place des institutions.

³⁰⁵ Voir chapitre suivant.

³⁰⁶ Paradoxalement, les deux termes de « vandalisme » et de « patrimoine » sont liés dès leur apparition. « Vandalisme » a été utilisé pour la première fois par l’abbé Grégoire en 1794, pour dénoncer les excès des révolutionnaires à l’encontre des œuvres d’arts. Dès lors, le vandalisme désigne officiellement l’atteinte criminelle au patrimoine (Chastel 1986).

symbole tels que le *Centro Antico*, les *Quartieri Spagnoli* ou le *Lungomare*, deviennent des indicateurs importants pour l'analyse des inégalités sociales dans le centre-ville (Ripoll et Veschambre *op. cit.*). Si le *Centro Antico* fait débat entre les intellectuels quant à la nécessité de démolir le bâti au profit de la valorisation des fouilles archéologiques, le *Lungomare*, la côte qui longe le golfe de Naples, est au centre de nombreuses polémiques surtout après le récent projet de piétonisation. En détournant le célèbre slogan du maire L. De Magistris, le « *Lungomare libéré* » (des voitures) est devenu le « *Lungomare occupé* » (par les vendeurs ambulants, les couches populaires ou les immigrés). Les détracteurs dénoncent non seulement le commerce informel qui exploite l'affluence continue de touristes et de locaux, mais également la présence très massive de couches populaires : « *une fois le soleil couché, la rue se remplit de petites tables et de chaises ; les gens crient et s'amuse, pire que dans une ruelle.* » (Tamaro 2013, nous soulignons). Le langage utilisé met l'accent sur la ressemblance entre le front de mer ainsi pratiqué et la ruelle, espace par excellence de cette « plèbe » dont les *vasciaioli* font partie. Dans les mots utilisés pour décrire ce sentiment d'usurpation de l'espace, le jugement négatif sur l'utilisation populaire des espaces publics est très présent. Dans ce sens, la pratique de l'espace devient un symbole qui informe sur l'identité sociale des individus (Goffman 1975 *op. cit.*) en tant qu'individus stigmatisés, qui occupent un espace de représentation selon des pratiques non acceptables, dévalorisantes et incompatibles avec l'identité que l'on essaie de construire. Le processus d'attribution de valeurs (symboliques, historiques, esthétiques) à l'œuvre dans la patrimonialisation devient alors un moyen de légitimer officiellement et collectivement certains objets et certaines pratiques dans l'espace de la ville. La domestication des populations pauvres devient alors indispensable, car ces dernières sont « *à la fois une source de vitalité et une menace potentielle* » (Dines 2013 *op. cit.*, p.317) pour l'image de la ville.



L'écriteau "Citoyens, respectez vos monuments" greffé sur les murs de l'église San Domenico Maggiore, sonne comme une injonction et un jugement de ces "mauvais citoyens", non méritants.



Figure 91. Dégradations et vandalisme d'espaces patrimoniaux dans le centre-ville de Naples.

8.1.2 La « précarité stabilisée », et autres stratégies de fragilisation des populations

démunies

Parmi les différentes stratégies mises en place dans la production hégémonique de la ville, nous avons vu comment le contrôle des « masses » prend une place fondamentale, car il permet au petit nombre de dominer le plus grand nombre, en le transformant en une minorité. L'exercice du pouvoir de contrôle peut se manifester à travers la diffusion d'une image, qui se répand et se consolide comme seule possible pour identifier les groupes subalternes, mais également par des actions plus concrètes, comme la privation d'une sécurité nécessaire à une vie sereine, ou encore à l'application d'un arbitraire dans le traitement qui brouille les règles et crée un sentiment d'impotence quant à son propre avenir. Les opérations urbaines à Naples et le Caire présentent, à des degrés différents, des mesures plus ou moins affichées par l'État ou les promoteurs privés qui résultent dans l'orientation des populations démunies vers les résultats escomptés.

Au Caire, les habitants du quartier Maspero, en plus d'être sous la menace d'une éviction massive, pour faire place à un nouveau quartier d'affaires, subissent les conséquences de la déclaration d'insalubrité par le ISDF³⁰⁷. Cette mesure a permis aux autorités de littéralement ronger le quartier de l'intérieur : les démolitions d'immeubles ont commencé depuis environ 2000, en raison du danger pour les occupants. Chaque maison pouvait être démolie d'un jour à l'autre, sans préavis et sans que les habitants sachent qui était le prochain. Le quartier s'est ainsi vidé de manière ponctuelle, laissant des trous béants pleins de débris à la vue de ceux qui restaient. Ces démolitions ponctuelles, sans rachat préalable par les autorités, et menées bien avant la mise en place du projet actuel, semblent alors tout avoir d'une stratégie préparatoire pour libérer le quartier. Une loi empêche aux habitants tout entretien sur les constructions classées comme insalubres et destinées à la démolition, ce qui rend la majorité des bâtiments du quartier très endommagés par le vieillissement et le manque d'entretien, et même dangereux (Figures 92 et 93).

Cet ensemble de mesures fait partie, selon nos hypothèses, d'une stratégie délibérée qui vise à contrôler la population par sa fragilisation, et ainsi à éviter une mobilisation de masse. L'éloignement individuel est le début d'une vulnérabilité plus importante que le danger des immeubles que les habitants occupent maintenant. Pendant nos enquêtes à Maspero, nous avons rencontré plusieurs personnes qui avaient été relogées, mais qui revenaient régulièrement dans le quartier. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le peuplement de Maspero s'est développé selon une structure familiale : les premiers arrivés

³⁰⁷ Voir partie 2, chapitre 4.

ont construits les maisons qu'ils ont par la suite léguées à leurs enfants. A. Zaazaa (*op. cit.*) compte 68% de familles originaires du quartier, ayant de la famille de premier ou deuxième degré habitant le quartier, parfois la même rue ou le même immeuble. Nous avons interviewé des habitants qui ont été relogés dans la cité du 6 Octobre suite aux démolitions individuelles de logements : les jeunes hommes, qui travaillent dans un atelier de mécanique du quartier, affirment revenir tous les jours, non seulement à cause de leur travail, mais également pour garder un lien avec les amis et la famille, restés sur place. De même pour les femmes, que nous avons rencontrées assises en bas des immeubles avec des amies ou des membres de la famille. Beaucoup d'entre eux se plaignent de l'absence de services dans les maisons et dans le quartier (pas d'eau partout, pas de commerces, pas d'école), mais l'éloignement du cadre de vie familial est, selon eux, la cause majeure de leur précarité. D., mère de famille récemment relogée, déplore de ne plus voir sa famille au quotidien : « *Avant, j'étais toujours avec ma sœur, ma belle-sœur, mais là je dois venir exprès pour leur rendre visite, et c'est très long. Je ne peux plus me faire aider avec les enfants, nous on fait beaucoup ça, mais maintenant on est trop loin* ». La même précarité est ressentie par ceux qui ont été relogés, mais qui continuent de travailler à Maspero, obligés chaque jour de revenir au quartier. Le trajet est long, fatiguant mais surtout onéreux, pour des personnes qui au contraire se déplacent le plus souvent à pieds : « *Avant je n'étais pas plus riche bien sûr, mais au moins j'étais à côté du boulot et j'avais ma famille qui habitait pas loin. Là je me tape tous les jours tout le chemin, je change de minibus trois fois pour venir ici, et ça coûte cher à la fin !* »³⁰⁸. D'un point de vue symbolique, la présence dans un quartier privilégié et central devient également gage d'une valeur pour les habitants. Samir, l'un de nos interviewés, nous demande, de manière rhétorique : « *Mais s'il faut refaire le quartier pour qu'il soit plus beau, pourquoi est-ce que nous devons partir ? Nous ne pouvons pas nous aussi jouir du quartier plus beau ?* ». Dans ces paroles tient l'enjeu de légitimation de la présence de ces populations dans des espaces privilégiés. L'attachement au quartier est au contraire vu comme signe délégitimant d'immobilisme, voir de « non-modernité » par les aménageurs (Allen 2006).

D'une manière générale, les évictions ponctuelles sont à la base d'un éclatement du quartier qui est l'antichambre de sa disparition. Les habitants, très fragilisés par les démolitions ponctuelles et par l'épée de Damoclès de la destruction du quartier, n'arrivent pas à se mobiliser collectivement contre les projets. Le résultat de cette stratégie est observable dans les pratiques et modes de vie des habitants du quartier, ainsi que dans leurs démarches de résistance aux évictions et au projet urbain. L'un de nos interlocuteurs, devant la menace de démolition de sa maison nous explique : « *Qu'ils démolissent ! Ils devront me démolir avec :*

³⁰⁸ Entretiens avec les habitants de Maspero, printemps 2011.

je resterai devant ma porte, ils pourront rien faire ». Ces prises de position si violentes sont très significatives du sentiment d'impuissance qu'éprouvent les habitants, qui ont recours à leur arme ultime – leur corps – quand ils voient qu'ils n'ont aucune emprise dans le processus de transformation de l'espace. Ainsi, la confrontation devient conflit ouvert. Dans ce sens, la fragilisation est à l'origine d'une « communauté impossible » (Wacquant 2007 *op. cit.*, p.189), autrement dit d'un environnement social désagrégé, où les individus, isolés par le stigmate, finissent par le reproduire³⁰⁹.

À l'époque de nos entretiens, des actions ponctuelles avaient été menées – intimidation des opérateurs de la Maspero Company, discussions informelles entre habitants, ou encore résistance physique des occupants d'une maison en cours de démolition – mais aucune forme de résistance collective aux évictions ne s'était concrétisée. Les habitants vivaient dans une sorte de « précarité stabilisée », rendant tout permanent et provisoire à la fois. Avant le début de la Révolution de 2010, à la veille de la signature définitive du projet, la Maspero Company n'avait pas encore entamé les négociations avec les habitants³¹⁰, qui étaient pourtant bien au courant de l'éviction imminente. Ce sentiment d'insécurité était exacerbé par la menace du déplacement individuel et de la possible présence « d'espions » dans le quartier. Pour ces raisons, la résistance aux projets était plutôt passive et ne s'est jamais concrétisée dans une contestation ouverte, comme dans d'autres quartiers de la ville (Singerman 2009).

³⁰⁹ « Représentations négatives et pratiques sociofuges s'articulent pour mettre en branle une prophétie autoréalisatrice funeste par laquelle la souillure publique et le déshonneur collectif finissent par produire cela même qu'ils prétendent enregistrer : à savoir, l'atomisation sociale, la « désorganisation » communautaire et l'anomie culturelle » (*Ibid.*).

³¹⁰ Entretien avec Maspero Company for Urban Development, 2011.



Croquis de terrain: l'état du bâti le long de la rue principale du quartier, rue Abou Taleb.



Figure 92. Les démolitions ponctuelles visent à miner le moral des habitants, les obligeant à vivre dans un quartier presque “fantôme”. Après avoir démolé les bâtiments, le gouvernement laisse délibérément les débris sur place, pour que les îlots et soient pas réoccupés.



Figure 93. Avec la stratégie des démolitions ponctuelles, l'Etat vise à fragiliser la population en attendant une véritable négociation, qui pourrait entraîner une mobilisation de masse. Le sentiment d'insécurité généré par la rumeur du projet est exacerbé par la menace du déplacement individuel.

À Naples, si la stratégie des évictions dans les Quartieri Spagnoli est euphémisée dans le document du Projet Bassi, d'autres mesures rendent compte de l'existence d'une stratégie de contrôle des pratiques et la favorisation d'une vulnérabilité collective. Ces dernières prévoient avant tout des limitations importantes dans l'usage quotidien des espaces urbains, en raison de leur « caractère exceptionnel » de sites touristiques. Nous avons déjà évoqué la question des pratiques « compatibles avec l'identité du centre-ville » : certaines mesures, comme les limitation du trafic ou la piétonisation de certaines artères, ne reflètent en aucune manière les usages des plus démunis, et favorisent les inégalités sociales à travers la disparité de traitement de la part des pouvoirs publics. En ce qui concerne le Projet Bassi à Naples, le discours présenté dans le document du projet porte une charge de domination symbolique qui fonctionne indépendamment de son effective réalisation. Non seulement le message véhiculé est celui d'un mode de vie dégradant et inapproprié qu'il faut corriger au prix du déplacement des individus, mais il est évident que les transformations physiques et d'usage, telles qu'elles y sont annoncées, constitueraient une rupture irréversible dans l'occupation de l'espace de la part des couches populaires.

L'étude de faisabilité pour le Projet Bassi à Naples, publiée en 2001, nous montre un exemple assez parlant de la domination véhiculée dans les documents des projets, présentée comme un ensemble de dispositions visant à améliorer les conditions des habitants. L'étude a notamment permis de mettre en évidence les locaux qui pouvaient, selon des critères architecturaux³¹¹, bénéficier d'une reconversion au sein du Projet Bassi. Comme nous l'avons vu, les *bassi* sont utilisés comme logement par les catégories les plus pauvres de la population : autrefois occupés illégalement par ceux qui travaillaient dans les appartements bourgeois des étages, ou qui les utilisaient à la fois comme petit commerce et comme logement, aujourd'hui la plupart d'entre eux sont loués par des propriétaires qui habitent ailleurs. Dans le projet, le relogement est présenté comme une « *occasion d'améliorer son [de l'occupant] statut économique et social* » (Sirena *doc. cit.*, p.13) : dans cette phrase est contenue la vision dégradante communément répandue de la vie dans les *bassi*, au-delà du statut effectif de l'occupant. Par ailleurs, puisque la plupart des *bassi* sont habités par des locataires (comme indiqué par l'enquête cadastrale conduite pour le compte du projet), quand bien même le propriétaire adhère au projet et met en place une activité commerciale, cela ne signifie pas que son locataire verra sa situation économique ou sociale changer en mieux, mais seulement qu'il habitera ailleurs. Or, comme nous l'avons appris au cours de nos enquêtes, beaucoup d'habitants des *bassi* travaillent dans les environs : certains ont un petit commerce ou travaillent dans un magasin, d'autres – comme les étrangers Chinois, par

³¹¹ Liés à la surface, au nombre d'ouvertures et à la localisation dans le quartier.

exemple – tiennent des étals le long de la rue Toledo, d'autres encore travaillent comme domestiques chez les habitants du quartier plus fortunés³¹². Un relogement, même dans les environs (bien que cela ne soit jamais garanti dans le projet, le relogement *in situ* étant un souhait plutôt qu'un véritable axe d'orientation), pourrait être un problème pour l'habitant, obligé à dépenser plus de temps, d'énergies et d'argent pour rejoindre son lieu de travail. De plus, nous avons vu dans notre analyse des pratiques urbaines dans le quartier que la vie dans les Quartieri, surtout pour les habitants des *bassi*, n'est pas simplement une localisation dans un espace géographique, mais c'est une construction sociale à part entière, que l'exiguïté du logement contribue à externaliser dans la ruelle et dans l'ensemble de l'espace limitrophe du logement. Le fait de considérer la perte de cet espace « ouvert » comme une amélioration des conditions de vie, même si cet espace est échangé contre le plancher d'une « vraie » maison, symbolise toute la domination exercée sur une population qui n'a jamais été interpellée par des professionnels qui parlent en leur nom.

En effet, les rédacteurs du document de projet affirment n'avoir jamais conduit une véritable enquête participative à propos du projet avec les occupants, mais uniquement d'avoir demandé à relever les habitations (souvent essuyant des refus et étant obligés à revenir plusieurs fois). Également, les propensions et les souhaits des habitants ne sont pas recueillis de manière directe, mais uniquement à travers des hypothèses émises sur des bases indirectes de connaissance des lieux de la part des techniciens en charge du projet. Le diagnostic lui-même a été effectué de manière indirecte, à travers « *des témoins privilégiés (syndic, commerçants, habitants, travailleurs sociaux actif depuis très longtemps dans la zone), qui ont souvent fourni une aide fondamentale pour connaître la destination d'usage des locaux* » (*Ibid.*, p.38).

Pour les *bassi* choisis pour le projet, il existe alors trois possibilités : le propriétaire vend son *basso* à un sujet qui se charge de la requalification ; le propriétaire se charge lui-même de la requalification ; le propriétaire effectue la requalification et donne ensuite la gestion de la future activité à un sujet tiers. Dans les trois cas, le propriétaire s'engage à ne plus utiliser le *basso* comme logement, et qui plus est, il se charge de le libérer avant le début des travaux. Pour les propriétaires occupants et pour les locataires, le projet prévoit donc des subventions pour le relogement : une contribution pour le paiement d'un loyer pendant quatre ans, qui peut être fournie en une seule fois si l'on souhaite acquérir un bien. Pour « *certaines catégories de locataires* », un relogement est prévu « *dans des zones limitrophes* »³¹³

³¹² Les Quartieri Spagnoli se trouvent entre deux zones de la ville assez bourgeoises : la rue Toledo, avec magasins, banques, restaurants et passage constant de personnes, et le cours Vittorio Emanuele I, où se trouvent beaucoup de demeures bourgeoises.

³¹³ Les deux formulations citées sont très vagues et ne donnent aucune précision quant aux destinataires de cette mesure, ni aux lieux éventuellement prévus pour un possible relogement.

directement pris en charge par la Municipalité de Naples. Les destinations des éventuels relogements restent floues, surtout quand c'est les rédacteurs eux-mêmes qui mettent en évidence que la liste des demandeurs d'un logement social est déjà très longue et il existe déjà une catégorie spéciale pour les occupants des *bassi*. Ainsi, l'occupant est contraint de trouver lui-même un nouveau logement, et de payer le nouveau loyer, intégré pendant seulement quatre ans. Puisque Montecalvario est présenté comme l'un des quartiers avec le meilleur rapport localisation/prix des loyers, et que pour cette même raison il est la destination principale à la fois des Napolitains et des migrants, il est prévisible que le loyer dans un autre quartier serait bien plus cher que celui dans le *basso*.

Nos enquêtes auprès des habitants des Quartieri Spagnoli nous aident à comprendre que l'analyse des conditions matérielles d'un logement ne peut être le seul moyen de décréter ce qu'est un logement « digne », ou un habitat convenable. Comme l'indique C. Pétonnet, l'aspect dégradant d'une activité ou d'un espace n'est pas une constatation objective, mais un jugement de valeur, qui se transfère de l'objet ou de l'espace utilisé à son utilisateur :

Ainsi, en ce qui concerne le monde du travail, par exemple, les intellectuels qui, de bonne foi, dans des analyses justes en théorie, décrètent que certaines tâches sont dégradantes pour l'homme, dégradent du même coup, tant qu'elles ne sont pas supprimées, l'ouvrier qui les accomplit, privé du droit d'en juger lui-même. [...] La réalité technique et sociale d'une même tâche est différemment perçue et vécue par les intéressés selon leur degré de perméabilité ou de résistance à l'infériorisation dont elle est l'objet. (Pétonnet 1985 *op. cit.*, p.310-311).

Si l'habitat dans les *bassi* est interdit par la loi, ici il est clairement analysé sous un autre point de vue. Le document de projet spécifie que dans le contexte des Quartieri le fait d'habiter dans un *basso* est considéré comme normal et toléré par la plupart de la population, même si cela ne respecte pas les normes du PRG. À un premier groupe de *bassi* conçus comme « logements dignes », car correspondant aux standards de ce que l'on attend dans une habitation, les aménageurs ajoutent deux autres groupes : les *bassi* qui peuvent être réutilisés en tant que locaux commerciaux et ceux qui peuvent seulement devenir des dépôts (pour des questions de surface). Dans ces deux groupes on retrouve tous ces *bassi* qui sont aujourd'hui habités, mais dans des conditions dégradantes. Le jugement qui est porté n'est pas alors de type normatif, car c'est l'ensemble des *bassi* qui est interdit à l'usage comme habitation par le PRG, mais moral, autrement dit adressé au comportement de ses occupants et à l'état matériel du logement. Ces pratiques, si elles ne correspondent pas au comportement urbain d'un citoyen « comme il faut », et si le logement ne reflète pas ce qui est considéré comme un logement « digne » par « la majorité de la population » (Sirena *doc. cit.*, p.18), sont considérées comme dégradantes. En lien avec l'analyse de C. Pétonnet, le fait de qualifier certaines pratiques urbaines, ou certains contextes d'habitation, comme « dégradants », ne fait

que dégrader les individus qui ont ces pratiques ou qui occupent ces lieux. Dans ce sens, on peut affirmer que les discours aménageurs dominant à travers l'établissement de normes exclusives et excluant non seulement ceux se retrouvent dans une situation illégale, mais également tous ceux qui ne correspondent pas au modèle imposé. Comme l'indique C. Pétonnet, ces mêmes arguments qui prônent un changement de pratiques pour obtenir une « amélioration de la qualité de vie », se passent bien souvent de l'avis des intéressés. Le plus souvent, c'est le technicien (un architecte ou un urbaniste, même pas un sociologue ou un anthropologue) qui « connaît » le contexte parce qu'il y « va souvent », ou encore des interviews sur des périodes très courtes qui donnent une pâle idée de l'avis des habitants.

Nous avons constaté que les pratiques de vie des habitants des *bassi* déplacent la balance bien loin des conditions matérielles de vie tout court : dans ce sens, les aménageurs ignorent complètement ces facteurs quand ils parlent du relogement comme une « amélioration des conditions de vie ». C. Pétonnet, en parlant des logements sociaux français, insiste sur le fait que « *un relogement intempestif peut être déstructurant pour un individu s'il contrecarre non seulement son désir mais son insertion spatio-temporelle [...]* » (1985 *op. cit.*, p.313). Or, si les propriétaires ont la possibilité d'adhérer ou non au projet, pour les occupants il n'en est pas question, et même, le départ du *basso* est considéré automatiquement un avancement social.

Le Projet Bassi nous semble entrer de plein droit dans ce processus de « recyclage » de l'urbain (Veschambre 2005b *op. cit.*) qui se fait à travers la prise en main des espaces à transformer, en leur conférant de nouveaux usages, valeurs et destinations. Ce processus d'altération du territoire constitue une perte de repères pour les habitants démunis, comportant à terme un effacement des mémoires dominées et se traduisant dans une dépossession, à l'impact aussi fort qu'une véritable démolition. Des opérations de relogement ou de réaménagement, ne risquent pas seulement de bousculer des habitudes, des pratiques et des attachements émotionnels aux lieux, mais de manière plus profonde, ils opèrent un déracinement de l'ensemble de la mémoire du groupe construite dans ces lieux, et qui concourt à la production constante de l'environnement bâti, social et culturel. Si le groupe change dans le temps, les lieux changent avec lui, mais une modification abrupte et imposée de l'espace environnant ne peut que briser la continuité mémorielle et identitaire du groupe³¹⁴.

³¹⁴ « *Lorsqu'un groupe humain vit longtemps en un emplacement adapté à ses habitudes, non seulement ses mouvements, mais ses pensées aussi se règlent sur la succession des images matérielles qui lui représentent les objets extérieurs. Supprimez, maintenant, supprimez partiellement ou modifiez dans leur direction, leur orientation, leur forme, leur aspect, ces maisons, ces rues, ces passages, ou changez seulement la place qu'ils occupent l'un par rapport à l'autre. Les pierres et les matériaux ne vous résisteront pas. Mais les groupes résisteront, et, en eux, c'est à la résistance même sinon des pierres, du moins de leurs arrangements anciens que vous vous heurterez.* » (Halbwachs 1997 *op. cit.*, p.200).

La délégitimation des groupes subalternes passe également par la négation d'une possible participation au projet officiel, qui se traduit le plus souvent par une ignorance des projets en cours ou à venir. À Naples, les habitants des Quartieri Spagnoli interrogés pendant les enquêtes de terrain, gardent la mémoire des Programmes Urban, mais peu d'entre eux connaissent le Grand Projet, et personne ne connaît le Projet Bassi. Les réactions à un éventuel projet de réhabilitation mobilisent le registre de « l'appartenance qui refuse » : les habitants dénoncent l'état de dégradation du quartier, mais ils ne sont pas disposés à le quitter. Cependant, aucune résistance au Grand Projet n'est visible, car les habitants ne le connaissent pas suffisamment. Les interviewés racontent qu'avant le lancement des Urban, un employé de la Municipalité était chargé d'aller dans les boutiques ou auprès des gardiens d'immeuble pour notifier qu'ils auraient pu bénéficier de subventions à la réhabilitation architecturale. Ni le Projet Bassi, ni l'ensemble du Grand Projet ne bénéficient de cette même information capillaire. Ce dernier est bien connu et maîtrisé seulement par les institutions, les professionnels et les associations locales. Les entretiens conduits auprès des professionnels font en effet émerger comment l'information de la population serait considérée par ces derniers une étape ultérieure de la programmation, qui surviendrait à un stade avancé du projet³¹⁵. La concertation en amont, qui était l'une des caractéristiques les plus médiatisées des Programmes Urban, dans le Grand Projet a plutôt pris la forme de réunions pour informer les associations locales. Dans ce processus, qui voit la concertation comme un dialogue entre professionnels, les groupes démunis se retrouvent totalement dominés, car ils subissent le projet sans aucune possibilité d'expression.

En ce qui concerne les habitants du Centro Antico, très peu nombreux sont ceux qui connaissent le Grand Projet Unesco, dont le caractère fortement axé sur le patrimoine catalyse principalement les associations de sauvegarde. Pendant l'été 2014, les artisans se sont mobilisés contre la menace de l'ouverture des chantiers pendant les vacances de Noël 2015 (éventualité qui ne s'est finalement pas vérifiée), cependant leur voix a pu être entendue uniquement à travers la médiation d'associations comme Corpo di Napoli, qui a émis des inquiétudes auprès de la Municipalité IV. Quant aux autres projets de la stratégie, ils ont été présentés de manière synthétique lors de plusieurs rencontres publiques, mais ils n'ont jamais été l'objet de communications officielles et localisées dans les environs immédiats des monuments cibles. Lors des réunions publiques auxquelles nous avons assisté, comme les Journées Pour la Culture de 2013, ou les deux Journées d'étude sur le Grand Projet organisées en 2014 par l'Observatoire Unesco, un temps de parole très réduit était consacré aux

³¹⁵ Entretiens avec Société Sirena, Région Campanie, Municipalité de Naples (bureau Grand Projet Unesco), printemps 2014.

associations du centre historique, qui devaient à la fois se présenter et mettre en avant leurs demandes face aux institutions locales.

Au Caire, au moment de nos enquêtes, les habitants et travailleurs de Wust-al-Balad ne connaissaient pas les projets prévus, mais plusieurs informations circulaient par le biais de la rumeur. En effet, si la majorité des personnes interrogées ne connaissait ni les projets publics, ni les initiatives des promoteurs privés, beaucoup d'entre eux se sentaient fortement menacés par une expulsion imminente. L'exemple de M. A., gérant du Café Riche, selon lequel « *ils vont raser le centre-ville et y construire des tours* » est révélateur de la force de propagation de la rumeur, qui fait planer une menace indéfinie qui inhibe la résistance collective. Ainsi, les mobilisations étaient plutôt à caractère individuel, comme nous l'ont raconté les personnes interviewées. La même chose pour Maspero, où la menace était mieux connue que le projet en soi. L'employé de la Maspero Company, chargé d'informer les habitants du projet à venir, a été présent sur les lieux pour une période limitée avant la Révolution et uniquement pour gérer l'achat des parcelles³¹⁶. Apparemment, il n'était pas bien vu par la population, qui l'aurait plusieurs fois menacé, jusqu'à le faire partir, pour sa sécurité personnelle. Nous sommes évidemment bien loin d'une participation de longue haleine, signe d'une réelle prise en compte des compétences des habitants.

8.2 Une gentrification imparfaite, entre désirs aménageurs et réalité du peuplement

La réflexion sur l'aménagement des centres et sur la patrimonialisation des quartiers historiques ne peut se passer d'un questionnement autour du changement social produit par ces transformations spatiales. La réhabilitation de quartiers populaires, impliquant à la fois des aménagements spatiaux – d'abord les logements, ensuite les espaces publics – et entraînant, à terme, un changement de population plus ou moins important, a pris le nom de « gentrification » dans la littérature scientifique. L'étude des pratiques « populaires » dans les quartiers étudiés montre des quartiers hybrides, plus que uniquement populaires, mais certes très imprégnés par un imaginaire populaire. Dans ce sens, la mission des stratégies métropolitaines semblerait plutôt celle de « blanchir » l'image des quartiers, pour les montrer comme des espaces en développement. Dans ce sens, l'argument de la gentrification est utilisé de manière ambivalente : parfois argument positif affiché de manière volontaire, parfois mis à l'écart au profit d'une « âme populaire » de la zone considérée. Au-delà des dénominations et des discours, les projets étudiés (surtout au Quartieri Spagnoli et à Wust-al-

³¹⁶ Entretien avec Maspero Company for Urban Development, printemps 2011.

Balad) doivent compter avec un peuplement réel qui reste visible malgré le changement de décor et de « réputation » du quartier.

8.2.1 *Le changement social est-il inévitable ?*

La notion est apparue pour la première fois dans les ouvrages de la sociologue marxiste R. Glass (1964), qui l'utilisait pour parler de ces membres des classes aisées (une nouvelle *gentry*) qui réhabilitaient des logements dans des quartiers populaires, entamant ainsi un processus de transformation à la fois spatiale et sociale.

D'un statut d'entreprise individuelle (ou collective au niveau d'un groupe social) dans ses premières occurrences, la gentrification est devenu le nom sous lequel on retrouve un grand nombre de transformations, notamment celles impulsées par des politiques publiques ayant pour but le « renouvellement »³¹⁷ des quartiers populaires.

Dans le monde anglo-saxon, la gentrification correspond également à une « redécouverte » des centres-villes, délaissés après la Seconde Guerre Mondiale au profit de la « suburbanisation » des périphéries. Le « retour en ville » (Bidou-Zachariasen *op. cit.*) des classes aisées correspond non seulement à la volonté d'exploiter un foncier disponible à bas coût, en réhabilitant des logements anciens, et à un désir de rupture par rapport au style de vie petit-bourgeois propre aux banlieues, mais se double d'une charge symbolique autour du bâti historique. En effet, la réappropriation des quartiers centraux de la part des classes aisées suit le mouvement d'exaltation de l'ancienneté comme authenticité, commun au sein de la culture occidentale dans les années 1960 (Bourdin 2008). Ainsi, nous verrons que la gentrification est prônée, non seulement par les classes supérieures, mais également par les promoteurs et les pouvoirs locaux comme une sorte de « mission civilisatrice », qui permettrait aux citoyens qui ont à cœur l'avenir de la ville de la « reprendre en main », et de redécouvrir l'authenticité des quartiers centraux.

Qu'il soit question de « renaissance urbaine », de « revitalisation », de « nouveau », les termes employés partagent la caractéristique d'être socialement lisses et porteurs de leur propre légitimation – qui pourrait être, a priori, en faveur de la « dévitalisation » de la ville ? De plus, l'usage quasi-systématique du préfixe « re- » est porteur de l'image d'un « retour à la normale » ou du début d'un nouveau cycle dans l'évolution « naturelle » du tissu urbain. La dimension de classe du changement urbain est de la sorte complètement évacuée et toute critique des transformations urbaines en cours est anesthésiée. Il s'agit de susciter l'adhésion du plus grand nombre, classes populaires y compris, à un projet de remodelage *de facto* élitiste de l'espace urbain. (Van Criekingen *op. cit.*)

³¹⁷ Si le terme « renouvellement » est utilisé officiellement en France, dans le monde anglo-saxon on privilégie le terme « régénération » (Bidou-Zachariasen *op. cit.*). Au-delà des dénominations officielles, l'idée de « renaissance », comme du commencement d'une nouvelle vie pour le quartier en voie de gentrification est présente dans la plupart des politiques publiques, mais surtout dans celles des deux villes étudiées.

La transition majeure entre une gentrification « pionnière » en tant qu'entreprise de classe et une politique de la revitalisation urbaine est remarquée premièrement dans les travaux du géographe radical N. Smith, qui explique, à partir du cas de New York, comment la gentrification soit devenue une politique urbaine à part entière. De la première phase, dite de la « gentrification sporadique » (années 1960), à celle de son ancrage dans les années 1980, jusqu'à la « gentrification généralisée » à partir de la seconde moitié des années 1990, Smith montre comment la gentrification soit devenue une « stratégie urbaine globale », profondément connectée à la globalisation. Ainsi, nous pouvons regarder à la gentrification comme à l'une des politiques par excellence de l'urbanisation néolibérale dans les quartiers anciens (Smith 2003).

Les politiques publiques qui interviennent dans les quartiers anciens populaires exploitent la stratégie de l'espace réserve³¹⁸, qui sert à l'exploitation du différentiel de rente foncière (*rent gap*)³¹⁹. Au-delà des questions économiques, ce qui est fondamental dans notre critique de la gentrification est sa charge légitimatrice qui voit dans le changement d'image du centre-ville sa seule issue de survie. En effet, si la notion de gentrification a pris, au fil du temps, une connotation péjorative, définissant une pratique d'exclusion sociale, elle est néanmoins vue très positivement par les promoteurs et les pouvoirs locaux. Même la « mixité sociale », mot d'ordre des politiques urbaines françaises, correspond moins à l'installation de différents groupes sociaux sur un même territoire qu'à la réintroduction des classes supérieures dans un contexte populaire (Van Criekingen *op. cit.*).

La gentrification agit alors comme renouvellement des quartiers populaires qui, à travers les changements spatiaux et dans les pratiques urbaines, retrouvent une image meilleure. Ceci est davantage présent dans les centres-villes, dont le rôle de représentation est important aux yeux du pays, voire du monde. Ainsi, la gentrification des quartiers centraux n'est plus seulement une entreprise individuelle ou collective, mais une stratégie urbaine visant à augmenter l'attractivité de la ville toute entière. Comme pour confirmer la généralisation de cette politique urbaine, les chercheurs ont étudié la gentrification dans différentes villes du monde, selon des scénarios similaires mais à chaque fois dépendant du contexte. L'analyse que fait M. Rousseau sur les « villes perdantes » se révèle très utile dans

³¹⁸ Voir partie 1, chapitre 3.

³¹⁹ « Il s'agit [...] d'un mécanisme économique lié à la sous-évaluation des prix fonciers et immobiliers des quartiers populaires, compte tenu de la proximité du centre. Cela correspond au raisonnement d'un promoteur achetant à bon prix un immeuble ancien et dévalorisé pour le réhabiliter ou le démolir et le remplacer par un immeuble neuf haut de gamme. L'exploitation d'un écart de rente foncière est donc une forme d'accumulation du capital et elle s'inscrit plus généralement dans la logique du développement inégal, caractéristique du système capitaliste : « La logique du développement inégal est que le développement d'une zone crée des barrières pour le développement ailleurs, donc conduit au sous-développement, et que le sous-développement de cette autre zone crée des opportunités pour une nouvelle phase de développement ». » (Clerval 2013 *op. cit.*, p.92).

notre réflexion sur Naples et Le Caire qui, tout en étant des villes importantes au niveau mondial, ne peuvent pas être classées sous le chapeau des « villes globales ». L'auteur définit les « villes perdantes » comme « possédant deux types de « problèmes » : l'un objectif, l'autre subjectif » (Rousseau 2008, p.77). Des phénomènes comme le chômage, l'insécurité, etc., qui sont perçus comme source de problèmes par les gouvernements, sont catalogués comme « objectifs ». Cependant, ces villes souffrent d'un deuxième ordre de problèmes, cette fois donc plus subjectif : « elles ont « mauvaise presse », une « mauvaise image », bref, les représentations que l'on s'en fait, dans les milieux dominants tout au moins, sont souvent « négatives » ». (*Ibid.*). Pour ces villes, les stratégies urbaines de patrimonialisation, de gentrification, et plus généralement toutes celles liées au discours sur la « renaissance » du centre-ville, visent à construire un « contre-portrait » qui pourrait enfin les libérer de cette étiquette de « perdantes ».

Naples et Le Caire se situent, à notre avis, dans cette même catégorie de villes qui souhaitent, à travers l'aménagement des centres, changer l'image de la ville et attirer des classes moyennes supérieures. Pour ce faire, on entreprend une transformation des quartiers centraux, en ce qui concerne à la fois les espaces et les fonctions, afin de changer leur image, non seulement pour les étrangers et les touristes, mais surtout pour les locaux :

À travers la régénération des centres-villes, il s'agit certes d'améliorer la « confiance » ou la « fierté » des habitants ; il s'agit également, et surtout, d'adapter la ville aux goûts supposés des classes moyennes qui se voient conférer la mission de régénérer une économie urbaine en déclin. Pour ce faire, les élites urbaines des villes étudiées tentent de ré-imaginer le centre-ville, de lui conférer un « capital symbolique collectif » susceptible d'attirer les classes moyennes extérieures à la ville, au moyen d'actions en matière d'urbanisme et de culture. (*Ibid.*, p.88)

Le processus de gentrification a été décrit par nombre de chercheurs en différentes villes : celui de Paris, étudié par A. Clerval, montre comment les logements ne soient pas la seule composante de la gentrification, mais que cette dernière est très largement favorisée par l'implantation de commerces d'un certain type. Ainsi, la gentrification résidentielle s'accompagne toujours d'une gentrification « de consommation » ou « de fréquentation » : la typologie de commerces et de cafés ou restaurants, plutôt « branchés », attire une clientèle aisée venant même d'autres parties de la ville, et repousse les classes populaires des espaces publics. Si la gentrification résidentielle est souvent doublée, voire précédée par l'installation de commerces *ad hoc*, il existe des exemples de gentrification uniquement commerciale, comme dans les cas de la rue Toledo à Naples, ou la rue Taalat Harb au Caire (pour ne citer que les villes étudiées). La première, même si elle est directement connectée au quartier très populaire des Quartieri Spagnoli, s'est imposée comme le principal « couloir touristique-financier » (Paquette, Salazar 2005) de la ville, surtout après sa réhabilitation dans les années

1990. La seconde, même si aux étages il y a encore bon nombre d'ateliers d'artisans et de logements vétustes, voit sa fréquentation publique changer progressivement des boutiques de vêtements à bas prix et des restaurants rapides, au profit de commerces plus orientés vers le tourisme et les cafés « branchés ».

Ainsi, la conséquence la plus visible (et la plus violente) de la gentrification, même quand elle est « seulement » commerciale, est dans la dépossession des classes populaires (Harvey 2008 *op. cit.*). Ceci est visible avant tout dans la fréquentation des espaces publics, ensuite dans la réhabilitation des logements (moins visible de l'extérieur), mais également dans un changement plus subtil dans les discours urbain, celui de l'image du quartier.

8.2.2 *Distinction sociale et exclusion urbaine*

La gentrification, en tant que politique publique, vise non seulement à exploiter économiquement un foncier intéressant, mais avant tout à changer l'image d'un quartier, en le rendant attractif.

En effet, la gentrification transforme à la fois un espace bâti – le quartier ancien – et un espace approprié et signifiant – le quartier populaire. Si elle participe à préserver le bâti ancien, elle contribue à détruire la ressource sociale et symbolique que représente le quartier populaire pour ses habitants. Ces quartiers, jusqu'ici symboliquement dévalorisés (par la vétusté de leur bâti et leur appropriation par les classes populaires), sont valorisés et embellis à la mesure de l'attractivité potentielle que pouvait susciter leur position centrale dans la ville ou leur proximité du centre. (Clerval *op. cit.*, p.11).

Le changement d'image du quartier populaire correspond alors à son amélioration et ainsi à la légitimation de l'exclusion des classes pauvres comme un processus nécessaire pour une réelle valorisation du centre-ville. Les « gentrificateurs » vivraient ainsi leur entreprise comme une « mission » salvatrice de quartiers dégradés, ce qui implique une culpabilisation des classes subalternes : leurs pratiques seraient inappropriées à l'espace en question, nuisant au patrimoine et aux autres citoyens. L'appropriation des espaces populaires, en vue de leur transformation, se nourrit ainsi de la délégitimation de ceux qui les occupaient avant « ces « gentrificateurs » ont le sentiment d'avoir repris en main, en payant de leur personne, un quartier à la dérive » (Authier, Bidou-Zachariassen 2008, p.19).

Ce même sentiment d'une entreprise qui « sauve » un espace peut être relevé dans ce que S. Zukin appelle la « domestication par le cappuccino », autrement dit la réhabilitation d'un espace « sauvage » par l'arrivée de commerces et cafés branchés, et autres franchises (*op. cit.*). Le terme « domestication », qui fait pressentir la préexistence d'un état « sauvage », en dit long sur l'esprit avec lequel les élites interviennent dans les espaces populaire, communément définis « dégradés » ou « à l'abandon ». Ceci implique que les pratiques

populaires non seulement ne soient pas perçue comme « appropriées » pour le quartier en question, car elles le dénaturent et le dégradent, mais, plus important encore, qu'elles ne sont pas *authentiques*, autrement dit elles ne correspondent pas à un usage supposé originaire et « correct » de ces lieux.

La gentrification des quartiers centraux révèle tout le caractère contradictoire des pratiques de patrimonialisation, qui se veulent inclusives, mais qui contribuent en grande partie à l'entreprise d'exclusion urbaine et sociales des classes subalternes des centres. Les politiques patrimoniales induisent donc un inévitable changement social (Semmoud 2005). Même quand la participation dans les projets urbains des espaces patrimonialisés voit la présence d'associations, elles sont essentiellement issues des couches moyennes, qui seraient plus à même de comprendre et valoriser le patrimoine. Quand ces dernières prônent la mixité sociale, donc le souhait de ne pas voir disparaître l'ensemble de la population pauvre, c'est souvent en raison d'une idéalisation de cette dernière et de leurs pratiques, notamment à travers la mythisation du « quartier-village » (Fijalkow 2007), un espace caractérisé par la valorisation des ressources architecturales issues du passé, ainsi que par une population locale aux liens de sociabilité très forts, développés dans le temps. L'argument de la vie de village dans le quartier urbain n'est pas uniquement un fantasme des gentrifieurs ou un sentiment nostalgique, mais devient véritable instrument politique servant à légitimer une image de ce qu'un « bon quartier » devrait être, contre celle d'un quartier actuel en crise (Philifert 2007). Dans ce sens, l'aménagement et le peuplement du quartier deviennent des objectifs politiques. Les classes populaires « désirées » seront uniquement celles qui répondent à un certain nombre de critères. Les activités souhaitées, se situent quant à elles entre deux extrêmes : le folklore « authentique » et la consommation gentrifiée. Également, A. Clerval montre comment, malgré le fait de valoriser la mixité sociale (souvent entendue comme mixité culturelle) dans leurs discours, les gentrifieurs n'aient pas de rapports réels avec les habitants du même quartier de différentes extractions sociales. D'après P. Simon (1995), l'auteure définit ce phénomène « effet-paysage » : la mixité sociale serait « *surtout un décor, une ambiance pour les gentrifieurs, qui ont peu d'interactions réelles avec les autres classes sociales* » (*op. cit.*, p.164), en privilégiant un entre-soi fait de la fréquentation des mêmes lieux.

Comme le montre encore A. Clerval pour le cas de Paris, l'étape successive à la gentrification dans le processus de transformation urbaine et sociale des quartiers centraux prend le nom de « boulevardisation », notamment ce qui arrive quand les petits cafés branchés et les friperies « bobos » laissent la place aux cafés franchisés et la fréquentation des espaces publics se standardise, contrevenant aux principes du début qui valorisaient « l'esprit des lieux » :

En quelques années, le quartier « branché » perd son attrait d'avant-garde et s'institutionnalise, élargissant sa clientèle, pour finalement saturer. Il tend par ailleurs à la « boulevardisation », comme c'est le cas rue du Faubourg-Saint-Antoine, où se multiplient les franchises de chaînes de vêtements, de chaussures, de cosmétiques, voire de cafés standardisés, comme la chaîne française Columbus Café ou la chaîne états-unienne Starbucks Coffee. Ces derniers sont à la fois l'antithèse des cafés « branchés » d'avant-garde comme le Charbon – qui appuie sa renommée sur l'esprit des lieux – et leur prolongation, en ce qu'ils poursuivent à l'extrême la déterritorialisation du café que les premiers ont commencé en détournant le café populaire traditionnel pour le vendre à une clientèle plus fortunée. (Clerval *op. cit.*, p.109).

Comme l'explique P. Bourdieu (1979), avancer un certain type de préférences en matière de consommation culturelle dénote l'appartenance à une certaine classe sociale et en garantit la continuité³²⁰. Spatialiser ces goûts dans le centre-ville, à travers la mise en place de pratiques spécifiques, correspond alors à la spatialisation d'un pouvoir de classe (Zukin *op. cit.*). La supériorité économique des classes aisées, couplée à la délégitimation des pratiques des groupes subalternes, se double d'une supériorité morale qui justifie l'appropriation des espaces centraux de la ville. Adopter un certain type de pratiques correspond ainsi à marquer son appartenance à un groupe social déterminé, mais, plus encore, sa non-appartenance aux autres groupes. Tout comme certains intellectuels proposent l'élimination de toute superfétation populaire du bâti historique, afin de lui rendre son apparence originaire, l'intolérance pour les pratiques des autres, et plus particulièrement pour les pratiques populaires, devient un moyen de protection d'une authenticité supérieure, non dégradée par les usages populaires. Dans ce sens, les pratiques populaires subissent une manipulation qui les rend « consommables » pour les catégories supérieures. Les pratiques populaires, « nettoyées » et ainsi restituées dans leur « authenticité », deviennent valorisantes. Ce processus peut également être induit par les aménageurs, qui mobilisent le discours folklorique dans un but de fascination des catégories aisées en quête d'exotisme « sûr ».

8.3 Le discours folklorique, ou le risque de la manipulation

La manipulation de la fascination pour les aspects plus populaires de la vie locale, jusqu'à leur idéalisation, ou à l'inverse, à leur diabolisation, semble guider une grande partie des initiatives culturelles menées au centre-ville. C'est une tendance qui concerne les institutions, mais plus encore les associations culturelles et les initiatives artistiques, qui se veulent « proche du local ». Nous pouvons ainsi rapprocher ce phénomène du *cultural insidierism* envers les minorités noires étudié par P. NDiaye : « *Gilroy appelle cultural*

³²⁰ « Le goût classe, et classe celui qui classe : les sujets sociaux se distinguent par les distinctions qu'ils opèrent, entre le beau et le laid, le distingué et le vulgaire, et où s'exprime ou se traduit leur position dans les classements objectifs. » (Bourdieu 1979 *op. cit.*, p.VI).

insiderism *cette forme d'engouement ethnique qui fétichise les différences sans les repenser* ». (*op. cit.*, p.145).

De la même manière, une partie de la classe moyenne napolitaine, surtout parmi la gauche, éprouve une sorte d'attirance vers le « primitif » supposé des groupes subalternes. Ses membres valorisent alors la fréquentation des quartiers populaires, dans des balades recherchant le folklore, cependant sans jamais vraiment sortir du sentier battu du tourisme de l'exotique. Certaines activités commerciales et de loisir contribuent à construire cette ambiance en même temps rassurante et exotique recherchée par l'élite napolitaine : des restaurants comme Nennella aux Quartieri Spagnoli, des événements comme les visites guidées aux œuvres de Ciop&Kaf, etc.

À Naples, si l'utilisation du centre historique au quotidien peut constituer un folklore qui fascine les touristes, cette même utilisation a son revers de médaille : les boutiques alimentaires et les logements habités produisent des déchets, des mauvaises odeurs, du trafic. Cette frontière entre l'absence de sens civique et le folklore, souvent instrumentalisée par les institutions, est également la source d'une profonde fracture entre les habitants du centre.

Le Centro Antico de Naples a connu une dégradation importante après la seconde guerre mondiale, quand l'expansion sur les collines a attiré les classes aisées vers de nouveaux quartiers résidentiels. Cet exode de la bourgeoisie a entraîné une dégradation progressive du patrimoine immobilier, mais également une dégradation sociale, conséquence de la rupture de l'équilibre de « l'économie de la ruelle » (Fratta *op. cit.*). Les espaces du centre-ville étaient en effet fréquentés au quotidien par ses habitants et usagers, selon des pratiques dont le terrain principal était la ruelle. Le *Centro Antico* a cependant connu un parcours tout à fait particulier : la classe moyenne supérieure, qui a déserté le centre-ville avec l'expansion urbaine, de fait le fréquente encore. Banques, commerces de luxe, mais également musées, expositions, cafés littéraires, librairies, sont des espaces de consommation culturelle gentrifiée (Cattedra, Memoli *op. cit.*) très présents sur le territoire, surtout le long des itinéraires touristiques et aux environs des universités. Une fragmentation spatiale et sociale du centre s'opère alors par zones « en lumière » ou « en ombre », dont les victimes sont les résidents des quartiers « derrière » les rues commerçantes ou touristiques.

Bien que le centre de Naples soit souvent considéré comme un ensemble urbain unitaire, où les différents groupes sociaux vivent ensemble « les uns sur les autres », une analyse approfondie démontre une fragmentation sociale au caractère spatial très marqué. S'il est vrai que tous les quartiers sont habités par différentes couches de population en même temps, la fragmentation spatiale opère à une échelle plus réduite. Dans le *Centro Antico*, par exemple, les rues principales (les *decumani*) et les rues autour des universités conservent (ou ont repris) un caractère petit-bourgeois, en raison notamment de la proximité avec les sites les

plus fréquentés, par les touristes, les travailleurs ou les étudiants (Figure 94). Ces zones sont des lieux très actifs, où les activités des associations se multiplient et une sorte de vie « bobo » s'installe progressivement (squats sociaux d'étudiants, marchés bio mensuels, promenades associatives dans les monuments, cafés avec terrasse, etc.). Dans les petites ruelles (les *cardini*) qui coupent ces rues principales, le décor change : l'habitat est beaucoup plus dégradé, les *bassi* sont massivement occupés comme logements, les activités deviennent plus liées aux pratiques quotidiennes (commerces de proximité informels, petits ateliers de couture ou de bricolage) et l'occupation de l'espace devient plus « intime ».

M. Gravari-Barbas (2005a) nous rappelle que le patrimoine et le tourisme sont deux phénomènes qui se sont développés en Occident en concomitance et sous l'influence l'un de l'autre. L'avènement de la globalisation, avec l'apparition d'organismes comme l'Unesco ou l'Icomos, a marqué un élargissement supplémentaire de la patrimonialisation. Si cette dernière avait déjà subi dès les années 1990, comme nous l'avons vu plus haut, un élargissement selon trois facteurs - chronologique, thématique et spatial³²¹ -, le nouveau siècle a été marqué « *par la mondialisation des labels, des normes et des valeurs patrimoniales et par l'internationalisation des revendications patrimoniales* » (Gravari-Barbas 2012 *op. cit.*, p.391). Ainsi, comme nous l'avons vu, l'initiative patrimoniale n'est plus localisée et ancrée au territoire où se trouve le bien, mais elle peut appartenir à des instances extérieures. Ces dernières confèrent à la mise en patrimoine une légitimation supplémentaire, en insérant les biens dans un « réseau patrimonialisé » (*Ibid.*) de biens reconnus et valorisés par l'ensemble des sociétés du monde, qui fonctionne en manière détachée du lieu où le bien se trouve et selon des normes internationales qui priment sur les réglementations locales.

³²¹ Autrement dit, les biens patrimonialisés étaient issus de périodes historiques plus diversifiées, couvraient un éventail de thématiques plus ample et des espaces plus étendus (Choay 1992).



Figure 94. Artisanat et activités liées au tourisme. A Naples, l'artisanat de production a progressivement laissé la place aux activités touristiques, principalement la vente de produits locaux et de souvenirs. La majorité de ces commerces est localisée sur le *decumanus* inférieur (rue Benedetto Croce) et le long de la transversale rue San Gregorio Armeno.

L'un des acteurs principaux de cette « patrimonialisation », qui contribue à produire et à donner du sens aux patrimoines selon des critères partagés par la communauté dont il fait partie, est le touriste. En effet, l'intérêt touristique que certains biens suscitent dans les sociétés étrangères constitue un moteur fondamental de leur mise en patrimoine. Dans ce sens, le regard touristique porté par des sociétés étrangères

contribue à la reconnaissance, à l'identification de lieux extraordinaires souvent déjà investis de sens par les populations locales, mais aussi parfois éveillés, révélés par le « regard extérieur » qu'est le regard touristique (Urry 1990). (*Ibid.*, p.376).

Si ce regard extérieur peut impulser une dynamique importante de développement d'un territoire, il constitue néanmoins une ingérence dans l'appropriation locale du bien en question. De plus, le regard touristique n'est pas un regard neutre, qui prend acte d'une réalité déjà existante : tout comme pour la patrimonialisation, il s'agit d'un acte d'assignation symbolique d'un rôle ou d'une identité précise. Cette dernière correspondra alors à ce que les touristes aimeraient trouver dans cet espace au moment de leurs visites. Mais que recherchent les touristes dans une visite d'un bien patrimonialisé ? Grand nombre de chercheurs travaillent sur ces questions, au Nord comme au Sud. L'une des notions les plus ambiguës soulevées par leurs recherches est celle de l'authenticité, à la fois comme ambiance recherchée par les touristes et construite par les acteurs locaux.

L'authenticité serait donc partie intégrante de cette « émotion patrimoniale » que les aménageurs cherchent à susciter dans les visiteurs :

L'émotion des touristes résulterait alors d'une co-construction impliquant la désignation d'un objet touristique [...] et « la création d'un imaginaire touristique propre à rendre cet objet suffisamment familier et suffisamment lointain pour que cette rêverie exotique prenne naissance » (Amirou, 1994 : 158). (Girard 2010b *op. cit.*, p.62).

La notion d'authenticité apporte donc une complexité supplémentaire à ce paradoxe entre une labélisation patrimoniale internationalement standardisée et la valorisation d'une unicité territoriale qui rendrait la ville attractive (Bonard, Felli 2008). Dans ce sens, l'authenticité est quelque chose qui peut être construit à des fins d'exploitation économique d'un bien ou d'un territoire. A ce propos, M. McCarthy fait l'exemple de Venise, une ville qui ne serait autre que la « carte postale d'elle-même » (1963). En effet, la Venise touristique serait la « vraie » Venise, car cette ville vit justement de ses activités et ses représentations touristiques (Fainstein, Gladstone 2004). Mais alors, comment distinguer la « vraie » authenticité, de celle construite pour évoquer l'« émotion patrimoniale » dont parle M. Girard ? Mais encore, une distinction entre une « vraie » et une « fausse » authenticité a-t-elle vraiment lieu d'être ?

À Naples, l'opposition entre ce que Naples « serait vraiment » et ce que « voient les touristes » nourrit le récit de la ville dans un double sens : d'un côté, pour faire en sorte que les touristes vivent une expérience « authentique », c'est-à-dire conjuguer aspect esthétique et folklorique ; de l'autre, pour contrer une « mauvaise réputation », de ville dégradée et dangereuse, à travers la valorisation du patrimoine. La ville se retrouve prise ainsi au piège de l'authenticité construite : que les expériences vécues soient vraies ou « mises en scène », les étrangers et les touristes apprécient la ville notamment pour son caractère chaotique et désordonné, qu'ils considèrent comme intrinsèque à la ville et qui nourrit pleinement l'expérience en termes d'exotisme (Guiomar 1990). Pour favoriser la quête d'authenticité des touristes, les acteurs locaux tiennent à leur offrir une expérience qui soit cohérente dans tous ses aspects : ainsi, non seulement les objets et les espaces mais également les habitants des lieux visités deviennent des objets touristiques, des « *acteurs* » qui donnent la couleur locale et l'ambiance » (Fainstein, Gladstone *op. cit.*). Au Caire, comme dans beaucoup d'autres villes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les quartiers historiques ont vécu une patrimonialisation essentiellement destinée à favoriser une certaine expérience de la ville orientale :

Le souci d'acteurs publics et privés de répondre à la recherche d'altérité des touristes s'est traduit par un processus de folklorisation, prenant entre autres la forme d'une orientalisation, jouant d'images stéréotypées associées à l'Orient. (Girard 2010a *op. cit.*).

Dans ce contexte, la patrimonialisation de Wust-al-Balad, le centre « moderne » se veut porteuse d'enjeux différents. En effet, les politiques urbaines de valorisation du patrimoine et d'aménagement des secteurs classés ne reposent pas sur l'esthétique orientale des espaces, mais sur des thématiques comme le cosmopolitisme, l'art et les manifestations culturelles. En somme, la patrimonialisation de Wust-al-Balad se construit essentiellement sur la promotion de la consommation culturelle, dans le but de répondre aux attentes non seulement du touriste « de masse », qui visiterait les espaces classiquement attractifs au Caire et en rechercherait l'ambiance connue, mais celui « *serious* », qui fréquenterait les galeries d'art, les cafés ou les restaurants locaux sans perdre la sensation rassurante d'être dans des espaces connus. En général, toute création d'espaces touristiques est une « création paradoxale », dans laquelle « *les visiteurs font l'expérience à la fois du nouveau et du familier, de l'excitation et de la sécurité, et de la sûreté* » (Fainstein, Gladstone *op. cit.*, p.127).

La question de la consommation culturelle renvoie à celle de l'aménagement des centres à des fins touristiques et de fréquentation des élites. Dans l'exemple étudié par H. Adly du quartier Darb al-Ahmar au Caire (2014), les aménagements paysagers, essentiellement destinés à la création d'itinéraires et d'infrastructures pour les touristes, ne

s'adaptent pas aux pratiques des habitants. Ainsi, les politiques urbaines patrimoniales, souvent présentées comme outil d'amélioration de la vie des habitants, de fait opèrent une marginalisation des pratiques populaires présentes sur le territoire : effacement des signes de la pauvreté, folklorisation des espaces, instrumentalisation des pratiques traditionnelles, etc. (Florin, Semmoud 2014 ; Ernst 2013 ; Girard 2010b).

En effet, si le tourisme de masse trouve ses lieux d'expression privilégiés dans les espaces standardisés, souvent situés en dehors de la ville – les parcs d'attractions, les villages de vacances, les sites monumentaux – le tourisme culturel se pose en tant que critique du premier, dont l'esprit de consommation et d'évasion occulterait complètement la rencontre avec les « autres » (*Ibid.*). La distinction entre tourisme « de masse » et tourisme « *serious* » ou culturel, renvoie donc à une quête de l'authenticité vécue de manière différente. Le premier type de tourisme serait alors lié à une authenticité plutôt « froide », tandis que l'autre serait porteur d'une expérience d'authenticité « chaude » :

Tom Selwyn (1996) a [...] distingué « l'authenticité froide » - mise en scène et constituée d'objets à observer renvoyant à la connaissance liée à l'expérience touristique - et « l'authenticité chaude » - reposant sur l'expérience du touriste et associée à sa recherche de solidarité sociale. (Girard 2010a *op. cit.*).

Si en général la mise en tourisme favorise le premier type d'expérience, à travers l'aménagement de sites appropriés, la création de partenariats entre pays ou la communication médiatique, et ce pour des raisons quantitatives³²², le second type de tourisme se construit comme une modalité de voyage alternative, non seulement pour son caractère responsable, mais également pour les possibilités de rencontre avec la culture locale. Cette typologie particulière de voyage, qui peut comprendre plusieurs thématiques de voyage³²³, s'insère à son tour dans un éventail plus ample de tourisms, apparus suite à une volonté de diversification de l'expérience du tourisme, quand les déplacements et les voyages sont devenus accessibles au plus grand monde, attribuant au tourisme classique ce caractère « de masse » qu'on lui reproche³²⁴.

³²² « Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le voyage culturel et patrimonial représentait 40% de l'ensemble du tourisme international en 2007 comparativement à 37% en 1995. » Source : <http://veilletourisme.ca/2011/01/05/tourisme-culturel-et-patrimonial-un-produit-en-croissance-a-travers-le-monde/> [consulté le 20/03/2015].

³²³ « À mesure que les voyageurs se livrent à de nouvelles activités de niche, ce type de tourisme ne cesse de se diversifier. Il englobe le tourisme architectural, la visite des sites naturels, référencés ou non par l'UNESCO, et le tourisme marin pour l'exploration de l'héritage subaquatique. On compte également le tourisme religieux et le tourisme gastronomique, l'agrotourisme, les festivals et, sans doute l'activité la plus traditionnelle de toutes, la visite de musées et de galeries d'art. » Source : <http://veilletourisme.ca/2011/01/05/tourisme-culturel-et-patrimonial-un-produit-en-croissance-a-travers-le-monde/> [consulté le 20/03/2015].

³²⁴ « La croissance des courts séjours et la popularité des escapades urbaines favorisent le développement du tourisme culturel. Cette tendance est également soutenue par l'engouement pour les voyages indépendants (c'est-à-dire organisés d'une manière indépendante, sans l'aide d'une agence de voyages) et hors des sentiers

D'autres types de tourisme, comme le tourisme naturel, le tourisme solidaire, jusque même au tourisme social, ont été pratiqués avant d'être officialisés, notamment à travers la « Charte du patrimoine durable » rédigée à la suite de la Conférence internationale de Lanzarote en avril 1995 (Lazzarotti *op. cit.*). C'est justement ce caractère « durable » et responsable qui rend ce tourisme propre à une catégorie aisée d'individu, dotés d'un capital intellectuel et économique relativement élevé, que certains rapprochent, par ses occupations et intérêts, à la « classe créative » de R. Florida³²⁵ (Costa 2007). Afin d'attirer cette catégorie des touristes « *serious* » (Stebbins 1996), qui dépensent sur place, en moyenne, plus que les touristes « de masse »³²⁶, les villes diversifient de plus leur offre touristique et la singularisent : chacune joue alors sur une sous-thématique qui lui serait propre.

Ce tourisme se fonde ainsi sur la consommation culturelle et sur la fréquentation de ces lieux préalablement insérés dans ce réseau patrimonialisé évoqué plus haut. Pour ce faire, les touristes « *serious* » privilégient les itinéraires d'art et de culture à l'intérieur des villes, préfèrent se déplacer seuls ou en petits groupes et en autonomie de temps et de moyens de transport, visitent les musées les plus connus mais également les galeries d'art ou les espaces culturels mineurs. Cette fréquentation de l'espace demande un aménagement spécifique, qui se concrétise dans la mise en place d'itinéraires touristiques qui parcourent la ville, signalés de manière à ce que les visiteurs puissent les effectuer sans l'aide d'un guide, dans la création de « cartes » cumulatives pour la visite de plusieurs monuments (et souvent pour faciliter la mobilité), mais également dans l'apparition de cafés, restaurants et échoppes variés, pour que les touristes consomment pendant leur visite. De plus, la mise en place d'un discours patrimonial spécifiquement destiné aux touristes vient signifier symboliquement les bien inclus dans le circuit de la visite :

Pour se démarquer, les destinations mettent de plus en plus l'accent sur l'actif culturel immatériel tel que les images, les goûts et les associations qui les relient à un pays. Ces traits culturels uniques servent d'image de marque pour la destination.³²⁷

Si l'aménagement de sites touristiques spécifiques en dehors de la ville peut ne pas affecter la vie quotidienne des habitants locaux, les transformations urbaines destinées à favoriser le tourisme culturel peuvent représenter des ingérences importantes dans la vie des

battus ». Source : <http://veilletourisme.ca/2011/01/05/tourisme-culturel-et-patrimonial-un-produit-en-croissance-a-travers-le-monde/> [consulté le 20/03/2015].

³²⁵ Voir partie 1, chapitre 3.

³²⁶ Notamment à cause du choix de suivre des itinéraires indépendants, sans avoir préalablement acheté un paquet de déplacements organisés en agence de voyage, ainsi qu'à cause des frais d'entrées dans les musées et les spectacles. Source : <http://veilletourisme.ca/2011/01/05/tourisme-culturel-et-patrimonial-un-produit-en-croissance-a-travers-le-monde/> [consulté le 20/03/2015].

³²⁷ Source : <http://veilletourisme.ca/2011/01/05/tourisme-culturel-et-patrimonial-un-produit-en-croissance-a-travers-le-monde/> [consulté le 20/03/2015].

résidents des quartiers concernés. D'une part, les transformations des activités économiques, si elles peuvent représenter une ressource pour les locaux, peuvent rendre la vie quotidienne très difficile : un quartier qui compterait uniquement des boutiques de souvenirs et des restaurants typiques, à la place des commerces de proximités et autres équipements de quartier, peut vite devenir peu viable. D'autre part, la valorisation du quartier, non seulement en raison de ses sites touristiques, mais en tant que fréquentation de l'espace, peut entraîner un processus de gentrification – qu'elle soit « de consommation » ou même résidentielle. Pour dénoncer ce phénomène, M. D'Eramo (*op. cit.*) a forgé le terme extrême d'« urbanicide », un meurtre programmé de la ville, dont le coupable ne serait autre que l'Unesco.

Qu'elle soit une construction destinée à la consommation « de masse » ou « culturelle », l'authenticité fait néanmoins l'objet d'une marchandisation, qui induit inévitablement l'aliénation de l'habitant. Ce dernier, tout comme le travailleur chez Marx, non seulement est pris dans la marchandisation de la valeur d'usage du bien patrimonialisé, qui en occulte la valeur d'échange, mais est victime d'une aliénation supplémentaire, de type identitaire. En effet, dans la conception marchande du tourisme, aux deux valeurs « classiques » du produit, il faut ajouter la valeur du signe, autrement dit l'assignation d'une symbolique identitaire aux biens patrimonialisés (Fainstein, Gladstone *op. cit.*). Comme on l'a vu plus haut, cette assignation n'est pas neutre ni consensuelle, mais relève de processus et d'appropriations différents selon les acteurs concernés. En effet, les visions et le vécu des différents acteurs (touristes, instances internationales, pouvoirs locaux, habitants, etc.) entrent en conflit dans la définition du patrimoine et de ses modalités de conservation.

Souvent utilisée à des fins touristiques, la notion d'authenticité peut également être le pilier des projets de requalification urbaine. Les exemples les plus parlants sont le Projet Bassi à Naples et la réhabilitation de Wust-al-Balad au Caire.

Le document du Projet Bassi insiste beaucoup sur la volonté de ne pas destiner les *bassi* requalifiés à des activités aléatoires, mais de le décider en vertu d'une vision générale qui contribue à renforcer, voire à construire carrément, une identité économique et culturelle pour le quartier. En effet, l'enquête menée par les aménageurs met en évidence une vocation du quartier Montecalvario comme lieu historique de l'artisanat et du commerce de type textile, maroquinerie, cordonnerie, etc. Des survivances de ces activités historiques sont encore présentes aujourd'hui, mais la plupart d'entre elles se transforment progressivement en activités de type récréatif et de loisir. Afin d'impulser un développement qui puisse ensuite croître et rayonner dans le centre historique, à partir du quartier, les aménageurs ont décidé de définir une identité économique et culturelle à laquelle adapter les nouvelles activités qui auront lieu dans les *bassi* requalifiés. Si les véritables activités seront bien entendu décidées avec le propriétaire, ou gérant, en fonction de ses possibilités ou attentes, les aménageurs ont

fourni tout de même un modèle général qui encadre la mise en place des activités, celui du « district culturel intégré ». Parmi les objectifs du modèle cités dans le document, figurent des ambitions assez significatives : du « *renforcement de l'identité culturelle du lieu* », à « *l'amélioration et diffusion de l'image du lieu* », ou encore « *l'implication intellectuelle et émotionnelle* » par rapport à la culture (Sirena *doc. cit.*, p.6). Il est bien spécifié dans le document que le district culturel intégré ne se concrétise pas simplement dans la mise en place d'une économie entièrement dédiée au tourisme culturel (qui en fait seulement partie), mais que l'idée de base est justement celle d'identité. Ce qui importe, selon les aménageurs, est la possibilité de « tracer culturellement » le produit créé dans le district culturel, autrement dit de

tracer ses origines historiques, mythologiques, littéraires, technologiques, qui s'enracinent dans le territoire de référence, dont on puisse sortir l'identité particulière du bien [...], et qui le rendent unique, exclusif, irrépétible, « non reproductible » [...], par la signification profonde qu'il résume et contient, signification liée justement à son « identité tracée ». (*Ibid.*, p.7).

Ainsi, l'ensemble de cette économie se fonde sur la notion d'authenticité, une sorte de « génie du lieu » qui garantirait l'unicité des biens produits. Dans ce sens, nous sommes pleinement dans la vision harveyenne de l'exploitation des singularités propre à la marchandisation des espaces culturels, propre de l'urbanisme de la globalisation (Harvey 2008 *op. cit.*). De plus, l'authenticité sur laquelle se fonde toute l'identité culturelle des biens produits par cette économie est une authenticité construite, autrement dit produite par la sélection des éléments que les groupes dominants considèrent comme pouvant faire partie du bagage culturel collectif. C'est la même opération qui a lieu avec la patrimonialisation, qui n'est autre que la conservation des éléments propres à une narration symbolique de l'histoire d'une société. Ainsi, les éléments éligibles comme éléments de l'« identité des lieux » seront les plus vendeurs : si Montecalvario a pu avoir une vocation artisanale dans le passé, celle-ci a évolué et s'est modifiée dans le temps. Faire revenir le quartier à cette identité fictive issue d'un passé révolu ne serait autre qu'une opération de narration sélective, et d'effacement des individus et des pratiques qui organisent le quartier depuis. Ce retour sélectif vers le passé est présenté par les aménageurs comme une amélioration de la situation du quartier, ce qui implique, même s'il n'est jamais dit clairement dans les documents, que les modes de vie actuels ne reflètent pas l'identité des lieux, qui sont donc « étrangers » au génie du lieu. Au contraire, nous verrons que toutes les activités qui ont lieu dans les *Quartieri*, liées à l'économie ou à l'habitat, sont issues d'une pratique des lieux cohérente en soi.

Dans le document général de Cairo 2050, le projet pour Wust-al-Balad est cité dans le paragraphe dédié au tourisme, à l'intérieur de l'objectif « *améliorer la compétitivité de la capitale égyptienne* » (GOPP *doc. cit.*, p.71). L'orientation stratégique, qui concerne Wust-al-

Balad comme les autres quartiers « historiques » du Caire, récite : « *transformation du Caire islamique, copte et khédivial en musées ouverts et centres touristiques* » (*Ibid.*). Au-delà du caractère approximatif et généralisant de cette phrase, il est intéressant de remarquer que ces trois quartiers sont insérés dans un même circuit touristique, ce qui indique que chacun d'entre eux aura une fonction spécifique dans l'accueil des touristes. Ceci se concrétise dans la mise en place d'une identité différente pour chaque quartier. Le Caire islamique, même après avoir bénéficié d'une patrimonialisation importante, reste un quartier populaire et essentiellement déserté par les Égyptiens aisés. Le quartier copte, quant à lui, confirme grâce à sa réhabilitation, sa vocation essentiellement touristique. Wust-al-Balad, au contraire, fraîchement investi de sa nouvelle identité « khédiviale » doit devenir le quartier « branché », où le tourisme se décline sur une modalité essentiellement culturelle. Le document du projet laisse ainsi transparaître une volonté spécifique derrière la mise en place d'une identité forte et attractive : cette dernière n'est pas un retour à quelque chose d'existant, mais une construction *ex-novo* par les aménageurs, qui s'appuient sur des éléments issus du passé colonial pour construire un héritage national (Abaza 2011 *op. cit.*).

Également, le processus de « remise à nouveau » de Wust-al-Balad se fait parallèlement à une « médiévisation » du quartier islamique (*Ibid.*), dans le but d'accentuer le caractère « moderne » et attractif du premier. En effet, dans le centre fatimide ou celui copte, l'aspect résidentiel passe en second plan par rapport aux activités touristiques et à la patrimonialisation. La vocation du « Caire khédivial » est, quant à elle, plus spécifiquement culturelle : les activités touristiques sont même limitées³²⁸, tout comme les activités administratives et les bureaux, au profit d'activités de consommation culturelle réservées aux élites locales et aux touristes *serious*. Cafés branchés, galeries d'arts, expositions, théâtres, cinéma, promenades piétonnes et places arborées pour festivals : il s'agit d'activités qui accompagnent et favorisent un changement social de consommation, mais avant tout résidentiel.

Un autre pilier du projet de Wust-al-Balad se relie à cet objectif de changement social : le déplacement de ces activités définies « polluantes » à l'extérieur du centre-ville (AECOM, Associated Consultants *doc. cit.*, p.8), dans le but de réutiliser le foncier de manière plus profitable. Ces activités indiquées sur le document sont notamment celles liées à la mécanique et autres travaux manuels, qui cependant constituent une ressource historique dans le quartier. Les aménageurs les définissent « inappropriées », car elles « *ne correspondent pas à la valeur du foncier* » et « *vont à l'encontre de la nature et du potentiel* ».

³²⁸ Le déplacement des collections antiques vers le Grand Musée Égyptien de Giza, que nous avons évoqué plus haut, fait partie de la stratégie d'éloignement des activités touristiques de « masse » (ainsi concentrées sur le même site des pyramides) pour mieux accueillir les touristes *serious* et les consommateurs culturels.

du site » (*Ibid.*, p.29, nous soulignons). La phrase évoque l'idée selon laquelle le projet ne fait autre qu'« éveiller » une tendance déjà *naturelle* du centre-ville, favorisant ainsi le raccourci entre le caractère « inapproprié » de certaines pratiques et la non-légitimité des populations qui les adoptent à occuper cet espace, en le « dénaturant ». Ainsi, la délégitimation n'est plus une construction sociale, mais une injonction universelle, qui puise directement dans le « génie du lieu » : ce faisant, le consensus autour de la délégitimation devient tout aussi naturel.

Si les différents projets, publics comme privés, ont été à plusieurs reprises accusés de vouloir impulser un processus de gentrification de Wust-al-Balad au détriment de ses habitants historiques, ceci ne se vérifie pas dans la vieille ville, même après les projets de patrimonialisation. Si le quartier a bien été réhabilité à des fins touristiques, il est toujours habité par des couches populaires. Les vieux quartiers constituaient une sorte de « noyau indigène » face à l'internationalisation des quartiers modernes. La définition d'une identité précise pour chaque quartier, en accentuant certaines caractéristiques au-delà des tendances « naturelles », fait partie de cet urbanisme qui ne se résume pas à la réhabilitation physique des espaces, ou à l'aménagement de quartiers, mais qui se fonde sur la construction d'un discours, lui-même pilier de l'ensemble du projet.

Chapitre 9 : Qui a « droit au centre-ville » ?

Dans ce chapitre, nous allons nous concentrer sur le questionnement de cette fabrication de la ville par les groupes subalternes, afin d'en déceler les spécificités éventuelles et la relations qu'elles entretiennent avec la ville issue de l'urbanisme « officiel ». De plus, nous chercherons à comprendre comment ces pratiques des groupes subalternes peuvent ouvrir une brèche dans l'universalisme de l'urbanisme dominant et de son « discours sur la ville ». La pratique et la fabrication de l'espace urbain par les groupes subalternes font partie de cette production « par le bas », qui contraste le discours dominant : cependant, nous verrons que le « par le bas » n'est pas un élément monolithique à opposer au « par le haut », mais se compose, tout comme ce dernier, d'une multiplicité d'acteurs qui agissent sur la base d'intérêts différents, et parfois en conflit. Sur la base de ces considérations, nous pourrions ensuite nous concentrer sur la réelle possibilité, pour les subalternes, de participer à une production de la ville à part entière, par là exerçant leur « droit à la ville ».

9.1 Le « droit à la centralité »

Nous avons choisi de décliner le célèbre concept lefebvien pour arriver à théoriser la possibilité d'un « droit à la centralité », autrement dit de la légitimité à occuper une position privilégiée dans la ville. L'idée d'un « droit à la centralité » ne doit être pensée seulement comme le droit à un positionnement physique dans un territoire central, mais plutôt comme la possibilité d'investir et de s'approprier des espaces privilégiés. Cette distinction, entre un centre et une marge, entendu du point de vue socio-économique et selon le positionnement dans une hiérarchie de valeurs plutôt que sous l'angle géographique, renvoie à celle traitée précédemment entre une majorité et une minorité dans la société. De la même manière, le « droit à la ville » théorisé par H. Lefebvre n'est pas simplement le droit à résider dans la ville, mais plus profondément le droit à la transformer :

Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à *l'œuvre* (à l'activité participante) et le droit à *l'appropriation* (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville. (Lefebvre 2009 *op. cit.*, p.125).

Dans le sens lefebvien, le droit à la ville consiste alors dans la possibilité à *agir* sur la ville, à la transformer à travers les appropriations et l'activité propres aux pratiques de la vie quotidienne. Pour les habitants que nous avons observés, ce droit à une action sur la ville est profondément lié à la question de la centralité, autrement dit au fait d'investir un espace de représentation (au niveau urbain, national, voire international). Le caractère spécifique de ces

territoires, que nous avons souligné dans les chapitres précédents, marque une distance entre des pratiques supposées légitimes et les pratiques réelles, notamment dans le cas des groupes subalternes, qui sert notamment d'argument pour les aménageurs dans la délégitimation de leur présence.

La revendication d'un « droit à la centralité » des groupes subalternes se base sur ces mêmes pratiques quotidiennes, fortement structurées autour de la centralité des quartiers, non seulement géographique, mais en raison même de leurs spécificités. La localisation du logement reflète « *une position sociale acquise ou convoitée* » (Semmoud *op. cit.*, p.167). Pour les acteurs interviewés dans les deux villes, le fait de vivre dans un quartier central revêt des significations différentes, mais ce n'est jamais anodin. Si dans les deux villes étudiées les quartiers centraux sont principalement populaires, les interviewés de toutes les catégories sociales considèrent la centralité comme un élément valorisant, qui rend leur lieu de résidence facilement accessible, et qui leur permet d'accéder aisément au « *théâtre privilégié de la vie sociale et de l'être ensemble* » (*Ibid.*).

Ainsi, l'emplacement central revient tel un leitmotiv dans les entretiens que nous avons effectué avec les habitants de Naples et du Caire. En ce qui concerne la première ville, la centralité est mobilisée comme ressource pour une vie en ville culturellement épanouissante. Rosaria, habitante de la partie « bien » des Quartieri Spagnoli, explique qu'avec son mari ils ont choisi de « retourner en ville » depuis le quartier bourgeois du Vomero où résidaient leurs parents. Ce choix a été fait en raison d'une vie culturelle et politiquement militante très active dans les années 1980, qui a continué pendant la « Renaissance napolitaine ». Le discours valorisant sur le caractère culturellement actif du centre-ville de Naples fait partie de cet « attrait de l'exotisme » qui a fait revenir au centre une population conséquente, qui a d'ailleurs contribué à son embourgeoisement partiel, et conduit les chercheurs à s'interroger sur un possible processus de gentrification en cours. Les associations mobilisent ce même besoin du contact avec des « réalités diversifiées » comme valorisant pour leurs initiatives. Plus concrètement, grand nombre des associations rencontrées se basent sur deux facteurs fortement territorialisés : d'une part l'appropriation et la valorisation d'un quartier, une place ou une rue spécifique ; de l'autre l'intérêt pour un public particulier, habitants démunis ou migrants, qui sont facilement repérables dans les quartiers du centre-ville. En effet, le centre-ville est un emplacement très important pour les communautés de migrants, qui peuvent à la fois se tailler des espaces de vie, mais également créer des pôles de fréquentation en dehors de l'habitat³²⁹.

³²⁹ Nous pensons à la communauté des Indiens, qui a fortement développé dans les Quartieri Spagnoli des commerces et des lieux de loisir, qui regroupent des membres de la communauté vivant dans le quartier ou ailleurs ; ou encore, il faut rappeler le rôle catalyseur des écoles d'italien ou des centres d'activités pour migrants

D'autres associations très actives dans le centre historique, comme celles de défense du patrimoine, trouvent leur condition d'existence dans le caractère historique du centre lui-même, et ne pourraient être actives ailleurs. Bien que toutes ces associations revendiquent un certain « droit à la centralité », nous estimons que celui-ci n'est pertinent que dans le cas d'habitants qui font de leur emplacement central leur principale ressource de vie et de liens sociaux, mais dont la nécessité n'est pas reconnue dans les discours aménageurs dominants. Ainsi, la revendication d'un droit à un emplacement privilégié pour ces populations n'est pas seulement celui d'un maintien dans un cadre de vie approprié et ancré historiquement, mais plus encore la demande d'une légitimation à occuper une place considérée valorisée et valorisante. Dans ce sens, la revendication du « droit à la centralité » peut être lue comme déclinaison d'un droit à la ville lefebvrien, en ce qu'elle insiste sur une volonté de fabrication et d'occupation de la ville déhiérarchisée.

En effet, le « droit à la centralité » peut impliquer une vision de la ville polycentrique, où chaque territoire bénéficie des mêmes services et équipements, dans le but de contrer la ségrégation urbaine et les inégalités socio-territoriales³³⁰. Sans nier l'importance d'une telle démarche de démocratisation, notre vision du droit à la centralité est cependant plutôt liée à l'impact des pratiques discursives que nous étudions tout au long de cette thèse. En effet, il ne s'agit pas ici de nier la particularité ou le statut privilégié de certains territoires dans la ville, soient-ils dus à la présence de monuments, à leur caractère historique ou au fait d'être des polarités importantes en devenir. Le « droit à la centralité » est la revendication de la légitimité d'une population non élitaires à occuper des espaces considérés valorisants, et ce selon leurs propres pratiques et représentations.

D'un autre côté, puisque nous avons entendu le centre non seulement en tant qu'espace géographique, mais plus encore comme lieu de vie valorisant, l'exercice du « droit à la centralité » peut signifier la valorisation du cadre de vie selon des critères qui dépassent les modalités dominantes de valorisation d'un territoire. Ainsi, le « droit à la centralité » se pose comme lecture alternative des quartiers patrimonialisés « par le haut », notamment à travers la vision et les pratiques de ceux « d'en bas ». Si nous explorerons plus bas les implications de cette patrimonialisation alternative, qui voit les groupes subalternes en acteurs à part entière de la valorisation historique du territoire, il est important ici de noter ce

en général, qui sont parmi les lieux de rassemblement les plus répandus parmi les migrants (Voir partie 3, chapitre 6).

³³⁰ LAURENT F., « En ville, le droit à la centralité pour tous », *Mediapart*, 22/09/2012 - <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/220912/en-ville-le-droit-la-centralite-pour-tous> [consulté le 06/03/2016].

mouvement de « provincialisation » d'une centralité dominante. Autrement dit, si les territoires valorisés restent les mêmes – quartiers centraux historiques à forte présence monumentale où qui ont un grand potentiel d'aménagement – les raisons qui les rendent des centralités importantes et les acteurs qui en bénéficient changent. Le but étant de rompre avec l'idée que les espaces valorisants profitent aux dominants, mais également de complexifier les espaces valorisés et leurs usagers. Lors de nos enquêtes de terrain, nous avons constaté que les habitants des quartiers étudiés organisent la plupart de leur vie quotidienne dans les quartiers mêmes, et en raison de leur emplacement central.

À Naples, la vie de quartier prend une place centrale dans les pratiques quotidiennes, même si les habitants se déplacent souvent à l'extérieur de celui-ci. Le Centro Antico est un quartier très valorisé pour son caractère monumental, mais les commerçants, surtout les artisans, tiennent à souligner leur ancrage également du point de vue de l'habitat : « *Nous habitons tous cette même rue : je travaille et j'habite ici, et je connais tout le monde* »³³¹. Si la centralité est souvent source de désagrément pour les habitants, qui déplorent une absence de prise en compte de leurs besoins, en faveur des touristes, la présence de ces derniers est mise en avant comme un atout du quartier : « *Regardez, il y a des Japonais, des Allemands, plein de touristes qui viennent de partout dans le monde : ils viennent ici, parce que notre artisanat est unique* »³³². Ce caractère privilégié du territoire est reconnu comme une ressource par les habitants mêmes, qui revendiquent l'opportunité de tirer profit de la grande fréquentation touristique. Dans les Quartieri Spagnoli, la centralité est fondamentale à la fois en tant que ressource économique, comme pour ceux du Centro Antico, mais également dans le cadre de la vie quotidienne. Les habitants interviewés accordent en effet beaucoup d'importance à la possibilité de se déplacer à pieds à l'extérieur du quartier : « *Regarde : à deux pas d'ici il y a la rue Toledo, avec les boutiques et tout le reste ; en dix minutes à peine je peux aller à piazza del Gesù ou à piazza Bellini*³³³ »³³⁴. Dans leurs discours, certains valorisent les Quartieri comme une sorte de « nombril de la ville » : « *Si je monte un peu, je suis déjà au corso Vittorio Emanuele ; d'un côté il y a via Chiaia, de l'autre piazza Carità : c'est de beaux endroits, et en haut t'as même le belvédère, et tu peux descendre à pieds du Petraio et t'arrives droit ici. On est pratiquement au centre de tout* »³³⁵. La mise en avant si poussée du caractère central du quartier, au-delà de son intérêt objectif, importe ici pour son rôle de ressource et de raison de valorisation personnelle pour ses habitants. En effet, la centralité est

³³¹ Adelmo, printemps 2014.

³³² G.C., printemps 2014.

³³³ Lieux privilégiés des sorties nocturnes des jeunes.

³³⁴ Gino, printemps 2014.

³³⁵ Mario, printemps 2014.

mobilisée comme argument contre les stigmatisations (réelles ou présumées) dont les habitants semblent en quelque sorte devoir se défendre.

Le rôle fondamental joué par la centralité diffère selon le quartier considéré. Au Centro Antico, comme nous l'avons vu plus haut, c'est le caractère patrimonial de la culture populaire qui est mis en avant, ainsi que le fait de pouvoir jouir des retombées économiques que les habitants considèrent contribuer fortement à générer. D'un autre côté, il ne faut pas sous-estimer l'aspect esthétique, trop souvent négligé par les aménageurs : les habitants tirent une satisfaction personnelle du fait d'habiter « *dans un endroit où il y a un monument à chaque pas* », un lieu « *plein d'histoire* »³³⁶. En ce qui concerne les Quartieri Spagnoli, la centralité comme ressource serait plutôt liée à la présence des *bassi* et à l'organisation socio-économique du quartier dans le passé. Historiquement, les occupants des *bassi* travaillaient pour la plupart au service des bourgeois des étages plus haut et la ruelle était l'espace dans lequel se rencontraient toutes les catégories sociales (Celotto *op. cit.*). Dans ce sens, elle était le lieu central de la vie du quartier : vente à l'étalage, ateliers de mécanique, ateliers de couture ou pressing, mais également relations de voisinage.

De nos jours, l'« économie de la ruelle », qui permettait aux différentes catégories sociales de cohabiter et s'entretenir les unes les autres (tout en gardant la hiérarchie sociale figée dans des rôles préconstitués et reproduits dans les générations³³⁷) a disparu, entraînant une fragmentation sociale et spatiale de plus en plus importante. Néanmoins, la ruelle reste encore la ressource principale pour les occupants des *bassi*, qui construisent leur activité économique (formelle ou informelle) sur la centralité du quartier. Les ressources économiques sont également issues d'activités qui se développent au niveau micro-local : les commerces de proximité ou les petites stands de souvenirs, souvent informels, animent l'espace public et structurent la fréquentation du centre historique en tant que quartier.

La centralité des Quartieri Spagnoli est une ressource fondamentale pour ses habitants, qui en vivent, mais constitue également la ressource principale des activités criminelles des groupes de la *camorra* locale. Comme pour beaucoup de quartiers du centre historique et de Naples en général, les Quartieri sont contrôlés par des clans de la *camorra*, qui se disputent les territoires à la ruelle près. Chaque famille domine sur une portion de l'espace et exerce sa domination sous des formes multiples : de l'usure au racket des commerces, jusqu'au contrôle des élections administratives (Gribaudo 2006). Même si la présence et la dangerosité de la *camorra* ne sont plus les mêmes que dans les années 80 (Laino 2012 *op. cit.*), le pouvoir de

³³⁶ Ce qui les différencie des habitants des banlieues parisiennes analysées par L. Wacquant (2007 *op. cit.*), qui considèrent leurs quartiers dégradants à commencer par l'environnement urbain (voir chapitre précédent).

³³⁷ Ces mêmes rôles sont à l'origine des personnages célèbres du théâtre napolitain : le seigneur, l'enfant de rue, le vendeur d'eau, le *guappo* (« caïd » de quartier, ancêtre du *camorrista*), l'usurière, etc.

domination est encore très fort et la renommée du quartier reste presque intacte. La *camorra* contrôle une grande partie du patrimoine immobilier et loue les *bassi* aux immigrés, qui payent souvent pour la place-lit et s'entassent dans des espaces minuscules. La centralité devient fondamentale même dans les actions criminelles : dans les Quartieri est très développé le vol de Rolex ou d'appareils photo aux touristes et autres personnes aisées. La rue Toledo devient alors une rente de position que les criminels font fructifier à fond, également dans le but d'alimenter leur présence symbolique dans le quartier (Gribaudo *op. cit.*).

Au Caire, la centralité de Wust-al-Balad fait partie intégrante de l'appropriation politique des citoyens. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 6, les bouleversements politiques, bien que répandus dans tout le pays, sont en même temps profondément enracinés dans les espaces centraux du Caire, au niveau physique (présence des manifestants) et au niveau symbolique (la « place Tahrir » étant plus qu'un lieu). Dans ce sens, la centralité est un élément qui facilite l'accessibilité et la proximité du plus grand nombre (Bayat *op. cit.*, p.168), mais constitue également un élément symbolique fort et unificateur aux yeux des habitants. En ce qui concerne Maspero, sa centralité est la raison de son existence même. Le quartier est en effet né de l'autoconstruction de logement par les populations démunies travaillant au service de la bourgeoisie installée à Wust-al-Balad. Historiquement, les habitants ont développé une relation très étroite avec l'hyper-centre, joignable rien qu'en traversant la route extérieure au triangle. A. Zaazaa (*op. cit.*) relève, dans son étude sur le quartier, que 78% des familles du quartier travaillent dans le quartier. Le quartier est également le lieu privilégié par les habitants que nous avons interviewés pour les courses quotidiennes. Ils affirment se déplacer à Wust-al-Balad pour les achats qui ne relèvent pas du quotidien (vêtements, chaussures, objets) ou dans les quartiers qui gravitent autour pour des achats comme le textile ou la mécanique, ainsi leurs déplacements se font essentiellement à pieds (58% des déplacements selon Zaazaa). L'hyper-centre, est plus particulièrement les berges du Nil, est un lieu fondamental de fréquentation pour les groupes subalternes également du point de vue du loisir. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, si les pratiques et les territoires fréquentés pendant le temps libre diffèrent selon la catégorie socio-économique d'appartenance, les activités de Wust-al-Balad attirent, entre autre, une population pauvre qui en a fait son espace de loisir privilégié. Les lieux les plus pratiqués sont certainement les cafés *baladi* des ruelles centrales, mais les parcs ont également un attrait important, car ils offrent des espaces de liberté et d'amusement à petit prix (Gillot 2006). Les boutiques de vêtements et chaussures économiques du quartier attirent également les flâneurs, qui s'arrêtent manger dans les nombreux restaurants rapides à la tombée de la nuit. Les berges du Nil, juste en face du quartier Maspero lui-même, sont quant à elles la destination préférée

des jeunes couples, qui s'offrent une balade en felouque toute en musique. Ces pratiques propres d'un loisir très économique sont également très fortement territorialisées dans les espaces de Wust-al-Balad, jusqu'à ses ponts et ses berges sur le Nil. Si la population attirée vient de l'ensemble de la métropole, les habitants de Maspero citent ces espaces de loisir comme une ressource propre au quartier, et reconnaissent le privilège de l'emplacement, qui leur évite de payer des transports pour sortir le soir : « *Nous avons tout ici : quand je veux faire des courses, acheter des vêtements à mes enfants, je vais à Wust-al-Balad ou à Ataba, il me suffit de traverser la route, je n'ai pas besoin d'aller ailleurs* »³³⁸. Les habitants relogés, que nous avons évoqué dans le chapitre précédent, déplorent le caractère onéreux du voyage, qui est long et couteux pour des personnes en situation de grande pauvreté, mais affirment que tant qu'il leur sera possible de se déplacer ils le feront, parce que « *là bas il n'y a rien* ».

Si l'attrait au niveau de l'ensemble de l'agglomération est fondamental au développement et à la durabilité des espaces de loisir sur les berges du Nil, ou du grand marché d'Ataba, puisque même des habitants des quartiers périphériques viennent y faire leurs achats, pour les habitants de Maspero un lien important existe avec les quartiers centraux, fait de ressources économiques, mais également de liens familiaux et amicaux. En effet, la mobilité concentrée plutôt à l'intérieur du quartier n'est pas uniquement une question d'argent, même si celui-ci compte pour beaucoup dans leur « motilité » (Kaufmann 2008), à savoir dans l'ensemble des possibilités de déplacement des habitants³³⁹. L'attachement au lieu de vie, et pour les habitants de Maspero une volonté de revendication – le fait de montrer que la vie dans le quartier est possible, et même satisfaisante – se traduit dans une mobilité réduite (mais pas inexistante) porteuse d'enjeux de lutte dans l'espace social (Ramadier 2006).

Le « droit d'accès » à cette partie de la ville devient donc non seulement une question d'attachement à un quartier qui est cadre de vie (Guérin-Pace *op. cit.*), mais se structure en tant que véritable ressource économique et lieu de capital social. Pour ces raisons, il est possible de parler, pour les habitants des *bassi* à Naples et pour ceux de Maspero au Caire,

³³⁸ Gamila, printemps 2011.

³³⁹ « *La motilité se définit comme l'ensemble des facteurs qui permettent d'être mobile dans l'espace, c'est-à-dire les capacités physiques, le revenu, les aspirations à la sédentarité ou à la mobilité, les systèmes techniques de transport et de télécommunication existants et leur accessibilité, les connaissances acquises comme la formation, le permis de conduire, l'anglais international pour voyager, etc. La motilité se réfère donc aux facteurs d'accessibilité (les conditions auxquelles il est possible d'utiliser l'offre au sens large), au compétences (que nécessite l'usage de cette offre) et à l'appropriation (l'utilisation effective de l'offre pour réaliser ses projets).* » (*Ibid.*, p.30). La motilité peut être rapprochée de la capabilité au sens de A. Sen. Les habitants issus des groupes subalternes ont une mobilité peut-être réduite, de fait de l'emplacement central de leur quartier et du rassemblement de la majorité de leurs activités autour du lieu de résidence, mais cela n'empêche que leur motilité peut être très importante. La centralité devient un atout dans le développement des capacités à se mouvoir, car elle multiplie les occasions et les moyens de déplacement, même pour des populations aux revenus très modestes. Le déplacement dans un quartier non central, voire (très) périphérique pourrait constituer une entrave importante à la motilité de ces populations, autrement dit il pourrait réduire drastiquement leurs possibilités et aptitudes à se mouvoir dans l'espace métropolitain.

non seulement d'un « droit au logement », c'est-à-dire du droit à habiter dans un logement digne, mais plus encore d'un « droit à la centralité », dans le sens du droit à occuper un espace privilégié dans le centre-ville, qui constitue une ressource économique et sociale à part entière, et cela selon des pratiques qui ne sont pas forcément « compatibles » avec une identité internationale et culturellement gagnante.

9.2 La fabrication de la ville « par le bas » : négociations politiques micro-locales

L'existence de pratiques « par le bas » est liée au positionnement de ces mêmes pratiques dans un système hiérarchisé de valeurs. L'expression « par le bas » est issue des *Subaltern Studies*, qui travaillent à la *history from below* afin de rompre l'universalisme de l'historiographie indienne dominante. Plus généralement, l'« histoire par le bas » correspond à l'inclusion de l'histoire des minorités dans l'histoire nationale, dont ils avaient jusque là été exclus. « Par le bas » signifie alors propre à la minorité³⁴⁰. De même, nous pouvons concevoir la « production urbaine par le bas » comme l'analyse de ces pratiques et modes de vie caractéristiques des groupes minorés de la ville. Pour cette raison, des expériences comme celle de l'Ex-asilo Filangieri nous amènent à nous questionner sur leur réelle valeur en tant que production culturelle « par le bas » : si l'importance du travail du collectif est indéniable dans la perspective de la production culturelle napolitaine, le qualificatif « par le bas », semble peu correspondre à ses membres, issus de l'élite cultivée locale. De plus, la population locale, à tort ou à raison, ne participe pas aux initiatives du collectif : si ces expériences ne sont pas portées par un groupe minoré, en quoi peuvent-elle se définir « par le bas » ?

Dans ce sens, l'analyse « par le bas » de l'appropriation de l'espace de la part des classes subalternes nous amène à dépasser les stéréotypes et à inverser les schémas de lecture de l'utilisation de l'espace. Il est alors possible de montrer que l'occupation populaire de l'espace du centre-ville non seulement n'est pas sauvage, au contraire elle répond à une lecture de l'espace, une pratique des lieux et des besoins très précis, mais surtout elle est le signe d'une résistance à l'urbanisme hégémonique (Clerval 2011 ; Giroud 2007). Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 7, le concept même d'appropriation « suggère l'idée d'une résistance à l'effet contraignant de l'espace [...] » (Pinson 1993 *op. cit.*, p.152). Sans forcément prôner « un apprentissage du « savoir habiter » dès le plus jeune âge » comme le fit Le Corbusier (*Ibid.*), les projets urbains que nous avons étudiés affichent une volonté d'éducation à des « modes de vie plus adaptés ». Au contraire, l'appropriation sort l'habitant d'une condition de dominé par l'élite technocratique et lui restitue cette « agentivité »

³⁴⁰ Au sens de groupe minoré, subalterne. Voir partie 1, chapitre 2.

indispensable à la production urbaine. Ainsi, à travers l'appropriation, l'habitant « produit » l'espace domestique et « *parvient à maîtriser le milieu extérieur* » (Ibid. p.151).

Cette capacité des groupes subalternes à s'approprier les éléments de définition de leur propre stigmat, afin de renverser le discours délégitimant, perceptible à la fois dans les pratiques de l'espace, comme réinvestissement dans des espaces « dominants », et dans les significations, peut également être rapprochée de ce qu'A. Appaudrai a défini la capacité de « naviguer à vue », autrement dit de construire un avenir dans un contexte de privation d'opportunités. Dans ce sens, les identifications de soi des groupes subalternes et leurs pratiques de l'espace peuvent constituer des formes de résistance en ce qu'elles leur permettent d'aspirer et de construire des espaces de félicité.

9.2.1 Capacité d'aspiration et recherche du bonheur

La possibilité pour les groupes subalternes de produire et s'approprier leurs espaces de vie demande avant tout de connaître leurs aspirations et leurs besoins. Le discours aménageur, qu'il soit imprimé dans des documents d'urbanisme ou entendu par nous-même au cours de nos enquêtes de terrain, repose largement sur l'idée reçue que les habitants pauvres « *ne savent pas ce qui est bien pour eux* » et qu'ils sont incapables de mettre en œuvre des performances, à partir de leurs compétences d'usage de la ville. Dans le premier chapitre de cette thèse, nous avons analysé l'instrumentalisation d'un éventuel fatalisme et intériorisation de l'infériorité de la part des groupes subalternes, comme arguments de délégitimation et surtout de négation de l'agentivité.

Si l'on assume, au contraire, que les membres des groupes subalternes sont parfaitement conscients de leur situation et capables d'aspirer à ce qu'il y a de mieux pour leur vie, comment expliquer l'acceptation de situations de vie précaire, dans des espaces parfois insalubres, et surtout leur apparente absence de mobilisation ? L'économiste A. Sen a théorisé l'absence de « capacité » comme une forme de pauvreté : en effet, la richesse des individus ne serait pas mesurable uniquement en termes matériels, mais plus encore en termes de possibilité d'accomplir un bonheur personnel³⁴¹. Dans ce sens, la condition subalterne de ces populations signifierait l'absence d'une possibilité concrète à ouvrir correctement pour leur propre bonheur. Le mécanisme qui se met en place, selon Sen, est alors celui du « raisonnement prudentiel », autrement dit le fait de poursuivre des objectifs modestes, car inhibés par les limitations existantes à leur capacité :

³⁴¹ Voir partie 1, chapitre 2.

Dans des situations de privation durable, les victimes ne continuent pas à récriminer et à se lamenter tout le temps. Très souvent, elles font de gros efforts pour prendre plaisir au peu qu'elles ont et ramener leurs désirs personnels à des proportions modestes – « réalistes ». Et d'ailleurs, dans les contextes d'adversité auxquels, par leurs propres efforts, les victimes ne peuvent rien changer, le *raisonnement prudentiel* leur suggère de concentrer leurs désirs sur les petites choses qu'elles *peuvent* éventuellement atteindre, plutôt que d'aspirer vainement à ce qui est hors de portée. La mesure de la satisfaction du désir pourrait alors laisser totalement échapper l'étendue des privations de l'intéressée, même si elle est absolument hors d'état de se nourrir correctement, de se vêtir décentement, de recevoir le moindre rudiment d'éducation et d'avoir un toit acceptable. (Sen 2000, p.98-99).

A. Appadurai définit ce mécanisme d'alignement des aspirations sur les possibilités réelles que l'on croit avoir comme la construction de « préférences adaptatives ». Ce déplacement d'une situation réelle à une auto-perception peut s'étendre du champ économique à celui de l'investissement dans la ville. En effet, les habitants que nous avons interrogé ont souvent tenu un discours proche de celui des « préférences adaptatives » : si un certain nombre d'habitants s'investissent dans l'appropriation de la ville, comme les jeunes qui nettoient la placette Montecalvario, ou encore les artisans qui militent dans des associations locales, beaucoup d'autres affirment avoir déjà du mal à s'en sortir tous les jours, pour avoir le temps et l'envie de militer. Flora, mère de famille, avoue : « *J'aimerais bien faire quelque chose pour le quartier, mais j'ai tellement de choses à penser ! Déjà, d'avoir mes enfants, de voir que ma fille a pu ouvrir son salon de coiffure, ça me suffit. Nous avons fait des efforts, mon mari et moi, et ça me suffit* ». Gaetano, grand-père d'une famille en grande pauvreté, avec des enfants et des petits enfants handicapés, affirme avec véhémence : « *Je ne sais pas ce qui se passe dans le quartier, et ça ne m'intéresse pas ! Moi je veux une maison digne, même si c'est ailleurs : ce qui m'intéresse, c'est que mes enfants et mes petits-enfants soient à l'abri, quand je ne serai plus là* ».

Selon Appadurai, s'il faut récuser l'idée d'une « culture de la pauvreté » (Lewis 1966), il faut néanmoins reconnaître que les pauvres « *ont une compréhension d'eux-mêmes et du monde qui a des dimensions et des manifestations culturelles* » (2004, p.7). À partir de la théorie d'A. Hirschman (1970, cité dans Appadurai 2004 *op. cit.*), l'auteur identifie trois traits distinctifs de l'attitude culturelle des pauvres³⁴², qui se manifestent notamment dans leur rapport aux règles et à la culture dominante. Les trois états de « loyauté », « sortie » et « voix » organisent, selon Hirschman, les comportements des êtres humains dans des organisations, des entreprises ou des états. En ce qui concerne l'application de ces idées aux pauvres, si d'une part ces derniers marquent une distance par rapport à la culture dominante (« sortie »), à travers l'ironie et le détournement des normes imposées, de l'autre ils sont attachés à des grandes idées traditionnelles largement acceptées (« loyauté »). L'auteur porte

³⁴² Appadurai précise, bien sûr, qu'il n'existe pas un seul type de « pauvre », mais que la pauvreté est complexe et diversifiée, selon plusieurs critères : de genre, de revenus, physiques, politiques, nationaux, etc.

l'exemple de l'Inde, où les plus faibles condamnent le système de castes tout en restant accrochés à des croyances populaires - telles que la réincarnation, le destin et les différences sociales sacrées -, qui de fait corroborent le même système de castes. La même réflexion peut être menée sur les pauvres napolitains, qui basent une grande partie de leur subsistance sur le détournement des normes (et parfois de la loi), jusqu'à rendre célèbre « l'art de la débrouille » napolitain. D'un autre côté, le fatalisme, la dépolitisation et la pratique de la religion selon les rites de la dévotion populaire pourraient être interprétés comme des acceptations (même par laisser-aller) de la situation socio-culturelle dominante.

Appadurai base l'ensemble de son approche sur la capacité d'aspirer sur le développement de la troisième caractéristique d'Hirschman, la « voix ». Selon lui, l'*empowerment*, les politiques « par le bas » et les autres mesures pour favoriser le développement des plus démunis ne peuvent se faire sans travailler sur la notion de « voix », conçue en tant que prise de parole sur son propre avenir. La « capacité d'aspirer », autrement dit d'envisager son propre avenir selon un éventail de possibilités concrètes et satisfaisantes, n'est cependant pas répartie de façon égalitaire dans la société. Les individus plus riches en capital économique et social auront une plus grande « capacité », en d'autres termes ils pourront plus aisément envisager des cadres différents pour la suite de leur existence. Ceci n'est pas dû uniquement à leurs plus grandes possibilités économiques, mais également à un réseau de relations sociales plus étendu et diversifié, ainsi qu'à un capital culturel plus développé, qui leur permet de mobiliser des concepts plus variés, de faire des expériences, de produire des narrations. Bref, les riches auront une capacité de « naviguer » en suivant une carte dense et variée d'itinéraires d'avenir possibles, tandis que les pauvres auront une carte rigide, réduite, ou pire devront « naviguer à vue ».

Dans ce sens, Appadurai rejoint l'approche de la « capabilité » de Sen, qui prône une conception de l'égalité fondée sur l'accomplissement de son bien-être et les réels choix et possibilité de l'accomplir au cours de son existence. Si les préoccupations de Sen sont économiques, Appadurai se concentre sur l'aspect anthropologique de la question, à savoir interroger les mécanismes culturels à la base de l'organisation de son propre futur. En effet, selon Appadurai, « *les pauvres ne sont pas des gens simples ou des révolutionnaires cachés. Ils sont des survivants. Et ce qu'ils recherchent stratégiquement (même sans une théorie mise en forme) est d'optimiser les termes de la négociation entre reconnaissance et redistribution dans leurs existences actuelles et locales* » (*Ibid.*, p.8). De la même manière, nous n'attribuons pas aux citoyens subalternes des velléités révolutionnaires conscientes et précises, mais nous insistons sur la nécessité d'analyser leurs pratiques de « survie », autrement dit l'organisation de leur existence pratique et de leur signification de la ville, afin de déceler les contradictions dans l'urbanisme hégémonique.

L'approche d'Appadurai nous permet ainsi d'interroger la capacité (et la possibilité) des pauvres d'exercer leur « voix », autrement dit d'organiser activement leur avenir. Appadurai définit cette « capacité d'aspirer » une attitude culturelle, « *pas seulement une vertu démocratique, générale et universelle, puisque pour rendre efficace sa voix, il faut soulever des questions sociales, politiques et économiques en termes d'idéologies, doctrines et normes qui son largement partagées et crédibles, même par les riches et les puissants* » (*Ibid.*, p.9). En effet, il s'agit ici de questionner l'état des choses dominant à travers la mise en cause de ses mêmes paramètres. Ainsi, l'appropriation et la mobilisation de codes mutualisés de la culture dominante deviennent le moyen de créer un espace politique propre aux subalternes.

Dans le cadre de notre réflexion sur la ville, et les différentes pratiques et appropriations urbaines peuvent être lues selon l'approche de la « capacité à aspirer », autrement dit la capacité à faire valoir sa voix et son droit à l'organisation de l'espace à travers la résignification des codes dominants. La capacité d'aspirer devient alors « *la capacité de débattre, de contester, d'interroger et de participer de manière critique* » (*Ibid.*, p.13). Dans ce sens, l'organisation de la ville par les groupes subalternes peut être rapprochée de ce que P. Chatterjee (*op. cit.*) a défini la « société politique », cet espace de réappropriation et adaptation des codes et des mécanismes de la politique, dans le but de satisfaire un certain nombre de besoins (pas seulement matériels), propres aux groupes subalternes. L'objectif est l'accès des plus pauvres à une forme d'action politique structurée autour de leurs pratiques et leurs conceptions du monde, et donc plus apte à poursuivre leurs propres aspirations. Les formes de cette action politique (dans notre cas, urbaine), se concrétisent dans la déconstruction et la reconstruction des mécanismes politiques dominants et dans la ritualisation des pratiques. Cette dernière, n'est pas à lire de manière péjorative, comme un attachement à des traditions « archaïques », mais au contraire comme l'appropriation et la mobilisation de codes dans un langage qui leur est propre (Appadurai 2004 *op. cit.*). C'est ainsi qu'il faut lire les pratiques urbaines subalternes.

9.2.2 Négociations politiques micro-locales : le pouvoir créateur de l'interstice

Les pratiques subalternes s'affirment en tant que production des groupes marginalisés dans la ville, et dans ce sens elles en constituent le produit politique, à faire valoir dans la négociation avec l'hégémonie. Comment ces négociations se structurent-elles ? Quel est le rôle de la fabrication des interstices dans la production urbaine, non seulement du point de vue physique, mais surtout de la production de signes ?

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'urbanisme hégémonique organise la métropole contemporaine non seulement du point de vue de l'espace, mais également et surtout du point de vue des pratiques des individus qui l'habitent. Puisque ces pratiques indiquent des conceptions, des usages et des productions différentes, la ville devient un espace dans lequel ces trois dimensions de la production urbaine (Lefebvre 2000 *op. cit.*) entrent en conflit. Malgré le caractère hégémonique de l'urbanisation capitaliste, l'existence de pratiques subalternes nous montre encore que « *la ville est l'espace dans lequel se réalisent des identités émergentes et de nouveaux mouvements sociaux du peuple* » (Bhabha 2007 *op. cit.*, p.237). Dans ce contexte, les groupes subalternes occupent la ville selon des pratiques *résiduelles* (*Ibid.*), qui trouvent leur expression dans les interstices de la ville. Nos enquêtes dans les deux villes montrent comment les groupes subalternes arrivent à contourner les effets de cette révolution passive, à travers des tactiques de contournement, voire de résistance à la domination imposée. Dans ce sens, ces groupes construisent des « globalisations non hégémoniques » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger *op. cit.*, p.23).

Plus loin que cela, dans le dessein d'une révolution qui remette en cause l'hégémonie du capital, la ville devient plus que jamais un espace central. Afin d'effacer les injustices de l'urbanisme hégémonique, les citoyens doivent réclamer leur « droit à la ville » en tant que droit collectif d'intervenir dans les processus décisionnels, autrement dit leur « droit à la production de l'espace ». Lefebvre insiste sur la nécessité de revenir à une ville qui soit *valeur d'usage* plutôt que *valeur d'échange*. La réalisation de ce qu'il appelle la *société urbaine*, autrement dit la ville réalisée par et pour ceux qui l'habitent, fondée sur les pratiques réelles de l'espace vécu et approprié par les citoyens, ne peut se faire qu'en dépassant tout technicisme – l'imposition de la technique comme organisatrice de la vie des gens – et toute conception de l'espace urbain comme produit de consommation. La société urbaine n'est autre qu'un « *ensemble d'actes se déroulant dans le temps, privilégiant un espace (site, lieu) et privilégiés par lui, tour à tour signifiants et signifiés, a[yant] une logique différente de celle de la marchandise* » (Lefebvre *op. cit.*, p.80). Dans ce sens, le droit à la ville devient un droit *situé* d'action politique, visant à l'abolition des relations de classe dans la production urbaine (Harvey 2013 [2012]). En effet, dans la continuité de l'expérience de la Commune de Paris, si la ville est aujourd'hui le site de production et d'absorption du capital par excellence, la lutte des classes doit se déplacer de l'usine à la ville. Ainsi, le moteur de la lutte ne sera plus incarné par les prolétaires, mais par tous ces « producteurs d'urbanisation » actuellement dépossédés de leur droit à façonner la ville selon leurs désirs (Harvey 2012 *op. cit.*). Nous avons choisi d'élargir cette réflexion à l'ensemble de ces groupes qui ne sont pas entendus

comme « acteurs » dans l'urbanisation de la métropole contemporaine, mais uniquement comme bénéficiaires de politiques.

Dans ce contexte, la production de la ville des groupes subalternes doit alors se frayer un chemin dans l'action totalisante de l'urbanisme hégémonique. Au-delà du potentiel de résistance des pratiques subalternes, ce qui nous intéresse est comment se construit l'action politique quand elle est manifeste, autrement dit comment les groupes subalternes légitiment leurs actions et quelles sont les dynamiques de la négociation politique. Plusieurs auteurs ont travaillé sur la « politique des gouvernés », autrement dit sur la possibilité pour les subalternes d'être des acteurs à part entière de leur avenir. Cette politique prend des formes différentes de celles de la politique « officielle », et se confirme plus comme une action intrinsèque à la vie quotidienne, liée aux pratiques « ordinaires ». Selon A. Bayat (*op. cit.*), les groupes subalternes agissent selon des dynamiques d'occupation et d'appropriation de l'espace qui « empiètent silencieusement » sur l'espace dominant. Ces pratiques diffèrent des pratiques de survie au quotidien, en ce qu'elles ne se font pas aux dépens d'autres individus issus des groupes populaires, mais bien de l'État et des élites. L'auteur cite en exemple le fait d'obtenir l'électricité de manière informelle à partir de centrales publiques, ou encore de « gratter » sur le temps de l'emploi formel pour pouvoir avoir un second travail. Dans notre recherche, les occupations de l'espace que nous avons analysées peuvent être lues comme des « empiètements » progressifs de l'espace urbain dominant. Par exemple, les vendeurs ambulants qui profitent de l'attractivité touristique sont très nombreux, surtout aux abords des monuments du Centro Antico ou le long de la rue Toledo. La pratique du « pourboire », que les habitants de certains *bassi* demandent aux élites travaillant dans la rue Toledo pour garer leurs voitures, peut également être analysée comme un empiètement aux dépens des plus riches. D'un point de vue plus proprement architectural, les extensions des *bassi* dans la rue, par des vérandas ou des *balcons*, sont également des empiètements sur un espace public vécu comme « non-appropriable ». Plus généralement, la présence quotidienne des groupes subalternes dans le centre-ville, et plus particulièrement dans les espaces patrimoniaux, dépasse les limites de la visibilité (ou de l'invisibilité) jusqu'à en devenir dérangeante.

Ainsi, il est fondamental avant tout questionner la possibilité d'une « légitimité ordinaire », ce qui permet de remettre en cause l'existence d'une légitimité univoque, réservée aux groupes dominants (Hatzfeld 2011, p.55).

L'hypothèse de l'existence de légitimités plurielles conduit avant tout à interroger les processus de légitimation, qui correspondent à la prise de pouvoir de la part des groupes dominants. Nous avons observé, dans les chapitres précédents, que ces derniers construisent leur propre légitimité à travers des discours infériorisants sur les groupes subalternes. Le célèbre argument de la « plèbe » et de ses défauts historiques empêchant tout progrès pour la

ville de Naples en fait partie. En effet, à travers un tel discours les groupes dominants se posent comme seuls acteurs légitimes à définir l'avenir de la ville, en tant que seuls citoyens responsables. Dans ce sens, nous nous rapprochons de la définition, déjà citée, de la citoyenneté en tant qu'autodéfinition de soi-même comme ayant droit. La revendication d'une légitimité devient alors une *conditio sine qua non* de l'obtention d'un statut de citoyen à part entière, autrement dit d'une place au sein de la société urbaine :

Et si l'interrogation traditionnelle sur la citoyenneté n'était qu'un paravent masquant les rapports de classe, dont la polarisation a été démultipliée par la sélectivité accrue des interventions de l'État en matière d'aménagement urbain ? Cette hypothèse en forme de retour critique sur nos instruments d'interrogation du monde social permet *a contrario* de penser que l'acquisition et l'imposition d'un savoir-faire politique par les exclus de la citoyenneté sont essentielles à l'auto-définition citoyenne par le groupe lui-même. Elles conditionnent également la reconnaissance par la société globale de leur existence en tant que citoyens disposant des mêmes droits. (Deboulet 1996 *op. cit.*, p.155).

La question n'est alors pas de savoir *qui* est légitime, mais *pourquoi* le dominant est légitime et comment, bref quels sont les mécanismes de légitimation. Le discours sur la ville, élaboré par les groupes dominants, est justement un outil de légitimation, autrement dit de naturalisation de la domination exercée. Comme C. Grignon et J.-C. Passeron (*op. cit.*), nous nous demandons quels sont les mécanismes de légitimation, mais aussi quels sont les mécanismes de contestation de cette légitimité arbitraire. En effet, par leur réélaboration de l'occupation d'un espace urbain imposé, à travers des pratiques propres, les dominés ouvrent une brèche dans la légitimité univoque des dominants.

Comment ces légitimités ordinaires peuvent-elles trouver leur place dans la sphère politique traditionnelle, occupée par les groupes dominants ? P. Chatterjee, membre du collectif des *Subaltern Studies*, a analysé l'espace de négociation politique des subalternes dans son ouvrage *Politique des gouvernés*. Pour ce faire, il départage deux formes de politique majeures : la « société civile » et la « société politique » :

En termes de structure formelle de l'État, telle que la définissent la Constitution et les lois, la société civile est l'ensemble de la société ; chaque personne est un citoyen ayant des droits égaux et doit donc être considérée, de ce fait, comme un membre de la société civile. [...] Ce n'est cependant pas ainsi que les choses fonctionnent en réalité. La plupart des habitants de l'Inde ne sont des détenteurs de droits au sens de la Constitution que de façon marginale, ambivalente et contextuelle. Ils ne sont donc pas de véritables membres de la société civile, et ils ne sont pas considérés ainsi par les institutions de l'État. Mais ils ne sont pas non plus hors de portée de l'État, ni même exclus du domaine de la politique. Comme toute population faisant partie de la juridiction territoriale de l'État, les agences gouvernementales ont le devoir de s'en occuper et de les contrôler. Ces activités placent ces populations dans un certain rapport politique avec l'État. » (Chatterjee *op. cit.*, p.51-52).

La vision de Chatterjee permet notamment de ne pas qualifier le politique de manière univoque, reléguant tout ce qui ne prend pas partie à l'action politique officielle comme « pré-

politique », ou « apolitique ». Certes, la politique des gouvernés se révèle fondée sur des bases différentes par rapport à celle de l'élite : la première différence, et probablement la plus importante, est de ne pas structurer l'action politique autour de la parole, mais plutôt autour des pratiques de la vie quotidienne. A. Bayat (*op. cit.*) a qualifié ces formes de politiques fragmentées et non organisées collectivement de « nonmouvements », autrement dit des mobilisations orientées sur l'action plutôt que sur le discours, et sur l'action propre aux pratiques ordinaires de la vie quotidienne. Le but, selon l'auteur, est d'obtenir ce dont on a besoin, plutôt de le revendiquer. Cette vision permet de dépasser le stéréotype de l'inorganisation et de la fragmentation de l'action des subalternes, pour ensuite la décortiquer et en comprendre les différenciations et même les conflits. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, tous les individus qui font partie des groupes subalternes ne se ressemblent pas forcément : au delà des différences de situation sociale, d'histoire personnelle et de perspectives futures, ils se distinguent également par la portée politique de leurs actions. Ainsi, certains rassemblements, comme les actions dans le quartier Maspero juste avant et juste après janvier 2011, ou encore les collaborations entre habitants pour la gestion de la placette Montecalvario, nous informent sur une volonté de négociation, de contestation ou d'organisation autonome qui sont des formes à part entière du politique.

Ces actions se situent dans le champ de la « société politique », plutôt que de la politique classiquement entendue, en ce qu'elles ne relèvent pas de dispositifs classiques, et conduisent les groupes dominants, notamment les institutions, à repenser leur approche politique dans ces espaces :

[...] on peut voir émerger une politique à partir des actions gouvernementales de développement visant certains groupes de population. Plusieurs d'entre eux, organisés en associations, transgressent la légalité stricto sensu en luttant pour survivre et pour travailler. [...] Il s'en suit donc une négociation autour de ces revendications, sur un terrain politique où les agences gouvernementales, d'un côté, ont l'obligation de s'occuper des pauvres et des défavorisés, et où les groupes de population particuliers, de l'autre, reçoivent l'attention de ces agences en fonction de calculs d'opportunité politique. [...] Cela implique un compromis perpétuellement mouvant entre les valeurs normatives de la modernité et l'affirmation moral des demandes populaires. (Chatterjee *op. cit.*, p.53-54).

Dans nos terrains d'étude, il est possible de retrouver des exemples de négociations micro-locales qui se situent en dehors de la politique des dominants. Ces expériences, dont nous avons tracé les contours dans les chapitres précédents, se caractérisent par le fait d'investir des espaces bien précis, que nous avons identifiés comme espaces interstitiels. En effet, qu'il s'agisse d'une placette où les voisins se retrouvent, ou d'une ruelle qui sert de prolongement à l'habitation, ou encore d'un immeuble qui a été réapproprié pour des usages différents de ceux d'origine, les lieux que nous avons étudiés sont des espaces marginaux. Nous avons déjà exploré les significations de la marge en tant qu'espace minoré, donc non

seulement du point de vue géographique, mais plus encore par rapport à un positionnement dans une hiérarchie. Dans ce sens, les marges sont à analyser comme des espaces qui « *restent soustraites à la domination de l'espace majeur* ». (Hatzfeld, Hatzfeld, Ringart 1998, p.37). Ainsi, l'interstice n'est pas seulement un espace en marge de l'espace majeur du point de vue physique (banlieue) ou de l'aménagement (friche). Le caractère interstitiel peut également être issu des pratiques des populations qui l'occupent, et du positionnement de ces mêmes populations dans une hiérarchie socio-culturelle. Nous prenons l'exemple des ruelles napolitaines, qui sont au cœur de la ville historique et peuvent, dans ce sens, être conçues comme faisant partie de l'« espace majeur ». Cependant, leur appropriation en tant que prolongement du logement les rend des espaces dont l'usage ne correspond pas à la pratique attendue selon la conception dominante. Également, l'organisation des ruelles donne naissance à des pratiques en marge, parfois même considérées comme déviantes, de par cette condition physique d'espace « à part ». Un raisonnement similaire peut être fait pour les passages caiotes, cependant avec la différence que ces espaces ne sont pas privatisés comme logements mais à travers la mise en place d'une fréquentation parallèle, à la micro-échelle, de la part des couches populaires. Dans ce cas l'usage a également mené à un détournement de fonction par rapport à une vision dominante (qui se rapprochait plus de l'élégance des passages parisiens).

Le paradoxe des espaces investis par les groupes subalternes est alors d'être d'un côté des espaces fortement visibles et centraux à la fois géographiquement et dans les représentations de la ville, et de l'autre d'avoir été profondément transformés dans l'usage par une appropriation essentiellement populaire, qui par sa présence a rendu ces espaces des interstices, des marges de la ville dominante. Les auteurs affirment que « [l]a fonction de l'interstice est de permettre cette transformation parce qu'il accueille, momentanément et localement, ce que la ville ne sait pas intégrer à son propre mouvement » (*Ibid.*), en se référant essentiellement aux migrations. Notre vision reprend cette idée à la différence que, selon nos observations, l'interstice n'est pas seulement cet espace qui accueille « *momentanément* » des populations marginalisées, mais également et surtout cet espace qui rend compte de l'invalidité d'une supposée unité urbaine. Les habitants et les usagers des interstices ne sont pas de nouveaux arrivants, ou des présences temporaires, ils forment au contraire le noyau de la population historique.

Certes, de nouveaux interstices se dessinent par exemple dans le cas de Naples, grâce à l'arrivée et à la stabilisation des migrants, néanmoins nous souhaitons considérer l'interstice non par des caractéristiques intrinsèques, mais par positionnement au sein d'une vision qui le rend le manquement à la norme d'un espace dominant. Nous rejoignons les auteurs quand ils affirment que « *l'observation de nos trois sites nous conduit-elle à définir l'interstice urbain,*

au-delà de son nécessaire ancrage spatial, par l'exercice d'une fonction essentielle dans le processus de production de la ville : l'ajustement dans la relation à l'autre » (Ibid., p.38). C'est justement dans ce rapport à l'altérité que les interstices deviennent intéressants à étudier dans notre recherche sur les pratiques des groupes subalternes, et, plus encore, dans celle des dynamiques d'exclusion et de délégitimation. Ainsi, les groupes subalternes semblent assignés aux marges, aux interstices car ils constituent l'Autre dans la société urbaine.

À travers quelles dynamiques les pratiques subalternes, dans les espaces marginaux, peuvent agir sur une transformation de la ville, soit-elle « par le bas » ? En d'autres mots, quel est le potentiel créateur de la marge urbaine ? Les auteurs de *Quand la marge est créatrice*, identifient trois types majeurs d'influence sur la ville qui correspondent à trois modes de lecture de l'espace urbain :

Le premier correspond à la ville solide : pierre et béton, places et rues, formes utiles. Le second correspond aux flux qui parcourent la ville : occupation de l'espace, circulation de marchandises, de personnes, stationnements. Le troisième, au langage symbolique qui l'abrite et qu'elle produit : les signes, le sens. (*Ibid.* p.121).

Les pratiques dans les interstices urbains contribuent à modifier la ville selon ces trois modes, dans des manières que nous avons observé également dans nos terrains d'étude. En ce qui concerne Naples, les transformations liées aux activités interstitielles (qui ne sont pas uniquement liées au travail, mais également à l'organisation du logement, à la circulation, aux trafics illicites ou encore au loisir) se manifestent plutôt dans le domaine du second groupe, celui des flux. En effet, il n'y a que de rares transformations physiques. Parmi ces dernières, nous pouvons citer les aménagements des cours d'immeubles de la rue San Gregorio Armeno, devenus dans le temps de véritables bazars d'artisanat à l'attention des touristes, ou encore les transformations de *bassi* en commerces en tout genre, ou encore les aménagements de logements qui empiètent sur leurs espaces limitrophes. Cependant, les contraintes physiques de la ville historique posent des limites aux transformations de la « ville solide ». Le deuxième groupe, bien plus nourri, comprend toutes ces pratiques que nous avons analysé dans notre chapitre sur les « situations » : les modes de rassemblement stratégique sur les placettes des Quartieri Spagnoli, où loisir et activités commerciale sont mêlés et positionnés selon les intérêts de chacun ; les occupations temporaires et variables de la cour de Santa Chiara ; la transfiguration des espaces extérieurs lors des célébrations religieuses ; la vente ambulante dans des points stratégiques de la ville historique, etc.

Au Caire, les transformations du premier groupe sont essentiellement observables à Maspero, où l'ensemble du quartier est construit par et pour ses habitants pauvres, qui l'aménagent et le transforment de manière autonome. Des production du premier type sont présentes également à Wust-al-Balad, où les commerçants découpent les grands appartements

historiques pour en obtenir des ateliers, ou encore ouvrent des commerces dans des dépôts abandonnés. Cependant, tout comme à Naples, les interventions sont plutôt liées au deuxième groupe, celui des occupations et des comportements : l'occupation des passages par les « terrasses de café » est très fréquent, tout comme la présence des vendeurs ambulants l'était avant la récente politique de nettoyage du président Al-Sisi ; la mobilité des individus constitue également une transformation de l'espace majeur par les pratiques interstitielles : alors que les aménageurs préconisent de grands boulevards arborés, les pratiques habitantes confirment une circulation dans l'espace construite autour des passages couverts, des ruelles ombragées et des placettes.

Les pratiques citées entre autres, concourent à une transformation de la ville ni physique ni officielle, mais qui se fait par les pratiques interstitielles des groupes subalternes et leur action quotidienne sur l'« espace majeur ». De ces transformations variables faisant partie des deux premiers groupes, sont issues celles relatives au troisième groupe, et c'est là où se situe le vrai enjeu pour notre recherche. Que les habitants, même issus des groupes subalternes, agissent sur la ville physiquement, par les pratiques, les transformations des logements ou la mise en place d'activités commerciales plus ou moins formelles, est un fait. Ce qui nous importe cependant, est comment ces mêmes pratiques, aménagements et comportements dans l'espace agissent sur la ville au niveau symbolique, autrement dit en ce qui concerne la production de sens. Ainsi, les activités des groupes subalternes dans la ville ne sont pas à considérer comme des présences mécaniques, mais comme des données alternatives dans la production d'un sens général, une reconfiguration de l'espace majeur par l'action des interstices.

L'importance de la production de sens par les pratiques subalternes est d'autant plus forte dans les quartiers que nous étudions, car ils font pleinement partie, de par leur caractère patrimonial, de l'espace majeur. Contrairement à ce qu'affirment les auteurs, la marge n'est pas, selon nous, uniquement un espace « pauvre » du point de vue symbolique. L'absence des valeurs symboliques dominantes dans les marges n'implique pas l'absence de valeurs symboliques tout court. En effet le patrimoine « officiel », celui qui fait l'objet des politiques classiques de patrimonialisation et draine les intérêts de la politique, est celui qui célèbre les signes du pouvoir dominant. Dans les interstices, à travers les pratiques, mais surtout les nouvelles significations qui sont données à l'espace, nous pouvons imaginer la présence d'autres formes de patrimoine, un patrimoine « par le bas » qui a du sens pour une frange minorée de la population. Ainsi, si les interstices sont tels parce qu'ils ne bénéficient pas de l'intérêt et de l'investissement que les institutions et les promoteurs portent aux espaces symboliques, ils peuvent constituer des espaces de sens pour d'autres catégories de population, qui s'approprient la ville selon des critères de valeur non dominants :

[...] c'est par la rupture que l'interstice permet à l'espace majeur de se transformer et de s'adapter à des réalités en bouleversement permanent. Parce que l'interstice agit comme un pli ou un bord, il met à vif ce qui caractérise l'espace majeur, montre la limite des façons de faire ou de penser que lui sont propres, explore d'autres possibilités. (Hatzfeld, Hatzfeld, Ringart *op. cit.*, p.150-151).

Dans ce sens, la revendication d'une légitimité à l'action politique alternative dans des espaces de représentation devient un moyen fondamental de production d'un lien et d'un sens alternatifs à leur tour, qui peut devenir « patrimoine » par son potentiel de circulation et de transmission :

Les revendications de légitimité [...] sont productrices de lien et de sens. Elles créent des communautés de référence, virtuelles et réelles qui dénudent et déstabilisent les modèles sociaux de la représentation électorale, de la transmission de savoir [...]. Elles ouvrent en même temps de nouveaux espaces de relations, de circulations et d'échanges horizontaux, de confrontation d'opinion, de construction interactive de savoirs à grande échelle. C'est précisément parce que ces personnes ordinaires prennent part à la production de connaissance, de lien et de sens qu'elles ne s'affirment pas seulement comme porteuses de la revendication d'un droit particulier mais comme Sujets qui ont leur place dans la société et qui en questionnent la logique. Non pas une place quelconque [...] mais une place d'où la logique qui les ignore, les dénigre, les minore est rendue visible. (Hatzfeld, *op. cit.*, p.205-206).

Le processus de création et de circulation de valeurs n'est donc pas ce mécanisme automatique, presque naturel, prôné par les groupes dominants. La définition et l'appropriation du patrimoine se révèlent des processus conflictuels et profondément politiques. La revendication à la centralité, à la sauvegarde et à l'appropriation matérielle et symbolique du patrimoine urbain devient un enjeu d'affirmation de soi dans l'espace social.

9.3 L'appropriation patrimoniale : un processus conflictuel ?

La patrimonialisation, qu'elle soit institutionnelle ou « spontanée », se concrétise par une appropriation d'un bien particulier, qui représente quelque chose aux yeux des acteurs : « *Toute revendication patrimoniale est alors censée s'appuyer sur quatre valeurs : l'historicité, l'exemplarité, la beauté et l'identité (Choay 1992 ; Bourdin 1996)* » (Bonard, Felli *op. cit.*). Ainsi, toute patrimonialisation naît de l'initiative d'un ou plusieurs « acteurs ». Ces derniers, de fait opèrent une spatialisation de leurs représentations et de leurs attentes et lui confèrent une valeur historique. Ce processus peut donc être assimilée à une *appropriation* du bien mis en patrimoine. Des acteurs différents auront, sur les mêmes objets, des représentations et des attentes différentes : ainsi, nous pouvons nous interroger sur le caractère conflictuel de l'appropriation patrimoniale.

La notion de patrimonialisation semble, au premier abord, être en opposition avec celle d'appropriation, lorsque cette dernière est entendue comme l'action sur un espace ou un

bien dans l'explicitation de pratiques quotidiennes. La patrimonialisation (autrement dit le processus qui détermine ce qui est patrimoine et comment faut-il le protéger) serait alors une action de défense par rapport à des pratiques quotidiennes d'appropriation, qui seraient donc contraires à la conception et l'utilisation de l'espace urbain en tant que patrimoine. Cette vision légitime les acteurs « externes » de la patrimonialisation, seuls garants de la protection des biens, dont ils connaissent la nature et les formes les plus appropriées d'utilisation, et ouvre une contradiction profonde dans les centres-villes, espaces historiques habités au quotidien. Cependant, une autre vision de l'appropriation patrimoniale vient complexifier le récit légitimant la patrimonialisation « culte », opérée par les acteurs institutionnels et par les élites en général : en effet, nous pouvons affirmer que toute patrimonialisation naît de l'initiative d'un ou plusieurs « acteurs » et se concrétise par l'appropriation d'un bien particulier, qui représente quelque chose aux yeux de ces mêmes acteurs. Ces derniers, de fait opèrent une spatialisation de leurs représentations et de leurs attentes et confèrent à un bien une valeur historique et identitaire à laquelle ils s'identifient. Ce processus peut donc être assimilée à une *appropriation*. Des acteurs différents auront, sur les mêmes objets, des représentations et des attentes différentes : ainsi, nous pouvons nous interroger sur le caractère conflictuel de l'appropriation patrimoniale.

Dans le chapitre 6, l'analyse des différentes « situations » générées par ces appropriations différentes, et parfois en conflits, a montré que les groupes dominants tentent d'imposer des normes comportementales dans les espaces patrimoniaux, au nom de leur valorisation. Ces normes se heurtent aux besoins dictés par la vie quotidienne des habitants de ces territoires, qui les redéfinissent par leurs pratiques. Ainsi, la cohabitation entre les différents groupes se construit ou se défait en fonction des espaces considérés : dans ces espaces privilégiés l'acteur touriste entre également en jeu, souvent utilisé par les institutions et les groupes dominants en général pour décrédibiliser davantage les comportements des groupes subalternes. Dans l'appropriation patrimoniale, l'identification avec les groupes dominants ne se fait donc pas uniquement en fonction de l'extraction sociale ou du capital intellectuel, mais justement en fonction de l'adhésion à cette norme dominante, qui témoigne d'une « capacité de respect » se déclinant dans plusieurs formes : respect de la ville, respect des monuments, respect des autres, etc.

Si l'appropriation patrimoniale institutionnelle se fait sur le registre de la valorisation culturelle, de la construction d'un récit historique collectif et sur l'exploitation des biens à travers la mise en tourisme, il est impossible de faire l'impasse sur l'existence de l'appropriation liée à l'habiter (Bossuet 2005, p.28). L'occupation d'un lieu au quotidien génère forcément des formes d'appropriation matérielle mais également symbolique. Quand les espaces en question sont des biens patrimonialisables, c'est-à-dire susceptibles d'être

utilisés et de représenter quelque chose pour l'ensemble de la société, cela peut être source de conflit. En effet, l'*habiter* relève de pratiques et représentations, donc d'une appropriation différente de ces mêmes lieux patrimonialisés quand ces derniers, par définition, appartiennent à « tout le monde ». M. Gravari-Barbas cite à ce propos la distinction faite par S. Jacquot entre les différentes légitimités, ce qui comporte une

tension entre différentes fonctions, se disputant leur place et leur légitimité dans les quartiers patrimonialisés. La principale opposition est celle qui sépare habitants et fonctions tertiaires, touristiques et de loisirs principalement ; elle est exprimée, selon l'auteur, comme une opposition entre « espace visible et espace voyant », entre la ville telle qu'elle est vue par ceux qui y déambulent et la ville telle qu'elle est vue de l'intérieur des maisons, par ceux qui y habitent. (Gravari-Barbas 2005c, p.150).

À cause du caractère ambigu de leurs espaces de vie, qui semblent ne pas leur appartenir complètement, mais sur lesquels l'ensemble de la société locale, nationale, voire internationale, avance des droits, les habitants des espaces patrimonialisés (ou des centres historiques susceptibles de l'être) entretiennent un rapport ambivalent avec leur cadre de vie. D'une part, ils reconnaissent la « *plus-value* » due au contexte patrimonial habité, bien ressentie par les populations qui y résident et liée au « plaisir qui réside dans la conjonction de la possession d'un objet et de la reconnaissance de cet objet comme signe » (Gravari-Barbas 2005b, p.22). Cependant, ce plaisir et cette reconnaissance du fait de vivre dans un lieu spécial, symboliquement important pour tout le monde, coexistent avec le devoir de se plier à des normes qui limitent l'appropriation et les usages des espaces de vie. Ces limitations aux pratiques quotidiennes sont souvent source de tensions et de conflits : « *La valeur patrimoniale du lieu habité, dans l'ensemble intéressante pour ceux qui y habitent, s'avère insupportable des lors qu'elle devient une entrave à leurs pratiques.* » (Ibid., p.23).

La question du « patrimoine habité » ouvre donc la réflexion sur le rapport entre les habitants et leurs espaces de vie : « *Habiter le patrimoine signifie aussi ne pas être entièrement chez soi* » (Gravari-Barbas 2005a, p.14). Quand les habitants du centre historique, « habitent » le patrimoine selon des occupations et appropriations « privées », propres à la vie quotidienne, se comportant comme s'ils étaient complètement chez eux sans pour autant l'être, des tensions voient le jour. Les deux villes que nous étudions présentent des exemples intéressants d'occupation d'espaces patrimonialisés par des pratiques relevant de la vie quotidienne qui sont devenues le symbole d'une « mauvaise utilisation » des espaces historiques. À Naples, certains immeubles historiques, parfois même des églises, ont été transformés en logements ou ont subi des modifications architecturales dans le but de faciliter

la vie quotidienne des occupants³⁴³. Au Caire les ateliers de couture ou d'artisanat, occupant avec des machines et des travailleurs les petits locaux des immeubles de l'époque khédiviale, sont jugés incompatibles avec la destination d'usage imaginée par Al Ismaïlia³⁴⁴. Ces usages propres d'une vie quotidienne, n'ayant aucun rapport avec le glorieux passé historique représenté par les monuments, brouille les limites entre privé et public, car les lieux habités sont considérés des « patrimoines », appartenant donc à tout le monde.

L'opposition entre habitants et visiteurs, et plus généralement entre habitants et acteurs « externes » de la patrimonialisation, se fait ainsi en termes d'un « savoir-vivre spécifique » (Gravari-Barbas 2005c *op. cit.*, p.150) aux espaces patrimonialisés : puisque ce sont des espaces exceptionnels, ils ne peuvent pas être occupés par n'importe qui et n'importe comment. Les groupes méritants s'octroient ainsi la légitimité d'occuper ces espaces en tant que mission civilisatrice et de sauvetage de biens qui autrement seraient voués à la disparition. L'appropriation identitaire, c'est-à-dire l'opération de « faire sien » un lieu ou une pratique (*Ibid.*), se révèle alors une opération exclusive, en contradiction avec le caractère inclusif de la patrimonialisation prôné dans les récits institutionnels. Dans les espaces historiques, la patrimonialisation devient alors le moyen de véhiculer les modes de vie et les appropriations des élites, tout en délégitimant celles des habitants les plus pauvres : « *La patrimonialisation est devenue le support de nouvelles formes d'appropriation de l'espace et par là même, de légitimation des groupes sociaux (Candau, 1998).* » (Veschambre 2005a, p.256).

La légitimation issue de la patrimonialisation est directement liée à cette capacité d'appropriation, à la fois de l'espace et du temps. En effet, patrimonialiser est non seulement occuper un espace, mais également lui donner une signification (universelle) ancrée dans une temporalité longue :

Au bout du compte, si l'on « habite le patrimoine » au *présent*, on fonde cette appropriation spatiale – consubstantielle à l'acte d'habiter – sur l'appropriation du *passé* des lieux habités. On cherche ainsi à légitimer l'action d'habiter – qui prend tout son sens dans ses applications et implications présentes – en cherchant à l'ancrer dans le passé. (Gravari-Barbas 2005d, p.616).

Les tensions autour de la patrimonialisation ne sont pas uniquement liées à la question de la pratique quotidienne d'espaces de représentation, mais également à celle des différentes « mémoires » à préserver. Si la patrimonialisation est le processus per excellence de valorisation et de protection d'un bien symbole d'une catégorie de la société, elle devient

³⁴³ POSTIGLIONE A., « Napoli, il tour degli scempi: tra chiese occupate o diventate luoghi di spaccio », *Il Fatto Quotidiano*, 05/05/2013 - <http://tv.ilfattoquotidiano.it/2013/05/05/napoli-tour-degli-scempi-dove-centro-non-e-piu-storico-ma-di-spaccio/231050/> [consulté le 24/09/2016].

³⁴⁴ Entretien avec Al Ismaïlia for Real Estate Investment, 2011.

l'enjeu de la conservation de la mémoire de cette même catégorie. Comme le souligne V. Veschambre,

[...] tout le monde n'a pas accès au « conservatoire de l'espace » (Verret, 1995). La prise en compte de la mémoire ouvrière, de la mémoire des plus pauvres [...] ne va pas de soi et heurte une conception politique dominante, où le patrimoine (notamment dans les espaces centraux), doit être porteur d'une vision lisse et glorieuse d'un passé consensuel. (Veschambre 2005a *op. cit.*)

L'accès à la patrimonialisation devient alors la possibilité de conserver sa propre mémoire, et, par extension, de décider ce et ceux qui « méritent » d'être transmis à la postérité. Si les élites se reconnaissent dans la valorisation culturelle d'un certain nombre de monuments – dont l'identification se fait selon les modalités analysées plus haut –, autrement dit d'immeubles et d'espaces qui ne sont plus utilisés de nos jours, la protection de la mémoire propre aux groupes subalternes s'avère plus difficile car ces derniers se retrouvent dans des lieux qui sont encore pratiqués au quotidien. Cette inégalité de préservations reflète la construction sélective du récit urbain consensuel, qui modifie la ville au profit des élites. Les opérations de reconquête foncière, les réaménagement et autres opérations urbaines au cours de l'histoire d'une ville, de fait privent les groupes subalternes du support matériel de leur mémoire :

Une ligne importante de clivage apparaît entre ceux qui possèdent une « mémoire morte », c'est-à-dire dont le passé s'est inscrit dans des biens matériels, des espaces (construits ou non) et les écrits, et ceux qui n'ont qu'une « mémoire vivante », une « histoire orale » dont le passé ne s'est inscrit que dans les corps et qui sont donc dépourvus à la fois de capital culturel et de capital économique (Verret, 1995). (*Ibid.*)

La question qui se pose est alors celle de la conservation des patrimoines « autres », c'est-à-dire de ceux qui font la mémoire des groupes subalternes, mais également de la possibilité pour ces groupes d'être des acteurs de la sauvegarde de « leur » patrimoine.

9.3.1 L'appropriation « par le bas » de l'espace patrimonialisé

En faisant référence à la théorie de Lynch, selon laquelle les espaces sont interprétés de manière différente suivant les systèmes de valeurs propres aux individus et aux groupes qui les fréquentent, une opposition entre les lectures de l'espace (et donc l'appropriation et la signification de ce dernier) est visible entre ceux qui habitent le centre-ville et ceux qui l'investissent sans y habiter. Ce lien affectif ainsi créé, sur la base des pratiques d'appropriation et de transformation physique de l'espace, devient alors un rapport de réciprocité (Cavaillé 1999, cité dans Ripoll et Veschambre *op. cit.*, p.5) pour lequel l'espace et ses occupants s'appartiennent et se caractérisent mutuellement. Mais cette identité ainsi construite peut être dérangeante et stigmatisante, ce qui entraîne ce sentiment défini par

Arcidiacono « l'appartenance qui refuse » (*op. cit.*, p.45) : être issu d'un quartier pauvre du centre-ville de Naples est une raison d'orgueil et de honte en même temps, et reste la première caractéristique identitaire des individus quand ils se présentent « à l'extérieur »³⁴⁵.

L'appropriation des lieux qui est à la base de cette appartenance forte contraste avec le rôle de représentation culturelle internationale que le centre historique devrait revêtir selon le Grand Programme, le dénominateur commun des interventions étant, entre autre, la « *compatibilité avec l'identité du site Unesco* ». Le Grand Programme souhaite, en plus de valoriser le patrimoine historique, intervenir sur la manière de vivre le centre, d'investir l'espace urbain et architectural, comme l'indique l'un des objectifs : « *favoriser de nouveaux modes de vie et d'utilisation des logements* » (Comune di Napoli *doc. cit.*). Le label Unesco sert donc d'instrument pour définir ce qui est « patrimoniallement correct » :

la *patrimonialisation* assure non seulement la légitimation des objets, mais également celle des catégories sociales qui sont au principe de sa définition et de sa diffusion dont les modes d'emprise sociale permettent le renforcement et la reproduction des positions sociales de domination de ces catégories. (Amougou Mballa *op. cit.*, p.210-211).

Cette définition rejoint celle de « monument intentionnel » : « *les monuments s'inscrivent dans un projet politico-culturel de production de la mémoire guidé et orienté, si non hégémonique, par ceux qui gèrent la politique culturelle dans certaines conjonctures historiques et sociales* » (Massa *op. cit.*, p.79). Dans ce processus de patrimonialisation « par le haut », des interprétations « différentes » des monuments, leurs appropriations « par le bas » (*Ibid.*), et plus largement les pratiques populaires d'occupation des logements et des espaces publics dans le centre historique, deviennent « incompatibles » avec l'image consensuelle que les institutions souhaitent créer et faire partager à l'ensemble de la population. Censée affranchir la ville et ses habitants des stéréotypes d'arriération et d'immobilisme (Signorelli 2002), la protection du patrimoine devient une question de « sens civique » : selon N. Dines, les pratiques populaires ne sont pas dénoncées en elles-mêmes en tant que pratiques illégales ou antisociales, mais « *parce qu'elles menacent, surtout dans les espaces les plus symboliques, la régénération du centro storico en tant que lieu de patrimoine collectif* » (Dines 2013 *op. cit.*, p.317). Le « discours patrimonial autorisé » ou « citoyenneté patrimoniale » ne reconnaît pas le différent rapport au territoire des habitants pauvres, leurs relations préexistantes avec le centre historique, ou leurs pratiques alternatives d'occupation de l'espace (*Ibid.*).

La patrimonialisation ainsi menée contribue à l'invisibilisation des pratiques et des mémoires populaires. Ces mémoires dominées, se structurant non pas autour des monuments « officiels », mais autour des logements populaires et des pratiques de la ruelle, risquent alors

³⁴⁵ Voir partie 3, chapitre 7.

d'être manipulées et dénaturées au service de la mise en tourisme et de la compétitivité internationale. En suivant cette hypothèse, la domination des mémoires collectives et la transformation des espaces patrimoniaux deviennent l'instrument principal de l'urbanisation globalisée, telle qu'elle est décrite par Harvey (2008 *op. cit.*). Le processus de patrimonialisation, analysé au prisme de la stratégie de captation des rentes de monopoles, peut être considéré comme un instrument fondamental d'accroissement du capital symbolique de la ville, à travers la marchandisation de la culture, car il exploite les singularités culturelles locales basées sur des éléments matériels tels l'environnement bâti, les pratiques culturelles et le tissu urbain.

9.3.2 *Quel espace d'affirmation pour les patrimoines « autres » ?*

Dans le paragraphe précédent, nous avons vu que l'espace habité est par définition un espace approprié : quand ce dernier est également un « monument », l'appropriation issue de la vie quotidienne se complexifie et participe d'un questionnement identitaire à plusieurs échelles. D. Fabre (2010) nomme « effet Gavroche » ce rapport inédit à l'étrangeté monumentale. Tout comme le personnage de Gavroche dans *Les Misérables* habite l'éléphant de place de la Bastille, ainsi le « peuple » s'approprie les monuments de manières diverses et impensées, ce qui génère de nouvelles formes d'appropriation de la ville historique. Trois types majeurs de pratiques relèvent de l'effet Gavroche : la première est l'action d'« assimiler », autrement dit le compromis fait par les habitants entre monumentalité et quotidien. La deuxième pratique est celle d'« occuper » physiquement et symboliquement le monument. Troisièmement, D. Fabre identifie l'action de « demeurer », c'est-à-dire de doubler la monumentalité « officielle » par une caractérisation opérée par les habitants.

Ainsi, face à la patrimonialisation des groupes dominants, qui se fait sur des biens définis comme « monuments » et selon des critères qui répondent au récit hégémonique de la ville, les groupes subalternes opèrent deux types différents de patrimonialisation. D'une part nous observons, dans les centres historiques, l'appropriation ou la réappropriation des « monuments intentionnels » (Massa *op. cit.*) à travers des pratiques liées à la vie quotidienne, qui viennent troubler les attentes d'utilisation et d'exploitation du bâti historique. De l'autre, nous assistons à la création de nouvelles formes de patrimoine, qui célèbrent et transmettent la mémoire populaire. Dans les deux cas, l'appropriation patrimoniale des groupes subalternes peut être rapprochée de cet « art de la présence » analysée par A. Bayat (*op. cit.*), autrement dit à cette visibilité dans l'espace urbain des populations dominées, qui se donnent à voir par l'utilisation « alternative » d'espaces et objets propres à la culture dominante.

Le patrimoine peut relever, comme nous l'avons vu plus haut, de plusieurs significations identitaires, pour différentes catégories de la société. Si les monuments relatent habituellement des objets symboles de pouvoir, il existe d'autres types de patrimoine, définis encore « mineurs », « alternatifs » ou « populaires ». À Naples et au Caire les mémoires collectives sont incarnées dans des éléments spatiaux (comme les *edicole*) ou à travers des événements (religieux ou politiques) qui peuvent ou non se greffer dans des espaces patrimonialisés « par le haut », mais qui ne sont pas reconnues en tant que « véritable patrimoine ». Il peut exister un « *hiatus entre une mémoire collective surtout fondée sur la vie effectivement vécue et la mémoire institutionnelle qui s'appuie sur l'histoire* » (Rautenberg 2003, p.67).

Dans ce sens, nous entendons le patrimoine comme un concept relationnel (Amougou Mballa *op. cit.*), car il souligne une certaine relation au passé d'un groupe social déterminé, mais sert également à différencier ce qui est « noble » de ce qui ne l'est pas. Si l'élargissement de la notion a permis l'entrée en scène de nouvelles formes de patrimoine et de nouveaux acteurs, les rapports entre ces derniers ne sont pas pour autant devenus égalitaires. En effet, dans la patrimonialisation comme dans la mise en tourisme (surtout le tourisme culturel), les dynamiques de reconnaissance et d'exploitation renvoient à la domination d'une culture hégémonique sur des cultures subalternes (Cirese *op. cit.*) : la patrimonialisation ne serait autre qu'un moyen « comme il faut » d'investir l'espace historique et de le respecter/valoriser contre un autre qui ne mériterait pas d'exister dans des lieux si précieux. Si les pratiques de la ville participent de la construction identitaire du groupe qui en est à l'origine, ces dernières peuvent être lues en tant que *narrations* (Bhabha 1990 *op. cit.*) qui nous informent sur l'identité du groupe. Dès lors que la patrimonialisation s'impose en tant que « narration officielle » d'une ville, le pouvoir de la mise en patrimoine devient le pouvoir de décider ce qu'il faut conserver, comment et au nom de quelle histoire. L'attribution identitaire qui accompagne le processus de classement va de pair avec la réduction au silence des autres narrations liées à ces lieux (Saïd 2000 *op. cit.*) :

[...] la question patrimoniale d'inscrit de plus en plus dans un logique d'universalisation des valeurs. Universalisation qui [...] constitue sans doute une stratégie d'inculcation de la vision dominante élaborée et entretenue par ceux-là même à qui elle profite. C'est-à-dire ceux qui ont le monopole et le pouvoir légitimes de dire ce que doivent être les choses, en utilisant tout les moyens nécessaires au maintien et à la reproduction de leur position sociale [...]. (Amougou Mballa *op. cit.*, p.233).

La patrimonialisation, ainsi menée, alimente le stéréotype sur l'absence de « sens civique » des classes populaires, leur non-adhésion à ce système de droits et de devoirs que, selon Dines (*op. cit.*), un « bon » citoyen doit respecter pour être reconnu comme étant une personne « civilisée ». Le célèbre panneau avec l'écriteau « Citoyens, respectez vos

monuments », accroché depuis les années 1950 sur l'église San Domenico Maggiore à Naples, est un exemple parlant de cette culpabilisation indirecte des populations qui ne participeraient pas à la valorisation des monuments. Les institutions, sans intervenir sur les modalités de préservation et représentation du patrimoine, ce qui pourrait en garantir l'accès et l'appropriation à l'ensemble de la population, réprimandent toutes ces personnes non éduquées, qui ne comprennent pas les monuments, ne les apprécient et pour cela ne les respectent pas.

Si les groupes subalternes sont considérés, dans la plupart des cas, comme inaptes à utiliser et valoriser correctement le patrimoine « officiel », de fait réservé aux élites, pour le patrimoine « ordinaire » ou « populaire », la question est plus liée aux rapports de classe. En effet, même si le patrimoine est « populaire », l'identification de ce qui fonde la « culture populaire » et donc et la définition des critères de valorisation des biens qui la supportent matériellement, ne reviennent pas au « peuple » lui-même :

Dans le Savant et le Populaire, écrit en collaboration avec Claude Grignon, Passeron avance que c'est le regard porté par les classes dominantes de la société, celles dont la culture est donnée sur la légitimité de leurs positions sociales, qui construit la notion de la culture populaire. C'est ainsi depuis leur position culturelle et sociale qu'ils évoquent la culture du peuple, ce n'est pas le peuple qui lui-même dira ce qu'est sa « culture ». (Rautenberg *op. cit.*).

Peuvent alors les groupes subalternes être acteurs du patrimoine, de *leur* patrimoine ? La question se pose en lien étroit avec celle du « patrimoine populaire ». Si la reconnaissance d'une importance historique de biens traditionnellement considérés comme « ordinaires », donc sans mérite d'être conservés et transmis à la postérité, est depuis quelques années de plus en plus courante, les modalités de protection et de valorisation de ce patrimoine restent problématiques. Nombre d'exemples, surtout parmi les patrimonialisations récentes, montrent comment un patrimoine « populaire » ou social est transformé, dans l'intention de le valoriser, dans un espace de consommation stéréotypé et étranger aux acteurs locaux (*Ibid.*).

En effet, il devient légitime de se demander si le destin de ce qui fait l'objet d'une patrimonialisation ne serait-il d'être de toute façon dénaturé. Pour ne citer que quelques exemples en matière de patrimoine industriel et de mémoire ouvrière, les anciennes usines LU à Nantes, cités comme un patrimoine industriel redonné à la collectivité, sont aujourd'hui devenues le siège d'un centre culturel, lieu de spectacles d'essai, d'expositions, le tout dans une ambiance très « branchée ». La question qui se pose est alors celle de la continuité avec la mémoire ouvrière. Qui est le public de ce patrimoine ? Les ouvriers en font-ils partie ? Nous pouvons observer un phénomène similaire à Paris, où la Maison des Métallos, rue Jean-Pierre Timbaud dans le 11^e arrondissement, a été transformée, par une patrimonialisation municipale, en théâtre-galerie d'art. Si le lieu remplit parfaitement sa fonction de centre

culturel et de promotion artistique, il a très peu à voir avec la mémoire ouvrière et son ancien rôle de centre catalyseur des classes populaires du quartier, s'adressant plutôt à la clientèle branchée et relativement fortunée qui pratique l'autre côté du quartier, celui de la rue Oberkampf. En regardant à nos cas d'étude, les le cinéma Radio ou les cafés *baladi* du Caire, ou encore les *bassi* napolitains connaissent le même sort, celui d'une patrimonialisation qui « ennoblit » l'espace ou le bien en effaçant toute trace de la culture populaire préexistante. La question est de savoir si une patrimonialisation ne comporte pas nécessairement une dépossession des acteurs originaires. Peut le patrimoine populaire être l'œuvre des classes populaires, et peut-il être approprié par ces dernières ?

Une question similaire peut être soulevé en ce qui concerne le « patrimoine immatériel », dont la reconnaissance et l'exploitation ont été formalisées en 2003 par l'Unesco (Lazzarotti *op. cit.*). Si l'artisanat, la mémoire ouvrière ou les traditions populaires peuvent constituer un patrimoine important pour une société, les détacher de la vie quotidienne des habitants peut engendrer une folklorisation au service de la mise en tourisme. Dans ce sens, la différence entre « patrimoine » et « tradition » se révèle fondamentale : « *On conserve un patrimoine, mais on vit une tradition* » (Rautenberg *op. cit.*, p.113). Ainsi, les objets et les pratiques propres d'une utilisation quotidienne encore d'actualité, seraient considérées « traditions », et donc exclues du domaine du « patrimoine officiel ». Un patrimoine « proprement dit » s'opposerait alors à un patrimoine « autre ». Dans ce cadre d'analyse, les pratiques subalternes seraient-elles destinées à faire toujours partie d'une « altérité patrimoniale », au sein d'une reconnaissance du « petit patrimoine » - ce qui est mineur mais mérite quand-même d'être conservé – qui reste apanage des élites ? La reconnaissance du patrimoine *de la part* des groupes subalternes, donc leur affirmation en tant qu'*acteurs de la patrimonialisation* (sur des objets et selon des critères établis par eux) est-elle possible ?

Comme le demande en dernière instance M. Rautenberg,

Un patrimoine populaire pourrait-il être autre chose que le résultat d'un regard sur les productions culturelles du « peuple » porté par des institutions ou des acteurs économiques en situation d'imposer leur conception ? (Rautenberg *op. cit.*).

A présent, le destin commun des espaces patrimonialisés, soient-ils « populaires » ou non, est celui de la valorisation foncière poussée, ce qui fait de la patrimonialisation un outil d'aménagement à part entière. Un quartier plus accessible, plus attractif et mieux valorisé socialement, culturellement et symboliquement, verra très probablement sa valeur foncière augmenter, d'où la gentrification plus ou moins progressive. L'appropriation patrimoniale semble alors un phénomène conflictuel et la patrimonialisation, en tant que politique urbaine, contribuerait à la délégitimation des groupes subalternes dans les centres-villes, à travers

l'imposition d'une certaine typologie de pratiques et de valeurs. Ces derniers, bien qu'ils soient véhiculés comme inclusifs et universels, se révèlent profondément exclusifs, surtout quand il s'agit, pour les classes supérieures, d'imposer leur pouvoir culturel sur l'espace de la ville.

La patrimonialisation se confirme alors comme un double processus d'expropriation/appropriation des centres-villes (Veschambre 2005a *op. cit.*), entraînant, à différents degrés et temporalités, des dynamiques plus ou moins rapides ou importantes de gentrification. Cette dernière est visible dans la réhabilitation des logements, mais surtout dans la fréquentation de l'espace public, le premier à être soustrait à l'occupation populaire. Ceci, comme nous l'avons vu, est de plus en plus l'œuvre de politiques publiques délibérées, qui engendrent un certain nombre de processus vertueux dans des espaces qui nécessitent une « prise en main » :

Plus généralement, l'action publique tend à faire disparaître les espaces publics tels qu'ils existaient auparavant dans les quartiers populaires [...]. Comme le renouvellement commercial ou les événements culturels, un espace public de qualité peut en effet constituer une barrière symbolique pour certains groupes sociaux : la rue n'attire plus le même public, et certains groupes n'ont plus de raison d'y venir parce qu'ils ne sont pas sensibles à l'ambiance de la rue et de ses commerces, voire n'osent plus s'y aventurer parce qu'ils sont mal accueillis dans un espace dont ils ne possèdent pas les codes. (Clerval, Fleury 2009).

La patrimonialisation peut donc être analysée comme une politique de « restriction du droit à la ville » (Van Criekingen *op. cit.*), autrement dit de limitation des groupes subalternes non seulement en ce qui concerne l'accès au centre-ville et à ses équipements (culturels, économiques, de loisir), mais avant tout une limitation dans la décision de l'avenir de son propre cadre de vie.

Pour inverser cette tendance, le processus de patrimonialisation se doit d'être complètement repensé, afin de valoriser les mémoires et les pratiques populaires. La question qui se pose est alors celle de rendre patrimoine non seulement ce qui répond aux critères esthétiques et symboliques « officiels », mais tout objet autour duquel se construisent les mémoires collectives d'une population (Massa *op. cit.*, Rautenberg 2010). Dans ce sens, P. Nora (1986) analyse la mémoire comme un élément mouvant, dynamique, en ce qu'elle est « pratiquée », et ce afin de la différencier de l'histoire. Ainsi, nous pouvons penser le patrimoine comme un support de mémoire, autrement dit de cette relation entre un objet « pratiqué » et un groupe d'individus qui le « pratique » en tant que trace de soi sur le temps long de l'histoire. À Naples, un certain nombre d'associations locales travaillent non seulement à l'ouverture du patrimoine à la population locale, mais également à en faire une ressource pour les habitants. Des projets associatifs comme l'organisation de visites guidées par les jeunes du quartier Sanità aux catacombes San Gennaro et San Gaudioso, mise en place

par la coopérative La Paranza, ou encore la création d'ateliers d'artisanat ou de laboratoires de pizza destinés aux jeunes qui ont connu des épisodes de déviance, comme ceux de l'association Scugnizzi, connaissent des beaux succès.

Le comité Centro Storico travaille également dans le sens de la réappropriation de l'espace urbain patrimonial par les habitants du quartier. La projection de films, mais également l'organisation de marchés bios hebdomadaires, permettent de rouvrir cet espace à la fréquentation quotidienne et de reconnecter le patrimoine et les pratiques locales. Dans les *Quartieri*, pour l'instant, il n'y a pas encore eu aucun projet associatif « par le bas » autour du patrimoine culturel. Selon ce qui émerge de nos enquêtes, les événements dans le domaine de l'art ou du spectacle, menés par les deux théâtres du quartier ou même par des artistes de rue comme Ciop&kaf, n'arrivent pas à impliquer directement les habitants pauvres. Les associations les plus connues, comme l'association Quartieri Spagnoli, travaillent, quant à eux, plutôt dans le social. Un chemin à parcourir dans le quartier pourrait être celui de la réinterprétation des *bassi* en tant qu'architecture traditionnelle en relation avec ses pratiques, pour ensuite arriver à la définition d'une nouvelle catégorie de patrimoine.

À travers des projets sociaux de ce genre, qui travaillent avec les habitants défavorisés à une interprétation différente du patrimoine matériel et immatériel, la patrimonialisation pourrait perdre son caractère élitiste et s'ouvrir au plus grand nombre. Autrement dit, il est possible de mettre en œuvre un travail collectif en amont, qui se nourrisse d'une approche alternative à l'espace urbain historique, des mémoires et des pratiques populaires ; mais il est nécessaire, au préalable, de déconstruire cette notion si stigmatisante de « plèbe », pour arriver à cerner la multiplicité des groupes qui composent la population du centre historique, leurs attentes et leur capacité de « faire » la ville.

Conclusions

« Peut-être, après tout, Lefebvre avait-il raison d'affirmer, il y a plus de quarante ans, que la révolution de notre temps serait urbaine, ou ne serait pas. »

David Harvey, *Villes rebelles*.

Tout au long de cette recherche, nous avons interrogé les pratiques discursives dominantes, face aux pratiques d'occupation et d'organisation de l'espace des dominés. Des documents de projet aux « situations » observées dans les quartiers étudiés, une distance infranchissable semble se dessiner entre la ville conçue et imaginée par les aménageurs, et celle effectivement habitée par sa population. Les situations étudiées ont révélé l'existence d'une production de la ville à la micro-échelle, malgré les tentatives d'effacement, de manipulation, voire parfois de criminalisation portées dans les discours des aménageurs et des autres catégories dominantes de la société.

Une réflexion sur les possibilités de production de la ville par les groupes subalternes ne saurait se passer d'un questionnement des politiques de participation dans les projets urbains, afin de comprendre si une prise en compte de cette production est possible en dehors des canaux « officiels » des démarches de projet. Les deux programmes étudiés dans cette thèse prônent une volonté affichée de prise en compte des exigences des habitants des quartiers touchés. Les intentions, exprimées à la fois dans les introductions des documents d'urbanisme et par les responsables des projets lors des entretiens, se traduisent par des enquêtes très rapides (qui ne durent jamais plus que quelques semaines), confortées de la conviction des aménageurs de « connaître » les quartiers. Les deux arguments mobilisés de manière plus fréquente sont la connaissance personnelle des lieux, pour les avoir visités et « y passer régulièrement », et la nécessité de « prendre en main » l'avenir de populations qui ne sauraient le faire elles-mêmes. Ces deux visions confirment les stéréotypes courants sur les groupes subalternes : d'une part l'absence de compétences particulières liées à l'usage, ce qui rendrait possible de connaître l'endroit au même titre que les habitants après quelques courts passages ; de l'autre la négation de l'agentivité des groupes subalternes, ou plus généralement d'une quelconque capacité et volonté d'agir pour « améliorer leur cadre de vie ». Dans les discours infériorisant sur les Napolitains, l'un des aspects couramment soulevés est leur incapacité à s'organiser en vue d'une action politique. Cependant, grand nombre d'initiatives plus ou moins récentes, comme l'expérience des *Disoccupati Organizzati* (Miranda 2007 *op. cit.*) ou les protestations contre les décharges pendant la « crise des déchets », sont le signe d'une participation active et organisée à la vie politique locale (Dalla Sala 2015). Nous

pouvons émettre les mêmes considérations en regardant la mobilisation de masse lors de la Révolution égyptienne, où l'apport des classes populaires a été indispensable à la réussite (Deboulet, Florin *op. cit.*). En plus de l'action politique, les groupes subalternes montrent, comme nous l'avons analysé dans cette thèse, des compétences de fabrication de la ville et d'attribution de sens, qui demandent une réflexion sur la réelle portée participative des projets qui se déclarent comme tels.

Production de la ville par la participation : la seule issue ?

Notre questionnement de la participation dans les projets urbains par la parole se fonde sur l'analyse des pratiques subalternes, mais également des compétences des acteurs socialement situés. Chaque individu agit en fonction de ses compétences, et l'on suppose qu'il ait la capacité réflexive de comprendre ce qu'il fait et pourquoi : « [...] *la capacité réflexive des individus est constamment engagée dans les situations d'interaction et les divers contextes de l'activité sociale de tous les jours. Les individus disposent d'une capacité à l'autoréflexivité quotidienne qui opère en partie au niveau discursif [...]* » (Bessin, Roulleau-Berger 2002, p.6). Par leur pouvoir de sélection, entre des citoyens aux compétences discursives et à la capacité de légitimation différentes, les processus participatifs deviennent des instruments d'attribution de valeurs et de normes à des « publics » : « *Comme les sondages, la participation est essentiellement performative [...]. Même lorsqu'elle cherche à encadrer des mobilisations sociales préexistantes, la participation est essentiellement une activité de cadrage. Le dispositif de participation forme un public* » (Jobert 2009, p.52). En dissociant les compétences performatives des groupes subalternes des leurs compétences discursives, on en vient à questionner l'ensemble des processus participatifs classiquement entendus, basés majoritairement sur la prise de parole, notamment au sein d'assemblées publiques.

Les groupes subalternes de la ville, même quand ils ne sont pas étrangers, et parlent la langue locale, ne possèdent pas forcément les codes pour s'exprimer au niveau des experts qui traitent les questions urbaines ou patrimoniales. S'ils veulent interagir avec les groupes dominants, c'est à eux d'en apprendre les modes d'expression et de chercher les occasions d'interaction dans le « monde » des sujets dominants (colloques, bureaux municipaux, réunions officielles). Dans le processus de production de la ville hégémonique, non seulement la vision des groupes subalternes n'est pas prise en compte, mais l'action « en lieu et place de » devient automatique pour les professionnels travaillant à la planification urbaine. Il ne s'agit ici pas simplement d'une action de projection de besoins fictifs sur la base d'une étude statistique, démographique, ou socio-économique et donc de la satisfaction de besoins

erronément définis ; il s'agit d'une véritable *connaissance* bâtie sur la base d'une non-parole. Pour cela, nous pouvons affirmer que l'agentivité des sujet subalternes est niée, non pas parce que les décisions sont prises sans les consulter, mais parce qu'on estime possible construire une connaissance sur eux, exclusivement à travers des sources « secondaires » (études déjà menés, documents officiels, représentants de quartier, etc.).

La disqualification de la parole des habitants justifie l'absence d'une prise en compte directe. La délégitimation repose essentiellement sur un supposé hyper-localisme des populations subalternes. Ces dernières sont considérées trop attachées à leurs biens et intérêts personnels, ce qui leur empêcherait de comprendre la valeur de la chose commune. Comme nous l'avons vu, le basculement vers le jugement moral est rapide : dans le discours de plusieurs interviewés, soient-ils aménageurs ou membres d'associations locales, les habitants pauvres sont « égoïstes ». Cette qualification, qui s'accompagne d'autres étiquettes comme l'obscurantisme ou l'idéologie (Boullier 2009) constitue l'un des arguments majeurs pour tourner l'attachement des habitants à leur cadre de vie en particularisme aveugle. Ainsi, les aménageurs interrogés justifient l'absence d'enquêtes approfondies auprès des habitants par le risque de « la grande assemblée de locataires »³⁴⁶, une fantomatique réunion dans laquelle chacun exprimerait bêtement ses besoins personnels sans avoir une vision plus large et sans chercher à comprendre le travail des professionnels (Festa *op. cit.*).

Cette idée, en plus de révéler le souhait d'éviter la confrontation directe avec les groupes subalternes, donne des pistes pour comprendre la vision dominante de la participation : un processus qui passe nécessairement par la prise de parole, et une prise de parole détachée, systématisée et rationnelle qui semble unique apanage des professionnels et des élites en général, les autres faisant plutôt du « bruit »³⁴⁷. L'absence de prise en compte des habitants et ainsi contournée, d'une part grâce aux arguments niant leur capacité de systématisation et de poursuite d'un « intérêt général », de l'autre à travers la déviation de l'injonction participative vers des acteurs intermédiaires, comme les associations ou les habitants au capital social élevé, ainsi que par la nécessité d'inscrire une quelconque participation dans les temps courts et fortement échelonnés du projet. Il s'agit d'un phénomène surtout observable dans le milieu des élites de gauche, ces mêmes qui prônent « la participation des citoyens ». En effet, ils font référence aux associations, aux habitants dotés d'un certain capital social, culturel (et économique), et à cette « bourgeoise éclairée » qui

³⁴⁶ Entretien avec l'architecte en chef du Grand Programme Unesco à la Région Campanie, juin 2014.

³⁴⁷ « Lorsque la parole des inouïs est considérée comme trop attachée, elle charrie avec elle tant d'objets, tant de sentiments, tant d'histoires que l'on se doute bien que cela complexifie toutes les questions et que les politiques vont avoir beaucoup de mal à s'en sortir : cette parole devient alors du bruit, car les inouïs n'articulent pas une parole raisonnable, c'est-à-dire calibrée et épurée, détachée. » (Boullier *op. cit.*, p.28-29).

aurait à cœur, plus que les autres, le sort de la ville. Les autres, ceux « pour qui » on fait les politiques, ne prennent jamais activement part aux processus décisionnels.

Au sein de notre réflexion, nous rejoignons ainsi les préoccupations de Spivak à propos de la « violence épistémique » faite aux subalternes (2006 *op. cit.*), mais également les propos de Lefebvre et d'Harvey, qui soulignent la nécessité pour les « urbains dépossédés » de participer activement à la production de l'espace urbain. L'absence de capacité de parole fait pleinement partie du stéréotype délégitimant de la « plèbe » napolitaine et, en général, des groupes subalternes (Pezzella 2014).

A. Deboulet, dans son étude des processus participatifs en France, met en lumière la nécessité d'intégrer l'écoute, comme « *élément clé du projet* » (2012b). En effet, la création d'un dispositif d'écoute, basé sur une prise en compte des compétences et des pratiques habitantes en amont de tout projet, permettrait de construire une participation de longue haleine, qui ne serait pas soumise aux impératifs du projet, mais qui s'étalerait sur l'expérience de la vie quotidienne. Pour ce faire, l'auteure souligne l'importance de figures intermédiaires comme les sociologues ou les médiateurs, et d'une systématisation de la participation construite sur des bases différentes par rapport à celles très rigides des dispositifs actuels de concertation. N. Semmoud (*op. cit.*) souligne également le rôle fédérateur de la participation comme expérience collective, qui aide à réinscrire les habitants dans une identité territoriale commune. La ville de Naples a connu une expérience de participation de longue haleine, basée sur l'intégration sociale et la capacitation, avant même de la concertation de projet en soi. Elle a été racontée par G. Laino dans son ouvrage *Il fuoco nel cuore e il diavolo in corpo* (*op. cit.*) dans lequel il montre le rôle clé des « régies de quartier »³⁴⁸ dans des projets innovants comme Urban dans les Quartieri Spagnoli. En effet, cette prise en compte des habitants a laissé des traces positives dans les expériences des habitants, qui racontent dans les enquêtes que nous avons effectuées en 2014, donc plusieurs années après les Urban, d'une amélioration sensible du quartier. Cependant, l'expérience positive n'a pas été renouvelée, si ce n'est qu'avec quelques enquêtes préparatoires pour l'éventuelle mise en œuvre du Projet Bassi.

En ce qui concerne les stratégies urbaines que nous analysons dans les deux villes, nous ne pouvons pas parler de processus participatifs, malgré quelques enquêtes d'opinion

³⁴⁸ « Une RdQ [Régie de Quartier] est une petite agence locale de développement, enracinée, orientée à la prise en charge et au développement du lien (et du capital) social. Une association née grâce à un partenariat entre la municipalité, les bailleurs sociaux et les associations d'habitants présents dans le quartier. [...] Une Régie se propose en tant qu'instrument de reproduction du lien social selon les principes de l'embodied, de l'outreach, du rapping, de l'enabling, de l'empowerment. [...] Une RdQ tente de conjuguer le traitement des besoins des habitants – tout comme d'autres personnes qui peuvent utiliser les services localisés dans le quartier –, la nécessité d'offrir des services avec la création d'opportunités d'insertion sociale et dans l'emploi des sujets faibles qui vivent dans le quartier. » (Laino *op. cit.*, p.131).

rapidement menées dans les phases préparatoires des projets. Nous pouvons cependant nous interroger sur les modalités de circulation de la parole, des circuits institutionnels aux milieux associatifs, jusqu'au « bas de l'échelle » (Cours-Salies, Le Lay 2006), à savoir là où se trouvent les habitants non impliqués dans des structures collectives. Pendant nos enquêtes, nous avons été confrontée à plusieurs degrés de connaissance et de conscience des projets : de l'ignorance complète à la connaissance mobilisée. Si ces deux extrêmes restent minoritaires, la grande majorité des habitants était au courant de l'existence des projets, mais en tant qu'élément extérieur à leurs vies, mêmes quand celui-ci devait toucher leur quartier de manière directe. Les informations que nous avons reçu de la part des habitants, confrontées à la réalité du projet, résultaient souvent partielles, exagérées et toujours voilées d'un sens d'incertitude : cela témoigne la force de propagation de la parole par la rumeur : une connaissance partielle et alimentée par des éléments fantasmés, qui contribue d'une part à freiner toute organisation d'une mobilisation collective, de l'autre à conforter les groupes dominants dans l'attribution d'une attitude irrationnelle aux subalternes.

L'échec ou l'absence des dispositifs participatifs font partie de la plus large entreprise de délégitimation des populations subalternes que nous avons analysé tout au long de cette thèse. Cependant, nos enquêtes ont fait émerger une autre production de la ville, qui contraste avec le discours construit pour la médiatisation d'une ville attractive, compétitive, globalisée. Dans cette fabrication à la micro-échelle, les groupes subalternes deviennent acteurs à part entière de leur appropriation et occupation de l'espace urbain. En suivant M. de Certeau (*op. cit.*), nous avons analysé ces pratiques comme des performances qui ne sont pas forcément liées à des pratiques discursives. Ainsi, la production de la ville « par le bas » peut être vue comme une action politique à part entière, qui construit une parole des dominés, structurée autour de leurs expériences de la vie quotidienne.

Cette analyse ne peut se faire sans un dépassement des stéréotypes, démarche qui permet d'accéder à la complexité des pratiques et des représentations, et ainsi de briser les dualismes de type « nous »/« eux ». Dépasser les stéréotypes permet d'étudier la réalité des situations qu'ils cachent et de ne plus voir les groupes subalternes comme une minorité compacte, agissant pour les mêmes intérêts et selon les mêmes dynamiques, mais justement de regarder plus loin que le stigmata, afin de comprendre les pratiques réelles de ces populations. Cette démarche peut amener les chercheurs, mais également les aménageurs et les citoyens, à s'interroger sur la production de la ville en général, et plus encore à « entendre la voix » des subalternes sur leurs pratiques et modes de vie.

Dépasser le stéréotype : des résistances (im)possibles

L'analyse des formes d'investissement du centre-ville par différents groupes sociaux donne un aperçu de la complexité de pratiques et d'usages sur les territoires centraux. La réflexion sur cette complexité constitue la clé pour la compréhension de ces quartiers et des transformations urbaines en cours, tant au niveau matériel qu'à celui des représentations. Les pratiques micro-locales peuvent nourrir un vocabulaire alternatif des pratiques urbaines, dont l'analyse apporte deux éléments fondamentaux à la compréhension de la ville contemporaine : d'un côté la mise en place d'un moyen de faire entendre sa propre voix au-delà de tout logocentrisme, permettant ainsi le dépassement de cet « échec cognitif » déjà dénoncé par G. Spivak (2006 *op. cit.*) ; de l'autre, la reconnaissance de la non-universalité du modèle de la ville contemporaine, et de l'impossibilité pour l'urbanisme globalisé de satisfaire les exigences de l'ensemble de la population.

Qui sont les subalternes ? Nous avons tenté de répondre (partiellement) à cette question dans les chapitres précédents. L'étude de leurs pratiques nous a permis d'observer une grande variété d'appropriations quotidiennes de l'espace urbain, mais également des degrés très variables d'investissement dans ce même espace, au niveau individuel (le logement, le travail) ou collectif (les associations, les cérémonies religieuses, etc.).

Nous avons ainsi identifié, derrière le masque de la « plèbe », des habitants diversifiés, en raison de leurs origines, de leurs situations socio-économiques, ou encore de leur ancienneté dans le quartier. Si leur composition se révèle diversifiée et multiforme, leur délégitimation se base sur un dispositif de discours qui ne tient pas compte de ces différences, au contraire il les nivèle pour mieux atteindre son but. Devant une délégitimation qui efface les différences et englobe l'ensemble des acteurs dans un moule stéréotypé d'inertie, informalité et mauvaise conscience urbaine, quelles sont les « résistances » possibles ? Et comment celles-ci peuvent être analysées sans tomber dans le stéréotype inverse, celui d'une population subalterne unie et forcément active face à la domination ? Si les mobilisations, individuelles ou collectives, peuvent être facilement interprétées comme des formes de résistance, d'autres éléments, comme les pratiques quotidiennes, la transformation de la ville au niveau symbolique ou encore le questionnement de l'ordre dominant, sont des résistances moins évidentes.

Le dépassement du stéréotype comprend ainsi le questionnement de la complexité des pratiques « par le bas » : en effet, grand nombre des pratiques socio-spatiales présentées dans cette thèse ne peuvent être classées de manière binaire, « par le haut » ou « par le bas ». Elles sont le fait d'acteurs multiples, au positionnement changeant selon les rapports de domination et le rôle mobilisé dans ces derniers. Ainsi, dans le cas de l'appropriation de la cour de Santa

Chiara à Naples, les négociations sur son utilisation sont menées principalement par le comité Centro Storico, composé d'habitants politiquement mobilisés et, pour certains, appartenant aux groupes intellectuels de classe moyenne et supérieure. Ces acteurs ne peuvent être qualifiés de « subalternes » au sens que nous avons théorisé dans les chapitres précédents, mais évoluent dans le même milieu et partagent les mêmes espaces que les autres. À travers leurs initiatives, ils mobilisent une partie de la population « subalterne », qui n'aurait pas accès à un rôle actif dans la transformation de l'espace d'un point de vue politique, sans l'intermédiation des associations. Les membres de ces mêmes associations pourraient alors être considérés des acteurs « du haut ». Cependant, leurs négociations difficiles avec les aménageurs « officiels », autrement dit la Municipalité II ou la Mairie de Naples, ou encore la Région Campanie, complexifient leur rôle dans le panorama général de l'aménagement urbain napolitain. En effet, les différentes initiatives prennent rarement en compte les demandes de ces collectifs. Une exception peut être faite pour l'ouverture des jardins de l'église Santi Severino e Sossio, qui a été obtenue après de longues négociations du comité pour que l'ensemble du quartier puisse en bénéficier. Les mêmes démarches n'ont pas abouti dans le cas des jardins de Santa Chiara, qui ont été récemment donnés en gestion à l'association Les Chiens de Santa Chiara, une association de propriétaires de chiens qui a rendu l'entrée payante pour en garantir un entretien constant³⁴⁹.

Ainsi, nous pouvons observer une fluidité des caractérisations « par le haut » ou « par le bas » des différents acteurs, qui changent en fonction de leur positionnement dans le débat public, de l'« officialité » ou de la reconnaissance publique et politique de leurs démarches, mais également de leurs interlocuteurs. Le caractère « par le bas » peut également devenir une ressource mobilisable par ces acteurs « entre deux » selon les besoins : dans la négociation avec les autorités locales, les membres d'un collectif peuvent se définir « par le bas », ce qui leur garantit, tout en restant dans le cadre d'une négociation officielle, une sorte d'acceptation par la majorité des habitants du quartier. Par exemple, nous avons vu comment le collectif l'Asilo ou les artistes Ciop&Kaf à Naples se revendiquent en tant qu'acteurs « par le bas », car ce positionnement devient une ressource mobilisable face aux autres instances de la ville. Dans leurs discours, « par le bas » devient gage de proximité avec la population locale, de légitimité de présence et d'engagement dans les lieux.

³⁴⁹ Cette mesure de la Municipalité II n'a pas été sans susciter de vives réactions de la part des militants du comité Centro Storico, exclus de l'organisation des activités dans la cour. Sur l'initiative et l'association Les Chiens de Santa Chiara : DE LUCA P. « Si inaugura a Santa Chiara la prima area per cani del centro storico », *Repubblica*, 20/02/2016 - http://napoli.repubblica.it/cronaca/2016/02/20/foto/si_inaugura_a_santa_chiara_la_prima_area_per_cani_del_centro_storico-133858977/#1 [consulté le 27/03/2016].

Cette condition peut ainsi être mobilisée comme ressource dans le cadre de négociations avec des acteurs « d'en haut » afin de revendiquer une appropriation alternative d'un espace, ou encore dans le cadre de rapports avec des acteurs « d'en bas », afin d'établir un lien, qui serait basé sur une appartenance commune. Les membres d'associations au positionnement changeant se font porte-parole des groupes subalternes dans les négociations avec les institutions, mais aux yeux des populations qui n'accèdent pas à ces négociations, ils restent des acteurs agissant à l'intérieur du cadre dominant. Les différentes appropriations « par le bas » que nous avons observés lors de nos enquêtes de terrain, doivent être distinguées entre elles en raison de cette complexité des acteurs en jeu. Les dynamiques engendrées par les pratiques des espaces qui sont d'une manière ou d'une autre « encadrées » par une association ou un collectif, seront bien différentes de celles qui sont issues de l'action d'individus complètement autonomes. Si les premières peuvent plus facilement devenir l'objet d'une reconnaissance publique de la part des institutions et des acteurs « d'en haut », il en reste que les secondes, moins mobilisables certes, constituent de véritables laboratoires d'observation d'une fabrication alternative de la ville.

Les pratiques faisant partie de ce second groupe peuvent à leur tour être analysées sous deux angles principaux. Le premier est celui des pratiques quotidiennes d'appropriation de l'espace, qui s'apparentent, selon de Certeau, à une « seconde production » (*op. cit.*), autrement dit à une redéfinition d'espaces imposés. Le second est l'angle d'analyse relatif à la production du politique, à savoir cette production discursive de la ville qui se structure en dehors du champ dominant et qui devient « texte » politique à part entière. Ces lectures se rapprochent des trois modalités de transformation de la ville par la « marge créatrice » que nous avons rencontrées dans le chapitre précédent.

La vision de M. de Certeau (*op. cit.*) permet d'aborder les pratiques subalternes comme « arts de faire », des « manières d'utiliser des systèmes imposés » permettant de construire une résistance³⁵⁰. L'auteur récuse l'idée de la consommation-réceptacle : le stéréotype courant sur les groupes subalternes les imagine récepteurs passifs de dispositifs et de représentations dominantes, incapables d'en élaborer de propres. Cependant, l'auteur démontre comment la réélaboration de ces mêmes éléments reçus correspond à une production alternative, faite de détournement de la donne initiale. Grâce à ces tactiques de contournement et détournement, les groupes subalternes organisent leur action politique dont la performance se situe dans les pratiques quotidiennes. Dans nos cas d'étude, plusieurs exemples démontrent cette capacité d'appropriation comme acte politique.

³⁵⁰ « Mille façons de jouer/déjouer le jeu de l'autre, c'est-à-dire l'espace institué par d'autres, caractérisent l'activité, subtile, tenace, résistante, de groupes qui, faute d'avoir un propre, doivent se débrouiller dans un réseau de forces et de représentations établies. Il faut « faire avec » ». (*Ibid.*, p.35).

À Naples, les locaux dénommés *bassi*, utilisés comme logement, ne sont pas des habitations « par défaut », passivement occupées en absence de mieux : ils deviennent au contraire le noyau d'une appropriation singulière de l'espace urbain, qui ne pourrait se faire dans une autre forme d'habitat. D'une manière similaire, les habitants de Maspero réélaborent leur situation menaçante dans le quartier semi-détruit par les démolitions ponctuelles en se définissant eux-mêmes comme des « survivants »³⁵¹. L'élément de résistance, décelable dans la volonté de refuser toute négociation individuelle, se loge chez les habitants qui restent dans une appropriation de la menace pesant sur eux. Ils vivent alors au milieu des décombres en revendiquant leur droit d'y rester. La réélaboration et la réappropriation d'éléments dominants dans un but de résistance peut être analysée également dans les pratiques de détournement des espaces à Wust-al-Balad, où les transformations des immeubles « haussmanniens » servent à consolider la présence des groupes subalternes, en adaptant les espaces intérieurs et extérieurs à leurs modes de vie. Les grands appartements laissent la place à des ateliers obtenus du morcellement des espaces, tout comme les passages et les cours deviennent les lieux privilégiés des cafés populaires. Ces réinterprétations de formes pensées à l'origine pour abriter des pratiques propres aux groupes dominants, constituent des modalités de production urbaine à part entière.

En suivant encore de Certeau, ce savoir-faire de réappropriation et de transformation, véritable acte politique, n'est cependant pas *su* mais il est mis en œuvre en restant *inconscient*. Cela ne signifie pas que les groupes subalternes soient incapables d'organisation et d'agentivité³⁵², mais qu'il s'agit d'un savoir qui se structure en dehors de la parole, autrement dit au-delà des canaux dominants : dans ce sens, c'est une production de la ville (matérielle et symbolique) pleinement postcoloniale.

La possibilité d'une résistance – ou, mieux, les résistances possibles – des groupes subalternes à travers leurs pratiques, renvoie à la théorie de Scott sur le « texte public » et le « texte caché ». L'auteur s'intéresse aux interactions entre les dominants et les dominés, et à celles à l'intérieur des groupes respectifs : pour chacun d'entre eux il démontre l'existence d'un « texte public », autrement dit d'une action politique officielle et mise en œuvre dans l'interaction, et d'un « texte caché », celui que les groupes gardent respectivement pour l'entre-soi, et qui n'entre dans l'interaction qu'à travers des formes déguisées. Le texte public a pour fonction majeure d'asseoir le pouvoir déjà acquis des dominants, à travers un « caractère accommodant [qui] démontre généralement de manière probante l'hégémonie du discours et des valeurs dominants » (Scott *op. cit.*, p.18). Nous pouvons le rapprocher, dans

³⁵¹ Entretiens avec les habitants de Maspero, printemps 2011.

³⁵² Voir partie 1, chapitre 2.

nos cas d'étude, des discours aménageurs officiels autour de l'importance du patrimoine (dominant) et du consensus construit autour de la notion de sauvegarde. De la sorte, ceux qui « ne respectent pas les monuments » se mettent en dehors de cette collectivité positive construite autour de la lecture dominante de l'espace.

Le texte caché, quant à lui, est le produit des liens et des pratiques « d'arrière-scène », autrement dit ce qui se fait en dehors de l'interaction avec l'autre groupe. Il ne s'agit pas d'un discours, mais de comportements et de pratiques. Ses caractéristiques le situent, socialement et spatialement.

Selon Scott, le texte caché ne peut naître et grandir qu'au sein d'espaces sociaux eux-mêmes fruits de pratiques de résistance (*Ibid.*, p.134-135). Nous pouvons élargir ces « espaces sociaux » où naît le texte caché aux espaces physiques, les interstices où se structure le pouvoir politique des groupes subalternes. Dans ce sens nous pouvons affirmer que les productions politiques (de résistance ou non) des groupes subalternes ne pourraient se faire en dehors d'espaces physiques bien définis, qui sont eux-mêmes des espaces minorés au sein d'un « espace majeur » dominant. Ces espaces physiques sont englobés dans la ville proprement dite, puisqu'il s'agit de quartiers pauvres de centre-ville, mais en même temps en constituent des ruptures, des plis (Hatzfeld, Hatzfeld, Ringart *op. cit.*). Par l'utilisation de la métaphore du « pli » nous récusons également la vision par « îles », véhiculée comme discours dominant dans les documents d'urbanisme napolitains, diffusée dans les années 70 et entrée depuis dans les visions officielles de Naples. Cette vision vise notamment à isoler du reste de la ville des quartiers où se concentreraient les qualifications négatives de la ville toute entière. Si la position géographique des quartiers en question (centre ou périphérie) peut changer selon les époques, le mécanisme de stigmatisation et d'isolement reste le même (Di Costanzo 2015).

Les interstices sont créés par l'action des groupes subalternes : dans ce sens, l'organisation du logement jusque dans la ruelle, les pratiques d'occupation d'espaces liées au travail ou au loisir, les initiatives autonomes des habitants et leur investissement de l'espace sont des produits politiques à part entière, ou plus exactement, des formes d'« infrapolitique »³⁵³ qui peuvent préparer une résistance ouverte (Scott *op. cit.*, p.216).

En résumé, le texte caché recouvre des formes très différentes d'investissement dans la vie sociale et dans l'espace. Ces formes d'infrapolitique peuvent être plus ou moins déguisées, dissimulées ou ouvertement montrées (*Ibid.*). Ce qui est fondamental pour notre étude est que ces formes d'action se détachent d'une vision de la production de la ville comme action par la parole, postulat à la base des la grande majorité des processus

³⁵³ « Par ce vocable je désigne une grande variété de formes discrètes de résistance qui n'osent pas dire leur nom. » (Scott *op. cit.*, p.33).

participatifs, réels ou supposés. Également, cette vision permet de lire en tant que formes de résistance des comportements et des lieux autrement considérés comme « spontanés », « aléatoires » ou même « clandestins » dans les discours officiels.

Le caractère de résistance qui peut être attribué aux pratiques des groupes subalternes est à lire de manière relationnelle. Les pratiques ne sont pas alternatives dans leur essence, mais de par leur positionnement par rapport à un modèle dominant. Elles *produisent* des espaces urbains alternatifs, que les élites ne comprennent et ne maîtrisent pas, et constituent l'élément dérangeant à travers lequel les sujets subalternes peuvent affirmer leur agentivité. A. Bayat (*op. cit.*) parle dans ce sens, de l'utilisation « active » de la rue comme une forme de « politique de rue », qui se manifeste sous la forme d'un conflit entre le « peuple » et les autorités publiques. Nous rejoignons cette vision dans notre analyse des pratiques des groupes subalternes comme élément troublant des usages officiels : l'usage « actif » des espaces publics – prolongement du chez-soi, vente ambulante, stationnement dans les espaces monumentaux – constitue une utilisation différente par rapport à l'usage « passif » - marche, contemplation - attendu et imposé par les autorités. Ainsi, les individus subalternes sont vus comme des menaces à « l'ordre public », et plus largement, à un modèle dominant de citadinité et citoyenneté. Le but de ce travail était de montrer comment se construit la délégitimation de certaines pratiques de l'espace, qui deviennent « inappropriées » en ce qu'elles ne correspondent pas aux canons fixés par les pouvoirs en place. Ces pratiques, considérées comme non légitimes, existent et s'affirment quand-même dans la ville, et dans ce même fait d'exister elles deviennent des pratiques de résistance (Lombardi Satriani *op. cit.* ; Guarracino 2006).

H. Bhabha parle de « différence culturelle », dans le sens d'une ré-articulation des connaissances propres à la culture hégémonique dans la perspective de la *singularité signifiante* de l'« autre », qui résiste à sa dynamique totalisante. Cette perspective ne va pas simplement s'ajouter à la culture officielle, mais la complexifie, introduit un élément qui « trouble le calcul du pouvoir et de la connaissance en produisant d'autres espaces de signification subalterne » (Bhabha 1990, cité dans Cariello *op. cit.*, p.103). Ce point de vue supplémentaire, qui vient mettre en cause l'unicité du point de vue officiel, et donc multiplie les points de vue, est fortement déstabilisant pour la narration univoque du sujet dominant.

Au terme de cette recherche, nombre de pistes restent encore ouvertes à un développement futur. Les pratiques et les appropriations observées dans cette thèse se confirment comme des éléments de complexité dans une vision de la ville soumise à une normativité dominante. À propos de la réécriture postcoloniale de l'histoire, D. Chakrabarty affirme qu'« en trouvant des solutions aux problèmes que comporte la narration de groupes jusqu'à présent ignorés [...], la discipline historiographique se renouvelle et se reproduit.

L'inclusion fait appel au sens de la démocratie qui pousse la discipline à dépasser ses limites » (op. cit., p.137). Les histoires des habitants de Naples et du Caire nous ont permis d'opérer un déplacement du regard, une « provincialisation » de la production urbaine des centres-villes. Cette démarche constitue un défi pour la discipline urbaine toute entière, un défi qui, en paraphrasant D. Chakrabarty, permet à notre discipline de se dépasser.

Bibliographie générale

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

- ABELES M., *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2012, 302 p.
- ABRY A., « Habitat et intégration patrimoniale dans la médina de Fès : quelles politiques, quels enjeux », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp.227-243
- ABU-LUGHOD L., « Écrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux », in CEFALI D. (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, EHESS, 2003, pp.417-446
- ADLY H., « La vieille ville du Caire à l'épreuve du patrimoine : quelle réception sociale à la « revitalisation » des marges urbaines ? », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.233-257
- AGAMBEN G., *Che cos'è un dispositivo ?*, Roma, Nottetempo, 2006
- AGAMBEN G., *Homo sacer : Tome I, Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seil, 1998, 214 p.
- AGIER M., *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1999, 176 p.
- AL-ASWANY A., *La rivoluzione egiziana*, Milano, Feltrinelli 2011, 97 p.
- AL SAYYAD N., « Urban Informality as a "New" Way of Life » », in ROY A., AL SAYYAD N. (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, New York, Lexington Books, 2004, 346 p., p.7-30
- ALLEN B., « Les relations entre le dedans et le dehors. La construction du sens du chez-soi dans les quartiers d'habitat social », in COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003, p.137-148
- ALLEN B., « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.139-150
- ALLUM P., *Politics and Society in Post-War Naples*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973
- ALTHABE G., COMOLLI J.-L., *Regards sur la ville*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1994, 128 p.
- AMATO F., ROSSI U., « Un sistema locale marginale tra cambiamento e continuità : i Quartieri Spagnoli di Napoli », in SOMMELLA R., VIGANONI L., *Territori e progetti nel Mezzogiorno. Casi di studio per lo sviluppo locale, SLoT quaderno 5*, Bologna, Baskerville, 2003, 205 p., p.13-46
- AMATO F., COPPOLA P. (dir.), *Da migranti ad abitanti. Gli spazi insediativi degli stranieri nell'area metropolitana di Napoli*, Napoli, Guida, 2009
- AMATURO E., « Introduzione », in AMATURO E. (dir.), *Profili di povertà e politiche sociali a Napoli*, Napoli, Liguori, 2004, 229 p., p.IX-XV
- AMIN S., *Eurocentrism*, Monthly Review Press, 1989

- AMOUGOU MBALLA E., « Les processus de « patrimonialisation » et réflexivité », in KHAZNADAR C. (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Arles, Actes Sud, 2012, p.205-236
- AMSELLE J.-L., *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, « Un ordre d'idées », 2008, 320 p.
- ANGIOTTI T., *The New Century of the Metropolis: Urban Enclaves and Orientalism*, London, Routledge, 2012, 216 p.
- APPADURAI A., « The capacity to aspire: culture and the terms of recognition », in VIJAYENDRA R., WALTON M. (dir.), *Culture et public action*, Stanford, University Press, 2004
- APPADURAI A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2001 [1998], 322 p.
- APPADURAI A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2001, 322 p.
- APPADURAI A., *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Payot, 2009, 208 p.
- ARCIDIACONO C., *Il fascino del centro anrico. Napoli Firenze Berlino. Risorse per la vivibilità*, Napoli Magma, 2004, 159 p.
- ARRIF A., « Compétences habitantes : plans en projet, plans en acte. Quelques éléments de réflexion », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2000, 406 p.
- AUGÉ M., *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, 149 p.
- AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F., « Introduction [générale] », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.7-11
- AUTHIER J.-Y., FIJALKOW Y., PHILIFERT P., « Introduction [à la partie I : Le quartier : constructions savantes, constructions politiques] », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.75-85
- BARATTA G., « Umanesimo della convivenza: Edward Said in dialogo con Antonio Gramsci », in CHAMBERS I. (dir.), *Esercizi di potere. Gramsci, Said e il postcoloniale*, Roma, Meltemi, 2006, 135 p., p.27-38
- BARBAGLI M., PISATI M., *Dentro e fuori le mura. Città e gruppi sociali dal 1400 a oggi*, Bologna, Il Mulino, 2012
- BARTHEL P.-A., DEBOULET A., PAPPALARDO M., « « Le Caire 2050 » : l'entrée dans la compétition globale par le renouvellement urbain », in LE BLANC A., PIERMAY J.-L., GERVAIS-LAMBONY Ph., GIROUD M., PIERDET C., RUFAT S. (dir.), *Métropoles en débat : (Dé)constructions de la ville compétitive*, Paris, Presses universitaires de Paris Ouest, 2014, 422 p., pp.295-314

- BAUDRILLARD J., *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972, 272 p.
- BAUDRILLARD J., *Simulacres et Simulation*, Paris, Galilée, 1981
- BAYAT A., *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, 318 p.
- BEAUD S., WEBER F., *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2010, 331 p.
- BECKER S., *Outsiders : Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié 2012
- BENACH N., TELLO R., « Des espaces-réserve versus des espaces de résistance ? », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.61-81
- BENJAMIN W., *Paris, capitale du XIX^e siècle : le livre des passages*, Paris, Ed. du Cerf, 1993 [1939], 974 p.
- BERQUE A., « Qu'est-ce que l'espace de l'habiter ? », in PAQUOT T., LUSSAULT M. YOUNES C. (dir.), *Habiter, le propre de l'humain*, Paris, La Découverte, 2007, 390 p., p.53-67
- BERRY-CHIKHAOUI I., « Devenir citoyen et (ré)inventer la ville : l'exemple des habitants du faubourg Sud de la Médina de Tunis », in LUSSAULT M., SIGNOLES P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Urbama, Université de Tours, 1996, 158 p., p.129-139
- BERRY-CHIKHAOUI I., « Les enjeux théoriques et heuristiques de la notion d'urbanité dans la connaissance des villes. Lecture des travaux de Françoise Navez-Bouchanine sur les villes marocaines », in DEBOULET A., JOLÉ M. (dir.), *Les mondes urbains. Le parcours engagé de Françoise Navez-Bouchanine*, Paris, Karthala, 2013, 360 p.
- BERRY-CHIKHAOUI I., « Mobilisation des habitants et construction du voisinage. Le cas de l'habitat social récent à Tunis », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2000, 406 p.
- BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, 2000, 406 p.
- BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., « Restructurations urbaines à Marseille à l'heure de l'internationalisation : tensions et régimes d'action », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L., *Villes internationales. Entre tensions et réaction des habitants*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 2007, 328 p., p.139-168
- BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L., « Introduction : Internationalisation, dynamiques économiques et urbaines et positions des citoyens », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L., *Villes internationales. Entre tensions et réaction des habitants*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 2007, 328 p., p.7-30
- BHABHA H. K., *Les lieux de la culture: une théorie postcoloniale*, Paris, Payot, 2007 [1993], 411 p.
- BHABHA H., *Nation and narration*, New York, Routledge, 1990, 333 p.
- BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville. Des processus de 'gentrification' urbaine aux*

- politiques de 'revitalisation' des centres*, Paris, Descartes et Cie., 2003, 267 p.
- BOCCA G., *Napoli siamo noi. Il dramma di una città nell'indifferenza dell'Italia*, Milano, Feltrinelli, 2006, 132 p.
- BONARD Y., FELLI R., « Patrimoine et tourisme urbain. La valorisation de l'authenticité à Lyon et Pékin », *Articulo - Journal of Urban Research*, n.4, 2008 [en ligne]
- BONI F., « 'Ceci construira cela'. La costruzione mediatica dell'architettura », in SANTAMBROGIO A., *Costruzionismo e scienze sociali*, Perugia, Morlacchi, 2010, p.221-236
- BOSSUET L., « Habiter le patrimoine au quotidien, selon quelles conceptions et pour quels usages ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], p.27-39
- BOUILLON F., « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté ? Le contre-don, au cœur de la relation ethnographique » in BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 2005, 208 p., p.75-96
- BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 2005, 208 p.
- BOULLIER D., « Choses du public et choses du politique : pour une anthropologie des inouïs », in CARREL M., NEVEU C., ION J., *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009, 314 p., p.21-38
- BOURDIEU P., *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000 [1972], 429 p.
- BOURDIEU P., *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, 672 p.
- BOURDIEU P., *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil, 1997
- BOURDIEU P., PASSERON J.-C., *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970
- BOYM S., *The Future of Nostalgia*, New York, Basic Books, 2001
- BRET B., GERVAIS-LAMBONY Ph., HANCOCK C., LANDY F. (dir.), *Justice et injustices spatiales*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2010, 315 p.
- BUCCIANI-BARAKAT L., « Le centre ville de Beyrouth ou un patrimoine réinventé? » », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp. 125-144
- CALVINO I. *Les villes invisibles*, Paris, Gallimard, 2013 [1972], 208 p.
- CARUSO F., *La politica dei subalterni. Organizzazione e lotte del bracciantato migrante nel Sud Europa*, Derive Approdi, 2015, 192 p.
- CASINI L. (dir.), *La globalizzazione dei beni culturali*, Bologna, il Mulino, 2010
- CATTEDRA R., « De la symbolique monumentale à l'invention d'un espace public », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2000, 406 p., p.97-125
- CATTEDRA R., MEMOLI M., « La réappropriation du patrimoine symbolique du centre historique de Naples », in BIDOZ-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville. Des processus de gentrification*

urbaine aux politiques de revitalisation des centres, Paris, Descartes & Cie, « Les Urbanités », 267 p., 2003, p. 147-173

CATTEDRA R., MEMOLI M., « Un « contre-lieu » d'urbanité marginale. L'exemple du quartier de Sant'Elia (Cagliari) », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.125-144

CELOTTO C., *'O vascio. Breve storia dei «bassi» napoletani*, Napoli, Intra Mœnia, 2012

CERTEAU (de) M., *L'invention du quotidien, I : Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, 416 p.

CHAKRABARTY D., *Provincialiser l'Europe*, Paris, Amsterdam, 2009 [2000]

CHALAS Y., *L'imaginaire aménageur en mutation : Cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques*, Paris, L'Harmattan, 2004, 342 p.

CHASTEL A., « La notion de patrimoine », in NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire. II, La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, 610 p., p.405-450

CHATTERJEE P., *Nationalist Thought and the Colonial World*, University Of Minnesota Press, 1993 [1986], 192 p.

CHATTERJEE P., *Politique des gouvernés : Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Paris, Amsterdam, 2009 [2004], 190 p.

CHOAY F., *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, 277 p.

CIRESE A. M., *Cultura egemonica e culture subalterne: Rassegna degli studi sul mondo popolare tradizionale*, Palermo, Palumbo, 1973, 359 p.

CIRESE A., *Intellettuali, folklore, istinto di classe*, Torino, Einaudi, 1976, 155 p.

CLAVAL P., « Les ouvertures de l'espace domestique. La porte, la fenêtre, le tableau et l'écran cathodique », in COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003, p.64-76

CLERVAL A., *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, 2013, 254 p.

COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003

COSLADO E., « Marginalisation, démarginalisation et vice versa : quelques effets sociospatiaux des investissements à Marrakech », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.105-124

COTUGNO P., PUGLIESE E., « Il lavoro di Napoli: stereotipi e realtà », in SIGNORELLI A. (dir.) *Cultura popolare a Napoli e in Campania nel Novecento*, Napoli, Guida, 2002, p.97-111

COURS-SALIES P., Le LAY S., *Le bas de l'échelle*, Toulouse, ERES, 2006, 304 p.

CROCE B., *Un paradiso abitato da diavoli*, Milano, Adelphi, 2014, 315 p.

D'ASCENZIO A., « Un'epica Scampia », in FERRARO S. (éd), *Discorsi su Napoli. Rappresentazioni della città tra eccessi e difetti*, Roma, Aracne, 2015, 236 p., p.143-172

- D'HALLUIN E., « Vaincre la suspicion, entrer dans une intimité douloureuse : une intenable extériorité », in BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 2005, 208 p.
- DALLA SALA G., « La città sommersa », in FERRARO S. (éd), *Discorsi su Napoli. Rappresentazioni della città tra eccessi e difetti*, Roma, Aracne, 2015, 236 p., p.59-84
- DAVIS M., *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2007a, 252 p.
- DAVIS M., *Le Stade Dubaï du capitalisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2007b, 87 p.
- DE FUSCO R., *Il centro antico come cittadella degli studi. Restauro e innovazione della Neapolis greco-romana*, Napoli, Clean, 2010, 80 p.
- DE MARTINO E., *Italie du Sud et magie*, Paris, Gallimard 1963 [1959], 247 p.
- DEBOULET A., « Vers un urbanisme d'émanation populaire : compétences et réalisations des citoyens : l'exemple du Caire », thèse de doctorat en Géographie sous la dir. de J.-P. FREY, Université de Paris 12, 1994
- DEBOULET A., « Devenir citoyen... ou partir à la conquête des droits urbains élémentaires : exemples tirés de faubourgs récents du Caire », in LUSSAULT M., SIGNOLES P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Urbama, Université de Tours, 1996, 158 p., p.141-157
- DEBOULET A., « Apprendre à faire la ville : les compétences à l'épreuve de la restructuration urbaine (Ismailiya, Égypte) », in BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2000, 406 p.
- DEBOULET A., « Les *arzuqi* : identité collective, rapport au travail et représentations de soi de travailleurs occasionnels en Égypte », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004, 516 p., p.287-312
- DESTREMAU B., « De la pauvreté à l'exclusion : discours et enjeux. Contribution à la construction d'un discours sur l'exclusion au Moyen-Orient », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004, 516 p., p.81-120
- DETIENNE M., *Comparer l'incomparable*, Paris, Points, 2009, 188 p.
- DEVISME L. (dir.), *Nantes : petite et grande fabrique urbaine*, Marseille, Parenthèses, 2009, 272 p.
- DI COSTANZO G., « Sulle rappresentazioni dello spazio napoletano », in FERRARO S. (éd), *Discorsi su Napoli. Rappresentazioni della città tra eccessi e difetti*, Roma, Aracne, 2015, 236 p., p.29-58
- DI MEO G. (dir.), *Les territoires du quotidien*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996, 207 p.
- DINES N., *Tuff City: Urban Change and Contested Space in Central Naples*, New York and Oxford, Berghahn, 2012, 344 p.

- DINES N., « Heritage politics and the governance of the abject in the *centro storico* of Naples », in CASTAGNETO F., FIORE V. (dir.), *Recupero, Valorizzazione, Manutenzione nei Centri Storici: Un tavolo di confronto interdisciplinare*, Siracusa, LetteraVentidue, 2013, p.314-317
- DIOUF M. (dir.), *L'Historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala/Sephis, 1999
- DUBAR C., GADEA C., ROLLE C., « Pour une analyse comparée des configurations : réflexions sur le cas de la formation continue », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS, 2003, 378 p., pp.57-69
- DUPRE M., JACOB A., LALLEMENT M., LEFEVRE G., SPURK J., « Introduction. Les comparaisons internationales : intérêt et actualité d'une stratégie de recherche », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS, 2003, 378 p., pp.7-18
- DURKHEIM E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1967 [1894], 149 p.
- EL BATRAN M., « Urbanisation et pauvreté : le cas de l'Égypte », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004, 516 p., p.495-511
- EL KADI G., *Le Caire. Centre en mouvement*, Marseille, IRD, 2012
- ELIAS N., *La société de cour*, Paris, Calmann-Lévy, 1974 [1969], 323 p.
- ELIAS N., *La civilisation des mœurs*, Paris, Agora, 1976 [1936], 342 p.
- ERNST I. « La médina de Marrakech dans le contexte de sa gentrification : un jeu virtuel et paradoxal », in COSLADO E., McGUINNESS J., MILLER C. (dir.), *Médinas immuables? Gentrification et changement dans les villes historiques marocaines (1996-2010)*, Rabat, Centre Jacques-Berque, 2013 [en ligne], pp.161-188
- ESPOSITO D., SAVONARDO L., « Potere, élites e classi dirigenti : problemi di concettualizzazione », in AMATURO E. (dir.), *Capitale sociale e classi dirigenti a Napoli*, Roma, Carocci, 2003, 270 p., p.23-56
- FABRE D., « Habiter les monuments », in FABRE D., IUSO A. (dir.), *Les monuments sont habités*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, « Ethnologie de la France », 2010, 335 p., p.17-52
- FANON F., *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952
- FANON F., *I dannati della terra*, Torino, Einaudi, 2007 [1961], pp. XXXVIII – 232
- FIJALKOW Y., « Construction et usages de la notion de quartier-village. Village de Charonne et Goutte d'Or à Paris » in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.75-85
- FIJALKOW Y., *Sociologie du logement*, Paris, La Découverte, 2016 [2011], 128 p.
- FILIOD J. « « C'est quoi ce bazar ? » Pour une anthropologie du désordre domestique », in COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003, p.225-236
- FLAMAND J.-P., *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte, 1989, 369 p.

- FLORIDA R., *The Rise Of The Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community And Everyday Life*, Basic Books, 2002, 416 p.
- FLORIN B., « Citadins ordinaires, citadins à part entière ? Compétences individuelles et collectives mises en acte par les habitants d'une nouvelle cité au Caire », in BERRY-CHIKHAOU I., DEBOULET A. (dir.), *Les compétences des citadins dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2000, 406 p., p.137-153
- FLORIN B., SEMMOUD N., « Introduction – Marges urbaines en débat », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.15-41
- FOUCAULT M., « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001, p.1041-1062
- FOUCAULT M., *Histoire de la sexualité I*, Paris, Gallimard, 1976
- FOUCAULT M., *Surveiller et punir - Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 2003 [1975]
- FRATTA A., *Centro Storico e città futura*, Gruppo del Mezzogiorno dei Cavalieri del Lavoro, Napoli, 1986
- FRESIA M., “Entre mises en scène et non-dits: comment interpréter la souffrance des autres?” in BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 2005, 208 p., pp.31-54
- GAMBARDELLA D., « Povertà e reti sociali », in AMATURO E. (dir.), *Profili di povertà e politiche sociali a Napoli*, Napoli, Liguori, 2004, 229 p., p.55-73
- GAMBARDELLA D., MORLICCHIO E., *Familismo forzato. Scambi di risorse e coabitazione nelle famiglie povere a Napoli*, Roma, Carocci, 2005, 214 p.
- GARDINI E., « Morte ai margini », in FERRARO S. (éd), *Discorsi su Napoli. Rappresentazioni della città tra eccessi e difetti*, Roma, Aracne, 2015, 236 p., p.85-114
- GASPARINI A., *Crisi della città e sua reimmaginazione. Effetti simbolici e valori di progettazione nel recupero del centro storico e delle aree urbane*, Milano, Franco Angeli, 1982
- GERVAIS-LAMBONY Ph., *De Lomé à Harare. Le fait citadin*, Paris, Karthala, 1994, 480 p.
- GERVAIS-LAMBONY Ph., *Territoires citadins. 4 villes africaines*, Paris, Belin, 2003, 272 p.
- GERVAIS-LAMBONY Ph., « Préface », in FLORIN B., LEGROS O. SEMMOUD N., TROIN F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2014, 287 p., pp.11-14
- GHANNAM F., *Remaking the Modern: Space, Relocation, and the Politics of Identity in a Global Cairo*, University of California Press, 2002, 240 p.
- GIDDENS A., *Le conseguenze della modernità. Fiducia e rischio, sicurezza e pericolo*, Bologna, Il Mulino, 2012 [1994], 192 p.
- GINZBURG C., *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVIe siècle*, Paris, Flammarion, 1980, 220 p.
- GIRARD R., *La violence et le sacré*, Paris, Éditions Bernard Grasset, 1972, 451 p.
- GIRARD R., *Le Bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982

- GIROUD M., *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, thèse de doctorat en Géographie sous la dir. de F. DUREAU, Université de Poitiers, 2007, 527 p. [en ligne]
- GLASS R., *London: Aspects of Change*, London, Centre for Urban Studies and MacGibbon and Kee, 1964
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne 1 : La présentation de soi*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 2, Les relations en public*, Paris, les Éditions de Minuit, 1973, 371 p.
- GOFFMAN E., *Stigmate Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975 [1963], 176 p.
- GOLDSCHMIDT E., « Enquête institutionnelle et « contre-enquête » anthropologique : migrants en transit au Maroc », in BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 2005, 208 p., pp.145-174
- GOURCY (de) C., PINSON D., « Construire la civilité. Deux copropriétés résidentielles aixoises », in HAUMONT B., MOREL A. (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture, 2005, 334 p., p. 169-184
- GOUY-GILBERT C., RAUTENBERG M., RAMON P., « Mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire », in METRAL J. (dir.), *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, La Documentation Française, 1997, 207 p., p.31-50
- GRAMSCI A., *Alcuni temi della quistione meridionale* in *Ibid.*, *La costruzione del Partito comunista 1923-1926*, Einaudi, Torino, 1978
- GRAMSCI A., *Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura*, Torino, Einaudi, 1966 [1949]
- GRAMSCI A., *La questione meridionale*, Roma, Editori Riuniti, 2005
- GRAMSCI A., *Quaderni del carcere*, 2007 [1948], Torino, Einaudi, 4 voll., LXXII-3370 p.
- GRANOVETTER M., *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000, 239 p.
- GRAVARI-BARBAS M., « Le "Sang" et le "sol" : le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », in BONNEMAISON J., CAMBRÉZY L., QUINTY BOURGEOIS L. (dir.), *Le territoire, lien ou frontière ? : identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*, Paris, Orstom, 1997, 9 p. (Colloques et Séminaires)
- GRAVARI-BARBAS M., « Introduction générale », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005a [en ligne], pp.11-18
- GRAVARI-BARBAS M., « Introduction [à la partie 1] », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005b [en ligne], pp.21-26
- GRAVARI-BARBAS M., « Introduction [à la partie 2] », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005c [en ligne],

pp.147-154

GRAVARI-BARBAS M., « Conclusion générale. Habiter le patrimoine : vivre les lieux et s'approprier le temps... », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005d [en ligne], pp.615-618

GRAVARI-BARBAS M., « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies ? », in KHAZNADAR C. (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Arles, Actes Sud, 2012, pp.375-399

GRIBAUDI G. (dir.), *Traffici criminali. Camorra, mafie e reti internazionali dell'illegalità*, Torino, Bollati Boringhieri, 2009, 619 p.

GRIGNON C., PASSERON J.-C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989, 260 p.

GUARRACINO S., « (S)concerto a tre voci. Le trasgressioni musicali di Edward Said », in CHAMBERS I. (éd), *Esercizi di potere. Gramsci, Said e il postcoloniale*, Roma, Meltemi, 2006, 135 p., p.71-80

GUÉRIN-PACE F., « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.151-162

GUHA R., "A note on the terms of "Elite", "People", "Subaltern", etc.", in Id. (dir.) *Subaltern Studies I, Writings on South Asian History and Society*, Delhi, Oxford University Press, 1982

GUHA R., *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi, Oxford University Press, 1983, 361 p.

GUHA R., « The Prose of Counter-Insurgency », in GUHA R., SPIVAK G. C. (dir.), *Selected Subaltern Studies. Essays from the 5 Volumes and a Glossary*, Oxford University Press, 1988, 434 p., p.45-84

GUHA R., *Dominance without Hegemony. History and Power in Colonial India*, Harvard University Press, Cambridge (Ma)-London, 1997.

GUHA R., SPIVAK G. C. (dir.), *Selected Subaltern Studies. Essays from the 5 Volumes and a Glossary*, Oxford University Press, 1988, 434 p.

GUHA R., SPIVAK G. C. (dir.), *Subaltern Studies, modernità e (post)colonialismo*, Verona, ombre corte, 2002

GUIBAL C., SALAUN T., *L'Égypte de Tahrir. Anatomie d'une révolution*, Paris, Seuil, 2011, 240 p.

HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 [1950], 295 p.

HALBWACHS M., *Les classes sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, 300 p.

HALL E. T., *La dimension cachée*, Paris, Seuil, 1971, 254 p.

HARDERS C., « Représentations de la pauvreté au Caire. La perspective du vécu au quotidien », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004, 516 p., p.313-328

HARVEY D., *Social Justice and the City*, Blackwell, 1973

HARVEY D., *L'esperienza urbana*, Milano, Il Saggiatore, 1998 [1989], 352 p.

- HARVEY D., *Spaces of Hope*, California University Press, 2000
- HARVEY D., *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008 [2001], 118 p.
- HARVEY D., *La crisi della modernità*, Milano, Il Saggiatore, 2010 [1989], 462 p.
- HARVEY D., *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Amsterdam, 2011 [2008], 93 p.
- HARVEY D., *Paris capitale de la modernité*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2012 [2006], 544 p.
- HARVEY D., *Città ribelli. I movimenti urbani dalla Comune di Parigi a Occupy Wall Street*, Milano, Il Saggiatore, 2013 [2012], 212 p.
- HARVEY D., « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformations de la gouvernance urbaine », in GINTRAC C., GIROUD M., *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2014, 416 p., p.95-131
- HATZFELD H., HATZFELD M., RINGART N., *Quand la marge est créatrice : les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Paris, Éditions de l'Aube, 1998
- HATZFELD H., *Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire?*, Paris, L'Harmattan, Adels, 2011
- HAUMONT B., MOREL A. (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture, 2005, 334 p.
- HAWAS S., *Caire khédivial, Identification and Documentation of Urban Architecture in Downtown Cairo*, Egypt, Al Mokawoloon Al Arab Publishing Co. Limited Ed, 2002, 336 p.
- HOARE Q., NOWELL SMITH G., *Selection from the Prison Notebooks*, New York, International Publishers, 1971
- HOGGART R., *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Minuit, Paris, 1970, 420 p.
- HOUNTONDJI P. (dir.), *Les Savoirs endogènes, pistes pour une recherche*, Dakar, CODESRIA, 1994
- HOYAUX A.-F., « De l'espace domestique au monde domestiqué. Point de vue phénoménologique sur l'habitation », in COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003, p.33-45
- IRETON F., « Éléments pour une approche constructionniste de la pauvreté », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004a, 516 p., p.37-80
- IRETON F., « Introduction : Les constructions symboliques de la pauvreté », in DESTREMAU B., DEBOULET A., IRETON F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala – Urbama, 2004, 516 p., p.123-142
- JACOBS J., *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Marseille, Parenthèses, 2012 [1961], 411 p.
- JOBERT A., « Dans les salles, trop d'acteurs, jamais assez de public... », in CARREL M., NEVEU C., ION J., *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009, 314 p., p.49-64
- JOSEPH I. *La ville sans qualités*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1998, 209 p.

- JOUNIN N., *Voyage de classes. Des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, Paris, La Découverte, 2014, 209 p.
- JOYEUX L., « Quand l'espace domestique se fait enjeux identitaires. Le cas des familles immigrées d'origine algérienne résidant en HLM » in COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (dir.), *Espaces domestiques*, Paris, Bréal, 2003, p.125-136
- KAUFMANN V., *Les paradoxes de la mobilité : bouger, s'enraciner*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 115 p.
- KILANI M., *L'invention de l'autre: essais sur le discours anthropologique*, Paris, Payot, 1994, 318 p.
- KURZAC A.-C., « Ces Riads qui vendent du rêve. Patrimonialisation et ségrégation en médina », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp.467-478
- LA BOETIE (de) É., *Le Discours de la servitude volontaire ou le contr'un*, Paris, Garnier Flammarion, 1993 [1549]
- LA CAPRIA R., *Ferito a morte*, Milano, Mondadori, 2001 [1961], 224 p.
- LA CAPRIA R., *Napoli: L'armonia perduta-L'occhio di Napoli-Napolitan graffiti*, Milano, Mondadori, 2009
- LABIT A., THOEMMES J., « Vingt ans de comparaison France-Allemagne : de l'effet sociétal à l'analyse de l'articulation des régulations globales et locales », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS, 2003, 378 p., pp.23-38
- LAINO G., *Il cavallo di Napoli : i Quartieri Spagnoli*, Milano, Franco Angeli, 1984
- LAINO G., *Il fuoco nel cuore e il diavolo in corpo. La partecipazione come attivazione sociale*, Milano, Franco Angeli, 2012
- LALLEMENT M., « Pragmatique de la comparaison », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS, 2003, 378 p., pp.297-306
- LAZZAROTTI O., *Habiter, la condition géographique*, Paris, Belin, 2006, 297 p.
- LEFEBVRE H., *La production de l'espace*, Paris, Economica, 2000 [1974], 512 p.
- LEFEBVRE H., *Le droit à la ville*, Paris, Economica, 2009 [1968], 135 p.
- LENIAUD J.-M., *L'utopie française, essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 1992, 182 p.
- LEVI C., *Cristo si è fermato a Eboli*, Einaudi, Torino, 1963
- LEWIS O., « The Culture of Poverty », *Scientific American* 215, 1966
- LION G., « Saisir l'habiter par ses marges précaires », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n.110, 2015, p.109-117
- LOMBARDI SATRIANI L. M., *Folklore e profitto: tecniche di distruzione di una cultura*, Firenze, Guaraldi, 1973, 217 p.
- LUSSAULT M., « Habiter, du lieu au monde. Réflexions géographiques sur l'habitat humain », in PAQUOT T., LUSSAULT M. YOUNES C. (dir.), *Habiter, le propre de l'humain*, Paris, La Découverte, 2007, 390 p., p.35-52
- LUSSAULT M., « La citadinité : pour une approche problématique », in LUSSAULT M., SIGNOLES P. (dir.), *La citadinité en questions*, Urbama, Université de Tours, 1996, 158 p., p.33-48

- LUSSAULT M., SIGNOLES P., « Avant-propos », in LUSSAULT M., SIGNOLES P. (dir.), *La citadinité en questions*, Urbama, Université de Tours, 1996, 158 p., p.1-6
- LYNCH K., *L'immagine della città*, Padova, Marsilio, 2006 [1960], 200 p.
- LYOTARD J.-F., *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979
- MADOEUF A., « En ville, mais à l'écart de la cité : les *mulid-s* d'Égypte », in SEMMOUD N., FLORIN B., LEGROS O., TROIN J.-F., *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Presses Universitaires François-Rabelais de Tours, 2014, pp.259-268
- MAFEJE A., *The Theory and Ethnography of African Social Formations: The Case of the Interlacustrine Kingdoms*, Londres, CODESRIA Book Series, 1991
- MALINOWSKI B., *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard, 1963 [1922], 606 p.
- MAMDANI M., *Citoyen et Sujet, l'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, 1994
- MANZO E., « Le edicole sacre a Napoli. Architettura e simboli nella cultura del Mediterraneo » in MANZO E. (dir.), *Edicole sacre. Percorsi napoletani tra architetture effimere*, Napoli, Clean, 2007
- MARCUS G. E., « Ethnographie du/dans le système-monde. L'émergence de l'ethnographie multisituée », in CEFAL D. (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, EHESS, 2003, pp.371-395
- MARKS L., *The Modern Prince and Other Writings*, London, Lawrence and Wishart, 1957
- MARX K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les Éditions sociales, 1969 [1885], 162 pp.
- MARX K., ENGELS F., *Manifeste du Parti Communiste*, traduction française par L. Lafargue 1893, 1848
- MASSA P., « Lo spazio simbolico : riflessioni su alcuni luoghi della memoria popolare napoletana », in SIGNORELLI A. (dir.), *Cultura popolare a Napoli e in Campania nel Novecento*, Napoli, Guida, 2002, pp.75-83
- McCARTHY M., *Venice Observed (Art and Places)*, Harvest Books, 1963, 158 p.
- MEAD M. et BATESON G., *Balinese Character : a phtographic analysis*, New York, Academy of science, 1942
- MEMMI A., *L'homme dominé*, Paris Gallimard, 1968
- MEMMI A., *Portrait d'un Juif*, Paris, Gallimard 2003 [192]
- MEMMI A., *Portrait du colonisateur précédé de Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, 1985 [1957]
- MEMMI A., *Portrait du colonisé arabo-musulman et quelques autres*, Paris, Gallimard, 2004
- MEMOLI M., *La città immaginata. Spazi sociali, luoghi, rappresentazioni a Salvador de Bahia*, Milano, Franco Angeli, 2005, 192 p.
- MEMOLI M., « Politica e città : forme di territorializzazione urbana del potere », in GOVERNA F., MEMOLI M. (dir.), *Geografie dell'urbano. Spazi, politiche, pratiche della città*, Roma, Carocci, 2011, 309 p., p.191-220
- MEZZADRA S., « Presentazione », in GUHA R., SPIVAK G.C., *Subaltern Studies. Modernità e (post)colonialismo*, Verona, ombre corte, 2002, p.7-18
- MEZZADRA S., *La condizione postcoloniale. Storia e politica nel presente globale*, Verona, ombre corte, 2008, 172 p.

- MILLIOT V., « Ethnographie d'une "mauvaise vague". Une question de regard », in METRAL J. (dir.), *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, La Documentation Française, 1997, 207 p., p.15-30
- MIRANDA A., « Les chinois dans la région de Naples : altérités et identités dans une économie locale en mutation », in PERALDI M. (dir.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002, pp.431–451
- MIRANDA A., « Une frontière dans l'intimité. La confrontation culturelle entre femmes étrangères et femmes autochtones dans l'espace domestique », *Les cahiers du CEDREF*, n.12, 2004 [en ligne]
- MIRANDA A., « Naples. Ethnicisation et circulations migratoires dans un contexte urbain méditerranéen », in BERRY-CHIKAOUI I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L. (dir.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, La Découverte, Paris, 2007, p.279-298
- MIRANDA A. « Troubles des frontières spatiales. Assignation à l'espace domestique et appropriation de l'espace public des femmes immigrées à Naples », in CLERVAL A., FLEURY A., REBOTIER J., WEBER S. (dir.), *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, 400 p., p.231-242
- MOLEY C., « « Espace intermédiaire » : généalogie d'un discours », in HAUMONT B., MOREL A. (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture, 2005, 334 p., p.37-47
- MONGIN O., *La Condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2005
- MOREL A., « Introduction. La civilité à l'épreuve de l'altérité », in HAUMONT B., MOREL A. (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture, 2005, 334 p., p.1-20
- MORLICCHIO E., PRATSCHKE J., « La dimension territoriale della povertà a Napoli », in AMATURO E. (dir.), *Profili di povertà e politiche sociali a Napoli*, Napoli, Liguori, 2004, 229 p., p.1-29
- MORLICCHIO E., *Sociologia della povertà*, Bologna, Il Mulino, 2012, 237 p.
- MUDIMBE V., *The Invention of Africa*, Bloomington, Chicago University Press, 1988
- MYNTTI C., *Paris along the Nile: architecture in Cairo from the Belle Époque*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2003, 112 p.
- NANDY A., *The Intimate Enemy: Loss and Recovery of Self Under Colonialism*, Oxford University Press, 1983, 121 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE F. (dir.), *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, 2002, 404 p.
- NDIAYE P., *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, 435 p.
- NIOLA M., *Totem e ragù. Divagazioni napoletane*, Napoli, Tullio Pironti, 2005, 197 p.
- NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire. II, La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, 610 p.
- OBERTI M., PRETECEILLE E., *La ségrégation urbaine*, Paris, La Découverte, 2016, 124 p.

- ONG A., « Splintering Cosmopolitanism: Asian Immigrants and Zones of Autonomy in the American West », in BLOM HANSEN S., STEPPUTAT F. (dir.), *Sovereign Bodies. Citizens, Migrants and States in the Postcolonial World*, Princeton, Princeton University Press, 2004
- ORTIZ F., *Controverse cubaine entre le tabac et le sucre*, Mémoire d'encrier, 2013 [1940], 710 p.
- PALIDDA S. (dir.), *Città mediterranee e deriva liberista*. Messina, Mesogea, 2011
- PAQUETTE C., SALAZAR C., « Habiter le patrimoine : les résidents âgés du centre historique de Mexico face aux transformations de leur espace de vie », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], p.75-92
- PAQUOT T., « Introduction. « Habitat », « habitation », « habiter », précisions sur trois termes parents », in PAQUOT T., LUSSAULT M. YOUNES C. (dir.), *Habiter, le propre de l'humain*, Paris, La Découverte, 2007, 390 p., p.7-16
- PAUGAM S., « L'habitat socialement disqualifié », in ASCHER F., *Le logement en questions*, la Tour d'Aigues, l'Aube, 1995, 326 p., p.213-234
- PEROUSE J.-F., « Istanbul capitale culturelle dell'Europa-2010 : consacrazione, chance o cache-misère ? », in PALIDDA S. (dir.), *Città mediterranee e deriva liberista*. Messina, Mesogea, 2011, p.71-84
- PÉTONNET C., *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Galilée, 1985
- PETRILLO A., « Napoli globale: discorsi, territorio e potere nella "città plebea" », in PALIDDA S. (dir.), *Città mediterranee e deriva liberista*. Messina, Mesogea, 2011, p.45-70
- PETRUSEWICZ M., « Chi ha inventato la « questione meridionale » ?, in Orizzonti Meridiani (dir.), *Briganti o emigranti. Sud e movimenti tra conricerca e studi subalterni*, Verona, ombre corte, 2014, 113 p., p.17-29
- PHILIFERT P., « Quand le politique parle du quartier... », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.86-97
- PINSON D., *Usage et architecture*, Paris, L'Harmattan, 1993, 190 p.
- PINSON G., *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses SciencesPo, 2009, 420 p.
- RADKOWSKI (de) G. H., *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, 166 p.
- RAMADIER T., « Mobilité quotidienne et attachement au quartier : une question de position ? », in AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H., GUÉRIN-PACE F. (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, 293 p., p.127-138
- RAMONDINO F., MULLER A., *Dadapolis. Napoli al caleidoscopio*, Torino, Einaudi, 1989, 407 p.
- RAUTENBERG M., *La rupture patrimoniale*, Bernin, À la Croisée, 2003, 173 p.
- RAUTENBERG M., « Quelles patrimonialisations de l'urbain ? Vers la patrimonialisation de l'urbanité », in KHAZNADAR C. (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Arles, Actes Sud, 2012, pp.237-252

- RAWLS J., *Théorie de la Justice*, Paris, Le seuil, 1989 [1971]
- RAYMOND A. *et alii*, *Le Caire*, Citadelle & Mazenod, 2000, 493 p.
- RAYMOND A., *Le Caire*, Paris, Fayard, 1993, 428 p.
- ROBINSON J., « Villes ordinaires : vers des études urbaines postcoloniales », in GINTRAC C. et GIROUD M., *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014, 399 p.
- RONCHI R., *Zombie outbreak. La filosofia e i morti-viventi*, L'Aquila, Textus, 2015, 96 p.
- ROSSI U., *Lo spazio conteso. Il centro storico di Napoli tra coalizioni e conflitti*, Napoli, Guida, 2009, 216 p.
- ROULLEAU-BERGER F., « Les mondes de la petite production urbaine », in METRAL J. (dir.), *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, La Documentation Française, 1997, 207 p., p.161-172
- ROY A., AL SAYYAD N. (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, New York, Lexington Books, 2004, 346 p.
- RUSSEIL S. « Logiques d'acteurs et processus d'inscription à l'Unesco », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp.333-350
- SAID E. W., *Orientalismo*, Milano, Feltrinelli, 1999 [1978], 400 p.
- SAID E. W., *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard/Le Monde Diplomatique, 2000 [1993], 555 p.
- SALIN E., « La réhabilitation des centres anciens dans les grandes villes du sud : entre maintien des populations pauvres et tentative de gentrification ? » in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp. 281-295
- SASSEN S., *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009 [2006], 348 p.
- SASSEN S., *La ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes et de, 1996 [1991], 533 p.
- SAUSSURE (de) F., *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1995 [1913]
- SAVIANO R., *Gomorra: Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Milano, Mondadori, 2006, 331 p.
- SAVONARDO L., *Cultura senza élite. Il potere simbolico a Napoli nell'era Bassolino*, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 2003
- SCOTT J. C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam, 2008 [1990], 270 p.
- SECCHI B., *Il racconto urbanistico. La politica della casa e del territorio in Italia*, Torino, Einaudi, 1984
- SECCI C., THIBAUT E., « Espace intermédiaire. Formation de cette notion chez les architectes », in HAUMONT B., MOREL A. (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture, 2005, 334 p., p.23-35
- SEGAUD M., *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer*, Paris, Armand Colin, 2007, 222 p.

- SEMMOUD N., « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ? », in GRAVARI-BARBAS M. (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 [en ligne], pp.265-280
- SEMMOUD N., *La réception sociale de l'urbanisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, 251 p.
- SEN A., *Repenser inégalité*, Paris, Seuil, 2000, 286 p.
- SERAO M., *Il ventre di Napoli*, Milano, Rizzoli, 2012 [1884]
- SIGNORELLI A., « La cultura popolare napoletana: un secolo di vita di uno stereotipo e del suo referente », in SIGNORELLI A. (dir.) *Cultura popolare a Napoli e in Campania nel Novecento*, Napoli, Guida, 2002, p.11-24
- SIGNORELLI A., *Antropologia urbana. Introduzione alla ricerca in Italia*, Milano, Guerini e associati, 2004 [1996], 221 p.
- SIMS D., *Understanding Cairo: The Logic of a City out of Control*, Cairo and New York, The American University in Cairo Press, 2011
- SINGERMAN D., *Cairo Contested: Governance, Urban Space, and Global Modernity*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2009, 544 p.
- SMITH N., « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale », in BIDOU-ZACHARIASEN C. (dir.), *Retours en ville. Des processus de 'gentrification' urbaine aux politiques de 'revitalisation' des centres*, Paris, Descartes et Cie., 2003, 267 p., p.45-72
- SPIVAK G. C., *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Amsterdam, 2006 [1988]
- SPIVAK G.C., « Subaltern Studies: decostruire la storiografia », in GUHA R., SPIVAK G.C., *Subaltern Studies. Modernità e (post)colonialismo*, Verona, Ombre Corte, 2002, p.103-143
- SPUCHES (de) G., « La città contemporanea di fronte al *cultural turn* », in GOVERNA F., MEMOLI M. (dir.), *Geografie dell'urbano. Spazi, politiche, pratiche della città*, Roma, Carocci, 2011, 309 p., p.147-166
- STOREY J., *Teoria culturale e cultura popolare: Un'introduzione*, Armando Editore, 2006, 240 p.
- TIZON Ph., « Qu'est-ce que le territoire ? », in DI MEO G. (dir.), *Les territoires du quotidien*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996, 207 p., p.17-34
- TREMBLAY R., TREMBLAY D.-G., *La classe créative selon Richard Florida, Un paradigme urbain plausible ?*, Presses Universitaires Rennes, 2010
- TROIN J.-F. (dir.), *Maghreb Moyen-Orient mutations*, Dossier des images économiques du monde n.17, Paris, SEDES, 1995, 348 p.
- VALLAT C., MARIN B., BIONDI G., *Naples, démythifier la ville*, Paris, l'Harmattan, 1998, 362 p.
- VALLAT C., *Naples : le Paradis et les Diables*, Paris, Autrement, 2004, 221 p.
- VASSY C., « Données qualitatives et comparaison internationale : l'exemple d'un travail de terrain dans des hôpitaux européens », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS, 2003, 378 p., pp.215-227
- VESCHAMBRE V., « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in GRAVARI-BARBAS M.

- (dir.), *Habiter le patrimoine: Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005a [en ligne], pp.245-264
- VESCHAMBRE V., « Appréhender la dimension spatiale des inégalités : l'accès au « conservatoire de l'espace » », in BRET B. et al. (dir.), *Justice et injustices spatiales*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2010
- VIGOUR C., *La comparaison dans les sciences humaines et sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005, 336 p.
- VILLANOVA (de) R. (dir.), *Conjuguer la ville. Architecture, Anthropologie, Pédagogie*, Paris, L'Harmattan, 2007, 331 p.
- WACQUANT L., *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone, 2004, 351 p.
- WACQUANT L., *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 2007 [2005], 333 p.
- WEBER M., *Économie et société*, Paris, Plon, 1995 [1922]
- YOUNG M., WILLMOTT P., *Le village dans la ville. Famille et parenté dans l'Est londonien*, Presses Universitaires de France, 2010 [1957], 188 p.
- ZUKIN S., *Naked City: The Death and Life of Authentic Urban Places*, Oxford, Oxford University Press, 2010
- Articles*
- ABAZA M., "Critical Commentary. Cairo's Downtown Imagined: Dubaisation or Nostalgia?", *Urban Studies* n.48(6), mai 2011, pp.1075-1087 [en ligne]
- ABAZA M., "Walls, Segregating Downtown Cairo and the Mohammed Mahmud Street Graffiti", *Theory Culture Society*, n.30, 2013 [en ligne]
- ABELES M., ROGERS S. C., "Introduction au n. « Anthropologie du proche »", *L'Homme, Revue Française d'Anthropologie* n.121, Paris EHESS, janvier-mars 1992 (32^e année), 258 p., p.7-1
- ÁLVAREZ MORA A., « Le concept de patrimoine bâti, alibi des modèles urbains soumis à la rente foncière en Europe », *Espaces et sociétés*, 2013/1, n.152-153, p.19-33 [en ligne]
- AMATO F., « Il centro storico di Napoli tra rinascita e fine apparente », *Storia urbana*, vol.113, 2006, p.59-75
- ANDREANI J.-C., CONCHON F., « Les Méthodes d'analyse et d'interprétation des études qualitatives, un état de l'art en marketing », *Congrès des Tendances du Marketing*, janvier 2005 [en ligne]
- AUTHIER J.-Y., BIDOU-ZACHARIASEN C., « Éditorial. La question de la gentrification urbaine », *Espaces et Sociétés*, n.132-133, 2008, p.13-21 [en ligne]
- BADARIOTTI D., « Le renouvellement urbain en France : du traitement morphologique à l'intervention sociale », *HAL – Archives Ouvertes*, 2006 [en ligne]

- BAECHLER J., « Les présupposés de la comparaison dans les sciences sociales », *Revue Européenne des Sciences Sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, n.72, « La comparaison en sciences humaines et sociales : études », 1986, Librairie Droz, 216 p., pp.17-32
- BARBAROSSA L., COSTA G., « Periferie Centrali. Un approccio al piano di recupero del quartiere S. Berillo, Catania », *Planum National Conference « Territorial areas and cities in Southern Italy. How many suburbs? What policies for territorial government »*, S. Giovanni a Teduccio - Naples, 22-23 mars 2007 [en ligne]
- BARTHEL P.-A., « Arab Mega-Projects », *Built Environment* Volume 36, n.2, 2010a
- BARTHEL P.-A., « Casablanca-Marina : un nouvel urbanisme marocain des grands projets », *Autrepart* 3, n.55, 2010, pp. 71-88 [en ligne]
- BARTHEL P.-A., « Grand Caire 2050 : nouvelle stratégie métropolitaine », *Urbanisme* n.369, nov.-déc. 2009, Dossier 'Villes méditerranéennes', p. 60-64
- BARTHEL P.-A., « Retour au centre-ville : les nouveaux chantiers du Caire khédivial », *Chroniques égyptiennes 2008*, Le Caire, CEDEJ, 2010b, pp.167-193
- BEAL V., « Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 2014 [en ligne]
- BECCHIS G., « Vedere l'invisibile. La complessità dell'interpretare le città e i loro luoghi », *Tafter Journal*, 01/03/2011 [en ligne]
- BENIGNO F., « Trasformazioni discorsive e identità sociali: il caso dei *lazzari* », communication au colloque *I linguaggi del potere. Politica e religione nell'età barocca*, Università Roma Tre, septembre 2005
- BENIGNO F., « Il ritorno dei Thugs : ancora su trasformazioni discorsive e identità sociali », *Storica*, n.51, 2011 p.97-120
- BENIGNO F., « L'imaginaire de la secte. Littérature et politique aux origines de la *camorra* (seconde moitié du XIX^e siècle) », *Annales HSS*, n.3, juillet-septembre 2013, p. 755-789
- BERRY-CHIKHAOUI I., « Les citoyens face aux enjeux d'internationalisation de la ville », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p.149-163
- BERTHOUD G., « La comparaison : une idée ambiguë », *Revue Européenne des Sciences Sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, n.72, « La comparaison en sciences humaines et sociales : études », 1986, Librairie Droz, 216 p., pp.5-16
- BESSIN M., ROULLEAU-BERGER L., « Les armes du faible sont-elles de faibles armes ? », *L'Homme et la société*, 2002/1, n.143-144, p.3-11
- BIGELLI I., « Il sud, Said e il subalterno », *Umanesimo della convivenza*, 2005
- BONARD Y., FELLI R., « Patrimoine et tourisme urbain. La valorisation de l'authenticité à Lyon et Pékin », *Articulo - Journal of Urban Research*, n.4, 2008 [en ligne]
- BOURDIEU P., « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309 [en ligne]
- BOURDIN A., « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et Sociétés*, n.132-133, 2008, p.23-37

- BROQUA C., « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, N° 75, 2009/2, p.109-124 [en ligne]
- CAPPELLO D., « La ricezione di Gramsci in India. Traduzione del *Quaderno 25* in bangla », *Séminaire « Identità, culture e politica in Asia meridionale. Prospettive per uno studio multidisciplinare »*, Naples, Università l'Orientale, 2012
- CARRIOU C., RATOUIS O., « Actualité des modèles urbanistiques », *Métropolitiques*, 2014 [en ligne]
- CASTELLS M., « The Networked City : Réseaux, espace, société », *EspacesTemps.net*, Travaux, 2009 [en ligne]
- CATTEDRA R., « Espace public et cosmopolitisme : Naples à l'épreuve d'un inédit métissage urbain », *Cahiers de la Méditerranée*, n.67, 2003 [en ligne]
- CATTEDRA R., « Projet urbain et interface ville-port en Méditerranée », *Rives méditerranéennes 2*, n.39, 2011, pp. 81-102 [en ligne]
- CAZZATO L., « Oriente *within*, Nord *without*: il meridionismo e i romantici inglesi », *Altre modernità/Otras modernidades/Autres modernités/Other Modernities*, Saggi/Ensayos/Essais/Essays, n.8, 11/2012
- CEDEJ, « Murs », *Les Carnets du CEDEJ*, « Égypte en Révolution(s) », 2013 [en ligne]
- CELLAMARE C. « Pratiche e politiche urbane. Spunti di riflessione a partire da una ricerca in corso », *Annali*, 2008 [en ligne]
- CHARPY M., « L'apprentissage du vide. Commerces populaires et espace public à Paris dans la première moitié du XIX^e siècle », *Espaces et sociétés*, 2011/1, n.144-145, p. 15-35
- CLAVEL M., « Pour une recherche sur les pratiques des périurbains », *Communications*, 73, 2002, *Manières d'habiter*, sous la direction de BONNIN Ph., p.203-216
- CLERVAL A., « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra muros », *Espaces et sociétés*, 2011/1, n.144-145, pp.57-61 [en ligne]
- CLERVAL A., FLEURY A., « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'Espace Politique*, n.8, 2009-2 [en ligne]
- CLERVAL A., GARNIER J.-P., « Éditorial », *Espaces et sociétés* 2014/1, n.156-157, p.9-18 [en ligne]
- Collectif Rosa Bonheur, « Comment étudier les classes populaires aujourd'hui? Une démarche d'ethnographie comparée », *Espaces et sociétés*, 2014/1, n.156-157, p.125-141 [en ligne]
- COSTA N., «Un piano strategico della città ospitale per accogliere i serious tourists del ceto medio internazionale», *Produzione e consumo della memoria. Città, immagine, turismo*, Firenze, 2008 [en ligne]
- CURCIO A., «Un paradiso abitato da diavoli"... o da porci. Appunti su razzializzazione e lotte nel Mezzogiorno d'Italia », *Uninomade*, 2012 [en ligne - <http://www.uninomade.org/>]
- D'ERAMO M., « Urbanicidio a fin di bene », *Domus*, n.982, 2014 [en ligne]
- DAVALLON J., « Comment se fabrique le patrimoine ? », *Sciences humaines*, « Qu'est-ce que transmettre ? », Hors-série n.36, mars- avril-mai 2002, p.74-77 [en ligne]

- DEBOULET A., « Le droit au logement, école de la contestation », *Mouvements* 2/2011, n.66, p. 79-88 [en ligne]
- DEBOULET A., « Villes globales convoitées et inégalités », *Idées économiques et sociales*, 2012a, 1, n.167, p.37-47
- DEBOULET A., « Faire de l'écoute un élément clé du projet », *Les Cahiers de l'IAU idF*, n.162, 2012b, p.125-128
- DEBOULET A., FLORIN B., « Mobilisations pré-révolutionnaires : quand les habitants des quartiers populaires du Caire (se) manifestent », *Égypte/Monde Arabe*, n.11, 2014 [en ligne]
- DEVISME L., « Figures urbanistiques en régime prospectif. Pour une critique des pouvoirs de l'évocation », *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue 7, 2015 [en ligne]
- DI MEO G., « Processus de patrimonialisation et construction de territoire », in *Patrimoine et industrie : connaître pour valoriser. Actes du colloque Patrimoine et industrie : connaître pour valoriser*, Poitiers-Châtelleraut, 2007, 19 p. [en ligne]
- DION D., LADWEIN R., "La photographie comme matériel de recherche", *Journées de Recherche en Marketing de Bourgogne*, Dijon, 2005
- DORSO F., « Du soupçon à la bonne intelligence ? Un retournement d'alliance autour du processus de patrimonialisation des murailles d'Istanbul », *Cahiers Construction Politique et Sociale des Territoires*, 2012, p.19-32
- DUFOUR F., « Dire « le Sud » : quand l'autre catégorise le monde », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p. 27-39 [en ligne]
- ECKERT D., GROSSETTI M., MARTIN-BRELOT H., "La classe créative au secours des villes ?", *La Vie des Idées*, 2012
- EL KADY G., ELKERDANY D., « Valorisation patrimoniale en cours de la ville moderne du Caire », *Autrepart*, 1/2005, n.33, p.89-107 [en ligne]
- ERDI LELANDAIS G., FLORIN B., « Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville », *Cultures & Conflits*, n.101, 2016 [en ligne]
- ESTEBE Ph., « La disparition », *Espaces et sociétés*, 2014/1 n° 156-157, p.241-248
- FAINSTEIN S., « Justice spatiale et aménagement urbain », *justice spatiale | spatial justice*, n.01, septembre 2009
- FAINSTEIN S., GLADSTONE D., « Évaluation du tourisme urbain », *Annales de la recherche urbaine*, n.97, 2004, p.127-135[en ligne]
- FESTA F. « Orientalismo all'italiana. Una genealogia del razzismo antimeridionale al tempo della crisi », *Carmilla online*, 2013 [en ligne]
- FLORIN B., MADOEUF A., « Renouveau des lieux et de leurs images. L'exemple du Caire », *NAQD*, 2002/1, n.16, p.67-80
- FORSE M., « La sociabilité », *Économie et statistique*, n.132, 1981, p.39-48
- FOUCAULT M., « Entretien. Le jeu de Michel Foucault », *Ornicar*, 10, 1977
- FOUCAULT M., « Pouvoirs et stratégies. Entretien avec Jacques Rancière », *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001 [1977], pp.418-428

FRESU G., «Stato, società civile e subalterni in Antonio Gramsci», *Resistenze*, n.268, 2009, [en ligne - www.resistenze.org]

FROMENT P., « Le centre historique de Naples : un espace productif menacé ou valorisé par les politiques urbaines ? », *Méditerranée*, tome 96, n-1-2, 2001, pp.79-90

FROMENT P., « Les espaces publics dans les politiques patrimoniales à Naples », *Rives nord-méditerranéennes*, n.16, 2003 [en ligne]

FROMENT P., « Travail au noir et artisanat productif dans le centre historique de Naples », *Espaces et sociétés*, n.92-93, 1998, p.167-193

FROMENT P., GRESILLON B., « Introduction », *Rives méditerranéennes*, n.47, 2014 [en ligne]

GASNIER A., « Centralité urbaine et recomposition spatiale. L'exemple du Mans », *Noroi*, n.151, 1991, pp.269-278 [en ligne]

GASNIER A., « Espace public et sécurité », *La Documentation française*, 2006, p.19-20

GERVAIS-LAMBONY Ph., DUFAUX F., « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, 1/2009, n.665-666, p.3-15

GERVAIS-LAMBONY Ph., LANDY F., « Introduction », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p. 3-14 [en ligne]

GERVAIS-LAMBONY Ph., « Jennifer Robinson, Ordinary Cities. Between Modernity and Development », *justice spatiale | spatial justice*, n.01, 2009 [en ligne - <http://www.jssj.org>]

GERVAIS-LAMBONY Ph., « Nostalgies citadines en Afrique Sud », *EspacesTemps.net*, Travaux, 2012 [en ligne]

GIGOT M., « Introduction : la patrimonialisation de l'urbain », in GIGOT M. (coord.) *Construction politique et sociale des territoires*, Cahier n.1 « Analyser la patrimonialisation des espaces urbains », 2012a, pp.1-6 [en ligne]

GIGOT M., « Le patrimoine saisi par les instruments d'action publique » in GIGOT M. (coord.) *Construction politique et sociale des territoires*, Cahier n.1 « Analyser la patrimonialisation des espaces urbains », 2012b, pp.35-45 [en ligne]

GILLOT G., « Du paradis à Dream Park, les jardins dans le monde arabe : Damas, Le Caire, Rabat », *Annales de Géographie*, n.650, 2006, p.409-433

GINTRAC C., MEKDJIAN S., « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, 2014/1, n.156-157, p.233-239 [en ligne]

GIRARD M., « Imaginaire touristique et émotion patrimoniale dans la médina de Fès (Maroc) », *Culture & Musées*, n.8, 2006, pp.61-90

GIRARD M., « Imaginaire touristique et authenticité à Fès et Istanbul », *Ethnologies*, n.32-2, 2010a [en ligne]

GIRARD M., « Regard croisé sur la patrimonialisation de l'artisanat et la culture professionnelle des artisans en milieu urbain », in DAVID J.-C., MÜLLER-CELKA S., *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*. 4^e atelier (25 novembre 2010) : « Patrimoine institutionnel et patrimoine populaire. L'accession au statut patrimonial en Méditerranée

orientale ». Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l’Orient et de la Méditerranée, Lyon, 2010b [en ligne]

GIRARD V., « Des classes populaires (encore) mobilisées ? Sociabilité et engagements municipaux dans une commune périurbaine », *Espaces et sociétés* 2014/1, n.156-157, p.109-124 [en ligne]

GOMEZ M.V., “Reflective images: the case of urban regeneration in Glasgow and Bilbao”, *International Journal of Urban and Regional Research*, n.22.1, 1998, p.106-121 [en ligne]

GOMEZ M.V., GONZALEZ S., “A reply to Beatriz Plaza’s ‘The Guggenheim–Bilbao Museum effect’”, *International Journal of Urban and Regional Research*, n.25.4, 2001, p.898 – 900 [en ligne]

GUIBET LAFAYE C., « La domination sociale dans le contexte contemporain », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, n.45-1, 2014 [en ligne]

GUIOMAR J.-Y., « De l’exotisme », *Les Carnets de l’Exotisme*, n.1, janvier-mars 1990, p.11-13

HANCOCK C., « « Délivrez-nous de l'exotisme » : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nord) », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p. 69-81 [en ligne]

HANCOCK C., « Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos « Autres » », *Annales de géographie* 2/2008, n.660-661, p. 116-128 [en ligne]

HERAN F., « La sociabilité, une pratique culturelle », *Économie et statistique*, n.216, 1988, p.3-22 [en ligne]

HERPIN N., « Barney G. Glaser, Anselm Strauss, *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative* », *Lectures*, 2010, [en ligne]

HOCQUET M., « La patrimonialisation du centre historique de Berlin, un oubli programmé ? Le réaménagement de la place du château », *Espaces et sociétés*, 2013/1 n.152-153, p. 67-84 [en ligne]

HOURS B., SELIM M., « Production et perte des sens du Sud », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p. 41-55 [en ligne]

IBRAHIM M., « Unité et diversité des identités euro-méditerranéennes », *International journal of Euro-Mediterranean studies*, Vol.2, n.2, 2009, pp. 151-170 [en ligne]

JACQUOT S., « Pour une définition relationnelle des termes Nord et Sud : Gênes et Valparaiso », *Autrepart* 1, n.41, 2007, p. 181-194 [en ligne]

JACQUOT S., « Pluralité des modalités de la sécurisation du centre historique de Gênes », *justice spatiale | spatial justice*, n.04, 2011 [en ligne]

KAUFMANN V., « Pratiques modales des déplacements de personnes en milieu urbain : des rationalités d'usage à la cohérence de l'action publique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2003/1, p.39-58 [en ligne]

LAINO G., « Il cantiere dei Quartieri Spagnoli di Napoli », *Territorio, Rivista del DIAP del Politecnico di Milano*, n.19, Franco Angeli, Milano, 2001, pp.25-31

LAINO G., « Immigrazione fra concentrazione e segregazione occupazionale, scolastica e abitativa a Napoli », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, anno XLVI, n.114, 2015, p.119-140

LAZZAROTTI O., « Tourisme culturel et patrimoine : quelques analyses pour un Monde habitable », *Articulo - Journal of Urban Research*, Briefings, 2010 [en ligne]

LEWIS O., « The Culture of Poverty », *Scientific American* 215, 1966

- LIGUORI P., « Gramsci e la cultura proletaria », *Gramsci Italia*, 2011, [en ligne]
- LION G., « Saisir l’habiter par ses marges précaires », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n.110, 2015, p.109-117
- MAGER C., MATTHEY L., « Sages comme des images? : Le leurre du marketing urbain », *Tracés : bulletin technique de la Suisse romande*, n.136, 2010 [en ligne]
- MAHMOUD R. A., ABD ELRAHMAN A. S., « La planification controversée du Grand Caire avant/après 2011 », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, 11, 2014 [en ligne]
- MAHMOUD S. A., SAMI A., “De ‘Caire 2050’ à ‘Égypte 2052’ : développement ou contournement de la région du Grand Caire ?”, communication au colloque *Révoltes et transitions dans le Monde arabe : vers un nouvel agenda urbain?*, Le Caire, CEDEJ, 2012
- MARCUSE P., « La justice spatiale : à la fois résultante et cause de l’injustice sociale », *justice spatiale | spatial justice*, n.01, septembre 2009
- MARTÍNEZ LOREA I., « Ce que cachent les murailles. Le patrimoine historique comme icône urbaine », *Espaces et sociétés*, 2013/1, n.152-153, p.51-66 [en ligne]
- MATTHEY L., « Urbanisme fictionnel : l’action urbaine à l’heure de la société du spectacle », *Métropolitiques*, 2011 [en ligne]
- MELLINO M., “Cittadinanze postcoloniali. Appunti per una lettura postcoloniale delle migrazioni contemporanee”, *Studi Culturali*, n.2, 2009
- MERLIN M., « Foucault, le pouvoir et le problème du corps social », *Idées économiques et sociales*, n.155, 03/2009, p.51 [en ligne]
- MESSU M., « Explication sociologique et domination sociale », *SociologieS*, 2012 [en ligne]
- MIGNOLO W., « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », *Mouvements*, n.73, 2013/1 [en ligne]
- MKANDAWIRE T., “Social Sciences and Democracy in Africa”, *African Sociological Review*, 3, 1, 1999
- MOINEAU J.-C., « Comment se construire une identité méditerranéenne », La Plateforme, 2002 [en ligne]
- MOREL J., « Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture: la vision de l’urbaniste et du politique », *Méditerranée* n.114, 2010 [en ligne]
- MOLINA G., « Distinction et conformisme des architectes-urbanistes du *star system* », *Métropolitiques*, 2014
- MORIN E., « De la culturanalyse à la politique culturelle », *Communications*, n.14, 1969, La politique culturelle, p.5-38 [en ligne]
- MORISSET B., « La métropolisation en question. Deux ouvrages récents », *Géocarrefour*, 2011 [en ligne]
- MUÑOZ F. M., “Urbanalisation: Common Landscapes, Global Places”, *The Open Urban Studies Journal*, 2010, 3, p.78-88
- NAVEZ-BOUCHANINE F., « L’enjeu limitrophe : entre le privé et le public, un no man’s land ? La pratique urbaine au Maroc », *Espaces et sociétés*, n.62-63, 1990, p.135-160

- NICOLAS A., « Le projet urbain nantais : une mise à l'épreuve du modèle Bilbao », *Métropolitiques*, 23 juin 2014 [en ligne]
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie » *Enquête*, n.1, « Les terrains de l'enquête », 1995 [en ligne]
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie » communication orale, *Journées de Tam Dao*, 2007 [en ligne]
- PARISI R., « Naples. Un patrimoine portuaire entre mémoire et valorisation », *Rives méditerranéennes* 2, n.39, 2011, p. 23-32 [en ligne]
- PETONNET C., « L'Observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien », *L'Homme*, 1982, tome 22 n°4, Études d'anthropologie urbaine, pp. 37-47
- PETRILLO A., « Orientalismo metropolitano », *Il Manifesto*, 03 octobre 2012
- PETONNET C., « Autobiographie au pas de charge d'une anthropologue urbaine », *Terrains vagues. Cahiers d'anthropologie urbaine* 3, Actes du colloque *La ville en questions. Du terrain à la forme : quels allers pour quels retours ?*, automne 1998, Montpellier, ECAM (Équipe de création anthropologique de Montpellier)
- PINSON D., « Ethnographie de l'habitat ouvrier en Basse-Loire (Du logement pour tous aux maisons en tous genres) », *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n.27-28, 1992, p.151-164
- PLAZA B., « The Guggenheim-Bilbao Museum effect: a reply », *International Journal of Urban and Regional Research*, n.23.3, 1999, p.589-592
- PLAZA B., « The Return on Investment of the Guggenheim Museum in Bilbao », *International Journal of Urban and Regional Research*, n.30.2, 2006, p.452-467
- POUCHEPADASS J., « Les *Subaltern Studies* ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme*, 156, 2000, p.161-186
- PUIG N., « Habiter à Duwiqa au Caire. Dedans et dehors d'une société de proximité », *Autrepart : revue de Sciences Sociales au Sud (Dynamiques résidentielles dans les villes du Sud)*, IRD, 2003, pp.137-152 [en ligne]
- RAFFNSØE S., « Qu'est-ce qu'un dispositif ? L'analytique sociale de Michel Foucault », *Symposium (Canadian Journal of Continental Philosophy/Revue Canadienne de philosophie continentale)*, vol.12, n.1, art.5, 2008
- RAUTENBERG M., « Patrimoine et populaire sont-ils compatibles ? Éléments pour une discussion critique de la notion de patrimoine populaire », in DAVID J.-C., MÜLLER-CELKA S., *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*. 4^e atelier (25 novembre 2010) : « Patrimoine institutionnel et patrimoine populaire. L'accession au statut patrimonial en Méditerranée orientale ». Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, 2010 [en ligne]
- RENAUD Y., « Le territoire de l'habitant », *Labyrinthe*, n.12, 2002, pp.29-45 [en ligne]
- RENON A., « Giorgio Agamben, Homo Sacer. Le Pouvoir souverain et la vie nue », *Le Monde Diplomatique*, février 1998, p.23

- RIPOLL F., « S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation ? » *Norois*, n.195, 2005/2 [en ligne]
- RIPOLL F., VESCHAMBRE V. « Introduction », *Norois* 195, 2005, [en ligne]
- ROSSELIN C., « Pratiques habitantes dans des logements d'une seule pièce », *Communications*, 73, 2002, *Manières d'habiter*, sous la direction de BONNIN Ph., p. 95-112
- ROUAY-LAMBERT S., « SDF et citadins dans l'espace public », *Les Annales de la recherche urbaine*, n.90, 0180-930-IX-01/90, 2001, p. 165-172
- ROUDIL N., « La vulnérabilité sociale au défi des savoirs d'usage habitant. Les pratiques énergétiques des ménages pauvres vivant en habitat social », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n.110, septembre 2015, p.99-107
- ROUSSEAU M., « « Bringing politics back in » : la gentrification comme politique de développement urbain ? Autour des « villes perdantes » », *Espaces et sociétés*, 2008/1 n.132-133, p. 75-90
- ROY A., « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, Volume 35, Issue 2, 2011
- SCARFONE M., « Gramsci in India: i Subaltern Studies », *Liberazione*, 2009
- SCHMOLL C. « Naples dans les mouvements migratoires : une interface Nord-Sud ? », *Bulletin de l'Association des Géographes Français* 83, n.3, 2006, pp.313-324 [en ligne]
- SCHWARTZ O., « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 2011 [en ligne]
- SIDI BOUMEDINE R., « La citoyenneté, une notion impossible ? », in LUSSAULT M., SIGNOLES P. (éds.), *La citoyenneté en questions*, Urbama, Université de Tours, 1996, 158 p., p.49-56
- SILVA (da) M.-A., VOGEL A., « Quand la rue devient maison : *habito* et *diligo* dans la ville », *Communications*, 73, 2002, *Manières d'habiter*, sous la direction de BONNIN Ph., p.163-184
- SIMON P., « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation, Belleville, Paris 20e », *Cahiers internationaux de sociologie*, n.68, 1995, p.161-190
- SOJA E. W., « La ville et la justice spatiale », *justice spatiale | spatial justice*, n.01, septembre 2009
- STADNICKI R., « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011 », *EchoGéo*, n.25, 2013 [en ligne]
- STEBBINS R. A., « Cultural tourism as serious leisure », *Annals of Tourism Research*, n.23(4), 1996, p.948-950
- STRYKER B., NAGATI O., « Archiver une ville en mouvement : l'évolution urbaine du Caire avant et après la révolution », colloque « Révoltes et transitions dans le Monde arabe : vers un nouvel agenda urbain? », Le Caire, CEDEJ, 2012
- THIBAUD J.-P., « L'horizon des ambiances urbaines », *Communications*, 73, 2002, *Manières d'habiter*, sous la direction de BONNIN Ph., p. 185-201
- VAN CRIEKINGEN M., « Comment la gentrification est devenue, de phénomène marginal, un projet politique global », *revue Agone*, 38-39, 2008 [en ligne]
- VESCHAMBRE V., « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », *Norois* 195, 2005b [en ligne]

VESCHAMBRE V., « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales », *Annales de géographie*, 2007a/4, n.656, p.361-381 [en ligne]

VESCHAMBRE V., « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace », *Cafégéo*, 2007b [en ligne]

VOLAIT M., « La « Belle Époque » : registres, rhétoriques et ressorts d'une invention patrimoniale », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, n.5-6, Pratiques du Patrimoine en Égypte et au Soudan, 2009 [en ligne]

Documents techniques

AECOM, Associated Consultants, « Revitalization and Upgrading of the Central Zone of Khedive's Cairo – Master Plan Report », 2010

Comune di Napoli, «Documento di Orientamento Strategico e Preliminare di Programma Integrato Urbano per il Centro Storico Patrimonio UNESCO», 2009 [en ligne]

DRAFT, « The Core of Cairo. Résistance to Compréhensive Gentrification », *ETH Studio Basel Contemporary City Institute*, 2010

EL-FARAMAWY A., ALGOHARY S., «Egyptian Approach to Informal Settlements Development», ISDF, 2008

FABRIQUE DE LA CITE (la), *L'attractivité des villes. Étude menée de janvier à avril 2010. Synthèse*, 2010

GOPP, « Cairo 2050 : within a national vision of Egypt », 2010

Ministry of Housing, Utilities and Urban Development, « Greater Cairo Région 2050. A strategic plan in the context of Egypt's integrated urban development strategy », 2009

NOUH, «Delimitation of borders of historic Cairo», 2008

Prefettura di Napoli, « La svolta napoletana: da vittime che subiscono a cittadini che decidono – Progetto per l'analisi delle esigenze di sicurezza al fine di prevenzione dal crimine e per il risanamento delle aree urbane a Napoli e provincia », 2009

Regione Campania, «La rigenerazione del Centro Storico di Napoli. Grande Progetto “Centro storico di Napoli, valorizzazione del sito UNESCO” », 2012 [en ligne]

SireNa Città Storica, « Programma Pilota per la riconversione dei bassi ricadenti in un'area dei Quartieri Spagnoli a monte di via Toledo. Progetto esecutivo », 2010

Società Studi Centro Storico, « Il Regno del Possibile. Analisi e prospettive per il futuro di Napoli », Milano, Edizioni Il Sole 24 Ore, 1986

UNESCO, « 19COM VIII.C.1. Inscription : Centre historique de Naples (Italie) », 1995 [en ligne]

URBANICS, « Maspero, the triangle of Cairo. Vision for developing sustainable communities », 2010

ZAAZAA A., « Maspero Parallel Participatory Project », *Madd*, 2014

Articles de presse

AHRAM ONLINE, « Security campaign to evacuate Cairo street vendors faces complications », 25/08/2014 [en ligne]

AL MASRY AL YOUM, « Cairo's governor is attempting to remove street vendors — again », 2012 [en ligne]

AYYAD M., « Initial agreement on Maspero development project signed: Prime Minister », *Daily News Egypt*, 17/02/2015 [en ligne]

BARBUTO P., « Napoli. Vandali a Santa Chiara, pennarelli sui sarcofaghi trecenteschi », *Il Mattino*, 22/02/2015 [en ligne]

Cairo Agencies, “Hundreds clash in Cairo's Tahrir square”, *Al Arabiya News*, 09/03/2011 [en ligne]

Cairoobserver, « Cinéma Radio comes back to life », 18/11/2012 [en ligne]

Cairoobserver, « La Viennoise Hotel: Art From Sandouk El Dounia to DCAF », 06/04/2014 [en ligne]

Cairoobserver, « Reviewing the Downtown Contemporary Arts Festival », 22/04/2013 [en ligne]

COZZI T., « Santa Chiara, il campanile riaprirà », *La Repubblica*, 26/05/2015 [en ligne]

DE LUCA P. « Si inaugura a Santa Chiara la prima area per cani del centro storico », *Repubblica*, 20/02/2016 [en ligne]

DEKNATEL F., « The Revolution Added Two Years: On Cairo », *The Nation*, 31/12/2013 [en ligne]

DEL GIUDICE A., « Ridare Vita al Centro Storico », *Napoli Città Solidale*, 29/07/2015 [en ligne]

DRIDI S., « Égypte : comment Shaima, l'icône révolutionnaire, a été abattue », *L'Obs-Rue89*, 31/01/2015 [en ligne]

EL SHARNOUBI O., « The legacy of Cairo's famous Cafe Riche is on the line », *Ahram Online*, 15/05/2015 [en ligne]

FAHMY H., “Copts continue open sit-in at Maspero”, *Daily News Egypt*, 19/05/2011 [en ligne]

FARAG T.I., TOUGHAN A., FARAG E., “Memoirs of Café Riche (Part 1)”, *The Ambassadors Online Magazine*, 2003 [en ligne]

FAYDA S., « Downtown deals », *Business Monthly, American Chamber of Commerce in Egypt*, 07/2009 [en ligne]

GRAZZINI E., « Beni comuni e diritti di proprietà. Per una critica della concezione giuridica », *MicroMega*, 06/05/2012 [en ligne]

GREES S., “The Merit Publishing House in Cairo: A Mecca for Intellectuals, a Centre of the Revolution”, *Qantara.de*, 15/04/2011 [en ligne]

Guardian (the), « Closed off in Cairo: walls erected during Egypt protests still standing », 2013 [en ligne]

HAMILTON N., « New UN HABITAT office in Cairo : will it join with activists and stand up against forced evictions? », 2011, *Cairo from Below* [en ligne]

HYDE M., “Skepticism meets plan to transform Tahrir into UNESCO site”, *Al Masry Al Youm*, 07/07/2011 [en ligne]

IBRAHIM E., MARZOUK W., TAHER M., HEBEISHY M., “Who pulled the first punch?

Conflicting accounts of the Martyrs' Day of Rage in Tahrir", *Ahram Online*, 29/06/2011 [en ligne]

Internazionale (I'), « La rivolta dei braccianti africani e la "pulizia etnica" a Rosarno », n.69, janvier-février 2010

KAMAL S., « Is Tamarod still relevant ? », *Daily News Egypt*, 09/12/2014

LAURENT F., « En ville, le droit à la centralité pour tous », *Mediapart*, 22/09/2012 [en ligne]

MALSIN J., « Cairo street traders squeezed out in push to make city 'revolution free' », *The Guardian*, 05/09/2015 [en ligne]

Monde (le), « L'EI revendique l'attaque contre le consulat italien du Caire », 11/07/2015 [en ligne]

MOUBAYED S., « On merit », *Al-Ahram Weekly* no.789, 06-12/04/2009 [en ligne]

PEZZELLA M., « Napoli, la plebe e l'armonia perduta », *Le parole e le cose*, mai 2014 [en ligne]

POSTIGLIONE A., « Napoli, il tour degli scempi: tra chiese occupate o diventate luoghi di spaccio », *Il Fatto Quotidiano*, 05/05/2013 [en ligne]

PUGLIARIELLO F., « Storia dei bassi napoletani tra poesia, degrado e influenza suina », *L'Occidentale*, 22 novembre 2009 [en ligne]

REALE F., « Il cimitero delle fontanelle ed il culto delle anime pezzentelle », *VesuvioLive*, 21/09/2014

RFI, « Les vendeurs ambulants se multiplient au Caire, signe de la gravité de la crise économique », 2013 [en ligne]

RODOTA S., « Il valore dei beni comuni », *Teatro Valle Occupato*, 05/01/2012 [en ligne]

ROMANAZZI E., « Metrò a Napoli, nella stazione di Montecalvario i volti di Toledo », *Il Mattino*, 17/09/2013 [en ligne]

SHAHINE A., « Paris Inspires Revamp of Cairo Center, Al Ismailia Chief Says », *Bloomberg*, 30/08/2009 [en ligne]

Tadamun, « Introduction: Cairo 2050 as Planning Logic », 2014 [en ligne]

TAMMARO G., « Napoli e il Lungomare occupato » *Linkiesta*, 2013 [en ligne]

TORTORA F., « La stazione del metrò più bella si trova a Napoli », *Corriere della Sera*, 30/11/2012 [en ligne]

UNESCO, « La Directrice générale de l'UNESCO déplore les dégâts causés au patrimoine culturel en Égypte », UNESCOPRESS, 2013 [en ligne]

Sites internet

Al Ismaelia for Real Estate Investment - <http://al-ismaelia.com/>

Associazione Efraim - <https://www.facebook.com/pages/Associazione-Efraim/376113502405703>

Associazione Quartieri Spagnoli - http://www.associazionequartierispagnoli.it/associazione_quartieri_spagnoli/home.html

Associazione Scuola di pace - Napoli - <http://www.scuoladipacenapoli.it/mojoportal/>

Baladi Bar - www.baladibar.com

Briganti - <http://briganti.info/>

Cairo From Below - <http://cairofrombelow.org/>

Cairoobserver - <http://cairoobserver.com/>
Caritas Diocesana Napoli - <http://www.caritas.na.it/napoli/s2magazine/index1.jsp?idPagina=26501>
Ciop&Kaf - <http://www.cyopekaf.org/>
Cittadinanza attiva in difesa di Napoli - <https://www.facebook.com/groups/360984257307381/?fref=ts>
Cluster Cairo - <http://clustercairo.org/>
Comitato Centro Storico – Diritti Ambiente Salute - <http://comitatocentrostorico.blogspot.fr/>
Comitato Civico Portosalvo - <http://www.portosalvo.org/ps/default.asp>
Comune di Napoli - <http://www.comune.napoli.it/>
Comunità di Sant'Egidio - http://www.santegidio.org/pageID/30/langID/it/Le_Scuole_della_Pace.html
Contemporary Image Collective CIC - <http://ciccairo.com/>
Corpo di Napoli - <http://www.corpodinapoli.it/>
D-Caf - <http://d-caf.org/home/>
Définitions Marketing - <http://www.definitions-marketing.com/>
Dictionnaire de Français Larousse en ligne - <http://www.larousse.fr/dictionnaires/français>
Encyclopédie Larousse en ligne - <http://www.larousse.fr/encyclopedie/>
European Smart Cities - <http://www.smart-cities.eu/>
Fanpage - <http://www.fanpage.it/>
Fondation Braillard Architectes - <http://www.braillard.ch/>
Fondo Europeo Sviluppo Regionale P.O.R. Campania 2007-2013 - <http://porfesr.regione.campania.it/>
Forum Universale delle Culture Napoli e Campania - <http://www.forumculture.org/>
GIZ - www.giz.de/en/worldwide/319.html
Hassan Abou Seda Architect - <http://www.hassanabouseda.com/>
Hermes Turismo e Beni Culturali - <https://www.facebook.com/hermes.turismoebeniculturali/>
Identità Insorgenti - <http://www.identitainsorgenti.com/>
Il Mattino - <http://www.ilmattino.it/>
International Alliance of Inhabitants - <http://fre.habitants.org>
International Union of Architects - <http://www.uia.archi/en>
Je so' Pazzo – Ex OPG - <http://jesopazzo.org/>
L'Asilo - <http://www.exasilofilangieri.it/>
La Città del Sole - <http://www.lacittadelsole.net/>
La Toupie - <http://www.toupie.org/index.html>
Maggio dei Tradimenti - <https://www.facebook.com/groups/1408338099438338/?fref=ts>
Magnammece o' Pesone - <https://www.facebook.com/MagnammeceOPesone>
Mappi[na] - <http://www.mappi-na.it/>
Mashrabia Gallery - <http://www.mashrabiagallery.com/>
Modavi Onlus Napoli - <http://www.modavinapoli.it/>
Naples Craft - <http://www.naplescrafter.com/>
Napoli Monitor - <http://napolimonitor.it/>
Neodemos - <http://www.neodemos.info/>

PLEEC - <http://www.pleecproject.eu/>
Qui Campania - <http://www.quicampania.it/>
QS PopUp Map - <http://dopolavoro.org/qs/>
Réseau Veille Tourisme - <http://veilletourisme.ca>
Sii Turista della Tua Città - <https://www.facebook.com/SiiTuristaDellaTuaCitta>
Socialmente Pericolosi - <https://www.facebook.com/SocialmentePericolosi/>
Tadamun - <http://www.tadamun.info/?lang=en>
Takween Integrated Development - <http://www.takween-eg.com/>
Townhouse Gallery - <http://www.thetownhousegallery.com/>
UN-Habitat - <http://unhabitat.org/>
Unesco - <http://fr.unesco.org/>
Vivere Napoli - <http://www.vivere.napoli.it/>
World Architecture Community - <http://www.worldarchitecture.org/>
Zer081 - <http://www.zer081.org/>

Table des figures

Figure 1. Naples, contexte territorial et développement du centre historique.....	p.140
Figure 2. Naples, municipalités et quartiers.....	p.141
Figure 3. Le Caire, contexte territorial.....	p.144
Figure 4. Naples, Centro Antico et Centro Storico.....	p.148
Figure 5. La « Renaissance napolitaine » des années 90.....	p.151
Figure 6. Le projet SireNa dans le Centro Antico de Naples.....	p.153
Figure 7. La ZTL du Centro Antico de Naples dans son environnement urbain.....	p.156
Figure 8. Cartes historiques du Caire.....	p.159
Figure 9. Centro Antico de Naples.....	p.166
Figure 10. Maspero et Wust-al-Balad dans l'environnement du centre-ville cairote.....	p.170
Figure 11. Quartieri Spagnoli, Naples.....	p.173
Figure 12. L'architecture de Maspero.....	p.180
Figure 13. Maspero, contexte et morphologie urbains.....	p.181
Figure 14. Grand Programme et Grand Projet Naples Unesco.....	p.200
Figure 15. Projet Bassi (1).....	p.202
Figure 16. Projet Bassi (2).....	p.203
Figure 17. Les interventions prévues par le Grand Projet Naples Unesco.....	p.206
Figure 18. La Vision Stratégique Cairo 2050 (1).....	p.208
Figure 19. La Vision Stratégique Cairo 2050 (2).....	p.211
Figure 20. La Vision Stratégique Cairo 2050 (3).....	p.212
Figure 21. Périmètre du « Caire khédivial » et immeubles classés.....	p.215
Figure 22. Immeubles classés et axe du projet NOUH.....	p.216
Figure 23. Exemples de projets NOUH.....	p.217
Figure 24. Masterplan et vision 3D du projet Downtown.....	p.218
Figure 25. Maspero dans le programme ISDF.....	p.221
Figure 26. Distribution foncier et orientations de projet à Maspero.....	p.222
Figure 27. Compétition internationale pour Maspero (1).....	p.225
Figure 28. Compétition internationale pour Maspero (1).....	p.226
Figure 29. Le <i>benchmarking</i> de Cairo 2050.....	p.235
Figure 30. Le slogan de Cairo 2050.....	p.236
Figure 31. La rhétorique du <i>Lost Downtown</i>	p.245
Figure 32. La campagne « J'aime Naples ».....	p.249
Figure 33. Politiques évènementielles à Naples.....	p.257

Figure 34. Masterplan et vision 3D du projet Maspero.....	p.262
Figure 35. Images 3D du Porjet Bassi.....	p.263
Figure 36. Espaces et appropriation de la cour de Santa Chiara (1).....	p.275
Figure 37. Espaces et appropriation de la cour de Santa Chiara (2).....	p.276
Figure 38. Ex-asilo Filangieri.....	p.282
Figure 39. Immeubles Al Ismaïlia- carte.....	p.288
Figure 40. Immeubles Al Ismaïlia- photos.....	p.289
Figure 41. 1. Hôtel particulier.....	p.290
Figure 42. 2. Hôtel Viennoise.....	p.291
Figure 43. 3. Townhouse Gallery.....	p.292
Figure 44. 4. Cinéma Radio.....	p.293
Figure 45. 5. Café Riche.....	p.294
Figure 46. 6. Contemporary Image Collective.....	p.295
Figure 47. 7. Immeuble angle rue Sherif.....	p.296
Figure 48. 8. Immeuble rue Adly.....	p.297
Figure 49. 9. Ilot bureaux Al Ismaïlia.....	p.298
Figure 50. 10. Immeuble Chourbagi.....	p.289
Figure 51. 11. Boutique Vodafone.....	p.300
Figure 52. 12. Immeuble Alexbank.....	p.301
Figure 53. 13. Immeuble « au coquillage ».....	p.302
Figure 54. Projet Cinéma Radio (1).....	p.303
Figure 55. Projet Cinéma Radio (1).....	p.303
Figure 56. Cours de cuisine dans le <i>basso</i>	p.312
Figure 57. Sortie Montecalvario du métro Toledo.....	p.316
Figure 58. Appropriations de la place Montecalvario.....	p.317
Figure 59. Procession de Sant'Antonio dans le Centro Antico.....	p.328
Figure 60. Appropriation de la place Rosario di Palazzo.....	p.335
Figure 61. Les œuvres murales de Ciop&Kaf dans les Quartieri Spagnoli.....	p.336
Figure 62. Appropriation du centre-ville du Caire après la Révolution.....	p.343
Figure 63. Relevé habité Maspero (1).....	p.357
Figure 64. Relevé habité Maspero (2).....	p.358
Figure 65. Relevé habité Maspero (3).....	p.359
Figure 66. Relevé habité Maspero (4).....	p.360
Figure 67. Relevés habités Quartieri Spagnoli.....	p.361
Figure 68. Espace domestique.....	p.362
Figure 69. Seuil du <i>basso</i>	p.367

Figure 70. Balcon du <i>basso</i> (1).....	p.368
Figure 71. Balcon du <i>basso</i> (2).....	p.369
Figure 72. Balcon du <i>basso</i> (3).....	p.370
Figure 73. Balcon du <i>basso</i> (4).....	p.371
Figure 74. La ruelle comme prolongement du chez-soi (1).....	p.374
Figure 75. La ruelle comme prolongement du chez-soi (2).....	p.375
Figure 76. La ruelle comme prolongement du chez-soi (3).....	p.376
Figure 77. La ruelle comme prolongement du chez-soi (4).....	p.377
Figure 78. Les <i>edicole</i> napolitaines.....	p.382
Figure 79. Les pratiques de la ruelle : travailler.....	p.385
Figure 80. La pratique du « panier » à Naples.....	p.391
Figure 81. Les activités commerciales dans la rue (1).....	p.392
Figure 82. Les activités commerciales dans la rue (2).....	p.393
Figure 83. Les activités commerciales dans la rue (3).....	p.394
Figure 84. Les activités commerciales dans la rue (4).....	p.395
Figure 85. Les passages couverts au Caire (1).....	p.398
Figure 86. Les passages couverts au Caire (2).....	p.399
Figure 87. Les passages couverts au Caire (3).....	p.400
Figure 88. Les <i>qahwa baladi</i> cairotes.....	p.407
Figure 89. Les pratiques de la ruelle : se retrouver (1).....	p.408
Figure 90. Les pratiques de la ruelle : se retrouver (2).....	p.409
Figure 91. Vandalisme à l'encontre des monuments napolitain.....	p.434
Figure 92. Les démolitions à Maspero (1).....	p.438
Figure 93. Les démolitions à Maspero (2).....	p.439
Figure 94. Activités touristiques dans le Centro Antico de Naples.....	p.454

Annexes

1. Tableaux des acteurs interviewés

Les quatre tableaux suivants (deux pour les aménageurs et les associations et deux pour les habitants, respectivement au Caire et à Naples) doivent être considérés comme des tableaux des acteurs principaux, autrement dit ceux où le contact a amené à un entretien formalisé, bien que souvent non enregistré (surtout dans le cas des habitants). En plus de ces entretiens (longs ou courts), nous avons recueilli un très grand nombre d'informations de manière informelle, autrement dit à travers des rencontres fortuites, des conversations entendues lors d'autres entretiens ou encore pendant des événements spécifiques.

1.1 Tableau des « aménageurs » et associations interviewés – Naples

organisme	interlocuteur	territoire d'action/lieu d'habitation	thématiques d'intervention	type d'acteur	date de l'entretien
Bureau des Politiques urbaines, Urbanisme et Biens communs, Municipalité de Naples	Membre du bureau technique du conseiller	Naples	Bureau municipal en charge du Grand Projet Naples Unesco	institutionnel	16/05/13
Bureau "Museo Aperto", Municipalité de Naples	Directeur	Centre historique	initiatives de valorisation du patrimoine, visites guidées, montage de la signalétique pour touristes "Vie dell'Arte"	institutionnel	08/05/13
Bureau technique pour la valorisation du Centre Historique, Municipalité de Naples	Directeur	Centre historique	Responsable du Grand Projet Unesco à la Municipalité de Naples	institutionnel	09/05/13
Région Campanie	Responsable Projet Unesco	Centre historique	Bureau régional en charge du Grand Projet Naples Unesco	institutionnel	16/06/14
Osservatorio Unesco	Présidente	Centre historique	Observation et mise en commun des connaissances autour du Grand Projet Unesco	institutionnel	17/06/14
Société SIRENA Città Storica	Président	Centre historique	projets de réhabilitation d'immeubles dans le centre historique, Progetto Bassi dans les Quartieri Spagnoli	professionnel	18/06/13
ASCA Associazione Sviluppo Centro Antico	Antonio Alfano, presidente	Centro Antico	comité de résidents, constitution d'une base de données photo et vidéo sur la dégradation du Centro Antico	associatif	24/04/13

Comitato Centro Storico – Diritti Salute Ambiente	Membre de l'association	quartier Banchi Nuovi - Santa Chiara (Centro Antico)	association de citoyenneté et défense des droits des résidents du Centro Antico	associatif	07/05/13
Corpo di Napoli Onlus	Président	Quartier San Gaetano (Centro Antico)	accompagnement des artisans de San Gregorio Armeno, initiatives culturelles de quartier, protection du patrimoine	associatif	31/03/14
La Città del Sole	Président	Quartier San Gaetano (Centro Antico)	locaux en RDC de l'Ex-asilo Filangieri, manifestations culturelles, maison d'édition	associatif	12/05/14
Samb e Diop	Enseignante bénévole	Centro Antico	cours d'italien, laboratoire d'artisanat et activités récréatives pour les migrants du quartier	associatif	27/05/14
Associazione Quartieri Spagnoli	Présidente	Quartieri Spagnoli	accompagnement aux résidents du quartier, projets Nidi di Mamme, guichet formation des jeunes	associatif	09/05/13
Scuola della Pace Quartieri Spagnoli, Modavi	Président	Quartieri Spagnoli	cours d'italien pour étrangers, activités de rencontre entre napolitains et immigrants	associatif	27/05/14
Psicologi in contatto	Membre de l'association	Quartieri Spagnoli	guichet psychologique d'écoute ouvert aux résidents du quartier	associatif	29/05/14
Scuola della Pace Quartieri Spagnoli, Comunità di S.Egidio	Responsable jeunesse	Quartieri Spagnoli	activités avec les enfants et les jeunes du quartier San Ferdinando	associatif	25/06/13
Efram	Présidente	Quartieri Spagnoli	accompagnement d'enfants du quartier dans la maison d'accueil Casa di Totò	associatif	28/05/14
Forum Tarsia	Président	Quartier Avvocata (Quartieri Spagnoli)	citoyenneté active	associatif	06/05/13
Archintorno	Membres de l'association	Quartier Avvocata (Quartieri Spagnoli)	association jeunes architectes, valorisation du patrimoine et citoyenneté active	associatif	01/07/13
Maggio dei Tradimenti	Membre du mouvement	Centre historique	dénonciation des retards et des incohérences du Grand Projet Unesco, documentation graphique et organisation de visites guidées	militant	17/05/14
Magnammece 'o Pesone	Membre du collectif Ska	Naples	campagnes d'occupation d'immeubles vides, défense du "droit à l'habiter" dans les locaux du célèbre squat Ska à Monteoliveto	militant	23/05/14
L'Asilo	Membre du collectif	Quartier San Gaetano (Centro Antico)	squat de l'Ex-asilo Filangieri, résidences d'artistes, spectacles, manifestations	culturel	19/06/14

culturelles					
Napoli Monitor	Rédacteur en chef	Naples	journal d'enquête et de reportages sur la ville	culturel	26/05/14
Teatro Galleria Toledo	Directeur artistique	Quartieri Spagnoli	théâtre	culturel	23/04/13
La Scarabattola	Directeur artistique	Centro Antico	laboratoire d'art et artisanat, galerie d'art	culturel	24/04/13

1.2 Tableau des « aménageurs » et associations interviewés – Le Caire

organisme	interlocuteur	territoire d'action	thématiques d'intervention	type d'acteur	date de l'entretien
General Organization For Physical Planning - GOPP	Bureau Vision Stratégique Cairo 2050	Région du Grand Caire	planification urbaine partout en Égypte, vision stratégique Cairo 2050	institutionnel	01/08/11
National Organization for Urban Harmony - NOUH	Présidente	Downtown Cairo	classement d'immeubles à Wust-al-Balad, rédaction de normes de protection et valorisation du patrimoine moderne, restaurations de façades	institutionnel	05/06/11
National Organization for Urban Harmony - NOUH	Architecte	Downtown Cairo	classement d'immeubles à Wust-al-Balad, rédaction de normes de protection et valorisation du patrimoine moderne, restaurations de façades	institutionnel	27/04/11
Gouvernorat du Caire	Employé	Le Caire	administration de la ville du Caire	institutionnel	27/06/11
Informal Settlements Development Facility - ISDF	Président	Égypte	classement et définition des orientations stratégiques pour le traitement des quartiers insalubres et informels	institutionnel	18/06/13
Housing & Building National Research Center - HBRC	Président	Égypte	institut de recherche sur le logement	institutionnel	04/07/11
ONU-Habitat	Responsable bureau Le Caire	Égypte	Support et expertise internationale pour la stratégie Cairo 2050	international	02/05/11
Agence Française de Développement - AFD	Responsable bureau Le Caire	Égypte	octroi de prêts pour la réalisation de différents projets: infrastructures sur le delta du Nil, amélioration des transports publics au Caire, valorisation du patrimoine archéologique	international	27/10/10
Al Ismailia For Real Estate Investments	PDG	Downtown Cairo	achat et réhabilitation d'immeubles historiques à Wust-al-Balad, organisation de manifestations culturelles	professionnel	17/01/11 et 14/06/11
Agence M. Zakaria	Directrice	Le Caire	rédaction du diagnostic et des orientations de projet de réhabilitation urbaine pour Al Ismailia	professionnel	19/04/11
Maspero Company for Urban Development	PDG	Maspero	achat du foncier dans le quartier Maspero	professionnel	25/07/11
Associated Consultants	Présidente	Le Caire	bureau en charge de plusieurs projets de la stratégie Cairo 2050, dont ceux pour Wust-al-Balad et Maspero	professionnel	10/03/11 et 30/03/11
Centre égyptien pour les droits au logement - ECHR	Présidente	Égypte	association juridique de défense des droits des résidents expulsés ou sous menace	associatif	03/05/11
Hill International	Project manager pour le GEM Giza	Le Caire	déplacement des collections archéologiques du Musée égyptien au Grand Musée égyptien de Giza	culturel	05/04/11

Contemporary Image Collective - CIC	Directrice	Downtown Cairo	résidences d'artistes, expositions, manifestations culturelles	culturel	05/08/11
Mashrabiya Gallery	Directrice artistique	Downtown Cairo	galerie d'art, expositions	culturel	28/05/11
Townhouse Gallery	Directeur	Downtown Cairo	galerie d'art, expositions, manifestations culturelles, bibliothèque	culturel	04/06/11
Café Riche	Propriétaire et gérant	Downtown Cairo	café historique	culturel	30/05/11

1.3 Tableau des habitants et travailleurs interviewés – Naples

nom (modifié)	âge	profession	lieu d'habitation ou de travail	type de logement ou de local de travail	date et type d'entretien
Ciro G.	37 ans	Gérant d'un restaurant	Rue Speranzella (Quartieri Spagnoli)	Basso en propriété (restaurant avec terrasse)	21/04/13 court
Assunta G.	61 ans	Tient un kiosque ambulancier de fruits et légumes	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Basso en propriété	26/05/13 court
Angela F.	52 ans	Femme au foyer (elle fait du bénévolat à la Caritas de l'église du quartier)	Rue Pietro Colletta (Centro Antico)	Appartement en location	15/07/13 long
Anna S.	54 ans	Femme au foyer	Rue Tribunali (Centro Antico)	Appartement en propriété	16/07/13 long
Flora G.	51 ans	Femme au foyer	Quartier Carbonara (Centro Antico)	Appartement en propriété (rachat de logement social)	17/07/13 long
Marcello L.	42 ans	Sans emploi (avant il était restaurateur de monuments dans une entreprise privée)	Quartier Carbonara (Centro Antico)	Appartement en propriété	20/07/13 long
Mario G.	66 ans	retraité	Quartier Carbonara (Centro Antico)	Appartement en propriété	20/07/13 long
Simona R.	47 ans	Femme au foyer	Quartier Carbonara (Centro Antico)	Appartement en propriété	21/07/13 long
Rosaria M.	62 ans	Enseignante à la retraite	Place Cariatì (Quartieri Spagnoli)	Appartement en propriété	27/03/14 long
Adelmo D.	61 ans	Artisan avec une boutique rue San Gregorio Armeno	San Gaetano (Centro Antico)	Appartement en propriété	09/05/14 long
Amalia E.	68 ans	Retraitée, vend des bonbons depuis son basso	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Basso en propriété	16/05/14 court
Mario E.	36 ans	Sans emploi (avant il était ouvrier dans le textile)	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Basso propriété de sa mère	18/05/14 court
Carmela E.	66 ans	Femme au foyer	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Basso en propriété	18/05/14 court
Giacomo A.	42 ans	Sans emploi	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Basso en location	18/05/14 court
Giorgio D.	23 ans	Tient un kiosque de boissons place Montecalvario	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Appartement de ses parents	18/05/14 court

Saverio G.	57 ans	Vit avec une pension d'invalidité	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	<i>Basso</i> en location	18/05/14 court
Flora E.	48 ans	Tient un salon d'esthéticienne avec sa fille	Montecalvario (Quartieri Spagnoli)	Appartement, propriété de la famille du mari	22/05/14 long
Teresa et Antonio S.	48 et 52 ans	Ortolans	Vico Lungo Gelso (Quartieri Spagnoli)	<i>Basso</i> hérité par le père de Antonio (boutique de fruits et légumes)	23/05/14 long
Salvatore F.	39 ans	Ouvrier, bénévole à l'église San Lorenzo	San Gaetano (Centro Antico)	Appartement propriété de ses parents	30/05/14 court
Gaetano L.	65 ans	Retraité, sa famille vit avec son indemnité de retraite	Rosario di Palazzo (Quartieri Spagnoli)	<i>Basso</i> en propriété	12/06/14 long
Antonio S.	70 ans	Artisan avec une boutique rue San Gregorio Armeno	San Gaetano (Centro Antico)	<i>Basso</i> (boutique) en propriété	14/06/14 long
Roberto A.	30 ans	Artisan avec une boutique de famille rue San Biagio dei Librai	San Gaetano (Centro Antico)	<i>Basso</i> (boutique) propriété de la famille	14/06/14 long

1.4 Tableau des habitants et travailleurs interviewés – Le Caire

nom (modifié)	âge	profession	lieu d'habitation ou de travail	type de logement ou de local de travail	date et type d'entretien
Marwan J.	64 ans	Gérant de café	Maspero	Café en location	02/03/11 court
Karim S.	38 ans	Tient une échoppe de foul	Maspero	Échoppe informelle	02/03/11 court
Mohammed D.	50 ans	Chauffeur de taxi	Maspero	Appartement en location	04/03/11 long
Zouhaier M.	43 ans	Vendeur et réparateur de vélos	Maspero	Appartement de propriété de sa tante	04/03/11 long
Anwar S.	37 ans	Gardien d'immeuble	Hôtel Viennoise (Wust-al-Balad)	Ancien hôtel particulier	07/04/11 court
Brahim E.	22 ans	Employé dans une agence de voyages	Hôtel Viennoise (Wust-al-Balad)	Boutique en location	07/04/11 long
Mohamed J.	64 ans	Tient une échoppe d'électricien	Îlots bureaux Al Ismaïlia (Wust-al-Balad)	Kiosque informel	08/04/11 court
Samir H.	57 ans	Cadreur	Immeuble rue Adly (Wust-al-Balad)	Atelier en location	08/04/11 long
Mounir C.	62 ans	Gérant de la boutique The Reader's Corner »	Immeuble rue Adly (Wust-al-Balad)	Boutique en propriété	08/04/11 long
Anne M.	36 ans	Artiste peintre, plasticienne	Hôtel Viennoise (Wust-al-Balad)	Appartement-atelier en location	14/04/11 long
Mohammed G.	57 ans	Gardien d'immeuble	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Appartement en location	28/04/11 court
Karim G.	60 ans	artisan	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Appartement en location (bail emphytéotique)	28/04/11 court
Ahmad E.	58 ans	Tient une « vitrine » sur la façade de l'immeuble	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	« Vitrine » en location	28/04/11 court
Kamel H.	46 ans	Artisan orfèvre	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Atelier en location	29/04/11 court
Hamid L.	36 ans	Artisan tailleur	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Atelier en location	29/04/11 court

Ahmad S.	44 ans	Ouvrier en imprimerie	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Atelier en location	29/04/11 court
Walid N.	58 ans	Artisan tailleur	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Atelier en location	29/04/11 court
Yousri H.	49 ans	Artisan tailleur	Immeuble rue Gawad Hosny (Wust-al-Balad)	Atelier en location	29/04/11 court
Salim F.	38 ans	ouvrier	Maspero	Appartement de propriété de ses parents	05/05/11 long
Hassan Y.	50 ans	Chef cuisinier	Maspero	Appartement en location	15/05/11 court
Esra H.	25 ans	Comptable	Maspero	Appartement en location	15/05/11 court
Nour S.	24 ans	Éditeur	Immeuble Chourbagi (Wust-al-Balad)	Bureau hérité de son père	19/05/11 court
Mohammed B.	25 ans	Employé à l'accueil de l'hôtel Alexander	Immeuble Chourbagi (Wust-al-Balad)	Appartement (hôtel) en location	19/05/11 long
Hamid B.	66 ans	Gardien d'immeuble	Immeuble rue Hoda Sharawi	Appartement en location	30/05/11 court
Hassan N.	43 ans	Sans emploi	Maspero	Appartement propriété de ses parents	01/06/11 court
Said H.	40 ans	Ingénieur	Maspero	Bureau en location	01/06/11 court
Safaa Z.	60 ans	Femme au foyer	Maspero	Appartement en propriété	10/06/11 long
Mansour H.	50 ans	Sans emploi	Maspero	Appartement en location	10/06/11 court
Antoine S.	28 ans	Mécanicien	Maspero	Garage en location	14/06/11 long
Mahmoud H.	25 ans	Mécanicien	Maspero	Garage en location	14/06/11 court
Gina E.	60 ans	Infirmière	Maspero	Appartement en location	15/06/11 long
Karim S.	27 ans	Vendeur ambulant de thé	Maspero	Appartement en location avec sa mère et sa sœur	15/06/11 long
Kamel C.	36 ans	ouvrier	Maspero	Appartement en location	16/06/11 court
Leila H.	24 ans	Femme au foyer	Maspero	Appartement en location	16/06/11 court
Mehdi W.	45 ans	Enseignant	Maspero	Appartement en propriété	18/06/11 court
Kamel S.	40 ans	Employé	Maspero	Appartement en location	18/06/11 court

Samira H.	65 ans	Femme au foyer	Maspero	Appartement en location	22/06/11 long
Mohammed C.	44 ans	Cireur de chaussures	Maspero	Appartement en location	22/06/11 court
Ibrahim K.	67 ans	Travailleur à la journée	Maspero	Appartement en location	22/06/11 court
Salwa N.	40 ans	Femme au foyer	Maspero	Appartement en location	26/06/11 court
Mounir S.	45 ans	Fabricant de boutons	Maspero	Appartement de propriété de sa famille	27/06/11 long
Saddiq L.	22 ans	repasseur	Maspero	Appartement en location	27/06/11 long
Dina S.	50 ans	Femme au foyer	Maspero	Appartement en propriété	27/06/11 long
Naima D.	45	Femme au foyer	Maspero	Appartement en location	28/06/11 long
Ibrahim G.	64 ans	Réparateur de téléviseurs	Maspero	Appartement en location	28/06/11 court
Messaoud F.	35 ans	Tailleur	Maspero	Appartement hérité de son père	28/06/11 court

2. Journal de bord : quatre récits de terrain

Nous avons choisi de proposer quatre récits, représentant une « journée type » dans les quatre terrains choisis. Cela nous permet à la fois de montrer notre démarche d'enquête, ainsi que des détails d'observation et d'entretiens qui sont devenus ensuite d'importants éléments d'analyse. Les deux premiers récits se déroulent à Naples, aux Quartieri Spagnoli et dans le Centro Antico ; les deux autres au Caire, à Maspero et à Wust-al-Balad. Ils relatent à la fois de nos observations personnelles de terrain, d'extraits d'entretiens et de descriptions issues de la démarche d'enquête. Ils sont une sorte d'extrait du « journal de bord » des enquêtes de terrain.

2.1 Récit: une journée avec Mario

Quartieri Spagnoli, Naples – 14/05/2014

Je rencontre Mario, l'un de mes contacts dans les Quartieri Spagnoli, à 9h à la place Montecalvario, pour faire le tour du quartier. Quand j'arrive, il est déjà dans la place et il discute avec des habitants des environs, déjà installés sur les bancs en vue d'y passer une partie de la journée. Nous prenons ensemble le bus pour monter en haut de la colline du Vomero, pour ensuite redescendre par les escaliers du Petraio, qui mènent dans les Quartieri par un chemin très raide comme très suggestif. Il me raconte que l'endroit est un lieu de rencontre privilégié par les jeunes des Quartieri, qui aiment y passer du temps avec leurs copines, en face des vues plongeantes sur la ville. Quand nous retrouvons la place Montecalvario, la place est déjà très fréquentée par les habitués : la sœur de Mario, leur ami Saverio et d'autres se retrouvent pour bavarder et fumer du cannabis. À l'heure du déjeuner, nombreux sont ceux qui ne rentrent pas chez eux pour manger, mais préfèrent acheter un sandwich à la boulangerie du quartier.

Pendant la sortie des enfants de l'école, la place Montecalvario s'anime davantage : les mamans achètent du pain avant de rentrer à la maison, d'autres s'arrêtent pour bavarder, une femme approche pour montrer sa marchandise aux autres. Elle coud des robes pour les petites filles et les vend en sillonnant le quartier avec son scooter : cette activité, comme beaucoup d'autres, fait partie de cet « art de la débrouille », expression généralement utilisée pour définir les pratiques plus ou moins formelles de survie des habitants. D'autres activités de ce genre sont la vente de chaussettes dans la rue, ou la petite échoppe de boissons et granite tenue par un jeune dans la place. Mario raconte avec fierté l'histoire de sa famille, dont la figure du père est centrale : il souligne son charisme, sa réputation dans le quartier, ses actes de bienfaisance envers les voisins en difficulté. L'un des signes de respectabilité mis en avant est le fait qu'avant de mourir, son père avait acheté des niches dans l'une des chapelles

plus prestigieuses du cimetière de Naples. Nous rencontrons des amis de Mario, les deux dans la trentaine. Ils me racontent tout de suite de « l'image du quartier », et comme pour se dédouaner ils m'expliquent que « ce n'est plus ce que c'était ». Maintenant on vit beaucoup mieux dans les Quartieri Spagnoli, mais les institutions devraient exploiter beaucoup plus le potentiel du quartier. Ils sont bien conscients de la centralité stratégique du quartier, et ils assurent qu'il est « plein de gens qui veulent bien faire ». L'approche principale, constatée également dans d'autres quartiers, est celle de l'économie liée au tourisme, dont les Napolitains pauvres estiment ne pas bénéficier. Les habitants pourraient par exemple être des guides touristiques parfaits, selon Mario. Le coupable majeur de leur abandon est identifié avec la Municipalité, mais les nouveaux réseaux de l'économie informelle sont également pointés du doigt : Giorgio affirme ne pas être raciste, mais ils se demande quand-même, quand il voit tous ces Noirs qui vendent des produits de contrefaçon dans la rue, « *pourquoi lui qui est étranger travaille, et moi, qui suis Napolitain, je suis au chômage ?* ».

Giacomo, l'autre ami de Mario, me raconte que de toute façon ils ne restent pas sans rien faire : ils s'occupent de la place Montecalvario, nouvellement rénovée mais de suite abandonnée par les institutions. Ils arrosent les plantes, ils nettoient et jettent les déchets tous les jours. Ils racontent l'échec de l'aménagement de la sortie du métro, fermée les fins de semaine, alors que ces jours là les habitants âgés se déplacent pour aller au cimetière ou voir des proches. Cette mesure rend cette bouche de métro encore plus inutile, car les plus jeunes peuvent tranquillement prendre la rue, un chemin plus simple et efficace : « Avec 3 millions d'euros ils auraient pu faire des choses bien plus utiles ! » remarque Giorgio. Cependant, Mario précise sa satisfaction pour la réouverture de la placette Montecalvario : quand elle était fermée pour cause de chantier, ils devaient sortir du quartier pour se retrouver un peu et faire jouer les enfants.

Il est 13 heures, les habitants sont presque tous à l'extérieur, devant leur *basso* ou dans la placette. Je montre mes photos à Francesca, la sœur de Mario, qui reconnaît tous les *bassi* photographiés. Nous rentrons chez Mario : en face, sa mère a préparé le repas. Son frère nous tend deux assiettes de pâtes, je suis invitée à déjeuner. Je m'installe à table chez Mario, pendant que lui fait la navette entre chez lui et le basso de sa mère, en face, pour aller chercher du fromage, des fruits et des boissons. Sur la table, des denrées alimentaires caritatives. Après le repas, nous restons un peu chez Mario, où il me raconte que toute la ruelle est habitée par sa famille, car son père a acheté beaucoup de locaux pour que tout le monde ait un toit : ses sœurs, une fois mariées, se sont plutôt rapprochées de la famille du mari, mais lui et son frère sont restés. Il raconte ne jamais fermer la porte de son basso, la nuit ou quand il sort, car « nous sommes toujours à côté, et de toute façon, que veux-tu qu'ils volent ? ». D'autres gens subissent des cambriolages, mais pas sa famille, car ils sont

respectables. Pour ses enfants c'est pareil, ils ont toujours été honnêtes, ne cherchent pas d'aventures avec les filles du quartier, gagnent leur vie honnêtement (avec le « pourboire » pour garder les voitures). Nous nous quittons vers la fin de l'après-midi, en passant encore une fois par la place Montecalvario, où tout le monde est encore assis à bavarder, garder les enfants ou vendre quelque chose.

2.2 Récit : une après-midi avec les habitants du quartier Porta Capuana

Centro Antico - 18/06/2013

Je pars de Montesanto et je décide de rejoindre l'église Santa Caterina a Formiello, où j'ai rendez-vous avec Mme Anna, en parcourant le *decumanus* supérieur, aujourd'hui morcelé en plusieurs ruelles mais qui garde sa trame d'origine.

Le chemin depuis rue Pessina est long, il monte et redescend de temps à autre et il est marqué par une contraction/élargissement alternés de la rue : de la ruelle sombre très étroite au grand parvis d'église avec jardin en quelques secondes. Les places ont été ouvertes dans la trame grecque pour placer des églises, qui sont très nombreuses. La plupart d'entre elles sont encore utilisées, d'autres fermées ou complètement abandonnées. Chaque coin de rue est marqué par une *edicola* dédié à tel ou tel saint. Certaines sont dédiées aux âmes du purgatoire.

Les ruelles sont sombres et peu fréquentées : la plupart des personnes que je vois se dirige vers, ou vient d'un espace privé. La différence avec les deux autres *decumani*, axes de flux importants, tant d'habitants et travailleurs que de touristes, est frappante. Ici, on ne voit que quelques restaurant typique caché qui cherche à exploiter le caractère particulier du lieu, un peu caché du bruit et de la foule, mais sinon il n'y a que de très petits cafés et des logements. Les *bassi* sont très nombreux, et le caractère caché de la ruelle accentue les pratiques d'appropriation de l'espace limitrophe au logement. Les vêtements sont étendus entre les immeubles, mais pour ceux qui habitent en RDC, des espaces sont réservés aux séchoirs, couverts par des bâches, en face de l'entrée de la maison. Plusieurs occupants des *bassi* ont marqué cette appropriation par l'aménagement de l'espace immédiatement extérieur à la porte d'entrée, parfois comprenant une petite fenêtre. Des entrées carrelées avec des plantes vertes et un petit muret marquent la limite entre le privé et le public, en empiétant sur ce dernier. Les vieilles dames et autres habitants âgés du quartier se retrouvent sur les bancs devant les églises, et les enfants jouent à escalader les grilles fermées des églises abandonnées. Les ruelles sont davantage sombres à cause des arcs qui surplombent l'espace de la rue. Ils servent de contreforts entre les immeubles ou entre les églises et les immeubles de logements et deviennent des balcons ouverts, des petits belvédères abandonnés.

En parcourant tout le *decumanus* j'arrive finalement à une grande artère de la ville, la rue Carbonara. La rue étant très large, les trottoirs sont spacieux et les commerces et activités très abondants, mais il est quand-même difficile de se déplacer. L'ensemble du trottoir est occupé par des personnes assises aux terrasses éphémères des cafés, sur des bancs publics ou sur des scooters. La vie est animée : il est 17h30, l'après-midi est très chaude et les commerçants s'assoient à l'extérieur de leurs boutiques pour prendre l'air. La rue est coupée par des petites ruelles, parfois aveugles. Ces ruelles sont presque exclusivement occupées par

des logements et surtout des *bassi* : les habitants ont raconté de prostitution dans ces locaux. De l'extérieur, il n'est pas possible de le vérifier. Dans presque toutes les ruelles les personnes sont assises à l'extérieur des *bassi*, en groupe, sur des chaises en plastique. Il s'agit surtout de femmes, qui discutent en groupe et prennent l'air.

J'arrive à l'église : il fait vraiment très chaud, mais la grande place avec le parvis de l'église et, derrière, la Porta Capuana, est quand-même remplie : des enfants qui jouent au ballon (sans faire trop attention à ne pas déranger les autres), des groupes de jeunes, italiens ou immigrés. Les groupes se côtoient mais ne se mélangent jamais. Le très grand espace derrière l'enceinte de la ville, coupée pour faire passer la route, est en partie fermé avec des barrages qui ont été vandalisés, en partie occupé par des personnes éparées ici et là.

À l'intérieur de l'église les interlocuteurs parlent d'une ambiance différente, comme une sorte de « oasis » dans laquelle se sentir bien. L'investissement des habitants dans les activités de la paroisse semble confirmer ce sentiment. J'assiste à la messe, à laquelle il y avait pas mal de personnes (pour une messe dans la semaine). Avant, pendant et après la messe, certaines personnes du quartier, les plus impliquées (qui sont également celles que j'ai pu interviewer) vont et viennent des locaux derrière l'autel, signe d'une grande familiarité avec le lieu et de responsabilités au sein de la communauté.

Après la messe, je parle avec Mme Anna, qui me fait entrer dans un petit bureau derrière l'autel. Notre entretien sera plusieurs fois coupé par des personnes qui viendront demander des services que l'église offre à la communauté. Mme Anna s'occupe de la Caritas pour la paroisse. La présence d'étrangers montre comment se structurent les contacts entre les deux communautés (car pour mes interlocuteurs, les immigrés ne forment qu'un seul groupe) : « *Si ces pauvres gens ont besoin de quelque chose, la charité chrétienne nous impose de les aider* », me dit Mme Anna. Mais quand la question de la dégradation du quartier est posée, Mme Anna n'hésite pas à indiquer les immigrés comme la cause de la dégradation.

Mme Anna habite rue Pietro Colletta, non loin de l'église, elle est locataire d'un appartement et elle fait ses courses dans un supermarché à environ 1km de son logement. Elle aime bien ses voisins et les gens de la paroisse, qu'elle définit des amis, mais elle dit que son quartier est « dégradant ». Cet adjectif est intéressant, car, si on peut penser à une simple faute linguistique (dégradant en lieu et place de dégradé), il semble également le signe de quelque chose d'un malaise plus profond, comme si la dégradation urbaine et sociale puisse être un élément actif, et atteindre les personnes, comme une maladie.

Mme Anna raconte qu'avec les autres habitants ils ont formé un comité qui fait tourner des pétitions et dénonce les actes de dégradation auprès des institutions, mais que tout ce qu'ils font reste lettre morte. Pendant les campagnes électorales, « *tout le monde vient nous*

promettre des choses », mais ensuite personne ne fait rien. Mme Anna est très dure envers son quartier : elle n'hésite pas à le définir plusieurs fois sale, dégradant, dangereux, à la question : « *Quel est le meilleur aspect de votre quartier ?* », elle répond : « *Il n'y en a pas !* ». Pourtant, elle ne changerait pas de logement : même si elle est locataire, elle dit aimer sa maison et que si elle pouvait elle la prendrait pour la déplacer telle quelle dans un autre quartier de la ville, plus chic, comme Posillipo ou Vomero.

Elle se sent partie du quartier Carbonara, elle sent d'y appartenir, car « *j'aime mon quartier, j'aime Naples* ». Elle dit qu'il y a des années, tout était différent, les habitants se connaissaient tous, on était comme une famille, et il y avait plus de respect pour les personnes âgées. Maintenant, ces petits jeunes qui jouent au ballon sont très dérangeants, mais ça peut devenir même dangereux quand ces *baby gangs* attaquent les passants. Plusieurs personnes m'ont cité, pour expliquer et confirmer la dangerosité du quartier, l'épisode de la jeune femme albanaise battue presque à mort et laissée agonisante avec la tête dans un sac des déchets, juste sur via dei Tribunali, début juin. Elle est également critique sur la ZTL : la limitation a été instaurée dans des zones où ce n'était pas utile : les comités de quartier l'ont demandée pour sa rue, Pietro Colletta, mais rien, ils y ont préféré des zones avec plus de touristes.

2.3 Récit: une journée avec Salim

Maspero, Le Caire – 07/03/2011

Quand j'arrive rue el-Galaa, la vie reprend son cours après la pause déjeuner. Salim m'accueille chez lui. Son appartement se trouve au dernier étage d'un immeuble délabré, mais encore debout, contrairement à beaucoup d'autres dans le quartier. En bas habitent ses parents avec ses sœurs non mariées : lui, jeune homme d'une trentaine d'années, a besoin de ses espaces, et pour cela il s'est construit cet espace indépendant fait surtout de matériaux de récupération.

Après avoir visité son appartement et celui de ses parents, il m'accompagne pour des entretiens dans le quartier, faisant également d'interprète. Nous rencontrons plusieurs personnes, dont beaucoup semblent pressées de me raconter ce qui s'est passé pendant la Révolution. D'autres mettent plutôt l'accent sur les évictions qui les menace, insistant sur le fait qu'ils ne quitteront jamais le quartier. Quand nous passons dans la rue, nous sommes très reconnaissables, de par ma présence, et tout le monde profite du fait de connaître Salim pour nous arrêter et engager la conversation. Mon contact connaît et salue tout le monde. Quand nous repassons en bas de chez Salim, son père est retourné à son travail de boulanger, et sa mère est assise avec l'une des sœurs de Salim au bord de la route, sur des chaises en plastique. Elles donnent un médicament par injection au petit neveu de Salim, qui est assez malade : cette opération, qui demanderait de la concentration et un environnement propre, est faite à même la rue, au milieu des personnes, des objets et des animaux. D'autres pratiques ont lieu dans la rue, en bas des immeubles ou devant les petites activités commerciales des habitants : un père fait manger sa fille devant son atelier de réparation de vélos, des jeunes prennent une pause du travail en buvant un café, une jeune fille surveille l'échoppe de son père pendant qu'il est sorti.

Vers 17h, le quartier est très animé : les gens rentrent du boulot, mais les commerces sont encore ouverts et tout le monde est dans la rue en attendant le diner, d'ici une heure ou deux, juste après la prière du coucher du soleil. Nous parcourons, avec mon interprète, les ruelles du quartier pour arriver dans une rue sombre, dans un bâtiment entourée de démolitions. J'effectue plusieurs entretiens chez les habitants ; ensuite, Salim veut me montrer à quoi ressemble le quartier vu d'en haut d'un immeuble. Nous arrivons alors chez Emad, qui me fait visiter son immeuble : on monte les étages et on arrive sur le toit, encombré de débris. J'arrive quand-même à sortir sur la terrasse pour prendre les photos : derrière la rue Abou Taleb la scène est impressionnante, les maisons étant pour la plupart détruites ou en ruine. L'intérieur de l'immeuble, comme pour beaucoup d'autres que j'ai visité, est sombre, et l'escalier en ruine : les marches sont usées et c'est parfois dangereux de les parcourir. On

croise deux femmes dans la cage d'escalier, elles n'habitent pas là, mais y viennent souvent voir la famille de Emad, car « *ici tout le monde se connaît, on vit ici depuis notre naissance, on est comme une grande famille* ». L'image extérieure de l'immeuble est plus rassurante que son intérieur : des grands balcons et un aspect après tout solide. C'est en regardant les finitions que l'on se rend compte que l'immeuble peut être en ruine : derrière la façade tout est sur le point de tomber en morceaux : escaliers, rambardes, portes. Les équipements tels les lavabos et les toilettes, souvent installés sur le palier, sont très sales et les fenêtres parfois n'ont pas de vitres.

Malgré cette situation, les habitants affirment haut et fort leur souhait de rester dans le quartier (même si certains avouent qu'ils partiraient, s'ils avaient un autre endroit où aller) car c'est ici que toute leur famille vit depuis des décennies. À l'heure du dîner, Salim m'invite chez ses parents, qui tiennent beaucoup à ce que je sois là : nous mangeons en famille, la tablée est nombreuse. Je quitte le quartier à la tombée de la nuit, mais la vie nocturne ne fait que commencer : les habitants quittent nombreux le quartier, pour aller flâner dans les rues de Wust-al-Balad ou se concéder une balade en bateaux sur les berges du Nil.

2.4 Récit: rencontre au Café Riche

Wust-al-Balad, Le Caire – 07/03/2011

Je commence mon repérage des immeubles achetés par Al Ismaïlia (*cluster* Talaat Harb – Champollion) avec l'immeuble du célèbre Café Riche. Je fais le tour de l'immeuble pour identifier les différents commerces et j'entre par la porte principale, située tout au fond du côté Hoda Sharawi. L'immeuble fait le tour de l'îlot, il a donc 3 façades libres (dont une sur une ruelle intérieure) : la plupart des immeubles achetés par Al Ismaïlia ont la même caractéristique. Le *bawab* (gardien d'immeuble) me dit qu'il y a deux appartements dans l'immeuble ainsi que des compagnies. L'immeuble est effectivement en très mauvais état mais encore visiblement occupé.

Après avoir pris quelques photos je décide d'entrer dans le Café Riche pour demander un entretien plus approfondi que celui de la fois précédente. Le restaurant est ouvert (il est 12h45) et il y a trois clients, qui redoublent pendant les deux heures que je passe dans le café. Le vieux serveur M Farid, présent dans chaque article de presse est là, en livrée, les autres serveurs en costume traditionnel bleu rigoureusement signé « Café Riche » (tout comme chaque chaise du restaurant). En total une vingtaine de personnes travaillent ici. Le gérant du café, M. A., sélectionne personnellement ses clients : « *seuls ceux qui peuvent comprendre la valeur du lieu sont acceptés* ».

Il m'invite à m'asseoir, et dès que je mentionne Al Ismaïlia, il s'emporte. Il affirme qu'il ne quittera jamais le Café Riche, et que la compagnie peut prendre son argent et aller en enfer : « *de toute façon, après le 25 janvier il ne pourrons réaliser aucun de leurs projets* ». Il me montre donc l'acte de propriété du terrain, rédigé en français le 21/2/1925. Le terrain est vendu à 16le/m², soit 26 080le pour 1690m² : « *Un terrain d'un seul tenant formant les lots B&C du plan de lotissement de la propriété du prince Mohammed Pacha [...] 1690m² [...] connu sous le nom de Café Riche* ». Il s'agit du terrain qui va depuis le café jusqu'à la place Talaat Harb : tout a été ensuite vendu par le propriétaire (même si avec obligation de respecter le vis-à-vis avec le café en évitant de construire des boutiques trop « invasives », interdiction qui n'a pas été respectée). L'immeuble a, quant à lui, un autre propriétaire, qui a vendu à Al Ismaïlia. Le terrain appartient à M. A., tandis que le local intérieur, où se trouve le restaurant, le sous-sol, les locaux techniques etc., est loué pour 600egp/mois, depuis 1908, date de la création du café, avec un bail ouvert. Quand Al Ismaïlia a acheté le bâtiment, il a effectivement demandé à changer le contrat, mais A. M. a refusé : « *Je suis seul dans ma lutte, parce que de toute façon les autres occupants de l'immeuble, tout comme le précédent propriétaire, ne comprennent pas la valeur de ma lutte. Ils se contentent d'une compensation et ne peuvent collaborer en aucune manière* ».

Concernant l'extension sur la ruelle intérieure, où la porte d'entrée au café se trouve et qui a été construite entre 1990 et 2000, pendant que le café était fermé pour travaux et à cause du procès, M. A. affirme que ce n'est pas illégal, puisqu'ils possèdent le terrain, mais qu'aujourd'hui, s'il avait à la refaire, sûrement il n'obtiendrait pas les permis nécessaires. Il l'a construite quand on a interdit de boire de l'alcool dans la rue : des panneaux ont alors servi à cacher les clients. Afin d'interdire cette extension, le précédent propriétaire de l'immeuble a intenté un procès au café, qui est resté fermé pendant 10 ans. M. A. a gagné le procès quand il a retrouvé le vieux contrat de 1925 qui certifie la propriété du terrain devant la porte interne du café : il estime de toute façon que « *avant c'était beaucoup mieux que maintenant* » (relativement à la question de la vente et consommation d'alcool dans la rue).

Après la Révolution, selon A. M., le projet d'Al Ismaïlia ne pourra pas continuer, et même s'ils ne le diront pas, ils savent déjà qu'ils seront obligés de revendre tous les immeubles achetés, car leur projet n'est plus réalisable. Il faut dire par contre que Magdy ne croit pas au projet affiché de rénovation, mais pense à un projet caché, plus ample, de démolition à long terme de Wust-al-Balad pour la convertir en « mini-Dubaï ».

Dans sa lutte, Magdy dit avoir également le soutien du monde intellectuel cairote, qui milite en faveur de la conservation de ce lieu historique. Les autres occupants de l'immeuble et des autres immeubles ne peuvent pas comprendre sa lutte et ne peuvent pas y participer, car même s'ils se battent contre Al Ismaïlia c'est pour des questions d'argent. De toute façon, il dit n'être que le gardien de ce lieu spécial, qui appartient de fait au monde intellectuel qui l'a toujours peuplé et l'a rendu si célèbre. Je lui demande alors s'il envisage une collaboration possible dans la rénovation prévue par Al Ismaïlia et bien sur il répond que non, qu'ils doivent juste s'en aller. Même si l'immeuble est classé par NOUH, « *cela n'empêchera pas Al Ismaïlia de les détruire s'ils veulent, car les Égyptiens savent comment contourner les lois* ».

Le petit-fils de M. A., Adrian, une dizaine d'années m'explique que pour lui le Café Riche est comme sa maison : il peut y dormir, y faire ses devoirs et servait de refuge à la famille pendant la Révolution. Il affirme que personne dans la famille ne vendra jamais ni descendra à un compromis avec Al Ismaïlia, car « *il te suffit de rester un peu dans les lieux pour te sentir comme à la maison et comprendre l'importance de rester ici* ».

Al Ismaïlia est si intéressée à ce lieu historique parce qu'ils savent qu'ils pourront en tirer profit. Il faut comprendre, selon l'interviewé, que le Café Riche c'est avant tout un investissement, dans la culture mais aussi dans le tourisme. M. A. sélectionne les clients « *pour protéger les lieux* », mais une protection au niveau législatif permettrait selon lui de valoriser davantage l'endroit : « *NOUH est responsable de restaurer les façades de Downtown, mais leur travail ne va pas plus loin, ils n'ont pas une réelle politique de valorisation des lieux protégés, qui pourrait donner du profit sur le long terme* ». Pendant les

*30 dernières années, la politique de l'infitah a fait perdre à Downtown beaucoup de beaux bâtiments, d'anciennes boutiques, de restaurants qui faisaient la splendeur du quartier dans l'après-guerre. Le Caire était à l'époque comme Paris : après les années 60 tout a commencé à se dégrader petit à petit. Après 1974 les banques sont arrivées, la politique des baux bloqués et les nouveaux commerces ont littéralement pillé les beautés architecturales du centre-ville. Les baux bloqués ont gardé les loyers tellement bas que les propriétaires n'avaient pas assez d'argent pour l'entretien des immeubles, ce qui a emmené à la dégradation que l'on connaît actuellement. Il ne sera pas facile retourner à l'ancienne splendeur, comme beaucoup le préconisent ou le souhaitent, car il n'y a plus d'espaces disponibles. Il faut au contraire revoir les lois et les régulations : maintenant elles sont pratiquement en contradiction avec le fait que l'Égypte devrait être un pays dont l'économie est basée sur le tourisme. Par exemple, la loi qui interdit la vente et la consommation d'alcool dans les bars ouverts est très contraignante pour le tourisme, car les étrangers, quand ils viennent, ils aiment aller boire un verre dans les cafés du centre-ville, voir du monde. Maintenant, au contraire, ils ne peuvent qu'aller dans les hôtels 5 étoiles qui ne sont pas à la portée de tout le monde et qui plus est ils sont tristes ». Avant de se dire au revoir M. A. me montre le livre *Khedivian Cairo* de Soheir Hawas, où figure également le Café Riche.*

« Mériter » la ville globalisée : la production des espaces urbains en centre-ville, entre discours et pratiques micro-locales. Naples et Le Caire

Cette recherche interroge les pratiques discursives de domination et d'altérisation dans la production urbaine. Notre analyse prend le départ du questionnement de la globalisation dans la planification urbaine et de son articulation au niveau micro-local. L'hypothèse est que les pratiques populaires sont utilisées par les groupes dominants comme argument de délégitimation des populations pauvres dans les « visions » de la ville globalisée. Cette stigmatisation se nourrit des stéréotypes de la ville en retard et de l'immobilisme de ces « groupes subalternes », mais également des conflits entre les habitants du centre pour l'appropriation de l'espace au quotidien. La domination exercée résulte alors d'un enchevêtrement complexe entre des conditions sociales réelles et des discours stéréotypés. Cette recherche suit une démarche interdisciplinaire, qui croise les approches à la ville propres à l'architecture avec le regard sociologique. Le choix des terrains d'étude se porte sur deux métropoles, Le Caire (Égypte) et Naples (Italie). Malgré de profondes différences de contexte, les questions s'imbriquent : l'attractivité touristique qui passe par le changement de population, la patrimonialisation de l'architecture des centres, et un urbanisme hanté par le mythe d'une grandeur déchue. À travers l'étude des pratiques micro-locales d'occupation du logement et de l'espace urbain, ainsi que du processus de construction et de manipulation d'une condition de « subalternité métropolitaine », il apparaît que si d'un côté les aménageurs revendiquent le monopole de la prise de décision, de l'autre les habitants mettent en place une production de l'espace urbain « par le bas ».

Subalterne - Production urbaine – Domination - Pratiques urbaines – Patrimonialisation - Espace limitrophe

"Deserving" the globalized city: the production of urban spaces in the city centre, between discourse and micro-local practices. Naples and Cairo

This research examines the discursive practices of domination and othering in urban production. Our analysis takes the start of the questioning of globalization in urban planning and its relationship with the micro-local level. Our hypothesis is that popular practices are used by dominant groups as an argument of delegitimization of the poor in the "visions" of the globalized city. This stigma is fuelled by the stereotypes of the undeveloped city and the immobilism of these "subaltern groups," but also by the conflicts between the inhabitants of the centre for the appropriation of space in everyday life. Thus the domination result of a complex tangle between real social conditions and stereotypical discourses. This research follows an interdisciplinary approach, which crosses the architecture-specific analysis of the city with a sociological perspective. We chose as our case studies two cities, Cairo (Egypt) and Naples (Italy). Despite the profound differences in context, many issues overlap: the attraction that goes through the population changes, the heritage politics in the city centres, and an urban planning haunted by the myth of fallen greatness. Through the study of micro-local practices of occupation of housing and urban space, and the process of construction and manipulation of a condition of "metropolitan subalternity" it appears that if developers claim the monopoly of decision making, inhabitants put up a production of urban space "from below".

Subaltern - Urban production – Domination - Urban practices - Heritage politics - Neighbouring space